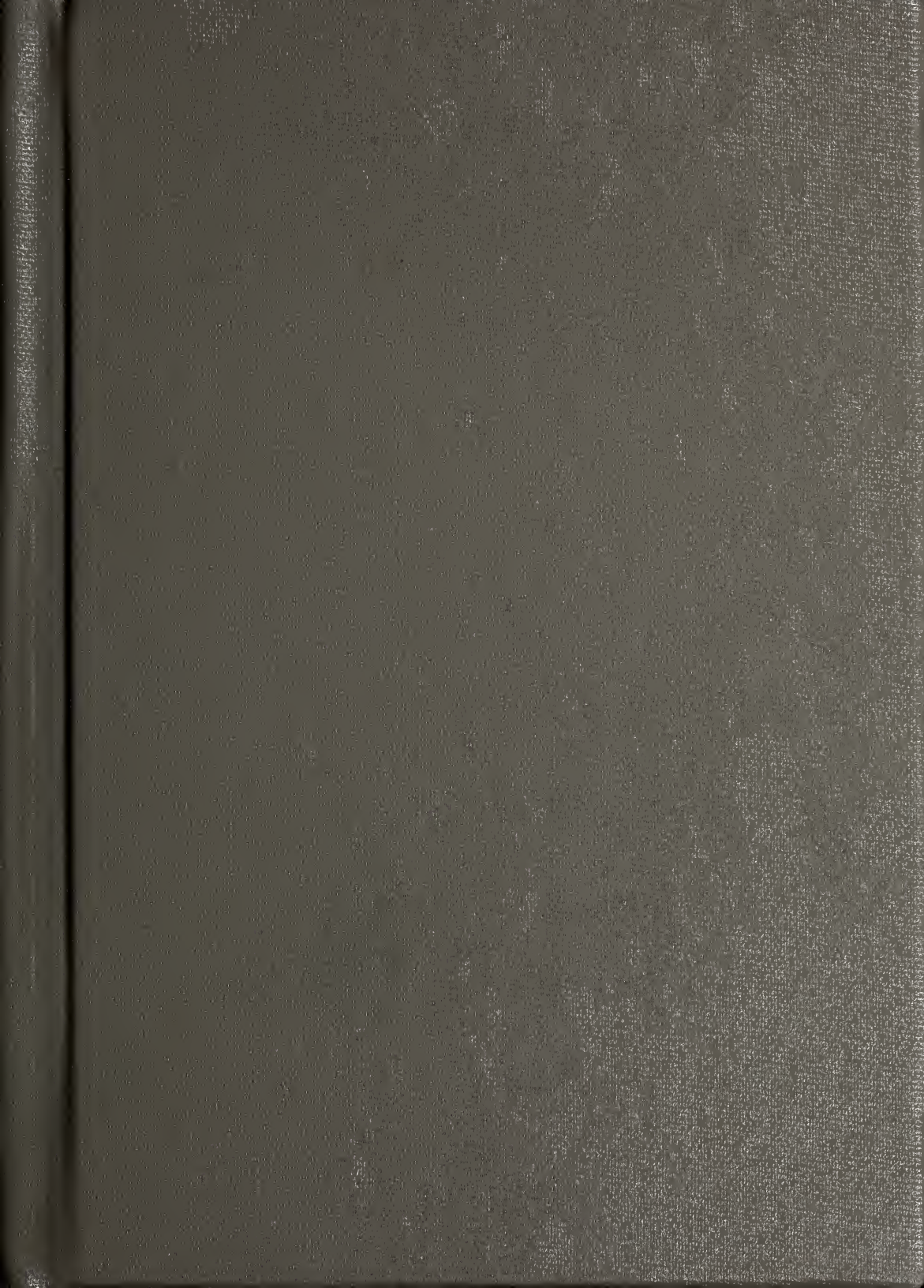






Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/bulletin67soci>

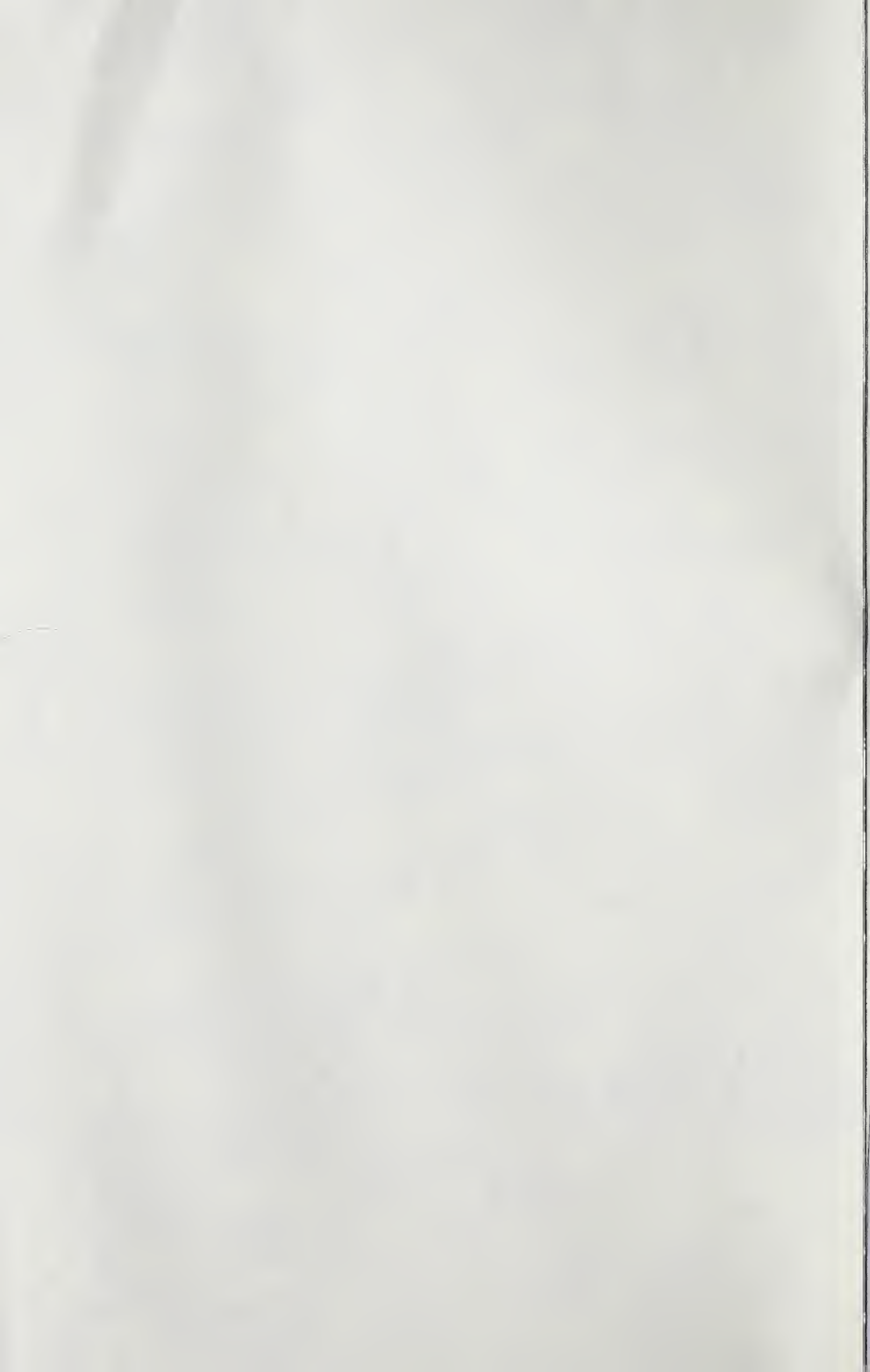
The HF Group

Indiana Plant

054752 2 20 00



6/20/2006



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

GENEALOGY
944
B873ZZ
1918



Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXVII^e ANNÉE

~~SEIZIÈME~~ DE LA 5^e SÉRIE

Année 1918

Janvier - Mars



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1918

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXVII^e année.

A propos de Calvin, des Jésuites, de M. F. Brunetière
et de M. l'abbé J. Paquier.

Qui se rappelle qu'il y a vingt-deux ans, à cette même place, dans les premières pages du *Bulletin* de 1896, je racontais comment j'avais été amené à correspondre indirectement avec M. Ferdinand Brunetière? Deux années auparavant notre ami, M. le pasteur Théodore Monod, m'avait fait remarquer une note du tome I^{er} (1886) du *Blaise Pascal* de la *Collection des grands écrivains français* de Hachette. M. Prosper Faugère, pour excuser le jésuite Caramuel auquel Pascal reprochait d'avoir écrit « *qu'un prêtre peut, non seulement tuer en certaines rencontres un calomniateur, mais encore qu'il y en a où il doit le faire* », — prétendait que cette « singulière doctrine » était « conforme à celle que Calvin professait envers les jésuites ». Il citait, à l'appui, un aphorisme latin attribué au réformateur et disant : « *Les Jésuites, étant nos ennemis capitaux, doivent être, ou tués, ou, si cela ne peut se faire commodément, expulsés, ou, dans tous les cas, accablés par des mensonges et des calomnies.* » Si M. Faugère s'était donné la peine de vérifier l'exactitude de cette prétendue citation, il aurait découvert qu'elle était, non de Calvin, mais du jésuite Becanus, lequel feignait d'attribuer à Calvin ce moyen de propager le Calvinisme — ce qui avait été démontré tout au long dans ce *Bulletin* déjà en 1854 (p. 150, cf. 1894, p. 556).

M. Faugère étant mort et M. Brunetière ayant été chargé de le remplacer, c'est à lui que fut remis le dossier qu'en mars 1895, j'avais adressé à la maison Hachette pour que la mémoire de Calvin fût déchargée de la grossière calomnie que M. Faugère avait endossée. M. Brunetière prit sa belle plume et, du haut de son fauteuil de la *Revue des Deux Mondes*, nous signifia que « *si Calvin n'a pas écrit les lignes que lui attribue M. Faugère... on*

n'en trouverait que trop aisément l'équivalent dans son œuvre... qu'en somme l'erreur de Faugère est sans réelle importance., etc. (Bull. 1896, p. 7). — Le deuxième et dernier volume des *Provinciales* parut, en effet, enrichi d'un grand nombre d'appendices, mais sans aucune rectification en ce qui concernait Calvin. L'affaire fit quelque bruit, surtout lorsque, dans le *Journal de Genève* (25 janvier 1896), notre regretté collègue Auguste Sabatier eut fait toucher du doigt l'inanité et le parti pris des raisons de M. Brunetière, et terminé son article en exprimant le regret qu'il « n'ait pas une conscience scientifique plus difficile » (1).

* * *

Il nous revint que le célèbre académicien fut très vexé du bruit fait autour de sa lettre et peut-être ce sentiment ne fut-il pas étranger aux efforts qu'il fit pour justifier sa prétention de reléguer Calvin et, avec lui, d'autres hérétiques de marque comme Marot et d'Aubigné, en dehors de la liste des œuvres vraiment classiques de notre littérature nationale (2). Il fit paraître, en effet, en 1898, son *Manuel de l'Histoire de la Littérature française*, dans l'index duquel Calvin brille par son absence, M. Brunetière ne pensant pas « qu'il manquerait quelque chose à la suite de notre littérature s'il y manquait ». (Bull. 1898, 161.)

Peut-être — ces choses arrivent parfois, même à des académiciens, lorsqu'ils sont aussi sûrs d'eux-mêmes et aussi occupés que l'illustre directeur de la *Revue des Deux Mondes*, — M. Brunetière connaissait-il Calvin, à cette époque, surtout par ouï-dire? Toujours est-il que, deux années plus tard, il semblait avoir pris la peine de le lire, puisque, le 15 octobre 1900, il nous donnait, dans sa *Revue*, sur l'*Œuvre littéraire de Calvin* (3), l'étude qui commence par ces lignes souvent citées : « Il y a une Réforme purement française qui n'a rien dû, de son origine, ou peu de chose, à la Réforme allemande ou anglaise ». Il reconnaissait que « l'*Institution chrétienne* est un des grands livres de la prose française et le premier en date dont on puisse dire que les proportions, l'ordonnance, l'architecture ont vraiment quelque chose de monumental ». En revanche, le réformateur « excellait à déplacer les questions », à « en dénaturer le sens », orgueilleux,

1. Toute la controverse fut résumée en 1899 par M. Yves Guyot dans son petit volume intitulé *Les Raisons de Basile* (Paris, Stock).

2. Malgré l'hommage éclatant rendu dès 1894 à la valeur littéraire de l'*Institution*, par M. G. Lanson.

3. Elle a été reproduite dans son *Histoire de la Littérature française classique*, I, 193-230 (cf. Bull., 1909, 394, où j'ai oublié de l'indiquer).

rancunier, « insultant ses adversaires » jusque sur son lit de mort, etc. (cf. *Bull.* 1901, 658).

Cette étude devait préparer les Genevois à entendre M. Brunetière exposer et critiquer, avec plus de courtoisie toutefois, l'*Œuvre de Calvin* (1). Le résultat de cette conférence, qui fit courir tout Genève au Victoria Hall le 17 décembre 1901, ne fut peut-être pas conforme aux espérances du conférencier. Il eut beau débiter par avouer qu'il avait « souhaité de parler, à Genève, du réformateur, sans outrager sa mémoire, comme « on le fait encore trop souvent », et terminer par un appel à « l'union » ou la « réunion », puisque la « conception calviniste — c'est-à-dire, d'après lui, intellectuelle, aristocratique et individuelle — de la religion semble perdre aujourd'hui de son empire ». Les Genevois, qui ont bonne mémoire, écoutèrent avec la déférence due au talent incontestable de l'orateur, mais, après avoir copieusement discuté ses idées, se retrouvèrent « un peu plus calvinistes qu'il ne les avait trouvés » (2).

*
* *

En définitive, jamais M. Brunetière ne consentit à désavouer sa fameuse lettre autographe de 1896. Mais la note, qu'elle s'efforçait de justifier, a pourtant fini par disparaître. Voici, en effet, la lettre que M. Th. Monod, qu'il faut féliciter de sa vigilance, vient de me transmettre :

« Quant à la rectification qui vise l'édition Faugère, elle a été accueillie dans la nouvelle édition qui remplace celle-ci et qui a paru immédiatement avant la guerre ; ce qui explique qu'elle n'ait guère été annoncée. Au tome V, p. 107, se trouve la note suivante, relative au texte de Caramuel cité par Pascal, dans la VII^e *Provinciale* :

« Faugère rapprochait de cette théorie de Caramuel une phrase « des *Aphorismes de Calvin* où celui-ci conseillerait l'emploi des « mêmes procédés à l'égard des Jésuites ; mais cet ouvrage est « l'œuvre du jésuite Martin Bécan qui attribue faussement cette « doctrine à Calvin (cf. Weiss, *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 1896 « (t. XLV) p. 5 »).

« Cette note est l'œuvre de mon collaborateur Félix Gazier qui s'est occupé des *Provinciales* et qui a été tué sur la Somme.

1. Le texte de la conférence parut dans les *Débats* du 18 décembre 1901 et a été reproduit dans les *Discours de combat* de l'auteur, nouvelle série, Perrin, 1903 ; le *Bulletin* du 15 janvier 1902 en a publié (p. 38) un résumé et une critique très détaillée.

2. Voy. *Journal de Genève*, 6 janvier 1902.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

« J. BRUNSCHVIG. »

Il nous a donc fallu plus de vingt ans — parce qu'il s'agissait de Calvin — pour obtenir la suppression d'un propos calomnieux qui lui était faussement attribué. Combien nous faudra-t-il d'années pour que le *Catéchisme de persévérance*, que je ne cesserai de citer, cesse de salir, tout aussi faussement, sa mémoire, ainsi que celle des autres réformateurs ? Des adversaires comme Brunetière et l'abbé Paquier, que j'ai cité naguère, répudient ce genre de polémique. Ce dernier m'écrit même, en m'annonçant le texte des conférences qu'il vient de faire à l'église de la Trinité, sur *Luther et l'Allemagne*, qu'en réalité il avait « en vue une étude sereine... en dehors de toute guerre et de toute préoccupation aiguë ». Je ne lui ai pas répondu ce qu'un catholique lui avait reproché ailleurs, d'avoir « fait une mauvaise action ». J'aurais pu m'étonner que l'auteur d'une biographie de Jérôme Aléandre, très documenté sur l'immoralité de ce principal adversaire de Luther ainsi que des autres dignitaires de la curie, n'ait pas craint de parler des mœurs du réformateur comme il l'a fait (1), sans preuves d'ailleurs, — si je ne savais qu'il n'y a pas de public plus ignorant que le public parisien. Je me suis donc borné à lui faire remarquer qu'après tout, les catholiques allemands, beaucoup plus nombreux que les protestants de même langue, n'ont pas d'alliés plus dangereux que les clergés catholiques espagnols, canadiens *français* et irlandais, ce dernier surtout qui menace l'Angleterre de la guerre civile. M. Paquier me répond que « c'est *précisément contre ces catholiques* qu'il lutte dans son opuscule le *Protestantisme allemand* ».

J'avoue humblement que je ne comprends plus. Qu'est-ce donc que cette unité, cette uniformité catholique dont on nous rompt les oreilles et qu'on reproche perpétuellement aux protestants d'avoir rompue, alors qu'ils en ont été expulsés par le fer, le feu et la calomnie ? Oui, ou non, ces catholiques-là sont-ils aussi bons catholiques que ceux de France ? N'ont-ils pas l'appui, au moins tacite du pape ; ce dernier, qui est le chef seul responsable de l'Eglise, les a-t-il désavoués ? S'il a versé des larmes sur la cathédrale de Reims et sauvé quelques cloches en Belgique, a-t-il élevé un mot, un seul, de protestation, contre des crimes et des lâchetés qui ont révolté les plus endurcis des incrédules ? S'il ne l'a pas fait, de quel droit les catholiques français le font-ils ? Et si ceux-ci le font, c'est-à-dire *font acte de protestants* en ne

1. Voy. entre autres, *Le Protestantisme allemand*, p. 28.

conformant pas leur conduite à celle de leur chef, de quel droit et au nom de quelle logique accusent-ils *le protestantisme*, l'esprit protestant « de cette folie d'égoïsme et d'orgueil, de ce débordement de déloyauté et de brutalité », dont l'abbé Paquier déclare « le protestantisme allemand surtout responsable » ? (1) S'il n'y avait pas les millions de protestants anglais, américains et autres qui se sont insurgés au nom d'un idéal supérieur et antérieur à celui du pape et de son Eglise si peu « apostolique », mais d'autant plus romaine, les catholiques français pourraient-ils se séparer des catholiques allemands qui depuis longtemps ont réduit leurs compatriotes protestants au rôle de comparses ?

Qu'on cesse donc de faire du protestantisme l'éternel bouc émissaire, et nous nous efforcerons de comprendre cette phrase d'une lettre de l'abbé Paquier : « J'ai eu soin de distinguer la *semence protestante* et le sol de l'Allemagne de Saxe ».

N. WEISS.

Nos deuils.

Notre nouveau collègue, M. le professeur Ernest Denis a été tout particulièrement éprouvé. Il a perdu d'abord son fils **Jacques Denis**, avocat à la Cour d'Appel de Paris, sous-lieutenant commandant une section de mitrailleuses, tué le 25 août 1914 à Douville. L'année suivante le gendre de M. Denis, **Antoine Bianconi**, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur de philosophie au lycée d'Amiens, sous-lieutenant au 172^e d'infanterie, tombait, lui aussi, le 5 mars 1915, à la fameuse Butte du Mesnil.

Notre collègue M. le pasteur et professeur John Viénot a été durement frappé par la perte de son gendre **Jean Monod**, pasteur d'Eynesse (Gironde), sergent-infirmier, tué par le bombardement de l'ambulance de Wadelincourt, dans la nuit du 4 au 5 septembre 1917 ; il a été cité à l'ordre du jour.

1. *Ibid.*, p. 139.

Études Historiques

LES MÉMOIRES DE CAVALIER SUR LA GUERRE DES CÉVENNES ⁽¹⁾

Les *Mémoires* sur la guerre des Camisards, d'origine cévenole et contemporains des événements, sont d'une extrême rareté. Les insurgés, chefs et soldats, paysans de la plaine ou de la montagne, savaient tenir un fusil mais non une plume. Aussi n'est-il possible de citer aucune relation, exception faite des ouvrages de Cavalier et de Bonbonnoux, qui puisse leur être attribuée, mais le récit de ce dernier est moins une chronique de l'insurrection qu'une autobiographie. Les *Mémoires* de Cavalier doivent donc être considérés comme le document le plus important que nous possédions, de source camisarde, sur les événements des Cévennes. Cependant ils sont tombés dans un injuste oubli, victimes du discrédit que Court, dans son *Histoire des troubles des Cévennes*, a jeté sur cet ouvrage, alors que souvent, sans même le citer, il lui ait emprunté des pages entières.

Les *Mémoires* ne pouvaient avoir la précision des travaux historiques : leur auteur, dans ses luttes incessantes avec les troupes royales, campant dans les montagnes et les forêts, n'avait ni le loisir, ni le souci de prendre des notes sur ses campagnes. Quand il se décida à écrire son livre, il dut se confier à sa mémoire, qu'il estimait fidèle,

(1) Cette étude forme l'Introduction à la réédition de ces *Mémoires*.

mais qui n'était pas assez sûre pour le préserver de nombreuses erreurs. La chronologie des *Mémoires* suffirait à en donner la preuve. Les mois, parfois même les années, se confondent dans les souvenirs de Cavalier, qui anticipe sur les événements, de même qu'il revient sur le passé, mais cette confusion de la rédaction n'en altère pas toujours la vérité. C'est à l'historien de la dégager des imperfections du récit.

Malgré les lacunes et les erreurs des *Mémoires*, la personnalité de celui que ses ennemis considéraient comme le chef le plus éminent des Camisards s'y révèle d'une manière remarquable.

Au lendemain de sa première entrevue avec Cavalier, l'intendant Bâville écrivait à Chamillart : « C'est un paysan grossier, mais avec de l'esprit et de la fermeté. » Il voyait juste, mais oubliait que cette grossièreté d'apparence n'excluait ni la finesse, ni l'habileté. De longue date, sous le régime de terreur qui, surtout depuis la révocation de l'édit de Nantes, pesait sur le Languedoc, les Cévenols avaient appris à ne rien trahir de leur sourde opposition à la politique de leurs persécuteurs. Ils élevaient leurs enfants à cette école, et Cavalier en avait reçu les leçons. Le prêtre de Ribaute, son village natal, l'entendant réciter son catéchisme, le croyait « bon romain », alors que, docile aux instructions de sa mère, son aversion pour l'Église catholique ne cessait de grandir.

La ruse est, de tout temps, l'arme préférée des faibles contre les forts. Nul ne devait s'en servir avec plus d'audace et d'habileté que le chef camisard. Dès les premiers jours de l'insurrection, il se déguisa avec ses compagnons pour tromper l'ennemi ; plus tard il se fit passer pour le neveu du comte de Broglio afin de s'emparer du château de Servas. Sur son ordre, à diverses reprises, ses soldats endossèrent des uniformes de troupes royales afin de les approcher plus sûrement et de les combattre victorieusement. Dans ses négociations avec le maréchal de Villars, il accepta d'être accusé de trahir son parti afin de mieux servir la cause dont il avait la défense. A l'heure où il

préparait son évasion de France, pour déjouer tous les soupçons, il écrivait à Chamillart que Roland avait eu le sort qu'il méritait, mais, en même temps, il faisait savoir à ses amis des Cévennes qu'il était plus que jamais décidé à les défendre et « qu'il était toujours Cavalier ».

A la ruse il unissait l'esprit et la fermeté dont parlait Bâville, mais aussi, au dire de Villars, un bon sens surprenant. Cavalier, de l'aveu de ses adversaires, avait les qualités d'un chef. Malgré sa jeunesse, — il avait vingt et un ans, — il imposa son autorité, et ses soldats, a dit Bonbonnoux, lui « obéissaient comme à Dieu lui-même ». Quelques mois de campagne avaient fait du chef camisard un manœuvrier si habile que Bâville se refusait à croire que des officiers étrangers ne fussent pas à la tête de l'insurrection. Sous son commandement, rapidement ses troupes se disciplinèrent, affrontèrent, sans se rompre, le feu de l'ennemi, et les Camisards, vrais soldats de France, chargèrent à la baïonnette. Il ne tarda pas à savoir utiliser le terrain, car il n'était route, sentier, bois du pays qu'il ne connût, ne se lassant pas de diviser les forces ennemies et les contraignant à le poursuivre par des marches forcées qui n'étonnaient pas ses montagnards mais épuisaient les troupes régulières en exaspérant leurs officiers. S'il acceptait le combat, ses ordres étaient précis, préparant des embuscades et mettant des soldats en réserve « tout aussi bien, disait le général La Lande, qu'un homme de guerre habile aurait pu faire ». Éloge que confirmait le maréchal de Villars alors qu'il écrivait que « Cavalier avait beaucoup d'arrangement pour sa subsistance et disposait ses troupes pour une action aussi bien que des officiers très entendus le pourraient faire ». Tels devaient être un siècle plus tard, sur un plus grand théâtre, les jeunes généraux de la Révolution française.

La guerre des Cévennes apparaît dans les *Mémoires* avec son véritable caractère, celui d'une insurrection populaire et religieuse contre la tyrannie royale et cléricale. « Éviter d'aller à la messe, échapper à la persécu-

tion, obtenir la liberté de servir Dieu comme il nous le commande, telles furent les principales raisons de notre prise d'armes », c'est en ces termes que Cavalier justifie la révolte cévenole. Nombreux sont les historiens qui ont prétendu que cette guerre avait été fomentée par l'étranger et que le meurtre de l'abbé du Chayla en donna le signal. Plus sérieuses sont les causes indiquées par Cavalier. L'odieuse contrainte d'assister à la messe, imposée si durement par Bâville et dont le clergé surveilla l'exécution avec tant de rigueur, exaspéra les nouveaux catholiques et prépara leur insurrection et l'atroce répression, qui suivit le drame du Pont de Montvert, la fit éclater. Bâville cependant savait, et d'une manière certaine, comme il le reconnaissait lui-même, que si l'abbé du Chayla eût libéré ses prisonniers, et si l'un de ses valets n'eût pas tué l'un de ceux qui les réclamaient, nul meurtre n'eût été commis. Mais lorsque les Cévenols se virent traqués « comme des loups enragés », lorsque les exécutions se multiplièrent, que Broglio, ordonnant de couper les têtes des révoltés, les fit clouer sur le pont d'Anduze, « une telle cruauté lasse notre patience », écrit Cavalier et le désespoir souleva les Cévennes.

Bâville avait cru, une fois de plus, qu'il pourrait terroriser les nouveaux convertis ; il dépassa la mesure. L'incendie était allumé et quelques mois plus tard gagnait presque tout le Languedoc. Le jour vint où les révoltés ne voulurent déposer les armes qu'à la condition d'être assurés que la liberté de conscience leur serait rendue. Considérer la guerre des Cévennes comme une jaquerie est une erreur, son caractère religieux est indéniable, Cavalier n'a jamais cessé de déclarer qu'il ne mettrait bas les armes que s'il pouvait servir Dieu dans la liberté de sa conscience. « Je vous envoie, en original, une lettre qu'il a plu à Cavalier de m'écrire, mandait Montrevel à Chamillart, par laquelle vous verrez que ces coquins ont l'insolence de dire qu'ils ne mettront jamais armes bas, qu'on ne leur ait accordé le rétablissement de leurs temples ». Cavalier, en effet, disait : « Nous ne demandons que ser-

vir Dieu en le priant incessamment qu'il veuille nous accorder la liberté de conscience où tant de bonnes âmes soupirent » et il ajoutait : « Nous souffrirons la mort plutôt que d'abandonner notre religion. »

Un mois plus tard, le 27 mars 1704, ils s'adressaient encore à Montrevel pour lui dire : « Si l'on veut nous laisser cette liberté de servir Dieu selon la pureté de son Évangile, voilà sitôt la guerre finie. »

Lorsque Villars arriva en Languedoc, Cavalier lui écrivit du Désert, le 30 avril 1704, pour le supplier « d'accepter cette demande pour le bien et la prospérité du royaume qui est la liberté de conscience et la délivrance des prisonniers et de tant de galériens qui souffrent injustement pour avoir voulu soutenir la vérité ». Les négociations de Cavalier avec le maréchal de Villars ont trop souvent été jugées avec sévérité et même l'accusation d'avoir trahi les Camisards, pour obtenir grade et pension, ne lui a pas été épargnée. Les documents historiques doivent faire écarter des imputations aussi injurieuses pour son caractère. Il ne céda pas à la vanité et encore moins à l'intérêt. Le titre de colonel eût pu éblouir le boulanger d'Anduze, mais Villars a déclaré que jamais il ne lui fit la moindre promesse à cet égard. Du reste le seul fait d'avoir renoncé au titre et d'avoir abandonné la pension, quelques semaines après les avoir reçus, sans les avoir demandés, suffit à prouver qu'il n'avait cédé ni à la vanité, ni à l'intérêt. Cavalier affirme, de la manière la plus précise, qu'il réclama à Villars la liberté de conscience, alors que le maréchal de même que Bâville, dans leurs lettres à Chamillart, déclarent qu'il offrit une soumission sans réserve. Il était possible, en un temps où le roi n'avait pas d'autres informations que celles données par ses ministres, de lui dissimuler la vérité et, de même qu'il n'avait connu que tardivement la gravité du mouvement des Cévennes, de même il ignora les conditions du traité de Cavalier avec Villars et comment le chef cévenol avait traité, d'égal à égal, avec le maréchal de France.

D'Aigaliers a raconté, dans ses *Souvenirs*, qu'ayant dit

à Chamillart qu'il faudrait que Sa Majesté permît à ses sujets protestants réformés l'exercice de leur religion, le ministre lui avait répondu : « Comment ! rétablir l'exercice de la religion prétendue réformée ; gardez-vous bien de parler de cela ! Le roi verrait plutôt son royaume bouleversé. » Villars et Bâville connaissaient l'orgueil de Louis XIV et son inflexible volonté de ne jamais céder sur la question de la liberté de conscience et, se sachant dans son absolue dépendance, ils n'osèrent jamais lui proposer la moindre concession sur le terrain religieux.

Cavalier, au lendemain de ses défaites, lorsqu'il traita avec Villars, pouvait croire que la liberté de conscience serait accordée aux Camisards. Sans doute leurs temples ne seraient pas relevés de leurs ruines et leurs anciens pasteurs ne reviendraient pas de l'exil. Mais du moins une contrainte odieuse ne les forcerait plus, livrés à la merci d'un clergé inquisiteur, à assister à la messe. Le maréchal de Villars n'avait-il pas fait abattre les gibets et briser les roues qui déshonoraient Nîmes ?

Des assemblées religieuses, réunissant jusqu'à douze mille assistants, s'étaient tenues librement à Calvisson sans que les dragons, à leur ordinaire, vinssent les charger. Il parut, pendant quelques jours, qu'une ère nouvelle commençait et que les chefs camisards, à l'exemple de Cavalier, feraient leur soumission. Mais Villars, sur l'heure, était dénoncé à Versailles, pour avoir, tolérant de telles assemblées, au mépris de la volonté du roi, accordé la liberté de conscience aux rebelles.

L'illustre maréchal aurait eu moins de peine à se justifier d'une défaite qu'à se défendre, comme il dut le faire, contre une accusation qui pouvait le perdre à jamais auprès de Louis XIV. Aussi, par son ordre, les assemblées furent interdites et, à la joie des premiers jours, succédèrent des craintes qui ne cessèrent de grandir. Un événement imprévu, dont Cavalier ne fait pas mention dans ses *Mémoires*, mais qui donne l'explication de sa conduite, amena l'échec des négociations.

Cavalier a affirmé que les Camisards ne sollicitèrent

pas les secours des puissances ennemies, affirmation confirmée par les documents officiels qui ne révèlent aucune trace de négociations avec les alliés, antérieures au mouvement de 1702, qui auraient pu en préparer l'exécution comme en favoriser le succès. Mais plus tard, lorsque l'insurrection fut devenue redoutable, au mois de juin 1703, les alliés, sur les instances pressantes de M. de Miremont, comprenant les services qu'elle pouvait leur rendre, commencèrent à promettre aux Camisards l'envoi de secours qu'ils ne devaient jamais recevoir.

Alors que Cavalier venait de traiter avec Villars, arrivait à Nîmes, Rocayrol, émissaire des alliés, chargé de supplier les chefs camisards de tenir à tout prix la campagne, en leur promettant, de la manière la plus solennelle, l'arrivée prochaine de secours importants. La suppression des assemblées religieuses et la libération des prisonniers retardée éveillant déjà la défiance des Camisards, ces promesses ranimèrent leurs espérances et, dès lors, gagner du temps apparut à Cavalier comme à Roland le premier but à atteindre.

Aussi était-il nécessaire de créer une diversion, sans rompre les négociations qui avaient suspendu les hostilités, Cavalier restant en rapports suivis avec Villars, pendant que Roland, inexpugnable dans les Hautes-Cévennes, refuserait de se soumettre si l'édit de Nantes n'était pas rétabli.

Que l'intervention de Rocayrol ait déterminé l'échec des négociations, rien n'est plus exact. Trois ans plus tard, victime d'une trahison, il était arrêté en Alsace. M. de Puy-sieulx, ambassadeur de France à Berne, en faisant part de cette nouvelle à M. de Chamillart, lui demandait de faire grâce de la vie à Rocayrol, si celui-ci révélait les intelligences qu'il avait eues, en 1704, avec les Camisards. A cette grâce accordée, Rocayrol répondit en livrant ses papiers qu'il avait mis en lieu sûr, à Schaffhouse.

Mis en possession de ces documents, Bâville écrivait, le 12 juillet 1707, à M. de Puy-sieulx : « Je travaille à déchiffrer tous les papiers de Rocayrol, j'y vois une rela-

tion bien exacte de ce qui s'est passé dans nos Cévennes. Il est certain que ce malheureux nous empêcha de finir tout d'un coup la révolte des Cévennes après la retraite de Cavalier et qu'il nous donna encore bien de la peine qui ne finit que lorsque Roland fut tué et ses principaux ministres pris et roués. »

Lorsque Cavalier, interné dans l'île de Vallabrègues avec les Camisards restés fidèles à leur chef, reçut l'ordre de partir pour Brisach, il résolut, si extraordinaire que pût paraître son dessein, d'obtenir une audience de Louis XIV. Il était persuadé que le roi ignorait les véritables causes de la guerre des Cévennes et que, pouvant les lui faire connaître, il obtiendrait la ratification des promesses de Villars. Se faisant recommander à Chamillart par le maréchal, il fit savoir au ministre qu'il avait d'importants secrets à lui révéler. Appelé à Versailles, il déclara alors qu'il ne parlerait qu'au roi, donnant une nouvelle preuve de sa fermeté par une obstination que rien ne put vaincre, à solliciter cette entrevue.

Cavalier, « ce paysan du plus bas étage, qui n'avait que vingt-deux ans et n'en paraissait pas dix-huit, sans aucune mine », au dire de Villars, qui cependant déclarait « avoir eu le grand bonheur de l'ôter aux Camisards », n'avait pas redouté de se trouver en présence de Louis XIV, dont la majesté royale était alors sans rivale. Aussi ne doit-on pas s'étonner si plusieurs historiens ont contesté la vérité du récit que Cavalier a donné de ce célèbre entretien. Ils ont rapporté que le chef camisard, placé sur le passage du roi, celui-ci, daignant à peine le regarder, avait haussé les épaules. Il suffit de dire que les lettres de la Palatine et de Chamillart ont confirmé l'exactitude de la relation de Cavalier.

Mais lorsque Louis XIV lui eut interdit de faire la moindre allusion au traité qu'il avait conclu avec Villars, il ne put se faire illusion sur la volonté du roi de refuser la liberté de conscience. Malgré les brillantes promesses d'avenir que lui fit entrevoir Chamillart, un mois plus tard, déjouant la surveillance de ses gardes, il passait en

Suisse, avec ses Camisards, pour retrouver sa liberté d'action, mais il voulut, une fois encore, en appeler aux négociations de Nîmes. « Si Votre Grandeur, écrivait-il à Chamillart, dans une lettre datée de Lausanne, le 4 septembre 1704, voulait avoir la bonté de me faire tenir la promesse que M. le Maréchal et M. de Bâville avaient eu la bonté de me donner, je serai toujours zélé pour le service de Sa Majesté. »

La rupture était définitive ; Chamillart ne voulait pas entendre parler d'un traité où paraissait le nom d'un homme, né, disait-il, « dans une condition aussi basse que la sienne ». Cependant ce n'était pas en vain que Cavalier, deux années durant, avait tenu tête à deux maréchaux de France et, avec ses vaillants soldats, avait soutenu la lutte contre les troupes du grand roi. Cavalier, le soldat de la liberté de conscience, avait préparé sa victoire sur l'intolérance.

Considérer la guerre des Camisards comme une révolte qui, réprimée victorieusement, ne devait pas avoir de suite, est une erreur. Les sacrifices faits en faveur d'une grande cause ne sauraient demeurer inutiles. Sans l'insurrection des Cévennes, le protestantisme n'aurait pu se maintenir en France. Il n'était pas de croyance plus répandue, aux jours où elle éclata, que celle de la ruine fatale de « la religion prétendue réformée ». Les protestants, convertis de force, sans pasteurs, sans temples, sans écoles, pourraient encore demeurer secrètement fidèles à leur Église, mais, du moins, il paraissait certain que leurs enfants, élèves des écoles catholiques et instruits par les prêtres, ne partageraient pas leurs croyances et que l'unité religieuse du royaume se trouverait ainsi réalisée. Aussi Bâville, en constatant « que les plus opiniâtres des nouveaux convertis mouraient tous les jours », pouvait-il déclarer que leurs enfants seraient de la religion du roi.

L'intendant savait que le centre de la résistance protestante en France se trouvait en Languedoc et que le détruire assurerait le succès de la politique de la Révoca-

tion. Aussi, avec une persévérance que rien n'avait pu ébranler, appuyé par les évêques de la province, avait-il demandé et obtenu que les nouveaux convertis fussent astreints à remplir leurs devoirs de catholiques jusqu'à leur ordonner, « lors de la célébration de la Sainte Messe, d'y adorer à genoux le Très Saint-Sacrement de l'autel ».

A maintenir inflexiblement une telle contrainte, la lassitude, avec le cours des années, aurait pu faire triompher la politique de l'intendant. Sans doute des résistances courageuses se seraient manifestées, mais la masse, peu à peu, se serait désagrégée, et dès lors l'entière ruine des Églises protestantes ne pouvait plus être évitée. La guerre des Cévennes révéla que les nouveaux convertis étaient décidés, plus que jamais, à soustraire leurs enfants à la propagande catholique. « Tout ce qui est révolté, écrivait Villars, est né dans la religion catholique, c'est la fleur de la jeunesse et cependant plus huguenots que leurs pères. » Cavalier n'avait-il pas été confirmé par l'évêque d'Alais qui, surpris de son intelligence, voulait lui faire donner une instruction supérieure à celle de son école de village ?

Bâville lui-même avait dû reconnaître que son régime de violence n'avait eu pour résultat que d'exaspérer les nouveaux catholiques et que c'était en vain que, par le fer et le feu, il avait fait, des Hautes-Cévennes, un désert. Il avait même avoué au maréchal de Villars qu'il était maintenant persuadé que les curés devaient marier les nouveaux convertis sans exiger d'eux ni confession ni communion. C'était en même temps l'aveu de l'échec de sa politique, et il n'est pas surprenant qu'il ait pu écrire à son frère, au lendemain de l'insurrection, instruit par de cruelles expériences, qu'il n'avait jamais approuvé la révocation de l'édit de Nantes. Devenue loi du royaume, il avait voulu l'exécuter, mais il avait pu en mesurer les funestes résultats.

Il était vrai que la révolte cévenole avait été étouffée, mais au prix de tels sacrifices, et en faisant redouter de

si grands dangers que tout commandait d'en prévenir à jamais le retour. Ainsi le protestantisme, malgré la plus inique des législations, demeurerait irréductible. Une minorité religieuse, résistant à toutes les persécutions, se maintenait en France et allait remplir un rôle libérateur dans son histoire. En elle devait s'incarner l'inflexible revendication de la liberté de conscience alors condamnée et proscrite. Au nom de l'Assemblée du clergé de France, il avait été dit à Louis XIV : « La liberté de conscience est regardée par tous les catholiques comme un précipice creusé devant leurs pieds, comme un piège préparé à leur simplicité et comme une porte ouverte au libertinage. Otez-leur, Sire, ôtez-leur cette funeste liberté et mettez-les dans l'heureuse nécessité d'être toujours fidèles. »

A vues humaines, la cause que défendaient les protestants était perdue. Que pouvaient-ils espérer, mis au ban de la nation, sans appui, ayant contre eux tous les pouvoirs de l'État, alors que les armes de la plus persécutrice des législations étaient aux mains de leurs ennemis ? Il n'en était pas de plus cruelle que celle dont s'était servi le clergé, sans doute par « une heureuse nécessité » pour obtenir que les enfants issus des mariages qui n'avaient pas reçu la bénédiction catholique fussent considérés comme des bâtards. Héroïquement les descendants des Camisards acceptèrent cette humiliation sans nom, et, plutôt que de mentir à leur conscience, vécurent comme des parias dans leur patrie.

La question des mariages protestants passionna le XVIII^e siècle, car cette persécution inhumaine provoqua une indignation qui ne cessa de grandir avec les années, et malgré les efforts désespérés du clergé, l'édit de Tolérance en 1787 rendit l'état civil aux protestants et par un juste retour la tenue des registres de cet état civil lui fut enlevée. Deux ans plus tard, aux États généraux, Rabaut Saint-Etienne, le prédicant du Désert, réclama, non la tolérance, mais la liberté des cultes, et remporta la victoire en rappelant que, depuis un siècle, les protestants français, fidèles serviteurs de la liberté de conscience et

toujours victimes de l'intolérance, attendaient l'heure solennelle des justes réparations.

Si Portalis, dans les discussions qui précédèrent la signature du Concordat, put prononcer ces paroles qui annonçaient la fin de l'ancien régime « la religion catholique est celle de la très grande majorité des Français, mais ce n'est pas la religion de l'État », il ne pouvait en donner une plus forte preuve que l'existence de cette minorité protestante sauvée de la ruine par la guerre des Camisards. Car il faut savoir remonter aux causes premières, trop souvent méconnues ou oubliées, pour trouver la juste explication d'événements qui font date dans l'histoire. Cette guerre des Cévennes, dont Michelet a dit « que rien de semblable ne s'est vu dans l'histoire du monde, et que nulle part la France n'est plus grande et plus terrible », fut étrangère à la politique, et seule la défense de la liberté religieuse la provoqua. Les Camisards ne réclamèrent que le droit sacré de n'être pas contraints par la force « à se ranger à la religion du roi », l'assurant de leur absolue fidélité et prêts à verser leur sang pour son service. Ils maintenaient ainsi la tradition des huguenots du xvi^e siècle, qui, par leur indomptable énergie, alors que dans toute l'Europe l'intolérance était souveraine, grandissaient la France, la plaçant à la tête des nations, en faisant inscrire dans ses lois la liberté religieuse, par la promulgation de l'édit de Nantes.

Pour obtenir la soumission des Camisards, Louis XVI aurait dû reprendre la politique de justice et d'équité de Henri le Grand, mais il aurait vu plutôt, comme le disait Chamillart, « son royaume bouleversé » que de reconnaître la grande faute de la révocation de l'édit de Nantes.

C'est assez dire que toute discussion sur la légitimité de l'insurrection des Cévennes demeure sans raison comme sans intérêt. Les années n'ont pas fait seulement œuvre d'apaisement des esprits, elles sont consacré des vérités qui ne doivent plus trouver de contradicteurs.

En vertu de quel droit, au nom de quels principes,

pourrait-on prétendre condamner Cavalier et ses Camisards de s'être révoltés contre une autorité qui, abusant de son pouvoir, voulait les contraindre, par d'indignes violences, à professer des croyances que répudiait leur conscience? Nulle nécessité de se perdre dans des discussions stériles : ou défendre ou combattre la liberté de conscience, il n'est pas d'autre question. Mais qui la défend ne saurait condamner ceux qui, dans le passé, luttèrent désespérément pour sa victoire. Qui la combat et croit pouvoir condamner la révolte cévenole se voit lui-même condamné et sans appel par la conscience aujourd'hui victorieuse.

C'est donc le grand honneur de Cavalier, le jeune paysan des Cévennes, d'avoir personnifié la plus noble des causes en défendant la liberté de conscience, sous le règne du plus absolu de nos rois.

*
* *

Cavalier n'a donné aucune indication qui permette de fixer, d'une manière précise, la date à laquelle il écrivit les *Mémoires*. Publiés à Dublin en 1726, ils furent composés de longues années auparavant, car Bâville y est désigné comme intendant du Languedoc, et il avait quitté la province en 1718. L'auteur parle de Louis XIV, comme s'il régnait encore, et il était mort en 1715. Cavalier se refuse à donner les noms de quelques prédicants de crainte de les désigner aux poursuites de leurs ennemis, et, pour la même raison, garde le silence sur la mission de Rocayrol, preuve qu'il écrivait à une époque rapprochée de la fin de la guerre des Cévennes. Il confirme du reste cette preuve en déclarant n'avoir écrit son livre que pour se libérer de la fatigue d'avoir à répondre aux questions sans nombre qui lui étaient adressées sur l'insurrection cévenole. De semblables questions ne purent lui être posées en 1726, mais au lendemain des événements. La date de la composition des *Mémoires* peut donc être fixée en 1708, époque de son retour en Angleterre après la campagne

d'Espagne. Il est plus difficile de connaître les raisons qui décidèrent Cavalier à faire paraître seulement plus tard un livre depuis si longtemps composé, alors surtout que les souvenirs de la guerre des Camisards ne devaient plus éveiller grand intérêt. Il semble cependant que, les années ayant passé faisant leur œuvre d'oubli, il ait voulu attirer l'attention sur sa situation devenue très difficile. Mis en demi-solde comme colonel, ses ressources étaient médiocres, et il avait dû contracter de trop nombreuses dettes. A sa demande, l'archevêque primat d'Irlande, l'un des plus généreux souscripteurs de son livre, lui donna une lettre d'introduction pour le duc de Newcastle. Le prélat faisait remarquer que plusieurs colonels, moins anciens de grade que Cavalier, avaient été promus brigadiers. « Le rang qu'il a tenu, disait-il, la vaillance et la fidélité avec lesquelles il a servi la Couronne dans la dernière guerre, me donnent l'occasion de le recommander à votre grâce, alors même qu'une telle démarche soit très en dehors de ma compétence. »

Malgré cette haute recommandation, Cavalier ne fut promu brigadier que le 27 octobre 1735, mais moins de trois ans plus tard, le 25 mars 1738, il était nommé lieutenant-gouverneur de Jersey et major-général le 2 juillet 1739, couronnement de l'extraordinaire carrière de l'apprenti boulanger d'Anduze. « J'avoue, écrivait Malesherbes, que ce guerrier qui, sans avoir jamais servi, se trouva un grand général par le don de la nature ; que ce paysan grossier admis dans la société des gens bien élevés en prit les mœurs et s'en fit aimer et estimer, me paraît un des plus rares caractères que l'histoire nous ait transmis. »

Il est à regretter que la rédaction française des *Mémoires* qui servit pour leur traduction en anglais n'ait pas été conservée. Dans une lettre adressée à Antoine Court, datée de la Haye, le 4 mars 1738, par Duplan son ami, se trouve un renseignement intéressant sur ce manuscrit original que Cavalier lui avait donné. « Je l'ai laissé, écrivait-il, parce que vous avez l'histoire imprimée

en anglais que vous avez traduite et c'est la même chose que mon manuscrit qui a servi pour l'anglais, et c'est la cause que je l'ai abandonné, étant mal écrit. » Cependant, deux mois plus tard, Duplan promettait de lui faire remettre ce précieux document.

Il ne semble pas qu'il ait pu réaliser son projet, car Antoine Court, dans son *Histoire des Troubles des Cévennes*, ne fait aucune allusion à ce manuscrit qui paraît perdu. Quant à la traduction de l'édition anglaise, dont Duplan fait mention, conservée dans les papiers d'Antoine Court, il est douteux que celui-ci en soit l'auteur. Les différences de style et de nombreuses fautes de traduction semblent en donner la preuve. M. L. Micheli, le savant conservateur des manuscrits de la bibliothèque de Genève, dont la mort prématurée fut une si grande perte pour les études historiques, partageait ce sentiment : « Si le manuscrit, nous écrivait-il, est entièrement de la main d'Antoine Court, je ne crois pas pourtant que la traduction soit son œuvre. Elle a été faite, sauf erreur, par l'un de ses amis sous sa direction. Le travail achevé, Court en a fait une copie et c'est cette copie que nous possédons ; notre manuscrit, en effet, ne porte presque aucune rature. »

Aux archives royales de la Haye se trouve un manuscrit français des *Mémoires*, formant un volume in-folio de cent quatre-vingt-douze pages sans titre ni faux-titre, ni aucune indication d'auteur, d'origine et de date. On n'y relève aucune indication du premier livre ; le second commence à la page 47 et le quatrième à la page 118 sans mention d'un troisième livre. L'intérêt de ce document est dû à sa rédaction qui diffère de celle de l'édition anglaise. Celle-ci, en effet, si elle reproduit souvent, et de la manière la plus fidèle le texte du manuscrit de la Haye, non moins souvent s'en éloigne par des additions comme par des corrections et des suppressions ¹.

C'est ainsi que, dans ce manuscrit, il est fait mention

1. M. M. Pellet, ministre de France à la Haye, avec une parfaite obligeance, nous a communiqué les renseignements qu'à sa demande, M. de Riemsdyk, directeur des Archives royales, lui avait donnés sur ce manus-

d'une rencontre de Cavalier et de Roland, au lendemain de l'entrevue du Pont d'Avesne, erreur que le texte anglais ne reproduit pas. De même une lettre du chef camisard à Chamillart est citée comme une copie fidèle alors que la version ne la présente pas avec ce caractère. Ces exemples, du reste, pourraient être multipliés. Une étude du document de la Haye permet de croire que l'on se trouve en présence d'une première rédaction des *Mémoires* qui, plus tard, fut l'objet d'une révision hâtive, lorsque Cavalier voulut établir le texte destiné à la traduction anglaise.

Une question pouvait cependant être posée : n'était-il pas préférable de publier un texte original comme celui de ce manuscrit de préférence à une traduction de l'édition anglaise ? Le doute eût été permis si Cavalier n'eût pas donné à son livre, en le faisant paraître sous son nom et en le dédiant à Lord Carteret, une autorité qui ne saurait être accordée au manuscrit de la Haye.

Le pasteur Gally, réfugié à Wapping, a été désigné, par quelques historiens, comme l'auteur des *Mémoires* qu'il aurait rédigés sous la dictée de Cavalier. L'examen du manuscrit de la Haye doit faire écarter cette supposition. Les fautes de style, les incorrections de langage, les vulgarités du récit sont trop nombreuses pour qu'il soit permis d'en rendre Gally responsable, alors que le manque d'instruction du chef camisard suffit à les expliquer. Mais on pourrait, en raison même de cette tradition qui fait de Gally le rédacteur des *Mémoires*, admettre qu'il en fut le traducteur. L'impression que, laisse, en effet, le texte anglais est moins celle d'une version que d'un thème. Le traducteur a toujours voulu rendre mot à mot le texte français mis à sa disposition. Nous en avons eu une preuve curieuse, alors que, traduisant certains passages, il nous est arrivé de reproduire littéralement le texte du manuscrit de la Haye. Ainsi avons-nous eu la certitude

crit. Il a fait partie de la bibliothèque du pasteur Jean Roger, chapelain de la cour de 1731, jusqu'à sa mort en 1783. Le roi Guillaume, possesseur du manuscrit, le fit déposer aux Archives vers 1820.

que le traducteur se servait, sans doute, d'un texte révisé mais cependant d'une exacte conformité, dans plusieurs de ses parties, avec celui de ce manuscrit. Cette conformité même ne pouvait que faciliter notre tâche de retrouver, sous le texte anglais, le texte français original. Aussi, lorsque le traducteur s'est trouvé dans l'embarras pour traduire les mots de terroir ou les provincialismes de Cavalier conservés dans le manuscrit de la Haye, ils ont été reproduits dans notre version. Il n'y a pas eu infidélité de traduction mais reconstitution du texte primitif.

Une simple traduction des *Mémoires* aurait eu sans doute l'intérêt qui doit s'attacher aux souvenirs du plus célèbre des chefs camisards, mais pour apporter une contribution sérieuse à l'histoire de la guerre des Cévennes, il était nécessaire de donner une édition critique de cet ouvrage. L'histoire, pour autoriser ses jugements, réclame des enquêtes contradictoires. Nous les avons poursuivies, par une comparaison des affirmations de Cavalier avec celles de ses adversaires, dans la certitude que, lorsqu'elles se confirmeraient les unes par les autres, l'histoire pourrait en faire état. Il importait moins de consulter les ouvrages relatifs à la guerre des Camisards, sans cependant les oublier, que de remonter aux sources les plus sûres de son histoire.

A cet égard les archives historiques du ministère de la Guerre devaient être l'objet d'une étude particulière, car elles conservent les correspondances de Bâville, de Chamillart, de Montrevel, de Villars et de nombreux fonctionnaires sous leurs ordres, sans parler de nombreux rapports militaires et politiques. Mais nul document ne dépasse en valeur la lettre, non pas qu'elle doive écarter la critique, mais par son caractère confidentiel, elle est la révélatrice la plus sûre des causes des événements et des conséquences qui les suivirent. Il sera aisé de remarquer combien souvent les notes, empruntées à ces documents de première main, confirment aussi bien la vérité des faits que relate Cavalier que la justesse de ses réflexions.

Les archives des Affaires étrangères et les archives royales de la Haye nous ont fourni de précieuses indications.

La bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français possède, dans la section de ses manuscrits, un travail d'une savante érudition sur l'*Histoire des Troubles de Cévennes* d'Antoine Court, dû à M. le pasteur Vesson, de Toulouse. Il avait eu le désir, qu'il ne put malheureusement réaliser, de publier une nouvelle édition de cet ouvrage, enrichie de nombreuses notes et pièces justificatives, et toute étude sérieuse sur les Camisards devra se référer à ce travail remarquable. M. Sommier, avec une bienveillance dont je garde un reconnaissant souvenir, a mis à ma disposition les papiers et documents de Villars relatifs à la guerre des Cévennes conservés dans la bibliothèque du château de Vaux, que possédait l'illustre maréchal.

Je remercie M. N. Weiss qui m'a communiqué plusieurs documents de valeur et, à son nom, je tiens à associer celui du regretté, M. Fonbrune-Berbinau dont l'érudition était si sûre et auquel j'ai dû de connaître la particularité intéressante du don du manuscrit des *Mémoires* fait par Cavalier à Duplan.

FRANK PUAUX.

LES PROTESTANTS A ABBEVILLE

AU DÉBUT DES GUERRES DE RELIGION (1560-1572) ¹

V

(1566-1570)

Nouveau passage de soldats huguenots à Abbeville. — Seconde et troisième guerres de religion; les batailles de Jarnac et de Moncontour célébrées avec enthousiasme à Abbeville. — Mesures de confiscation contre les protestants de Picardie. — Enquête de l'échevinage sur les protestants habitant Abbeville et la valeur de leurs biens (mai-juin 1570). Nombre et valeur des dépositions; les suspects. — Paix de Saint-Germain, du 8 août 1570.

Condé, de nouveau tout-puissant en Picardie, reprit l'habitude de loger à Abbeville, ce qui pouvait déplaire le plus aux bourgeois : des gens de guerre huguenots. Le 26 décembre 1565, le gouverneur, Montfort, informait l'échevinage qu'il devait arriver dans la ville une compagnie de soldats de la « nouvelle religion ». Les magistrats ne voulurent d'abord pas y croire. Ils demandèrent à voir l'ordre; celui-ci était régulier. On envoya aussitôt MM. Gaude et Picard à Senarpont, demander que ce séjour fût évité à la ville. Le lieutenant-général demeura intraitable, quoique courtois à son habitude. Les envoyés rapportèrent, le 31 décembre, qu'on ne pourrait éviter de loger la compagnie du capitaine Payel, mais qu'elle ne resterait pas longtemps².

Les huguenots arrivèrent presque aussitôt, sans doute le 31 décembre. Le lendemain, 1^{er} janvier, un prêtre, nommé Eimond Cauchon, qui revenait de dire la messe à Saint-André, fut insulté, chaussée Marcadé, par

1. Voy. Bull., 1917, p. 313 322.

2. Délibération des 26 et 31 décembre 1565.

six ou sept soldats, qui lui crièrent : « Au renard » ! Le prêtre ne répondit pas. Les soldats le suivirent en continuant à l'insulter. Finalement ils le laissèrent, pour entrer dans une maison de la chaussée Marcadé. L'échevinage fit une enquête le lendemain. Mais, au témoignage du prêtre lui-même, qu'on interrogea soigneusement, aucun excès n'avait été commis, sauf en paroles¹. L'affaire n'eut aucune suite.

Dans la quinzaine qui suivit, l'échevinage, jaloux plus que jamais de ses prérogatives, fit une enquête auprès des gardiens des quatre portes de la ville, régla les heures d'ouverture et de fermeture, la remise des clefs². On convoqua le peuple en assemblées, on fit des processions générales sans aviser le gouverneur. Les rapports se tendirent. Senarpont, mécontent, écrivit, le 26 mars, aux magistrats d'Abbeville, non sans raideur, pour les prier d'agir plus correctement à l'avenir³. Quelques mois plus tard, le 13 juillet, il leur annonçait que le roi et la reine mère, au cours de leur voyage en Picardie, viendraient sans doute à Abbeville au commencement de septembre⁴. Cette nouvelle fut accueillie sans enthousiasme. Les bourgeois savaient qu'il coûtait fort cher de préparer une

1. Délibération du 2 janvier 1566.

2. *Information auprès des portiers de la ville au sujet du port des clefs et ouverture des portes*, papier, 12 p. (de l'écriture du greffier de l'échevinage, Poultrain). Arch. comm. d'Abbeville, EE 70.

3. « Messieurs. Je suis adverty que pour quelque chose que vous vienne ncontinent et d'extravagant, vous vous assemblez à chacune foys voire et pour convoquer le poeuple en général, comme en procession générale, sans le communiquer à vostre gouverneur et requérir sur ce son advis et consentement. Sur quoy je vous pourroys alléguer tant de raisons et qui importent grandement à la conséquence de vostre place que cela ne scauroit estre trouvé bon. Je veulx doncques bien vous pryer et néanmoins ordonner que doresnavant vous n'ayez plus à en user de telle façon, mays au contraire que es assemblées que vous faictes extraordinairement, signaument quant il est question de faire assembler ledict poeuple, vous luy apellés et requériez son advis et consentement, affin qu'il pourveoye à la seureté de sa charge et previenne par ce moyen aux inconveniens qui en pourroyent advenir, comme il scaura, je m'asseure, bien faire. A tant je pryé Dieu, Messieurs, aprez mes meilleures recommandations, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde. De Senarpont ce xxvi^e de mars 1566. Vostre entyèrement bon amy signé : Senarpont » Original, papier. Arch. comm. d'Abbeville, II, 119.

4. L'original de cette lettre est également conservé, Arch. comm. d'Abbeville, II 119.

entrée solennelle et d'héberger la cour des Valois. Ils délibérèrent, sans aboutir, les 15 et 20 juillet, sur les moyens de faire face aux frais à prévoir. Or le voyage projeté n'eut pas lieu. Senarpont vint seul à Abbeville, à la fin de septembre pour visiter les fortifications¹. Il devait être remplacé dans sa charge de lieutenant général en Picardie, un an plus tard, le 9 novembre 1567, à la veille de la bataille de Saint-Denis, sous prétexte qu'il était « déjà chargé d'ans et en âge d'être soulagé »².

La seconde guerre de religion, commencée en septembre 1567, se termina par la paix de Longjumeau, conclue le 8 mars 1568. Les délibérations de l'échevinage d'Abbeville nous font défaut, à peu près complètement, pour cette période de troubles. Il est vraisemblable que, pendant les hostilités, les catholiques abbeillois se montrèrent disposés à user de représailles, car plusieurs des « cottisés » de 1562 quittèrent définitivement la ville; d'autres, comme François Cacaud, procureur, Antoine de Calonne, notaire royal, se retirèrent momentanément à Rue, où le prêche se faisait régulièrement. Cependant les huguenots, commandés par Cocqueville, occupaient Doullens, et pillaient les églises des environs. Demeurées en Picardie après la paix de Longjumeau, leurs bandes descendirent dans la vallée d'Authie, prirent Auxi, ruinèrent de fond en comble l'abbaye de Dommartin, enfin, traversant la Somme, s'emparèrent par surprise de Saint-Valery. Rue, ville à moitié protestante, était également tombée en leur pouvoir. Condé ayant désavoué ces aventuriers, le maréchal de Cossé vint en toute hâte à Abbeville, à la tête des troupes qu'il put réunir dans la région, et marcha rapidement sur Saint-Valery, qui fut prise après un siège de huit jours. Cocqueville, fait prisonnier

1. Délibération du 20 septembre 1566.

2. La provision du sire de Piennes, successeur de Senarpont est, du 9 novembre 1567 (de Calonne, *Histoire d'Amiens*, t. II, p. 44, note 1). L'ancien lieutenant général, dont les fils guerroyaient à l'armée de Condé, mourut au mois d'octobre 1569 et « fut enterré à Senarpont, à la huguenote ». (*Journal d'un curé ligueur de Paris*, publ. p. Ed. de Barthélemy, Paris, s. d. [1865], in-42, p. 111.)

avec ses principaux lieutenants, eut la tête tranchée, sur la place du Marché, à Abbeville, le 27 juillet 1568. L'échevinage avait dépensé 3 092 écus en frais de guerre, pour les sièges de Rue et de Saint-Valery¹.

La guerre reprit, plus atroce, quelques mois plus tard. L'édit du 28 septembre 1568, effaçant toutes les promesses de pacification, interdisait le culte réformé en France, expulsait les pasteurs, obligeait les fonctionnaires protestants à se démettre de leurs charges. Au mois de mars suivant, l'armée de Condé fut battue à Jarnac, où le malheureux prince trouva une mort ignominieuse. Cette victoire catholique, connue à Abbeville, le 21 mars 1569, fut célébrée par un *Te Deum*, des feux de joie, des salves de canon. Le lendemain eut lieu une procession solennelle avec le Saint Sacrement, à laquelle les fils de bourgeois portèrent les châsses de saint Vulfran². On colporta, contre Condé, ce quatrain injurieux, qu'Antoine Rohaut transcrit, tel qu'il l'entendit, sur son livre de raison :

L'an mil cinq cens soixante-noeuf,
Entre Gerna (*sic*) et Chasteauneuf,
Fut porté mort sur une annesse
Celluy quy vouloit abolir la messe³.

Les mêmes *Te Deum*, feux de joie et procession eurent

1. V. le récit donné par Louandre, *Histoire d'Abbeville*, t. II, p. 48-50; à compléter par les détails inédits que fournit un contemporain, Antoine Rohaut, dans son livre de raison (*Le livre de raison d'un maître d'Abbeville* (1543-1613)... Annoté et publié par Alcius Ledieu, p. 76-81).

2. «... Pour n'estre ingratz d'un tant grand bien et bénéfice receu de notre Dieu, fust ce jour meisme de lundy, noeuf heurés du matin, chanté *Te Deum* en l'église de Saint Wlfran, et ledit jour de lundy, environ les cinq heures du soir, furent allumez trois feuz en signe de joie, l'un fut allumé devant le logis de la Grutuze, l'autre au marché et le troiziesme devant l'église Saint-Wlfran; furent sonnées les cloches et le canon lâché et le lendemain matin fut fait procession générale et sollempnelle pour remerchier et rendre action de graces à Dieu de tant heureuse victoire. A laquelle procession fust porté le Sainct Sacrement de l'autel solennellement, accompagné des chasses de Saint-Wlfran (portés par les filz de bourgeois) et de Saint-Pierre avecq les aultres reliquières des églises. La procession alla en l'église de Saint-Pierre, en laquelle la messe chantée et la prédication faite, chacun s'en retourna joieulx de sy heureux succez. » *Ibid.*, p. 83-84.

3. *Ibid.*, p. 83.

lieu au mois d'octobre, pour célébrer la bataille de Montcontour¹.

On crut peut-être à cette époque, le protestantisme à jamais abattu. Les confiscations avaient commencé. Claude Barjot, conseiller du Roi, maître des requêtes, commissaire de Sa Majesté en Picardie « pour faire procéder à la vente des biens meubles, fruitz, revenu et temporel de ceulx de la nouvelle pretendue religion, qui portent les armes contre Sa Majesté, ou sont de la participation de ceulx qui se sont eslevez en armes, leur aident et favorisent de leurs biens, moiens et facultez... », mandait, le 18 novembre, au bailli d'Amiens de faire procéder à la vente desdits meubles et de remettre les deniers à en provenir aux mains de Nicolas Le Beauclerc, receveur général². Le 26 mars suivant, il faisait publier à son de trompe, par les carrefours, commandement « à toutes personnes, de quelque estatz, qualité ou condition qu'ilz soient, lesquels ont en leur garde, en leur possession, recellent ou cachent les meubles, fruitz et revenus appartenans aux rebelles... ou savent ceulx quy en ont, qu'ilz aient, en dedans la huictaine, à venir reveller à justice lesdictz biens... et iceulx représenter, à peine du double de l'estimation d'iceulx et de plus grand peine même corporelle, s'il y eschet³... »

Il s'occupait de faire abattre le temple d'Amiens et de faire résigner leurs offices aux fonctionnaires de la nouvelle religion. Une assignation à comparaître, du 27 mai 1569, nous fait connaître leurs noms, pour le bailliage d'Amiens seulement⁴, ce qui semble prouver

1. *Ibid.*, p. 84.

2. Arch. dép. de la Somme, B. 3, fol. 29, v°.

3. *Ibid.*, fol. 59, v°.

4. Commandement était fait « à Jacques Moreau, contrôleur du grenier à sel, à Doullens; Jacques Himel, notaire royal en la prévosté, et François Buteux, greffier au grenier à sel et notaire royal en la prévosté; François Parmentier, sergent royal au bailliage d'Amyens; Jehan Segain, notaire royal en ladite prévosté; Jehan Wasté, sergent royal au magasin à sel à Doullens; Adrien Dainval, prévost de Beauvaisis; Martin Caignart, sergent royal au bailliage d'Amyens; Pierre de La Bordette, sergent royal en l'élection; Nicolas Cucu, sergent royal; François Lenglès, procureur et notaire royal à Amyens; Anthoine Brisset, archer, sergent de robbe courte; Jacques Le Fuzellier,

que le protestantisme comptait alors de nombreux adhérents dans cette fraction cultivée de la bourgeoisie. Le 23 juin, les offices non résignés étaient déclarés « vacans et impetrables ». Le prévôt du Vimeu, Jacques Le Fuzelier, protestant, était remplacé d'office, le 16 août, par Hugues Le Mangnier¹. En mars 1570, le pouvoir royal, qui, jusque-là s'était contenté de saisir les revenus des huguenots, ordonnait à Barjot de procéder à la vente de tous leurs biens, meubles et immeubles². En principe, cependant, les protestants paisibles, pacifiques, n'étaient pas visés par ces mesures. En donnant des preuves évidentes de soumission, en assistant à la messe, en versant aux quêtes de l'Église, en faisant leurs Pâques, ils échappaient à la saisie. Pour beaucoup, la crainte fut le commencement de la sagesse.

Chez ces honnêtes bourgeois, catholiques hier encore, appartenant à des familles attachées à la religion romaine, d'ailleurs tous patriotes et sujets fidèles du roi, la préoccupation de conserver leur fortune intacte fit taire rapidement les velléités de dogmatiser. En bons Picards, ils eurent autant d'à-propos que le Béarnais, disant : « Paris vaut bien une messe ! » Ils allèrent donc à la messe, pour la plupart, en 1569 et 1570, et conservèrent tranquillement leurs offices et leurs biens.

Le fait semble du moins certain pour Abbeville. La perte des archives anciennes de la sénéchaussée de Ponthieu, jointe à la regrettable lacune des registres de

prevost et notaire roial à Amyens; Jehan Roger, nôtair roial en ladict prevosté; Nicolle Froment, substitut dudict procureur général en ladict prevosté; Martin Herichon, notaire roial en ladict prevosté; Nicolas Waucquet, aussy notaire roial en ladict prevosté; Martin Depoilly, notaire roial en ladict prevosté; Pierre Boullenger, sergent roial au bailliage d'Amyens, fins et mettes de ladict prevosté; Simon Lenglacié, sergent roial audict bailliage et prevosté; Jehan Chivot, aussy sergent roial audict bailliage et prevosté; Philibert Battier, aussy sergent roial audict bailliage et prevosté; Jehan Lenglacié et Nicolas de La Fosse, notaire roial à Oisemont et greffier fermier en la prevosté de Vimeu, de comparoir en personne en ladict court et dire ce que bon leur sembleroit pour empescher que leurs estatz et offices ne fussent déclairez vaccans et impetrables pour faulte d'avoir fourny et obéy à l'ordonnance du Roy... » *Ibid.*, fol. 72, 22 v°.

1. Arch. dép. de la Somme, B 4, ff. 3, n° 420, 10 2°-v°.

2. *Ibid.*, ff. 47 v°-49 r°.

quante-cinq témoins, appartenant à toutes les conditions sociales, prêtres, marchands, hommes de robe, artisans, bourgeois à mesure, à accueillir et à porter des com-mérages; on devine les déformations que la jalousie l'es-prit de parti, ont pu faire subir à la vérité.

Le 8 mai, comparurent les curés et marguilliers des paroisses de Notre-Dame de la Chapelle, du Saint-Sépul-cure, de Sainte-Catherine, de Sainte-Vulfran de la Chaus-sée, de Saint-Jacques, de Saint-Paul, de Saint-Nicolas-en-Saint-Vulfran, de Saint-Jean-des-Prés, de Notre-Dame-du-Châtel, de Saint-André, de Saint-Georges, de Saint-Eloy, de Saint-Gilles; le 22 mai, ce fut le tour du curé et des paroissiens de Saint-Silvin de Mautort; enfin, le 8 juin, sans doute pour un complément d'information, on convoqua de notables bourgeois, tous ardents catho-liques: Benoît Le Hochard, sieur de l'Espimoy; Nicolas de Cathaux, procureur; Nicolas Rohaut, ancien juge consul; Honoré Le Blond, procureur; Simon Belle, Hugues Rohaut, consuls des marchands; Jacques des Groiseilliers, sieur de Chaulsoy; Ansel Bérenghier, mar-chand; Walleguin de Biottefière, ancien échevin, sire-Guillaume du Bourguier, prêtre, Clément Calippe, Jacques Mourette, marchands; Guillaume Sanson, juge consul; Denys de l'Estoille et Philippe Le Fuzelier, marchands.

D'une lecture rapide de ces dépositions, il ressort qu'il ne se trouvait, en 1570, aucun protestant sur les paroisses de Saint-Paul, Notre-Dame-du-Châtel, Saint-André, Saint-Silvin-de-Mautort. Les religieux se grou-paient au contraire plus nombreux, sur les paroisses de Saint-Vulfran de la Chaussée et de Saint-Gilles. Les dénonciations n'émanant pas toujours des curés, qui sont généralement prêtre d'une grande réserve, Nicolas Ecache, vicaire de Notre-Dame de la Chapelle, Louis d'Aoust, curé de Saint-Nicolas-en-Saint-Vulfran, Jacques Dufour, curé de Saint-Georges, déclarèrent ne connaître aucun protestant sur leurs paroisses, alors que leurs marguilliers, moins discrets ou mieux informés, ne se

L'échevinage, nous laisse sans indices sur les faits de l'année 1569. Baryot était d'ailleurs occupé à Amiens à cette époque. Et c'est seulement, selon toute apparence, au commencement de l'année 1570, qu'il songea à se rabattre sur les protestants abbevillois. Or, il fallait à tout prix avoir des noms, des biens à saisir. On prescrivit une enquête. L'échevinage en recevait commission par lettre du 17 avril 1570, signée : Baryot et Le Beauchlerc¹. Une réunion eut lieu le 5 mai, au cours de laquelle furent désignés comme commissaires enquêteurs : MM. de Bussy, Lengiacé, de Neuville, le Devin, Beauvarlet, Broutelles, Belle, Descaulles, Delegorgue, Calippe. On décida de faire comparative devant la commission au Grand Echevinage, les cures, vicaires et marguilliers des paroisses de la ville « pour se enquerre d'eulx des paroissiens et habitants de ceste dicte ville, qui sont de la religion pretendue réformée, de quelque qualité et condition qu'ilz soient, ensemble de leurs biens, revenu et faculté, selon la commune estimation d'iceulx² ».

L'enquête commença le 8 mai, se poursuivait le 22 et se termina le 8 juin³. La minute du procès-verbal, griffonnée en hâte, par le greffier de l'échevinage, Poullrain, en présence des témoins, qui apposaient ensuite leurs signatures ou leurs marques au bas de leurs dépositions, ne compte pas moins de 45 feuillets jaunis, semblant, par endroits, indéchiffrables. Cette pièce, d'une authenticité exceptionnelle, est l'unique document qui nous ait conservé les noms des protestants abbevillois du XVI^e siècle. Au seul point de vue de l'histoire des mœurs, la lecture des dépositions, dénunciations, insinuations, des cin-

1. Mention portée en tête de l'enquête, publiée ci-après. (Arch. comm. d'Abbeville, G⁶ 36.)

2. *Ibid.*

3. Le jeudi 25 mai 1570, jour de la Fête-Dieu, eut lieu une procession solennelle, à laquelle le cardinal de Créqy, évêque d'Amiens, porta le Saint-Sacrement, nu pieds, revêtu de ses ornements épiscopaux. « La prédication, raconte Antoine Rohaut, fut faite au cimetière de l'Eglise Saint-Gilles, par notre M^r Faber, docteur, pour confirmation et augmentation de la foy et honneur suprême, que nous devons au Saint-Sacrement. » *Le livre de raison d'un maîtreur d'Abbeville...* Annoté et publié par Alois Ledieu... p. 85. Cf. François Rumez, *Chronique...* Bibl. d'Abbeville, ms. 104, p. 433.

font pas faute de citer des noms. Beaucoup de témoins répugnent à détailler les biens de ceux qu'ils dénoncent; d'autres au contraire s'empressent de fournir les précisions susceptibles de faciliter la confiscation. Il semble bien que Jean Carpentin, doyen de Saint-Vulfran, et un opulent bourgeois, Jean Lorfèvre, qui avait, peu d'années auparavant, exercé la charge d'argentier de la ville, furent dénoncés uniquement parce qu'on enviait leur richesse. Dans cette liste de suspects, qui compte quarante-sept noms, nous retrouvons ceux de Claude d'Arrest, Jean Bonnard, Antoine de Calonne, Guillaume Cendré, Firmin Descauffours, Éloi du Bourguier, Jean Gallet, Jean Grégoire, Nicolas Longuet, Philippe Pille, Sébastien de Rentières, Antoine Touzel, déjà « cottizés » comme religionnaires en 1562. Mais Jean Beauvisage, Wallequin Douchet, Gilles Du Bois, la veuve de Noël du Friez, la veuve de Pierre Briet, Jean Le Clerc, Jean Lescuyer, Christophe Mallet, Daniel Mangnier; Marc Parmentier, Jean Perache, Antoine et Pierre Vandrue, Honoré Vartel, avaient sans doute quitté Abbeville pour s'exiler, car, même s'ils s'étaient convertis, on n'eût pas manqué de les dénoncer. Les dépositions de 1570 visent, en effet, beaucoup de religionnaires qui allaient à la messe et faisaient leurs Pâques, ce qui prouve que l'esprit de parti ne désarmait pas, même devant les gages les plus sérieux donnés au catholicisme.

On lira le texte des dépositions. Il convient toutefois d'observer que l'enquête des 8-22 mai, 8 juin 1570 n'apprend que ce que colportait la rumeur publique. Si nous avons la certitude que des gentilshommes comme les frères Carpentin, les frères Massue de Ruvigny, dont le nom allait devenir, un siècle plus tard, l'une des illustrations de la cause protestante, Jean de Rambures-Poireauville, Sébastien de Rentières, qui, en 1568, donna l'hospitalité, dans son château du Titre, à la jeune femme du cardinal de Châtillon, professaient ouvertement la religion réformée, nous devons nous demander si le protestantisme de beaucoup de bourgeois, dénoncés à la même

époque, et qui, d'ailleurs, ne quittèrent jamais Abbeville, ne fut pas surtout une sympathie passagère, qui, sous la pression des événements, allait s'évanouir totalement. Philippe de La Rue, procureur du roi, dont la femme, ardente huguenote, s'écriait en 1568, au rapport des témoins, que son mari lui couperait la gorge, plutôt qu'elle allât à la messe, conserva néanmoins sa fonction officielle jusqu'en 1574 ou 1575. Christophe de Mons, Élu en Ponthieu, qui méprisait ouvertement le culte des images, retournait à la messe en 1570. Il conserva ses biens et sa charge, qu'il transmit à ses descendants. Un habile imagier, Firmin Descauffour taxé comme protestant en 1562, dénoncé de nouveau en 1570, exerçait paisiblement sa profession à Abbeville au temps de la Ligue. Il exécutait, en 1587, un retable pour l'église de Bouillancourt-sous-Miannay¹. Se contentait-il d'une religion intérieure, attachant peu d'importance aux marques apparentes de catholicisme, qu'on exigeait certainement de lui à cette époque, ou s'était-il réellement converti? François Foucquart, receveur du taillon, homme fort riche, est dénoncé comme protestant en 1570. Or, sa fille, Gabrielle Foucquart, née en 1568, devint, au siècle suivant, la fondatrice d'un ordre religieux². La liste détaillée qu'on lira plus loin, où sont groupés tous les indices biographiques qui ont pu être réunis sur les personnes soupçonnées de protestantisme à Abbeville entre 1560 et 1570, fournira plusieurs exemples semblables.

Est-il besoin d'ajouter que l'enquête de 1570 ne devait servir absolument à rien? La paix de Saint-Germain, arrachée le 8 août au gouvernement royal à bout de ressources, rendit aux protestants toutes les libertés que l'édit de 1568 leur avait enlevées. Les échevins d'Amiens

1. Marché du 17 décembre 1587, conservé dans les minutes de l'étude Lepage, d'Abbeville. (Communication de M. Crusel.)

2. La vie de la révérende mère Gabrielle Foucquart, fondatrice en France de l'ordre des Minimesses, a été écrite avec quelque développement par un carme abbeillois, le Père Ignace, dans son *Histoire ecclésiastique de la ville d'Abbeville...* (Paris, Pelican, 1646, in-4°), p. 497 et suiv. Le bon religieux, dans l'ignorance du document que nous publions, ne manque pas de louer les enseignements que la jeune Gabrielle reçut de ses parents.

restèrent stupéfaits d'une telle capitulation, et Barjot, changeant complètement de rôle, dut se présenter devant eux, le 20 novembre, de la part du roi, « pour faire entendre les causes et raisons qui le ont meu à pacifier le royaume¹ ». L'étonnement ne fut sans doute pas moins grand à Abbeville, où les dénonciateurs ne s'attendaient pas apparemment à voir leurs dépositions anéanties par un si rapide triomphe.

VI

(1570-1572)

Faible retentissement à Abbeville du massacre de la Saint-Barthélemy; mesures de prudence prescrites par le duc de Longueville, gouverneur de Picardie. — Disparition progressive du protestantisme à Abbeville. — Conclusion.

Nous manquons de documents officiels jusqu'à la Saint-Barthélemy. Or cette date de l'année était traditionnellement consacrée à Abbeville par le « renouvellement de la loi », c'est-à-dire par l'élection des mayeurs, échevins, mayeurs de bannières. C'est au 24 août 1572, jour du massacre des protestants de Paris, que reprennent nos délibérations de l'échevinage.

Le duc de Longueville avait succédé à son beau-frère, Condé, dans le gouvernement de Picardie. Prévenu à Chaulne, le 26 août, de l'« émotion » arrivée dans la capitale, il écrivit aussitôt aux villes de son gouvernement pour recommander le plus grand calme. Sa lettre arriva à Abbeville le 28 août. L'élection des mayeurs et échevins était terminée; on allait procéder au renouvellement des mayeurs de bannières, désignés par les corporations, ce qui provoquait dans la ville une grande animation. L'échevinage ayant été convoqué préalablement, le procureur de la ville demanda au mayeur, Jean Le

1. Arch. comm. d'Amiens, BB.

Prévost, « sy sa volonté estoyt de renouveler ceste année les maïeurs de bannières, à cause des troubles que l'on voyt... estre advenus en la ville de Paris ». Le registre poursuit : « Ledict sieur maïeur a ordonné, apres avoir oy les advis des assistens et en considération desdictz troubles et pour éviter à iceulx, que pour ceste année, il ne sera renouvelé, sans préjudice néantmoins aux droictz et privilèges des habitans et sans tourner en aulcune conséquence pour l'advenyr »¹.

Telle fut à Abbeville l'unique répercussion de la Saint-Barthélemy. On ne renouvela pas, en 1572, le corps des mayeurs de bannières. Le duc de Longueville, dans la lettre qu'il écrivait au gouverneur, Montfort, confirmée par un billet adressé le même jour à l'échevinage, ordonnait expressément « que chacun ayt à demourer en repos et seuretté en sa maison, ne prendre les armes et s'offencer les ungs les autres, à peine de la vye ». Dans une seconde lettre, du 28 août, Longueville insistait sur les ménagements à prendre avec les protestants : « Au demeurant, je vous pryé de prendre garde, écrivait-il au gouverneur, que aulcun que vous congnoistrez estre de la religion, ne puisse sortir dehors la ville dudict Abbeville, ains les y retenir et faire demourer, les y faisant vivre en seuretté et repos en leurs maisons, selon et en ensuivant la volonté du Roi, laquelle vous leur ferez entendre dé telle façon qu'ilz n'aient occasion de prendre aulcun soubçon »².

L'échevinage d'Abbeville, qui semble témoigner d'un sincère désir d'apaisement, décide lui-même, le 28 août, que « commandement sera faict à toutes personnes, de quelques conditions qu'elles soient, de se tenir doucement en repos en leur maison, sans prendre les armes, faire esmotion ny s'offencer l'un l'autre, de faict ou de parolle, en quelque manière que ce soit »³.

1. Arch. comm. d'Abbeville, BB, reg. aux délibérations (1568-1573); délibération du 28 août 1572.

2. *Ibid.* (copie des deux lettres du duc de Longueville à M. de Montfort et de la lettre du duc de Longueville à l'échevinage).

3. *Ibid.*

Rien, dans les documents, ne justifie la fable singulière accréditée par Formentin, suivant laquelle l'échevinage d'Abbeville aurait fait enfermer les protestants dans les prisons pour les protéger¹. Tout se passa dans le plus grand calme, sans mesures exceptionnelles. Les Abbevillois étaient las de la guerre civile. Les incertitudes, les contradictions du pouvoir central les inclinaient à se désintéresser des querelles religieuses, pour réparer les brèches faites à leur budget et continuer en paix leur commerce.

Beaucoup de protestants de la première heure revinrent, semble-t-il, au catholicisme; les plus ardents quittèrent Abbeville en 1588, lorsque la Ligue s'y établit toute-puissante². Les échevins ne devaient-ils pas déclarer en 1599 qu'il n'y avait plus un seul protestant dans la ville? A l'exception des Vanrobais et de leurs ouvriers, le nombre des religionnaires qui habitèrent Abbeville au xvii^e siècle est négligeable. Pourtant quelques familles avaient gardé intactes les convictions léguées par leurs ancêtres; leurs membres s'exilèrent à la révocation de l'édit de Nantes. Philippe Le Roy et Samuel Beauvisage qui, à cette date, quittèrent le Ponthieu, abandonnant tous leurs biens³, pour conserver leur foi, descendaient d'Abbevillois du même nom dénoncés à l'enquête de 1570.

Que conclure de cette étude trop fragmentaire, mais qui s'appuie du moins sur des données d'une authenticité incontestable, sinon qu'entre 1560 et 1570, la « nouvelle opinion » avait fait à Abbeville un nombre d'adeptes insoupçonné jusqu'ici. Des membres des premières familles du Ponthieu : Carpentin, Rambures, Massue, Belleval, Ballen... étaient protestants. L'Élu, Chris-

1. Formentin, *ouvr. cité*, Bibl. d'Abbeville, ms. III, fol. 233 v^o. — Cette assertion a été reproduite notamment par Louandre, *Histoire d'Abbeville...*, t. II, p. 51, et par Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 87.

2. V. pour cette période : *La Ligue à Abbeville (1576-1594)*, par Ernest Prarond. Paris, Dumoulin, 1868-1873, 3 vol. in-8^o (Extrait des *Mémoires de la Société d'Émulation d'Abbeville*.)

3. Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, pp. 191, 229 et suiv.

tophe de Mons, le lieutenant criminel, Sébastien de Rentières, le procureur du roi, Philippe de La Rue, le receveur du taillon François Foucquart, des notaires, des procureurs, comme Antoine de Calonne, François Guacard, François Cacaud, Jean Le Prévost, Louis Plessoy, de riches bourgeois, comme Jean Lorfèvre, Jean Manesier, qu'on accusa de prêter sa maison pour le prêche, le doyen du chapitre de Saint-Vulfran lui-même, Jean Carpentin, un médecin, Marc Parmentier, et nombre d'artisans, tailleurs d'images, pourpointiers, cabaretiers, barbiers, couturiers, armuriers, verriers, orfèvres étaient suspects de calvinisme. Et si tous ne maintinrent point ferme leur opinion, il est du moins juste de penser qu'en d'autres circonstances, devant une réaction catholique moins violente, moins intransigeante, la « religion nouvelle », à Abbeville comme à Amiens, eût pris une rapide extension.

A Amiens, le coup d'État de Catherine de Médicis, instituant de force, en 1562, dix magistrats catholiques, pour mettre les protestants en minorité d'une voix dans l'échevinage¹; à Abbeville, les troubles populaires qui causèrent la mort du gouverneur protestant, d'Heucourt, furent les premières manifestations de la force brutale opposée à la puissance d'expansion des idées nouvelles. Les expulsions, les confiscations, ordonnées, rapportées, renouvelées par le gouvernement aux abois achevèrent de désorienter ceux qui, pacifiquement, auraient rêvé d'examiner la religion traditionnelle, de mieux l'adapter aux aspirations qui s'éveillaient en eux. Beaucoup finalement s'accordèrent à penser qu'un changement de croyances ne valait pas tant de peines. La toute-puissance de la Ligue dans la région fit taire les dernières velléités de changement. On a dit, pour justifier cette organisation politique, née en Picardie, que la France ne voulut pas être protestante. Il semble du moins certain que les municipalités bourgeoises d'Amiens et d'Abbeville n'y

1. De Calonne, *Histoire d'Amiens...*, t. II, p. 29-32; Rossier, *Histoire des protestants de Picardie*, p. 36-37.

consentirent à aucun prix. Le mouvement de réaction catholique, commencé en 1561, et qui devait se fondre plus tard dans la Ligue, eut pour résultat, à Abbeville, d'arrêter net le développement du protestantisme, qui, en des temps moins troublés, eût gagné pacifiquement et rapidement, autant que les indices relevés dans ces pages permettent d'en juger, les fractions moyennes et cultivées de la société.

Marcel GODET.

Documents

Liste des Abbevillois suspects de calvinisme entre 1560 et 1572

ARREST (CLAUDE D'). — Marchand de vin à l'enseigne de la *Croix d'Or*, rue Saint-Vulfran, en face de l'hôtel de Rambures, fils de Mahieu d'Arrest, pelletier, à la même enseigne, qui possédait un fief à Mérélessart en 1530 et 1550.

Claude d'Arrest fut « cottizé » en 1562, comme étant de la nouvelle religion. Ayant obtenu par arrêt de la Cour des Aides le remboursement de sa cotisation, il se montra « fort rigoureux », lorsque l'élu, Nicolas du Hamel, lui proposa, en janvier 1565, une transaction au nom de la ville. On ne sait quelle somme lui fut finalement payée.

Il ne paraît pas avoir quitté Abbeville au moment des troubles. Après l'édit de 1568, interdisant tout culte réformé en France, il retourna à la messe et communia à Pâques 1569. Était-ce pour donner le change ? Il fut dénoncé comme protestant notoire en mai 1570. Les huguenots de passage à Abbeville descendaient à son auberge, qui fut estimée valoir, en 1570, de huit cents à mille livres. On lui attribuait aussi quelques immeubles à Longpré.

Claude d'Arrest avait un frère, Eustache d'Arrest, également marchand de vin en 1492. Son cousin germain, Jean d'Arrest, écuyer, sieur de Beaulieu, propriétaire du cabaret de la *Teste Noire*, en face de Saint-Vulfran, se distingua, au rebours de Claude, comme ligueur¹.

1. « Roolle des nobles, non nobles fiévez et arrières fiévez demourants et vivans et faisant guet et garde en la ville et bailliage d'Abbeville » vers 1543 (Arch. comm. d'Abbeville, EE, 65) ; Délibération de l'Échevinage du 10 janvier 1565 ; Enquête de 1570, dépositions 11, 12, 13, 14, 46, 48, 49, 51, 53, 54. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques sur les comtes de Ponthieu, de Boulogne, de Guines et pays circonvoisins*. Boulogne-sur-Mer, 1874-1877, 4 vol. in-8, I, p. 47 ; Marquis de Belleval, *Chronologie d'Abbeville et du*

BALLEN (LOUIS). — Écuyer, seigneur du Titre. Ce gentilhomme, notoirement huguenot, avait quitté Abbeville vers 1566; suivant l'opinion commune, il guerroyait à l'armée de Condé. Le vicaire de Sainte-Catherine, Nicolas Wiart, le dénonça en 1570, parce qu'il possédait à Abbeville, en face de ladite église, une maison estimée valoir environ mille livres¹.

BEAUVARLET (NICOLAS). — Écuyer, seigneur d'Ailly-Haut-Clocher, homme d'armes des ordonnances du roi. Il appartenait à une vieille famille abbeilloise. Josse Beauvarlet, seigneur d'Ailly-le-Haut-clocher, de Villers-sous-Ailly et de Frucourt, fut maître d'Abbeville en 1555. En 1570, Nicolas Beauvarlet était notoirement réputé « estre de la nouvelle oppinion », au dire de Simon Belle, consul, ce qui ne l'empêcha aucunement d'être inhumé, vers 1576, dans le chœur de l'église d'Ailly².

BEAUVISAGE (JEAN). — Noté en 1562 comme étant de la nouvelle religion, il fut taxé avec les autres et obtint par arrêt de la Cour des Aides, après l'édit de pacification, le remboursement de sa taxe. Il transigea le 6 juin 1566, pour une somme de seize livres, qui lui fut payée sur l'une des fermes de la Ville et portée aux dépenses de l'exercice 1566-1567. Jean Beauvisage quitta sans doute Abbeville, où il ne possédait aucun bien, vers 1568, lorsque le culte protestant fut interdit en France. Il n'est fait aucune mention de lui dans l'enquête de 1570. Haag signale un « Jehan Beauvisage, fils de feu François de Abeville..., minusier, habitant de Genève, août 1558... » qui pourrait être, sinon le nôtre, du moins un de ses proches parents. Un membre de la même famille, Isaac Beauvisage, devait quitter le Ponthieu à la révocation de l'édit de Nantes³.

comté de Ponthieu. Paris, 1899, in-8, p. 467; Ernest Prarond, *La topographie historique et archéologique d'Abbeville*. Paris-Abbeville, 1871-1884, 3 vol. in-8, III, p. 130, 147.

1. « Roolle des nobles, non nobles... », etc. (Arch. comm. d'Abbeville, EE, 65): Enquête de 1570, déposition 7; De Belleval, *Nobiliaire du Ponthieu et du Vimeu*. Amiens, 1861-1864, 2 vol. in-8, I, p. 31-32; 2^e éd., in-4, col. 91; du même, *Chronologie*, p. 355, 469; Comte Le Clerc de Bussy, *Abrégé généalogique des Ballen, seigneurs du Titre*. Amiens, 1873, in-8, p. 7. (Extr. de *La Picardie*.)

2. Enquête de 1570, déposition 48; De Belleval, *Les fiefs et seigneuries du Ponthieu et du Vimeu*. Paris, 1870. in-4, p. 6.

3. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la novell religion*. Haag, *La France protestante* (2^e éd.), II, col. 162.

BÉLIARD (LOUIS). — Protestant abbevillois, massacré le 28 mars 1563. V. plus haut. Un Jacques Béliard s'était réfugié en Angleterre¹.

BELLEVAL (ANTOINE DE). — Écuyer. Dénoncé en 1570 par Maître Fremin Gaillard, curé de Saint-Jean-des-Prés, qui déclare ne rien savoir de la valeur de ses biens. Comme le prénom d'Antoine fut porté à cette époque par plusieurs membres de cette famille, qui, dans l'ensemble, demeura catholique, il est difficile de savoir à quelle branche le gentilhomme huguenot appartenait. On peut songer à Antoine de Belleval, écuyer, seigneur d'Aigneville, qui fut tué en duel en 1580 ou à Antoine de Belleval, écuyer, seigneur d'Angerville, Longuemort et Rémaisnil, qui épousa, en secondes noces, Claude de Mailly, le 24 avril 1570².

BENNET (JEAN). — Dénoncé en 1570, par François Gargant, marguillier de Saint-Gilles. Il possédait une maison et trois jeux de paume, le tout estimé valoir six cents livres ou environ. Jacques Bennet, curé de Saint-Jacques, puis de Sainte-Catherine, dans la première moitié du XVII^e siècle, était-il un de ses descendants³?

BONNARD (JEAN). — « Cottisé » en 1562, comme étant de la nouvelle opinion, Jean Bonnard obtint, en vertu de la transaction du 6 juin, un remboursement de cinquante livres, à prendre sur les revenus des fermes de la Ville. Son paiement figure aux dépenses de l'exercice 1566-1567. N'ayant pas quitté Abbeville aux troubles suivants, il fut de nouveau dénoncé comme protestant, en 1570, par deux notables bourgeois, Ansel Bérengier, marchand, et Hugues Rohault, ancien juge consul. Il figure de nouveau dans les comptes de la Ville, pour l'année 1576-1577, en qualité de tenancier de 4 journaux et 20 verges de terre. A noter qu'il y eut à Genève, en 1557, un protestant originaire de Picardie, nommé Pierre Bonnard⁴.

1 F. de Schickler, *Les Eglises du Refuge en Angleterre*, t. I, p. 296.

2. Enquête de 1570, déposition 23; De Belleval, *Nobiliaire du Ponthieu...* (1^{re} éd.), I, p. 38-52; du même, *Chronologie d'Abbeville*, p. 469.

3. Enquête de 1570, déposition 37; Prarond, *Topographie d'Abbeville*, I, p. 523, 537. Je regrette de ne pouvoir lire : Bonnet, au lieu de Bennet, ce qui justifierait une assertion de Collenot, rapportée par Prarond (*Topographie d'Abbeville*, III, p. 76), savoir que le savant pasteur, Étienne Bonnet, était né à Abbeville. Il y eut effectivement une famille Bonnet à Abbeville. Elle possédait une maison sur le quai du Pont-Neuf.

4. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nou-*

BRAY (GUILLAUME DE). — Archer du Lieutenant de robe courte, qui était à cette époque un autre protestant notoire, Sébastien de Rentières, Guillaume de Bray paraît n'avoir séjourné que temporairement à Abbeville. Peut-être s'apparentait-il à une famille de Bray, citée longuement par Haag, pour avoir fourni à la cause protestante un martyr, Guy de Bray, et plusieurs pasteurs ? Il est dénoncé, en 1570, par Jean Savary, curé de Saint-Gilles et par François Gargant, maraîchier. Ce dernier, tout en reconnaissant, comme son curé, que de Bray a fait ses Pâques et même qu'il va à l'église le dimanche, ajoute qu'il « a ouy dire à une chambrière qui a demouré en la maison d'icellui de Bray, qu'il mengeoit chair les jours de vendredy et samedy ». Le même témoin rapporte « que Sebastien de Rentières, lieutenant de robe courte, qui est notoirement tenu et réputé de ladicte nouvelle opinion, hante ordinairement en la maison d'icellui de Bray ». Ansel Bérengier et Hugues Rohault témoignent dans le même sens. Tous deux s'accordent à dire que Guillaume de Bray ne possède d'autre bien que son état d'archer¹.

BRIET (HONORÉ). — Un chanoine de Saint-Vulfran, M^e Honoré Bryet, curé de Saint-Vast de Quend, en Marquenterre, où il demeurait en 1563, fut soupçonné d'avoir quitté Abbeville pour cause de religion. Les chanoines lui retenaient, sous ce prétexte, les revenus de sa prébende. Il passa procuration, le 7 mai 1563, à l'effet de poursuivre un procès contre le chapitre, protestant qu'il avait quitté Abbeville « sa bonne conscience sauve avec sa vye », ce qui laisse supposer qu'il aurait été molesté par la populace lors des troubles qui suivirent l'assassinat du gouverneur, d'Heucourt. Honoré Briet était encore curé de Quend en 1574².

BRIET (VEUVE). — Anne Gondré, « veuve de Maistre Pierre Briet », figure dans la transaction intervenue le 6 juin 1565 entre l'Echevinage et les protestants « cottizés » à tort en 1562. Elle toucha dix livres, en dédommagement de la taxe qu'elle avait été contrainte de payer, ce qui laisse penser qu'elle

velle religion...; *ibid.* (1576-1577), *Aultre recepte... à raison des grands et petits bois baillés à cens*. Enquête de 1570, dépositions 49, 51; Prarond, *Topographie d'Abbeville*, II, p. 113; Haag, *La France protestante* (2^e éd.), II, col. 798.

1. Enquête de 1570, dépositions 36, 37, 49, 51. Haag, *La France protestante* (2^e éd.), III, p. 87-92.

2. Minutes de France, notaire à Rue (Rue, étude Joron).

n'était pas des plus fortunées. Il n'est pas fait mention d'elle dans l'enquête de 1570¹.

CALONNE (ANTOINE DE). — Antoine de Calonne ou Decalonne, procureur et notaire royal, appartenait à une famille bourgeoise fort connue à Abbeville, dont plusieurs membres exercèrent des charges municipales. Un Nicolas de Calonne fut argentier de la Ville en 1564-1565; l'Échevinage dut le contraindre à exercer cette charge qu'il refusait d'accepter, sans doute à cause des responsabilités pécuniaires qu'elle entraînait. Antoine de Calonne fut « cottizé » comme étant de la nouvelle opinion en 1562. Après avoir obtenu gain de cause devant la cour des Aides, il transigea comme les autres et fut remboursé de cinquante livres à prendre sur le revenu des fermes de la Ville. Son remboursement est porté aux dépenses de l'exercice 1566-1567. A la fin de l'année 1567, « lorsque le Roy faillit à estre prins à Meaulx », au témoignage formel de plusieurs déposants à l'enquête de 1570, Antoine de Calonne se retira à Rue pour y pratiquer librement sa religion, en compagnie d'un autre procureur, protestant comme lui, nommé François Cacaud. Ils étaient de retour à Abbeville en mai 1570. A cette date Calonne se montrait à la messe, en l'église Saint-Georges, sans réussir toutefois à donner le change, car il est dénoncé comme protestant par les marguilliers de sa paroisse et par onze autres témoins, tous notables bourgeois d'Abbeville. Il était propriétaire d'une maison située en la rue de Locques, valant de trois à six cents livres, suivant les diverses estimations qui en furent données. Sans doute réussit-il à conserver sa charge de notaire royal et à la transmettre à ses enfants. Trois Decalonne furent notaires à Abbeville au cours du XVII^e siècle; leurs minutes sont actuellement conservées dans l'étude Lepage; celles d'Antoine de Calonne sont perdues. Nous ignorons ce que lui-même est devenu, s'il s'est converti, ou s'il a finalement quitté Abbeville à l'époque de la Ligue. Son nom est absent des généalogies.

Un Nicolas de Calonne, écuyer, et Marguerite Charlet; sa femme, demeurant à Hère, paroisse de Quend, en Marquenterre, étaient en 1577 soupçonnés de protestantisme. Il leur est délivré, le 6 août 1577, par-devant notaire, un certificat de catholicité (Minutes de Garde, notaire à Rue, Arch. comm. d'Abbeville, II, 296-309)².

1. Délibération de l'échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion...*

2. Délibérations de l'échevinage du 17 septembre 1564 et du 6 juin 1566.

CACAUD (FRANÇOIS). — Procureur, dénoncé en 1570, s'était sans doute fixé à Abbeville par son mariage, car l'un des déposants, Hugues Rohaut, lui signale quelques biens « du chef de sa femme ». Haag mentionne un Cacaut, représentant de Bergerac à l'assemblée politique de la Rochelle, en 1588; une Elisabeth Cacaut, de la Rochelle, se réfugia en Hollande vers 1690. François Cacaud se trouvait déjà à Abbeville le 28 juillet 1565, lors de l'entrée du prince de Condé, gouverneur de Picardie. Il assista au prêche qui eut lieu, aussitôt l'arrivée du prince, dans la cour de l'hôtel de la Gruthuze, où le vit Wallequin de Blottefière. Cacaud quitta Abbeville avec Antoine de Calonne, lors des troubles qui suivirent la tentative de Meaux, pour se retirer à Rue. En 1570, il était de retour à Abbeville, allait à la messe à Saint-Georges. On le voyait, comme les autres paroissiens, « donner au bachelin de la quête de l'église ». Néanmoins il aimait la controverse et disputait volontiers sur le dogme. Un de ses interlocuteurs, Jacques des Groiseilliers, s'en souvint pour le dénoncer en 1570. Quatorze dépositions y compris celles des trois marguilliers de Saint-Georges, mentionnent son nom, ce qui ne permet guère de douter de la fermeté de ses opinions. Il ne paraît pas avoir fait souche à Abbeville¹.

CARPENTIER (JEAN). — Pourpointier, qui possédait une petite maison de la valeur de quatre-vingts ou cent livres « soups la chaulsée Marcadé, près le pont aux Tisserands ». Il est dénoncé en 1570, par les marguilliers de Saint-Jacques, comme « mauvais garçon et fort affecté à ladicte nouvelle opinion ». A cette époque, « pour doute de sa personne et à raison des troubles », il avait quitté Abbeville pour aller habiter Rue, où il était resté. Nous n'avons de renseignements sur lui que ceux fournis à l'enquête. Il y avait à Londres, en 1544, un Jean Carpentier : « Carpynter, John, born in Normandy ». Le même faisait encore partie de l'Eglise française de Londres en 1564. Il est qualifié : « faber ferrarius ». Était-il proche parent du « pourpoinctier » abbevillois²?

Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion...* Enquête de 1570, dépositions 31, 32, 33, 45, 46, 48, 49, 51, 53, 54, 55, 56, 57, 58; De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...* I, p. 303 et suiv.

1. Enquête de 1570, dépositions 31, 32, 33, 46, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58. Haag, *La France protestante* (2^e éd.), III, col. 431.

2. Enquête de 1570, dépositions 13, 16. *Letters of denization and acts of naturalization for Aliens in England*, publ. of The Huguenot Society of London, vol. VIII, 1893, in-8, p. 42; *Les Eglises du Refuge en Angleterre*, par F. de Schickler. Paris, Fischbacher, 1892, in-8, t. III, p. 52.

CARPENTIN (GALLOIS). — Écuyer, seigneur de Cumont, homme d'arme des ordonnances du roi sous le maréchal de Biez, puis capitaine de Saint-Riquier en 1550, occupait encore cette charge, lorsqu'il fut dénoncé comme protestant, en 1570, par plusieurs bourgeois d'Abbeville. Il était le fils aîné de Jean Carpentin, dit Galyot, écuyer, plusieurs fois échevin et maieur d'Abbeville en 1535. Il avait épousé, par contrat du 12 janvier 1547, Jeanne Truffier. On le disait « fort riche et opulent ». Les mêmes témoins furent d'accord pour déclarer qu'il avait fait publiquement exercice de la « nouvelle oppinion ». Toutefois, sur les huit enfants de Gallois Carpentin, aucun ne paraît avoir persévéré dans le protestantisme. L'un d'eux, François, fut chanoine de Notre-Dame de Paris¹.

CARPENTIN (JEAN). — Doyen de Saint-Vulfran de 1555 à 1576, frère puîné du précédent, fut également soupçonné de calvinisme. La populace, lors des troubles qui suivirent l'assassinat du gouverneur d'Heucourt, prit ce prétexte pour piller la maison de Jean Carpentin, qu'on disait fort riche. Guillaume Samson, l'un des déposants à l'enquête de 1570, lui assigne un revenu de mille à douze cents livres de rente; la maison où il demeurerait valait plus de mille livres. Dans l'une des nombreuses notes qu'a laissées l'abbé Buteux, érudit abbevillois du commencement du XVIII^e siècle, et qui sont encore pour la plupart conservées dans des bibliothèques particulières, on lit, sans plus de détail, à l'année 1555, que « Jean Carpentin, doyen de Saint-Vulfran entretenait à Menchecourt une duègne soupçonnée de calvinisme ». Ce ne sont là que des insinuations. Les témoins de 1570, tout en se faisant l'écho du « bruiet commun », n'allèguent, à la charge du fastueux doyen de Saint-Vulfran, aucun fait contrevenant à la foi catholique. Celui-ci ne semble avoir quitté sa charge qu'en 1576. Lorsqu'il mourut quelques années plus tard, il laissa au chapitre cent écus d'or pour la fondation d'un obit solennel, fondation que les chanoines acceptèrent par acte du 17 novembre 1581².

1. Enquête de 1570, dépositions 45, 48, 54, 56. De Belleval, *Nobiliaire de Ponthieu et de Vimeu* (1^{re} éd.), I, p. 98; du même, *Chronologie d'Abbeville*, p. 399, 469; Vicomte de Souancé, *Généalogie de la famille de Carpentin*. Mortagne, 1893, in-8. (*Documents sur la province du Perche*, 2^e série, n° 3.)

2. Enquête de 1570, dépositions 22, 45, 49, 51, 56, 57, 58. Notes manuscrites de l'abbé Buteux (Bibliothèque Ernest Prarond). Généalogies citées plus haut; Henri Macqueron, *Documents inédits relatifs à l'histoire du Chapitre et de l'Eglise Saint-Vulfran d'Abbeville*. Abbeville, 1912, in-4, p. 293.

CARPENTIN (LOUIS). — Fils de Simon Carpentin, écuyer, seigneur du Mesnil-la-Haye, contrôleur du magasin à sel de Ponthieu, frère puîné des précédents. Ce jeune homme est dénoncé, en 1570, par Jean Morel, curé de Saint-Éloy, et par Benoît Le Hochard, sieur de l'Espinoy. Ce dernier, qui est le plus affirmatif, lui fait grief de n'aller à la messe ni aux vêpres. On le tient pour riche, comme tous les Carpentin¹.

CARPENTIN (VEUVE). — Marguerite de Boubers-Bernâtre, veuve de Philibert Carpentin, écuyer, seigneur de Bray, Barlettes, Lugerment, lieutenant général en la sénéchaussée de Ponthieu et maître d'Abbeville en 1543, frère puîné des précédents. Ses trois fils, dont on lira plus loin les noms, étaient notoirement huguenots; les deux aînés combattaient dans les rangs de l'armée protestante. Elle-même partageait-elle secrètement leurs opinions? On put le supposer, car elle s'abstint « longue espace de temps », dit le curé de Saint-Éloy, Jean Morel, d'aller régulièrement à l'église, comme les autres paroissiens. Le déposant en aurait fait remontrance publique, ce qui l'aurait décidée à faire mieux son devoir. Le receveur des marguilliers de Saint-Éloy, Jacques Bardoult, affirme, contrairement à son curé, qu'elle est bonne catholique, et « qu'elle est plaint grandement de la mauvaise estime et opinion qu'ont lesdits Carpentin, ses enfans² ».

CARPENTIN (JEAN). — Écuyer, seigneur de Barlettes et de Quend, fils aîné de Philibert Carpentin et de Marguerite de Boubers, était âgé de vingt-huit ans en 1570, au témoignage de Jean Morel, curé de Saint-Éloy. Ce gentilhomme huguenot possédait un beau logis, place Saint-Pierre, dans lequel il habitait avec sa mère, d'une valeur de douze cents livres environ. Il s'absentait fréquemment d'Abbeville et ne mettait jamais les pieds à l'église. Lorsque sa sœur, Michelle Carpentin, épousa Jean de Rambures, sieur de Poireauville, il s'opposa, avec son frère Gui, à ce que le mariage eût lieu à l'église, en dépit de la mère de Jean de Rambures, qui refusa son consentement. On peut donc supposer que c'est par l'influence de Michelle Carpentin, soutenue par ses frères, que la branche de Rambures-Poireauville fut définitivement acquise au protestantisme³.

1. Enquête de 1570, dépositions 28, 44. Généalogies citées plus haut.

2. Enquête de 1570, dépositions 28, 30. Généalogies citées plus haut.

3. Enquête de 1570, dépositions 28, 30, 38, 39, 40, 44, 45, 49, 51, 54, 55, 56, 57, 58. Généalogies citées plus haut.

Jean Carpentin eut une fin tragique. Dans la nuit du 3 au 4 janvier 1577, à la tête d'une petite troupe de soldats huguenots, il envahit et mit au pillage le manoir de Rouvroy, appartenant à un gentilhomme catholique, Jacques de Belleval, dont la jeune épouse, enfuie à la hâte au milieu de la nuit, fut retrouvée morte sur la route, le lendemain, ayant été victime d'un terrible accident de cheval. On ignore le motif qui avait poussé Jean Carpentin à cette brutale agression. Provoqué en duel par Jacques de Belleval, il se reconnut coupable en acceptant la rencontre. Celle-ci eut lieu à Abbeville, auprès de la porte d'Hocquet, le 16 janvier 1577. Jacques de Belleval était assisté de François de Créquy et de Gédéon d'Aigneville, Jean Carpentin, de Jean de Rambures-Poireauville, son beau-frère, et de Jules-César de Gouy, autre gentilhomme protestant. Les six adversaires étaient armés de l'épée dans la main droite et de la dague dans la main gauche. Le combat fut acharné. François de Créquy tua le sieur de Gouy, son partenaire, Jean de Rambures blessa mortellement Gédéon d'Aigneville, enfin Jacques de Belleval, après avoir blessé quatre fois Jean Carpentin, l'acheva d'un cinquième coup d'épée en pleine poitrine. Des lettres de rémission furent accordées à Jacques de Belleval, par Henri III, le 9 mai 1578¹.

CARPENTIN (GUI). — Écuyer, seigneur de Lugermont, paraît avoir pris une part beaucoup plus active que son frère aîné aux guerres de cette époque. Sous les ordres du sieur de Mouy, il assista à la bataille de Saint-Denis, en 1567. L'année suivante, il battait l'estrade dans le Ponthieu avec les bandes du capitaine Cocqueville, auprès duquel il se trouvait à Doullens, ainsi que l'affirme un témoin, Jean Roussel. Le 27 juillet 1568, Cocqueville eut la tête tranchée à Abbeville. Gui Carpentin avait sans doute pu s'échapper et rejoindre l'armée protestante. Nous perdons sa trace et il ne semble pas qu'il ait fait souche dans le Ponthieu, où, en sa qualité de cadet, il possédait d'ailleurs peu de biens².

CARPENTIN (THIBAUT). — Le plus jeune fils de Philibert Carpentin et de Marguerite de Boubers. Il était « a peine

1. Enquête de 1570, dépositions 28, 30, 38, 39, 40, 44, 45, 49, 51, 54, 55, 56, 57, 58. Généalogies citées plus haut; De Belleval, *Chronologie d'Abbeville*, p. 166; du même, *Lettres sur le Ponthieu*. Paris, Dumoulin, 1868, in-12, p. 289-295.

2. Enquête de 1570, dépositions 28, 30, 38, 39, 40, 44, 45, 49, 51, 54, 55, 56, 57, 58. Généalogies citées plus haut.

retourné des estudes », en 1570, lorsque Jean Morel, curé de Saint-Éloy, le mentionna dans sa déposition, ne le voyant d'ailleurs pas assister aux offices plus que ses frères. Tout laisse penser qu'il ne fut pas moins qu'eux imbu de la « nouvelle opinion ». Mais nous ne savons rien de sa descendance ¹.

CENDRET (GUILLAUME). — « Cottizé » en 1566, comme étant de la « nouvelle opinion », il transigea pour trente livres, dont il fut remboursé sur les deniers de l'année 1566-1567. Guillaume Cendret continua d'ailleurs de vivre paisiblement à Abbeville. Il fut seulement dénoncé, en 1570, par un marguillier de Notre-Dame de la Chapelle, d'avoir « esté à la presche en la ville d'Amiens » ².

CERGNY (MARIE DE). — Veuve de Noël Du Friez : voir ce nom.

COSSART (PERROT). — Dénoncé en 1570, par le curé et les marguilliers de la paroisse Saint-Jacques, Perrot Cossart était scieur de long de son métier. Il possédait une petite maison estimée valoir trente livres, près du pont aux tisserands. Il y habitait à cette date. Depuis l'édit de 1568, il avait, en effet, recommencé d'aller à la messe. On l'avait même vu cueillir les pauvres, sans toutefois croire sérieusement à sa conversion. Le marguillier, Jean Broifort devait se souvenir, en 1570, l'avoir entendu tenir autrefois plusieurs propos contre l'église catholique et les sacrements, « mesme que c'estoit formallité d'aller à la messe ». Un Jean Cossart fut argentier de la ville en 1569; le nom était encore porté à Abbeville au XVIII^e siècle. Nous ne pouvons savoir si Perrot Cossart s'apparentait à une famille normande de ce nom, citée par Haag, dont un membre, Noël Cossart, sieur de Bobestres, demeurant à Rouen, fut victime de la Saint-Barthélemy ³.

DESCAUFOURS (FREMIN). — Tailleur d'images, taxé comme protestant, transigea avec les autres en 1566, et obtint un remboursement de dix livres, qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1567. Il fut de nouveau dénoncé en 1570,

1. Enquête de 1570, déposition 28. Généalogies citées plus haut.

2. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566; Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion...* Enquête de 1570, déposition ³.

3. Enquête de 1570, dépositions 15, 16, 25, 35. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques*, I, p. 413; Haag, *La France protestante* (2^e éd.), IV, p. 722-727.

ainsi que son fils, Martin Descaufours, alors âgé de vingt ans, par Jehan Becquin, curé de Saint-Vulfran de la Chaussée, et Robert Wallon, marguillier. Pas plus le père que le fils ne mettaient le pied à l'église. Ils habitaient une « bonne maison », que Jean Becquin estimait valoir deux cents livres. Le 2 janvier 1569, Claude de Bourbon-Vendôme, seigneur de Ligny, gouverneur de Doullens, passa marché avec Firmin Descaufours pour l'exécution d'une pierre tombale. Le « maître tailleur d'images » s'engageait à polir une pierre de stinkal de neuf pieds de long sur quatre de large et à y sculpter un homme couché avec sa cotte d'armes, moyennant sept écus d'or. Le 2 décembre 1586, le même Firmin Descaufours qualifié à cette époque de « maître des œuvres de machonnerie pour le Roy en Picardie et architecte » s'engageait envers la veuve d'André de Bourbon, seigneur de Rubempré, frère du précédent, à livrer une pierre tombale où seront « engravés les portraits et effigies dudit sieur de Rubempré et de ladite dame son épouse ». Le 17 décembre 1587, il passait marché pour l'exécution d'un retable dans l'église de Bouillancourt-sous-Miannay. Son fils, Martin Descaufours, également tailleur d'images, était condamné à un écu d'amende le 3 septembre 1579 « pour avoir fait des ymages de bois defectif ». Le 6 mars 1587, Firmin Descaufours faisait encore partie d'une association formée par divers maîtres maçons. Cela n'empêcha pas Firmin et Martin Descaufours d'être mandés à l'Échevinage, comme suspects d'hostilité à la Ligue et tenant des propos malsonnants, le 18 mai 1588. On les admonesta « de eulx comporter à l'advenir modestement et en bonne union ». Ils ne paraissent pas avoir été inquiétés davantage ¹.

DEFONEL (ADRIEN). — Adrien Desfonel « qui se prétend et repute sieur de Saint-Romain », dit Adrien Douchet, marguillier de Saint-Vulfran de la Chaussée, est dénoncé en 1570 comme protestant notoire. Le nom est inconnu dans le Ponthieu. Guillaume Trudaine possédait d'ailleurs, depuis 1550, le fief de Saint-Romain, sis à Embreville; il devait le laisser en 1575 à son fils, Jacques Trudaine. Adrien Des-

1. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx noltez de la nouvelle religion...* Enquête de 1570, dépositions 11, 49. Minutes de notaires (communication de M. Crusel, d'Abbeville). De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, I, p. 469; De Belleval, *Chronologie...*, p. 6-7; Prarond, *La ligue à Abbeville*, t. I, p. 87, 348-349.

fonel pouvait être tout au plus son parent, comme le rectifie d'ailleurs un autre témoin, Robert Wallon. Aucun autre détail¹.

DESGARDINS (TOUSSAINT). — Cordonnier, dénoncé en 1570 par Nicolas Rohault, comme étant de l'opinion nouvelle « et des plus anciens ». Sans autres détails².

DESPRÉAULX (JEAN). — Dénoncé en 1570 par François Gargant, marguillier de Saint-Gilles. Haag mentionne une famille Des Préaulx, dont un membre fut pasteur à Lyon au XVII^e siècle. D'autre part, il y eut des Despréaux à Abbeville jusqu'au XVII^e siècle. Un Cristofle Despréaux est mentionné comme tenancier de l'abbaye d'Épagne, dans un aveu de 1623³.

DOUCHET (WALEQUIN). — Taxé comme protestant, en 1562, Walequin Douchet transigea avec les autres en 1566 et obtint le remboursement de cinquante livres sur les deniers de l'exercice 1566-1567. S'était-il converti ou avait-il quitté Abbeville en 1570? Était-il même parent de l'un des déposants à l'enquête, Adrien Douchet, marguillier de Saint-Vulfran de la Chaussée? Rien ne permet de vérifier ces hypothèses⁴.

DU BOIS (GILLES). — Taxé également en 1562 et remboursé en vertu de la transaction du 6 juin 1566, sur les deniers de l'exercice 1566-1567, Gilles Du Bois n'est plus mentionné dans l'enquête de 1570. Avait-il aussi quitté Abbeville? Nous savons qu'une famille Dubois, exilée pour cause de religion, se fixa en Angleterre au XVI^e siècle et fit souche anglaise⁵.

DU BOURGUIER (ÉLOY). — L'un des mesureurs de la Vicomté du Pont à poissons. « Cottizé », comme protestant, en 1562, Éloy Du Bourguier transigea avec les autres en 1566 et fut

1. Enquête de 1570, dépositions 12, 13. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, III, p. 1443.

2. Enquête de 1570, déposition 46.

3. Enquête de 1570, déposition 37. Haag, *La France protestante* (2^e éd.), V, col. 365; Prarond, *Topographie d'Abbeville*, III, p. 537.

4. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion...*

5. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*; F. de Schickler, *Les Eglises du Refuge en Angleterre*, t. I, p. 223.

remboursé de quatre-vingts livres sur l'exercice 1566-1567. Il ne quitta pas Abbeville et fut dénoncé en 1570 par François Gargant, marguillier de Saint-Gilles, et par deux autres témoins, Denys de l'Estoille et Philippe Le Fuzelier. Aucun autre détail sur Éloy Du Bourguier.

Un Pierre Du Bourguier fut chanoine de Saint-Vulfran au ^{xvii}^e siècle; il résigna ses fonctions en 1662, en faveur de son neveu Nicolas Du Bourguier qui mourut en 1714¹.

DU FRIEZ (NOËL). — Apothicaire, tenu notoirement pour protestant, eut sa maison pillée par la populace en 1562, peu avant l'assassinat du gouverneur d'Heucourt. Il était décédé en 1566, lorsque sa veuve, Marie de Cergny, en son nom et au nom de ses enfants, transigea avec la ville pour le remboursement de la taxe levée sur les religionnaires. Elle obtint un remboursement de cinq cents livres qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1567. Elle quitta sans doute Abbeville, avec ses enfants, lors des troubles suivants. Aucune mention d'elle n'est faite dans l'enquête de 1570².

FOUCQUART (FRANÇOIS). — Receveur des Tailles. Dénoncé en 1570 comme protestant par Fremin Gaillard, curé de Saint-Jean-des-Prés, et par deux notables bourgeois, Guillaume Samson et Denys de l'Estoille, François Foucquart était estimé, au dire des témoins « riche et oppulent ». Il habitait une grande maison située sur la paroisse Saint-Jean-des-Prés, en face du couvent des Cordeliers. C'est dans cette maison que lui naquit, le 15 avril 1568, de son mariage avec Marie Caisier, une fille, Gabrielle Foucquart, qui fut, au siècle suivant, en dépit de difficultés de toutes sortes, la fondatrice des Minimesses et la première correctrice de son ordre en France. Le bon carme Ignace Samson, qui écrivit, en vingt-quatre chapitres de son *Histoire ecclésiastique d'Abbeville*, la vie de la Révérende Mère Gabrielle Foucquart, où il assure que François Foucquart et Marie Caissier, gens fort vertueux, inspirèrent de bonne heure à leur fille le goût de la religion, se fût trouvé fort étonné

1. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 37, 57, 58. H. Macqueron, *Documents inédits relatifs à l'histoire du Chapitre et de l'Eglise Saint-Vulfran d'Abbeville*, p. 297.

2. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*.

d'apprendre que ces premières leçons n'eurent peut-être rien de catholique. A signaler une procuration donnée le 14 août 1568 à François Foucquart, par Jean de Monchy, seigneur de Senarpont, pour se dessaisir en son nom des fiefs donnés en mariage à son fils, Antoine de Monchy. François Foucquart tenait le fief de Réderie, à Sénarpont, en 1575¹.

GALLET (JEAN). — Avocat, « cottizé » en 1562, transigea en 1566 pour un remboursement de vingt-cinq livres, qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1571. Il est de nouveau dénoncé comme protestant, en 1570, par deux bourgeois, Wallequin de Blottesfière et Hugues Rohault, qui se font l'écho du « bruit commun ». Ils reconnaissent toutefois qu'on voit Gallet aller à la messe. Ce dernier était échevin en 1575, on ne sait rien sur l'état de sa fortune. On mentionne, en 1596, un Jean Gallet, dont les descendants, anoblis au XVII^e siècle, furent seigneurs de Neuilly-l'Hôpital. Est-ce le même que Jean Gallet dénoncé en 1570²?

GRÉGOIRE (NICOLAS et JEAN). — « Cousturiers », qui possédaient une maison de cent vingt à deux cents livres, située près du pont Talance. Le plus connu des deux, Jean, fut taxé comme protestant en 1562, et obtint, en 1566, un remboursement de cent sols. Ils s'étaient, d'ailleurs, absentés en 1563, lors de l'assassinat du duc de Guise devant Orléans, comme le déclare un des témoins à l'enquête de 1570. A cette date, ils sont dénoncés par les marguilliers de Saint-Vulfran de la Chaussée, dont l'un, Robert Wallon, « ayant aulcune foyz veu et esté en leur compagnie », révèle qu'ils « chantoient psaulmes et disoient propos scandalleux contre les ordres et nostre mère Saincte Eglise ». Un membre de la même famille, sans doute, Adrien Grégoire, fut parrain, le 24 août 1564, d'une fille de Jean Gayant et Marie Demuyn, protestants amiénois. La famille Grégoire était assez

1. Enquête de 1570, dépositions 23, 56, 57. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, II, p. 599; De Belleval, *Chronologie d'Abbeville*, p. 447; *L'Histoire ecclésiastique de la ville d'Abbeville*, par le R. P. Ignace-Joseph de Jesus-Maria. A Paris, chez François Pélican, 1646, in-4, p. 497 et suiv.; *Les hommes utiles de l'arrondissement d'Abbeville*, par E. Prarond. Amiens-Abbeville, 1858, in-8, p. 88-98.

2. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx noltez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 49, 52, De Belleval, *Nobiliaire du Ponthieu et du Vimeu* (1^{re} éd.), II, p. 129.

ancienne à Abbeville. On trouve, en 1544, un Jacques Grégoire « (James Gregory) » à Londres¹.

GUACARD (FRANÇOIS). — Procureur, dénoncé comme protestant, en 1570, par trois bourgeois, Nicolas de Catheux, Nicolas Rohaut et Simon Belle, lesquels ne font que rapporter le bruit commun et ne savent rien de sa fortune².

HERMEL (NICOLAS). — Nicolas Hermel de la Rétis, garde-scel royal de Ponthieu, aux années 1538-1539, receveur des tailles depuis 1555, était logé au château du gouverneur, Saint-Delis d'Heucourt, lors de l'assassinat de ce dernier par la populace, le 6 juillet 1562. Les émeutiers pénétrèrent dans le château et y trouvèrent le sieur Hermel, malade, dans son lit. Sans égard à son état, ils le précipitèrent du haut d'une tour, dans la rivière. Quatre soldats qui se trouvaient au château furent tués en même temps que lui. Sa veuve, qui continua d'habiter Abbeville, demeura fidèle à la religion réformée. En juillet 1563, lors de la visite à Abbeville du prince de Condé, elle assista au prêche qui eut lieu dans la cour de l'hôtel de la Gruthuze, où la vit Wallequin de Blottetière, qui ne manqua pas de la dénoncer en 1570. Elle fut également dénoncée à cette date, par un autre bourgeois, Nicolas de Catheux, et par Jean Savary, curé de Saint-Gilles, qui déclare ne pas la connaître pour paroissienne³.

HOBETTE (JACQUES). — Originaire de la ville de Dieppe, habitait, en 1570, à Abbeville, sur la paroisse Saint-Jacques. Il est dénoncé à cette date par les marguilliers Jean Broifort et Jean Gillot, qui se font l'écho de la rumeur publique. Ils ne savent « s'il a aucuns moeubles ou immoeubles⁴ ».

LAIGNEL (BAUGER). — Armurier à l'enseigne du « Constantin », sur la paroisse Saint-Jacques, fut dénoncé, en 1570, comme

1. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour ceulx nottez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 12, 13, 14. *Registres des enfants baptisés en l'Eglise réformée d'Amiens depuis le 18^e jour de juin 1564, jusqu'au vendredi 10^e jour d'août 1565*. (Arch. dép. de la Somme.) De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, II, p. 689. *Letters of denization and acts of naturalization for Aliens in England*, vol. VIII des publications de la Huguenot Society of London, p. 110.

2. Enquête de 1570, dépositions 45, 46, 48.

3. Enquête de 1570, dépositions 36, 45, 52. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques*, II, p. 752; De Belleval, *Chronologie d'Abbeville*, p. 266; Louandre, *Histoire d'Abbeville* (3^e éd.), II, p. 47.

4. Enquête de 1570, dépositions 15, 16.

protestant, par le curé et les marguilliers de cette église. On estimait sa maison à deux cents livres¹.

LA RUE (PHILIPPE DE). — Procureur du roi en la sénéchaussée de Ponthieu où il paraît avoir exercé cette charge sans interruption de 1560 à 1574. Il est mentionné pour la première fois sur les registres de l'Échevinage à la date du 21 septembre 1560, et pour la dernière fois à la date du 5 mai 1574. La rumeur publique prétendait qu'il avait quitté Paris pour cause de religion, et même que sa maison avait été barrée à cet effet. Onze témoins sont unanimes à le dénoncer, en 1570, comme protestant, encore que sa femme et lui aient fait leurs Pâques depuis l'édit de 1568, au témoignage de Jean Morel, curé de Saint-Éloy. Mais sans doute n'était-ce là qu'une formalité que Philippe de La Rue jugeait nécessaire pour conserver son office de procureur du roi. Les dépositions détaillées de notables bourgeois comme Hugues Rohault et Jacques Mourette ne permettent pas de douter qu'il n'ait été un huguenot convaincu. Au moment des troubles, il avait quitté Abbeville pour se réfugier à Senarpont, où il pouvait assister au prêche; sa femme et lui avaient aussi séjourné à Boulogne avec le capitaine huguenot Morvilliers. Leur maison était ouverte à tous les protestants de passage à Abbeville. « Toutteffoys que quelques seigneurs et personnaiges, dit Ansel Béren-gier, sont venus en cette ville, nottez de la nouvelle oppinion... ledict de La Rue les hantoit, ou s'ilz estoient de moindre qualité..., ceulx de ladicte oppinion alloient en son logis... » Le même témoin rapporte que lorsqu'il fut question d'aller à la messe, pour se conformer à l'édit draconien du 28 septembre 1568, qui obligeait les fonctionnaires non catholiques à se démettre, la femme de Philippe de La Rue cria qu'elle n'irait pas, « et que son mary luy coperoit plus tost la gorge ». Il n'en fut rien et de La Rue put continuer d'exercer sa charge, sans être inquiété. Il passait pour riche. On ne lui connaissait à Abbeville que son état de procureur, mais il avait, disait-on, des rentes « sous la ville de Paris ». Il y eut en Picardie une famille de La Rue, assez considérable, avec laquelle Philippe de La Rue n'eut sans doute rien de commun, car il ne figure sur aucune généalogie².

1. Enquête de 1570, dépositions 16, 25, 55.

2. Enquête de 1570, dépositions 28, 30, 45, 46, 48, 49, 51, 55, 56, 57, 58. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, III, p. 1305. Mentions et dates nexactes dans : De Belleval, *Chronologie d'Abbeville*, p. 147, 356, 471.

LE CLERC (JEAN). — Jehan Le Clerc, « le joeune » fut « cottizé » comme protestant en 1562. Il transigea en 1566 et fut remboursé de dix livres, sur les deniers de l'exercice 1566-1567. Il quitta Abbeville, car il n'est plus fait mention de lui dans l'enquête de 1570. Sans doute se rattachait-il à famille Leclerc, originaire du Beauvaisis, dont il est parlé dans Haag¹.

LE GRAND (FRANÇOIS). — François Le Grand, écuyer, seigneur de Saulcourt, « lequell estoit de ladicte religion et faisoit exercice d'icelle, mesme a esté, à raison de ce, longtemps détenu prisonnier en ceste dicte ville ». Il s'agit peut-être, dans cette déposition, de Pierre de Biencourt, marguillier-receveur de la paroisse Sainte-Catherine, d'un François Le Grand, homme d'armes sous M. de Senarpont, en 1543, et 1554, lequel aurait pu venir à Abbeville avec le gouverneur d'Heucourt, et se trouver emprisonné à l'occasion des troubles qui suivirent la mort de ce dernier. Il avait quitté Abbeville en 1565 ou 1566, au dire du même témoin, qui lui attribue la propriété d'une maison, dont il ne donne ni la désignation ni la valeur².

LE PREVOST (JEAN). — Notaire royal, homme « riche et opulent », possédant une belle maison estimée cinq cents livres, rue de Locques et des terres à Franleu, dénoncé en 1570, comme protestant, par les marguilliers de la paroisse Saint-Georges. Il ne saurait être confondu avec Jean Le Prévost, seigneur de Sanguines, qui fut élu maire d'Abbeville en 1572. Il s'apparentait peut-être à des Le Prévost ou des Prévost de Paris, qui se réfugièrent, après la Saint-Barthélemy, à Genève, où les avaient déjà précédés, dit Haag, « d'autres Prévost de Picardie ». A noter qu'il y eut, à la même époque, des Prévost en Angleterre. Un Étienne Le Prévost était diacre de l'Église du Refuge de Glastonbury. Des minutes de Jean Le Prévost, pour les années 1555-1558, sont conservées dans l'étude Truquin actuelle³.

1. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*. Haag, *La France protestante*, VI, col. 461 et suiv.

2. Enquête de 1570, dépositions 8, 9. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, II, p. 685.

3. Enquête de 1570, dépositions 31, 32, 33, 48, 49. Haag, *La France protestante* (1^{re} éd.), VIII, p. 320; F. de Schickler, *Les Eglises du Refuge en Angleterre*, t. 1, p. 61; *Letters of denization and acts of naturalization for Aliens in England*, vol. VIII, p. 152.

LE ROY (NICOLAS). — Nicolas Le Roy, dit « Gros Testu », et son fils sont dénoncés comme protestants, en 1570, par les marguilliers de la paroisse Saint-Vulfran de la Chaussée, sur l'étendue de laquelle ils possédaient une maison, qu'ils avaient vendue deux cents livres, en 1564 ou 1565. Adrien Douchet, qui les avait fréquentés, rapporte qu'il les entendit chanter des psaumes et tenir des propos scandaleux contre l'Église. Les Le Roy s'étaient absentés d'Abbeville en 1563, après l'assassinat du duc de Guise. La vente de leur maison semble indiquer qu'ils n'avaient pas le dessein d'y revenir. Ils gagnèrent l'Angleterre et revinrent dans le Ponthieu lorsque l'édit de Nantes eut établi la liberté du culte réformé. Nicolas Le Roy était déjà diacre de l'Église française de Londres en 1560. On retrouve sa signature au bas d'une série d'articles proposés par l'Église française de Londres, le 28 novembre 1568. Un de ses descendants, André Le Roy, d'Abbeville devait de nouveau s'expatrier à la révocation de l'édit de Nantes ¹.

LESCUIER (JEAN). — Taxé comme protestant en 1562, transigea en 1566 pour un remboursement de cinquante livres, qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1567. Il n'est plus mentionné dans l'enquête de 1570 ².

LONGUET (NICOLAS). — Verrier, « cottisé » comme protestant en 1562, transigea en 1566 pour un remboursement de cent sols, qui lui furent payés sur les deniers de l'exercice 1566-1567. Il habitait sur la paroisse Saint-Sépulcre, qu'il quitta pour aller sur Saint-Gilles; il était enfin revenu habiter sur Saint-Sépulcre, lorsqu'il fut dénoncé en 1570, par les marguilliers de cette église et par le curé. Longuet s'était absenté d'Abbeville, au dire des déposants, après l'échec de la tentative de Meaux. Au mois de mai 1570, il n'habitait déjà plus sur Saint-Sépulcre, mais avait sa boutique rue Saint-Vulfran, près du logis de la « Croix d'Or », comme en témoigne le curé de Saint-Jean-des-Prés. Ce pauvre homme n'avait pour tout bien que son « art et mestier de verrier ³ ».

1. Enquête de 1570, dépositions 12, 13, 14. Papiers des religionnaires fugitifs (Arch. nat., TT 34). De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques*., III, p. 1291; Haag, *La France protestante*, VI, col. 564-565; F. de Schickler. *Les Églises du Refuge en Angleterre*, t. 1, p. 91, 101; t. III, p. 46, 85.

2. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*.

3. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 5, 6, 23, 54, 58.

LORFÈVRE (JEAN). — Riche marchand et notable bourgeois d'Abbeville, échevin en 1556, argentier de la ville en 1567. Il fut dénoncé en 1570, par un marguillier de Saint-Nicolas-en-Saint-Vulfran et par plusieurs bourgeois, comme suspect de sympathies pour la nouvelle religion. Lors des troubles qui accompagnèrent l'assassinat du gouverneur d'Heucourt il tint des propos sans doute contraires à ceux de la majorité. On lui fit grief notamment d'une dispute qu'il eut avec un prêtre, Guillaume de Longue, au logis de Jean Manessier. Il recevait volontiers chez lui plusieurs personnes soupçonnées de calvinisme. Il avait, entre autres, fréquenté Louis Béliard, le malheureux protestant condamné à mort pour avoir assisté aux assemblées qui se tenaient dans le château, du vivant du gouverneur d'Heucourt, et qui, gracié par le Parlement, fut néanmoins mis en pièces par la populace et jeté dans la Somme. Mais en somme Jean Lorfèvre allait à l'église comme tout bon catholique. On ne pouvait lui reprocher que des sympathies peu dissimulées à l'égard des protestants, et aussi sa grosse fortune, qui faisait peut-être des jaloux. Il possédait en effet une belle maison valant plus de douze cent livres, et des terres aux champs¹.

MANESSIER (JEAN). — Riche bourgeois, échevin en 1524, 1548, 1552, fut accusé de prêter pour le prêche sa maison, appelée : Maison des Moulinets, située entre la rue au Fromage et la rue de Locques. C'est chez lui qu'eut lieu une controverse, dont il est fait mention à l'enquête de 1570, entre un prêtre, Guillaume de Longue et Jean Lorfèvre (voy. ce nom). Jean Manessier fut enterré aux Cordeliers².

Marcel GODET.

(A suivre.)

1. Enquête de 1570, dépositions 22, 46, 49, 53, 56, 57. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques*, II, p. 890.

2. Notes manuscrites de l'abbé Buteux (Bibliothèque Ernest Prarond). Prarond, *Topographie d'Abbeville*, t. I, p. 339.

Mélanges

ANCIENS LIEUX DE CULTE PROTESTANT AUTOUR DE SOISSONS ET DE LAON

**Cœuvres ; entre l'Aisne et le plateau de Craonne ;
Travecy ; Leuilly ; Coucy ; Folembray ; Cuts.**

Depuis la bataille de la Marne, en septembre 1914, les « communiqués » ont tour à tour signalé, comme réoccupés par nos troupes, un certain nombre de villages dont les noms paraissent dans l'histoire des protestants d'autrefois ; il est intéressant de noter ici l'état actuel de ces localités.

Au sud de Soissons, terriblement bombardée naguère, c'est à Belleu que le culte fut d'abord célébré en 1561¹ ; ce village, entre la route de Fère et celle de Château-Thierry, est toujours intact. Après la révocation de l'édit de janvier 1562 le pasteur fut expulsé ainsi que les autres protestants de la ville. Quelques mois plus tard nous trouvons le « lieu d'exercice » de l'Église de Soissons transporté à Cœuvres, à plus de 15 kilomètres au sud-ouest. Au près des bords riants du ru de Retz s'élève encore, sur une terrasse, le pittoresque château de la famille *d'Estrees* : quatre pavillons aux angles d'une cour carrée ; c'est ici que pour la première fois, pendant sa campagne de Picardie, Henri de Navarre vit « la belle *Gabrielle* », en novembre 1590. Elle avait dix-neuf ans. (Le pavillon qui porte le nom de Henri IV n'est pas celui que le *Bulletin*

1. Dormay, *Histoire de Soissons*, II, 459.

a figuré en 1916¹.) Sur les vastes communs les fenêtres sont surmontées de petits bas-reliefs : ces canons rappellent le grand-maître de l'artillerie. Des travaux de restauration, en cours d'exécution en 1914, sont restés en l'état où ils se trouvaient alors. Dans le village, telle ou telle vieille demeure peut avoir été au xvi^e siècle celle du pasteur *Joachim Du Moulin*, qui habita aussi, à une petite lieue au sud-est, **Saint-Pierre-Aigle**².

Le premier prêche fut fait à Cœuvres en 1564 sous les auspices de Jean d'Estrées, seigneur de Valsery³. Au fond d'un charmant vallon, à gauche, quand on remonte la route de Vic-sur-Aisne à Villers-Cotterets, on voit le château moderne de **Valsery**, près des vestiges d'une abbaye de Prémontrés ; de l'autre côté du vallon, plus loin, est juché comme un vrai nid d'aigle, justifiant bien son nom, **Saint-Pierre-Aigle**, précédé d'un petit manoir à tourelles en poivrières au pied duquel passèrent souvent, entre 1570 et 1584, Joachim Du Moulin et le petit garçon qui devait devenir l'illustre pasteur de Paris, Pierre Du Moulin. Celui-ci écrit dans son Autobiographie, à propos de la Saint-Barthélemy, deux ans après l'arrivée de son père⁴ : « M. d'Estrées changea de religion et chassa mon père de Cœuvres... Il cacha ses enfants en la maison d'une femme nommée Ruffine, de contraire religion, mais qui nous aimait. La maison de cette femme était hors du village de Cœuvres, éloignée d'un quart de lieue. Là vinrent les massacreurs qui avaient charge de nous tuer [il s'agit peut-être d'une ferme de Valsery?]. Mais cette bonne femme nous jeta sur de la paille et nous couvrit d'un lit et d'une couverture, tellement que nous ne fûmes pas découverts. Mon père et ma mère se sauvèrent à Muret qui appartenait au prince de Condé, à quatre lieues

1. *Bull.*, 1916, p. 346.

2. Cf. *Bull.*, 1916, p. 347.

3. C'est en effet *Valseri* qu'il faut lire, et non *Valieu*, comme nous le faisions encore nous même en 1896 (*Étude historique sur l'Église de Saint Quentin*, p. 48). La commune s'appelle officiellement aujourd'hui Cœuvres-et-Valsery, cf. *Bull.*, 1906, p. 363.

4. *Bull. hist. prot.*, t. VII.

du village de Cœuvres. » La commune de Muret-et-Crouttes se trouve en effet à une vingtaine de kilomètres *à vol d'oiseau* à l'est de Cœuvres, sur les bords de la Crise qui se jette dans l'Aisne à Soissons. Par son mariage avec Catherine de Bourbon, Jean d'Estrées était devenu parent du prince du Condé.

« Là, ayant appris que M. de Bouillon ayant quitté la cour passait près de là pour se retirer à Sedan, il vint le trouver à **Brennes**. » Braisne-sur-Vesle, en aval de Fismes, possède une très belle église qui jusqu'à présent n'a pas souffert des divers bombardements. De là, vers le nord-est, la grande route franchit un plateau et redescend dans la vallée de l'Aisne à **Pont-Arcy**. On remonte le long de la rive droite, entre la rivière et le fameux plateau de Craonne puis les hauteurs suivantes, jusqu'à Château-Porcien ou Rethel, et de là, à travers les Ardennes, on allait jusqu'au duché de Bouillon. (Le seigneur de **Château-Porcien**, *Antoine de Croy*, devint protestant peu après son mariage (1560). Il fut empoisonné en 1567 et son frère le marquis de Rethel fut assassiné au Louvre, précisément dans la nuit de la Saint-Barthélemy.) Notons qu'il y a environ 150 kilomètres de Cœuvres à Sedan.

« Mon père, continue P. Du Moulin, suivit M. de Bouillon de Brennes jusqu'à Sedan, menant avec moi ma mère et ma sœur Esther, et peu après nous fit venir tous à Sedan, où nous arrivâmes par une extrême froidure le troisième jour de janvier 1573. Ma mère, rompue de tant de courses et d'afflictions, mourut le 13 février...

« L'an 1576 se tint un synode à **Mouy**. » (Il s'agit de Mouy entre Creil et Beauvais.)¹

« Mon père fut donné pour pasteur à l'Eglise de Saint-Pierrelles [Saint-Pierre-Aigle]... Mais les troubles recommençant, mon père fut tôt après contraint de retourner à Sedan, où il arriva le 11 de janvier 1577... L'an 1578,

1. Mouy, qui appartenait aux *Ravenel*, est au sud-ouest de Clermont, patrie du poète *Jacques Grévin* (Réd.).

incontinent après Pâques, mon père retourna en son Église de Saint-Pierrelles accompagné de M. Burlamachi, Italien... Il est demeuré paisible à Saint-Pierrelles jusqu'en l'année 1580, en laquelle M. le prince de Condé se saisit de la Fère, dont recommencèrent les troubles qui rechassèrent mon père à Sedan ». C'était la troisième fois en neuf années, dont trois seulement passées près de Cœuvres. Peu après, il retourna à Saint-Pierrelles. »

En 1584 il dut de nouveau se réfugier à Sedan, pour la quatrième fois, et ne retourna plus à Cœuvres.

En 1592 on le trouve dans l'Église alors *rétablie* au **Catelet**, au nord de Saint-Quentin..., peut-être *établie* antérieurement par lui¹. Il supportait vaillamment depuis trente ans déjà ces interruptions, « courses » et afflications », qui avaient « rompu » sa femme.

Depuis la fin du xvi^e siècle il n'est plus question de protestants à Cœuvres. Au nord de là, mais sur l'autre rive de l'Aisne, est un village dont les ruines, pendant deux ans aux mains des Allemands, tout près de nos lignes, ont été reconquises par nous en mars 1917 : **Morsain**. Là, semble-t-il, se réunissaient trois quarts de siècle plus tard les protestants du Soissonnais : en 1667, Jérôme *Satur* était leur pasteur².

*
* *

L'édit de pacification d'Amboise en 1563 accordait entre autres lieux l'exercice pour le gouvernement de Picardie *Bourg de Quincy*³. Faut-il lire *Bourg et Quincy* ? **Bourg** serait alors le village situé en amont de Pont-Arcy sur l'Aisne exactement au sud de Laon ; *Quincy* serait **Quincy-Basse** où nos troupes sont rentrées dans les premiers jours d'avril 1917, entre la forêt de Mortier et la Haute forêt de Coucy, près de la route d'Anisy à Chauny.

1. *Études historiques sur la Réforme dans le Vermandois*, par J. Pannier. *Bull. hist. prot.*, XLIII (1894).

2. Actes du Synode de Clermont, cités dans la *France prot.*, 1^{re} éd., article *Lauberan*.

3. *Mémoires de Condé*, IV, 336.

« L'un des chefs du parti calviniste ¹ *Antoine de Bayancourt de Bouchavanne*, était seigneur de Quincy-Basse » et capitaine de Coucy ².

A peu de distance au nord-est de Bourg se trouve, au fond d'un petit vallon, **Moulins** : or en 1593 « *Helye Castellain*, fils de Pierre Castellain et de Jehanne de la Haye, demeurantz à *Molin près Pontarsy*, et Nicolle le Roy, fille de François et Françoise Perrineau demeurantz à Saint Quentin, ont estez maryez »... où cela ? Au Catelet, bien loin de là, (près des sources de l'Escaut) ; et c'est l'ancien pasteur de Cœuvres, Du Moulin, qui y était alors « ministre de la parolle de Dieu ». Le susdit acte de mariage se lisait dans un vieux petit registre qui peut-être a disparu pendant l'occupation allemande avec les autres archives du tribunal civil de Saint-Quentin ³.

Pendant les premières années du xvii^e siècle les protestants de Moulins près Pont-Arcy n'eurent plus besoin de faire une vingtaine de lieues pour aller demander à un pasteur la bénédiction nuptiale. Il y eut un temple à Moulins même, mais il fut détruit dès 1619 ⁴.

Peu avant la Révocation le culte était célébré, au nord-est de Moulins, au château de **Paissy** ⁵.

A propos des combats livrés en septembre 1914 et en avril-juillet 1917 autour du plateau de Craonne on a souvent évoqué les souvenirs napoléoniens de 1814 : mais nous trouvons deux siècles auparavant la trace de seigneurs huguenots à **Heurtebise**, encore plus au nord-est de Moulins. Près de la ferme d'Heurtebise, reprise le 16 avril 1917 par le corps colonial, s'élevait « le monument » indiquant la place où se tenait Napoléon en 1814.

« Le plateau de Craonne en s'allongeant entre l'Aisne et le sillon de l'Ailette, s'étend tantôt très vaste, tantôt

1. Melleville, *Dictionnaire de l'Aisne*.

2. *Histoire ecclésiastique de Bèze*.

3. Nous avons publié ce registre dans le *Bull. hist. prot.*, t. XLIII (1894).

4. E. Benoît, *Hist. de l'édit de Nantes*, II, 277; cf. *Bull.*, VIII, p. 424 et 457.

5. L'évêque de Soissons demande en 1683, l'interdiction de ce prêche: (Arch. nat., t. CCLXXV, cité par Douen, *op. c.*, p. 57.)

resserré comme un défilé... Le promontoire oriental ou « petit plateau de Craonne » est relié au grand par une sorte d'isthme déprimé où est venue se nicher dans sa partie la plus étroite la ferme d'Hurtebise... D'ici, la vue peut s'étendre alternativement à droite ou à gauche, aussi bien sur le versant nord que sur le versant sud¹ » L'altitude est de deux cents mètres au-dessus du niveau de la mer, et les vents sont violents dans ce défilé.

En janvier 1604, *Mademoiselle de Hurtebise* « présente comme marraine, avec le sieur de *Tournevel*, un enfant au baptême à « Traversy » ; c'est **Travecy**, au nord de la Fère, entre l'Oise et la route de Saint-Quentin, et **Tournevelle** était un bénéfice situé dans la paroisse de Travecy et ayant appartenu à un frère de Calvin². Le sieur de Hurtebise, gouverneur de la Fère, et sa femme, se convertirent au catholicisme une vingtaine d'années plus tard ; après avoir soutenu à cette occasion une vive polémique, et avoir failli être assassiné, le pasteur S. *Desmarets* dut alors quitter Laon (1623)³.

En 1604 le pasteur de **Laon** était peut-être un ancien moine nommé *Codur*⁴, celui de **Fère en Tardenois** (sur l'Ourcq) *Zacharie Richard*, précédemment chargé de l'Église de Leuilly. Quand l'une de ces Églises se trouve sans pasteur, celui d'un autre vient la desservir, franchissant (à cheval ou à pied) des distances considérables.

*
* *

Comme Hurtebise, comme Quincy-Basse, **Leuilly** est aujourd'hui un monceau de ruines, à quelque distance

1. Ch. Vélain, professeur à la Sorbonne : *le plateau de Craonne*, dans le *Bulletin des Armées de la République* du 23 mai 1917, p. 8.

2. Antoine, en 1529 (*Bull.*, t. XXXVII, p. 30 et t. XLV, 1896) : *Étude sur... l'Église de Saint-Quentin*, par J. Pannier, d'après les registres de Lehau-court.

3. Devismie, *Histoire de Laon*, t. VIII, p. 41 ; *France prot.*, 2^e éd., t. V, col. 321.

4. Cf. le pasteur signalé à Montescourt, près Saint-Quentin en 1564, par M. Bernus (*Bull.*, t. XXXIX, p. 130). Le successeur de Desmarets fut *Paul Georges*.

de la rive méridionale de l'Ailette et de la grand'route de Soissons à Coucy et Chauny.

Il y a une douzaine de kilomètres de Soissons à Leuilly ; il n'y en a que huit de Laon, autre ville épiscopale, jusqu'à **Crépy-en-Laonnois**. Ici, sur la voie toute droite qui mène à la Fère et Saint-Quentin, se trouvait le lieu de culte accordé, conformément à l'édit de Nantes, à l'église de Laon. *Jacques de Veines* fut le premier pasteur de cette période, avant *Codur*, que remplacera à son tour *François Dor*¹. **Guise**, bien loin au nord de Laon, était une annexe de cette Église en 1603². Guise est en effet à peu près à égale distance de Crépy-en-Laonnois et de Vouël, où un lieu d'exercice fut autorisé en 1602³, à l'ouest de la Fère. Vouël est — ou était — un village allongé pendant trois kilomètres le long de l'antique voie romaine montant droit vers le nord de Soissons à Saint-Quentin. Cette voie passait au pied du château de Coucy — dont on sait ce qu'ont fait les Allemands en 1917 — puis à Folembray.

*
* *

Nous avons déjà rappelé, à propos de Leuilly, le nom de *Bouchavannes*, capitaine de Coucy. C'est lui qui amena en sûreté dans ce château le célèbre président *de la Place*, adhérent à la Réforme depuis 1560 ; fuyant Paris pendant les guerres civiles, il avait d'abord reçu l'hospitalité chez des neveux, dans le château dont les ruines ornent encore l'antique chef-lieu du Valois, **Vez** (à l'ouest de Villers-Cotterets). Et c'est dans une tourelle du château de Coucy, aujourd'hui démolie par les Allemands, que Pierre de la Place rédigea le *Traicté de l'excellence de l'homme chrestien et manière de le cognoistre*⁴. Au milieu du

1. *Bull.*, t. III, p. 257 ; t. VIII, p. 407, 410, 417, 423 ; t. XLIII (1894). *l'Église du Catelet* ; t. XLIV (1895) : *l'Église de Saint-Quentin*.

2. Sur la liste de pasteurs, annexée aux procès-verbaux du Synode de Gap (1603), « M. de Vaines » figure comme pasteur de l'Église de Guise (*Synodicon* de Quick, t. I, p. 251).

3. *Bull.*, t. VIII, p. 66.

4. *France protestante*.

xvii^e siècle il y a un seul pasteur pour Coucy et Chauny¹; en 1663 les catholiques réclament la destruction du temple de Coucy-la-Ville, parce qu'il était à cent dix pas seulement de l'église, et parfois les pèlerins y entraient. Il y eut discussion entre l'official et un « ancien » de l'Église réformée de Coucy, nommé Jacques Vignon; et lorsqu'il s'agit de prendre une décision, il y eut « partage » entre les voix des commissaires du roi². En 1667 cette Église a encore un pasteur : *J. Villain*, et en 1668 un seigneur protestant d'illustre famille : *Baruc de Dompierre*, sieur du Val, demeurant à Coucy, maintenu noble³. Au dernier synode provincial, en 1683, l'Église de Coucy — distincte de celle de Chauny — est représentée par le pasteur *Mutel*. Après la révocation de l'édit de Nantes on traîne sur la claie et on jette à la voirie en 1686 le cadavre du vicomte de Novion, Robert d'Ully, *de Coucy*⁴.

*
* *

Nous terminerons ce voyage en zigzag à travers les souvenirs huguenots du Soissonnais par un village en lisière de la forêt de Coucy : *Folembray* où naguère le général von Klück recevait, dans le château du comte de Brigode, l'empereur Guillaume II. Ce triste épisode d'un passé trop récent ne saurait faire oublier une date plus ancienne et singulièrement plus importante : celle du traité de paix qui en 1596 mit fin à la Ligue en réconciliant Henri IV avec le duc de Mayenne⁵. La sœur du roi, *Catherine de Bourbon*, assistait l'année précédente, dans ce même château de Folembray, au mariage de *Marie de Semery* avec l'un des plus grands bienfaiteurs de l'industrie française en ce temps-là : *Jean Crommelin*, le fondateur d'une grande

1. En 1637 *Le Vineux*, en 1653 *Ladier*.

2. Archives nationales, TT. 323, document cité par M. Douen, *Eglises du département de l'Aisne*, p. 50.

3. *Noblesse de Picardie*, citée par la *France protestante*.

4. Douen, *op. cit.*, p. 94. Cf. *Bull.*, 1917, p. 350.

5. Une lettre de Henri IV au Connétable de France, du 22 février, est datée de Cervay (Servais); une autre, du 25, de Saint-Cenys (Sinceny), lieux près desquels on a revu en 1917 des « tranchées » françaises.

manufacture de toile à Saint-Quentin et de deux « bueries » ou blanchisseries à Chauny¹.

*
* *

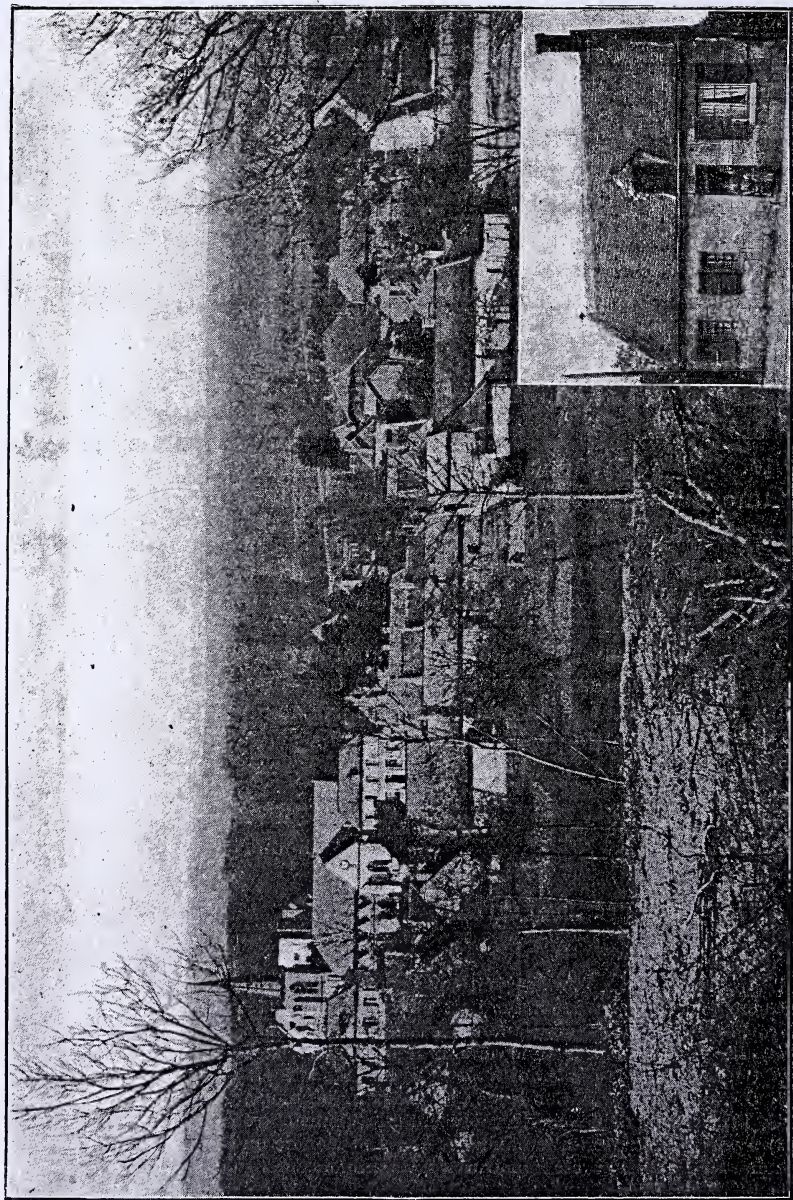
Le lecteur est prié de bien vouloir excuser ce que ces notes ont d'incohérent et d'incomplet, en pensant qu'elles ont été écrites à bâtons rompus, entre les visites à nos troupes, par un aumônier militaire, dans son cantonnement en pays reconquis : à Cuts, patrie de *Ramus*, à l'est de Noyon, patrie de Calvin. Ce village est gracieusement allongé au pied d'une colline, le long de la vieille route — sentier gaulois, puis voie romaine, chaussée Brunehaut, route royale — qui va de Soissons à Noyon². Le château de 1636³ appartenant à la baronne de Langlade, née Stern, a été brûlé par les Allemands, ainsi que les hameaux situés aux extrémités, avant le « repli » de mars 1917, mais la partie principale du village n'a pas souffert. Et sans doute aucun pasteur, avant moi, n'y avait habité depuis les jours lointains où, avant la révolution de l'édit de Nantes, le culte y était célébré.

Jean de Vieuxmaisons, protestant, était seigneur de « Cus », et *David Imbert* « ministre de Cus », lorsque l'évêque de Soissons requit en 1665 les commissaires du roi de faire comparaître devant lui ces personnages. L'avis des commissaires fut partagé, et le culte continua à être célébré. Un *état* de 1681 indique que « messire Jean de Vielmaisons, écuyer, seigneur de Cuts, où il a toute justice, haute, moyenne et basse, fait faire dans son château l'exercice de la R. P. R., où se trouvent plusieurs

1. *Bull.*, t. VII, p. 481 ; t. VIII, p. 462 et *France prot.*, 2^e éd., t. IV, col. 914.

2. A l'est de Cuts se trouve Blérancourt : quatre pavillons plus ou moins ruinés et un portail de belle allure sont les vestiges du château à l'achèvement duquel travailla, pendant les premières années du règne de Louis XIII, Salomon de Brosse, l'architecte du temple de Charenton.

3. Réparé et agrandi en 1883. « Après avoir appartenu à la famille de Loisy, le domaine de Cuts passa aux Berthe de Pommery, vieille maison du Vermandois » (Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR, *Autour de Noyon*, Paris, Boivin, 1918, p. 114 ; planche XVIII : vues du château avant et après le 17 mars 1917).



CUTS (VUES PRISES EN 1909)

Au fond, les collines de la rive droite de l'Oise, entre Chauny et Noyon ;
 derrière le clocher de l'église on voit le château, incendié depuis lors par les Allemands en 1917 ;
 dans l'angle inférieur, maison où serait né Ramus (détruite en 1913).

personnes, outre sa famille et ses domestiques¹ ». Un procès-verbal de 1682, dressé par Jacques Cœurderoy, lieutenant général au bailliage, enregistre la « déclaration faite sur son lit de mort par ledit Jean de Vielmaisons de son intention de mourir dans sa religion² ». Mais en juillet 1696 Louis XIV fait écrire au sieur de Saponay pour lui « défendre de faire violence à sa sœur la demoiselle de Viels Maison, dans sa terre de Cus », et M. Douen, en citant ce document, ajoute avec toute vraisemblance : « sans doute elle s'était convertie³. »

Autour de Cuts, en 1917, les villages sont ruinés, les champs incultes, les vergers ravagés, le petit temple de Chauny a été fort endommagé, les protestants disséminés ont été décimés par la guerre, beaucoup emmenés en captivité... En présence de tant d'atrocités au xx^e siècle comme au I^{er}, suivant les paroles de Jésus-Christ « les pierres mêmes crieront », et en 1917 montent de nos cœurs vers l'Éternel les mêmes supplications qu'impri-mait « au Désert », en 1616, l'auteur des *Tragiques* :

As-tu esteint en nous ton sanctuaire ? Non !
De nos temples vivans sortira ton renom...
Soient tes yeux addoucis à guérir nos misères,
Ton oreille propice ouverte à nos prières !

Jacques PANNIER

Aumônier militaire.

Aux armées, mai 1917.

1. Archives nat., TT. 284, cité par Douen, *op. cit.*, p. 61. Josué de Vielzmaisons, sieur de Saponay, était parrain en 1631 (registres de l'Église réformée de Chermont ou Nanteuil-les-Meaux, cités par la *France protestante*). Il épousa, en 1633, Anne, fille de René Leclerc, sieur de Juigné.

2. Combiér, *Etude sur le bailliage de Vermandois*, t. II (1875), p. 343 et 397.

3. *Op. cit.*, p. 113. — Comte de Caix de Saint-Aymour, *Autour de Noyon*, Paris, 1918. La planche XVIII représente le château (réparé et agrandi en 1883) avant l'occupation allemande, et après l'incendie du 17 mars 1917. Une loge de concierge avait été construite, au commencement de 1914, à gauche de la grille d'entrée du parc du château, sur l'emplacement précédemment occupé par la maison où naquit quatre siècles auparavant P. de la Ramée, petit berger picard, puis grand érudit, qui fut l'une des victimes de la Saint-Barthélemy.

SÉANCES DU COMITÉ

18 Décembre 1917.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier, Guy de Pourtalès, E. Rott et N. Weiss, MM. J. Fabre et R. Reuss se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président rend compte de notre assemblée générale qui s'est tenue devant un grand nombre d'auditeurs le 2 décembre dernier à l'Oratoire; le *Bulletin* donnera le texte intégral des communications du président, du secrétaire et du doyen Doumergue que le Comité remercie d'avoir bien voulu répondre à son appel. Ce compte rendu devra être tiré à part, plusieurs des assistants ayant manifesté le désir de pouvoir relire ce qu'ils avaient entendu. Après ce compte rendu le *Bulletin* publiera, outre la suite de l'étude si neuve de M. Marcel Godet sur le protestantisme à Abbeville, entre autres, le texte recueilli par notre collègue M. Guy de Pourtalès, de plusieurs traductions du xvi^e siècle, du célèbre psaume XLII, et une analyse par M. le professeur E. Ritter du livre de M. Albert Monod sur les Défenseurs du Christianisme de 1670 à 1802.

Le président nous donne ensuite des détails sur une excursion qu'il a faite à Noyon et des conversations qu'il a eues avec le propriétaire de l'Hôtel de Russie à Paris qui a loué pour douze années, à la suite de démarches de notre collègue M. Jacques Pannier, l'Hôtel de France dont ce qui reste de la maison de Calvin est une dépendance. Ce locataire, considérant à juste titre cette dépendance comme un élément de succès pour son entreprise, ne s'intéresse que dans la mesure où il peut lui être avantageux, au projet du Comité d'installer dans la chambre où Calvin doit être né, d'une sorte de petit musée calvinien. Le président espère néanmoins pouvoir concilier ces intérêts avec ceux de notre Société.

M. Raoul Allier présente un exemplaire de l'Anthologie protestante française des xvi^e et xvii^e siècles qu'il a eu l'heureuse idée de faire recueillir et d'enrichir d'une préface et de notices biographiques. Le président lit ensuite un projet de lettre circulaire destinée à être adressée à tous les pasteurs pour les inviter à célébrer, le 27 janvier, au profit du musée du Désert, le deuxième centenaire de la naissance de Paul Rabaut. Le texte de cette circulaire est approuvé à l'unanimité. La séance est levée après la lecture d'un passage de la lettre d'excuses de M. Jules Fabre, dans

lequel il nous apprend que le pourvoi de M. Charles Victor contre le jugement, confirmé en appel, mettant sous séquestre les legs de feu M. Georges Bertin, a été rejeté par la Cour de Cassation.

26 Février 1918.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. E. Denis, G. Bonet-Maury, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss. MM. R. Allier, J. Fabre et A. Valés se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président rend compte des démarches qu'il a faites auprès de M^e Lugol, avoué et député de Meaux, au sujet du legs Martin. M^e Lugol affirme qu'il faut attendre, pour la délivrance de ce legs et de deux autres, la liquidation de la succession. Il donne ensuite lecture d'une réponse du président du Conseil fédéral des Églises du Christ aux États-Unis, à la lettre que M. Puaux lui avait adressée, lors de la mission de MM. Lauga et Monod. Enfin le président rend compte de la manière dont le centenaire de la naissance de Paul Rabaut a été célébré un peu partout, dans le Midi surtout. Il ajoute qu'il a écrit aux pasteurs des trois Églises de Congénies, Cournonterral et Lourmarin pour leur rappeler qu'elles devraient, en 1918, célébrer le premier centenaire de leur reconstitution. Malheureusement, la population protestante de ces localités a beaucoup diminué depuis cette époque — puisque à Cournonterral, par exemple, elle a été réduite à quelques familles.

La commission des finances dont il a été fait mention dans le dernier procès-verbal s'est réunie dans les premiers jours du mois de février, a examiné et approuvé les comptes de l'exercice 1917 et voté le budget pour 1918.

Une discussion s'engage ensuite au sujet d'une phrase souvent reprochée à Luther, *Pecca fortiter*, au sujet de laquelle des renseignements ont été demandés dans l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux*. Le secrétaire réplique que cette question lui a été transmise par Mlle Louise Read et communique le sens de la réponse qu'il a transmise à l'*Intermédiaire*. Elle consiste essentiellement dans la traduction de la fin de la lettre de Luther à Mélanchthon qui renferme cette phrase, dont le sens n'est pas douteux lorsqu'on ne la sépare pas du contexte. Cette réponse sera d'ailleurs reproduite par le *Bulletin*.

Enfin, pour le cas où l'on pourrait donner suite au projet de l'apposition d'une plaque commémorative sur la maison dite de Calvin à Noyon, le Comité discute le libellé de l'inscription. On se rallie provisoirement à ce texte : *Dans une dépendance de cette maison est né Jean Calvin, 10 août 1509-27 mai 1564.*

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

**Souvenirs inédits de Daniel I^{er} et Daniel II Ducos,
originaires de Nérac et Bordeaux
(xviii^e-xix^e siècles)**

Daniel I^{er} Ducos naquit à Nérac en 1729, vint à Bordeaux comme apprenti tonnelier en 1744, s'y maria en 1758 et y mourut en 1780, laissant une postérité de cinq enfants.

C'est en 1771 qu'il commença de rédiger ses *Souvenirs*; les conduisant de sa naissance à son mariage (1729-1758), avec mentions régressives sur ses ancêtres de Nérac.

Son fils Christophe, maître de chai et homme de confiance de la maison Bethmann, hérita du manuscrit et, sans y rien ajouter, le transmet à son propre fils Daniel II, qui gérait un petit commerce à Bordeaux. Ce Daniel II coucha par écrit ce qu'il tenait de la bouche de ses parents et ce que lui rappelaient les « souvenirs de sa plus tendre enfance », comme il le dit en propres termes en 1863, au moment de prendre la plume. Il donna ainsi au récit de son grand-père une sorte de continuation jusqu'à 1836, date de la mort de son père Christophe qui, né en 1765, pourrait bien être le véritable auteur de cette continuation.

Les Ducos sont des protestants fidèles et même fervents, dont les sentiments de piété et de moralité se font jour à toute occasion. A un endroit pourtant, rappelant les persécutions dont sa famille a été l'objet, Daniel I^{er} laisse échapper un cri de mépris et de haine, qui détonne un peu sur l'ensemble.

Ces deux Bordelais, qui sont des gens de condition très modeste et sans grande instruction, se révèlent comme des esprits droits autant que comme des cœurs généreux. Leur double récit, rédigé en un français fort correct, est empreint d'un caractère de sincérité et de véracité qui inspire confiance.

Les parties les plus intéressantes des *Souvenirs* de Daniel I^{er} concernent ses années d'apprentissage à Bordeaux, sa fuite à Bayonne en 1747, son engagement sur un corsaire, ses pérégrina-

nations jusqu'au moment où il revient dans notre ville, ses relations avec les Frères moraves qui fondent une sorte de communauté dissidente; enfin son mariage en janvier 1758.

Dans les *Souvenirs* de Daniel II, on rencontre encore incidemment les Frères moraves, mais on s'intéresse surtout à la visite de l'empereur Joseph II à Bordeaux, aux débuts de la Révolution, aux vicissitudes commerciales de la famille Ducos et à l'inauguration du temple des Chartrons.

Le manuscrit de ces *Souvenirs* est aux mains de M. Léon Casalès, ancien négociant à Bordeaux. Dans la copie polygraphiée que nous avons eue à notre disposition, il remplit $62 + 24 = 86$ pages gr. in-8 qui, à l'impression, donneraient au plus une trentaine de pages. Ils sont pour le protestantisme bordelais un document unique en son genre et, à ce titre, mériteraient d'être publiés intégralement, y compris les effusions mystiques et les élans de dévotion qui remplissent quelques pages de la première partie et sont comme la marque propre de leur auteur.

A. L.

Anthologie protestante française xvi^e et xvii^e siècles¹.

La seule anthologie protestante française qui, à ma connaissance, ait jamais été publiée, est celle qu'en 1810 l'abbé A. Caillot fit paraître sous le titre de *Morceaux d'éloquence extraits des sermons des orateurs protestants français* (Paris, Chaumerot). C'était, ainsi que je l'ai rappelé ici même, il y a vingt ans, de la part de cet abbé, un acte de justice et de gratitude... « J'ai voulu payer à Messieurs les protestans en général le tribut de ma reconnaissance particulière pour leurs généreux et héroïques procédés envers les ecclésiastiques français que la persécution força, il y a dix-sept ans, de chercher un asile dans les pays étrangers. Ce fut alors que les protestans de Genève, de Suisse, d'Allemagne, de Hollande²... accueillèrent et nourrissaient les prêtres à qui ils

1. Composée sous la direction de Raoul Allier, un vol. de 324 p. in-18 orné de trois portraits, Paris, Crès, Genève, Atar, 1918.

2. L'abbé Caillot, qui paraît avoir surtout séjourné en Hollande, ne cite pas l'Angleterre qui, de 1792 à 1806, donna la somme énorme de 46 620 000 fr. pour les prêtres déportés par la Révolution. En Italie et en Espagne on les reçut avec beaucoup moins d'empressement qu'en Suisse et en Angleterre; en Allemagne, « on ne pouvait, sans permission spéciale de S. M. le roi de Prusse, s'établir dans les terres de son apanage et l'Empereur (d'Autriche) nous fermait tous ses Etats. » (*Revue des Questions histor.*, 1898, I, 157.)

croyaient avoir à reprocher la révocation de l'édit de Nantes, leur exil et leurs longues misères. » Nobles et rares paroles dont aujourd'hui s'inspirent quelques âmes d'élite, au front, et que peut-être quelques « ecclésiastiques » de l'arrière feraient bien de relire.

Mais, qui connaît cette anthologie de l'abbé Caillot, laquelle, d'ailleurs, ne renferme que des extraits de sermons ? Le livre que notre collègue M. le professeur R. Allier vient de faire paraître et que notre président a déjà recommandé à nos lecteurs, s'est proposé un but moins restreint, celui « de mettre entre les mains du groupe protestant de la famille française et de tout Français avide d'utiliser toutes les richesses nationales — un recueil de morceaux choisis qui ait chance d'inspirer à ses lecteurs le désir de connaître mieux, dans leurs ouvrages eux-mêmes, les écrivains dont ils auront pu rencontrer ici quelques pages ou quelques lignes ». Ainsi « chaque groupe de la famille française sentira plus profondément ce qu'il doit au génie même de la patrie ». Ce projet a été exécuté par « deux jeunes filles et un jeune homme, dans les rares loisirs de leurs études et des œuvres de guerre, ... c'est une couronne de fleurs, cueillies par leurs propres mains, qu'ils déposent sur la tombe d'un frère très aimé, épris d'un haut idéal de vie morale et religieuse et qui, dès le premier mois des hostilités, est mort pour la France ».

Le recueil issu de cette touchante collaboration se compose de cent trente-sept morceaux de prose ou de vers empruntés à quarante et un protestants français des xvi^e et xvii^e siècles, dont chacun est présenté aux lecteurs par une brève notice biographique.

Espérons que le public qui, très généralement, ignore jusqu'aux noms de ces auteurs, fera bon accueil à des pages trop longtemps et injustement oubliées. Non seulement il y retrouvera quelques-unes des plus solides qualités de la langue française, mais constatera que, soit pour la forme, soit pour le fonds, elles supportent la comparaison avec n'importe quel autre morceau de notre littérature.

Une seconde édition permettra peut-être d'augmenter légèrement ce choix, — en y ajoutant, par exemple, quelques pages de Coligny — et de préciser sur certains points quelques-unes des notices biographiques ¹.

N. WEISS.

1. Ainsi celle sur Palissy peut être complétée et la citation de Henri de Rohan n'est pas suffisante pour donner une idée réelle de ce très grand caractère.

CORRESPONDANCE

Le sceau de Farel (V. *Bull.* 1917, p. 354). — Notre collègue, J. Pannier, aumônier militaire (G. B. C., secteur 96), nous propose l'explication suivante de ce sceau : IHS est l'abréviation du nom de Jésus, non en latin, mais en grec : ΙΗΣΟΥΣ ; l'acrostiche de IHS donne :

Ιησοῦς
Ἡμῶν
Σωτὴρ.



c'est-à-dire Jésus, notre sauveur.

Le nom du possesseur figurant généralement sur un sceau, les lettres V F G pourraient aussi signifier *Guglielmus Farellus Vapincensis*, c'est-à-dire Guillaume Farel, de Gap. — Mais, dans ce cas, ajouterons-nous, il faudrait retourner ces lettres qui, sur l'empreinte qu'on a sous les yeux se présentent ainsi : *Vapincis Farellus Guglielmus*, ce qui n'est guère correct.

N. W.

A propos du médecin Astruc (Voy. *Bull.* 1916, 274 et 1917, 59). — Voici une de ses ordonnances : On lit dans une lettre adressée vers 1739 par l'abbé de Saint-Pierre à l'une des filles de Samuel Bernard, Louise-Marie-Madeleine de Fontaine, dame Dupin :

« Vendredi, après-midi, 17...

« J'ai été attaqué mardi d'une paralysie de la langue. ... Je prends du bouillon de vipère, de l'ordonnance de M. Astruc. »

La maison natale de Paul Rabaut à Bédarieux. — L'idée était venue à un ami de notre histoire de faire mettre une plaque sur la maison natale du pasteur du Désert. Cette maison se trouve à l'angle de la rue des Aires et de la place de la République. Mais

cet immeuble se compose en réalité de deux maisons contiguës et l'on fait en ce moment même des recherches pour savoir dans laquelle des deux est né Paul Rabaut.

Le « *Pecca fortiter* » de Luther. — Un lecteur de l'*Intermédiaire* ayant demandé à quelle occasion le réformateur allemand énonça ce « *précepte* » que M. Welschinger appelle « la maxime cynique de Bismarck et de Luther », Mlle Read me pria de répondre. Je lui envoyai la note qui suit et qui a paru dans l'*Intermédiaire* du 10 mars 1918, p. 224 :

« La fameuse expression, si souvent jetée à la tête de Luther, se trouve à la fin d'une lettre écrite à Mélanchthon, 'de la Wartbourg le 1^{er} août 1521. Luther répond à des questions sur le péché et la grâce que nous n'avons plus (Enders, *Luthers Briefwechsel*, III, 208) :

« Si tu es un prédicateur de la grâce, prêche une grâce (c'est-à-dire un pardon) réelle et non imaginaire ; si la grâce est réelle, elle enlève un péché réel et non imaginaire : Dieu ne sauve pas des pécheurs imaginaires. *Sois pécheur et même un fort pécheur*, mais crois et te réjouis encore plus en Christ qui est le vainqueur du péché, de la mort et du monde. Nous pécherons tant que nous serons ici-bas. Cette vie n'est pas la demeure de la justice, mais nous attendons, dit saint Pierre, de nouveaux cieux et une nouvelle terre où la justice habite. Il suffit que, par les richesses de sa gloire, nous reconnaissons l'agneau de Dieu qui ôte les péchés du monde ; le péché ne pourra nous séparer de lui, quand même nous commettrions mille paillardises ou meurtres en un seul jour.

« Penses-tu qu'en un tel et si grand agneau nous ait été offerte, pour nos péchés, une rédemption au rabais ?

« Prie fortement, car tu es un très fort pécheur. »

« Il est facile, pour tout esprit non prévenu, de voir que ce que Luther veut faire comprendre à son ami, c'est que la grâce, le pardon de Dieu, *effacent réellement tous les péchés, même les plus nombreux et les plus énormes*. En un mot, la grâce de Dieu est illimitée et offerte au plus grand comme au plus petit pécheur. Luther, cela tombe sous le sens de quiconque lit sans prévention les paroles qu'il est si facile de détourner de son intention, ne recommande nullement de pécher fortement, mais veut dire : quand même tu serais un très grand pécheur et que, par impossible, tu aurais commis en un jour mille paillardises ou meurtres, la grâce de Dieu en Jésus-Christ, agneau sans tache, offert pour notre rédemption, *est encore plus grande* ».

Deuxième centenaire de la naissance de Paul Rabaut. — Sous le titre de *Paul Rabaut, l'apôtre du Désert*, vient de paraître le discours prononcé par M. Frank Puaux au temple de l'Oratoire, le 27 janvier 1918. Dans ces quelques pages se trouve exposée l'œuvre admirable du prédicant du Désert qui, au péril de sa vie, pendant plus d'un demi-siècle fut le défenseur des droits et des libertés des protestants de France. Le portrait de Paul Rabaut, le fac-similé de l'une de ses lettres et des sceaux des Eglises du Désert ajoutent à l'intérêt de cette publication dans laquelle est encartée une belle reproduction de la célèbre gravure, *L'Assemblée du Désert*. Prix franco, 1 fr. 25, payable par mandat-poste ou timbres-poste, adressés à l'éditeur, M. Fischbacher, 33, rue de Seine, Paris.

A propos des Invalides. — Dans une brochure de M. J. Vacquier, *Visite aux Invalides*, on lit, p. 27, que le 17 janvier 1710 et le 24 août 1711, le curé de l'établissement obtint « que les calvinistes et protestants ne seraient pas admis aux Invalides ; par compensation on alloua une pension de cinquante livres à ces refusés ». Le clergé avait alors la haute main dans l'administration. Ainsi (p. 26 et 27), « tout nouveau venu était complètement isolé, savoir, un officier durant quinze jours, un soldat ou bas officier pendant quarante ; cloîtré dans une chambre spéciale, il ne voyait que les curé ou prêtres de l'Hôtel... Le 3 janvier 1710 les communions furent prescrites ; si un officier y manquait à Pâques, il était puni de trois mois d'arrêt ; si c'était un soldat, de trois mois de prison. En outre, aucune permission n'était délivrée à tous les invalides, de la mi-carême à Pâques ». — C'est à ce régime que, dans certains milieux, on rêve de nous ramener.

W.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXVII^e ANNÉE

11 6^e ANZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Année 1918

Avril - juin



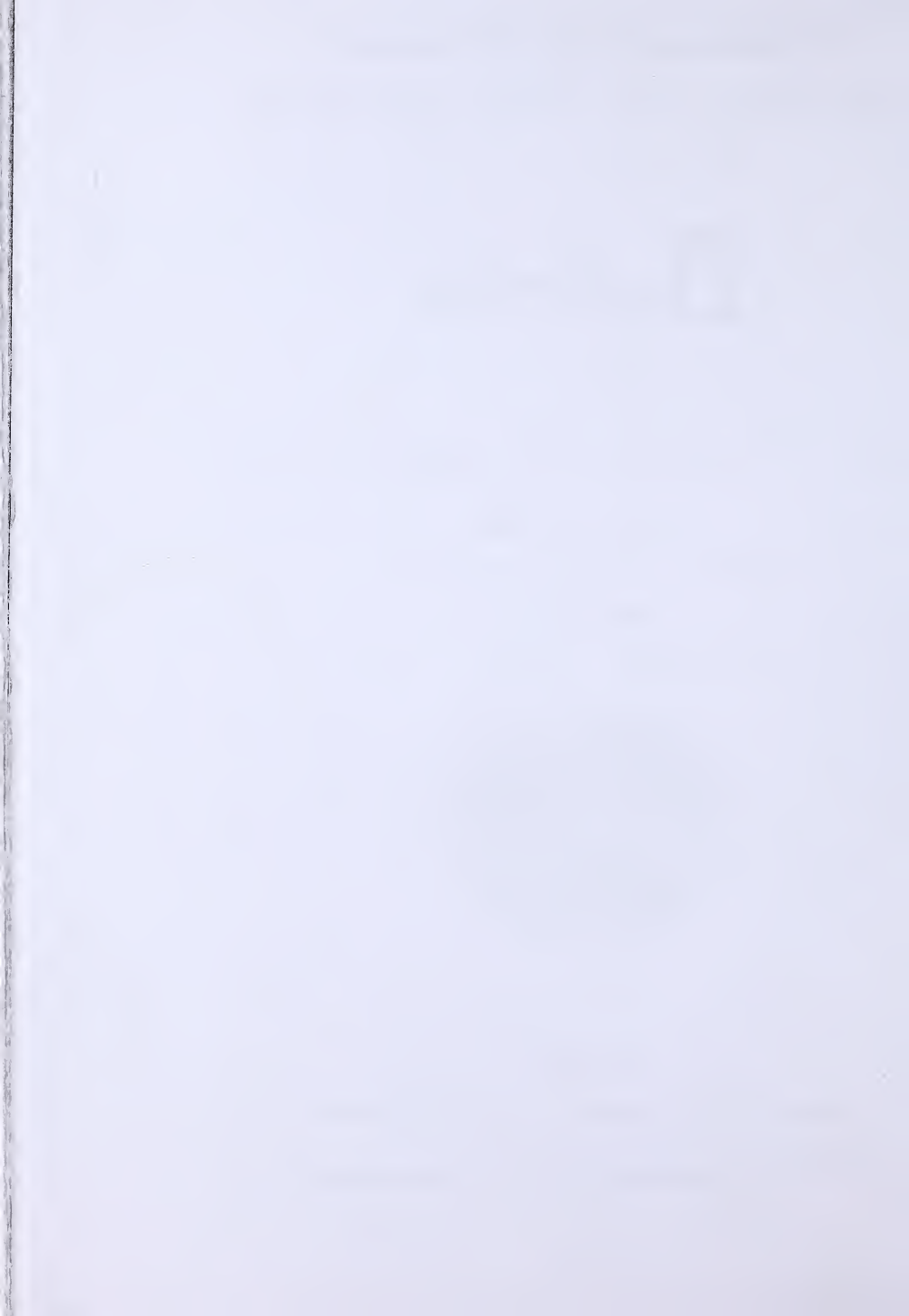
PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1918





ÉTUDES HISTORIQUES.

- GUY DE POURTALES. — Odet de La Noue, 1^{er} article. 81

DOCUMENTS.

- HIPPOLYTE AUBERT. — Une lettre inédite de Calvin à Farel
(15 juillet 1544). 112

- MARCEL GODET — Liste des Abbevilleois suspects de calvi-
nisme entre 1560 et 1572. — Massue à Wartel. 115

MÉLANGES.

- E. RODOCANACHI. — L'attitude des autorités civiles et reli-
gieuses à l'égard de la Réformation en Piémont au
XVI^e siècle. 123

- SÉANCES DU COMITÉ. — 20 avril 1918. 151

CORRESPONDANCE.

- N. WEISS. — Une lettre de M. l'abbé J. Paquier et réponse
à cette lettre. 152

- FRANK PUAUX. — Calvin, les Jésuites, Becanus et Veauillet. . . 158

- N. W. — Troisième centenaire de la Réformation. — De
Nakol. — Confession de la Foi chrétienne 1561. —
Errata. 159

ILLUSTRATIONS.

- Fac-similé du titre et de la première page de l'Évangile selon saint Ma-
thieu du Nouveau Testament français de Lefèvre d'Etaples, imprimé
à Turin, 1523-1524. 125

- Reliure d'un des quatre volumes de l'Ancien Testament français de Lefèvre
d'Etaples, conservé à Turin, d'après une photographie. 131

- Portrait de Marguerite de France, duchesse de Savoie, d'après une an-
cienne gravure. 135

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire de la Société, 53, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage inté-
ressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul
exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8^o de 93 pages avec illustrations. On
ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et
doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 40 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine — 42 fr. 50 pour
l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ;
10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de
la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est
l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. N. Weiss.



Études historiques

ODET DE LA NOUE¹

Introduction

Les éditions originales de nos poètes du xvi^e siècle sont devenues fort rares. Acquisées par les bibliothèques publiques, des étrangers fortunés ou quelques judicieux bibliophiles, elles ont presque entièrement disparu des vitrines et des catalogues de nos grands libraires. On n'en rencontre ici et là un exemplaire qu'au prix d'une patience de pêcheur à la ligne et moyennant rançon d'esclave.

Les amateurs qui suivent les ventes publiques le savent bien et Sainte-Beuve notait, en 1850 déjà, que « cette Bourse-là a tenu mieux que l'autre ». Il ajoutait que tel petit livre du xvi^e siècle s'était « vendu plus cher, plus follement cher qu'en pleine monarchie ».

Que dire des petits auteurs de la même époque dont les ouvrages n'ont sans doute été tirés qu'à un nombre d'exemplaires très restreint, deux ou trois cents au plus, et qui n'ont pas été entourés des soins qu'on accorde si volontiers aux autres ! Ils sont bien rarement habillés de maroquin précieux ou même de veau résistant, parce

1. Cette étude fera partie d'un ouvrage auquel nous pensons donner le titre suivant : *Les petits poètes huguenots de la seconde moitié du xvi^e siècle et du commencement du xvii^e, leurs vies et leurs œuvres françaises, avec un Essai de Bibliographie.*

qu'on ne les en estimait pas dignes ! Ils ont eu contre eux l'indifférence des acheteurs, la sévérité ou l'injustice — et parfois la haine — des juges, enfin, et comme les autres, la malice de l'insecte dit « Anobium » l'ennemi des livres. Aussi l'homme de goût ou le lettré les feuilletent-ils avec une sorte de vénération.

Et parmi ces auteurs mineurs, ne faut-il pas faire une place particulière aux petits poètes huguenots, dont les œuvres furent en général si exactement poursuivies, condamnées pour hérésie, détruites ou brûlées ?

Il nous a paru qu'elles avaient, indépendamment de leur rareté, des titres à notre sollicitude. La critique historique ou littéraire doit se préoccuper — aujourd'hui plus que jamais — d'étudier avec un soin minutieux tout ce qui se rapporte à ce grand xvi^e siècle, le creuset dans lequel fut formée la France moderne. Rien de ce qui a existé à cette époque capitale pour notre histoire ne peut nous laisser indifférents ; car ce fut le siècle fécond par excellence, en hommes et en idées, en passions et en sacrifices, le siècle qui fit la Réforme et qui consacra la langue française, le siècle de Rabelais, de Calvin, de Ronsard et de Montaigne.

L'histoire des hommes de ce temps et celle de leurs ouvrages, c'est donc l'histoire de nos doctrines spirituelles et celle de notre langue. Tout ouvrage de l'esprit a la valeur d'un témoignage ; tout témoignage mérite d'être entendu.

Nous ne cherchons pas ici à raviver des querelles, ni à renouer une discussion doctrinaire. Nous nous sommes proposé tout simplement d'apporter une contribution modeste aux matériaux qui serviront peut-être un jour à reconstituer un moment très important de la vie nationale dont il nous manque encore un aperçu général et impartial, et qui n'a été étudié jusqu'à présent que sous des points de vue trop spécialisés. Car, est-il téméraire d'avancer que les hommes marquants, significatifs d'une époque, sont rarement représentatifs de la psychologie d'un peuple ? Ils sont au contraire, en vertu même de leur

force et de leur originalité, en opposition constante avec les masses au-dessus desquelles ils se sont élevés. Ne sont-ils pas, presque toujours, des précurseurs ? Au lieu que les âmes moins trempées, les talents moins vigoureux sont justement ceux qui doivent servir de pierre de touche, ceux qui rendent compte d'un état d'esprit, ceux qui peuvent nous guider pour comprendre et juger.

Depuis Sainte-Beuve, le xvi^e siècle n'a plus manqué de fervents. Nos grands poètes ont tous été étudiés et commentés ; la plupart ont été réimprimés. Et, bien qu'il nous manque encore des éditions populaires et complètes de nombre d'entre eux, force est de reconnaître qu'on en a donné des extraits, des pages choisies, quelques études critiques. Mais on n'en saurait dire autant des poètes et des conteurs de second rang. Les réimpressions qui en ont été faites, sont devenues des raretés presque au même titre que les éditions originales, et n'ont en général pas été tirées à plus de 300, 200, voire 100 exemplaires. Citons les « Œuvres » de *Jean de La Taille* (Léon Willem, 1878, 350 ex.) ; la « Muse chrestienne » de *Pierre Poupou* (Libr. des bibliophiles, 1886, 350 ex.) ; les « Odes et Sonnets » de *Jacques Tahureau* (J. Gay, 1869, 100 ex.) ; les « Œuvres » de *Louise Labé* (Libr. Tross, 1871, 150 ex.) ; les « Après Disnées », et les « Neuf Matinées », du *Seigneur de Cholières* (Bruxelles, 1863, 100 ex.), etc.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que nos petits auteurs demeurent si complètement ignorés, même du public cultivé ! A combien plus forte raison le seront ces écrivains huguenots, grandis en pleines guerres civiles, parfois plus habiles manieurs d'épée que de plume, dont l'existence ne fut que batailles, polémiques, procès, pour se terminer trop souvent par l'exil ou le martyre, et dont l'héroïque d'Aubigné fut le modèle à la fois le plus achevé et le plus éclatant !

Et pourtant leurs œuvres sont des témoignages. Admirables témoignages nés quand même, éclos en dépit de tout, et qui sont demeurés, malgré les édits d'interdiction, malgré les bûchers, malgré les poursuites, et peut-

être, en définitive, à cause d'eux. Pauvres œuvres maladroites, laborieuses, chétives, comme les enfances misérables, mais imprégnées de foi, d'espérance, et qui en imposent comme tout ce qui est sincère ! Elles portent en elles des germes trop féconds pour mourir complètement, et si elles se haussent rarement jusqu'au grand et au beau, elles ont, dans leurs maladresses mêmes, le singulier mérite de ce qui est pur et vrai. « Les grands peintres, a dit le philosophe chrétien Alexandre Vinet, les grands révélateurs de la nature humaine, ce sont les moralistes *poètes* ; car les poètes sont naïfs. »

*
* *

Nous l'avons dit, ces études ne sont consacrées qu'aux petits poètes huguenots, ou tout au moins à ceux qui se sont une fois ou l'autre réclamés franchement de la Réforme, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle. Nous laissons de côté les hommes de premier plan, ou ceux dont la vie et les ouvrages ont déjà été mis en lumière, tels que Théodore de Bèze, Agrippa d'Aubigné, les frères de La Taille, Du Bartas...

Le nombre des petits poètes est plus important qu'on ne le pense en général, et il est probable que les lecteurs de ces lignes verront beaucoup de leurs noms pour la première fois ; nous en énumérons ici une quarantaine, pour mieux leur faire sentir la richesse du sujet : Louis des Masures ; Pierre Poupo ; Benoît Alizet ; Odet de La Noue ; Antoine de La Roche Chandieu ; Simon Goulart ; Ch. de Navières ; B. de Montméja ; Tagaut ; François Guilletat ; Ant. Duplain ; de La Coste ; Du Chesne, sieur de La Violette ; Marin Le Saulx du Saussé ; Étienne de Malescot ; Timothée Le Mercier ; Jean d'Escorbiac ; Conrad Badius ; Albert Babinot ; le sieur de Valeyre ; de Maison-Fleur ; Florent Chrestien ; Yves Rouspeau ; Jacomot ; Saunier ; La Primaudaye ; Le Noir ; Christophe de Gamon ; Philibert Guyde, dit Hégémon ; Jacques Bienvenu ; Guil-

laume Guérault; Claude Baduel; Jean Figon; Gilles Romain; Jean Denis de Cecièr de Colony; Salomon Certon; Montchrestien; Adrian de Rocquigny; Th. de Sautemont; Gilles d'Aurigny; Chassignet, etc.

*
* *

Il va sans dire que nous n'avons pas la prétention d'être complets, et que nous n'épuiserons pas les sujets abordés. Notre intention est plutôt de donner un tableau général, de constituer une première base bibliographique permettant de grouper ou de circonscrire les recherches de ceux que les questions d'histoire littéraire intéressent. Nous nous sommes efforcé avant tout de reconstituer du mieux que nous avons pu les extraits essentiels de la vie de nos poètes et de réunir le plus possible de renseignements bibliographiques sur leurs ouvrages. Les bibliothèques publiques, les collections privées, aussi bien dans nos provinces françaises qu'à l'étranger, sont des mines encore très imparfaitement exploitées. Si elles sont souvent consultées au profit de nos auteurs classiques, elles l'ont été fort peu en ce qui concerne les écrivains de second ou de troisième plan. Nous nous tiendrons pour satisfait si nous réussissons à exciter quelque curiosité en leur faveur.

*
* *

Nous consacrons la première de ces études à *Odet de La Noue*, fils du fameux François de La Noue, dit « Bras-de-Fer », le défenseur de La Rochelle. Il nous a semblé que cet ancêtre, qualifié par un manuscrit de la Bibliothèque Nationale (Fonds de Béthune, n° 9344) d'« homme de bien, vertueux et vaillant, ennemi du désordre », était digne d'intéresser, aussi bien par son talent d'écrivain que par sa vie de soldat.

I

Odet de La Noue

« Homme de bien, vertueux et vaillant, ennemi du désordre¹. »

La famille de La Noue était originaire de Bretagne, de haut lignage et illustre depuis longtemps. Amyrault rapporte dans sa biographie de François de La Noue que « c'est une chose qui passe pour constante en Bretagne, que Guillaume de La Noue, duquel on voit encore le tombeau à Fresnay en Rhets, de l'an 1200, fut choisi par la duchesse de Bretagne pour estre un des douze Chevaliers Bretons, qui par un combat contre pareil nombre d'Anglois terminèrent les différens des deux nations, et ce fut par la valeur de ce Guillaume, qui resta seul vivant des vingt quatre en ce combat, que les Bretons en remportèrent l'avantage². »

Odet était fils de François de La Noue, dit *Bras de Fer*, le Bayard huguenot, et de Marguerite de Téligny, elle-même sœur du célèbre Téligny³, gendre de l'amiral de Coligny. Elle mourut de bonne heure, laissant deux fils : Odet, l'aîné, qui prit le nom de Téligny, et Théophile. Le *Bras de Fer* se remaria avec Marie de Luré, ou plus exactement Marie de Nepveu de Luré (et non pas de Juré). Cette belle-mère fut non seulement le modèle des épouses huguenotes, mais encore une seconde mère dévouée à ses beaux-fils⁴.

Odet naquit vers 1560 probablement ; nous n'avons pu déterminer la date exacte⁵. Il est possible aussi qu'il

1. B. N. Fonds de Béthune, n° 9344.

2. *La vie de François de La Noue*, par Moïse Amyrault, Leide, Jean Elsevir. 1661. In-4°.

3. Téligny (Ch. de), lieutenant et gendre de l'Amiral de Coligny. Téligny délivra Niort, s'empara de Châtellerault et se signala au siège de Poitiers. Après avoir négocié la paix de Saint-Germain, il se retira à La Rochelle. Il fut massacré à la Saint-Barthélémy (1572).

4. Voir l'étude de M. H. Aubert dans le *B. S. H. P. Fr.*, avril-juin 1916.

5. Eugène de Budé, dans sa *Vie de Jean Diodati*, p. 273, fixe la date à 1564.

soit venu au monde dans le château de Montreuil-Bonnin, propriété de sa famille à 18 kilomètres de Poitiers, château « dont la légende attribue la fondation à Mélusine, et qui appartient à Alienor d'Aquitaine, à Richard, à Alphonse de Poitiers, au roi, à Vernon, aux Téligny et aux La Noue¹ ».

De sa première jeunesse, nous ne savons rien. Ces temps furent marqués par les guerres de religion et la Saint-Barthélemy; et comme le *Bras de Fer* se couvrait de gloire, il est à croire qu'il fut le modèle vénéré de son fils. Celui-ci était d'ailleurs un tempérament mesuré, grave, ferme en sa foi, scrupuleux en ses devoirs de citoyen et de religionnaire, type très complet du jeune huguenot de grande race. Il demeura toujours, d'ailleurs, égal à lui-même.

C'est en Flandre qu'il fit ses premières armes, sous les ordres de son père. Il dut assister à la prise de Louvain, de Bruges et de Cassel. En 1580, nommé général en chef, le *Bras de Fer* s'empara de Ninove par escalade et fit prisonnier le fameux comte d'Egmont. Odet assistait à cette victoire, l'une des plus brillantes du chef huguenot². Mais, peu de jours après, à la suite de la négligence impardonnable d'un de ses officiers subalternes, le *Bras de Fer* tombait lui-même entre les mains de ses ennemis³. Il fut enfermé au château de Limbourg, et y demeura cinq ans, victime de la haine implacable du roi d'Espagne. C'est dans cette prison que La Noue composa ses *Discours politiques et militaires* qui lui assurent une place d'honneur parmi les prosateurs du xvi^e siècle et que Napoléon appelait « La Bible du Soldat⁴ ».

Son fils, qui, à Ingelmonster, se retira sur l'ordre

1. Voy. *François de La Noue*, par Henri Hauser. Paris-Hachette, 1892, p. 28-29.

2. *Loc. cit.*, p. 117 et voy. *Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas*, pub. par A. Henne, t. V, p. 176.

3. A la bataille de Ingelmonster où Odet commandait la cavalerie de son père. Cf. *Amirault*, p. 262.

4. *Discours politiques et militaires du seigneur de La Noüe*. Bâle, 1587, In-4°; Genève, 1587, In-4°; La Rochelle, 1590, In-12. Voy. Haag, 1^{re} éd., t. VI, col. 292-293 et H. Hauser, p. 139.

formel de son père, emmenant l'artillerie et protégeant la retraite des Français¹, continua à batailler contre les Espagnols. Il fit de grands efforts pour améliorer le sort de son père, fort mal traité par les Espagnols, et c'est ici le lieu de citer la lettre qu'il écrivit à la comtesse d'Egmont à ce propos. Le comte d'Egmont était alors prisonnier des Français. Nous la transcrivons d'après le texte donné par M. Alex. Henne, dans sa publication des *Mémoires Anonymes sur les troubles des Pays-Bas*, 1565-1580, t. V, p. 236.

Lettre d'Odet de La Noue à la Comtesse d'Egmont :

Madame, j'ay entendu depuis peu de jours nouvelles de mon père, par lesquelles j'ay sceu le mauvais traitement qu'il reçoit et comme il est dans le chasteau de Limbourg en une tour, laquelle n'est pas seulement couverte, de sorte qu'il est exposé à la pluye et au vent, qui luy a causé une maladie dont il a cuidé mourir. Je ne sçay pourquoy monsieur le Prince de Parme luy uze de telle rigueur, veu mesmes que par deça nous faisons bien plus de courtoisies à ceux que nous tenons. Or, madame, je vous ay bien bien voulu avertir et prier par la présente que (si vous avez envie que monsieur le Comte d'Egmont soit bien traité et que vous ayez sa santé en recommandation), vous faciez en sorte que mon père soit mieux qu'il n'est; car pareil traitement qu'on entendra par deça qu'on luy fera recevoir, tout de mesme aussy le fera-on à monsieur d'Egmont, vostre mary, et y feray tout ce qu'il me sera possible, pour l'esperoir que j'ay que cela puisse servir à mondit père. Vous m'avez une fois escrit à ce que je tinse la main que monsieur le conte peut estre délivré ou par rançon ou aultre moyen, et que mon père y consentoit. Je vous supplie de croire et vous tenir pour toute assurée que tant s'en faut qu'il puisse estre délivré, et que je m'y emploie en rien pour cest effect que tant que mon père sera détenu par delà, monsieur le conte demeurera aussy et n'en sortira jamais plustost, et y tiendray la main tant que je pourray, non point que je dézire aucun mal à monsieur le conte, mais la personne de mon père m'est si chère qu'il n'y a moyen que je ne recherche pour sa délivrance. Et vous diray davantage que si on ne moyenne bien-tost l'eschange de l'un et de l'autre, ma mère est après pour

1. Voy. *Petite chronique de Hollande*, II, L., XII, p. 423., etc.

faire mener monsieur le conte en France ou à La Rochelle ou aultre lieu où on le puisse garder seurement, et le réserver pour en faire tout de mesme qu'on fera de mon père. Jusques à ceste heure il a esté bien traitté, mais on sera contraint de faire aultrement, si on n'a bientost nouvelles de mon père aultres que jusques à présent. Vous y avez intérêt pour monsieur vostre mary. De ma part, je vous en prie, pour le bien que j'espère que recevra mon père, si par vostre moyen il reçoit quelque meilleur traitement, et en ceste volonté je salue voz bonnes grâces de mes bien humbles recommandations, et prie Dieu, madame, vous avoir en sa garde. De Gand, ce 20^e de mars, anno 1581.

Vostre bien humble et affectionné à vous faire service.

ODET DE LA NOUE.

A madame, madame la contesse d'Egmont.

Cette lettre montre chez le jeune homme une volonté peu commune et un caractère déjà bien trempé. Les épreuves qui allaient venir, devaient donner plus de relief encore, plus de profondeur, une vraie grandeur d'âme à ce jeune huguenot bien équilibré et si dévoué déjà à la cause qu'avait embrassée son père.

Il se signala en 1584 par la défense du fort de Lillo, dont le duc de Parme fut contraint de lever le siège, après y avoir perdu deux mille hommes. Partout où l'occasion se présentait, dit Amyrault, « il montrait, non pas seulement une valeur digne de sa naissance, mais encore, outre l'ardeur qui est naturelle à la jeunesse, un courage irrité de la calamité de son père et désireux de faire paroistre du ressentiment de ce qu'on le traittoit inhumainement ».

Odet, en cette même année 1584, s'était occupé de mettre Anvers en état de défense contre Alexandre Farnèse, et il croyait fermement triompher sur les troupes du gouverneur général des Pays-Bas. Avec un robuste et jeune optimisme, il écrit à Des Pruneaux, ambassadeur du roi, en date du 29 octobre :

...Les affaires de ceste ville (Anvers) ne me permettent point de m'en esloigner pour ceste heure, se présentant quelque occa-

sion d'eslargir noz limites (s'il plaist à Dieu favorizer noz entreprises). Quoy que ç'en soit, vous pouvez faire estat que ceste ville est bien assurée pour cest hyver, estant maintenant toute la crainte ostée que nous pouvions avoir de révolte. Le peuple est fort résolu et reprend de jour en jour courage et a de nouveau abjuré le Roy d'Espagne et protesté d'employer la vie et les biens jusques au bout pour luy faire la guerre. Tous ceux qui enclynoyent à la Paix sont bien estonnez, spécialement ceux qui en ont porté la Parole, qui sont prisonniers et condamnez à de bonnes amendes. D'autre costé, l'ennemy est à demy ruiné par le mauvais tempz et la difficulté de vivres qui le contraignent de séparer ses forces pour les rafraischir, désespéré d'ailleurs de ce qu'il pensoit luy servir le plus, qui estoit les partisans qu'il avoit en ceste ville. De sorte que j'espère, avec l'ayde de Dieu, que tout ira bien et que ce sera autant de tempz perdu que celuy que l'ennemy a employé devant ceste place...

Cependant, Monsieur, comme vous m'avez toujours fait ce bien de m'aymer et mon Père aussy, je vous supplie, en continuation de ceste bonne volonté, vous vouloir employer vers sa Majesté pour luy procurer sa liberté dont les moyens se présenteront assez si les affaires de ce pays s'avancent. Mon Père luy est très humble serviteur et subject et moy aussy, dont j'espère avec le tempz que les effectz en feront preuve...¹.

Et quelques jours plus tard, juste avant le siège de Lillo, où Odet se distingua si brillamment, et six semaines avant qu'il ne tombât aux mains de l'ennemi, il écrit encore au duc de Villeroy :

Monsieur, trouvant ceste commodité de vous escrire je ne l'ay voulu laisser passer sans vous faire ce mot pour vous dire comme, grâces à Dieu, noz affaires par deçà vont tous les jours en mieux et celles de l'ennemy en pis. Nous sommes maintenant en ceste ville bien résoluz et bien assurez. Au contraire l'ennemy est si mal et si foible pour la grande mortalité qui est parmy ses gens qu'il ne luy faut, par manière de dire, qu'une chiquenaude pour le renverser du tout. Si nous avions icy mille bons chevaux et trois mille hommes de pied je me fais fort que nous taillerions en pièces toutes ses forces. Le Prince de Parme veut tousjours poursuyvre son dessein (contre l'opinion de tous ceux de son party) de fermer notre rivière, mais puisque nous avons atteint l'hyver, autant de tempz qu'il y employera sera autant de perdu. Je pryé Dieu que vous me faciez par delà bientost une

bonne résolution et je croy que le Roy ne perdra point à la conquête de tout ce pays les hommes que l'ennemy a desja perdus-devant ceste place. Vous verrez les deputez d'icy qui vous pourront conter des particularitez de leur estat que nous avons apprizes depuis peu, qui temoignent qu'ilz sont au bout de leur rollet. Certes, l'occasion est belle à ceste heure, si la France la lasseschapper elle ny recouvrera jamais. Dieu veuille bien inspirer chacun à faire sa volonté. Or je le prieray (pour ne vous divertir davantage de vos affaires, plus importantes que la lecture d'un fascheux discours) qu'il vous veuille,

Mons^r, avoir en sa sainte garde, et bénisse votre labeur.

Je vous baize très humblement les mains.

V^{tre} plus humble et affectionné à vous faire service.

ODET DE LA NOUE ¹.

D'Anvers, ce 7 de novembre 1584.

*
* *

Chargé par Sainte Aldegonde², à quelque temps de là, d'une mission confidentielle auprès des États, Odet de La Noue tomba en route entre les mains des Espagnols qui le transportèrent, gravement blessé, à Gand, le 21 décembre 1584, et l'enfermèrent dans le château de Tournay où il fut traité presque aussi durement que son père.

Alors commence une réclusion qui devait durer près de six ans, et au cours de laquelle Odet montra autant de résignation que de caractère, non seulement en acceptant sans trop se plaindre cette rude épreuve, mais en

1. Bibl. Nat. Fonds Fr., n° 3290, f° 66.

2. Sainte Aldegonde était l'un des actifs de la Cause. Le 20 janvier 1585, c'est-à-dire un mois après l'emprisonnement d'Odet de La Noue, Du Plessis-Mornay écrit à Sainte Aldegonde : « Je suis tout à vous et plains fort vos travaux; mais aux fortes épaules les bonnes charges ». *Mémoires de Du Plessis-Mornay*, t. I, p. 404, éd. de 1624.

Sainte Aldegonde est l'auteur d'un ouvrage remarquable : le *Tableau des Différends de La Religion* (Voy. R. E. R., t. IV, p. 224).

étant toujours prêt à se sacrifier pour son père ou pour le triomphe de la Cause.

Il chercha dans l'étude une distraction, faisant alterner la lecture avec l'exercice du luth et de l'espinette¹, composant ses *Poésies chrestiennes* qui faisaient dire quelques années après à Jos. du Chesne, sieur de La Violette, que les ayant entendues de la bouche même de l'auteur « sur le chemin de Lumigni à Melun il en receut tel contentement que le chemin de quatre ou cinq heures ne lui dura qu'une minute de temps² ».

« J'ay mon recours à prier Dieu, écrit Odet au prisonnier de Limbourg, et puis à l'estude, à quoy depuis que je me veux appliquer, je ne changerois pas mon contentement avec celuy d'un roy³ ». Il est plein de philosophie et de bonne humeur.

Je suis marri puisqu'il faut que je sois absent de vous, qu'au moins j'en suis éloigné, ou en pays si différent du vôtre, que je ne puis qu'en six mois avoir réponce d'une lettre, et encore est-elle deux mois par les chemins. Voilà de quoy je suis fâché : mais d'autant que la facherie me serviroit peu, il vaut mieux la quitter toute à cette heure, et me resjouir de ce que ce n'est point encore pis. Il en ira autrement quand il plaira à Dieu. En quelque façon que tout soit, il le faut trouver bon puisqu'il luy plaist³.

Il compose ses poésies; il apprend l'italien. Le gouverneur du château de Tournai, un Italien du nom de Matteo Corvini, avait un parent qui cultivait la poésie. Il le mit en rapport avec son jeune prisonnier, qui reçut sans doute de lui ses premières leçons d'italien. Dans la lettre à sa mère, que nous avons citée plus haut, Odet écrit :

1. Il dut apprendre, dans son enfance, les éléments de musique sous la direction de Claudin Le Jeune. Cf. Douen, *Cl. Marot et le Psautier huguenot*, t. II, p. 62-63. Le *Livre des Meslanges de Cl. Le Jeune*, Anvers, Plantin, 1585, 6 vol. In-4°, contient une dédicace à O. d. L. N. On peut citer de lui ce charmant quatrain

Soubs ce simple contrepoint
Se cache un art admirable,
D'autant plus inimitable,
Qu'il semble ne l'estre point.

2. Préface des *Poésies chrestiennes*, par le sieur de La Violette.

3. Amiraute, p. 301 et ss.

Mon père me mande que j'apprenne la langue italienne : c'est pourquoy, pour lui faire paroistre ce que j'en sçay, je lui écris en ce langage, m'assurant que je seray plustôt excusé, ou présumant de le devoir estre si je l'écris mal, pour avoir esté en si mal plaisante escole qu'une prison.

M. Émile Picot, dans son ouvrage sur *les Français italianisants au XVI^e siècle*¹, remarque fort à propos que cette étude pouvait être très utile à La Noue durant cette guerre des Pays-Bas, où don Juan d'Autriche et le duc de Parme étaient entourés de gentilshommes et de soldats venus d'Italie. D'après M. Picot, auquel nous renvoyons pour tous les détails concernant plus particulièrement cette littérature italienne de notre auteur, Odet n'aborda que la poésie amoureuse. « Pétrarque fut son modèle... Le prisonnier échangeait les sonnets et les madrigaux avec Antonio Corvini qui était vraisemblablement le frère de Matteo ». Il en résulta un recueil manuscrit² dont nous donnons la description d'après celle de M. Picot :

Le prime Rime di Odetto Della Nua, essendo prigrione nel castello di Tornai, tutte scritte al signor Antonio Corvini o in risposta delle sue.

Le volume écrit d'une bonne main italienne se compose de 67 ff. de 3 ff. bl. et de 2 ff. de table. Il se divise en deux parties : la première (pp. 1-56) contient les œuvres d'Odet de La Noue. Les pp. 57-60, destinées à recevoir des additions, sont restées blanches. Les pp. 61-62 contiennent la table des pièces contenues dans cette première partie. Les pp. 63-64 sont blanches. Le reste du volume est occupé par les poésies d'Antonio Corvini.

Nous ne reproduirons pas le détail complet de ces pièces, qui ne rentrent pas dans le cadre de l'étude que nous nous sommes proposée, et nous renvoyons les curieux au magistral ouvrage de M. Picot. Mais il est intéressant de relever que, d'après leur nomenclature, toutes ces

1. Émile Picot : *Les Français italianisants au XVI^e siècle*. 2 vol. in-8°. Paris, H. Champion, 1907, t. II, p. 249-258.

2. Bibl. Nat. ms. it., 1640.

pièces amoureuses s'éloignent considérablement des productions postérieures de notre jeune huguenot. Il est probable qu'elles déplurent au Bras de Fer et que son fils abandonna cette veine pour celle de ses *Poésies chrestiennes*.

Malgré ces occupations diverses, Odet pense toujours à la Cause, qui lui inspire de vives alarmes. « Puissé-je demeurer toujours icy, écrit-il encore à son père, pourveu que vous puissies servir à la cause que vous entreprenés ».

Lors de la capitulation d'Anvers, on stipula la liberté de tous les prisonniers qui avaient été faits au siège, hormis celle d'Odet de La Noue. C'est à peine s'il se plaint de cette haineuse injustice par laquelle on cherchait sans doute encore à atteindre le Bras de Fer. « Le capitaine m'a bien dit une fois qu'il ne me portoit guères de bonne volonté. Quoy que c'en soit, il n'est point besoin d'en parler, puis que je ne me plains point. Comme de fait je n'en ay point de sujet, estant bien voulu de ceux qui me tiennent, et au reste ayant cette grace de Dieu que de prendre à plaisir l'estat où je suis, que les autres estiment misérable¹ ».

Cette résignation est, en effet, un trait essentiel de son caractère. On l'observe souvent. Il est sans haine, sans rancune, toujours prêt à pardonner ou cherchant à comprendre. Dans cette même lettre il dit encore : « ...Quant à moy, la prison ne me fâche nullement, plutost la liberté me donne peine quand j'y songe². »

Il ne fut délivré qu'en 1591, après d'innombrables démarches entreprises par sa famille, aussi bien en Espagne qu'en Angleterre où il s'agissait de faire intervenir la cour. Enfin « pour un seul jeune seigneur de vingt-six à vingt-sept ans furent eschangés quatre hommes de grande condition et expérimentés capitaines³ ». L'ambassadeur de France à Londres, Beauvais La Nocle, s'entremisit en faveur du jeune captif qui fut transporté à Londres avec ses armes, qu'il apportait de Hollande, « et

1. Amyrault, p. 306.

2. *Ibidem*.

3. *Ibid*, p. 363. D'après Amyrault, Odet de La Noue serait donc né vers 1565.

quelques autres hardes contenues en trois ou quatre bahus¹ ». Ceci se passait le 2 mai et ce n'est qu'à la fin du mois qu'Odet put prendre la mer.

Son père apprit la bonne nouvelle alors qu'il se rendait en Bretagne, à la tête de la compagnie de gens d'armes de Jacques de Montgommery. Mais les deux hommes ne devaient plus se revoir. Le 4 août de cette même année 1591, le *Bras de Fer* mourut à Moncontour, à la suite d'une blessure reçue au siège de Lamballe.

* * *

Dès qu'il fut libre, Odet commença par acquitter toutes les dettes que son père avait contractées au service du roi et de la Cause² « bien qu'il sût que sa bonne foi le réduisait, lui et les siens, à une grande gêne, et ruinerait la splendeur de son antique maison³ ». Il était brave, brave comme son père, dit Tallemant des Réaux « et vêtu de chamois, comme luy ; mais il était bien fait de sa personne. Ces deux hommes-là ne juroient jamais, et étoient toujours à la guerre ».

1. Record Office. Londres. Fr. 99.

2. Il avait commencé déjà en 1580. Voy. H. Hauser, p. 122.

3. A. d'Aubigné fait sans doute allusion au cœur généreux d'Odet de La Noue dans son *Baron de Fœneste*, lorsqu'en décrivant les Quatre Triomphes (Le triomphe d'Impiété, d'Ignorance, de Poltronnerie et de Gueuserie, livre IV, éd. de 1630), il dit, à propos de ce dernier Triomphe : « ...à la tête desquels prisonniers, vous voyez bien piteux le pauvre Gonsalve, nommé par excellence le Capitaine ; le comte de Rocendolf, mort de faim à Paris, après avoir amené et exploité 4 armées au secours de nos Rois ; il avoit sur les épaules un manteau que je lui ai vu autresfois de satin fourré de martre zibeline, et maintenant de parchemin sans autre couverture ; le vidame de Chartres, parent de nos Rois, mort aux galères, et de mesme force seigneurs d'illustres maisons tous visages abbatus, hormis un qui consolait ses compagnons et c'estoit (si la semblance ne me trompe) Odet de La Nouë tout resjoui d'avoir trouvé à vendre une de ses maisons à demi-prix »...

Il faut croire que d'Aubigné faisait grand cas des La Noue, père et fils, car il dit ailleurs, dans ce même *Baron de Fœneste* : « Les prisonniers sont force vaillans hommes du siècle, tant de Bourbons, de ceux de Lorraine, les Chastillons, les mareschaux de Biron, père et fils, ceux de La Nouë, de Montgommery, etc. »... Liv. XIX, p. 298.

Après avoir rendu les honneurs funèbres à son père, Odet alla rejoindre Henri de Navarre en Normandie, où il servit sous les ordres de La Trémoille.

L'armée d'Henri IV était alors réduite à fort peu de chose, à peine dix mille hommes. Parmi les chefs, se trouvaient le duc de Bouillon, François de Châtillon (fils de l'amiral de Coligny), le duc Claude de La Trémoille, Jacques Caumont de La Force, Agrippa d'Aubigné et Du Plessis-Mornay, celui qu'on appela le Pape des Huguenots. Au contact d'hommes tels que ceux-ci, on peut supposer que le caractère d'Odet s'accusa, se précisa. Il avait près de trente ans. Il venait de passer six ans en prison, où il avait beaucoup lu et médité ; il rentrait dans la vie, c'est-à-dire dans l'action, en pleines guerres de religion et aux côtés des plus vaillants. En Du Plessis-Mornay il avait un modèle de prudence, de gravité, de grandeur ; en d'Aubigné, l'exemple d'un dévouement fanatique, d'une sincérité qui ne se démentit jamais et l'amitié d'un des plus vrais poètes de son siècle. Quels stimulants pour un jeune homme dont le nom seul avait une si fière renommée !

C'était en octobre 1592¹.

Henri IV assiégeait Paris et faisait bâtir le fort de Gournay, dans l'île du même nom, sur la Marne. « Le vendredy 9 d'octobre, quelques Parisiens revenant de la campagne s'étoient aperçus que le fort étoit déjà fort avancé et que bientost il seroit en état d'empêcher Paris de recevoir des vivres par la rivière de Marne... Dans moins d'une heure la crainte de mourir de faim fut répandue dans tout Paris et donna sujet à de grands murmures contre le gouvernement : dès ce jour, ce fort fut appelé *Pille badaut*². »

1. Il avait dû se marier cette année-là avec Marie de Launoy ; leur fille Marie fut baptisée l'année suivante, 1593, chez leur mère, Marie de Luré, au Plessis (*Bull.*, t. XXXII, p. 67).

2. *Journal du règne de Henri IV*, par Pierre de l'Estoile, t. I, p. 247, éd. de La Haye, 1741.

Ce fort fut appelé aussi *Chatie Badauds*. Cf. Bernier, *Monuments inédits de l'Hist. de France*, p. 241.

Odet de La Noue « dont la fidélité incorruptible ¹ répondait de la garde de ce passage », fut nommé gouverneur du Fort de Gournay-Pillebadaut ², et il se montra immédiatement sévère, prudent et sage, ne laissant point passer les provisions pour Paris et refusant à tous des passeports. Il fut même « si exact à la garde de ce passage, dit le même auteur, « que les Parisiens ne pouvaient rien recevoir de ce côté-là, et son exactitude ayant été imitée par les gouverneurs des autres passages, les Parisiens, tant royalistes que ligueurs, commencèrent à s'armer et à tenir de fréquentes assemblées, qui produisirent dans la suite la réduction de Paris sous l'obéissance du roy ³ ».

Lors de l'entrée du roi Henry dans Paris ⁴, Odet fut chargé d'occuper le rempart de la porte Saint-Denis. Il n'y eut pas, ou presque pas de combat. Agrippa d'Aubigné rapporte le détail suivant : « ... comme La Noue gardoit encor la porte de St-Denis, son équipage venant du fort de Gournai, fut saisi et enlevé par les sergens du Chastelet, notamment pour la dette des poudres dont son père s'estoit obligé en allant au secours de Senlis; le pis fut que venant supplier le roi qu'il fit cesser cette rudesse pour un temps, il eut pour responce : La Noue, quand il me faut paier mes debtes, je ne me va point plaindre à vous ⁵. »

*
* *

En cette même année 1594 (au mois de juin), Odet de

1. « La Noue..., qui bien que fort pauvre pour le lieu d'où il estoit sorti, et sa maison aiant dévalé du seigneur au gentilhomme, n'eut point de mains à recevoir les corruptions : il lui fust remonstré que ses compagnons prenoient par souffrance du Roi, qui n'avoit pas de quoi guérir leurs mescontentemens; il respondoit que cela ne pouvoit servir de dispense à son devoir ». (Agr. d'Aubigné, *Hist. univ.*, Liv. IV, Chap. III, p. 335, éd. de 1620).

2. Il en était encore gouverneur en juillet 1593. Cf. *Bull.*, t. 32, p. 69.

3. D'Aubigné, *Ibidem*, p. 251. Note.

4. 22 mars 1594.

5. A. d'Aubigné, *Hist. universelle*, t. III, Liv. IV, Chap. III, p. 337.

La Noue assiste à l'assemblée politique de Sainte-Foy¹, où il avait été député, avec M. de La Plante, par les Églises des provinces d'Anjou, de Touraine, du Maine, du Loudunois, du Vendosmois, etc..., pour le synode national².

Il s'agissait de prendre des mesures pour assurer l'existence de l'Église réformée, « veu l'autorité que prennent journellement auprès de S. M. les ennemis de la vraie Religion »³, et de nommer un *Protecteur*. C'était le temps où Henri IV, qui avait abjuré l'année précédente, donnait aux protestants de grands sujets d'inquiétude et de mécontentement.

Il semble d'ailleurs que cette première assemblée de Sainte-Foy n'ait pas donné d'autre résultat que de préparer celle qui eut lieu l'année suivante à Saumur. Le roi, partagé entre les sollicitations de ses anciens amis et les obligations de sa nouvelle politique, temporisait, cherchait à ne déplaire ni aux uns, ni aux autres. Du Plessis Mornay écrit à M. de Buzanval :

L'Assemblée tenue à Sainte Foi par la permission du Roi a député ici vers S. M., qui a remis à y pourvoir au prochain séjour de Saint Germain. Une maladie si compliquée le trouble ; parce que ce qui duit⁴ à l'estomac, semble nuire au foie⁵.

Mais les Églises ne mirent pas très grand empressement à envoyer des députés à l'assemblée de Saumur ; Du Plessis Mornay, toujours ferme et inébranlable, les y exhorte avec force, rappelant que Sa Majesté a autorisé ce synode par « lettres patentes, scellées de son grand sceau en bonne et deüe forme, que nous avons entre nos mains, par lesquelles il nous permet de nous y assembler, veut et entend que de toutes parts nous nous y trouvions,

1. « Cependant les Refformez, sous permission du Roi en termes généraux et non exprès, assignèrent une assemblée générale pour leurs affaires à Sainte-Foi, à la mi-mai en l'an 1594, ayans trouvé par les plaintes de tous costez occasions suffisantes pour oser cette nouveauté. » D'Aubigné, *Hist. univ.*, t. III, Liv. IV, Chap. x, p. 366.

2. Cf. *Mémoires de Du Plessis-Mornay*, 1625, t. II, p. 426.

3. *Ibidem*, p. 426 (Cf. *Bull.*, t. 15, p. 355.)

4. Convient.

5. *Mémoires*, t. II, p. 447-448.

commande à tous ses gouverneurs et lieutenans de nous donner allant, séjournant, et retournant, tout confort et aide ¹. C'est pourquoi, nous vous envoyons ce porteur expres, par lequel vous serés d'abondant advertis pour la seureté de vostre voiage ² ».

Après bien des longueurs, les premières réunions purent avoir lieu, en février 1595, dans le logis du sieur de Champenois ³.

La Noue en fut nommé président, et le bureau composé de : La Motte Grimoult, vice-président ; Des Fontaines, secrétaire ⁴.

L'assemblée décida de « maintenir, même par la force, l'exercice de la religion protestante dans tous les lieux où elle était pour lors établie, et de tenir les garnisons des places de sûreté au complet, autorisant les gouverneurs à saisir, en cas de besoin, les deniers royaux, avec le consentement, toutefois, du Conseil de la province.

« Elle ordonna, en outre, qu'à l'avenir toutes les requêtes présentées au roi seraient signées par les principaux seigneurs huguenots, sous peine, pour ceux qui s'y refuseraient, d'être déclarés *déserteurs de l'Union*, et qu'un député en cour, aux appointements de 800 écus, serait élu chaque année, alternativement par les provinces en deçà et au delà de la Loire, avec charge de défendre dans le Conseil du roi les intérêts des protestants ⁵. »

Elle chargea, en outre, La Motte de composer un « brief discours en forme d'histoire à commencer au massacre de Paris », afin de montrer au monde entier la longue patience des Huguenots, ainsi que la mauvaise foi de leurs ennemis. Enfin Odet de La Noue et La Primaudaye furent chargés d'aller trouver le roi à Lyon pour lui présenter de nouveau le cahier des plaintes et des justes demandes des Églises ⁶.

1. *Mémoires*, t. II, p. 497.

2. *Ibidem*.

3. Fonds de Brienne, n° 220.

4. Haag, *Fr. prot.*, t. VI, p. 258.

5. Haag, *Fr. prot.*, VI, p. 298 et Fonds de Brienne, 7179, fol. 247.

6. Fonds de Brienne, n° 208 (Nouv. Acq. n° 7179).

On voit quelle situation Odet de La Noue avait su prendre parmi ses coreligionnaires. Fils du plus illustre guerrier de son temps, ami et compagnon d'armes du roi Henri, président des deux premières assemblées de religionnaires, il était, par surcroît, député auprès de Sa Majesté pour représenter les intérêts de son parti.

L'année suivante, en 1596, c'est encore sous sa présidence que se réunit, au mois d'avril, l'assemblée de Loudun¹. Elle fut plus nombreuse que celle de Saumur; Odet y représentait la Touraine². Les députés jurèrent de garder secrètes leurs délibérations; puis La Noue et La Primaudaye furent invités à faire connaître le résultat de leurs entretiens avec le roi³, et, sur leur rapport, l'assemblée arrêta⁴: 1° qu'elle défendrait de tout son pouvoir la liberté de conscience et la sûreté des personnes des protestants; 2° que « portant à S. M. l'honneur et l'obeissance de fidelles subjects, nonobstant les rebuts précédents et refus de donner un édit de pacification », elle lui adresserait une nouvelle requête « pour la supplier très humblement de tenir les Protestans au rang et égalité de ses autres subjects ». Cette requête fut immédiatement rédigée. Elle réclamait le libre exercice de la religion réformée dans tous les lieux où l'autorité de Henri IV était reconnue, le paiement du traitement des pasteurs sur les deniers royaux, l'institution de trois ou quatre chambres mi-parties, outre celle du Languedoc, et la garde des places de sûreté jusqu'à ce que le roi fût tellement « obéi de tous ses sujets » qu'on pût se fier à sa seule parole royale.

Ceci fait, Odet demanda un congé qui lui fut accordé, et de Rioux fut élu pour occuper, en son absence, le fauteuil présidentiel. Mais le 24 mai, Vulson rapporta la réponse du

1. Fonds de Brienne, 7179, folio 255.

2. Il était à ce moment-là chef de trois régiments flamands, ainsi que nous l'apprend une lettre de sa belle-mère, Marie de Luré, à Théodore de Bèze : « M. de La Noue, mon fils, revient de Touraine pour joindre le Roy et les trois régimens flamengs auxquels il commande. » Cf. *Bull.*, 1916, p. 412.

3. *France protestante*, t. VI, p. 299.

4. Le voyage de La Noue à la cour se place donc entre le mois de février 1595 et le 1^{er} avril 1596.

roi qui ordonnait durement à l'assemblée de se dissoudre.

Elle n'obéit point et adopta les mesures énergiques seules capables de sauver l'Église. Elle manda les gouverneurs des places de sûreté voisines et l'on vit arriver successivement : La Trémoille, Du Plessis Mornay, La Tabarière, Saint-Étienne, du Candelay, de Saint-Christophe, Pidoux de Nesle, La Garenne, Clermont, Mouy, Jarnac, Beauvais, etc. Tous jurèrent de maintenir *l'union*, de garder les places de sûreté, de saisir les deniers pour les paiements des garnisons, de défendre les Églises réformées et leurs fidèles.

Henri IV guerroyait alors contre les Espagnols. Il était occupé au siège de La Fère et ne voyait pas sans humeur les assemblées délibérantes de ses anciens coreligionnaires. « Il y avait, dans leurs plaintes, disait-il, plus de faction que de religion. »

C'est à cette date qu'il faut placer la belle lettre qu'Odet de La Noue lui adressa, et qui est caractéristique de cet esprit juste, pondéré et loyal¹ :

Sire²,

Je ne vous ay poinct cy devant donné advis de ce qui s'est passé icy, sachant que Monsieur Du Plessis, auquel j'en ai communiqué, l'a faict trop mieux que moy. Je m'en serois déporté encores pour la mesme raison si je n'estois obligé, tant par la lettre qu'il a pleu à Votre Majesté m'escire que par la créance du sieur Hespérien. Je vous supplie de croire, Sire, que rien ne se traicte en ceste assemblée contre vostre service. On ne parle point de faire la guerre. Il n'y a point de desseing de servir à l'ambition des grands ni à l'avarice des gouverneurs. Le but de toutes les Églises réformées de France qui parlent icy par leurs deputez, très bien auctorisez à cest effect, n'est autre que leur conservacion, chose fort saincte et légitime, mais laquelle se rend tous les jours plus difficile par les artifices de ceulx qui

1. Cette liberté de penser et de s'exprimer devant son souverain, Odet la tenait sans doute de son père, qui avait dit cette forte parole : « Nous devons amour, obéissance, sujétion et fidélité à notre Roi qui toutefois peut mourir, mais nous devons tout à notre patrie qui ne meurt point ». Parole d'autant plus admirable qu'elle fut prononcée en plein xvi^e siècle et par un huguenot !

2. Cf. *Bull.*, t. XXXII, p. 402 et t. XLVII, p. 103.

nous haïssent tant en vostre conseil que ez courtz de parlements, qui sont ceulx mesmes qui vous animent contre nous et vous font sonner aux oreilles qu'on veult venir aux mains, se faisans fortz de nous donner tant de traverses qu'en fin ilz nous feront perdre patience. Cela pourtant ne nous esmeut à sortir des bornes du devoir. Nous nous tenons aux voies doulces, nous abhorrons le contraire, nous ne désirons point autre protecteur que vous. C'est à vous de retenir toujours ceste qualité là en nostre endroit, nous deffendant contre ceulx qui nous veulent mal et nous establisant ung tel repos que nous n'ayons plus à songer aux moiens de subsister.

Votre Majesté, Sire, continue tousjours à nous porter bonne volonté, nous le sçavons, mais les effects d'icelle sont empeschez tous les jours. C'est à ces empeschemens là que l'on cherche remède, et pourtant nous croions fermement, nous unissans bien solidairement pour arrester le cours de nostre ruyne, nous faisons vostre service plus que sy nous estions l'espée à la main affrontez à l'Espagnol¹. La conservation de ceulx de la Relligion vous importe, Sire. Vous ne trouverez point encores en votre royaume plus de fidélité, d'obéissance et de courage qu'en eulx², et pleust à Dieu qu'ayant cy devant pourveu à leurs justes plainctes vous les eussiez estimez dignes de garder ung Calais ou ung Andres. Ils ne se fussent point plus mal portez qu'ils ont faict du tems d'autrefois soubz votre prudence et heureuse conduite.

Le mal croist tousjours. On ne nous tient en France que comme la lie du peuple. Nous y vivons sans credict, interessez en l'exercice de notre religion et en la justice de ce qui est de nostre seureté. Ces griefz qui ne sont en une province seule mais en toutes, ont tellement touché le cœur de tous en nostre temps, qu'on se résout de s'appuyer pour pouvoir demeurer debout, sans s'attendre à l'esperoir de se rellever quand on sera par terre. La trefve de l'an V^e IIII^{xx} neuf³ nous autorize pour cest effect de garder toutes les places que nous tenons. La promesse de Votre Majesté faicte à nos depputez de Saincte Foy nous y convie. A quoy est conjointe une très forte raison, asçavoir que nous sommes perduz et la proie de nos ennemys si nous les quictons.

Je vous diray doncques franchement, Sire, qu'on s'est résolu de n'en lascher une seulle, mais de les garder et entretenir à quelque prix que ce soit jusques à ce que par ung lettre de édict

1. C'était le temps où Henri IV guerroyait contre eux.

2. Il est bon de noter que toujours, en tous temps, les protestants affirment solennellement leur obéissance et soumission aux rois de France. Ils reconnaissaient les droits de l'autorité sur leurs corps et sur leurs biens, mais sur leur conscience, jamais !

3. Lisez 1589, du 4 août, avec Henri III. Voyez *Mémoires de La Ligue*.

il soit pourveu tellement à nos maulx que nous n'aions plus subject de crainte. On nous battra de celluy de soixante dix sept¹; mais il n'est nullement propre à ce temps icy, voire quand il auroit encores bras et jambes qui lui ont esté coupez par les traictez de la ligue. Il fault daveintaige et ne fault poinct tant toutesfois qu'on ne feust bientost d'accord, s'il estoit pourveu, oultre la seureté, à plus grande liberté de nostre religion et surtout à la justice, car les parlements ont tellement perdu leur crédit par les injures qu'on a entendu partout qu'il n'y a plus moien de les recognoistre pour juges. Qui se voudroit soubz-mettre au jugement de ses ennemys, et y a il pas ung d'eulx qui voulut estre jugé par gens tous de la Religion? Est-il pas doncques raisonnable qu'ils nous facent ce qu'ils voudroient leur estre fait? C'est pourquoi le monde crie après des chambres mi-parties, sans lequel remède j'ose dire à Votre Majesté que tous les autres remèdes sont nuls. Voilà, Sire, un project général maiz véritable de ce qui ce faict icy, que je vous représenteray encores en moins de motz. C'est que tout ainsy qu'on veult jusques à la mort persister en l'obéissance qu'on vous doit, et vivre en paix et ne chercher la guerre en façon quelconque, aussy s'est-on résolu de subir plus tôt milles guerres et milles maulx que de relascher ung seul poinct de ce qui est absolument nécessaire à la conservacion générale des Églises. Je croy, Sire, que vous ne condamnerez poinct un sy saint désir, pour lequel effectuer vous avez aultrefois prins tant de peines et couru des hazards avecques nous. Excusez ma franchise, Sire, et l'esprouvez plustot que la flaterie de ceulx qui vous déguisent les maulx et vous destournent d'y apporter les remèdes, les voulant incurables. En mon particullier, je suis vostre très humble et très obéissant sujet et serviteur, ne seray jamais aultre. Aussy m'estimeriez vous lasche et meschant sy, faisant la profession de religion que je fais, je ne désirois et procurois le bien de ceulx qui la font telle. Cela n'est point incompatible avec votre service. Je n'ay poinct changé d'humeur. J'ay tousjours tendu et inscité à la doulceur, et sy je vous y ai servy je n'en veulx autre juge que vous mesme, quand vous scaurez comment je m'y suis gouverné.

Pour la fin, Sire, je vous supplie au nom de Dieu, donnez nous quelque estat asseuré. Il ne fault que l'entreprendre, cela n'est pas difficile et tout est en bon train pourveu qu'il n'y ait point de dilation. Le sieur Hespérien vous en pourra dire ce que je lui en ay particulièrement discouru, que je pourrois avoir

1. Allusion au traité de Poitiers (août 1577); on l'appelait aussi traité de Bergerac; il enlevait aux réformés les principaux avantages que la convention de Beaulieu leur avait assurés. Cf. *Bull.*, t. XXXII, p. 350 et *Histoire des Assemblées politiques des Réformés de France* d'Anquez (p. 26).

oublié. Je m'y en remetz, après avoir supplié très humblement
Vostre Majesté croire que je suis et seray à jamais,

Votre très humble et très obéissant subject et serviteur.

A Lodun, ce 26 juin 1596.

Voici quelques extraits de la seconde lettre, datée du
16 août de la même année :

Sire¹,

J'ai receu la lettre qu'il a pleu à V. M. m'escire par le sieur Hespérien, dattée du 7^e de ce mois. C'est bien à mon grand regret que je ne puis maintenant être près des troupes de la charge des quelles V. M. m'a honoré pour exposer ma vie avec elles pour son service, et la supplie de croire que je n'ay changé ny d'humeur, n'y d'affection pour désirer plustot estre icy que là... Si j'en parlois à cette heure (de Loudun), il n'y a point de doute que beaucoup ne fussent aises de trouver ce prétexte pour se retirer, qui ne seroit pas à propos maintenant, si je ne suis bien trompé... Ce porteur m'a assuré que V. M. a pris la peine de lire mes dernières lettres... Cependant V. M. a négligé d'y pourveoir et j'ay ma conscience deschargée pour avoir fait mon devoir et l'en avertir...

...Mais, Sire, pourquoi V. M. marchande-t-elle tant à nous donner quelque consentement? N'est-il pas juste? n'est-il pas expédient que nous qui n'avons point de dessein contre l'estat et n'avons but que vostre service soions tellement establis que nous puissions continuer à vous en faire, veoir soutenir encore un coup d'estat, s'il lui y arrive d'estre prest à tomber comme cy devant? Je dirois volontiers ma conception là dessus, et croy que V. M. qui a trouvé bonnes mes lettres précédentes n'en prendra point encore cette liberté de mauvaise part. Ceux qui nous haïssent persuadent à V. M. que c'est la dernière chose qu'elle a à faire, et qu'il n'y a point de nécessité d'y mettre la main sy tost; qu'il y a si peu de moyens d'union parmy nous que quand nous voudrions persister en nos demandes, on nous rangera du premier coup à tout ce qu'on voudra, et n'y a estat quelque mauvais qu'il soit dont on ne nous face contenter en despit que nous en ayons. Mais ceux là connaissent si mal l'estat de ceux de la religion que j'ose dire qu'ils se trompent. Et V. M. me croira, s'il luy plaist, car j'en parle comme sçavant. Je diroy davantage que les particuliers de nostre profession qui mandent à V. M. des provinces qu'ils ne consentent point à ce qui se fait icy, qu'ils ne bougeront pour chose qui s'y résolve et sem-

1. Cette lettre fait partie de la *Collection Dupuy* (Tome 428), voir Anquez, p. 70.

blables choses. Ce sont gens, la plupart qui, par ceste submission, espèrent faire leurs affaires, mais qui seroient les premiers à désirer un remuement ou à monter à cheval, s'il estoit conclud.

Sire, je ne vous ay jamais trompé, pour l'honneur de Dieu croyez moi de cecy, c'est chose vraie. Ceux de la religion sont tellement unis pour leur conservation qu'ils branleront tous sous les résolutions qui se prendront icy, si ce n'est ceux qui sont à la cour, dont je ne voudrois point répondre, et peut estre quelques particuliers de peu de considération. Je ne parle point par cœur, et en cognois bien dont vous pensez estre bien assuré qui pensent autrement. Cette assemblée n'a point de dessein de remuer. V. M. le croye. Mais pour assurer nostre condition et la maintenir contre ceux qui veulent nostre ruine, tout le monde y conclud.

Ce légat peut estre mis en considération pour nous faire attendre. Mais est-il raisonnable que le pape, malgré lequel vous avez conquis vostre royaume, soit contenté à nostre dommage, et nous de qui vous avez esté si fidèlement assisté périissions pour son seul plaisir? Sire, c'est vostre royaume. Il vous importe plus qu'à nul autre de le voir paisible, il n'y a personne plus capable de juger des moyens d'y parvenir ny plus digne pour les mettre à exécution. Aussi est-il premièrement vostre charge, charge que Dieu vous a mise en main et dont j'ose dire qu'un jour il luy faudra rendre compte. Je supplie très humblement V. M. me pardonner si je parle trop librement. C'est l'affection que j'ay à son service qui m'emporte jusques là, affection qui me demeurera jusques à la mort telle quelle peut estre désirée par V. M. de son

Très humble et très obéissant sujet et serviteur.

LANOÛE.

A Loudun, ce 16^e Aoust 1596¹.

Ces deux lettres font le plus grand honneur à Odet de La Noue. L'on y retrouve cet esprit de mesure, cette fermeté, cette dignité qui avaient donné tant d'autorité à la parole du *Bras de Fer*. Elles nous permettent de juger aussi quelle place Odet avait su prendre dans l'Eglise réformée de France, en quelle estime le tenaient le roi aussi bien que les protestants².

Ce n'est point ici le lieu de développer le rôle que jouèrent ces Assemblées dans la préparation de l'Édit de

1. Voir *B. S. H. P. F.*, t. XXXII, p. 405-407.

2. On trouve sa signature au bas de presque tous les procès-verbaux des Assemblées qui précédèrent et préparèrent l'édit de Nantes.

Nantes¹. Nous n'étudions que la personnalité et l'œuvre littéraire d'Odet. Mais il nous a semblé utile de transcrire ces deux lettres, parce qu'elles donnent une idée nette de l'homme et de son style. Les documents qui le concernent sont rares. Ceux-ci sont significatifs.

Ces lettres ne produisirent pas sans doute grande impression sur l'esprit du roi. Les commissaires délégués par Henri IV auprès de l'Assemblée de Loudun, Vic et Calignon, proposèrent à celle-ci de se transporter à Vendôme « et d'élire six de ses membres qui discutassent les affaires de l'Église protestante avec les commissaires qu'il plairait à Sa Majesté de nommer² ». Cette proposition ayant été acceptée, le choix de l'assemblée se porta de nouveau sur La Noue, auquel on adjoignit le baron de Fons, Chouppes, La Motte, Texier et Brunier³. Ces six délégués allèrent à Paris et s'y trouvaient encore à la fin de l'année 1596, sans avoir réussi à obtenir les franchises promises. L'assemblée, décidée à ne céder sur aucun point, se transporta de Vendôme à Saumur (5 mars 1597).

La situation était si grave que Schomberg, alors l'un des conseillers préférés d'Henri IV, croyait qu'il était de sa prudence « de fixer bientôt cette assemblée et de tâcher d'envoyer ces esprits malades chez eux avec quelque contentement ». C'était sagement parler, car Philippe II pouvait profiter des embarras du roi de France pour obtenir de lui une paix avantageuse.

Henri sentit si bien la valeur du conseil qu'il adjoignit Schomberg et le sage de Thou à ses premiers commissaires. C'est à cette époque qu'Amiens fut brusquement surpris par les Espagnols et tomba en leur pouvoir. Dans ces conjonctures, l'on comprend que les prières des nouveaux ambassadeurs soient devenues plus instantes encore. Mais l'assemblée maintint avec fermeté toutes ses revendications. « Nous ne pouvons, ni être ni sub-

1. Voyez *Histoire des Assemblées politiques des Réformés de France*, par L. Anquez. Paris, Durand, 1859.

2. Fonds de Brienne, n° 220.

3. Voy. *France Protestante*, 1^{re} éd., t. III, p. 497.

sister, si nous demeurons astreints aux dures conditions qu'on nous veut faire recevoir. »

Il s'agissait pour le roi de récupérer à tout prix deux de ses meilleurs hommes de guerre, les ducs de Bouillon et de La Trémoille, dont il avait besoin pour se porter au secours d'Amiens. Mais ceux-ci étaient d'avis qu'on profitât de la circonstance pour prendre les armes et arracher par la force les justes garanties que le parti huguenot réclamait¹. L'assemblée rejeta cette proposition et l'on peut supposer qu'Odet de La Noue, avec sa douceur habituelle, sa prudence et son sens de la discipline, contribua à cette décision. Dans une lettre au roi, écrite par Clermont d'Amboise, au nom des députés des Églises, les protestants déplorèrent la perte d'Amiens, espérant que ce malheur « réunirait tout le monde dans le désir de courir à la défense publique² ».

« Quant à nous, ajouta le président de l'assemblée, nous n'avons aultre but que de vivre ensemble, vrais François avec les vrais François, lyez d'une mutuelle amitié et concorde. »

Ces longues négociations qui préparèrent l'édit de Nantes, irritaient de part et d'autre. On se réunit à nouveau à Châtellerault (16 juin 1597)³, où Schomberg réussit à renouer les pourparlers presque rompus, mais qui n'aboutirent complètement que l'année suivante par la promulgation de l'Édit⁴.

Nous retrouvons encore Odet de La Noue au synode provincial de l'Île Bouchard, les 22 et 23 septembre 1599⁵, puis à l'assemblée de Saumur (novembre 1599)⁶.

Ensuite, il passa en Hollande, où il servit les États sous les ordres du Prince Maurice d'Orange et leva un régiment de deux mille hommes⁷.

1. *France Protestante*, t. III, p. 497-498.

2. *Ibidem*.

3. *Voy. B. S. H. P. F.*, t. XLVII, p. 472 et .

4. 13 avril 1598.

5. *B. S. H. P.*, t. XLII, p. 124.

6. Anquez, *Loc. cit.*, p. 173.

7. *Histoire de la République des Pays-Bas*, t. II, p. 324.

De retour en France, en 1605, il fut envoyé au duc de Bouillon, à Sedan, pour tenter d'amener celui-ci à se soumettre et à se réconcilier avec Henri IV. Ses talents de diplomate, sa douceur et son éloquence ne réussirent d'ailleurs pas et il rapporta une réponse que le roi jugea insuffisante.

Il assista cette même année à l'assemblée de Châtelerault, qui devait être « la dernière assemblée politique que permettrait le roi ». Il y fut délégué avec Lacaze et Saint-Germain « pour le premier rang¹ ». Rosny, représentant du roi, annonça le 7 août que sa Majesté avait désigné personnellement deux députés généraux, La Noue et Ducros². Ceux-ci devaient être fort bien en cour, puisque, en 1607, le synode national de La Rochelle ayant nommé deux députés généraux, Villarnoul³ et Mirande, le roi ne ratifia pas ce choix et continua sa confiance à La Noue et à Ducros. Ils en éprouvèrent des scrupules vis-à-vis de leurs coreligionnaires ; mais, l'année suivante, l'assemblée se déclara satisfaite de leurs bons offices et reconnut qu'ils n'étaient demeurés en exercice « que par le très exprès commandement de S. M. »

*
* *

En 1607, après avoir passé quelque temps à la cour, Odet de La Noue reprend ses travaux de soldat. Nous le trouvons à Genève, ainsi qu'en fait foi un document conservé aux « Archives de Genève⁴ », dans lequel il donne son opinion sur les fortifications qui doivent protéger la ville contre les entreprises des Ducs de Savoie :

« *Mémoire de ce qu'il est besoin de faire en plusieurs lieux de cette cité de Genève afin de la mettre en défense*

1. Anquez, *Histoire des Assemblées politiques*, p. 219.

2. *Idem.*, p. 220.

3. Gendre de Du Plessis.

4. Sous la cote P. H. 2374.

pour la nécessité pressante » (1607), pièce relative aux fortifications de la ville, Longemasle, Rive, Saint-Antoine, Le Pin, Saint-Léger, Calabrit, L'Oye, Courraterie, Saint-Gervais, Chantepoulet et du Lac.

Il existait d'ailleurs un fort qui portait le nom de La Noue et qui devait avoir été construit par le *Bras de Fer* pendant son séjour à Genève, car il est dit dans ce même document :

A Chantepoulet, faut faire un rempart assez large et long qui commencera au bout de vers le lac et continuera jusques à la première guérite tirant vers la porte de Cornavin, qui servira pour défendre le fort de Monsr. de La Noue¹.

et plus loin :

Au fort de Monsr. de La Noue, on dressera et accomodera un des flancz : et faudrait rehausser le fort de quatre ou cinq piedz, s'estant afaissé depuis le temps qu'il a esté fait².

Odet, sans doute, s'était acquis de la renommée pour cette sorte de travaux, car, trois années plus tard, M. de Boyssse, gouverneur de Bourg, écrit à MM. les Syndics de Genève, pour les engager à le faire venir de nouveau³, puisqu'on était inquiet du côté du Duc de Savoie. Du reste, à de nombreuses reprises, ce même gouverneur écrivit aux Syndics de Genève pour les mettre en garde contre les entreprises du Duc. C'était un réformé et un chaud ami de Genève. Anjorant, ambassadeur de Genève à la Cour de France, faisait lui aussi des démarches auprès de la reine régente pour s'assurer de son secours en cas de nécessité; il sollicita l'envoi du sieur de La Noue

1. Nous lisons dans un journal genevois en date du 29 mars 1918 que les travaux de réfection de l'hôtel des Bergues ont amené la découverte du nom de *rue du Rempart*, peint en noir sur la pierre de taille, sous l'ancienne plaque indicatrice : rue du Mont-Blanc. N'est-il pas probable que la *rue du Rempart* tirait son nom du rempart élevé sur l'emplacement indiqué ici-même par Odet de La Noue?

2. D'après un dessin qui accompagne ce texte, il est possible de déterminer que le fort La Noue devait se dresser en face du Renardier, à Chantepoulet, c'est-à-dire entre l'actuelle église anglaise et le pont du Mont-Blanc.

3. Archives de Genève, P. H. 2413 et 2418. En 1620, Agrippa d'Aubigné, à son tour, s'occupera des fortifications de Genève. Voir Archives, Régis. du Conseil.

dans Genève « car on avait besoin d'un chef de réputation et qui fût en état de diriger les ouvrages qu'il était nécessaire de faire aux fortifications¹ ».

La Noue arriva dans cette ville à la mi-février, apportant des lettres du roi et de la reine à la République. L'on y voit en quelle estime ceux-ci tenaient le capitaine huguenot :

Tres chers et bons amys,

Sur l'advis qui nous a esté donné que vostre ville est menassée d'un siège ou quelque autre entreprise qui pourroit altérer la tranquillité d'icelle, par le bon et prudent conseil de la royne régente nostre très honorée dame et mère, nous avons advisé le sieur de La Noue pour vous assister en toute occasion et ayder en tout ce qui luy sera possible, à vostre conservation, désirant vous tesmoigner en ceste occasion les effects de notre protection à l'exemple des roys nos prédécesseurs qui ont embrassé et favorisé vostre bien, repoz et liberté. Le dit sieur de La Noue vous dira aussi le prompt secours de deniers que nous avons ordonné estre fourni à vostre deputté, ayans d'ailleurs depesché en Savoye un de noz principaux serviteurs pour essayer de destourner la résolution qui pourroit avoir esté prise d'entreprendre sur vostre ville. De quoy, comme des assurances de la continuation de nostre bonne volonté vous le croirez entièrement priant Dieu, très chers et bons amys, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

Escript à Paris le IX^e jour de febvrier 1611.

LOUIS

BRULART².

Très chers et bons amys,

Le roy nostre très cher sieur et fils, désirant à l'imitation des roys ses prédécesseurs qui ont embrassé la protection de vostre ville vous tesmoigner aux occasions qui se présentent les effects de sa bonne volonté, envoie vous le sieur de La Noue qui vous assistera en tout ce qui s'offrira pour vostre consolation à laquelle le roy nostre dit sieur et fils ayant résolu de contribuer ce qui dépendra de son auctorité, nous vous prions d'en faire estat et croire que nous l'y employerons très vollontiers, ainsi que vous

1. *Histoire de Genève* par Jean-Antoine Gautier, Secrét. d'État, 1909, t. VII, p. 41.

2. *Idem.* et *Archives de Genève*, P. H., 2435.

dira le dit sieur de La Noue, que nous avons desjà commencé, tant par l'envoi du sieur de Barrault en Savoye pour essayer de rompre et destourner les entreprises dont vostre dite ville semble estre menassée, que par la fourniture d'une bonne somme de deniers à vostre deputté. De quoy nous remettant au dit sieur de La Noue, nous prions Dieu très chers et bons amys qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

Escript à Paris le X^e jour de febvrier 1611.

MARIE, régente,

BRULART ¹.

Odet fut reçu en audience par le conseil, le lendemain de son arrivée², et exposa ses projets d'amélioration pour les fortifications.

Il se mit à l'œuvre sans retard, aidé par M. de Béthune, autre seigneur français, fit élever de nouveaux ouvrages de terre vers Saint-Victor, près des bastions de Saint-Antoine et du Pin, auxquels six cents hommes étaient employés tous les jours, sans en excepter le dimanche³.

D'ailleurs, tous ces préparatifs furent inutiles, car le duc de Savoie ne tenta rien contre la cité calviniste, peut-être justement parce qu'elle s'était trop bien préparée à le recevoir, et aussi sans doute parce qu'il n'avait pas oublié la leçon de l'Escalade (1602).

Les étrangers pouvaient donc se retirer, et la République, pour témoigner de sa reconnaissance envers eux, offrit une montre à tous les soldats français qui s'y trouvaient. Quant aux seigneurs, ils refusèrent les présents qu'on voulait leur faire. On se borna à les régaler avant leur départ dans la grande salle du Collège.

GUY DE POURTALÈS.

(A suivre.)

1. *Idem.* et *Archives de Genève*, P. H., 2435.

2. *Reg. Cons.*, vol. 108, f^o 54.

3. *Hist. de Genève*, par J.-A. Gautier, t. VII, p. 45.

Il est à espérer que les travaux d'Odet furent plus sérieusement établis que ceux de M. de Béthune, dont Agrippa d'Aubigné disait, onze ans plus tard : « La vérité est que tout ce qu'avait fait faire M. de Béthune, assisté par M. de Vendosme, estoit bien selon l'art, et fort joly, mais j'ay appris à n'aymer rien de joly contre un prince qui menace de 40 canons »... Fragment de lettre manuscrite conservée à la Bibliothèque de M. Tronchin, à Bessinge.

Documents

UNE LETTRE INÉDITE DE CALVIN A FAREL

La lettre de Calvin, que nous publions aujourd'hui, est encore inédite. Ni les éditeurs du *Corpus Reformatorum*, ni Herminjard ne l'ont signalée. M. N. Weiss en a relevé la mention dans le catalogue de la collection Bixio, donnée il y a quelques années à la Bibliothèque Nationale, et me l'a communiquée.

A dire vrai, cette lettre est peu importante, et, n'eût-elle pas été adressée par Calvin à Farel, ne mériterait guère de voir le jour. Son principal intérêt est de prendre place dans la correspondance des deux réformateurs à un moment où les lettres de l'un et de l'autre faisaient défaut¹. Et puis, on y voit un Calvin obligeant et pratique, s'ingéniant à rendre service à ses amis dans les conditions les plus favorables à leurs intérêts.

Hippolyte AUBERT.

1. Dans la correspondance entre Calvin et Farel il y a précisément un trou depuis la fin de juin jusqu'à la fin de septembre 1544. Nous avions une lettre de Calvin à Farel du 31 mai 1544 (*Calv. Opp.*, XI, 554, Herminjard IX, 1363), et une autre du même au même, qu'Herminjard (IX, 1372), date avec toute apparence de raison du 24 juin 1544 environ. Les éditeurs du *Corpus*, l'avaient à tort placée au mois d'octobre 1554 (*Calv. Opp.*, XV, 263). Puis il fallait sauter au mois d'octobre pour retrouver une nouvelle lettre de Calvin à Farel datée par ce dernier, au dos, du 10 octobre 1544. *Calv. Opp.*, XI, 755, Herminjard, IX, 1397. Quant aux lettres de Farel à Calvin, nous en trouvons une du 30 juin 1544 (*Calv. Opp.*, XI, 718, Herminjard, IX, 1362), et une du 2 octobre 1544 (*Calv. Opp.*, XI, 750, Herminjard, IX, 1395). D'autre part, il n'a été publié aucune lettre de Calvin à d'autres correspondants pour le mois de juillet et la plus grande partie du mois d'août 1544. La présente lettre, du 15 juillet 1544, comble donc, en quelque sorte, une lacune.

Jean Calvin à Guillaume Farel.

Genève, 15 juillet 1544.

Cher frère et ami,

Mon frère¹ me disait, ces jours derniers, qu'il avait reçu du vôtre le prix d'un vêtement de soie qu'il désirait lui envoyer. Mais le messenger se trouvait à la campagne. Et ce n'est pas la seule raison du retard. J'aurais pu, en effet, sans peine ni dépense, le faire venir immédiatement en ville. Mais je me demandais si je devais confier à cet homme un objet d'une aussi grande valeur.

Je prendrai soin de faire l'expédition à Claude par le premier messenger qui se présentera, et je vous raconterai par la même occasion le départ de notre ami David.

Portez-vous bien, très cher frère et très fidèle ami. Présentez mes salutations empressées à votre famille.

Ma femme est alitée, atteinte d'un fort devoiement et de nausées continuelles, qui lui donnent de la fièvre.

Salut, 15 juillet 1544.

Tout à vous, Jean CALVIN.

Au très distingué ministre de Christ,
Guillaume Farel, mon frère et collègue.

1. La vie d'Antoine Calvin est connue dans son ensemble (Cf. *La France protestante*, 2^e édit., III, 639, et Abel Lefranc, *La jeunesse de Calvin*, et *Études sur la jeunesse de Calvin et la Réforme à Noyon*, publ. dans le *Bull.* XXXVII). On sait qu'il fut admis en 1529 dans la communauté des chapelains, de la Gésine à Noyon, son frère Jean, absent pour ses études, ayant fait résignation en sa faveur de la portion de cette chapelle qui lui avait été conférée. Antoine la rendit à son frère le 26 février 1530; peu auparavant, il avait obtenu un autre bénéfice du nom de Tournerolle, au village de Traversy près La Fère. En 1532, dans l'acte fait par les frères Cauvin des biens provenant de l'héritage de leur père et mère, Antoine Cauvin est qualifié « clerc demeurant à Paris » (Lefranc, *Jeun. de Calvin*, 201-202); de même, dans un acte de 1536, avec cette addition : « estant de présent en ceste ville de Noyon ». Il suivit son frère à Genève, et y apprit, paraît-il, le métier de relieur. Le message de Calvin à Farel ci-dessus montre qu'Antoine Calvin s'occupait aussi d'affaires de négoce et de commission. Il fut reçu bourgeois de Genève, le 3 août 1546, gratuitement, en considération des services rendus par son frère. Marié une première fois avec *Anne de Fer*, fille d'un réfugié d'Arras, il obtint, en 1557, le divorce pour cause d'adultère de sa femme, et se remaria, le 14 janvier 1560, avec *Antoinette Commelin*, fille unique de Toussaint Commelin, de Douai, et veuve du ministre Jean de Saint-André. Il avait eu des enfants des deux lits, mais une seule de ses filles se maria, et ses fils moururent sans enfants. Fort estimé à Genève, Antoine Calvin fut membre du Conseil des CC en 1558 et de celui des LX en 1570; on le trouve aussi, dès sa réception à la bourgeoisie jusqu'à la fin de sa vie, au nombre des administrateurs de l'hôpital et des diacres de la Bourse française. Il est mort en mars 1573 (renseignement fourni par une

Calvinus Farello.

(Biblioth. Nationale, nouv. acquisit. françaises 22, 735, fol. 9, autogr.)

Frater et amice,

Frater meus his diebus mihi dixerat premium serici amphimalli¹ se accepisse a fratre tuo, quod mittere cuperet. Sed nuntius ruri erat. Quanquam non ea sola causa est. Poteram enim nulla molestia nulloque sumptu eum protinus in urbem accersere. Sed nesciebam an tantum huic committere deberem. Primo quoque nuntio mihi curae erit ut habeat Claudius², et simul Davidis nostri exitum³ tibi prescribam.

Vale optime frater et amice integerrime. Saluta diligenter tuam familiam. Uxor mea⁴ decumbit ex vehementi alvi profluvio et continuis nauseationibus, que febrem illi generant.

Vale, 15 julii 1544.

Ioannes CALVINUS, tuus.

Eximio Christi ministro, G. Farello, fratri et symistæ.

note ms. d'Auguste Bernus, d'après Münch, *Denkwürdigkeiten zur Geschichte der Häuser Este und Lothringen*, Stuttgart, 1840, p. 214).

1. *Amphimallum* signifie à la fois un vêtement ample en étoffe velue des deux côtés, et une tenture ou tapisserie de même nature. Il n'est donc pas impossible qu'il s'agisse ici d'une tenture de soie, quoiqu'à première vue cela ne paraisse guère cadrer avec les ordonnances somptuaires. Mais selon toute probabilité, c'était là une commission dont Claude Farel s'était chargé pour quelque grand seigneur, peut-être pour le comte *Guillaume de Fürstemberg* dont son frère *Gauchier* était depuis 1535 ou 1536 l'intendant ou secrétaire.

2. *Claude Farel* (Cf. Herminjard, *Corr. des Réformateurs*, III, 318-323, IV, 103, etc.; *La France protestante*, 2^e édit., VI, 390; Georges de Manteyer, *Les Farel, les Aloat et les Riquet*, Gap, 1912, 8^o), l'un des quatre frères du réformateur, qui embrassèrent la Réforme et se réfugièrent en Suisse, paraît y être arrivé vers 1532. En 1536, *Guillaume Farel* écrit, de Genève, à *Jean-Rodolphe Nægeli*, bailli bernois à Thonon (Herminjard, IV, 103) : « Mes frères ont délybéré venir deçà et habiter icy, pour servir à nostre Seigneur. » C'est sans doute grâce à l'appui du bailli de Thonon que Claude Farel obtint en 1537 la régie des biens de l'abbaye et du château de Ripaille près Thonon. Il y ajouta plus tard la commanderie de La Chaux près Cossonay, qu'il acheta avec son frère *Gauchier* et qu'ils revendaient en 1540. Il fut reçu bourgeois de Genève le 9 mars 1537 en même temps que son autre frère *Jean-Jacques*, et devait donc à cette époque résider à Genève. Plus tard il s'établit à Neuchâtel auprès de Guillaume. En 1544, il se rendit en France, probablement à deux reprises, à Paris d'abord pour solliciter des lettres patentes qu'il obtint ordonnant la restitution de ses biens et de ceux de ses frères qui avaient été confisqués à Gap, puis à Grenoble, pour faire entériner ces lettres par le Parlement, ce à quoi le président s'opposa longtemps (Cf. Herminjard, IX, 176, 177). Il était en France à la fin de mars 1544. Dans une lettre à Calvin du 31 mars 1544, Farel exprime ses craintes pour les périls qu'il court, ainsi que *Gauchier* : « Mes deux frères sont déjà en France, et en assez grand danger. Je voudrais les faire revenir, mais je ne sais par

quelle voie leur écrire ». (Herminjard, IX, 195.) Tous deux en revinrent pourtant sains et saufs. Le 22 septembre 1544, Gauchier et Claude Farel, habitant Neuchâtel, vendent par procuration, tant en leur nom propre que comme maris de Françoise et de Louise de Beauvais, sœurs, des immeubles sis à Gap et environs. (Bibl. Nat., ms. fr. 8495, p. 288.) Ils sont mentionnés dans le testament de Guillaume, du 15 août 1553, comme ses seuls frères vivant encore. On ignore la date de la mort de Claude Farel, survenue en tout cas avant 1578, où l'on trouve ses filles désignées comme enfants « de feu noble Claude Farel ».

3. Il s'agit de *David de Busanton*, seigneur d'Hesnault, originaire du bourg de Gemeaux en Bourgogne, à 3 lieues $\frac{3}{4}$ de Dijon (Herminjard, IX, 20). On a peu de renseignements sur ce personnage grand ami de Calvin, de Farel, et de M. et M^{me} de Falais, et souvent mentionné comme « ce bon seigneur », « le pieux David », dans les lettres adressées à Calvin ou de lui. Farel, Viret et Valérand Poullain recommandent en 1543 et 1544 à Calvin de présenter leurs salutations au pieux David, en même temps qu'à Idelette de Bure. David de Busanton, réfugié depuis peu à Genève, habitait donc chez Calvin. Il avait fait un voyage en Allemagne, au commencement de 1544, et s'était rendu à Cologne auprès de M^{me} de Falais, mais il en était revenu avant la fin du mois de mars (Calvin à Farel, 25 mars [1544], *Calv. Opp.*, XI, 538, Calvin à M^{me} de Falais, 24 juin [1544], Herminjard, IX, 1374). Le terme d'*exitus* que Calvin emploie ici en parlant de David de Busanton semblerait désigner la fin de sa vie, si on ne le voyait pas reparaitre de nouveau bien vivant, dans des lettres postérieures (Valérand Poullain à Calvin, 13 octobre 1544, Herminjard, IX, 343; Calvin à Farel, 13 décembre [1544], *ibid.*, 416). C'est donc, ou du départ de Busanton pour un voyage, ou peut-être d'un déménagement de chez lui, que Calvin veut parler. Haag (*France protestante*, III, 88), dit qu'il mourut en juin 1554 (tandis que les éditeurs des *Calv. Opp.* [XI, 498] indiquent l'année 1545 comme celle de sa mort) et qu'il fit en mourant un legs de 1 000 écus aux pauvres réfugiés ses compatriotes, qui constitua le premier noyau de la Bourse française de Genève.

4. *Idelette de Bure*, veuve de l'anabaptiste Jean Stordeur de Liège, que Calvin avait épousée en 1539, était, en effet, d'une santé délicate et devait mourir en 1549.

Liste des Abbevilleois suspects de calvinisme entre 1560 et 1572¹

MASSUE (NICOLAS et JEAN). — D'une vieille famille bourgeoise d'Abbeville, dont la filiation remonte au xiv^e siècle, Nicolas et Jean Massue furent dénoncés en 1570 par le curé et les marguilliers de la paroisse Saint-Vulfran-de-la-Chaussée, sur l'étendue de laquelle ils possédaient, près du pont Talance, une maison estimée six à huit cents livres. Ils avaient en outre des terres aux champs, notamment le petit fief de Ruvigny, sis à Béhen. On fixait leur revenu total à quatre ou cinq cents livres, qui leur suffisaient pour vivre noblement. Au commencement des précédents troubles,

1. Voy. plus haut, p. 43-61.

sans doute lors de la publication de l'édit de septembre 1568, ils avaient quitté Abbeville. Jean Massue n'eut qu'une fille. Nicolas Massue eut de son mariage avec Hélène d'Ailly, un fils, Daniel, chevalier, seigneur de Ruvigny, né en 1575, qui fut gouverneur de la Bastille sous Henri IV. Daniel Massue fut le père de Henri de Massue, marquis de Ruvigny, député général des Églises protestantes, qui se retira en Angleterre après la révocation de l'édit de Nantes. Son fils, Henri de Massue, comte de Galloway, vice-roi d'Irlande, pair d'Angleterre, s'illustra en portant les armes contre la France. Il mourut sans postérité en 1720. On raconte que toutes les fois qu'il venait en France, il passait par Abbeville, où il savait qu'il avait des parents et des héritiers. Il les mandait auprès de lui, leur donnait à dîner et leur promettait qu'il ne les oublierait pas dans ses dernières volontés. Mais il les oublia totalement et ceux-ci n'en recueillirent que des moqueries. Nicolas Massue, dénoncé en 1570, mourut vers 1585 et fut enterré avec sa femme, Hélène d'Ailly, dans le chœur de l'église de Béhen. Lorsqu'on découvrit quelques années plus tard qu'ils avaient élevé leur fils Daniel dans la religion protestante, on exhuma leurs corps qui furent portés hors de l'église¹.

MALLET (CHRISTOPH.). — Marchand bourgeois, « cottizé » à tort en 1562, obtint le remboursement de sa taxe par sentence du sénéchal de Ponthieu du 9 avril 1567. Le remboursement, montant à cent dix livres, lui fut fait sur la ferme du Guindal. On peut supposer que Christophle Mallet, n'ayant pu se joindre aux autres protestants, se sera adressé directement au sénéchal de Ponthieu. Peut-être même s'était-il converti. Toutefois il n'est dit nulle part qu'il ait été de la « nouvelle religion »².

MANGNIER (DANIEL OU SAMUEL). — « Cottizé » en 1562, comme protestant, transigea en 1566, pour un remboursement de dix livres, qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1567. Aucune mention de lui dans l'enquête de 1570³.

1. Enquête de 1570, dépositions 11, 12, 13, 14, 48. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, II, p. 904; De Belleval, *Nobiliaire du Ponthieu et du Vimeu* (1^{re} éd.), I, p. 250-252; du même, *Lettres sur le Ponthieu*, Lettre VIII (le comte de Galloway), p. 199-220; Haag, *La France protestante*, VII, col. 322-325.

2. Comptes des Argentiers (1567-1568), *Autres mises pour le remboursement du reste des trois mil livres qu'il a convenu rembourser à ceulx qui avoient esté cottizez en l'an MDLXII*.

3. Délibération de l'Échevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*.

MONS (CHRISTOPHLE DE). — Élu en l'élection de Ponthieu, Christophe de Mons avait succédé en cette charge à Nicolas du Hamel, écuyer, seigneur de Canchy, décédé le 22 février 1565. Il semble avoir aidé puissamment ses coreligionnaires taxés en 1562, à obtenir, après l'édit de pacification, le remboursement de leur taxe. Il est probable qu'ils durent à l'intervention personnelle et aux relations de Christophe de Mons, l'arrêt qui fut rendu en leur faveur par la Cour des Aides, au mois de septembre 1564, contre les prétentions de l'Échevinage. Lui-même hâta leur règlement en les autorisant à saisir, pour se payer, d'autres fermes que celles dont les revenus leur avaient été assignés, par sentence rendue le 9 septembre 1566.

Christophe de Mons était notoirement tenu pour huguenot, au dire des nombreux témoins qui le dénoncèrent en 1570. L'un d'eux, Jacques des Groiselliers, raconte qu'ayant plusieurs fois fréquenté avec lui, il « l'a ouy en ses desputes et opinions erronnées, esquelles estoit fort pertiñax ». Le même Jacques des Groiselliers paraît ne pouvoir oublier les échecs que dut subir plusieurs fois son prosélytisme devant l'obstination de son compatriote, avec lequel il fut assez lié. L'ayant prié une fois, à Amiens, d'aller à l'église avec lui, il essuya d'abord un refus ; mais il insista tellement que « moyennant ung petit livre », que lui donna le déposant, Christophe de Mons consentit à entrer dans l'église ; ce fut toutefois pour rester derrière un pilier, sans faire la moindre oraison. Une autre fois, Jacques de Groiselliers voulut lui faire acheter des images ; mais l'autre lui demanda : « s'il estoit encore de ceste folye là ». Après l'édit de 1568, Christophe de Mons retourna à l'église et eut toutes les apparences d'un bon paroissien, au dire de son curé, Jean Savary, qui prit garde de le surveiller. Il fit ses Pâques en 1570, ce qui ne l'empêcha nullement d'être dénoncé au mois de mai suivant. Il appartenait sans doute à la famille picarde de Mons, que mentionnent les nobiliaires, quoique son nom ne figure sur aucune généalogie de cette famille. Tous les témoins s'accordent à le donner comme riche. Il possédait, rue Saint-Gilles, une maison estimée cinq cents livres, un moulin, et des terres aux champs. Un Claude de Mons était encore élu en Ponthieu en 1587¹.

1. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 36, 37, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 54, 56, 57. De Belleval, *Chronologie d'Abbeville*, p. 457, 470.

PARMENTIER (MARC). — Médecin, « cottizé » comme protestant en 1562, se montra « fort rigoureux », au mois de janvier 1565, lorsque l'Élu, Nicolas du Hamel, lui proposa une transaction pour le remboursement de sa taxe. Il ne figure pas, en effet, dans l'accord du 6 juin 1566. Le 19 septembre 1565, la ville reçut de lui et de quelques autres une nouvelle assignation. On le renvoya comme les autres pour se payer sur le revenu des fermes de la ville, conformément à l'accord verbal déjà fait lors de la visite du prince de Condé, et qui devait être définitivement conclu au mois de juin suivant. Nous ne savons quelle somme lui fut remboursée. Il quitta sans doute Abbeville en 1568, car il n'est fait aucune mention de lui à l'enquête de 1570¹.

PERACHE (JEAN). — « Cottizé » comme protestant en 1562, ne se montra pas plus accommodant que Jean Parmentier lors des propositions conciliantes qui lui furent faites en janvier 1564, par l'Élu du Hamel. Il ne tarda sans doute pas à quitter Abbeville, car on ne trouve plus trace de son nom après cette date².

PIGNÉ (JEAN). — Dénoncé en 1570, comme protestant, tenait sans doute un cabaret, à l'enseigne des « Gobelets », sur la paroisse Saint-Gilles. Cette maison était estimée valoir quatre cents livres, pour François Gargant, marguillier, le seul dont la déposition nous révèle l'existence de Jean Pigné³.

PILLE (PHILIPPE). — Barbier-chirurgien, taxé comme protestant en 1562, transigea et obtint en 1566 un remboursement de vingt-cinq livres, qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1567. Il fut de nouveau dénoncé en 1570, par le curé et les marguilliers de Saint-Gilles, quoique ayant fait ses Pâques en 1570. On ne lui connaissait aucun bien⁴.

PLESSOY (LOUIS). — Procureur en la sénéchaussée de Ponthieu, dénoncé, en 1570, par Benoit Le Hochard, aux yeux duquel il passait pour « avoir quelque peu de revenu ». Il retournait à la messe depuis l'édit de 1568. Nous n'en savons pas davantage sur cet homme de loi, qui ne semble pas avoir fait souche à Abbeville⁵.

1. Délibérations de l'Echevinage, des 10 janvier 1564 et 19 septembre 1565.

2. Délibération de l'Echevinage du 10 janvier 1564.

3. Enquête de 1570, déposition 37.

4. Délibération de l'Echevinage du 6 juin 1566. Comptes de l'Echevinage (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 36, 37, 49.

5. Enquête de 1570, déposition 44.

RAMBURES-POIREAUVILLE (JEAN DE). — Jean de Rambures, sieur de Poireauville, fils de Simon de Rambures et de Jacqueline Roussel, appartenait à une branche cadette de la famille de Rambures. Il est dénoncé en 1570, par Guillaume Samson et Denys de l'Estoille, qui le disent « fort riche et oppulent ». Il combattait sans doute dans les rangs de l'armée de Condé avec Jean et Gui Carpentin (Voir ce nom), dont il épousa la sœur, Michelle Carpentin. Le mariage n'eut point lieu à l'église, en dépit de la mère de Jean de Rambures, qui ne partageait point l'opinion de son fils. C'est donc avec ce dernier que la branche de Rambures-Poireauville passa au protestantisme. Les Rambures se convertirent à la révocation de l'édit de Nantes, sans doute pour conserver leurs biens, qui étaient considérables¹.

RANDON (NICOLAS). — Orfèvre, dénoncé en 1570, par Nicolas de Poilly, marguillier de la paroisse Saint-Nicolas-en-Saint-Vulfran. Il s'était absenté lors des troubles qui avaient suivi l'assassinat du gouverneur d'Heucourt, pour demeurer, disait-on, à Blangy. Il possédait, rue des Chanoines, une maison estimée cent ou cent vingt livres. Sur le registre aux baptêmes de l'église protestante d'Amiens, on relève, à la date du 24 mai 1565, le baptême d'une fille à Nicolas Randon et à Marie Mallet, laquelle fut nommée Marie. Les mêmes registres nous révèlent une Thomette Randon, épouse de Nicolas Vignon, en 1564, et un Jehan Randon, parrain en août 1565. Il est possible que Nicolas Randon ait habité Amiens à cette date, ou qu'il s'y soit rendu, de Blangy. Il ne semble pas avoir fait souche à Abbeville².

RENTIÈRES (SÉBASTIEN DE). — Sébastien de Rentières, écuyer, sieur de Rentières, Campval, La Riverie, nommé lieutenant de la maréchaussée d'Abbeville par lettres de provision du 22 juin 1557, était un des plus notables huguenots du Ponthieu. Il avait, lors des précédentes guerres, fait des pertes à Étaples et à Calais, « brulements de maisons et emprisonnement de sa personne », à raison desquelles il fut, en 1557, exempté de la taille, lui et ses enfants et déclaré gentilhomme. En 1558, le roi Henri II lui fit une

1. Enquête de 1570, dépositions 56, 57. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, III, p. 1218; De Belleval, *Nobiliaire du Ponthieu et du Vimeu* (1^{re} éd.), I, p. 280-283; Haag, *La France protestante*, VIII, col. 373-374.

2. Enquête de 1570, déposition 22. *Registres des enfants baptisés en l'église réformée d'Amiens* (Arch. dép. de la Somme).

donation de biens en récompense de ses services. Il possédait une belle maison au Titre, à deux lieues d'Abbeville. En 1570, il faisait construire un logis neuf en briques, sur la place Saint-Pierre. « Cottizé » pour deux cents livres comme protestant, en 1562, il accueillit fort courtoisement les propositions que lui firent, en 1564, Nicolas de Hamel et François Caisier, au nom de l'Echevinage, « combien que leur eust exprimé avoir eu grand intérêt et que le courant de II C Livres estoit rare sups luy, touteffois que en luy baillant la somme de C livres, dont il est chargé et que luy convient payer promptement, il attendra pour autres cent livres, qui faict ladicte somme levée sups luy, jusques a six mois encha. Et au regard desdicts dommages et intérêts, il les remectera à la disposition de messeigneurs pour en ordonner ». La mutilation malencontreuse d'un feuillet des comptes des Argentiers, ne permet pas de connaître quelle somme fut, en définitive, remboursée à Sébastien de Rentières. Celui-ci continua à pratiquer librement sa religion, tant à Abbeville, que dans sa résidence du Titre. En septembre 1568, le cardinal de Châtillon, fuyant en Angleterre, traversa rapidement la Picardie et, après un court séjour à Senarpont, s'embarqua à Saint-Marie-du-Mont, déguisé en marinier. Sa femme, Isabelle de Hauteville, le rejoignit par un autre chemin. Elle traversa le Ponthieu pour aller s'embarquer au Crotoy, et comme le village du Titre était sur son chemin, elle descendit et coucha chez Sébastien de Rentières. On le murmurait du moins à Abbeville, et l'un des déposants à l'enquête de 1570, Jacques Mourette, déclara qu'il en était certain. Ce grave propos remplit les nombreux témoignages apportés à cette date contre Sébastien de Rentières. Ce dernier, touteffois, s'était montré à l'église, à Pâques 1570. Sa maison de la place Saint-Pierre était estimée huit cents livres. Quant à ses biens du Titre, il est probable qu'il les avait reçus du roi, en dédommagement des pertes qu'il avait subies à Étapes et à Calais. De son premier mariage, avec Gertrude Corneille, il eut un fils, Sébastien de Rentières, qui demeurait au Titre en 1595. Il se remaria, en secondes noces, en 1579, avec Claude de Hardenthun. Nous ignorons sa descendance ¹.

1. Délibération de l'Echevinage du 10 janvier 1565. Enquête de 1570, dépositions 37, 39, 44, 45, 49, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58. De La Gorgue-Rosny, *Recherches généalogiques...*, III, p. 1237; De Belleval, *Chronologie d'Abbeville*, p. 355, 470; du même, *Fiefs et seigneuries du Ponthieu et du Vimeu*, p. 311; Prarond, *Topographie d'Abbeville*, II, p. 171.

TILLETTE (LOUIS). — Dénoncé en 1570, par Tirard, marguillier de Notre-Dame-de-la-Chapelle, qui le soupçonne d'avoir été « à la presche » à Amiens. Louis Tillette était le fils de Mathieu Tillette et de Jeanne Ballen. Il fut échevin en 1561 et mourut avant le 13 décembre 1576. Rien ne laisse penser qu'il ait persévéré dans la « nouvelle religion ». Son fils aîné Mathieu Tillette fut mayeur d'Abbeville¹.

TOUZEL (ANTOINE). — Marchand de vin, « Cottizé » comme protestant, en 1562, transigea en 1566 et fut remboursé de cent sols, qui lui furent payés sur l'exercice 1566-1567. Touzel possédait une petite maison avec un jardin, dans la rue Notre-Dame-du-Châtel. Il est dénoncé en 1570 par le curé et les marguilliers de Saint-Vulfran-de-la-Chaussée, qui estiment sa maison cinquante livres. Depuis 1569, au dire du curé, Touzel retournait à l'église, assistait aux offices et faisait ses Pâques².

VÉRITÉ (QUENTIN). — Dénoncé en 1570, par le curé et les marguilliers de Saint-Vulfran-de-la-Chaussée, qui l'avaient vu en compagnie des Le Roy, des Massue et des Grégoire, chanter des psaumes et tenir des propos scandaleux contre l'Église. Comme les autres, Quentin Vérité avait quitté Abbeville, vers 1563, après l'assassinat du gouverneur d'Heucourt et le meurtre du duc de Guise devant Orléans. Il avait même vendu ses biens, ce qui laisse penser qu'il s'expatria, sans idée de retour. On relève, sur le registre de baptêmes de l'Église protestante d'Amiens, au 25 février 1565, le baptême d'une fille à Josse Vérité et Guillemette Vasseur³.

VUILLOT (VEUVE). — Jean Savary, curé de Saint-Gilles, dépose « que la veuve de Vuillot ne fait aussy debvoir d'aller les festes et dimenches à la messe ». Nous n'avons pas d'autre indice⁴.

WANDRUE (ANTOINE et PIERRE). — Taxés tous deux comme protestants en 1562, ils obtinrent, en vertu de l'accord du

1. Enquête de 1570, déposition 3. *Généalogie de Tillette, sieurs de Montart*, etc. [par le baron Tillette de Clermont-Tonnerre], Abbeville, 1870, in-8, p. 86.

2. Délivération de l'Echevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceux nottez de la nouvelle religion*. Enquête de 1570, dépositions 11, 12, 13, 14, 46, 48, 49, 51.

3. Enquête de 1570, dépositions 11, 12, 13, 14, 46, 48.

4. Enquête de 1570, déposition 36.

6 juin 1566, un remboursement de dix livres chacun, qui leur furent payées, sur l'exercice de 1566-1567. Aucune mention d'eux dans l'enquête de 1570¹.

WARTEL (HONORÉ). — Taxé comme protestant en 1562, obtint, en vertu de l'accord du 6 juin 1566, un remboursement de dix livres, qui lui furent payées sur l'exercice 1566-1567. Il n'est plus question de lui dans l'enquête de 1570².

Marcel GODET.

1. Délibération de l'Echevinage du 6 juin 1566, Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion.*

2. Délibération de l'Echevinage du 6 juin 1566. Comptes des Argentiers (1566-1567), *Autres mises pour le remboursement de ceulx nottez de la nouvelle religion.*

Mélanges

L'ATTITUDE DES AUTORITÉS CIVILES ET RELIGIEUSES A L'ÉGARD DE LA RÉFORMATION EN PIÉMONT AU XVI^E SIÈCLE

M. Giovanni Jalla, qui avait déjà publié des travaux fragmentaires sur le mouvement réformiste en Piémont, a fait paraître, en 1914, un volume où il traite de ce sujet dans son ensemble : *Storia della Riforma in Piemonte*. Cette étude, ainsi que d'autres sources fort nombreuses et notamment la correspondance des nonces auprès de la cour de Savoie, dont il n'avait pas été fait usage jusqu'ici, nous ont permis d'entreprendre la courte esquisse que l'on va lire d'une des phases les plus curieuses de l'histoire de la Réforme en Italie¹.

1. Dès que les Évangiles traduits en français par Lefèvre d'Étaples furent sortis de presse (8 juin 1523), Marguerite, sœur de François I^{er}, qui, avec sa mère, Louise de Savoie, en avait provoqué la publication, les envoya à sa tante, Philiberte de Savoie, ainsi que cela résulte de cette lettre reproduite en 1880, par A. de Montaiglon (*Heptameron*, IV, 187) : « Ma tante, au partir de Parys, pour conduire le Roy, Monseigneur de Meaux m'envoya les Évangilles en françoys, translatées par Fabry mot à mot, lesquelles il dist que devons lire en aussi grande révérence et préparacion pour recevoir l'esperit dè Dieu qu'il nous a lessé en sa sainte lectre comme quant nous l'alons recevoir sacramentalemant, et, pour ce que Monseigneur de Vileroy m'a promis les vous faire tenir, j'ay bien voulu l'en prier, car ces paroles ne doivent point tonber en mauvaises mains, vous pryant, ma tante, que, si par elles Dieu vous fait quelque grace, que n'y veullé oblier,

« La plus que toute vostre bonne niepce et sœur.

« MARGUERITE. »

« A ma tante Madame de Nemours ».

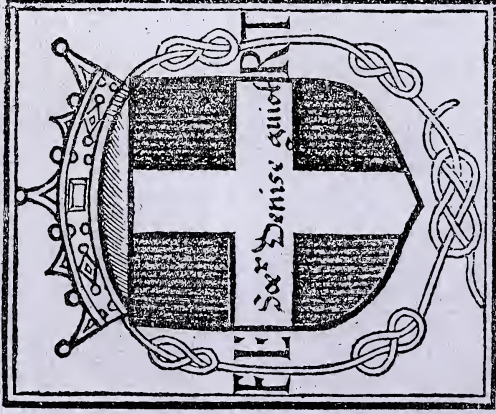
Philiberte de Savoie, née en 1498 et qui avait perdu, en 1516, Julien de Médicis après un an de mariage, ne se borna pas à recevoir ce livre, mais

La Réformation ne pouvait manquer de rencontrer de nombreux adhérents en Piémont; il y avait des siècles que les Vaudois professaient plus ou moins ouvertement leurs opinions dans les hautes vallées où ils s'étaient réfugiés et qui leur offraient un abri presque inexpugnable; ils n'avaient jamais, il est vrai, tenté sérieusement d'évangéliser la plaine, mais leur exemple, la lente infiltration de leurs idées avaient prédisposé les esprits aux revendications ainsi qu'aux conceptions protestantes. De Genève, de Lyon, venaient sans cesse des ministres qui parcouraient le pays; les ouvrages qu'on publiait dans ces villes et ailleurs se répandaient partout. Il était, d'autre part, d'autant plus difficile à l'Église de lutter contre ces influences que les gouvernants, quoique soumis au Saint-Siège, se montrèrent jusque vers la fin du siècle extrêmement soucieux de ne pas laisser le pouvoir ecclésiastique entamer leur autorité. Il y a une grande analogie entre l'attitude du gouvernement vénitien et celle du gouvernement sarde.

Le duc Charles III (1504-1553) avait obtenu du pape Jules II un bref daté du 8 mai 1506, lequel établissait que les juges inquisitoriaux ne pouvaient siéger en Piémont qu'avec l'assistance d'un juge de « l'ordinaire »; le

c'est sans doute elle qui fit réimprimer tout le Nouveau Testament français (sorti de presse le 6 novembre 1523), à Turin « pour François Cavillon demourant à Nice sur la rivière de Gennes ». M. J. van Eys a, en effet, découvert à la Bibliothèque de l'Université de Turin, un exemplaire de cette réimpression qui était totalement inconnue. Ainsi qu'on peut le constater par le fac-similé du titre — d'après un second exemplaire que j'ai pu compléter et qui, grâce à son ancien président, appartient aujourd'hui à la Société biblique de Paris, — celui-ci, — ainsi que la page où se termine l'*Épître exhortatoire* — est orné de la croix de Savoie (argent sur champ de gueules) accostée des initiales F. E. à droite et R. T. à gauche, entourée du cordon de veuve (que M. v. Eys attribue par erreur à Louise de Savoie, *Bibliographie*, 23) et timbrée d'une couronne ducale. En collationnant le texte de cette réimpression de Turin avec celui de la deuxième édition de Paris (1524), j'y ai relevé, dans la première épître exhortatoire de Lefèvre, quelques fautes d'impression ou de lecture qui ne figurent pas dans cette seconde édition de Paris, ce qui me fait croire que l'édition de Turin a été faite sur la première édition de Paris, c'est-à-dire en 1523-1524. Cette hypothèse est devenue une certitude depuis que j'ai pu collationner le texte de Turin avec celui de 1523 qui se trouve à la Bibliothèque Mazarine. Les fautes que j'y avais relevées ont été corrigées dans l'édition de 1524 d'après un *Erratum* imprimé joint à l'exemplaire de la Mazarine. — N. WEISS.

Lenouueau te-
stament contenant ce qui est de-
clare en la page subsequente.



Imprime a Turin pour frã-
coys Laillon demourant a
Pise sur la riuere de Arnes.

La. Euangile selon. S. matthieu. fucilij.

La sainte euangile de
Jeschuist: selon saint Mattheu.



Et liure de la ge-
neration de Je-
suschrist filz de
Dauid filz Da-
biabam. Abia-
ham engendra
Jsaac. Jsaac en-
gendra Jacob.
et Jacob engen-
dra Judas et ses
freres. Et Ju-
das engendra Phares et Zaram de Tha-
mar. et Phares engendra Esrom. et Esrom
engendra Aram. et Aram engendra Amin-
dab. Et Aminadab engendra Jsaalon. Et
Jsaalon engendra Salmon. et Salmon en-
gendra Booz de Raab. Et Booz engendra
Obed de Ruth. et Obed engendra Jesse. Et
Jesse engendra le roy Dauid. et le roy Da-
uid engendra Salomon: de celle qui auoit
este femme a Urie. Et Salomon engendra
Roboam. Et Roboam engendra Abia. Et
Abia engendra Asa. Et Asa engendra Josaf

pape Léon X le confirma le 18 mai 1515. Or, jusqu'en 1580, le mot « ordinaire » fut interprété comme désignant un juge civil; ce ne fut qu'au temps du duc Charles-Emmanuel que le pape Grégoire XIII publia, le 16 juin 1580, un bref déclarant que le mot « l'ordinaire » s'appliquait à l'autorité diocésaine et qu'on remplaça en conséquence le magistrat civil par un représentant de l'évêque; le pape décida même alors que, dans les cas d'hérésie, le tribunal ne comprendrait que des membres de l'Inquisition¹.

Charles III était peu enclin à favoriser les juges inquisitoriaux car il trouvait que, « par leur rapacité envers les riches et leur dureté envers les pauvres », ils indisposaient les esprits et irritaient les colères bien plus qu'ils ne ramenaient les indécis; il chargeait même son représentant à Rome, le 8 mai 1515, de déclarer au souverain pontife que, si ses États étaient infestés d'hérétiques et de sacrilèges, la faute en devait être imputée à leur conduite. La Réforme ne trouva donc pas en lui, quand elle fut introduite dans le duché, un adversaire décidé à user d'extrême rigueur et Luther put se flatter qu'il penchait pour ses idées. Le 7 septembre 1523, il lui écrivait : « Le bruit est venu jusqu'à nous que le duc de Savoie est favorable à la véritable religion. » En fait, il n'en était rien. Clément VII, dans un bref daté du 3 septembre 1525², félicite le duc de son dévouement à l'Église et l'encourage à user de justice sommaire et à punir les complices des hérétiques; il lui rappelle que ceux qui se refusent à rentrer dans le devoir doivent être considérés « comme des membres pourris et séparés de l'Église comme de la communion des fidèles lesquels ont le droit de s'emparer de leurs biens et de « réduire leurs corps en servitude perpétuelle »; ils seront privés en outre de sépulture. Ceux qui voudront renoncer à l'hérésie devront tout d'abord faire une abjuration solennelle et donner des gages de la sincérité de leur foi.

1. G. Jalla, *Storia della Riforma in Piemonte*. Florence, 1914.

2. Turin, Archivio di Stato. *Materie Ecclesiastiche*.

Le 4 juin 1529, il l'invite à donner tout son appui à son représentant Jacobo Lanceo¹.

Le 24 juin 1529, il le louait de nouveau de son zèle à réprimer l'hérésie. Charles III lui répondit en lui énumérant ses triomphes, mais en demandant des subsides pour en poursuivre le cours. S'il n'en reçut pas, ce qui semble vraisemblable, le pape lui accorda en compensation le titre de « Boulevard de l'Italie ». Mais le duc était soumis à une grande tentation ; il lui semblait bien séduisant d'en user avec les biens de l'Église comme les princes allemands, d'autant que ces biens représentaient le tiers de la richesse territoriale du pays. En 1531, un protestant, Perrot, mandait que le duc penchait vers le luthérianisme « à cause de son amour immodéré de l'argent ». Pallavicini et Mainardo purent prêcher la réforme à peu près impunément dans le Piémont. A leur exemple, tout un essaim de moines vinrent répandre les idées nouvelles à travers le pays. Le 17 avril 1532, le duc fit défense de prêcher et de disputer en public ainsi que de vendre ou de lire les livres défendus, sous peine de l'estrapade, de la confiscation et d'autres châtiments. La duchesse le poussait dans cette voie ; en 1535 elle demandait au pape Paul III son appui contre l'hérésie². Charles III balançait donc entre des résolutions opposées et donnait des gages aux deux partis quand survint, en 1536, l'occupation française. Le 6 avril, une armée de dix mille soldats suisses et allemands à la solde du roi François I^{er}, occupait la ville de Turin ; la plupart étaient luthériens ; comme à Rome et à Naples les soldats du prince d'Orange, ceux-ci répandirent leurs idées dans toute la contrée. Cependant l'action du gouvernement français s'exerça contre les luthériens. Un

1. *Ibid.* Le 13 janvier 1527, Tommaso Ilirico qui avait prêché en Allemagne fut nommé inquisiteur général dans les États du duc de Savoie ; le 11 juillet 1529, Pietro Gazzino, évêque d'Aoste, est chargé de percevoir des dîmes en Savoie pour y combattre l'hérésie ; le 19 décembre de la même année, il est chargé de procéder à des interrogatoires d'après une liste fournie par le cardinal Pallavicini. B. Fontana, *Doc. Vaticani...* dans Archivio della Soc. Romana di Storia Patria, vol. XV, 1892, p. 97 et suiv.

2. A. Pascal *Storia della Riforma a Cuneo*, Pignerol, 1913.

Parlement fut institué en 1538¹; il décida que les procès en matière de foi seraient soumis à sa juridiction et à celle de l'Inquisition et que toute autre procédure devait être considérée comme nulle. Un édit royal, en date du 1^{er} juin 1540, invitait les magistrats du royaume à se montrer inflexibles envers les ennemis de la religion² et un autre, en date du 18 novembre de la même année³, consacré plus spécialement aux hérétiques du Piémont, accentua encore cette politique. Toutefois, certains représentants du roi s'appliquaient à atténuer ses rigueurs; Guillaume Du Bellay, gouverneur de la ville de Turin; sut faire remettre l'exécution de cet édit tant qu'il vécut⁴; Furstenberg, Claude Annebault et Philippe de Savoie, seigneur de Racconigi, ménageaient de leur mieux les habitants des vallées. Le Piémont paraissait un séjour si propice aux protestants que le poète Clément Marot vint finir ses jours à Turin; il y mourut le 12 septembre 1544⁵.

Le 28 juin 1541, Alfonso d'Avalos d'Aquino écrivait au pape Paul III que deux ermites et un frère mineur avaient prêché hérétiquement durant le carême; une instruction ouverte par ses soins contre ceux qui s'étaient laissé entraîner par leurs paroles avait abouti à la condamnation des coupables; l'inquisiteur s'était borné à infliger une prison temporaire aux jeunes gens qui avaient péché par ignorance et avait condamné les autres à la prison perpétuelle. D'Avalos trouvant la peine trop légère envoya ces derniers aux galères « parce que la fuite y est plus difficile ». Cependant, de son propre aveu, l'hérésie gagnait chaque jour du terrain⁶.

1. René de Birague en fut président de 1543 à 1562. Ce Parlement comptait quarante-cinq membres.

2. *Actes de François I^{er}*, vol. IV, n° 41 509. Le 14 décembre suivant, était donnée, de Fontainebleau, une lettre relative à l'exécution d'un arrêt contre les Luthériens et Vaudois de Mérindol. *Ibid.*, n° 41 758. Cf. Jalla, p. 53 et suiv.

3. Il ne figure pas dans le catalogue des Actes de François I^{er}.

4. Il mourut le 9 janvier 1543. Son frère Martin du Bellay lui succéda.

5. Les Archives de Turin ne possèdent aucun document sur le séjour et la mort du poète; les *Lettere e Memorie del Regno di Francesco I* présentent une lacune à cette époque. De même on n'a pu retrouver trace de la sépulture de Marot, qui fut enterré dans l'église Saint Giovanni Battista.

6. Tacchi-Venturi, *Storia della Compagnia di gesu in Italia*, p. 511. D'Avalos, marquis del Vasto, fut gouverneur du Milanais de 1598 à 1546.

Henri II, à peine monté sur le trône, voulut mettre un terme à cette situation et ordonna l'établissement d'une chambre ardente au Parlement, conformément à une ordonnance non appliquée du roi François I^{er} son père; il ne paraît pas toutefois qu'elle ait siégé. En fait, un contemporain affirme que l'on ne voyait dans tout le pays que colporteurs et vendeurs de livres venant de Genève et d'Allemagne, que seule la ville de Turin résistait aux entreprises des prédicateurs qui accouraient des vallées et du reste de l'Italie, et que l'esprit de controverse était partout. Aussi un édit de décembre 1549 défendit les livres non approuvés en Sorbonne et le Parlement entreprit, avec l'assistance du nonce, une série de procès. Mais les Piémontais étaient opiniâtres en leurs idées; la violence les poussait à la résistance; les Vaudois surtout faisaient preuve d'un indomptable attachement à leurs doctrines, de quoi le roi s'irritait; il mandait à ses représentants en Piémont « qu'il ne faisait pas brûler les Luthériens par tout son royaume pour en avoir une réserve dans les Alpes ». Le 27 juin 1551, un nouvel édit interdisait d'introduire en Piémont ou de posséder des livres non approuvés par la Faculté, des traductions et des commentaires de la Bible publiés depuis moins de quarante ans, les œuvres des Pères de l'Église annotées, et de mettre en vente des bibliothèques de personnes décédées, à moins d'autorisation spéciale¹.

Il était, d'autre part, ordonné aux magistrats civils d'agir *forti manu et armata*.

Le Parlement seconda cette politique; les condamnations se multiplièrent. Mais, loin de diminuer, la « peste hérétique » ne faisait que s'étendre; des villes comme Cuneo comptaient plus d'hérétiques que de catholiques. Un grand nombre de Piémontais, redoutant les persécutions, mais inébranlables dans leur foi, s'expatrièrent; la colonie italienne de Genève s'accrut rapidement; on pourrait suivre sur les registres des « Habitants de Genève » et sur ceux

1. Haag, *La France protestante*, X, 17.

des immatriculations d'étrangers parmi les citoyens genevois, les progrès du protestantisme, de même que les variations de la répression catholique en Piémont et en Savoie¹.

L'adoption par les Vaudois de la discipline ecclésiastique et leur adhésion à la Réforme que des décisions antérieures avaient d'ailleurs préparées (1558), donnèrent une force nouvelle au protestantisme piémontais. Le médecin Alesianus de Busca était en droit de faire aux souverains d'Allemagne, dans la lettre qu'il leur adressa le 13 avril 1559, un tableau très encourageant de la situation de leurs coreligionnaires aussi bien à Turin que dans le reste du pays.

« Dans les vallées de la province de Piémont, et dans les montagnes où le saint Évangile de Notre Seigneur est prêché sans crainte des adversaires du Christ... il y a trente ministres qui prêchent la parole de Dieu ouvertement et sans aucune dissimulation et quarante mille âmes fidèles. Il n'y a pas de ville dans cette contrée, il n'y a presque pas de lieu où ne se trouve une Église de Christ cachée ou publique... Il y a à Turin une grande Église de Christ où un ministre prêche secrètement de maison en maison. Dans cette ville, un grand nombre de fidèles appartiennent aux premières familles de la bourgeoisie et de la noblesse; il s'en trouve même plusieurs parmi les membres du Parlement, les jurisconsultes et les médecins. Mais, à l'exemple de Ponce Pilate, crainte de perdre leurs biens et leurs charges, ils condamnent souvent au bûcher les Justes. A Chieri, un grand nombre de fidèles se réunissent pour prier, pour lire et pour écouter la parole de Dieu². Dans les rues et sur les places, ils s'entretiennent de la religion chrétienne sans la moindre crainte et ont des discussions avec leurs adversaires. ³ »

Ce fut dans ces conjonctures que la France dut abandonner progressivement le Piémont, après vingt-trois ans d'occupation, et que Emmanuel Philibert, qui avait succédé à Charles III (1553-1580), prit possession de ses États héréditaires⁴.

1. Genève, Archives de la Ville.

2. Chieri était alors une ville presque aussi peuplée que Turin.

3. *Bulletin de la Société d'Histoire vaudoise*, n. VII, 1890, p. 43, art. Vinay.
— Cf. Gilles, *Histoire des Églises réformées du Piémont*. Genève, 1644. — Teofilo Gay, *Histoire des Vaudois*. Florence, 1912.

4. Turin ne fut évacué que le 12 décembre 1562.



Reliure d'un des quatre volumes de l'Ancien Testament français de Lefèvre d'Étaples conservé à Turin.

*
* *

Le nouveau duc avait épousé, en 1559, Marguerite de France, fille de François I^{er} et de Claude de France¹; orpheline de sa mère dès sa première année, elle avait été élevée par Marguerite de Navarre; aussi la disait-on fort encline aux idées nouvelles². « Personne ne doutait qu'elle ne fût tout à fait de notre religion », disait Hubert de Languet. La plupart de ses demoiselles d'honneur professaient la religion réformée, elle entretenait une active correspondance avec Calvin, Bèze, Carnesechi; Flaminio l'eut pour confidente et conseillère de ses travaux littéraires; il renonça à cause d'elle à la poésie légère et composa son grand poème *De Rebus Divinis*³. Ce n'est pas à dire qu'elle fût hostile à l'Église romaine et qu'elle eût rompu avec la foi catholique. Comme Vittoria Colonna, comme Renée de France, comme tant d'autres partisans de la Réforme durant la première période, Marguerite mettait autant d'ardeur à soutenir ceux qui travaillaient à amender l'Église qu'elle avait de soumission envers elle⁴. On a pu la déclarer, avec autant de vérité, une excellente catholique et une ardente adepte des idées protestantes. Morosini disait d'elle, en 1570 :

« Madame lit volontiers les choses de l'Écriture sainte, ce qui est cause, comme aussi d'avoir sa maison pleine de huguenots

1. Roger Peyre, *Marguerite de France*. Paris, 1902.

2. Dans son duché de Berry, elle avait favorisé les Lettres et s'était faite la protectrice de la Pléiade; à Turin, elle réunit des savants et des juriconsultes.

3. Patry, Le Protestantisme de Marguerite de France, *Bulletin de la Société du Protestantisme français*, année 1904, p. 7. M. Patry a rappelé (p. 23), que M. van Eys avait retrouvé à la Bibliothèque royale de Turin, un des deux seuls exemplaires connus de l'ancien Testament de Lefèvre d'Étapes, en 4 volumes in-8°, dont le premier et le dernier portent la date de 1528. A l'intérieur de la couverture du 1^{er} volume est écrit : *Se livre est à Madame Marguerite de France* (en qui M. v. E. voit, par erreur, la sœur de François I^{er}). C'était sans doute un cadeau de Marguerite d'Angoulême à sa filleule qui y lisait régulièrement. L'auteur de cet article a pu obtenir une photographie de la reliure des deux plats de ce précieux témoignage de la piété de la duchesse de Savoie.

4. « Ma commère, écrivait-elle à la connétable de Montmorency, je vous assure que je ne suis point huguenote » (1550?). Peyre, p. 77.

hommes et femmes, que quelques personnes ont eu des soupçons sur sa religion et surtout le Pape qui a constamment ordonné à ses nonnes d'agir avec énergie auprès du duc et auprès d'elle afin qu'elle ne gardât pas à sa cour des personnes infectées d'hérésie, chose qu'il n'a pas pu obtenir jusqu'ici. Toutefois ce qu'on voit montre qu'elle est catholique et excellente chrétienne, car elle se rend chaque matin à la messe et elle se confesse au moins quatre ou six fois l'an avec beaucoup de dévotion. On ne lui entend jamais rien dire qui donne à penser qu'elle soit portée contre la foi catholique. Il est vrai qu'elle mange de la viande tous les jours, mais elle en a reçu licence; il est vrai aussi que sa cour est pleine de huguenots qu'elle favorise de tout son pouvoir. »

Or, ce pouvoir était grand. Un contemporain disait que bien qu'elle s'abstint généralement de prendre part aux affaires, elle exerçait beaucoup d'influence; on en a la preuve dans le préambule d'une décision gracieuse que le duc avait prise, dit-il, « à la sollicitation de notre très chère et aimée compagne qui derechef nous en a instamment requis » (1563). Cependant il s'agissait d'un crime de lèse-Majesté et d'hérésie, d'une tentative de Joly d'Albery pour former un État dont Genève aurait été la capitale et qui aurait compris le Piémont!

Le gouvernement espagnol redoutait tellement l'influence de Marguerite qu'il faisait surveiller étroitement la duchesse par des agents secrets et s'efforçait de mettre le duc en défiance sinon en hostilité contre elle¹.

Le duc n'était pas, au reste, soit par humeur, soit par politique, partisan de la violence; il écrivait en 1558 à l'évêque d'Aoste, le futur cardinal Bobba: « Les supplices n'ont jamais fait que des martyrs; il est déraisonnable de mettre à mort publiquement des fanatiques dont la fin est une semence d'hérésie; il faut se résoudre à les faire disparaître en secret ou, mieux encore, user à leur égard de clémence ». Plus tard, en 1564, dans le traité de Lausanne, il disait au sujet des Vaudois: « Quant à nos anciens sujets, ils ont si longtemps continué en leur reli-

1. Archives Nationales, K. 1502, n. 43 et 50; K. 1503, n. 29, cités par Peyre, p. 83, n. 1.

gion qu'on ne pourrait les en faire départir sans grande violence, chose du tout contraire à notre nature... Aussi jamais nos sujets ne seront ni persécutés ni vexés en aucune manière ni en corps ni en biens »...

C'est beaucoup dire. Le duc sévit plus d'une fois et même assez rudement, surtout contre les Vaudois; les persécutions se renouvelèrent fréquemment durant son long règne¹. Comment aurait-il pu refuser son concours au Saint-Siège qui avait institué, en 1559, une nonciature permanente à Turin en munissant son titulaire du titre de légat *a latere* et en lui accordant des pouvoirs très étendus en matière de discipline ecclésiastique². Le 31 juillet 1559, Emmanuel Philibert publia un édit enjoignant à tous les hérétiques de renoncer à leur foi dans un délai de deux mois, défendant la lecture des livres non autorisés, ordonnant à tous ses sujets d'assister aux offices, de payer des dîmes, de dénoncer les réfractaires; d'autre part, il obligeait les ecclésiastiques à porter le costume ecclésiastique et la tonsure et les moines à ne pas sortir de leurs cloîtres. Cependant, la liberté du culte était reconnue aux ouvriers provençaux et dauphinois que le duc faisait venir en Piémont³.

Un jésuite mantouan, Possevino, qui ne fit connaître sa qualité que plus tard, avait été peut-être l'inspirateur de cet édit en ce qui concernait le clergé catholique⁴; il avait fortement représenté au duc que l'abus des privilèges de l'Église et la corruption du clergé étaient en Piémont la cause principale du grand développement de l'hérésie⁵. Un moine augustin, P. Girolamo Negri, tenait à Emmanuel Philibert le même langage et l'encourageait dans la voie de la clémence; il lui représentait qu'en vain il emploierait la rigueur, verserait le sang et dé-

1. Gay, chap. IV, Gilles.

2. Le premier nonce fut François Bachod, évêque de Genève.

3. Borelli-Duboin, *Editto antichè*. Turin, 1681.

4. A. Pascal, *Cuneo*, p. 18.

5. « Combien d'ecclésiastiques et de religieux se sont rendus indignes de l'habit et du nom qu'ils portent et, ce qui est plus déplorable, par leur méchante doctrine et leurs pernicioeux exemples, ont entraîné les peuples dans l'erreur et le libertinage », dit-il (Dorigny, *La Vie du P. Antoine Posse-*



Portrait de Marguerite de France, duchesse de Savoie.

truirait les églises si d'abord de bons pasteurs n'étaient placés à la tête du troupeau et si les mœurs du clergé n'étaient réformées¹. D'autre part, le pape avait institué d'une façon définitive le Saint Office dans les États du duc auquel il recommandait avec insistance de mettre au service de ce tribunal son autorité et l'appui de ses soldats, car, disait-il, l'hérésie protestante ne s'attaquait pas seulement à l'Église, mais aussi aux princes et aux rois (5 août 1561). En même temps, il accordait au Saint Office de nouveaux droits².

Si le duc continuait à se montrer hésitant, il demandait au pape de lui envoyer des inquisiteurs et d'obliger les évêques à la résidence, tout en défendant les protestants contre les excès de zèle des représentants de l'Église, le Parlement, reconstitué en 1560, faisait preuve d'une rigueur sans atténuation contre les hérétiques. D'autre part, il défendait énergiquement à l'égard du Saint Office ses droits de juridiction ; il en fut ainsi pendant toute la durée du règne ; en 1578, un « collatéral » eut des « paroles vives » avec le nonce au sujet d'un procès d'hérésie que le Parlement avait évoqué et dont le nonce prétendait le dessaisir. De nombreux procès furent engagés partout, mais plus particulièrement à Carignan, où le Parlement siégea d'abord.

La situation des protestants y devint telle qu'un grand nombre abandonnèrent la ville pour se réfugier à Turin ; leurs biens ayant été confisqués, quelques-uns manifestèrent l'intention de se soumettre aux rétractations qu'on exigeait d'eux ; ce fut pour les détourner de ce dessein que le pasteur Lentolo, qui fut une des victimes de ces persécutions dont il a laissé un récit, composa les *Sofismi mondani*³.

vino. Paris, 1712, p. 27 et suiv.). La vie de Possevino fut fertile en aventures ; il faillit être arrêté à Lyon pour avoir essayé d'y fomenter la guerre civile, passa en Pologne et de là en Suède, cherchant partout à y faire accepter les services de son ordre. Il mourut en 1611.

1. A. Pascal, *Cuneo*, p. 22.

2. Raynaldus, *Annales Eccles.*, vol. XV, p. 490 ad. an.

3. Publiés en 1907, par Teófilo Gay.

A Cuneo, un moine expliquait que Dieu faisait l'hiver clément afin que les catholiques pussent ménager leur bois en vue de brûler le mois suivant les luthériens (hiver 1561-1562)¹.

Cependant les protestants semblaient disposés à s'incliner sans toutefois trahir leurs convictions; les Églises du Piémont envoyèrent au duc et à la duchesse, en 1559, alors qu'ils étaient encore à Nice, une confession dans laquelle ils déclaraient qu'à l'exemple de leurs ancêtres ils suivaient la pure parole de Dieu contenue dans le Vieux et dans le Nouveau Testament, mais que, si on leur montrait qu'ils étaient dans l'erreur, ils se déclaraient prêts à s'amender aussitôt.

Renée de France, devenue veuve du duc de Ferrare, traversa le duché vers ce temps, gagnant son domaine de Montargis (septembre 1560); Lentolo lui écrivit pour qu'elle intervint auprès de la duchesse en faveur des « réformés des vallées », mais il ne semble pas qu'elle fût à même de faire grand'chose pour eux, car un pasteur qu'elle avait fait venir à Savigliano « sous sa parole » fut jeté en prison par ordre du duc et elle dut insister pour qu'on lui rendît la liberté « afin que nul ne me puisse imputer, disait-elle, que, au lieu d'avoir donné espérance de quelque mieux, il en soit sorti du mal et manquement de ma parole » (11 octobre 1560²). Pourtant elle obtint la liberté d'un soldat retenu en prison pour cause d'hérésie.

En 1561, parut à Verceil, sous les auspices du Saint-Siège, un pamphlet intitulé *Brefs avertissements au chrétien pour lui permettre de reconnaître et de fuir les hérétiques modernes qui détournent du Paradis, sous couleur de répandre la parole de Dieu*. Cet ouvrage était dédié au duc Emmanuel Philibert³.

Il y avait en 1562 tant d'hérétiques Vaudois à Novarre

1. A. Pascal, *Cuneo*, p. 28.

2. Turin, Archivio di Stato, *Lettres de Renée*. Sez.

3. Turin, Archivio di Stato.

que l'inquisiteur général, le cardinal S. Sabina, dut prendre à leur égard des mesures particulières; rappelant aux habitants, dans une lettre qu'il leur adressa de Rome, leur ancienne fidélité, les engagements pris pour eux lors de leur baptême, il les invitait à rétracter leurs erreurs dans le terme de soixante jours; cette rétractation pouvait être faite en l'absence d'un ecclésiastique devant « deux personnes honnêtes », à la condition que le repentant s'engageât à accepter la pénitence prescrite; il ne semble pas que cette invitation ait été entendue de beaucoup, car l'année suivante, sur les représentations du roi d'Espagne, Philippe II, le duc se mit à sévir. Un prêtre qui s'était marié fut incarcéré (18 septembre 1563¹).

Le cardinal Borromée considérait la situation comme grave. « L'état de la Savoie et du Piémont, écrivait-il le 15 novembre 1561, est plus inquiétant qu'on ne le pense; l'hérésie fait chaque jour des progrès chez les mauvais, la foi diminue chez les bons... On prêche publiquement contre la foi catholique à Turin comme à Gènes et ailleurs². »

D'ailleurs cette même année (1561), un édit fut publié qui enjoignait à tous les sujets du duc d'assister aux offices, aux prédications et aux cérémonies des jours de fête; les médecins et les chirurgiens étaient tenus de rappeler à leurs malades l'accomplissement de leurs devoirs religieux; les libraires, de ne vendre que les livres approuvés par l'autorité civile ou ecclésiastique; les maîtres d'école, d'enseigner à leurs élèves la foi chrétienne et de les mener à l'église; les aubergistes, d'empêcher leurs hôtes de médire de la religion³.

A Mondovi, le cardinal Giov. Michele Ghislieri, le futur Pie V, voulait « procéder rigoureusement et introduire un tribunal inquisitorial », dit l'envoyé vénitien. Le duc jugea son zèle excessif et lui fit défense expresse

1. Fumi, p. 249.

2. J. Susta, *Das Concil von Trient*. Vienne, 1904, p. 100.

3. Ricotti, vol. II, p. 314.

de continuer à en user de la sorte; il lui recommandait en outre la prudence et la modération (1566)¹.

Le cas du Génois Agostino Centurione montre de quelle façon bien des Italiens allèrent au protestantisme et s'en détachèrent². Né en 1506, il avait beaucoup voyagé pour son négoce dans les pays où régnait l'hérésie; à Genève, il avait assisté plusieurs fois à des cérémonies hérétiques, mais sans y prendre part effectivement; séduit par les idées et les doctrines des novateurs et surtout par leur littérature, il avait pour livres favoris le Nouveau Testament annoté par Calvin, une confession huguenote, l'*Harmonie des Évangiles*, le *Bâton de la Foi*, tels sont du moins les titres énoncés par lui dans ses dépositions. A Lyon, il s'abstint de respecter le carême parce que personne, dit-il, ne le respectait plus, cependant il faisait maigre le vendredi; il ne disait plus l'Ave Maria et avait oublié les Sept Psaumes de la Pénitence. Il revint à Gênes vers 1564; le chef de l'Inquisition le cita *Ad comparandum*; il préféra avoir pour juges les Pères du Concile de Trente auxquels le pape avait accordé, par un bref en date du 18 septembre 1563, le droit d'absoudre. Les Pères accueillirent sa demande, car on comptait, en donnant Centurione en exemple, ramener quantité d'autres âmes égarées comme lui. L'évêque de Gênes, Agostino Salvago, faisait partie du concile; la connaissance de l'affaire lui fut soumise; de cette façon, on pouvait dire qu'en matière de juridiction, il y avait changement de lieu, mais non de personnes. Trois évêques lui furent adjoints. Les inquisiteurs génois protestèrent auprès du Saint-Siège et le pape, fort embarrassé, envoya leur lettre au cardinal Borromée en lui demandant ce qu'il convenait de répondre « afin que les susdits inquisiteurs restent persuadés que nous cherchons à favoriser leur saint ministère ». Il y eut de longs pourparlers, à la suite desquels le concile retint l'affaire;

1. Cf. Alberi, *Relaz.*, vol. V, sér. 2. Relation de Giovanni Correr.

2. Luigi Carcereri, *Agostino Centurione...* dans Archivio Trentino, an XXI. Trente, 1906, p. 65.

Centurione fut admis à abjurer et absous en une seule séance, bien qu'il eût reconnu avoir douté du purgatoire et protesté contre le culte des saints. Il avait d'ailleurs dénoncé nombre de coreligionnaires et même son propre frère.

Le 25 mai 1565, Emmanuel Philibert publia un édit dans lequel il déclarait que, s'il se résolvait à employer la violence à l'égard de ses sujets hérétiques, c'était à cause de la reconnaissance qu'il avait à Dieu de tous ses bienfaits et de son désir de voir le pays continuer dans son antique foi dont le Concile de Trente venait de fixer les principes. Et il intimait l'ordre à tous ceux qui vivaient hors de l'Église romaine de quitter le duché sous quinze jours et de vendre leurs biens dans le laps d'une année, avec menace des peines les plus sévères aux contrevenants. Ceux qui voulaient revenir à la foi catholique devaient abjurer entre les mains du nonce ou de ses représentants et recevaient l'assurance de n'être point inquiétés. Les défenses habituelles étaient faites aux hérétiques qui étaient exemptés de cet exil.

La rigueur de cet édit parut excessive au cardinal Borromée, à l'évêque d'Aoste, même au pape qui firent observer au duc qu'il courait le risque de dépeupler ses États. Bobba lui conseilla de l'appliquer progressivement. Les princes d'Allemagne intervinrent, ils adressèrent au duc d'abord des observations amicales, puis des remontrances. C'est pourquoi le duc accorda d'amples délais aux hérétiques de certaines cités. Mais, à cette nouvelle, le roi d'Espagne lui écrivit pour lui reprocher son peu de fermeté.

Le 10 juin (1565) il déclarait que « là où il y a deux religions il ne saurait y avoir de tranquillité », et qu'en conséquence les partisans de la religion prétendue réformée devaient quitter ses États dans les délais de deux mois, après avoir donné avis aux autorités de leur volonté de s'expatrier. Ceux qui auraient négligé de le faire perdaient le droit de vendre leurs biens immeubles et meubles avant leur départ.

Le 12 novembre suivant (1565), le duc Emmanuel Philibert écrivait au gouverneur de Nice, pour préciser la façon dont les protestants repentants devaient être reçus à résipiscence, et les conditions imposées montrent que l'on était loin de les accueillir à bras ouverts ; ceux-là seuls pouvaient être admis à rentrer en possession de leurs biens qui auraient fait leur déclaration dans les délais prescrits, qui s'engageraient par serment à observer les lois, les statuts et les règlements, qui donneraient des cautions sûres et auraient pour garants de bons catholiques ; hypothèque serait mise sur leurs biens et les termes de leur engagement seraient inscrits dans un registre. Alors seulement ils recevraient permission de rentrer dans leurs demeures. Le gouverneur devait publier une ordonnance défendant à ses subordonnés de s'injurier à cause de la religion¹.

Le 14 juin 1572, Grégoire XIII recommandait à Emmanuel Philibert de rechercher et d'exterminer les hérétiques avec le concours de l'Inquisition à laquelle il devait donner son concours absolu ; un peu plus tard, le 22 septembre, il lui rappelle que les hérétiques « considèrent comme un troisième Testament des livres détestables » et il l'adjure de les éloigner de ses États².

Tout le règne d'Emmanuel Philibert se passa ainsi en alternatives de clémence et de sévérité.

Sa position était parfois étrangement difficile. En l'année 1573 se produisit un de ces incidents qui montrent dans quels embarras se trouvaient souvent les princes italiens quand il s'agissait de prendre des mesures contre l'hérésie. Le duc avait fait amener de Nice à Turin la comtesse Jacqueline d'Entremont, dame d'honneur de la duchesse³ que l'évêque de Nice venait de mettre en prison à cause de ses opinions huguenotes ; un jésuite était venu tout exprès de Paris à l'effet de la convertir ; le juge inquisitorial se mit de la partie, car l'enjeu était de consé-

1. Turin, Archivio di Stato, *Materie Ecclesiastiche*.

2. Turin, Archivio di Stato, *Materie Ecclesiastiche*.

3. Jalla, p. 304.

quence; l'Inquisition et le nonce se disputèrent le privilège de la ramener au catholicisme; elle semblait assez disposée d'ailleurs à s'incliner devant l'autorité du pape et « à reconnaître ses erreurs », mais elle se refusait à accepter les décisions du concile de Trente et « à mal parler de son défunt mari ». On en était là quand le comte palatin envoya son neveu pour demander au duc, en son nom et au nom du duc de Saxe, de ne point la laisser « aux mains des prêtres » et de lui permettre « d'habiter librement dans ses baronies ¹ ».

Elle abjura cependant en 1575. En décembre 1582, le nonce informe le Souverain Pontife que « la vieille comtesse » vient de mourir ².

*
* *

Les mœurs du clergé donnaient prise aux critiques des protestants piémontais, et les représentants du Saint-Siège avaient fort à faire d'imposer aux moines et aux nonnes une conduite régulière. Le nonce, Gregorio de Croce, évêque de Martirano, se multiplia.

Visitant les monastères de la ville de Turin, en 1574, il constata que les moines y introduisaient des femmes, ce dont il leur enjoignit de s'abstenir désormais; dans la cellule de l'un d'eux il vit une Bible traduite en français; chez un autre, deux sermons hérétiques « pleins de paroles calvinistes », et pis encore, des sermons de Savonarole; partout il découvrit des ouvrages profanes ou interdits. La plupart des moines s'étaient faits confesseurs sans aucun droit car « s'ils étaient bons à tout, dit le nonce, ils ne l'étaient certes pas à exercer ce ministère ».

Le prieur du couvent de Villafranca avait été cassé « pour matière de femmes ³ ».

1. Rome, Archiv. Seg. Vat. Nunz, *Savoja*, vol. IV, p. 140 et suiv. (juillet 1573). Voy. sur cette veuve de Coligny et sa prétendue abjuration, le *Bulletin*, t. XVI (1867), 220 et XXIV (1875), 289.

2. Nunz. *Savoja*, vol. V, p. 188; vol. XIII, p. 651.

3. Nunz. *Savoja*, vol. IV, p. 285.

En 1576, le nonce eut à sévir contre des chartreux qui organisaient et exploitaient des miracles « feints et faux », dit-il. Ils avaient, d'après un rapport adressé à Rome¹, transformé en chapelle un lieu profane, une cellule « dans laquelle s'étaient commis des actes délictueux » ; un autel y fut dressé sur lequel on plaça une image de la Vierge, une image de saint Christophore et une image du diable ; devant était un escabeau ; le novice à qui appartenait la cellule affirmait avoir vu la Vierge s'agenouiller dessus ; des cierges nombreux étaient disposés alentour. Les moines n'entraient que pieds nus et chaque jour ils y chantaient des messes en l'honneur de la Vierge et organisaient des processions. Les objets auxquels la Vierge était censée avoir touché devenaient des reliques qui étaient présentées à l'adoration des fidèles ; on leur permettait aussi de baiser les sandales du novice et ses pieds, mais l'accès de la chapelle leur était interdit. Le novice continuait d'ailleurs à avoir des visions ; il se rendait dans un champ pour s'entretenir avec un « démon » et affirmait que des saints visitaient le monastère. On disait des messes sur son corps... Le prieur fut impliqué dans l'affaire, car c'était lui qui avait suggéré au novice toute sa conduite. Mais il s'échappa de sa prison et la procédure ne fut pas continuée.

« Les moines des abbayes de Suse et de Pignerol, écrit le nonce à la date du 30 décembre 1580, sont de ceux dont on ne peut rien attendre de bon, ils ne se plient à aucune discipline et ne veulent point observer la règle ; l'exemple est néfaste. Mais que faire contre eux ? Ils sont si proches des pays qui appartiennent aux hérétiques que, si la violence était employée contre eux, ils iraient tout aussitôt leur demander asile². »

Les nonnes ne demeuraient pas en reste. L'abbesse du monastère de S. Michele à Ivree, Francesca Bozzo, professait des idées si hérétiques qu'on l'enferma dans un autre monastère. Comme quelques hérétiques qui

1. Nunz. *Savoja*, vol. V, p. 514 et suiv.

2. Nunz. *Savoja*, vol. IX, col. 520.

l'avaient fréquentée craignaient qu'elle ne révélât leur nom, quatre d'entre eux allèrent l'enlever « à la barbe des frères et pour l'honneur de Dieu » et la conduisirent en lieu sûr, à Saluces. Là elle se maria; un groupe d'hérétiques se forma autour d'elle dans lequel le pape était traité d'antéchrist. Il semble que l'Inquisition réussit à se saisir d'eux¹.

A Mondovi, le nonce s'épuisait à empêcher les nonnes de courir la ville sous le prétexte qu'elles n'avaient pas fait de vœux; la persuasion de même que la menace de l'excommunication resta sans effet (30 juin 1574)². Lorsqu'il visita, au mois de novembre de la même année, le couvent des Cisterciennes de Pogliola³, il le trouva en grand désordre. L'abbesse l'avait endetté, les religieuses recevaient des billets doux des moines du voisinage. C'était un moine qui avait la gestion des finances du couvent; il vint trouver le nonce quelques jours après sa visite, botté et éperonné, et lui remit un factum contenant le récit des scandales dont les nonnes s'étaient rendues coupables (4 novembre 1574). Appelé par le nonce à déposer sous serment, il déclara qu'à l'époque du carnaval, le frère de l'abbesse était venu, en compagnie de plusieurs gentilshommes, organiser un bal travesti dans l'appartement qu'elle occupait; des sœurs avaient pris part aux danses. A la Pentecôte, une trentaine d'hommes entrèrent dans le couvent et le même scandale se renouvela. L'abbesse emmenait des nonnes hors de la clôture⁴.

Il est vrai que le nombre des couvents était excessif; ils se dépeuplaient et s'appauvrixaient; certains d'entre eux ne comptaient plus que huit à dix sœurs qui, manquant de revenus, menaient une existence misérable et se voyaient souvent forcées de violer leur clôture pour trouver de quoi vivre. En 1581, il fut proposé de fermer tous les couvents situés hors de l'enceinte des villes afin

1. Lettre du 24 juin 1571. Nunz. *Savoja*, vol. X, col. 233.

2. Nunz. *Savoja*, vol. IV, col. 369.

3. Près de Mondovi. Couvent fondé en 1176 et doté d'immenses revenus en 1592, par ordre de l'évêque, les nonnes furent transférées à Mondovi.

4. Nunz. *Savoja*, vol. IV, p. 469.

que la surveillance en fût plus facile et l'approvisionnement plus assuré. Mais les sœurs se refusaient souvent à quitter leurs vieilles habitations et il y avait aussi des droits acquis dont il fallait tenir compte¹.

A tout propos renaissaient des querelles entre les juges civils et les juges ecclésiastiques ; le duc se plaignait au nonce que, lorsqu'il autorisait l'incarcération d'un hérétique, les pièces de l'accusation n'étaient envoyées de Rome qu'après des mois de délai, en sorte que l'inculpé demeurait en prison très longtemps sans qu'on sût même pourquoi². L'Inquisition avait fait exécuter de son chef près de Cuneo, à Garessio, plusieurs sorcières, sans observer les formes ordinaires de la justice et quelques suspects étaient morts dans les tourments et avaient été enterrés hâtivement et en secret. L'affaire s'envenima ; le fiscal et le notaire de l'Inquisition furent emprisonnés par les magistrats civils ainsi que le consul. Le nonce était très perplexe. L'Inquisiteur de Casal qui vint le trouver était, au contraire, plein d'ardeur et de fougue ; il voulait excommunier toutes les autorités ; il s'emporta même contre le nonce qu'il trouvait trop circonspect³. Un peu plus tard, le 3 novembre 1575, le duc se refusa formellement à laisser envoyer au Saint Office de Rome un moine hérétique « pour ne pas, disait-il, porter préjudice à ses privilèges et ne pas se prêter à l'extradition de personnes, surtout ecclésiastiques, vivant dans ses États⁴ ».

L'Inquisition manquait de ressources ; les bénéfices que lui avait cédés l'archevêque ne rapportaient presque rien et tous ses revenus étaient absorbés par l'achèvement des prisons. L'Inquisiteur en était réduit à implorer un secours du pape pour fournir des chevaux à ceux des juges qui devaient aller enquêter aux environs⁵. Cependant

1. Lettre du 23 mars 1582. Nunz. *Savoja*, vol. XII, p. 108.

2. Lettre du 19 juillet 1574. Nunz. *Savoja*, vol. IV, p. 291.

3. Lettres du 19 avril et du 17 mai 1575. Nunz. *Savoja*, vol. V, p. 449 et 464.

4. Nunz. *Savoja*, vol. V, p. 373. — Cf. Maffei, *Annali*, vol. I, p. 233.

5. Lettre du 16 novembre 1576. Nunz. *Savoja*, vol. V, p. 530.

l'inquisiteur d'Alexandrie, ville de seconde importance, avait à sa disposition trente familiers¹.

Par suite sans doute de la diminution du nombre des fidèles pratiquants et de la disette des générosités, les églises de Turin ne pouvaient plus être décemment entretenues; le nonce en fit un jour la pénible découverte²; il avait réuni chez lui plusieurs prélats « lettrés et de bonnes mœurs », un Père jésuite, un chanoine du Latran, un chapelain du pape et quelques autres, afin de les mener visiter les églises de la ville. « Ce fut un désastre », écrit-il. L'état en était pitoyable tant intérieurement qu'extérieurement; pas de plâtre sur les murailles, pas de plafond, des autels chancelants, partout une affreuse malpropreté. Le dôme faisait seule exception³.

S'il faut en croire un rapport adressé au duc de Savoie au mois d'octobre 1579 et transmis à la cour de Rome par le nonce, « les choses de l'Église » se trouvaient alors en fort mauvais état par suite « de la paresse et de l'incurie des prêtres et de leurs excès⁴ ».

Les livres hérétiques arrivaient sans cesse de Suisse; en 1580, un pamphlet de petit format, dont l'auteur était Vittore de Popoli et qui avait pour titre *Il Piovano*, c'est-à-dire le curé, fut publié à Genève avec la mention Rome et abondamment répandu en Piémont; il était composé de six sermons fort hérétiques contre le nouveau catéchisme romain⁵. Quelques mois après, le cardinal de Côme informait de Rome le nonce à Turin que des milliers d'exemplaires de la « Confession de Calvin » (La Confession de Foi), traduite en italien, venaient d'être imprimés à Bâle et étaient envoyés en Italie dans des balles de marchandises (29 mai 1581)⁶.

Cette même année, un ancien chancelier de l'Inqui-

1. Cod. Cas. 2653, fol. 201.

2. Cependant il était à Turin déjà depuis quelque temps.

3. Lettre du 2 décembre 1574. Nunz. *Savoja*, vol. IV, p. 494.

4. Nunz. *Savoja*, vol. VII, a. 336.

5. Nunz. *Savoja*, vol. VIII, col. 165. Le catéchisme imposé par le concile de Trente.

6. Nunz. *Savoja*, vol. X, col. 62.

sition à Alexandrie qui s'était employé à faire évader des prisonniers moyennant argent et avait été condamné aux galères de ce chef, parcourait le pays; il devait sa libération à un moine de l'ordre des carmes, le Père Parizola, dont il avait épousé la fille; après avoir été soldat, il se faisait passer pour évêque et exploitait la générosité des fidèles (18 juillet 1581)¹. Le respect pour la hiérarchie devait en pâtir et ces inconséquences servaient évidemment la cause protestante plus efficacement que les meilleures prédications. Aussi le duc Charles Emmanuel redoublait-il d'efforts pour étouffer l'hérésie et seconder l'activité des moines prêcheurs. Le 5 février 1596, il faisait savoir « par la voix du héraut et le moyen des affiches » aux habitants des vallées de Lucerna, Angrogna, S. Martino, qu'ils ne devaient pas empêcher les moines capucins, les jésuites et autres prédicateurs de répandre la parole de Dieu ni détourner de se rendre à leurs sermons ceux qui voudraient y assister. Défense était faite aux ministres de s'assembler pour délibérer ou même de communiquer entre eux.

« Nous avons envoyé des moines pour répandre la parole de vérité et faire triompher la religion romaine dans laquelle nous et nos enfants vivons, écrivait le duc, le 20 février 1596, mais il faut, pour que leur mission ait le résultat espéré, que chacun assiste à leurs sermons ou, au moins, qu'une personne par famille y soit envoyée; cela nous fera grand plaisir; d'ailleurs, mes sujets protestants ont été longtemps obligés d'entendre les prédicateurs leur enseigner les doctrines erronées de Calvin; il est donc raisonnable qu'ils entendent maintenant spontanément, à notre demande, la véritable parole de Dieu. Ceux qui le feront et se convertiront seront exonérés pendant cinq ans de toute taxe. »

Le même jour, il rappelait aux habitants des vallées de Lucerna, S. Martino, Perosa, qu'il était défendu d'entrer dans les églises pour y causer, y délibérer, y traiter d'affaires ou s'occuper de toute autre chose que

1. Nunz. *Savoja*, vol. X, col. 101.

du culte. L'année suivante, Charles Emmanuel s'adresse à ses sujets du pays de Saluces pour les engager à vivre sous le giron de l'Eglise et à « s'approcher enfin de la vérité » (27 mars 1597)¹. Deux ans auparavant, en 1595, il avait informé le Saint-Siège que, si on lui envoyait seulement l'argent suffisant pour entretenir trois mille hommes pendant trois mois, il se chargeait « de purger les vallées des hérétiques qui les infestaient depuis plus de deux cents ans », d'obliger tous ceux qui habitaient ses États à abjurer ou à s'exiler et d'envoyer au pape tous les pasteurs². Il ne reçut rien, car on jugeait à Rome vraisemblablement que le duc ne se montrait si assuré que pour donner confiance; aussi tâcha-t-il par la menace ou la persuasion d'en arriver à ses fins à moins de frais. Ce fut sans succès. Les hérétiques abondaient, au dire du nonce, particulièrement dans la région de Pignerol et de Saluces³. En 1602 (28 mai), une nouvelle ordonnance obligeait les habitants de la vallée de Perosa à se « catholiciser » en quinze jours ou à quitter le pays. Ils n'en firent rien, pas plus que leurs coreligionnaires des autres vallées et, le 12 juin suivant (1602), le duc avouait « qu'il avait fait tout son possible pour déraciner l'hérésie sans y parvenir et, encore une fois, il enjoignait à ceux qui ne partageaient pas la foi catholique d'y adhérer dans les quinze jours ou de s'exiler dans les trois mois après avoir vendu leurs biens. Mais les mêmes causes qui avaient contribué à répandre le protestantisme dans le Piémont contribuaient à l'y entretenir. Beaucoup d'étrangers venaient y commercer et apportaient avec eux les idées en cours en Suisse et en France; le duc dut rappeler, le 2 juillet 1609, qu'une amende de 500 ducats serait imposée aux étrangers qui n'auraient pas sollicité l'autorisation de pénétrer dans les États sardes; il leur était en tout cas interdit d'enseigner les doctrines nouvelles et de contribuer à la construction de nouveaux

1. Turin, Archivio di Stato. *Materie Ecclesiastiche*.

2. Nunz. *Savoja*, vol. 32, p. 69, 19 juin 1595.

3. Nunz. *Savoja*, vol. 34, p. 103, 209, 3 février-27 mars 1597.

temples « excepté dans les régions permises ». Cependant le Saint-Siège excitait sans relâche le duc à la vigilance, l'invitant à ne laisser le nonce manquer d'aucun appui, réclamant pour l'inquisiteur de Turin, Camillo Boliari, plus de latitude encore car, disait le pape, « le mal s'accroît chaque jour et ce ne sera pas trop de tous ses efforts diligemment secondés pour en triompher ».

Paul V se plaignait, dans une lettre datée du 4 août 1607, que les hérétiques des vallées descendaient au temps de la moisson dans les plaines et y répandaient des idées malsaines et des livres néfastes¹. Le 10 octobre 1609, le Saint-Siège signalait au duc un livre « plein de beaucoup d'hérésies » que colportait le chevalier Bernizzone et se félicitait par avance de l'aide que le duc ne manquerait pas de donner au nonce pour lui permettre de mettre fin à ce scandale. De fait, Charles Emmanuel semblait entrer définitivement dans la voie d'une répression énergique ; le 2 juillet 1618 il promulgua une ordonnance en neuf articles qu'il renouvela le 25 février 1620, par laquelle il réglait le sort de ses sujets protestants.

1° Défense de prêcher ou de propager de façon quelconque la religion prétendue réformée sous peine de la vie ; défense, sous la même peine, d'assister aux prédications. Exception était faite pour les habitants des vallées de Lucerna, S. Martino et Perosa.

2° Défense aux réformés de tenir des écoles.

3° Défense de contracter des mariages mixtes.

4° Défense aux étrangers de s'établir dans les vallées. Ceux qui y étaient établis depuis moins de sept années devaient s'en éloigner.

5° Défense aux catholiques, sujets du duc, d'aller y habiter, d'assister aux prêches, de participer aux exercices du culte.

6° Défense aux réformés de s'opposer aux conversions sous peine de 1 000 ducats d'amende.

1. Cod. Casanatense, 2653, fol. 220 et suiv.

7° Défense aux hérétiques de troubler et d'interrompre les prédicateurs catholiques sous peine de 100 ducats d'amende.

8° Les syndics et autres officiers municipaux étaient tenus de protéger ces derniers.

9° Interdiction pour les réformés de remplir une fonction publique; ceux qui en exerçaient en seraient privés et leurs actes étaient déclarés nuls et non avenue.

Le tiers des amendes était réservé aux dénonciateurs, le reste étant applicable au fisc.

Le 25 juin de la même année (1620) un nouvel édit enjoignait aux protestants qui se trouveraient sur le passage d'un cortège religieux ou d'une procession de se découvrir ou de se dissimuler, de chômer les jours de fête ou de ne travailler qu'à l'intérieur de leurs maisons, les portes étant fermées, de ne plus ensevelir leurs morts dans les cimetières des catholiques, de payer les dîmes ¹.

Telle fut l'évolution du protestantisme dans le Piémont durant le xvi^e siècle et les premières années du xvii^e siècle. Si la Réforme persista dans les hautes vallées, elle disparut progressivement ensuite dans le reste du pays.

E. RODOCANACHI.

1. Turin, Archivio di Stato, *Materie Ecclesiastiche*.

SÉANCES DU COMITÉ

20 avril 1918.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. le général d'Amboix de Larbont, Hippolyte Aubert, Rodolphe Reuss, Édouard Rott, John Viénot et N. Weiss. — MM. Albert Valès et Jules Fabre se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, on s'entretient du *Bulletin*. Il est retardé à cause des tables de l'année 1917 dont la composition est toujours très longue. Il reproduira une lettre adressée à M. le pasteur Théodore Monod, par M. le professeur Brunschvig. Elle l'informe que feu M. Félix Gazier, qui s'est occupé de la deuxième édition des *Provinciales*, des *Grands Écrivains* de Hachette, a enfin reconnu l'erreur que M. Prosper Faugère avait accréditée en reproduisant, à propos des théories reprochées par Pascal aux Jésuites, un propos fausement attribué à Calvin. Cette erreur, calomnieuse pour la mémoire du réformateur, déjà démontrée dans ce *Bulletin* en 1854, M. Ferdinand Brunetière avait refusé, en 1896, de la corriger dans la première édition des *Provinciales* des *Grands Écrivains*. Le secrétaire profitera de cette tardive réparation pour répondre aussi à des lettres qu'il a reçues de M. l'abbé Paquier, à propos de ses campagnes contre le protestantisme.

M. le président publiera, dans ce même numéro du *Bulletin*, qui renfermera aussi des notes de M. Pannier sur les souvenirs huguenots des localités occupées par les Allemands, l'introduction à sa réédition des *Mémoires de Jean Cavalier*.

Il raconte qu'à propos du troisième centenaire de la naissance de Jean Claude, qui devra être célébré en 1919, il est entré en correspondance avec le curé de Calignac, qui possède le registre de consistoire de l'ancienne Église réformée de la Sauvetat-du-Dropt où Claude est né en 1619; puis il communique les renseignements qu'il a pu recueillir sur la réorganisation de l'Église de Congénies dont on doit célébrer le centenaire le 28 avril. — M. le professeur Viénot veut bien examiner, au profit de nos lecteurs, les deux thèses que M. Albert Autin a soutenues à Montpellier en 1917, sur l'*Echec de la Réforme en France au XVI^e siècle* et *Un épisode de la vie de Calvin, la crise du Nicodémisme 1535-1545*

et dont, à la requête du secrétaire, il a bien voulu envoyer un exemplaire à la Bibliothèque.

Bibliothèque. — Celle-ci a reçu, en outre, de M. Frank Puaux, un dossier de copies de papiers relatifs à *Samuel Bochart et à sa famille* que feu M. Émile Lesens lui avait remis jadis. Le secrétaire a reçu, de M^{me} V^e Alfred Dutens, une affiche imprimée, *Arrest de la cour du Parlement qui ordonne la radiation des termes injurieux de Fils Naturel*, dont le mariage ne nous est point apparu, *insérés par le sieur Raybaud, curé de Saint-Sauveur de La Rochelle, dans les Actes de Baptême des Enfants du sieur Debessé et sa femme, lui fait défenses de récidiver et le condamne en leurs dommages-intérêts.* — Du 14 janvier mil sept cent soixante-sept. — M^{lle} Louise Read a apporté l'exemplaire, calligraphié par M. Henri Bordier et relié par ses soins, de tout ce qui eut trait à la souscription qu'il avait provoquée en l'honneur de MM. Eugène et Emile Haag, auteurs de la France protestante.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. l'abbé J. Paquier et réponse à cette lettre.

J'ai reçu de M. Paquier la lettre suivante, datée de Paris, 30 mai 1918 :

Monsieur le Directeur,

Je viens de recevoir le numéro de janvier-mars de votre *Bulletin*. Je vous remercie de cet envoi, ce numéro n'est pas encore à la Bibliothèque de la Sorbonne. Mais par la page que vous me consacrez, je vois que je ne me suis pas fait comprendre. Permettez-moi donc de préciser ici quelques points.

1^o Dans la lettre, toute privée d'ailleurs, que je vous ai écrite il y a quelques semaines, je vous ai dit que dans mes conférences sur *Luther et l'Allemagne*, j'avais en vue une étude sereine... en dehors de toute guerre « et préoccupation aiguë ». Je n'ai pas pris copie de ma lettre ; mais ces mots doivent évidemment avoir trait, non à ces conférences, mais à celles de 1915 sur *Luther, Kant et Nietzsche*, que j'ai publiées sous le titre : *Le Protestantisme allemand*. De celles-là, cette petite confidence est absolu-

ment exacte ; à l'origine je les avais méditées sans penser à la guerre. Et je ne comptais pas les publier.

2° Dans mon étude sur *Jérôme Aléandre*, j'ai mis en relief, dites-vous, « l'immoralité de ce principal adversaire de Luther, ainsi que des autres dignitaires de la Curie ». D'où vous vous étonnez qu'ayant à parler de Luther, je dise aussi du mal de lui. Je vous répondrai simplement qu'essayant d'écrire l'histoire, je travaille à voir la vérité, à la voir partout, et à la dire comme je la vois. Du reste, dès mon étude sur *Aléandre*, j'ai parlé de Luther en termes équivalents à ceux d'aujourd'hui ; voir, par exemple, p. 348-349.

3° Je vous ai écrit : J'ai eu soin de distinguer la « *semence protestante* et le sol de l'Allemagne de Saxe ». Vous dites ne pas comprendre. Mais, comme j'ai dû vous le dire dans ma lettre, je ne faisais ainsi que citer M. Émile Doumergue, doyen de la Faculté de théologie protestante de Montauban, l'auteur de la grande *Vie de Calvin* ; voir sa conférence sur l'*Allemagne religieuse* (1915), p. 13 et suivante. Je demande à vos lecteurs de lire cette conférence ; j'en signerais au moins les trois quarts. Qu'ils méditent en particulier ce qu'aux p. 28 et suivantes, M. Doumergue dit du dualisme que Luther a introduit entre la vie privée et la vie sociale, la vie du chrétien et celle du citoyen.

4° Un catholique m'aurait dit que par mes conférences sur *Luther et l'Allemagne* « j'avais commis une mauvaise action » ! Je ne me souviens pas. Mais admettons donc qu'un catholique m'ait parlé ainsi. Et après ? « On vous rompt les oreilles, dites-vous, de l'uniformité catholique ». Pardon, c'est vous qui nous les rompez. Nous, nous parlons de l'unité de doctrine : c'est le point capital.

5° Je puis affirmer que dans ma récente étude sur *Luther et l'Allemagne*, j'ai vérifié toutes les citations de Luther ; s'il m'est arrivé par hasard d'enfreindre cette règle, ce doit être une ou deux fois à peine. Je serai donc heureux que, dans votre appréciation de cette étude, vous vouliez bien vous-même remonter à ces textes, pour me montrer qu'ils sont controuvés, ou peu loyalement sollicités.

6° A l'avenir, comme par le passé, qu'il s'agisse d'Alexandre VI, ou de Savonarole, de Léon X, d'Aléandre ou de Luther, je n'aurai jamais qu'une seule règle de critique historique : Chercher à voir la vérité et à la dire. Par là je m'inspirerai d'une parole fameuse de Léon XIII et de votre devise à vous même *Post tenebras lux*.

J'ose vous demander de publier cette lettre dans votre prochain *Bulletin*. Par contre, si vous vouliez vous borner à l'analyser, en en prenant un mot ça et là, j'aimerais mieux que vous n'en parliez pas du tout.

Du reste ces divergences ne me feront jamais oublier que dans nos relations privées, je n'ai eu qu'à me louer de votre courtoisie.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

J. PAQUIER.

Je vais essayer de répondre point par point à la lettre qu'on vient de lire.

1° J'avais parfaitement compris que les lignes que j'avais citées se rapportaient aux premières conférences sur *Le Protestantisme allemand*. Si j'ai pris cette liberté, c'est que je me demandais ce que M. Paquier aurait bien pu dire s'il n'avait pas eu en vue une « étude sereine », puisque, p. 49, il résume ainsi son opinion sur Luther « il était déloyal et violent » et p. 139, sa conclusion : « De cette folie d'égoïsme et d'orgueil, de ce débordement de déloyauté et de brutalité, qui est surtout responsable ? Je réponds ; c'est le protestantisme allemand ». Et ce qui donne à cette phrase toute sa valeur, c'est celle-ci : « *Le protestantisme est par excellence un produit allemand.* »

2° Passons à la moralité d'Aléandre et de Luther. M. Paquier nous dit qu'il n'a en vue *que la vérité*. Il lui était difficile de représenter le nonce apostolique comme un parangon de vertu puisque, dans son *Journal*, Aléandre a lui-même inscrit ses dépenses *pro venere*. Mais si on se rapporte aux pages auxquelles nous renvoie son biographe, on voit qu'il s'efforce de démontrer que ce furent là des péchés de jeunesse, peu nombreux, que l'apparition de « l'hérésie de Luther fut le coup de foudre salutaire qui amena son réveil » et lui fit « mener une vie complètement austère peut-être dès son retour de Worms ». Il oublie que pendant une dizaine d'années, après 1516, Aléandre eut des relations adultères avec Périlla, la femme de l'avocat Claude Proana, dont il eut deux fils, le premier, au sujet duquel il remercie Dieu — le 1^{er} mars 1521, donc six semaines avant l'entrée de Luther à Worms. Le second, né le 31 mars 1524, donc trois ans plus tard, appelé Jules Clément — comme le pape — mourut jeune. Mais son père eut soin de légitimer l'aîné et de lui laisser toute sa fortune. Il est vrai que, dans son *Journal*, il écrit qu'il aurait pu se conduire beaucoup plus mal, « comme les cardinaux et les plus austères auditeurs de rote ¹ ».

Et Luther ? Voici la phrase des premières conférences de M. Paquier (p. 28) à laquelle j'ai fait allusion : « Il paraît très

1. Si je traduais ce passage mot à mot, le lecteur comprendrait la sortie de Luther, bien renseigné depuis son voyage à Rome, contre tous « ces impies polissons », sortie que M. Paquier cite avec indignation en note de la page 49.

probable que, pendant toute sa vie de cloître, de 1505 à 1520, il fut sujet à ce que, par euphémisme, l'on appelle des fautes ou pratiques solitaires ». La note renvoie à un passage du commentaire de Luther sur le psaume 51. Voici ce passage que je traduis — beaucoup plus exactement que celui d'Aléandre que je viens de citer. Luther parle de la contrition et de l'attrition : « Plus je faisais acte de contrition, plus la conscience et les souffrances protestaient et je ne pouvais accepter l'absolution et les autres consolations que m'offraient ceux auxquels je me confessais. Je pensais : Qui sait s'il faut ajouter foi à ces consolations ? Puis il arriva que lorsque je me plaignais avec larmes auprès de mon précepteur (Staupitz) de tentations nombreuses auxquelles m'exposait mon âge, il me dit : « Mon fils, que fais-tu là ? Ne sais-tu pas que le Seigneur lui-même nous a *ordonné* d'espérer » ? — Je laisse au lecteur le soin de juger si ce texte justifie l'interprétation qu'en donne M. Paquier et s'il traite Luther avec autant de ...bienveillance qu'Aléandre.

Oui, je sais, et M. Paquier l'a signalé en pleine chaire. Avec une liberté de langage analogue à celle des prédicateurs catholiques du moyen âge, Luther a menacé les femmes qui repoussaient leurs maris d'être supplantées par leurs servantes. Il a même cru pouvoir, sous la foi du secret professionnel, permettre au Landgrave Philippe de Hesse de s'autoriser de l'exemple des patriarches en prenant une deuxième femme. Que ne lui a-t-il conseillé de suivre l'exemple d'Aléandre¹ ! Il bénéficierait peut-être de l'indulgence de M. Paquier.

3° Ici mon contradicteur me renvoie à M. le doyen Émile Doumergue et à sa conférence *l'Allemagne religieuse*. M. Doumergue a, en effet, écrit ceci : « Le Luthéranisme est une idée : l'idée protestante qui a été déposée dans un terrain, le tempérament allemand ». Il ajoute : « Ce partage peut être difficile » et voilà pourquoi j'ai écrit que « j'essayerais de comprendre » comment on peut séparer une idée de la conscience individuelle où elle a pris naissance. Surtout puisque la distinction que M. Paquier fait entre « la semence et le sol de l'Allemagne de Saxe », est purement verbale, cette semence, le protestantisme, l'idée protestante étant d'après lui, « par excellence un produit allemand », c'est-à-dire de même nature que le sol où il a poussé. Quand M. Paquier consentira à envisager cette idée sous le même jour que M. Émile Doumergue, nous pourrons continuer cette discussion, inutile puisque l'idée ne vaut pas mieux que le terrain.

1. Ou encore celui de Charles-Quint, qui ne demanda à aucun dignitaire ecclésiastique la permission de séduire les mères de Marguerite et de don Juan d'Autriche. Voyez, entre autres, Paul Herre, *Barbara Blomberg die Geliebte Kaiser Karls V und Mutter Don Juans de Austria*, Leipzig 1909.

4° On m'a, en effet, affirmé qu'un catholique aurait fait comprendre à M. Paquier que de représenter le protestantisme comme « un produit allemand », devait péniblement impressionner les millions de protestants anglais et américains qui, en vertu même de leurs principes, étaient venus au secours des catholiques français. « Et après » ? répond M. Paquier. « On vous rompt les oreilles, dites-vous, de l'uniformité catholique. Pardon, c'est vous qui nous les rompez. Nous, nous parlons de l'unité de doctrine ; c'est le point capital. »

Admettons cette nouvelle distinction. Je viens précisément de lire, dans le volume bourré de faits, de M. de Caix de Saint-Aymour : *Autour de Noyon, sur les traces des Barbares*, le chapitre XIII, intitulé : *Comment ils respectent les choses saintes*. Entre cent traits édifiants, je vois que partout, « au mépris de toutes les lois canoniques », le cardinal Hartmann, archevêque de Cologne, officiait pontificalement ; qu'à Porquéricourt, par exemple, les soldats catholiques, après avoir accompli pieusement leurs devoirs religieux dans l'église, pendant toute la journée du dimanche 11 mars 1917, la firent « sauter sans honte ni remords » à 10 heures du soir ; qu'ailleurs ils « exhumèrent les morts, pillèrent les cadavres, piétinèrent les squelettes, enterrèrent leurs soldats dans les tombes ainsi violées », etc. Il y a donc une doctrine catholique qui permet ces choses et une autre qui les réprouve.

L'interprétation donnée à la doctrine catholique par le cardinal Hartmann, par les aumôniers qui présidèrent ces services religieux et par le clergé catholique irlandais qui profite du moment où l'existence même de l'Angleterre est menacée pour s'insurger contre elle, cette interprétation a-t-elle été blâmée en haut lieu ? M. de Caix de Saint-Aymour écrit, p. 242 : « Malgré leur fidèle soumission à l'autorité ecclésiastique suprême — maîtresse en matière religieuse — les prêtres catholiques français ont résisté comme les laïques à l'action dissolvante de la politique vaticane... où, sous prétexte d'impartialité, le criminel est placé sur le même rang que l'innocent et la victime traitée à la même mesure que le bourreau ». — Il y a donc une doctrine catholique — qui permet, à la fois, de se soumettre et de résister ? Voilà pourquoi j'ai écrit et persiste à écrire que, résister à une autorité à laquelle, par ailleurs, on prétend se soumettre « fidèlement », c'est *faire acte de protestantisme*, c'est-à-dire obéir, en fait, à une autorité supérieure à celle qui exige cette soumission.

5° M. Paquier croit devoir m'assurer qu'il a scrupuleusement vérifié toutes ses citations. Je n'ai jamais dit le contraire et ne mets en doute l'exactitude d'aucune de celles auxquelles il renvoie dans ses notes. Mais, puisqu'il aime les distinctions, je me permettrai celle-ci : Il sait aussi bien que moi qu'une citation peut

être très exacte, mais que ce qui importe, c'est la manière dont on l'interprète. Ne prenons, entre beaucoup d'autres, qu'un seul exemple : Pour démontrer que Luther pousse à la *négation de la valeur morale de l'activité humaine* (p. 13 du *Protestantisme allemand*), tout en reconnaissant (p. 19), qu'il a *des centaines de textes en faveur de l'observance de la morale*, M. Paquier cite cette prétendue « confidence » du réformateur (p. 20) : « Il est faux que Dieu haïsse les pécheurs... Il ne hait que ceux qui ne veulent pas être pécheurs », ce qui *semble* dire que, pour être agréable à Dieu, il faut faire le mal. Or, il est évident que ce que Luther a voulu dire, c'est que Dieu ne hait que ceux qui ne veulent pas se reconnaître pécheurs, admettre qu'ils *sont* pécheurs, conformément à la parole de Jésus-Christ : « Je suis venu appeler, non des justes, mais des pécheurs (Math. IX, 13; Marc II, 17). Toute l'argumentation de mon contradicteur repose sur cette interprétation. Or, il suffit de lire sans parti-pris quelques pages de Luther pour constater que ce qu'avec l'apôtre Paul, il combat sans relâche, ce n'est pas la vie morale, mais la prétention de gagner, par cette vie, le salut, ce qui est le fond de la doctrine catholique du salut par les œuvres à laquelle il oppose celle du salut par la foi en la grâce de Dieu, le plus juste n'étant, après tout, qu'un pécheur qui ne peut être sauvé que par cette grâce.

6° M. Paquier termine la lettre à laquelle il me pardonnera d'avoir essayé de répondre comme je viens de le faire, par sa profession de foi en matière de critique historique : *Chercher la vérité et la dire*. Ce beau programme est celui-là même de notre *Bulletin* où je me suis permis les quelques remarques qui m'ont valu la lettre que j'y insère avec le plus grand plaisir. Mais tout dépend de ce qu'on appelle la vérité. Ici, on le sait de reste, nous n'hésitons pas à la proclamer, même si elle est défavorable aux réformateurs et à l'Église à laquelle nous appartenons. M. Paquier admettrait-il une vérité historique qui contredirait celles que son Église a formulées il y a longtemps déjà, pour le passé et pour l'avenir ? S'il veut s'approprier notre devise *Post tenebras lux*, n'est-ce pas dans un sens tout opposé au nôtre, puisqu'il lui faut démontrer qu'en dehors de son Église, il n'y a que ténèbres plus ou moins épaisses ? Dans ces conditions on ne peut guère chercher que la vérité qui a déjà été trouvée et proclamée.

N. WEISS.

Calvin, les Jésuites, Becanus et Veuillot.

Il est du devoir de réfuter les calomnies, mais aussi de clouer au pilori de l'histoire les calomnieurs. Ce sera une tâche sombre dans l'œuvre littéraire de Brunetière que d'avoir refusé de faire justice de l'impardonnable faute de Faugère accusant Calvin d'avoir déclaré qu'il fallait tuer les Jésuites, sinon les accabler de mensonges et de calomnies.

Aux noms de Faugère et de Brunetière doit s'unir celui de Veuillot. — Dans son livre : *Pèlerinages de Suisse*, on peut lire à la page 55 et en note : « Calvin, en quelques mots, a tracé un bel éloge des Jésuites et indiqué une manière de les combattre dont on ne s'est guère écarté. » « Pour ce qui est des Jésuites, qui sont nos plus grands adversaires, il faut les faire périr, ou, si cela offre trop de difficultés, il faut les chasser où du moins les accabler d'impostures et de calomnies ». Voici, pour ceux qui pourraient suspecter notre citation, le texte même du réformateur ; il est clair : « *Jesuitae vero, qui se maxime opponunt nobis, aut necandi, aut si hoc commodo fieri non potest, ejiciendi aut certe mendacius et calumniis opprimendi* ». (Calvin apud Becan. Aphor. 15. De modo propagandi Calvinismum.) — Une seule réponse s'impose : le *mentiris impudentissime* de Pascal.

Dans ce livre, débordant d'injures et d'outrages contre la Réforme et les Réformateurs, une si infâme calomnie avait sa place marquée. Mais plus méprisable paraît encore la réflexion de Veuillot que « pour un chrétien c'est chose grave que la publication d'un livre. Parle-t-il toujours comme il conviendrait. Garde-t-il scrupuleusement la vérité » ? De cette vérité, il n'a cure, car, dit-il, « son refuge est dans la charité de ses frères et la pureté de ses intentions ».

Intention d'une si touchante pureté qu'il pouvait écrire : « Pour moi, je le dirai franchement et nettement, même avant d'expliquer toute ma pensée, si quelque chose me semble à regretter dans tout cela, c'est qu'on n'ait pas brûlé Jean Huss plus tôt et que Luther n'ait pas été brûlé comme lui, c'est qu'il ne se soit pas trouvé en Europe, au commencement de la Réformation, un prince assez pieux et assez politique pour mouvoir une croisade contre les pays qu'elle avait infestés » (p. 336).

C'était le premier livre de Veuillot « déposé humblement comme une prière permanente à l'effet d'obtenir, par l'intercession de saint François d'Assise et de sainte Marguerite de Cor-tone, ce qu'il désirait le plus en ce monde, après le bonheur d'y servir Dieu ».

Nul avec plus d'autorité, mais avec plus de juste sévérité n'a jugé cette manière de servir Dieu que Mgr Dupanloup. Veuillot ne s'est jamais relevé de la condamnation que prononça l'évêque d'Orléans.

L'exemplaire des *Pèlerinages de Suisse*, auquel j'ai emprunté les citations si dénuées de vérité et encore plus de charité, n'est pas sans présenter un caractère intéressant à plus d'un titre. En effet, relié aux armes de la Ville de Paris, il a été donné comme livre de prix du collège municipal Rollin, ainsi que le porte l'inscription en lettres dorées¹.

Ainsi, en 1859, pouvait être considéré comme un prix à offrir à de jeunes élèves et, sans doute, comme un prix de religion, un ouvrage inspiré par l'esprit le plus sectaire et le plus intolérant.

Il est vrai que ce livre, donné au mépris du respect dû à une Église alors reconnue par l'État, est orné de quatre gravures d'une très fine exécution dues à un artiste protestant Karl Girardet, qui seules lui donnent quelque valeur. L'aventure était assez singulière pour qu'il en fût fait mention.

F. P.

Troisième centenaire de la Réformation. — J'ai raconté, dans le *Bulletin* de 1917, p. 146, comment avait été célébré ce centenaire, en particulier à Paris. Un compte rendu détaillé y parut alors, en une brochure de 108 pages, imprimée chez J. M. Eberhart, imprimeur du collège royal de France, sous ce titre : *Célébration de la troisième fête séculaire de la Réformation dans l'Église chrétienne consistoriale de la Confession d'Augsbourg à Paris, les 1^{er} et 2 novembre 1817. Prix 1 franc, au profit des pauvres.* On y trouve le texte des allocutions, cantiques, prières, etc., des deux services qui eurent lieu à l'église des Billettes.

De Nakol. — Confession de la Foi chrétienne... (Bull. 1914-1915, p. 726 et 1917, p. 89. — Un exemplaire de cette *Confession... mise en Rime françoise*, s. l. n. d. 1561, de 76 pages in-8°, fait partie de la Bibliothèque de notre Société (R. 15.906). La Confession a été rimée, « sur le chant du Psaume CXIX, Bienheureux est la personne qui est », dont la musique accompagne la première de ces 66 strophes.

1. Cet exemplaire a été offert à notre Bibliothèque.

Errata. — P. 78, on a imprimé Σωτήρ au lieu de Σωτήρ.

P. 73. — M. Pannier nous prie de rectifier ainsi une phrase du troisième alinéa du procès-verbal : ... Noyon et des conversations qu'il a eues, *à la suite de démarches de notre collègue M. J. Pannier*, avec le propriétaire de l'hôtel de Russie... En plaçant plus loin le membre de phrase relatif à M. Pannier, j'ai voulu indiquer que c'est, si je ne fais pas erreur, notre collègue qui a eu l'idée de *faire* louer l'Hôtel de France de Noyon, dont fait partie la maison dite de Calvin, par un hôtelier parisien.

P. 74. — A la fin du 3^e alinéa, lire Cournonsec au lieu de Cournonterral.

N. W.

Le gérant : FISCHEBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXVII^e ANNÉE

QUINZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Juillet-Septembre



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

—
1918

N. W. — Pour la Fête de la Réformation.	161
ÉTUDES HISTORIQUES.	
N. WEISS. — Louis de Berquin, son premier procès et sa rétractation d'après quelques documents inédits (1523).	162
FRANK PUAUX. — Saint-Évremond et les Réfugiés de la Révolution à Londres.	184
DOCUMENTS.	
N. W. — Lettre de la sacrée Faculté de théologie de Paris, à Guillaume Petit, évêque de Troyes, confesseur du roi, au sujet de Berquin.	209
— Quelques huguenots et huguenotes « obstinés », dans les prisons de Bordeaux et de Rennes après 1688	211
JACQUES MARTY. — Deux certificats de prétendus « concubinages »	214
FRANK PUAUX. — Lettres du Révérend Perrot et du pasteur Olivier Desmont (1815)	215
MÉLANGES.	
LÉON MARLET. — Les attaches françaises de lord Derby, ambassadeur de Grande-Bretagne en France.	223
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.	
TH. SCHOELL. — Roger Chauviré. — I. Jean Bodin, auteur de la République. — II. Colloque de Jean Bodin des secretz cachéz des choses sublimes entre sept scavans qui sont de différens sentiments.	232
CORRESPONDANCE.	
N. W. — Le Dr Mac Farland à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, 26 juin 1918.	234
E. H. — Le Révérend Mac Farland au Musée du Désert, 25 juillet 1918	238
F. P. — Mémoires sur la guerre des Cévennes, par le colonel J. Cavalier	248
ILLUSTRATIONS.	
Une vue du vieux Berquin (rue de Bailleul) avant la guerre, d'après une photographie.	164

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 40 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 40 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

POUR LA FÊTE DE LA RÉFORMATION

On trouvera dans ce fascicule que nous adressons, comme de coutume, à tous les pasteurs des Églises réformées, l'évocation de quelques-uns des faits les moins bien connus de notre histoire. La première étude, se rattachant directement à celle de l'année dernière sur les Débuts de la Réforme, retrace les premières aventures d'un de ses premiers champions, seigneur d'un bourg autour duquel on se bat avec acharnement; la seconde montre la répercussion de la Révocation sur l'un des esprits les moins fanatiques du xvii^e siècle. Puis viennent quelques textes inédits — qu'on nous reproche parfois de ne pas remplacer par « quelque chose de plus lisible » — mais sans lesquels il faut de plus en plus se persuader qu'il n'y a pas d'histoire exacte. — Les derniers articles sacrifient à l'actualité en nous rappelant les attaches françaises de l'ambassadeur d'Angleterre en France et deux épisodes de l'émouvante visite du D^r Mac Farland.

Dans toutes ces pages on retrouvera ceux qu'on stigmatisait du nom de « luthériens » ou de « huguenots », à l'avant-garde des idées qui nous sont de plus en plus chères et pour lesquelles il nous faut continuer à consentir des sacrifices de plus en plus grands¹.

N. WEISS.

1. Nous rappelons que le *Bulletin* sera servi régulièrement à toute Église ou pasteur qui enverra à notre Société un don à l'occasion de la Fête de la Réformation.

Études Historiques

LOUIS DE BERQUIN, SON PREMIER PROCÈS ET SA RÉTRACTATION D'APRÈS QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS (1523)

Louis de Berquin¹ fut, après Luther, la première personne que les fanatiques conservateurs de la tradition intégrale attaquèrent au commencement de l'année 1523. Cette année, ainsi que je l'ai rappelé ici même naguère², marque, par suite des revers que les armées françaises éprouvèrent en Picardie, le commencement de la réaction agressive des défenseurs de l'Église catholique qui a toujours eu soin d'attribuer au relâchement de la lutte contre l'hérésie les calamités qui frappaient le pays.

Dès le 12 avril 1523, l'évêque de Meaux Guillaume Briçonnet, effrayé par les dénonciations et les invectives des théologiens de Paris qui le visaient à travers quelques-uns de ses collaborateurs comme Lefèvre, Caroli, Mazurier, etc., manifesta sa résolution d'éviter la lutte en modérant le zèle de ceux-ci. C'est bien là le sens de l'ordonnance par laquelle à cette date, il révoqua pour quelques-uns d'entre eux, la licence de prêcher qu'il leur avait octroyée : « Au lieu de parler avec modération, sincérité et pureté des choses de Dieu, il les altèrent sous prétexte de piété³. »

1. Sur Louis de Berquin, voir l'article de la *France prot.*, 2^e éd., que nous complétons ici.

2. Cf. *Bull.*, 1917, p. 227.

3. Ce n'est donc pas, comme le dit M. Imbart de la Tour (*Orig. de la Réf.*, III, 177, n.), d'après l'interprétation calomnieuse de Bretonneau, pour des causes *morales* que cette mesure fut prise. (Voy. *Bull.* 1917, p. 227.)

Le 29 avril, devant le clergé de son diocèse, à Troyes, l'évêque Guillaume Petit, qui antérieurement avait dénoncé Michel d'Arande, déclarait avoir été chargé par François I^{er} dont il était le confesseur de « dissiper et exterminer la plupart des erreurs qui se cachaient dans presque toute la France ¹ ».

Trois jours plus tard, le 1^{er} mai, par ordre du procureur du roi au Parlement, une perquisition était faite chez Louis de Berquin. — Qui était ce gentilhomme et pourquoi s'attaqua-t-on à lui? On le disait « Flamand de nation », bien que né, vers 1490, à Passy, et lui-même se disait « docteur ès lois », bien qu'il fût vêtu comme un militaire ².

Il était, en effet, fils unique d'un Joncherr Jan Berquyn, fils lui-même de Joncherr Jan van Berquyn et de Jacquelyne de Saint-Thoma, et seigneur d'un fief appelé Noord Berquin en Flandres. C'est le bourg actuel de *Vieux-Berquin* dans le département du Nord, dont les communiqués nous ont si souvent entretenus et dont, sans doute, il ne reste plus que des ruines. C'était une terre, pas très considérable, mouvant en arrière-fief de la seigneurie de Plessis, celle-ci relevant directement de l'empereur Charles Quint comte de Flandres ³.

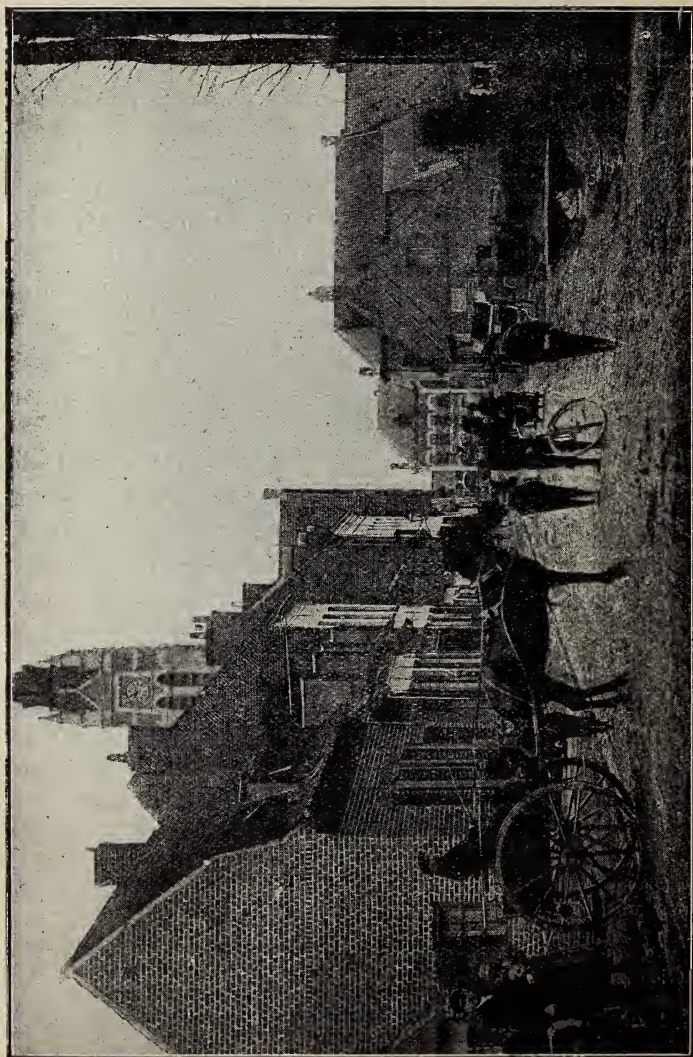
Il avait aussi des droits sur la seigneurie de Cormeilles au nord de Paris; elle appartenait à un seigneur de Rambures, du comté d'Artois auquel Berquin était appa-

1. *Arch. de l'Aube*, G. 1282.

2. *Bibl. Nat. Lat. Nouv. acq.* 4782, f^o 93 r^o.

3. Voy. l'acte de confiscation de la terre de Berquin et donation, moyennant 4 000 livres, à Philippe d'Orley, écuyer, seigneur de Plessis, par Charles Quint, décembre 1529, *Chambre des Comptes de Lille*, 21^e registre (1440-1532, f^o 146-147). *Arch. de Lille*, B. 1616. On peut, grâce à ce document, reconstituer exactement les propriétés et revenus de Louis de Berquin. La généalogie dont je ne puis garantir l'orthographe a été copiée pour moi à la Bibliothèque de Gand, par M. le pasteur Beuzart, actuellement enfermé à Douai. Elle remonte seulement au grand-père de Louis de Berquin et le nom de sa mère y est malheureusement en blanc. Le père de Louis avait un frère et une sœur, *Hector*, heere van Blauwensterre près de la montagne de Cassel, épousa damoiselle *Isabeau de Schonvelde*, fille de Robert et de Cornélie van Calven; ils eurent trois enfants. Sa sœur, *Adrienne de Berquin*, tante de notre Louis, dame de Bacherört, épousa messire *Louis de Gréboval*, fils de Jacques et de damoiselle Martine Laureins « et fut la première qui se maria en Flandre et ils eurent trois enfants ».

renté¹. Dans une lettre-préface aux lettres d'Ange Politier, adressée le 13 novembre 1517 à François d'Halluin, gou-



Une rue de Vieux-Berquin (rue de Bailleul) avant la guerre.

verneur d'Amiens, l'éditeur Josse Badius Ascensius

1. D'après un acte du 13 février 1551, par lequel un ingénieur nommé Armand Valentin cède à Jean de Corneilles, seigneur de ce lieu, des droits

appelle Louis de Berquin, avec Georges d'Halluin, prince de Comines et d'Halluin, le plus ferme appui de cette race¹.

Ce gentilhomme, disposant de quelques centaines de livres de revenu annuel, vint, dit Crespin, « en l'âge de quarante ans sans être marié, ayant vescu en telle intégrité et chasteté qu'il ne fut oncques chargé de soupçon d'incontinence ». C'est que dès sa jeunesse il s'était épris d'une grande et noble passion pour l'étude de l'antiquité classique. En 1512 déjà, pour le dédommager de n'avoir encore pu faire paraître un ouvrage que lui avait dédié Nicolas Berauld, le même imprimeur-éditeur Josse Badius avait inscrit son nom, avec les éloges les plus flatteurs, en tête du tome II des œuvres d'Ange Politien dont il avait dédié, pour la même raison, le premier volume à Bérauld. Nous apprenons ainsi que Louis de Berquin était lié d'amitié avec Nicolas Bérauld dont il avait peut-être été l'élève à Orléans². En 1517 celui-ci lui dédiait son édition des festins de Philelphe, *Philelphi Convivia*³ en ces termes :

Nicolas Bérauld à Louis Deberquin, homme de très grand mérite, salut. — Voici pourquoi, aimable Louis, nous te dédions les festins de Philelphe, œuvre savante et variée qui vient d'être imprimée à Paris sous nos auspices : C'est qu'en la lisant, je relis du même cōup et repasse dans ma mémoire notre si agréable vie

qui lui appartiennent, en vertu d'un dōn du roi, sur les biens de Louis Berquin, exécuté à mort pour crime d'hérésie. Arch. Nat., Chatelet, *Insinuations* 3868 (Y 96, f° 313).

1. *Illustrium virorum Epistolae ab Angelo Politiano collectae et Francisco Sylvio Ambianate diligenter expositae* (Ph. Renouard, *Bibliographie de J. Badius*, III, 183 et 189). Badius semble avoir beaucoup apprécié Berquin, puisqu'il lui dédia aussi en 1517, son édition d'Aulu Gelle (*Ibid.*, II, 464).

2. Nicolas Bérauld était né à Orléans en 1470 et y ouvrit une école assez importante en 1511; en 1512, il se fixa à Paris, professant dans les collèges, recevant des pensionnaires et publiant des éditions savantes d'auteurs anciens; ainsi il dédia aussi à Berquin, en 1517, sa traduction du *Muscae Encomium* de Lucien, et relève dans cette dédicace le goût de son ami pour l'esprit satirique de Lucien et d'Erasmus. Vers 1525, Dolet et Wolmar furent les pensionnaires de Bérauld, qui fut plus tard secrétaire d'Etienne Poncher et précepteur d'Odet et Gaspard de Coligny. Son fils se rattacha définitivement à la Réforme (cf. Louis Delaruelle, notes biographiques sur Nicole Bérauld, *Revue des Bibliothèques*, 7, 9, 1902).

3. *Conviviorum Francisci Philelphi Libri duo... nuper auspitiis Hedmondi Fabri Bibliopole... excusi* (Bibl. Nat., Inv. Reserve Z 1060, Z. 1062).

en commun; notre exquise pension et nos entretiens littéraires à la fois et poétiques par lesquels, lorsqu'à Orléans nous poursuivions les mêmes études supérieures, nous dissipions jadis et trompions l'austérité du travail. Je me souviens, en effet, comme le dit Perse, qu'après avoir consumé ensemble de longues journées, nous passions à table les premières heures de la nuit, observant tous les deux la même règle pour le travail et pour le repos. Il n'y eut presque pas un seul de nos repas qui ne fût accompagné de musique, de cette musique platonicienne qui presque seule mérite le nom de musique; j'entends l'harmonie vocale et lyrique. Elle n'est pas si déplacée dans les festins que Thémistocle lui-même ne passe, comme dit Cicéron, pour peu cultivé, parce qu'il avouait ne rien comprendre à la musique pendant les repas. Ce n'est pas pour cela seulement que nous t'envoyons ce présent; mais pour qu'il soit le gage et le témoignage de notre amitié; pour que, fondée sur les arts les plus libéraux et augmentée par eux, elle pousse des racines si profondes qu'elle ne puisse être ébranlée ni souillée par aucun souffle des envieux et des mauvaises langues et pour te représenter et te mettre devant les yeux comme l'image de notre vie commune. Reçois donc notre livre et en retour donne-nous aussi tes œuvres.

Deux ans plus tard, dans une lettre du 16 mars 1519, à Érasme¹, Nicolas Bérauld cite son ami comme un grand savant et grand admirateur du prince des humanistes. — Berquin faisait donc partie de la petite phalange de savants éclairés et libéraux qui, au commencement du xvi^e siècle, travaillaient au renouvellement des études profanes et sacrées et qui, pour cette raison, étaient surveillés par les « théologastres » de la Sorbonne comme de dangereux fauteurs d'hérésie.

*
* *

Pourquoi résolurent-ils de s'attaquer à lui plutôt qu'à d'autres? Érasme était si universellement considéré, même par les papes, qu'ils jugèrent prudent d'essayer d'abord leurs forces contre un de ses admirateurs. L'occasion leur en fut fournie lorsqu'ils apprirent, sans

1. P.-S. Allen, *Opus epistolarum, D. Erasmi*, III, 504. Herminjard qui a reproduit une partie de cette lettre (I. 33) la date de 1518.

doute par quelque « mouche », que Berquin avait osé railler un des triumvirs qui, de haute lutte, avaient enlevé, le 15 avril 1521, la condamnation de Luther par la Faculté de théologie de Paris, savoir Guillaume Duchesne ou du Quesne, de Coutances, curé de Saint-Jean en Grève et proviseur du collège d'Harcourt¹. On ne pouvait assurément tolérer qu'un jeune laïc se permit de critiquer un docteur en théologie aussi considérable par son orthodoxie et sa situation. Le 13 mai 1523 disent les registres du Parlement,

Sur ce que, pour raison de certains livres et traictés pris en la possession de Louis de Berquin par Jacques de Mailly, huissier en la cour, à la requeste du procureur général du roy, ceux de la Faculté de théologie en l'Université de Paris ont requis lesdits livres et traictés leur estre monstrés et que le dict de Berquin, pour ce mandé, a dit qu'il ne veult empescher que ceux de la Faculté ne les voyent, mais il a requis qu'il soit présent pour les lire et donner à entendre à quelle fin tout a esté faict, à ce que, par faute d'estre bien advertis, on ne puisse calomnier ce qu'il a faict, ou y adjoucter et varier...

La Cour a ordonné et ordonne qu'en présence de M^{rs} André Verjus et Jean Verrier, conseillers en icelle, les dits livres et traictés seront monstrés aux dits de la Faculté ou députés d'icelle, présent le dit Berquin, lequel les pourra lire et donner à entendre comment il entend ce qu'il a faict. Et, ce faict, les dits livres ou traictés par eulx cotés *ne variuntur*, si bon luy semble, demeureront ès mains de ceulx que la Faculté députera pour les voir et visiter et après faire leur raport à la Cour de ce qu'ils y auront trouvé².

Berquin ne pouvait protester contre la saisie, qui était légale. A la suite d'un mandement royal du 18 mars 1521³, peut-être en prévision de la condamnation, par la Faculté de théologie, le 15 avril, des écrits de Luther, le Parlement, par arrêt du 13 juin 1521, avait, en effet ordonné « défenses estre faictes de imprimer ni exposer en vente

1. *Erasmi Opera, Epistolae* n° 1060.

2. Arch. nat. X^{1a} 1525, f° 203^v.

3. Jourdain, *Index chartarum*, 126. D'Argentré dont j'ai reproduit les dates l'année dernière (*Bull.* 1917, 224), parle (II, IV) d'un arrêt du 22 mars et d'un édit du 13 juin. Or, il ne peut y avoir eu, le 22 mars, qu'une prise en considération du mandement du 18.

aucuns libelles ou traictez concernans la sainte Escrip-
ture et religion chrestienne jusqu'à ce qu'ils eussent été
visités par les députés de la faculté de théologie ». Le
3 août suivant il avait fait sommer, à son de trompe, « les
librayres, imprimeurs et autres gens » qui avaient des
livres de Luther, de les porter au greffe dans la hui-
taine¹. Cette sommation n'ayant pas empêché le débit et
la circulation de ces livres, à la requête du recteur de
l'université, les théologiens avaient obtenu du roi une
nouvelle ordonnance prohibitoire menaçant les contre-
venants d'une amende de cinquante livres et du bannisse-
ment et recommandant au premier huissier du Parlement
de transmettre à ce dernier, par lettres closes, les infor-
mations qu'il aura pu se procurer secrètement. Cette
ordonnance, datée du 4 novembre 1521, avait été, à la
requête de l'université du 24, publiée à son de trompe
et cry public le 30 novembre, « à ce que cy après aucun
n'en puisse prétendre cause d'ignorance² ».

La saisie, fructueuse pour ceux qui l'avaient provo-
quée, étant éminemment dangereuse pour le détenteur de
ces « livres et traités », ce dernier avait demandé à
pouvoir, en présence de M^{rs} André Verjus et Jean Verrier,
« donner à entendre comment il entend ce qu'il a faict ».
Ces légistes ne se pressant pas de le convoquer et ayant
peut-être laissé transpirer que son cas n'était pas défen-
dable, Berquin s'était adressé à François I^{er} auprès duquel
il était *persona grata* et semble même avoir rempli
quelque office de cour. A sa requête le roi adressa de
Saint-Germain-en-Laye, le neuvième jour de juin 1523,
« à nos chers et amez les doyen et docteurs en la Faculté
(de théologie) de nostre première et ainée fille l'Univer-
sité de Paris », cette lettre :

Chers et bien amez, le sieur de Berquin nous a démontré
qu'il avoit écrit quelque apologie nommée *Speculum theologastro-
rum* et quelques autres petits traités, et translaté quelques dia-
logues par manière de passetems, lesquels vous avez requis vous

1. Arch. Nat., X^{1a} 1523, f° 310.

2. Jourdain, *ibid.*, 127 et B. N. Lat. 16576, f° 26.

estre communiqués, pour iceux estre par vous visités, ce qu'il n'a voulu empescher, par quoy nous voulons et très expressément vous comandons que vous diligentiés de visiter lesdits livres et traités. Et, ce fait, si vous y trouvez des articles erronés ou hérétiques, envoies-les devers nous par déclaration, car nous n'entendons avoir ne soustenir en nostre royaulme aucuns hérétiques : aussy, s'il n'y a nulles erreurs, nous ne voulons à personne ôter la liberté d'escripre vérité. Par quoy n'y faites faute¹.

Le lundi 15 juin, Berquin présenta en personne cette missive à la Faculté réunie, comme de coutume, dans le réfectoire des Mathurins. Celle-ci fit remercier Sa Majesté et se déclara prête à lui obéir. Elle consacra effectivement, sans désemparer, toutes ses séances, y comprises celles de l'après-midi, du mardi 16 au samedi 27 juin, à l'examen du contenu du sac que lui avait transmis le Parlement. Que renfermait-il ?

*
* *

Autant qu'on peut en juger, d'une part d'après la liste dressée par les commissaires dans leur rapport du 26 juin² et d'autre part d'après les procès-verbaux de la Faculté³ qui parlent au fur et à mesure de leur examen, il y avait trois séries de livres ou manuscrits, La première se composait d'ouvrages ou traités de Luther, Ulrich de

1. J'ai trouvé la copie, du XVII^e siècle, de cette lettre et des trois autres qu'on verra plus loin, en marge d'un manuscrit de l'ancienne bibliothèque du Séminaire de Saint-Sulpice, coté M. 115, vol. 2, fol. 49 v^o. Le copiste a ajouté cette note : « J'ay transcrit cette lettre de François 1^{er} et les deux suivantes, sur les originaux qui étaient entre les mains de M^e Roy, licencié en théologie de la Faculté de Paris et principal du collège de Montaigu ». Ces lettres provenaient donc, sans doute, des papiers de Noël Bédier, syndic de la Faculté de théologie et principal de Montaigu, qui au début de la Réforme mena, avec Duchêne comme porte-parole, toute la campagne contre les « novateurs », organisa le système de la délation, transforma les théologiens en juges de profession et fit voter par eux l'interdiction de le critiquer.

2. Ce rapport se trouve dans d'Argentré, *Collectio judiciorum*, II, p. XII.

3. Pour les procès-verbaux du registre journal de la Faculté de théologie, qui se trouve à la Bibl. nat. Nouv. acq. Latin 1782, je renvoie une fois pour toutes à la Notice publiée par M. L. Delisle sur ce registre. Imp. nat., 1899, in-4^o, à la suite de laquelle se trouvent n^{os} XIX et s. tous les extraits concernant Berquin.

Hutten, Mélanchthon, etc. Ainsi les deux premiers livres censurés et condamnés les 16 et 18 juin (*De abroganda missa privata*¹, *De usu et efficacia misse*), un autre, *De institutis humanis* condamné le 22 juin, l'écrit de Luther, montrant que Léon X avait indûment condamné ses écrits au feu²; la *Trias romana* d'Ulrich de Hutten ainsi que deux autres pamphlets *Paradisus Julii papae*, *Decalus Moysi et papae* condamnés le 25 juin; enfin, trois autres, non décrits, dont un, sans titre, de Mélanchthon, qui subirent le même sort le 26 juin. L'existence seule, deux années après les ordres émis en 1521, de ces livres suffisait à mettre Berquin en mauvaise posture.

Mais il y avait aussi deux séries de manuscrits encore plus compromettants. D'abord des notes en latin sur des sujets qui l'avaient particulièrement intéressé : un cahier de 58 feuillets renfermant une *Apologie* de Luther contre ses calomniateurs que le procès-verbal du 17 juin appelle *aliàs Speculum theologastrorum*. On peut conjecturer que, s'inspirant de l'Apologie de Mélanchthon contre la condamnation de Luther par la Faculté de théologie de Paris, Berquin y raillait l'hypocrite suffisance de prétendus théologiens qui se couvraient de l'autorité de la tradition pour condamner sans appel des propositions qu'ils étaient incapables de réfuter. Un autre cahier, condamné le 23 juin et désigné par ce titre *De sacerdotio*, contenait les raisons par lesquelles Luther s'efforce de prouver que « tous les chrétiens sont prêtres ». C'était évidemment un résumé du premier des trois grands écrits réformateurs que Luther avait publiés en 1520, c'est-à-dire de l'*Appel à la noblesse chrétienne* qui développe cette thèse du sacerdoce universel.

Enfin il y avait quatre traductions en français, trois de pamphlets de Hutten et de deux autres, savoir : *La Tryade romaine*, *Le paradis du pape Jules*, *Le catholique du pape et de Moïse* et celle du traité de Luther contre la condamnation de ses écrits au feu par Léon X.

1. Voy. éd. de Weimar, t. VII.

2. *Adversus execrabilem Antichristi bullam*, 1520 (*Ibid.*, t. VI).

Dans cette énumération sommaire, nous voyons apparaître les préoccupations religieuses d'un humaniste chrétien doublé d'un légiste qui se complait dans la critique satirique et qui s'y exerce en suivant attentivement les premières manifestations de la Réforme.

La prise était trop importante et l'occasion trop belle pour que la Faculté n'essayât pas d'en profiter en frappant un grand coup. Dès le 16 juin elle décida d'envoyer le doyen et cinq maîtres au chancelier Duprat pour le supplier d'obtenir du roi que les livres de Luther, condamnés par elle au feu depuis plus de deux années, fussent enfin brûlés. Le chancelier promit de mettre en mouvement le Parlement au moyen des officiers du roi.

La Faculté pouvait, en effet, prendre des décisions, bien qu'elle n'eût, à aucune époque, été régulièrement autorisée à être seule juge en matière d'orthodoxie et, par conséquent, à disposer de la vie et de la mort de quiconque lui déplairait. Mais elle ne pouvait faire exécuter ses décisions qu'avec l'agrément du roi. En procédant contre Berquin comme elle venait de le faire, elle entrait directement en lutte avec l'autorité royale. Dans sa lettre du 9 juin, François I^{er} lui avait, en effet, demandé de visiter ce qu'elle avait fait saisir au domicile de l'inculpé et, si elle y trouvait des articles erronés ou hérétiques, «^e de les lui envoyer » par «^e déclaration », c'est-à-dire de les lui signaler sans les condamner. Le 17 juin seulement, alors que, contrairement à cet ordre, elle avait déjà condamné au feu un ouvrage de Luther et un manuscrit de Berquin, elle consentit à recevoir ce dernier qui, conformément à l'arrêt du 13 mai, devait être entendu et informé de ce qu'on lui reprochait. Il posa des questions et on lui répondit. La discussion dura jusqu'à six heures du soir et n'eut d'autre résultat que la condamnation, dans les séances suivantes jusqu'au 26 juin inclusivement, de tous les livres et écrits qui lui appartenaient.

Cet examen n'avait été momentanément interrompu, le vendredi 19 juin, que pour entendre le chancelier, à

son domicile, près du couvent des Augustins, déclarer au doyen Odoart accompagné de quelques théologiens que le roi était mécontent, entre autres, de ce qu'ils avaient commencé l'examen du commentaire de Lefèvre d'Etaples sur les Évangiles, paru à Meaux l'année précédente, avec privilège royal, c'est-à-dire sans qu'ils eussent même été consultés. Le roi leur faisait ordonner de soumettre les articles qu'ils incrimaient, avant le 25, à l'archevêque de Sens et aux évêques de Meaux, de Langres et de Senlis qui assistaient à l'entrevue¹. A cette sommation les théologiens avaient refusé de se conformer ainsi que d'entrer en discussion avec Lefèvre en présence de ces prélats, prétextant qu'ils n'avaient pas à s'occuper de Lefèvre, mais seulement de sa doctrine, élevant par conséquent la prétention d'être seuls juges de l'orthodoxie de cette dernière.

Le résultat pratique de cette distinction avait été de mettre momentanément Lefèvre hors de cause ; mais, en compensation, l'examen et la condamnation du dossier de Berquin avaient été continués pendant toute la semaine suivante.

L'inculpé, ne se faisant aucune illusion sur la disposition de ses adversaires, en avait référé au roi après son entrevue avec eux. Le vendredi 26 juin, au collège de Sorbonne, pendant qu'ils achevaient de le censurer, il se présenta devant eux avec une nouvelle lettre du souverain datée de Saint-Germain, 23 juin et adressée « A nos chers et bien amez les docteurs, bacheliers et régens de la Faculté de théologie en l'Université de notre bonne ville et cité de Paris », en ces termes :

Chers et bien amez, vous sçaves que pieça nous avons écrit que vous eussiez à nous envoyer les articles translats et propositions de Berquyn étans devers vous, ce que vous n'avez encore fait. Pour ceste cause nous avons bien voulu derechef vous en escrire pour vous faire entendre nostre intention et vouloir qui n'est point que vous donnez aucune opinion ou sentence sur

1. C'étaient Etienne Poncher, Guillaume Briçonnet, Michel de Boudet et Arthur Fillon ; tous ces prélats passaient pour libéraux.

le fait dudit Berquyn, que premièrement nous n'ayons fait veoir et disputer lesdits articles translats et propositions par notre amé et féal chancelier et autres que nous avons à ce députés : ains nous défendons très expressément que vous aiez à cesser toute procédure contre ledit Berquyn jusques à ce que nous aions faict voir ce que dit est et que vous ayez congé et licence de nous de ce faire. Donné à Saint-Germain-en-Laye le vingtroisième jour de Juin. Signé FRANÇOYS et au-dessous, à côté, DARTOIS avec paraphe.

*
* *

François I^{er}, on le sent, au ton de cette seconde missive, n'entendait pas se faire faire la leçon par ces « chats fourrés ». Il ne prétendait pas les empêcher d'avoir une opinion, mais bien qu'ils eussent *seuls* le droit d'en avoir une et de l'*imposer* sans son agrément. Pendant qu'au contraire, ils prenaient leurs mesures pour le perdre, Berquin leur présenta ce message, en compagnie de deux notaires. — « Retirez-vous un peu, lui répondit le bedeau, pendant qu'en répose les maîtres de la Faculté diront leurs sentences. » — Berquin s'étant retiré, les théologiens commencèrent par lire la lettre qu'il avait apportée et, la prétendant différente de la première, firent quérir celle-ci par le bedeau. Après en avoir délibéré, ils persistèrent dans cette opinion, la seconde lettre leur paraissant « interdire d'examiner et de juger les livres de Berquin jusqu'à ce que le roi leur en eût donné l'ordre ». Or, c'était précisément ce que le roi leur avait déjà défendu dans son premier message. Finalement ils déclarèrent que comme, grâce à Dieu, ils avaient, sur tout le dossier, exprimé leur jugement qui allait être transcrit et transmis au Parlement, celui-ci y pourvoirait comme il lui conviendrait; que, si c'était nécessaire, on en présenterait une copie au roi et qu'après midi on délibérerait sur la voie à suivre pour cela. Quant à Berquin, *qui n'attendait pas de réponse (sic)*, s'il revenait ou s'adressait au doyen, on lui dirait seulement : « La Faculté a pris en considération la teneur des deux lettres de Sa Majesté, dont elle la remercie très humblement; elle fera ce qui

lui semblera bon et espère que le roi en sera satisfait ». ¹

A deux heures de l'après-midi on se borna à confirmer à l'unanimité ces décisions et à prendre des mesures pour que dès le lendemain samedi tout le dossier pût être transmis au greffe du Parlement. Ce samedi, la forme de la *détermination* ayant été définitivement approuvée, fut transcrite dans le registre et on décida que, sans tarder, le bedeau serait envoyé avec le dossier à la cour en prévenant les avocats du roi et les amis de la Faculté. Quant au roi, Duchêne pourrait proposer au chancelier de se rendre auprès de lui et lui présenter les propositions extraites des commentaires de Lefèvre, non toutefois au nom de la Faculté, mais seulement de ceux de ses membres qui avaient fait ce travail, s'ils consentaient à les communiquer, *ce à quoi d'ailleurs ils ne pourraient être contraints*.

On conviendra qu'il était difficile de mieux marquer le peu de cas que l'on faisait de l'autorité royale qu'on n'osait pas combattre en face. Pour bien comprendre cette attitude de défi intransigeant, il faut se rappeler que quinze jours auparavant, le 8 juin 1523, étaient sortis de presse, chez Simon de Colines, avec privilège spécial du roi, les Évangiles de Lefèvre en langue vulgaire. Cet acte d'autorité du souverain était d'autant plus insupportable qu'il était en contradiction avec son ordonnance du 18 mars 1521. Aussi, le 30 juin, la Faculté, pour bien montrer qu'elle se croyait assurée du succès de sa manœuvre, Duchêne ayant décliné la mission dont elle l'avait chargé, décida qu'elle ne se présenterait devant le roi que si elle était expressément convoquée par lui.

Le sort de Berquin était désormais entre les mains du Parlement, et non seulement celui de Berquin, mais aussi celui de Lefèvre à qui la Faculté ne pouvait pardonner d'avoir traduit le Nouveau Testament. Pour se venger, elle avait requis la cour d'interdire la vente de son commentaire jusqu'à ce qu'il eût été examiné ².

Le 8 juillet, Pierre Lizet communiqua aux conseil-

1. Voy. *Notice*, ut *supra*, extrait n° XXVII.

2. Voy. le procès-verbal du 24 juillet 1523 (*ibid.*, n° XXXII).

lers le rapport des commissaires déclarant Berquin complice de l'hérésie luthérienne, qu'il devait être condamné à abjurer publiquement en même temps qu'on lui interdirait de s'occuper désormais d'écrire ou traduire aucun ouvrage touchant la foi. Désireux de porter à cette hérésie, d'où venait tout le mal, un coup mortel, la cour ordonna en même temps de rassembler chez tous les libraires tous les livres suspects¹.

Le 11 juillet, les commissaires André Verjus et Jean Verrier écoutent les explications de Berquin². Le même jour le Parlement reçoit du roi l'ordre d'arrêter toute procédure contre Lefèvre dont il évoque l'affaire à son grand Conseil. Le 13, à la Faculté, le syndic Béda se plaint aussi d'avoir reçu au sujet de Berquin de nouvelles lettres royales dont nous ne connaissons pas le texte. Le duel entre la Faculté soutenue par le Parlement d'une part, et le roi, de l'autre, se corse. C'est à qui, dans cet échange d'ordres contradictoires, arrivera bon premier. La cour, d'habitude si peu pressée, fait diligence. Le 1^{er} août elle interroge Berquin et le fait enfermer le lendemain dans la tour carrée du Palais, celle-là même qui se dresse encore aujourd'hui à l'angle du quai. Le 5 août l'arrêt définitif est rendu. Berquin est renvoyé avec ses livres devant l'évêque de Paris. Si celui-ci le condamne, il est perdu.

Mais le roi entend bien avoir le dernier mot. Le jour même où la cour s'était déchargée sur l'évêque de Paris du soin de liquider l'affaire épineuse que la Faculté lui avait passée, il écrit au Parlement qu'il évoque le cas de Berquin au grand Conseil. Il était alors à Fontainebleau, en route pour l'Italie en passant par Nemours et Blois. A Nemours, le 7 août 1523, il s'adresse encore une fois « à nos chers et bien amez les doyen et docteurs en théologie de notre première et aînée fille l'Université de Paris » :

Chers et bien amez. Nous avons été averti des procédures qui ont été faites en notre court de Parlement contre Loys de Ber-

1. Arch. nat., X^{1a} 1523, f^o 286.

2. *Ibid.*, f^o 292 et 321^v.

quin, et entendu le rapport que avez fait en icelle sur les livres qu'il a composés, ainsi que, par notre dicte court, vous étoit ordonné, qui nous semble être chose de grosse importance et de laquelle, comme très chrétien et premier fils de l'Église, avons délibéré entièrement sçavoir et entendre les raisons et articles par luy mis en iceux livres et si se treuvent erronés et dévientes à notre foy, voulons être le premier pour en faire la pugnition et asseoir sur ce notre jugement. A cette cause vous mandons et très expressément enjoignons commettre et députer quelques-uns des plus sçavans et expérimentés de notre faculté et jusques à tel nombre suffisant que bon vous semblera, pour iceux envoyer en notre ville de Blois garnis de mémoires et autres enseignemens vers notre très chère et très amée dame et mère, pour, en la présence de notre amé et féal chancelier et gens de notre grand Conseil, déduire au long les erreurs et abus que ont trouvé aux livres d'iceluy Berquin, pour, le tout veu et bien entendu, en faire le jugement tel que on verra estre à faire.

Donné à Nemours, le 7^e jours de Aoust...

Le capitaine Frédéric prend les deux lettres et se rend à Paris où il arrive le 8. Au Palais, le Conseil venait de rendre son prisonnier à l'évêque de Paris, lorsqu'il prit connaissance de la lettre du roi évoquant son affaire au grand Conseil, comme celle de Lefèvre, et lui enjoignant en conséquence de lui remettre le prisonnier. La cour, constatant que légalement celui-ci ne lui appartenait plus, voulut écrire au roi et prier le capitaine de transmettre cette lettre et d'attendre la réponse du roi. Mais le capitaine avait des ordres formels. Il ne devait pas revenir sans Berquin. Force fut à la cour de lui remettre le prisonnier dont l'évêque de Paris n'était peut-être pas fâché de ne pas être encombré¹. Berquin était libre et le roi avait gagné de haute lutte la première manche ; mais l'affaire n'était pas terminée.

*
* *

François I^{er} a-t-il simplement voulu faire acte d'autorité et rabaisser l'outrecuidance des théologiens ? Je ne le pense pas. Il était dans la situation du souverain qui se sent circonvenu et qui cherche à échapper au filet

1. *Ibid.*, fo 330^o, cf. Fagniez, *Livre de raison de N. Versoris*, p. 34.

dont on l'entoure. Il connaissait bien Lefèvre, Briçonnet, Michel d'Arande, Louis de Berquin, l'honorabilité irréprochable de leur vie, la valeur incontestable de leurs travaux. Que dis-je, il avait entendu lire l'Évangile dont il avait autorisé la publication sans s'inquiéter du *veto* de la Sorbonne et il lui répugnait de penser que c'étaient là d'affreux hérétiques et que cet Évangile allait empoisonner son royaume. D'autre part, il était bien trop de son temps pour ne pas traiter les docteurs de la Faculté de théologie avec ménagement, comme appartenant à la famille de sa « première et aînée fille l'université de Paris », célèbre dans le monde entier. Il tenait à son titre de roi très chrétien et était persuadé que l'hérésie était le pire de tous les crimes.

Mais, en quoi consistait exactement l'hérésie? Fallait-il comprendre sous cette désignation le texte même des Évangiles et le commentaire de Lefèvre qui l'expliquait en suivant d'ailleurs l'exemple d'Erasme, ce savant patronné par Léon X et qu'il avait fait inviter à se fixer en France? Pour y voir plus clair, en présence de l'intransigeance de la Faculté et du Parlement qui lui prêtait main-forte, il avait eu recours au seul moyen dont il disposait, de dessaisir ce dernier en évoquant les deux causes connexes devant le grand Conseil et en invitant une dernière fois les théologiens à venir s'expliquer devant lui, en présence des inculpés et des principaux prélats du royaume.

Le Parlement, le jour même où il avait été contraint de lâcher Berquin, se rabattit sur ses livres et ses papiers qu'il fit brûler solennellement devant le grand portail de Notre-Dame; après avoir fait disparaître ainsi le corps du délit et privé l'inculpé de ses moyens de défense, il fit brûler tout vif, après lui avoir fait couper la langue, un malheureux ermite augustin, Jehan Vallière, saisi à Poissy et accusé de propos plus qu'hérétiques. Quatre jours plus tard, au même parvis Notre-Dame, sur un grand échafaud, une « grosse quantité de livres de Luther », ramassés chez tous les libraires, en vertu de

l'arrêt du 8 juillet; furent également consumés et un « cry public » prévenait ceux qui seraient assez « osés et hardis » pour en garder, qu'ils encourraient « confiscation de corps et de biens¹ ».

Qu'allaient faire de plus les théologiens? Se présenteraient-ils à Blois comme ils y étaient conviés, ou éviteraient-ils par quelque nouvelle manœuvre, comme au mois de juin, une confrontation qui évidemment ne leur souriait pas? Après avoir discuté le pour et le contre dans une série de séances dont le procès-verbal très sommaire permet seulement d'entrevoir leurs hésitations², ils se décidèrent finalement, sans avoir réussi à se mettre entièrement d'accord sur l'interdiction des traductions de la Bible en langue vulgaire, à envoyer un des leurs avec mandat limité au roi et à son confesseur. Il n'était pas autorisé à entrer en discussion avec les accusés et les prélats du grand Conseil, mais simplement à raconter ce qui s'était passé. Ce messenger avait déjà mis le pied à l'étrier, lorsqu'ils apprirent que le roi se dirigeait à grandes journées vers Lyon, pour de là gagner l'Italie. Ils résolurent aussitôt de renoncer à leur projet, et, le 28 août, adressèrent à Guillaume Petit, évêque de Troyes et confesseur du roi, une lettre accompagnée de tout le dossier Lefèvre et Berquin, ainsi que d'une lettre adressée à Sa Majesté. G. Petit était chargé de bien se pénétrer de ces documents, de suppléer au besoin à ce qui manquerait à la lettre du roi et d'agir pour le mieux dans l'intérêt de la foi qu'il était urgent de soutenir et de défendre³. Une fois de plus « ceux de la Faculté » pouvaient se flatter d'avoir « couché sur leurs positions », en refusant de s'expliquer en présence du roi.

Et Lefèvre et Berquin? J'ai vainement cherché le procès-verbal de la séance du grand Conseil concernant le premier. On sait seulement qu'il y fut amnistié, ce qui

1. Cf. *Bull.*, 1917, 228.

2. Voir les procès-verbaux de juillet-août 1523.

3. Je résume ici une dernière lettre inédite que j'ai copiée dans le susdit manuscrit de Saint-Sulpice, en marge d'un recueil de censures. On en trouvera plus loin le texte latin et la traduction.

n'étonnera pas ceux qui ont pu constater avec quel soin il évitait toute polémique et s'efforçait de concilier les textes mêmes de l'Écriture sainte avec la tradition et les usages de l'Église; car, s'il était d'accord, même avec Luther, là où celui-ci avait « bien parlé », il était loin de partager ses opinions de 1520 sur le gouvernement et les doctrines essentielles du catholicisme.

Quant à Berquin j'ai longtemps aussi désespéré de découvrir la sentence définitive de son premier procès, les registres du grand Conseil, conservés aux Archives Nationales, étant pleins de lacunes pour cette époque. Après bien des recherches, j'ai été assez heureux pour découvrir, à la Bibliothèque Mazarine, dans un recueil d'*Extraits* du grand Conseil (1423-1625, msc. 3054), le texte même du procès-verbal qui le concerne. Le voici :

Du deuxiesme octobre mil cinq cens vingt trois.

A Blois.

Entre le Procureur général du Roy demandeur en matière d'évocation d'une part, Et Louis seigneur de Berquin, d'autre, Doujat pour ledict procureur général a dict que le Roy a de son propre mouvement, le cinquiesme jour d'aoust dernier passé, à Fontainebleau, octroyé ses lettres d'évocation par lesquelles ledit seigneur évocque à luy et à son grand conseil tous les procès qui pourroient estre meuz, tant en la cour de Parlement de Paris que ailleurs, sur la composition d'un livre désviant de raison faict par le dict Berquin; — dict icelle cour de Parlement de Paris, avant la signification de ladice évocation, avoir, par son arrest, rendu ledict Berquin à l'évesque de Paris pour procedder contre luy ainsi que de raison; — dict que le dict Berquin luy avoit monsté une cédulle escripte et signée de sa main, attendu laquelle et la matière dont est question qu'est mere¹ ecclésiastique, requéroit que icelluy Berquin ensuiv² l'arrest de ladicte cour de Parlement de Paris, fust rendu à l'évesque de Paris; — et d'autant que le Roy veult entendre le fonds de l'affaire, que iceluy évesque soit contrainct de commettre quelque notable personnage suivant la cour, avec lequel assisteront deux conseillers clerks dudict Conseil de ceux qui sont lors en leurs services et tels que par ledict Conseil sera ordonné et au demeurant, — attendu qu'il n'y a point de récidivation et le contenu en ladicte

1, Mere (latin) purement.

2. Ensuivant.

cédulle, consent que ledict Berquin soit eslargy partout jusques à six sepmaines en faisant les submissions en tel cas accoustumées pour faire ses dilligences d'avoir ledict vicariat, auquel jour sera tenu de (*sic*, pour se) rendre en l'estat qu'estoit quand ladicte évocation fust signiffiée à ladicte cour de Parlement et évesque de Paris; — sur quoy ledict Berquin a dict avoir baillé audict procureur général du Roy ladicte cédulle escripte et signée de sa main, laquelle il a requis estre insérée au présent acte, disant que, attendu le contenu d'icelle, il doit estre purement et simplement reffusé.

Et sur ce, après que lesdictes lettres d'évocation et cédulle cy dessus mentionnées ont esté leues ¹, le Conseil, ensuivant ce qui a esté requis par lesdicts procureur général du Roy et Berquin, a ordonné et ordonne que ladicte cédulle sera insérée au présent acte et au surplus, pour aucunes causes et considérations à ce la mouvans, ordonne que, en ensuivant l'arrest donné par ladicte cour de Parlement de Paris, lequel sera contrainct de bailler vicariat à quelque bon personnage suivant la Cour, sera tenu appeller avec luy deux conseillers clerks dudit Conseil estans lors en leur service audict Conseil, pour estre proceddé entre ² ledict Berquin jusques à six sepmaines prochainement venans pour recouvrer ledict vicariat et l'apporter audict vicaire en la matière ainsi qu'il appartiendra.

Et a le Conseil eslargy et eslargist par tout iceluy Berquin, jusques à six sepmaines prochainement venans pour recouvrer ledict vicariat et l'apporter audict vicaire à ses despens, en faisant par luy les submissions en tel cas accoustumées et promettant se rendre prisonnier audict jour de six sepmaines devant ledict vicaire.

Ensuiet la teneur de ladicte cédulle présentée par le dit Berquin.

« Je, Louis, seigneur de Berquin, desteste, abhomine et anathématize toutes espèces d'hérésies et mesmément les hérésies de maistre Martin Luther et de ses adhérens et sectateurs, duquel j'ay faict quelques extraicts et translations, avec protestations toutesfois de ne les vouloir soustenir ny adhérer pertinement et veulx et entends ensuivre et adhérer à la doctrine évangélique et apostolique et à celle de sainte Église et non à autres sans jamais venir au contraire, ne pareillement translater les livres dudict Luther, et proteste que je ne veulx hanter nuls luthériens ne gens mal sentans de la foy mais seulement gens adhérens à la doctrine de sainte Eglise chrestienne et s'il a lvenait que je soustiens pertinement et obstinément lesdictes

1. Lues.

2. Il faut lire contre.

espèces ou hérésies dudict Luther ou desdicts adhérens ou sectateurs, en ce cas je me soubzmet au jugement de saincte Esglise et à telle cohertion et peine que le droict ordonne. Vous suppliant très humblement qu'il vous plaise me mettre hors de procès, descharger de ce dont on m'a voulu charger et me faire dellivrer les livres qui ne sont de Luther ne de ses adhérens et vous plaise faire insérer cette déclaration et destation ¹ escripte et signée de ma main, en l'acte de vostre sentence, signé Berquin et faict à Blois ».

En ensuivant l'arrest et ordonnance donnée ce jourd'huy, par lequel, entre autres choses, a esté dict que Louis de Berquin sera eslargy par tout jusques à six semaines prochaines venantes en faisant les submissions en tel cas accoustumées et promettant se rendre prisonnier audict jour devant le vicair qui sera depputé par l'évesque de Paris, s'est ledict Berquin comparu au greffe dudict Conseil et a faict les submissions en tel cas accoustumées et promis se rendre prisonnier audict jour devant le vicair qui sera depputé par ledict évesque de Paris, pour faire son procès et en ensuivant ledict arrest et sur peine d'estre atteint et convaincu des cas et crimes a luy imposés. Faict, etc.

*
* *

A l'instar de Briçonnet, dans son décret synodal du 15 octobre 1523 ², on voit dans ce procès-verbal, ou plutôt dans la « cédule » qu'il y fit insérer, que Louis de Berquin se décida à jeter par-dessus bord Luther, tout en déclarant qu'il avait fait quelques extraits et traductions de ses ouvrages, « avec protestations toutesfois de ne les vouloir soustenir ny adhérer pertinemment ». Pour bien comprendre ces lignes, il faut les rapprocher d'une phrase d'une lettre de Berquin à Erasme, écrite cinq années plus tard : « Ce n'est pas que je sois partisan de Luther, dit-il, mais je ne puis admettre la calomnie, quelle que soit la victime ³. » Si donc il s'était intéressé à Luther, ce n'est pas qu'il partageât ses opinions avancées. Mais il avait aussi trouvé qu'on allait trop loin en faisant de lui je ne sais quel monstre sorti

1. Lisez détestation.

2. *Rull.* 1917, 230.

3. Lettre publiée par J. Förstemann u. O. Günther (*Briefe des Desiderius Erasmus, Beiheft zum Zentralblatt für Bibliothekwesen*), 1904, p. 351.

de l'enfer, et il avait sans doute essayé, dans ses notes, de montrer jusqu'où on pouvait le suivre.

Il se garde bien, d'ailleurs, d'insister sur ce côté dangereux de ses projets, mais on remarquera que sa protestation « d'ensuivre et adhérer à la doctrine évangélique et apostolique et à celle de sainte Église et non à autre », est rédigée en termes tels qu'ils ne pouvaient satisfaire que ceux qui consentaient à ne pas en presser le sens. Ainsi qu'il le dit, dans la *Farce des théologastres* qui parut à cette époque et qu'il a sûrement inspirée, s'il ne l'a pas écrite¹ :

Messeigneurs, nous n'entendons pas
Toucher l'estat théologique,
Mais bien le théologastrique
Seulement : nous congnoissons bien
Qu'il y a plusieurs gens de bien
Théologiens et bien famés
Lesquels sont sans faute animés
Et marris d'un tas de fatras,
De conclusions et de cas,
Nolitions, volitions,
Qui ne valent pas deux oignons.
Et tout cela que avons faict
Est pour blasmer ce méchant faict.
Pour tant, prenez tout en bon sens.

Malgré ses concessions, sa requête d'être « mis hors de procès et déchargé de ce dont on a voulu le charger », ne fut pas admise. Le Parlement était bien décidé à ne pas lâcher sa proie. C'est lui finalement qui l'emporte et qui se réserve l'ultime décision quand, au bout de six semaines, Berquin, à ses frais, aura obtenu que « quelque bon personnage suivant la Cour », commis par le Parlement et l'évêque de Paris, consente à reprendre son procès, avec deux conseillers clercs du grand Conseil,

1. La *Farce des théologastres* a été analysée ici même par notre collaborateur, M. Emile Picot (XXXVI [1887], 232). Elle a été sûrement écrite après le premier procès de Berquin, puisqu'elle fait allusion à son emprisonnement « par voye oblique », et à l'autodafé de ses écrits. Ce plaidoyer rimé en faveur du *texte* de l'Écriture sainte, nous donne quelques-uns des arguments qui lui furent opposés, et a été écrit par un Picard, témoin ce vers : « Je n'y entens riens quant à my ».

au point où il était lorsque l'évocation à ce dernier l'avait fait sortir de l'ornière traditionnelle.

En attendant Berquin était « élargi » et le roi qui, selon les termes mêmes du procès-verbal ci-dessus, désirait « entendre le fond de l'affaire », était une fois de plus, renvoyé aux calendes grecques.

Si l'on en croit un contemporain, en mesure d'être bien informé, Henri Estienne, ce fut le chancelier Duprat qui présidait le grand Conseil, qui fit donner au Parlement ce pouvoir exorbitant de disposer de la vie de ceux que la Faculté de théologie désignerait comme suspects à cause de leurs opinions religieuses : « Ce du Prat avoit esté le premier qui avoit déferé au Parlement la congnoissance des hérésies, d'autant qu'il disoit qu'il y a du blasphème¹ meslé parmi. Ce fut lui aussi qui donna les premières commissions pour faire mourir ceux qui contredisoient à la religion rommaine, estant ennuyé des longues procédures tenues au procès de Berquin². »

On pouvait donc continuer en toute sécurité de faire croire à François I^{er} que le moindre soupçon de prétendu « luthéranisme » menait directement à l'anarchie. Encore en 1531 un des correspondants d'Érasme, Gervais Wain, élève de la Sorbonne, envoyé par François I^{er} à l'électeur de Saxe, raconta à Luther que le roi était persuadé que « chez les protestants il n'y avait ni Église, ni Magistrat, ni mariage, mais qu'on vivait en promiscuité, selon sa fantaisie, à la manière des bêtes³ ».

N. WEISS.

1. Le blasphème, facile à constater, était un des crimes les plus sévèrement punis par le Parlement. Assimiler une opinion à un blasphème était un procédé digne d'Escobar.

2. *Apologie pour Hérodote*, chap. XXVI. — En 1887, dans plusieurs articles du *Bulletin* sur les *traités de Luther traduits en français*, j'ai émis l'hypothèse que Louis de Berquin était le traducteur de quatre de ces traités imprimés sous le titre de *Consolation chrestienne* et dans le *Livre de vraie et parfaite oraison*. Je tiens à dire ici, en me réservant d'en donner plus tard les preuves, que cette hypothèse qui a été adoptée par plusieurs auteurs, entre autres tout récemment par M. Imbart de la Tour, me paraît aujourd'hui très sujette à caution.

3. Ch. Schmidt, *Gérard Roussel*, p. 80, n. 4.

SAINT-ÉVREMOND ET LES RÉFUGIÉS DE LA RÉVOCATION A LONDRES

Lorsque M. de Saint-Évremond apprit que la lettre qu'il avait écrite au marquis de Créqui, à l'occasion de la Paix des Pyrénées, était entre les mains de Colbert, il ne put guère douter du sort qui l'attendait. Avoir persiflé Son Éminence défunte le cardinal de Mazarin ne pouvait être qu'un crime d'État. Vivant, il lui avait fait passer trois mois à la Bastille; mort, il le menaçait de l'y enfermer pour longtemps. Colbert, en effet, avait fait observer à Sa Majesté que « si l'on permettait à des particuliers de juger des affaires d'État selon leur caprice et de censurer impunément la conduite des Ministres, il n'y en aurait pas un qui pût se mettre à couvert de la médisance, quelque bien intentionné qu'il fût pour les intérêts du roi¹ ». Saint-Évremond, sans bruit, quitta Paris pour la Normandie, dans l'espérance de voir l'orage se dissiper, mais il y entendit encore parler de la Bastille et, désireux moins que jamais de ce séjour, secrètement se rapprocha de la frontière et, en 1661, se réfugia en Hollande.

Saint-Évremond ne devait jamais revenir en France et, dans son long exil, car il mourut en 1703, il lui fut donné de faire des réflexions sur les hommes et les choses de son temps, qui révèlent, pour l'époque, une rare indépendance d'esprit. Il ne saurait être sans intérêt de rechercher, dans ses œuvres, les preuves de cette largeur d'esprit, en raison même de sa rareté pendant le règne de Louis XIV².

Saint-Évremond n'aurait-il écrit que « la conversation

1. *La vie de M. Charles de Saint-Denis, sieur de Saint-Évremond, etc.*, par M. Des Maizeaux, 1711, p. 85.

2. *Œuvres mêlées de M. de Saint-Évremond*, publiées sur les manuscrits de l'auteur. Nouvelle édition corrigée et augmentée de nouvelles remarques, cinq volumes, in-12. Amsterdam. Pierre Mortier, 1706.

du Maréchal d'Hoquincourt avec le Père Canaye », ces quelques pages, d'un esprit si fin, d'une langue si belle, suffiraient à sa gloire d'écrivain. Dans son œuvre si diverse et d'un mérite si inégal, car, prosateur éminent, il fut un pauvre poète, nous avons, surtout dans sa correspondance, relevé ses jugements sur la religion protestante, comme sur ses fidèles et ses défenseurs. Si l'on veut se souvenir du silence gardé par les grands écrivains de l'époque sur les Réformés, en dehors des controversistes, Bossuet, Arnauld, Nicole, l'on donnera plus de prix à ses remarques et l'on appréciera d'autant plus les témoignages qu'il rendit à ses nobles amis du Refuge à Londres, où il passa la plus grande partie de sa vie d'exilé.

En 1681, Saint-Évremond vit arriver en Angleterre le savant Justel, conseiller du roi en son Conseil, qui, de longue date, avait prévu les dangers dont étaient menacés les Réformés. En relation avec des Anglais distingués, comme John Locke et le docteur Hickes, ses hôtes à Paris, il disait à ce dernier, qui s'étonnait de voir tant de temples interdits malgré l'Édit de Nantes : « Je tiens à vous révéler un secret que seuls quelques-uns de nous connaissent : notre destruction est décidée, nous devons nous exiler ou devenir papistes. Jé vous dis ceci car mon intention est de me rendre en Angleterre où je compte de nombreux amis, et quand vous me verrez arriver, je vous rappellerai notre entretien¹. »

Justel jouissait, en effet, d'une réputation méritée en Angleterre. Sa réponse, aussi mesurée que savante, à l'*Exposition de la doctrine de l'Église catholique*, dédiée à Conrart, avait été traduite en anglais et publiée à Dublin en 1676. L'Université d'Oxford lui avait décerné le diplôme de docteur en droit comme à un savant, qui : *Non modo omni scientiarum et virtutum genere per se excelluit verum etiam parentis optimi eruditissimi Christoph. Justelli*

1. AGNEW, *Protestant exiles*, II, 149.

*doctrinam et merita ornando et excolendo sua fecit*¹.

Aussi le plus sympathique accueil lui fut-il réservé à Londres, et, reçu dans la demeure du docteur Hickes, il put lui rappeler sa prédiction. Ses amis obtinrent pour lui la place de conservateur de la bibliothèque royale de Saint-James, mais comment l'exilé n'aurait-il pas regretté la France? Saint-Évremond qui, dès la première heure, s'était félicité du commerce qu'il aurait avec un si grand savant², lui écrivait : « Quand je vous vois, triste et désolé, regretter Paris aux bords de notre Tamise, vous me remettez dans l'esprit ces pauvres Israélites pleurant leur Jérusalem aux bords de l'Euphrate. Ou vivez heureux en Angleterre par une pleine liberté de conscience, ou accommodez-vous à de petites rigueurs sur la religion en votre pays, pour y jouir de toutes les commodités de la vie. »

Il n'est pas à douter que Justel ne se soit récréé, car de « petites rigueurs » ne l'auraient pas décidé à quitter sa patrie, mais, pour lui donner la preuve de son erreur, Saint-Évremond se fit controversiste. De là l'intérêt de sa lettre, l'un des rares documents qui nous révèle l'état d'esprit de l'un de ces libertins, comme on les appelait alors, jugeant des différends entre Rome et Genève. On n'y trouvera rien qui rappelle les polémiques passionnées du temps. « Est-il possible, dira-t-il, que des différences si peu considérables ou si mal fondées troublent le repos des nations et soient cause des plus grands malheurs qui arrivent aux hommes? »

Pourquoi une opposition chagrine contre les images?

1. Richard Simon, lorsque Bossuet eut fait interdire la publication de *L'histoire critique du vieux Testament*, désespérant d'obtenir un privilège pour sa *Critique du Nouveau Testament*, eut le dessein de l'envoyer à son bon ami, M. Justel pour la faire imprimer à Londres, comme le rapporte Des Maizeaux. Saint-Évremond, dans une épître à la duchesse de Mazarin, écrit :

Justel, plein des leçons de la rare critique
Qui du Vieux Testament tout le fond nous explique,
Était venu chercher au bruit de votre nom
Comment sans crainte et sans dommage
On ferait imprimer quelque nouvel ouvrage
Du trop savant Père Simon.

2. *Œuvres, etc.*, IV. 168

Il est vrai que l'Ancien Testament proscriit toute représentation de Dieu, mais ne sommes-nous pas sous une nouvelle alliance? « Depuis qu'un Dieu s'est fait homme, nous pouvons bien nous en former des images qui nous excitent à la reconnaissance de sa bonté et de son amour. » Les sévérités du culte calviniste lui paraissaient outrées, et il rappelait David, recommandant aux Israélites de chanter les louanges du Seigneur avec toutes sortes d'instruments. Très instruit des controverses du temps, il disait : « Quand M. Arnaud allègue un passage de quelque Père, tout l'esprit et la dextérité de M. Claude suffisent à peine pour l'éluder, et lorsque ce dernier en cite un autre avantageux à son opinion, toute la force et la véhémence de M. Arnaud ne renversent point l'argument de M. Claude¹ ».

Ainsi marquait-il la différence de sentiments des Pères sur la question de la présence réelle, non point pour redire le « Messe, mort ou Bastille », de la Ligue mais pour faire observer que « tous ces Pères allaient religieusement ensemble recevoir les grâces qui nous sont promises dans ce sacrement ». De là sa conclusion : « Que chacun demeure attaché à sa doctrine comme il lui plaira, mais accordons-nous dans l'usage du Sacrement. Les Pères en ont usé autrefois ainsi, pourquoi ne ferions-nous pas aujourd'hui la même chose?² »

Les conseils de Saint-Évremond n'étaient point inspirés par d'ardentes convictions. « Voulez-vous me croire, disait-il, jouissez paisiblement de l'exercice qu'on vous permet, tel qu'il puisse être, et soyez persuadé que les Princes ont autant de droit sur l'extérieur de la religion qu'en ont les sujets sur le fond secret de leur conscience.

1. Il écrivait au comte de Lionne : « Sitôt que la réponse de M. Arnauld à M. Claude sera imprimée, je vous supplierai de me l'envoyer avec la réplique de M. Claude qui suivra bientôt assurément. » Il s'agissait du livre de *La perpétuité de la foi de l'Eglise catholique touchant l'Eucharistie*.

Claude, le protestant, allègue l'Écriture
Dont le sens par Nicole est toujours contesté;
Dans la tradition que Nicole tient sûre
Claude ne reconnaît aucune vérité

2. *Œuvres*, etc., III, 103.

Si vous entrez bien dans la considération de cette vérité, un temple abattu en Languedoc ne vous sera pas une injure, Charenton conservé sera un bienfait. » Malheureusement les Réformés devaient, trop tôt, connaître la manière forte dont le Prince allait se servir pour affirmer ses droits sur la religion, la religion du Roi, comme disaient leurs persécuteurs.

Il est certain qu'à cette époque Saint-Évremond écartait de son esprit la possibilité des persécutions violentes, car il disait à Justel : « Je ne trouve rien de plus injuste que de persécuter un homme pour sa créance, mais je ne vois rien de plus fou que de s'attirer la persécution. »

Son séjour en Hollande l'avait disposé à la tolérance. Déjà, en 1665, il écrivait au marquis de Créqui : « La différence de religion qui excite ailleurs tant de troubles ne cause pas, en Hollande, la moindre altération dans les esprits ; chacun cherche le ciel par ses voies et ceux qu'on croit égarés, plus plaints que haïs, s'attirent une charité pure et dégagée de l'indiscrétion du faux zèle¹. »

La théologie, comme science regardant le salut, lui paraissait « fort considérable », mais non pas assez pour qu'il voulût en poursuivre l'étude. « Laissons, disait-il, cette doctrine tout entière à nos supérieurs et suivons avec respect ceux qui ont le soin de nous conduire. » Mais ce respect n'était pas si profond qu'il ne reprochât aux docteurs d'être les premiers à ruiner cette déférence en voulant tout soumettre à l'extravagance du raisonnement. « On brûle un homme, disait-il, assez malheureux pour ne pas croire un Dieu et cependant on demande publiquement dans les Écoles *s'il y en a un*². »

Précédant ses contemporains Saint-Évremond était las des controverses qui divisaient à l'excès les théologiens. Il déplorait « la vanité des disputes de religion », de même qu'il condamnait le faux zèle des persécuteurs, et disait :

Toutes ces belles controverses
Sur les religions diverses,

1. *Œuvres*, etc., II, 251.

2. *Œuvres*, etc., I, 185.

N'ont jamais produit aucun bien ;
 Chacun s'anime pour la sienne ;
 Et que fait-on pour la chrétienne ?
 On dispute et l'on ne fait rien.

Il écrivait aussi que : « La doctrine est contestée partout et servira éternellement de matière à dispute dans toutes les religions, mais que l'on pourrait convenir de ce qui regarde les mœurs ». Il aimait à faire sienne cette réflexion du général hollandais Wurts : « Quand les hommes auront retiré du christianisme ce qu'ils y ont mis, il n'y aura qu'une même religion, aussi simple dans sa doctrine que pure dans sa morale¹. »

Il est donc aisé de comprendre qu'il écrivit :

Mais je trouve Bayle admirable,
 Qui, profond autant qu'agréable,
 Me met en état de choisir
 L'instruction ou le plaisir.

Saint-Évremond, du reste, avait une telle estime pour Bayle que, lorsque l'abbé Renaudot s'avisa d'écrire un méprisable pamphlet contre le *Dictionnaire historique*, il lui répondit de la manière la plus spirituelle, en faisant parler le célèbre critique défendant sa grande œuvre².

A l'exemple des écrivains de son siècle il a prodigué les louanges à Louis XIV, mais il ne les a pas suivis alors qu'ils célébrèrent la révocation de l'édit de Nantes comme le plus grand acte de son règne.

Rien n'est plus à son honneur que d'avoir écrit :

La tradition résiste
 Au plus fort controversiste,
 Et sans l'emploi du Dragon
 Personne aujourd'hui n'ignore
 Que subsisterait encore
 L'Écriture à Charenton.

1. *Œuvres*, etc., IV, 97.

2. Il écrivait à Des Maizeaux : « M. Bayle donne un tour si agréable à sa profonde érudition que l'on n'en est jamais dégoûté. Quel charme serait la lecture, si tous les savants avaient autant de délicatesse et de justesse d'esprit que lui ! » *Œuvres*, etc.² V. 446. Il professait aussi une grande estime pour Basnage de Beauval, qui « par son mérite a un grand crédit chez tous les gens de lettres ». *La Vie*, *op. cit.*, p. 306.

De Meaux, Arnaud et Nicolle,
 Par écrit et par parole,
 Ne venant à bout de rien ;
 On ne voulut plus attendre,
 Et Louvois, comme Alexandre,
 Coupa le nœud gordien.

La raison honnête et bonne,
 Civile à toute personne,
 Ne prenait point de parti ;
 L'intérêt par son amorce,
 Et le pouvoir par sa force,
 Sans son aide, ont converti.

La conscience trompée,
 Des droits de ces grands Édits,
 Que l'on respectait jadis
 Tomba sous ceux de l'épée.

Par là nous voyons la foi
 En d'autres pays errante,
 Dans le sien toujours tremblante,
 Aux moindres ordres du Roi ¹.

Ces couplets sont assurément d'une rimaille médiocre, mais combien noble et généreux le sentiment qui les dicta, alors qu'il n'était pas un seul écrivain qui ne descendît jusqu'à la plus méprisable courtisanerie pour louer le roi d'avoir détruit l'hérésie.

A vrai dire, Saint-Évremond eût désiré voir se réaliser un rapprochement entre les protestants et les catholiques et il n'en est pas de preuve plus intéressante que les réflexions que lui avait inspirées la publication du célèbre livre de Bossuet : *Exposition de la doctrine de l'Église catholique sur les matières de controverse* (1671).

Si, écrivait-il à Justel, j'avais été en la place des Réformés, j'aurais reçu le livre de M. de Condom le plus favorablement du monde ; et après avoir remercié ce prélat de ses ouvertures insinuantes, je l'aurais supplié de me fournir une catholicité purgée et conforme à son *Exposition de la foi catholique*. Il ne l'aurait

1. *Œuvres*, etc., IV, 371.

pas trouvée en Italie, en Espagne, ni en Portugal, mais il aurait pu vous la faire trouver en France, dégagée des superstitions de la multitude et des inspirations des étrangers, réglée avec autant de sagesse que de piété par nos lois et maintenue avec fermeté par nos parlements. Alors, si vous craignez la puissance du pape, les libertés de l'Église gallicane vous mettront à couvert, alors Sa Sainteté ne sera ni infaillible ni arbitre souverain de votre foi; elle ne disposera ni des États des princes, ni du royaume des cieux à sa volonté : là devenus assez romains pour révéler avec une soumission légitime son caractère et sa dignité, il vous suffira d'être Français pour n'avoir pas à craindre sa juridiction ¹.

Remarque non seulement curieuse mais pénétrante, car, à relire aujourd'hui le livre de Bossuet, l'évolution du catholicisme se révèle dans toute son étendue. Le grand orateur qui s'écriait : « Parais maintenant, Église gallicane ! » ne pourrait plus, de notre temps, faire entendre cette glorieuse parole.

Mais était-il possible aux Réformés, au lendemain de la publication de l'*Exposition*, de répondre à Bossuet comme Saint-Évremond l'eût désiré? Cette pensée leur fut étrangère et leurs écrivains, comme Justel lui-même, la refusèrent..

Quelque temps après la révocation de l'édit de Nantes, Saint-Évremond écrivit un dialogue sur le quiétisme où s'entrelient une mère et sa fille, toutes deux huguenotes et réfugiées en Angleterre pour la Religion. La donnée en est plaisante, car la jeune fille déclare que ses amies et elle auraient dû avoir voix dans les controverses :

Nous avons gâté nos affaires,
En laissant raisonner nos mères
Avec leurs appas surannés,
Avec des docteurs raffinés.
Ah! que n'employait-on l'amour;
Au lieu de nos controversistes,
Il eût mis d'accord en un jour
Cent huguenots et cent papistes.

1. *Œuvres*, etc., IV, 460.

Bossuet lui-même céderait encore aujourd'hui à sa puissance, ainsi que la jeune huguenote le déclare :

Quand Monsieur de Condom dans sa foi catholique
 Voulut se rapprocher de nous,
 Il était jeune, tendre, doux ;
 Et maintenant prélat antique,
 Sous le nom de Monsieur de Meaux,
 Il nous fait mille et mille maux :
 Il nous déteste, il nous abhorre ;
 Hélas ! que n'est-il jeune encore !
 Mais tel qu'il est, sa gravité
 Se soumettrait à la beauté.

Mais Judith, car tel est le nom de la séductrice de ce nouveau quiétisme, estime que :

Vouloir jurer sur la parole
 D'Arnould, Jurieu, Claude, Nicolle,
 C'est s'obliger par un serment
 A se haïr mortellement¹.

Qui aurait pu croire que Jurieu avait envisagé la possibilité d'une entente avec l'Église gallicane, lui l'adversaire, plus encore, l'ennemi juré du papisme ? Il venait précisément de terminer son grand livre : *Préjugés légitimes contre le papisme*², lorsqu'il fit connaître cette pensée, si surprenante que l'on pourrait croire que Justel lui avait communiqué la lettre de Saint-Évremond, d'autant plus qu'il était en correspondance suivie avec le célèbre controversiste.

Jurieu distinguait nettement la religion romaine du papisme. « La religion romaine est chrétienne, retient la religion de Jésus-Christ et ce n'est point cela à quoi nous en voulons, à Dieu ne plaise. Mais le papisme est une religion antichrétienne et un autre paganisme. » Dans le livre des *Préjugés* se trouve le célèbre « Avis aux protestants de l'Europe », où Jurieu, avec une rare clai-voyance, dénonce la politique de Louis XIV, devenu

1. *Œuvres*, etc., V, 378.

2. *Préjugés légitimes contre le papisme*, 2 vol., in-4, Amsterdam, 1683.]

dévoit à l'excès et voulant, par la force des armes, assurer l'hégémonie du catholicisme en Europe. « Il faut, écrivait-il, que la religion protestante périclite dans peu de temps ou qu'elle demeure entièrement victorieuse par un miracle de la Providence. » Aussi appelait-il tous les princes protestants à se liguier contre un si redoutable ennemi et à combattre, non seulement pour les autels, mais pour la liberté et la vie. La révocation de l'édit de Nantes donna à ses avertissements une si grande autorité qu'elle déterminait la formation de la Ligue d'Augsbourg.

Mais il n'était pas moins vrai que, si une entente avec l'Église gallicane avait pu prévenir un si redoutable conflit, Jurieu ne l'aurait pas repoussée. Il en faisait la déclaration expresse en disant : « Très volontiers je consentirais à écouter l'Église gallicane, pourvu qu'elle ne nous parlât plus en pompeux galimathias et qu'elle proposât sérieusement quelque réformation pour nous faciliter le moyen de nous réunir avec elle. On ne sait où Dieu veut mener les gens : quelques fois ils vont plus loin qu'ils ne pensent et pour peu que le clergé de France voulût être raisonnable, il ne serait point difficile de lui faire comprendre qu'il lui serait très aisé de faciliter la Réformation à l'exception d'un article ou deux. »

Sur une question, grave entre toutes, celle de la Messe, Jurieu demandait que les Réformés ne fussent pas obligés d'adorer le Sacrement, c'est-à-dire les espèces, mais qu'à Jésus-Christ seul fût réservée l'adoration. Bossuet n'avait-il pas écrit : « Sacrifice spirituel et digne de la nouvelle alliance, où la victime n'est aperçue que par la foi ; où la parole est le glaive qui sépare mystiquement le corps et le sang, où le sang par conséquent n'est répandu qu'en mystère et où la mort n'intervient que par représentation ¹. »

« Si une fois, faisait remarquer Jurieu, l'Église gallicane était revenue de son entêtement, je suis persuadé qu'il n'y aurait rien de plus aisé que de s'accorder.

1. *Exposition, op. cit.*, p. 132.

Sur l'autorité du pape elle n'a quasi qu'un pas à faire pour arriver à la vérité. Elle a ôté au pape l'infaillibilité, la supériorité sur le concile et le pouvoir sur le temporel des rois; qu'on achève, qu'on lui enlève le pouvoir sur les autres évêques et qu'on le réduise à être M. de Rome comme M. Bossuet est M. de Meaux. »

Vains espoirs! Au moment même où Jurieu parlait d'une conciliation possible, dans l'assemblée générale du Clergé de France (août 1685) se faisait entendre cette parole implacable : « La destruction de l'hérésie est notre unique affaire. »

Il n'est réflexion qui n'ait été faite sur les suites désastreuses de la Révocation, mais nulle erreur ne saurait être plus grande que de croire que l'Église catholique, du moins, a pu se féliciter, comme disait plus tard Bossuet, « d'être purgée de ces monstres d'hérétiques ».

Jurieu rappelait que si en France quelques évêques avaient eu souci de combattre des abus, les Réformés étaient en droit de dire qu'ils y avaient contribué, par les reproches qu'ils n'avaient cessé de faire entendre. Quand il fut ordonné aux pasteurs de ne parler ni directement ni indirectement de l'Église catholique, elle se crut maîtresse souveraine de ses destinées. Elle avait, il est vrai, réduit au silence des chrétiens qui ne réclamaient que la liberté de leur culte, mais libérée de toute opposition religieuse, elle devait se trouver bientôt en présence d'un ennemi redoutable et entendre répéter pendant le dix-huitième siècle, le cri de guerre de Voltaire : « Écrasons l'infâme. » Ce n'était pas l'abbé galant qui pouvait défendre une Église que n'honoraient pas des cardinaux comme Dubois ou Rohan. Loin d'être une victoire pour l'Église catholique, la Révocation fut le point de départ d'une décadence de l'Église gallicane. Saint-Évremond avait vu juste alors qu'il exprimait, d'une manière si imprévue, le regret que les Réformés n'eussent pas mis Bossuet en demeure de « fournir une catholicité expurgée et conforme à son *Exposition de la foi catholique* ». Que de malheurs eussent été évités, mais, de longue date, Tacite

a écrit : *Præterita reprehendi, corrigi non possunt*. On peut condamner le passé, on ne le refait pas.

Saint-Évremond n'avait pu vivre dans des milieux si différents de ceux de la Cour, sans en subir l'influence; aussi montre-t-il une connaissance de l'esprit protestant que l'on ne retrouve pas chez les littérateurs français, ses contemporains.

Il lui advint de vouloir se faire « une idée de la femme qui ne se trouve point et qui ne se trouvera jamais » et d'une plume alerte il esquaissa le portrait d'*Émilie*. Il n'était point de qualités qu'il ne voulût lui reconnaître. Réunissant toutes les beautés, elle y ajoutait l'esprit le plus fin et un don de plaire sans rival. Son bon sens n'était pas l'un de ses moindres attraits, car elle était maîtresse de son cœur par une sage raison. Mais nulle qualité ne la rendait plus aimable que sa dévotion. « *Émilie*, disait-il, est dévote sans superstition, éloignée de cette imbécillité qui se forge sur tout des miracles et se persuade, à tout moment, des sottises surnaturelles. Elle ne croit pas qu'il faille se retirer de la société humaine pour chercher Dieu dans la solitude. Elle ne croit pas que se détacher de la vie civile, que rompre les commerces les plus raisonnables et les plus chers, soit s'unir à Dieu, mais s'attacher à soi-même et suivre follement sa propre imagination. Elle pense trouver Dieu parmi les hommes où sa bonté agit plus et où sa Providence paraît plus dignement occupée, et là elle cherche avec lui à éclairer sa raison, à perfectionner ses mœurs, à bien régler sa conduite et dans le soin du salut et dans les devoirs de la vie. »

Son fidèle correspondant, le comte de Lionne, lui fit comprendre ingénieusement que la dévotion d'*Émilie* n'était pas du goût des dames de Paris. N'avait-elle pas un caractère par trop huguenot? Et Saint-Évremond de répondre qu'assurément *Émilie* n'était pas Parisienne, « mais un peu Hollandaise, car sa dévotion me fait juger à moi-même qu'elle porte sa bible sous son bras tous les dimanches ¹ ».

Les années de son exil en Hollande lui avaient révélé le mérite autant que le sérieux des femmes hollandaises. A se souvenir de Versailles il pouvait écrire : « Ici tout paraît infidélité, et l'infidélité, qui fait le mérite galant des Cours agréables, est le gros des vices chez cette bonne nation. »

Lorsque Saint-Évremond connut à Londres, aux jours de la Révocation, les nobles huguenotes qui avaient tout abandonné pour demeurer fidèles à leur foi, il n'est pas douteux qu'il n'ait apprécié plus encore le caractère de la femme protestante. Une très curieuse lettre qu'il adressait à l'un de ses amis, en donnera la preuve.

Vous m'écrivez, disait-il, que vous êtes amoureux d'une demoiselle protestante et que, sans la différence de Religion, vous pourriez vous résoudre à l'épouser. Si vous êtes d'humeur à ne pouvoir souffrir l'imagination d'être séparés en l'autre monde, votre femme et vous, je vous conseille d'épouser une catholique, mais si j'avais à me marier, j'épouserais volontiers une personne d'une autre religion que la mienne...

D'ailleurs j'ai une opinion qui n'est pas commune et que je crois pourtant véritable, c'est que la religion réformée est aussi avantageuse aux maris que la catholique est favorable aux amants. Cette liberté chrétienne, dont on voit la protestante se vanter, forme un esprit de résistance qui défend mieux les femmes des insinuations de ceux qui les aiment. La soumission qu'exige la catholicité les dispose, en quelque façon, à se laisser vaincre et, en effet, une âme qui peut se soumettre à ce qu'on lui ordonne de fâcheux ne doit pas être fort difficile à se laisser persuader ce qui lui plaît. La religion réformée ne cherche qu'à établir la régularité dans la vie, et, de la régularité, il se fait sans peine de la vertu. La catholique rend les femmes beaucoup plus dévotes et la dévotion se convertit facilement en amour.

L'une va seulement à s'abstenir de ce qui est défendu; l'autre, qui admet le mérite des bonnes œuvres, se permet de faire un peu de mal qu'on lui défend, sur ce qu'elle fait beaucoup de bien qu'on ne lui commande pas.

Dans celle-là les temples sont la sûreté des maris, dans celle-ci leur plus grand danger est aux églises. En effet, les objets de mortification en nos églises inspirent assez souvent de l'amour. Dans un tableau de *La Madeleine*, l'expression de sa pénitence sera pour les vieilles une image de l'austérité de la vie; les jeunes la prendront pour une langueur de sa passion et tandis

qu'une bonne mère veut imiter la sainte dans ses souffrances, la douce fille songe à la pécheresse et médite amoureusement sur le sujet de son repentir ¹.

Je suis donc à couvert de tout, me direz-vous, avec une protestante. Je vous réponds ce que dit le bon Père Hippothadée à Panurge. *Oui, si Dieu plait*. Le plus sage s'en remet à la Providence, il attend d'elle sa sûreté et de lui-même le repos de son esprit ².

Assurément, comme le disait Saint-Évremond, l'opinion n'était pas commune et, sans doute, une semblable page est unique dans notre littérature classique. A ce titre comme à l'honneur de la femme protestante du xvii^e siècle, elle méritait d'être reproduite.

Le spirituel vieillard était des familiers de M^{me} Hervart, la veuve du célèbre financier, réfugiée à Londres. Alors qu'elle habitait Paris, son salon réunissait les lettrés et La Fontaine était de ses admirateurs. « Je voudrais, écrivait-il à M. de Bonrepaux, que vous vissiez présentement M^{me} Hervart, on ne parle non plus chez elle, ni de vapeurs, ni de toux que si ces ennemies du genre humain étaient allées dans l'autre monde. Il n'y a que M^{me} Hervart qui les ait congédiées pour toujours. Au lieu d'hôtesse si mal plaisantes, elle a retenu la gayeté et les grâces et mille autres jolies choses que vous pouvez bien vous imaginer ³. »

Saint-Évremond voulut, lui aussi, dire « de jolies choses » à M^{me} Hervart et, pour l'anniversaire de sa naissance, lui adressa une épître, hélas ! toujours en mauvais vers, mais dont la faiblesse était rachetée par l'amicale attention. Les voici :

Ce ne fut point par un hazard .
Que Genève fut conservée,
L'étoile de Madame Hervart
De l'Escalade l'a sauvée.

1. Dans l'église de Marigny, à moitié démolie par les obus, se trouve encore aujourd'hui une *Madeleine repentie*, sous les traits de M^{me} de Pompadour ; « la figure est jolie, dit le *Journal des Débats* du 20 août 1918, et n'inspire d'ailleurs aucune espèce de repentir ». Les réflexions de Saint-Évremond n'ont rien perdu de leur vérité.

2. *Œuvres*, I, 141.

3. *Œuvres*, V, 19.

Ainsi la moderne Sion
 Lui doit sa conservation :
 Et depuis ce jour salutaire
 On sait que tous ses habitans
 La regardent comme une mère
 Qui les voit comme ses enfans.

En tant que rimeur, Saint-Évremond se permettait de n'être pas historien. Mais Des Maizeaux, pour le justifier, a cru pouvoir écrire que « M^{me} Hervart naquit à Genève, le 12 décembre 1602, le jour même de l'Escalade. Sa mère sentant les premières douleurs de l'accouchement envoya chercher la sage-femme par une servante, qui ayant trouvé des gens armés dans les rues donna l'alarme, ce qui fait dire à M. de Saint-Évremond que M^{me} Hervart avait sauvé Genève ». Est-il besoin de dire que les érudits genevois consultés n'ont trouvé aucune trace de l'événement? Mais du moins l'ami de M^{me} Hervart était-il en droit de lui présenter ses vœux :

Que le douzième de Décembre
 Elle descende de sa chambre
 Pour faire la solennité
 De sa vieille nativité;
 Pour pouvoir entendre à son aise
 La chanson de Monsieur de Bèze.
 Qu'elle soit toujours regardée
 Comme la mère des croyans,
 Et qu'à Genève tous les ans
 Sa Fête puisse être gardée¹.

De Saint-Évremond, dans son exil, était heureux de retrouver des Français avec lesquels il pouvait goûter le plaisir de la conversation où il excellait. Reparties promptes et heureuses, railleries fines et délicates, mémoire remarquable, rendaient sa société très désirée. Être du cercle de M. de Saint-Évremond était à Londres un privilège très envié. Il logea pendant quelque temps avec

1. Des Maizeaux, note que « la chanson qu'on chante tous les ans à Genève, le jour de l'Escalade, a été faite par Théodore de Bèze ». *Œuvres*, etc., V, 403.

M. de L'Hermitage, « fort honnête homme, disait-il, réfugié en Angleterre pour sa religion. Je suis fâché que la conscience des catholiques français ne l'ait pu souffrir à Paris, ou que la délicatesse de la sienne l'en ait fait sortir ».

Lorsque de Ruvigny, l'ancien député général des Églises réformées de France, vint en Angleterre, avant la Révocation, comme ambassadeur, Saint-Évremond fut admis à son intimité. Il a rendu à celui que Saint-Simon appelait « le bonhomme Ruvigny » le plus noble hommage. « Un premier ministre, dit-il, un favori qui chercherait dans la cour un sujet digne de confiance n'en saurait trouver, à mon avis, qui la mérite mieux que M. de Ruvigny. Vous verrez peut-être en quelques autres ou un talent plus brillant ou de certaines actions d'un plus grand éclat que les siennes. A tout prendre, à juger des hommes par la considération de toute la vie, je n'en connais point qu'on doive estimer davantage et avec qui l'on puisse entretenir plus longtemps une confiance sans soupçon et une amitié sans dégoût. La probité de M. de Ruvigny n'a rien que de facile et d'accommodant, c'est un ami sûr et agréable dont la liaison est solide, dont la familiarité est douce, dont la conversation est toujours sensée et toujours satisfaisante¹. »

Saint-Évremond aimait à rappeler l'incomparable amitié qui, pendant plus de quarante années, avait uni Ruvigny à Turenne et lui-même s'honorait particulièrement de l'amitié de l'illustre maréchal. Il n'est pas sans intérêt de faire connaître ce qu'il a écrit au sujet de la conversion au catholicisme de celui qu'il tenait pour le grand homme de guerre de son siècle.

M. de Turenne, né d'un père aussi autorisé dans le parti protestant que M. de Bouillon l'était, en prit les sentiments de religion sans zèle indiscret pour la sienne, sans aversion pour celle des autres. Dans tous les temps il aimait à parler de religion, particulièrement avec M. d'Aubigny, disant toujours :

1. *Œuvres*, III, 23.

« que les Réformés avaient la doctrine plus saine mais qu'ils ne devaient pas se séparer pour la faire prendre insensiblement aux catholiques ». De l'avis de Saint-Évremond, ceux qui connurent Turenne n'attribuèrent ni à l'intérêt, ni à l'ambition son changement. Sa mort glorieuse mais prématurée fut plus funeste aux réformés que sa conversion. « Dans l'une et l'autre religion, au dire de Saint-Évremond, il allait toujours au bien. Huguenot, il n'avait rien d'opposé à l'intérêt des catholiques; converti, il n'avait point de zèle préjudiciable à la sûreté des Huguenots. Dans la déférence qu'avait le roi pour son grand sens, il est à croire qu'il l'aurait suivi et que les ministres huguenots n'auraient pas eu à se plaindre de leur ruine, ni le clergé catholique à se repentir de son zèle. »

Comment oublier, en effet, que Louis XIV professait pour Turenne une si haute estime qu'il ordonna qu'il fût enterré à Saint-Denis avec les rois de France ses prédécesseurs. Si le célèbre maréchal eût persuadé le roi de ne pas révoquer l'édit de Nantes, qui peut douter qu'il n'eût ainsi mieux servi Louis XIV que par ses victoires guerrières!

Il n'était pas de réfugié de distinction qui ne voulût connaître M. de Saint-Évremond. « Je vois, écrit-il à la duchesse de Mazarin, bien des réfugiés qui savent beaucoup¹,

Et de tous nos Français errans
J'accorderois les différends. »

Il se plaisait surtout en la compagnie d'Armand de Bourbon, marquis de Miremont, « tellement zélé pour sa religion, a écrit le marquis de Sourches dans ses *Mémoires*, qu'il ne pouvait plus souffrir la France, où il la voyait si persécutée ». Miremont, par sa vaillance comme par sa foi ardente, évoquait le souvenir des gentilshommes huguenots de l'armée de Coligny. On peut en croire Saint-Évremond qui le saluait :

Illustre et nouveau Macchabée
Qui de ton Église tombée

1. C'est ainsi qu'il était en relations suivies avec M. de La Bastide qui s'était fait estimer dans sa controverse avec Bossuet et remarquer par sa revision des psaumes de Marot et de Bèze. Saint-Évremond le tenait pour un latiniste distingué « connaissant Horace parfaitement. » (*Œuvres*, V. 84).

Veus être le restaurateur,
Miremont, dans ton entreprise,
Prends ce beau mot pour devise :
Ou Martyr ou Libérateur¹.

Le marquis devait se rendre en Piémont, à la tête de quelques régiments de réfugiés, pour tenter de pénétrer en France et de provoquer un soulèvement des populations protestantes du Midi et d'obtenir ainsi le rétablissement de l'édit de Nantes. Saint-Évremond ne songe nullement à lui en faire un reproche, ce n'est pas contre la France que Miremont prend les armes, mais contre les persécuteurs :

Miremont qui savez combattre
Aussi bien que faire des vers
Vous allez sûrement abattre
Tous les dragons de l'Univers.

Mais il ne se consolait pas de son départ : « On ne connaît bien le prix des choses qu'après les avoir perdues, disait-il, la conversation languit, la dispute est morte. Les rangs sont confondus,

Assez de gens à la *Savoie*
Vont entendre les saints discours,
Qui du ciel enseignent la voye.
Chez les *Grecs*, on prêche toujours
Mais de religion brillante
Vive, animée et disputante
D'un air préférable aux raisons,
On n'en voit plus dans les maisons². »

Au charme de ses entretiens, Miremont unissait l'ardent désir de servir la cause persécutée. Il fut le premier à solliciter les puissances protestantes en faveur des Camisards. Il écrivait au grand pensionnaire de Hollande, Heinsius, pour « le supplier humblement de vouloir disposer messieurs des États à secourir les pauvres gens des Cévennes qui combattent pour une bonne et sainte cause. Pour moi, je suis disposé, Dieu mercy, plus

1. *OEuvres*, V, 127.

2. La *Savoie* et les *Grecs*, noms des deux plus importantes Églises des Réfugiés à Londres.

que jamais à sacrifier mille vies, si je les avais, pour leur service¹. »

Saint-Évremond ne se trompait pas lorsque, parlant de Miremont, il disait :

Celui dont la vertu fit connaître une flamme
Pure, sans intérêt, digne d'une belle âme.

L'amitié du fils de Ruvigny, devenu Lord Galway, lui était précieuse. Il se plaisait à le rencontrer dans la belle résidence de milord Montaigu à Boughton, où se réunissaient des réfugiés de marque, comme le marquis de Montandre, M. Le Coq, le docteur Silvestre, M. Villiers, l'historien Le Vassor. Henry de Massue, lord Galway et baron de Port-Arlington en Irlande avait sacrifié généreusement à la vérité toutes les grandeurs que la France lui offrait pour la juste récompense des services qu'il lui avait rendus. Comme l'écrivait Le Gendre en lui dédiant son livre sur le célèbre pasteur Du Bosc, « il n'était pas de pasteurs français qui ne fût indispensablement obligé à lui donner des marques publiques de leur reconnaissance, pour les soins inexprimables qu'il avait pris et qu'il prenait encore tous les jours pour adoucir les peines et les misères de leurs pauvres brebis dispersées ».

Saint-Évremond tenait Ruvigny pour un huguenot inflexible. La belle Hortense de Mazarin étant sérieusement malade, il composa un dialogue, inspiré par un amour sénile où il supplie la Mort d'épargner une telle beauté. La Mort est consentante mais elle réclame une autre victime se sacrifiant pour l'incomparable duchesse et demande si Ruvigny ne serait pas prêt à se dévouer.

De votre général Major
Puis-je apprendre l'effet d'un amour héroïque ?

Mais, répond Saint-Évremond :

Mourir pour une catholique
Excusez : sa religion
N'en souffre pas la question.

¹ *Mémoires sur la guerre des Cévennes*, par le colonel J. Cavalier. Traduction et notes, par Frank Puaux, p. 298. Paris 1918.

Est-il besoin de dire que les nombreux adorateurs d'Hortense de Mazarin sacrifiaient leur adoration au désir de sauvegarder leur vie, si bien que la Mort s'écriait :

Il n'en faut qu'un pour la sauver
Je le cherche dans ma pensée
Et je ne saurais le trouver.

Mais Saint-Évremond de répondre :

Je consens à cesser de vivre
Pour la dispenser de mourir¹.

Si la Mort n'a que faire de ce vieillard, cependant désarmée, elle octroie à la duchesse sa convalescence. De ces vers macabres qui ne sont point à l'honneur de leur auteur, ne retenons que l'hommage rendu à l'inflexibilité de Ruigny et à l'héroïsme de Miremont.

Si les réfugiés recherchaient les entretiens de Saint-Évremond, les étrangers de distinction, de passage à Londres, sollicitaient l'honneur de lui être présentés. C'est ainsi que Turretin, qui devait illustrer l'académie de Genève, alors jeune ministre, reçut le plus favorable accueil du grand écrivain. Apprenant qu'avant de rentrer dans sa patrie, Turretin séjournerait à Paris, il lui donna une lettre d'introduction pour Ninon de Lenclos, trop célèbre à la cour par ses galanteries mais qui, assagée, par les années, était restée l'une des femmes les plus charmantes de son temps, autant par son exquise politesse que par la curiosité de son esprit, se défendant de ressembler aux Précieuses qu'elle avait malicieusement appelées les Jansénistes de l'amour. Turretin ne manqua pas de se présenter chez Ninon qui fut ravie d'avoir des nouvelles de son vieil ami, par « le jeune prédicateur ». « J'ai témoigné à M. Turretin, lui écrivait-elle, la joie que j'aurais de lui être bonne à quelque chose. Il a trouvé ici de mes amis qui l'ont jugé digne des louanges que vous lui donnez. S'il veut profiter de ce qui nous reste d'hon-

1. *Œuvres*, V, 198.

nêtes abbés, en l'absence de la cour, il sera traité comme un homme que vous estimez¹. »

Cette rencontre du théologien calviniste et de Ninon de Lenclos ne méritait-elle pas d'être signalée comme un symptôme curieux du rapprochement des esprits ?

Que Saint-Évremond ait subi l'influence du Refuge, on ne saurait en douter.

Alors que nulle voix ne se fait entendre en France pour réclamer sinon la liberté, du moins la tolérance des croyances, il écrit :

Je me réjouis de croire plus sainement qu'un huguenot, cependant au lieu de le haïr pour la différence d'opinion, il m'est cher de ce qu'il convient de mon principe. Le moyen de convenir à la fin en tout, c'est de se communiquer toujours par quelque chose. Vous n'inspirerez jamais l'amour de la réunion, si vous n'ôtez la haine de la division auparavant. »

Et plus loin :

Selon mon sentiment, chacun doit être libre dans sa créance, pourvu qu'elle n'aille pas à exciter des factions qui puissent troubler la tranquillité publique. Les temples sont du droit des souverains, ils s'ouvrent et se ferment comme il leur plaît, mais notre cœur en est un secret où il nous est permis d'adorer leur maître.

Animé de tels sentiments, Saint-Évremond a rendu au protestantisme une justice que, par ignorance autant que par préjugé, lui refusèrent les écrivains du siècle de Louis XIV.

Seul, il a osé écrire, aux jours de Bossuet : « Ce que nous appelons aujourd'hui les religions n'est, à le bien prendre, que différence dans la religion et non pas religion différente. » Les leçons de l'exil n'avaient pas été perdues ; il avait pu se rendre compte de cette différence entre les catholiques et les réformés et il se refusait aux condamnations hâtives de l'hérésie comme aux négations.

1. *Œuvres*, V, 228. A la fin de cette lettre, Ninon de Lenclos ajoute : « Je vous demande instamment de faire souvenir M. de Ruigny de son amie de la rue des Tournelles. »

tions méprisantes de l'incrédulité. « Il avait peine à souffrir, écrit Des Maizeaux, que l'on fit de la religion un sujet de plaisanterie. » Comme il le disait : « Mon attachement à la créance catholique ne m'anime point contre celle des autres et je n'eus jamais ce zèle indiscret qui nous fait haïr les personnes parce qu'elles ne conviennent pas de sentiments avec nous. » Aussi pouvait-il en toute liberté faire cette curieuse remarque :

Les Calvinistes veulent réformer tout ce qui paraît humain : mais souvent ils retranchent trop de ce qui s'adresse à Dieu pour vouloir trop retrancher de ce qui part de l'homme. Le dégoût de nos cérémonies les fait travailler à se rendre plus purs que nous. Il est vrai qu'étant arrivés à cette pureté trop sèche et trop nue, ils ne se trouvent pas eux-mêmes assez dévots; et les personnes pieuses, parmi eux, se font un esprit particulier qui leur semble surnaturel, dégoûtées qu'elles sont d'une régularité qui leur paraît trop commune¹.

Quelle indépendance de jugement pour son temps que cette réflexion digne encore de méditation, au même titre que celle que nous allons reproduire :

Nous confessons la nécessité de la créance (la foi), mais la charité a été ordonnée par Jésus-Christ et la doctrine des mystères (le dogme) n'a été bien établie que longtemps après sa mort. Lui-même n'a pas expliqué si nettement ce qu'il a été que ce qu'il a voulu, d'où l'on peut conclure qu'il a mieux aimé se faire obéir que de se laisser connaître. La foi est obscure, la loi est nettement exprimée. Ce que nous sommes obligés de connaître est au-dessus de notre intelligence; ce que nous avons à faire est à la portée de tout le monde. En un mot, Dieu nous donne assez de lumières pour bien agir : nous en voulons pour en savoir trop et au lieu de nous en tenir à ce qu'il nous découvre, nous voulons pénétrer dans ce qu'il nous cache.

La seule religion chrétienne apaise ce qu'il y a d'inquiet, elle adoucit ce qu'il y a de féroce, elle emploie ce que nous avons de tendre en nos mouvements, non seulement avec nos amis et avec nos proches, mais avec les indifférents et en faveur même de nos ennemis. Voilà quelle est la fin de la religion chrétienne et quel en était autrefois l'usage. Si on en voit d'autres

1. *Œuvres*, III, 93.

effets aujourd'hui, c'est que nous lui avons fait perdre les droits qu'elle avait sur notre cœur, pour en faire usurper à nos imaginations sur elle.

De la diversité des opinions, on a vu naître celle des partis et l'attachement des partis a produit les persécutions et les guerres. Des millions d'hommes ont péri à contester de quelle manière on prenait au Sacrement ce qu'on demeurait d'accord d'y prendre. C'est un mal qui dure encore et qui durera toujours jusqu'à ce que la religion repasse de la curiosité de nos esprits à la tendresse de nos cœurs¹.

Sans doute Saint-Évremond n'était rien moins que dévot et, comme l'a fait remarquer Des Maizeaux, alors même qu'il se plût à parler de la religion, il était « sans expérience de la religion ». Ses entretiens avec Spinoza, dont il admirait le savoir, la modestie, le désintéressement; avec Hobbes, qu'il déclarait « le plus grand génie de l'Angleterre »; son admiration de l'œuvre de Bayle l'avaient amené à ce déisme dont Voltaire devait, lui aussi, sous l'influence anglaise, devenir le défenseur en France, pendant que Rousseau s'en déclarait l'apôtre. Il n'est pas hasarde de dire que Saint-Évremond eût été, au dix-huitième siècle, disciple du vicaire savoyard².

Il suffit, pour s'en convaincre, de s'en rapporter à lui-même, alors qu'il esquissait ainsi son portrait :

De justice et de charité
Beaucoup plus que de pénitence
Il composait sa piété :
Mettant en Dieu sa confiance,
Espérant tout de sa bonté.
Dans le sein de la Providence
Il trouvait son repos et sa félicité³.

« Pour moi qui ai toujours vécu à l'aventure, il me suffira de mourir de même », avait-il écrit. L'« aventure » se produisit aux approches de sa quatre-vingt-onzième année,

1. *Œuvres*, III, 404.

2. Alors que Bossuet donnait son explication mystique du *Cantique des cantiques*, Saint-Évremond ne craignait pas d'écrire : « On ne me persuadera jamais que Salomon ait voulu faire parler Jésus-Christ à son Église envers plus tendres que ceux de Pétrarque pour Laure ». *Œuvres*, IV, 133.

3. *Vie de Saint-Évremond*, p. 295.

le 20 septembre 1703. Si dans sa courte maladie, supportée avec une fermeté et une tranquillité d'âme dignes des plus grands philosophes, il avait refusé la visite d'un prêtre, il avait près de lui son vieil et fidèle ami, le docteur Le Fèvre dont il avait dit :

Laissons aux docteurs d'Angleterre,
Tous les maux qu'auront les Anglois.
Et que jamais aucun François
Ne soit malade en cette terre,
S'il n'est pas sûr de l'amitié
De son docteur réfugié.

Par son testament, il désignait Ruvigny lord Galway comme son exécuteur testamentaire, qui chargea le docteur Silvestre ¹, de concert avec Des Maizeaux, de publier une édition définitive de ses œuvres. Il est intéressant de remarquer que Saint-Évremond, que la politique avait exilé de France, dut à des Français exilés pour cause de religion un service littéraire dont mieux que personne il aurait pu apprécier le rare mérite. Par une attention touchante, il légua vingt livres sterling aux Français pauvres réfugiés de l'Église de la Savoie, où il comptait de nombreux amis et dont l'un des pasteurs, le savant Jean du Bourdieu, avait été son collaborateur en écrivant la préface de sa réponse au plaidoyer de l'avocat Erard contre la duchesse de Mazarin.

Par une largeur d'esprit rare de tout temps, il avait légué une somme pareille aux autres pauvres, de quelque nation et religion qu'ils fussent.

« Il avait souhaité, écrit Des Maizeaux, qu'on l'enterrât sans pompe et on satisfit à son désir. » Mais alors que, Louis XIV régnant, les cercueils des Réformés étaient

1. Le docteur Silvestre, né à Bordeaux, « *excelled in anatomy* » dit Agnew. Réfugié d'abord en Hollande il devint médecin du prince d'Orange et l'accompagna en Angleterre. Il devint l'une des célébrités médicales de Londres, où il fixa sa résidence. « Son honnêteté, sa politesse et son antique vertu, écrit Des Maizeaux, l'ont fait estimer et chérir de tout le monde et particulièrement de M. de Saint-Évremond à qui il a continué ses soins jusqu'à la mort. » (*Œuvres*, V, 67.)

proscrits des cimetières de la patrie, celui de Saint-Évremond eut pour sépulture l'abbaye de Westminster, célèbre par les tombeaux des rois d'Angleterre.

Grand exemple de la largeur chrétienne de l'Église anglicane, suprême honneur rendu à l'écrivain, noble ami des Réfugiés de la révocation de l'édit de Nantes.

FRANK PUAUX.

Documents

LETTRE DE LA SACRÉE FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS
AGUILLAUME PETIT,
ÉVÊQUE DE TROYES, CONFESSEUR DU ROI,
AU SUJET DE BERQUIN (1523)

Il ne reste presque rien, dans nos dépôts publics, de la correspondance, assurément volumineuse de la Faculté de théologie de l'Université de Paris qui se prétendit investie du droit de faire régner, par tous les moyens, la plus stricte et plus étroite orthodoxie. Si nous pouvions jeter un coup d'œil dans cette correspondance, bien des faits de notre histoire encore obscurs s'éclairciraient. La lettre ci-dessous dont nous donnons le texte en latin et en français et dont nous avons indiqué plus haut la provenance, nous laisse entendre, ainsi que d'autres indices, qu'à cette époque c'est le confesseur du roi qui renseignait la Faculté sur tout ce qui se passait à la Cour. Elle put ainsi prendre à temps les mesures nécessaires pour contrecarrer ou neutraliser ce qu'on y faisait pour entraîner le roi dans les voies de la Réforme. Ainsi c'est lui qui dénonça les explications de l'Évangile que Michel d'Arande donnait à Louise de Savoie et à Marguerite d'Angoulême, lui aussi qui se faisait prêter des livres et à qui, disait Lefèvre, on aurait plutôt arraché une dent que de les lui faire rendre, qui se déclarait, dès 1523, investi par le roi de la commission d'extirper l'hérésie qui se cachait dans tout le royaume, etc.

Ihs,

Reverende in Christo pater ac dignissime confessor, humili praemissa in domino salute, nuper supremus dominus noster christianissimus rex per Federicum equitem auratum nobis scripsit litteris suis nonnulla significans quae rem Ludovici de Berquin concernebant prout earum exemplo quod mittimus, videre potest vestra reverentia. Volentes autem nos supremi ejusdem domini nostri regis litteris facere satis, statuavimus ad regiam ejus majestatem, similiter et ad reverendam paternitatem vestram mittere unum de nostris qui excellentiam vestram per singula rem pro qua mittebatur, enarraret. Et jam accinctus erat itineri, et fere habebat pedem, ut dicitur, in phippiis; sed quia per viros fide dignos nobis relatum extitit ipsum dominum nostrum regem magnis itineribus Lugdunum contendere, et inde verta in Italiam via progressurum, consilium mutavimus. Et nunc tandem ad vos mittimus totum negotium illud, fidei vestrae committentes. Mittimus, inquam, ad vos praesentes litteras cum memorialibus et aliis paucis transcriptis per quorum lecturam ad liquidum rem totam intelligetis, quae, cum sit omni christiano communis, quippe quae tangit fidem, confidimus quod reverenda Paternitas ipsam ambabus ulnis amplectetur, confor-

Ihs,

Révérénd Père en Christ et très honoré confesseur, nous vous saluons humblement dans le Seigneur. Naguère notre éminent seigneur le roi très chrétien nous adressa, par le capitaine Frédéric, une lettre nous informant de certaines choses concernant Louis de Berquin, dont votre révérence pourra se rendre compte par la copie que nous lui envoyons. Voulant donner satisfaction à la lettre de notre seigneur et roi, nous décidâmes d'envoyer à Sa Majesté, en même temps qu'à votre révérende paternité, l'un des nôtres qui exposerait en détail à votre excellence l'affaire en question. Il était prêt à partir et avait, en quelque sorte, comme on dit, le pied dans l'étrier, mais des personnes dignes de foi nous ayant rapporté que notre seigneur et roi se dirigeait à grandes journées sur Lyon, pour de là progresser jusqu'en Italie, nous avons changé d'avis. Maintenant, nous vous adressons toute l'affaire, la mettant sous votre sauvegarde. Nous vous adressons donc cette lettre avec les documents et quelques copies dont la lecture vous mettra au courant de tout. Cette affaire regardant chaque chrétien, puisqu'elle touche à la foi, nous nous assurons que votre révérende paternité l'embrassera de ses deux bras, la soutiendra et la défendra. Nous écrivons en même temps au roi

tabit et defendet. Scribimus et ad eundem christianissimum regem et precamur ut litteras nostras, postquam eas videritis ipsi praesentatis, et quod illis deest, ex ipsis memorialibus, pro vestra sapientia et zelo apud eundem dominum nostrum supplicatis et si placet, ita legalis quatenus nos excusatos habeat et possimus de pia ejus mente, vestra sollicitudine reddi certiores. Dominus reverendam vestram paternitatem in bono conservet ad multorum salutem. Ex nostra congregatione apud Sorbonam die 28 mensis augusti.

Vestri oratores fratres et contheologi, decanus et cæteri in Theologia piissimi magistri.

très chrétien et vous prions, quand vous aurez vu cette lettre, de la lui présenter et de la compléter, selon votre sagesse et votre zèle, par les documents et, s'il lui plaît, après l'avoir lue, de nous tenir pour excusés, de nous assurer de sa piété et de votre sollicitude. Le Seigneur conserve votre révérende paternité en bonne santé pour le salut de plusieurs. De notre assemblée en Sorbonne, le 28 du mois d'août (1523).

Vos orateurs, frères et conthéologiens, le doyen et les autres très pieux maîtres en théologie.

QUELQUES HUGUENOTS ET HUGUENOTES « OBSTINÉS » DANS LES PRISONS DE BORDEAUX ET DE RENNES APRÈS 1688

La date de 1688 est celle où, pour faire de la place à une nouvelle série de récalcitrants, Louis XIV fut contraint de faire faire un recensement de tous les prisonniers pour cause de religion qui encombraient tous les lieux de détention du royaume. Ceux qui, momentanément vaincus par les souffrances physiques et morales qu'ils avaient endurées, avaient consenti à abjurer pour la forme, furent relâchés. Un grand nombre d'autres « obstinés », surtout des femmes, furent sous bonne escorte, dirigés vers la frontière, d'où ils purent, tant bien que mal, gagner surtout la Hollande.

Nous ne connaissons pas encore les noms, ni le nombre de tous ces confesseurs. Le *Bulletin* a publié en 1896, p. 335, une liste de ceux qui furent ainsi expulsés de Normandie. Mais cette liste est incomplète. J'ai découvert récemment un document donnant des détails sur les frais d'internement d'un certain nombre de ces détenus, dans plusieurs prisons de Picardie. Il est trop long pour paraître dans la présente livraison. En attendant que je puisse le publier, voici deux autres listes de personnes, presque toutes également irréductibles, qui languissaient encore dans les prisons de Bordeaux et de Rennes.

La première de ces deux listes (Arch. nat. TT 236-1, 30), a été dressée et envoyée au ministre, par M. de Saint-Ruth, le 24 avril 1688. La deuxième (*ibid.*, TT 263-xxii, 129), a été dressée par le religieux minime qui avait examiné les détenus, le 22 juin 1700. Je laisse à nos lecteurs le soin d'identifier les victimes et de se renseigner sur leur sort ultérieur.

N. WEISS.

Bordeaux. Généralité. — Mémoire des femmes huguenottes qui n'ont point fait d'abjuration, qui sont restées en Guyenne, qui n'ont point été envoyées en Hollande, parce que leurs maris sont convertis.

GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX.

Dans les prisons de l'hostel de ville de Bordeaux :

Anne Danzac, native de Montauban, âgée de cinquante-deux ans, femme d'Estienne Dupré, dujuan écuyer, n'a point abjuré; elle a cinq enfans, trois fils et deux filles qui se sont convertis, aussy bien que son mary qu'elle dit estre à Paris.

Pauline Valade, âgée de quarante-cinq ans, native de Montauban, demuroit à Caussadè, n'a point abjuré; elle est femme de Freche, médecin qui n'a point d'enfans.

Marie du Sauvage, âgée de cinquante-trois ans, native de la paroisse de Puy-Laurans, près Saint-Jean-d'Angely, n'a point abjuré; elle est femme de Charles de Pressac, sieur de Puyrenault, qui a abjuré et n'a point d'enfans.

Marie de la Guerre, âgée de cinquante ans, est native de la

paroisse de Saint-Seurin, de la terre de Barbesieux, n'a point abjuré; elle est femme du sieur de Belleville qui a abjuré et n'a point d'enfans.

Dans l'hôpital de la Manufacture :

Anne Amilton, âgée de quarante-deux ans, demeurait à Montendre, n'a point abjuré; elle est femme de Grandmoulin, avocat, qui a abjuré, elle laisse deux filles, l'une de dix ans, l'autre de neuf, qui sont avec leur père.

GÉNÉRALITÉ DE MONTAUBAN.

Madame Dastor, femme du sieur Dastor, major du régiment de Guyenne, n'a point abjuré; son mary est converty, elle est au couvent de la Pomarède, près Cahors.

La femme de *Rasey*, apoticaire de Montauban, est très infirme.

Liste des noms des religionnaires destenus dans la prison de Rennes avec la déclaration de l'estat où le religieux qui les a instruit les trouve.

Jacques Allard, veuf, du diocèse de Saintes, *Suzanne Allard* et *Marie Allard* ses filles, convertys depuis peu, faisant parfaitement leur devoir de bons catholiques, approchant souvent des sacrements; Jacques Allard est infirmier depuis huit à neuf mois, ce qu'il fait avec beaucoup de charité, de zèle et de soing.

Estienne Cazaux, du diocèse de Saintes, estant très assidu à toutes les prières et les messes qui se disent dans la chapelle; il est converty il y a quelque temps, je l'instruis actuellement pour faire sa première communion et pour sa confession qu'il doit faire sans manquer cette semaine, y ayant desjà du temps qu'il le souhaite et qu'il donne de très bons sentiments de religion.

Jeanne Boulliaud et *Catherine Thoru*, du diocèse de Saintes, ayant fait abjuration ce caresme, veont quelquefois à la messe et aux prières, mais ne veulent point aprocher des sacrements; peut estre que dans la suite du temps la grâce du Seigneur les rendra plus dociles.

Alexandre de Costat, huguénot endurcy, ne voulant ny se convertir, ny entrer en conférence.

J'atteste le présent mémoire et certificat estre très sincère et véritable, en foy de quoy j'ai signé, ce 22 juin 1700.

PIERRE LEFEVRE DE LA BASINIÈRE,

Religieux minime, s. d.

DEUX CERTIFICATS DE PRÉTENDUS « CONCUBINAGES »

Je note avec intérêt dans le *Bulletin* l'existence de l'affiche qui a été donnée à la Bibliothèque et qui condamne un curé à radier les termes injurieux de « fils naturel dont le mariage ne nous est pas apparu », et je profite de l'occasion pour vous envoyer ci-joint deux petits documents dont l'un est conçu en termes plus injurieux encore.

JACQUES MARTY.

Magdeleine Chareyre, fille naturelle de Jean-Louis et d'Élizabeth Monchal, vivant en concubinage public à Colans, paroisse de Silhac, née le 11^e mars 1746, sur les 10 heures du matin, a été baptisée le 13 dudit mois par moy soussigné. Son parrain sieur Jean Balthazard de Chazalet soussigné, sa marraine Magdeleine Ducros, du bourg de Vernoux; présents Jean Mathevet qui a déclaré ne savoir signer et nobles François Deglo de Besses¹ et Alexandre Dubay, présents dans cette paroisse et soussignés avec nous.

DEBESSES. MADIER, curé. CHAZALLET. DUBAY.

(Archives municipales de Silhac, Ardèche).

L'an mil sept cent cinquante-neuf, le vingt-huitième jour du mois de May, après trois publications successives de la promesse de mariage à contracter entre Antoine Chérion, fils légitime à Isaac Chérion et à Élizabeth Badon, du mas des Razes, par Saint-Apollinaire de Rias, d'une part, et Jeanne-Élizabeth Issartial, fille aussi légitime à Antoine Issartial et à Judith Julien, du lieu de Comblefaud, paroisse de Vernoux, d'autres semblables publications ayant été faites par M. Martel, curé de Vernoux, les mêmes jours, savoir les 4^e et 5^e dimanches d'après Pâques, et le jour de l'Ascension, comme il conste par son certificat à nous exhibé et remis, et n'ayant paru aucun empêchement de part ni d'autre, je soussigné, prieur curé de Saint-Apollinaire de Rias, les ait solennellement conjoints en vray et légitime mariage par paroles de

1. Le pasteur Peirot épousa Catherine Deglo de Lorme; Besses et Lorme sont deux domaines situés dans la même commune de Silhac. Lorme appartient encore à des descendants du pasteur Peirot.

présents dans l'église de Saint-Apollinaire de Rias (malgré la bénédiction prétendue déjà faite par Peirot¹, suppôt de Satan, se disant ministre, donnée à Antoine Chérion et à Marguerite Baspouloux, son ancienne concubine²), le tout ci-dessus en présence de M. Jean Vidal, soussigné, de Pierre Reynier, Jean Reinier et Jean Pierre illeterés, après quoy leur ay donné la bénédiction nuptiale à la sainte Messe que j'ai célébrée pour les parties, et en présence des témoins cy-dessus énoncés, les dites parties illeterées de ce enq. et réq.

VIDAL VIDAL, prieur curé,

(Archives municipales de Saint-Apollinaire de Rias, Ardèche.)

LETTRES DU RÉVÉREND PERROT ET DU PASTEUR OLIVIER DESMONT

Le Comité de notre Société a décidé la publication, dans son *Bulletin*, d'études et de documents relatifs à l'histoire du protestantisme français pendant la première moitié du dix-neuvième siècle. A dire vrai, cette période est peu connue et nous en avons eu la preuve, ces temps derniers, en voyant émettre publiquement des doutes sur l'authenticité du célèbre discours de Napoléon aux présidents de consistoire; bien que le *Bulletin* en ait publié un texte qui peut être considéré comme officiel, M. N. Weiss a dû donner la preuve de cette authenticité.

Il nous paraît difficile de porter un jugement sérieux sur la situation actuelle du protestantisme français, sans une connaissance exacte de son état à la fin du premier empire. Seul le recul des années, établissant un terme de comparaison, permettra de se rendre compte, soit des

1. Pierre Peirot (né vers 1712, mort peu avant novembre 1777), pasteur en Vivarais, 1740-1766 environ, puis en Aunis, puis de nouveau en Vivarais, de 1769 à sa mort a laissé d'intéressants manuscrits, dont M. D. Benoit (*L'Eglise sous la Croix*) a donné un aperçu succinct.

2. L'« ancienne concubine » n'étant pas qualifiée de défunte, il s'ensuit que l'Eglise sanctionne très vraisemblablement ici un cas de bigamie.

pertes subies, soit des progrès accomplis. C'est donc un nouveau champ de travail, qui présentera un réel intérêt. Les deux lettres que nous publions en donneront la preuve. La première fut écrite par le Révérend Clément Perrot et a été publiée par le Révérend J. Cobbin, dans son ouvrage : *Statements of the persecutions of the protestants in the South of France*, London, 1815.

Le Révérend C. Perrot fut l'un des premiers Anglais qui, à la chute de l'Empire, visita les Églises protestantes de France, dont il devait devenir le défenseur aux jours de la Terreur blanche.

La seconde lettre fut adressée par Olivier Desmont, le vénérable président du consistoire de Nîmes au Révérend C. Smith, de Penzance. Cobbin en a donné une traduction anglaise qui nous a permis de chercher à reconstituer le texte français original.

LETTRE DU RÉVÉREND C. PERROT

(Extrait).

Guernesey, 1^{er} Février 1815

J'ai prêché, pendant mon voyage à Bordeaux, Montauban, Saverdun, Mas-d'Azil, Montpellier, Saint-Hyppolite et Nîmes, devant de nombreux auditoires qui ne comptaient pas moins, en certains endroits, de deux à trois mille auditeurs attentifs. A Bordeaux, où le digne M. Martin est pasteur, existe une petite société de Moraves demeurés unis à l'Église et qui, alors même qu'ils ne sont qu'une poignée, ne se distinguant en aucune manière par leurs richesses, sont la gloire de l'Église.

A Montauban, un lundi, sur le désir exprimé par votre ancienne connaissance, le doyen Frossard, dans la salle des cours, j'ai parlé aux étudiants et, à la prière de l'un d'entre eux, je leur ai fait connaître la manière dont nous comprenions leurs études dans nos facultés de théologie et les grands et excellents résultats obtenus par nos méthodes. Je désire humblement que cet exposé soit suivi de quelque effet. Je leur ai donné des renseignements sur les remarquables travaux faits en Angleterre pour la propagation de l'Évangile et les progrès et les succès de la Société missionnaire pour l'évangélisation du monde. J'ai promis de leur faire obtenir, si c'était possible, pour la bibliothèque de la Faculté, un exemplaire du nouveau Testament en

chinois, comme un témoignage vivant de la foi missionnaire, devant favoriser le zèle pour la mission.

Nos efforts pour créer un journal évangélique, par la bénédiction divine, ont été couronnés de succès. L'homme le plus distingué du protestantisme, le docteur Encontre¹, secondé par son ami et collègue le docteur Bonnard, veut immédiatement publier un prospectus. Ils s'emploient avec zèle, à préparer les matériaux de cette publication. Le projet a été communiqué à tous les pasteurs du sud de la France comme devant surtout produire un réveil dans leurs Églises. MM. Chabrand, Gachon, Lissignol, Gautier, Armand Delille, De Joux, Desmont veulent en devenir les zélés collaborateurs. Ce sont des hommes non moins distingués par leurs talents que par leur piété.

Ces mêmes personnes veulent faire une édition de deux mille exemplaires du catéchisme de Watts et favoriser son introduction dans les Églises. Cette décision est des plus importantes car de nombreux pasteurs commencent à sentir la nécessité des écoles du dimanche.

A Toulouse nous avons rencontré un ecclésiastique espagnol qui a abandonné l'Église de Rome, homme très distingué qui a traduit divers ouvrages protestants en faveur de ses compatriotes. Nous l'avons engagé à traduire les *Essais* de Bogue et à en faire une édition de mille exemplaires dont le prix serait de quarante livres sterling. Il veut se placer sous la direction de M. Chabrand, pasteur de Toulouse, qui se propose aussi de donner une nouvelle édition française de ce même ouvrage.

A Nîmes, la métropole du protestantisme, le digne M. Desmont, le plus ancien pasteur de cette ville, veut rééditer *Élévations et progrès* de Doddridge. Il s'agirait d'une édition à trois mille exemplaires, à prix réduit ou même destinés à être distribués gratuitement aux protestants pauvres. Elle serait faite d'après l'abrégé publié par la Société missionnaire. M. Armand Delille, très capable et très excellent homme qui comprend l'anglais, s'est engagé à écrire un résumé de l'histoire et des progrès de la Société missionnaire de Londres. Dans ce but vous voudrez bien, s'il vous plaît, réunir des documents et me les envoyer. Je ne connais pas de publication qui soit probablement de nature à exciter plus d'intérêt dans les Églises réformées et dont elles puissent attendre plus de bénédictions. M. Armand Delille est l'un des cinq pasteurs de Nîmes.

1. Samuel Vincent louait « la pénétration du génie de D. Encontre, la netteté de ses idées, ses connaissances profondes et variées, sa piété sincère et pleine de simplicité, une noblesse de caractère et une bonté de cœur que l'on ne pouvait s'empêcher de louer ». *Rapport présenté au Consistoire de Nîmes.*

A Montpellier, M. Lissignol désire traduire des traités et les répandre avec l'aide de M. Gachon et de M. Gautier de Saint-Hippolyte. Tous réclament aide et assistance, nous devons les mettre à l'œuvre et les secourir, et bientôt ils se mettront eux-mêmes au travail.

M. Frossard voudrait donner une nouvelle édition de son ouvrage sur l'esclavage, revue et augmentée, mais non pas à ses frais¹. Un des jeunes gens dernièrement consacrés à Montauban, qui maintenant prêche à Nîmes, M. Tachard, jeune homme pieux et capable, désire devenir missionnaire. Il serait éminemment qualifié pour le Canada. Il a en sa faveur le témoignage unanime de pasteurs d'une grande piété; un missionnaire de France devrait intéresser les Français et peut-être seraient-ils amenés à tenter quelque chose eux-mêmes dans une voie si importante.

Je suis votre très affectionné,

Clément P.-T.

Cette lettre fait connaître le premier projet de publication d'un journal protestant en France, projet qui ne se réalisa qu'en 1818, lorsque parurent les *Archives du Christianisme*. Cette année 1918 marque donc le centenaire de la presse périodique protestante et sans la guerre, il eût été célébré à juste titre, car à l'humilité de ses origines, on aurait pu opposer ses très remarquables progrès². Il n'est pas moins intéressant de constater la mention de la première vocation missionnaire qui se soit manifestée en France, et les premières manifestations d'un intérêt missionnaire dans nos Églises. La même remarque doit être faite pour les Écoles du dimanche. Il n'y a pas lieu de s'étonner de voir les pasteurs de cette époque si favorables aux traductions des ouvrages religieux anglais. Il suffit de se souvenir que, depuis la

1. Rien n'est plus à l'honneur de la mémoire du doyen Frossard que d'avoir publié un important ouvrage sur les crimes de la traite des Nègres. En 1784, il avait fait un long séjour en Angleterre; entré en relation avec les premiers savants anglais, il s'était associé au mouvement d'opinions qui s'élevait contre l'esclavage. A son retour il fit paraître son livre qui fut accueilli avec un intérêt d'autant plus grand que le sujet qu'il traitait était plus nouveau en France.

2. Le pasteur Martin-Rollin, en 1818, de son côté, avait pensé à la publication d'un journal protestant et avait vu son projet, qui ne fut pas réalisé, approuvé par Boissy d'Anglas et Vincent-Saint-Laurens. *Manuscrits Coquerel*, 30, 58 bis. Cf. *Bulletin*, 1917, p. 149.

révocation de l'édit de Nantes, nos Églises n'avaient lutté que pour ne pas succomber sous la persécution. Alors que, dans le passé, ses penseurs et ses orateurs avaient publié pour la défense de l'Église, comme pour l'édification des fidèles, de nombreux et savants ouvrages, pendant le xviii^e siècle ne parurent que quelques sermons de circonstance, mais aucun ouvrage de doctrine. La Bible elle-même était devenue d'une telle rareté que l'une des caractéristiques les plus émouvantes du Réveil religieux fut le zèle qui se manifesta pour la création de sociétés bibliques qui devaient placer le livre sacré dans toutes les familles protestantes. Mais comme les livres apologétiques faisaient entièrement défaut, les traductions d'ouvrages anglais s'imposèrent comme une nécessité.

LETTRE DU PASTEUR OLIVIER DESMONT.

Monsieur,

J'ai reçu, avec un indicible plaisir, votre aimable lettre datée de Paris et, peu de temps après, par l'entremise de mon honorable frère, M. Martin, mon successeur à Bordeaux, un paquet contenant un exemplaire de la Bible stéréotypée, deux exemplaires du nouveau Testament en portugais et en français, ainsi que quelques petits traités. Je vous remercie sincèrement de cet envoi. Il est regrettable pour moi que vous n'ayez pu vous rendre à Nîmes, alors que vous étiez en France, car j'ai été privé de faire la connaissance d'un homme dont la réputation m'était connue, et pour lequel j'éprouve les sentiments de la plus parfaite estime et une sincère affection.

J'ai eu la satisfaction de voir deux révérends frères en Jésus-Christ, MM. François et Clément Perrot. Leur éminente piété, leur zèle pour la propagation de l'Évangile dans le monde et surtout dans nos Églises, trop longtemps opprimées et persécutées, m'ont inspiré la plus profonde affection pour ces dignes serviteurs du Christ. Je n'ai qu'une très imparfaite idée de votre Société britannique et étrangère, des Écoles du Dimanche et de vos Sociétés bibliques et missionnaires. Mais j'ai appris, avec une grande satisfaction, l'admirable dessein de distribuer la Bible traduite en tant de langues et les nobles et généreux sacrifices faits par ces sociétés dans ce but. Je prie Celui qui est le chef et le consommateur de notre foi, de leur accorder ses pré-

cieuses bénédictions et de faire prospérer son œuvre par leur action. Oh! combien il est glorieux de se donner ainsi à l'œuvre du Seigneur, et de consacrer les biens que le ciel a accordés à votre heureuse patrie, à l'avancement de la religion et au bien de vos semblables, qui sont nos frères dans la chair et en esprit, car nous sommes tous appelés à la même foi et à la même espérance par Celui « qui nous a fait passer des ténèbres à sa merveilleuse lumière ».

J'ai reçu, avec joie et respect, un fragment du nouveau Testament, traduit en langue chinoise par le Révérend Robert Morrison. Je le tiens de M. Perrot. Seul, un zèle apostolique a pu permettre à M. Morrison de surmonter les difficultés qu'il a rencontrées pour apprendre une langue aussi difficile. Puissiez-vous aller de l'avant et continuer à instruire nos semblables avec cette puissance spirituelle qui vous a été donnée d'une manière si abondante dans votre remarquable nation.

Vous avez manifesté, mon cher Monsieur, le désir de connaître la situation de nos Églises et leurs besoins spirituels pour l'avancement de la foi et de la piété. Il n'y a pas un demi-siècle que nous avons été délivrés de l'état d'esclavage et d'oppression dans lequel nous avait précipités la malheureuse révocation de l'édit de Nantes, mais vous savez que le sang des martyrs est la semence de l'Église.

Pendant les jours de la persécution, le zèle pour la religion demeurait inébranlable et les mœurs des persécutés, fruits de leur foi, étaient très pures. Le calme qui succéda à la tempête, vers la fin du règne de Louis XV, propagea la tiédeur et l'indifférence.

L'anarchie, conséquence de la Révolution, amena l'impiété et l'immoralité. Aussi le service divin fut-il entièrement aboli, et il n'y eut plus, de longtemps, des pasteurs fidèles pour édifier les troupeaux et instruire les enfants par leurs exhortations et leur exemple. Depuis le 18 germinal an X, le rétablissement du culte nous fournit l'occasion de donner à nos Églises une organisation légale qui, en conservant notre ancienne discipline et nos synodes, ne laisse à personne le pouvoir de nous les enlever. Mais les difficultés que nous avons rencontrées, sous le précédent gouvernement, pour obtenir une convocation des synodes furent grandes¹.

Si, à présent, nous ne sommes pas persécutés, nous sommes

1. Le gouvernement impérial se refusa à autoriser la convocation même des synodes provinciaux; un préfet du Midi, se croyant autorisé par la loi de germinal à répondre favorablement à une demande de convocation d'une telle assemblée, reçut une sévère reprimande et l'autorisation accordée fut annulée.

sans assemblées synodales et, comme conséquence, nous sommes tombés dans un malheureux état d'isolement qui rend chaque consistoire indépendant, avec liberté de se conformer ou non aux règles de notre ancienne discipline. D'où résulte aussi une tendance facile à introduire des différences dans la doctrine, dans le culte, dans l'usage des sacrements, l'application des censures ecclésiastiques; abus qui se glissent souvent dans les croyances et la direction du peuple. Cependant, Monsieur, ces inconvénients se font moins sentir dans notre département que dans d'autres moins favorisés, où les pasteurs sont moins nombreux et moins unis; aussi avons-nous sur eux cet avantage. Nous cherchons à faire ce que nous pouvons, mais nous sommes loin d'être capables de faire ce que nous désirons. Aide et secours font défaut, nos Églises de campagne sont pauvres, le plus grand nombre d'entre elles ne possèdent pas de temple et n'ont pas de zèle pour l'observation du jour du Seigneur. Les pasteurs, faute de ressources, ne peuvent pas fonder des écoles pour l'éducation religieuse des enfants. C'est seulement dans les grandes Églises qu'il a été possible d'en ouvrir et elles sont insuffisantes. Nous ne pouvons cacher que nous nous trouvons en présence de deux grands obstacles : le premier, du fait que les enfants des paysans et des ouvriers ne savent pas lire, et ils forment la grande majorité de nos Églises; le second par le manque de livres religieux qui pourraient leur servir de lectures, ce qui rend la tâche des maîtres aussi pénible qu'infructueuse.

J'ai vu, par des extraits de lettres, écrites par le fils de M. Martin, actuellement à Londres, et qui m'ont été communiqués par son père, que vous et vos distingués confrères étiez disposés à favoriser les efforts des pasteurs de France pour la propagation de l'Évangile et de la foi chrétienne.

Recevez, cher Monsieur, l'assurance d'une vive gratitude et soyez assuré que nos prières ne cesseront pas de s'élever pour que le Tout-Puissant daigne couronner vos travaux et vous accorder sa bénédiction.

Je suis, mon cher et révérend Monsieur, en Jésus-Christ.

J. O. D.

Nîmes, 10 Janvier 1815.

Dans sa brièveté, la lettre d'Olivier Desmont présente un tableau très exact de la situation des Églises protestantes de France en 1814. Le document a d'autant plus d'autorité que son auteur était pasteur de la grande Église de Nîmes et président de son consistoire depuis la

réorganisation des cultes. Son ministère devait durer soixante-deux ans ; commencé au Désert il se continua aux terribles jours de la Terreur blanche. « Il traversa, écrit Samuel Vincent, sans tache et sans souillure, une époque de perversité. » Olivier Desmont était l'objet du respect le plus grand, vénérable patriarche d'une Église à laquelle il s'était consacré avec le plus absolu dévouement. Si les protestants se montraient très reconnaissants de posséder la liberté de conscience enfin reconquise après tant d'années de souffrances et de persécutions, il n'en était pas moins vrai que leur Église était découronnée par la suppression du régime synodal qu'ils avaient maintenu pendant la période du Désert. Olivier Desmont l'a fait remarquer avec une précision trop justifiée, en montrant, dès cette époque, quelles en étaient les regrettables conséquences. Il fallut une lutte qui a duré plus d'un demi-siècle pour obtenir la convocation des synodes, dont le modérateur du dernier synode national, celui de Loudun (1659), avait dit : que sans ce gouvernement ecclésiastique, les Églises ne sauraient subsister. Il est non moins important, si l'on veut se rendre un compte exact de la situation des Églises à la chute de l'Empire, de se souvenir de l'état d'ignorance dans lequel se trouvaient les protestants, faute d'écoles et de livres, et que dans un grand nombre de lieux le culte se célébrait au Désert. En se reportant à ce point de départ fixé d'une manière si précise, par un homme aussi autorisé que l'était Olivier Desmont, on se fera une idée plus juste des progrès accomplis par le protestantisme français au cours du dix-neuvième siècle.

FRANK PUAUX.

Mélanges

LES ATTACHES FRANÇAISES DE LORD DERBY AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE EN FRANCE

En avril dernier, la France apprenait que l'ambassade britannique à Paris allait changer de titulaire : lord Bertie of Thames était relevé de ses hautes fonctions pour raison de santé, et le roi George V lui donnait comme successeur le « très honorable ¹ » lord Edward-George-Villiers Stanley, dix-septième comte de Derby ². En souhaitant la bienvenue au nouveau représentant de la grande alliée d'outre-Manche, la presse quotidienne s'est plu à rappeler que des liens anciens l'unissaient au pays où il devenait l'interprète de la pensée de son prince. Bien intentionnés, ces articles, il faut le dire, ne renvoyaient qu'un reflet assez imparfait de la réalité des faits. Comblers les lacunes, redresser les erreurs des informations du premier moment, recueillies et rédigées sous la pression du souci de l'actualité, tel est l'objet des quelques notes qui suivent.

1. Il peut être intéressant pour le lecteur français de lui mettre sous les yeux le « style » en usage pour les pairs d'Angleterre des différents degrés : un duc est « the most noble... » ; un marquis, « the most honourable... » ; un comte, vicomte ou baron, « the right honourable... ». — Un duc est « Sa Grâce » ; tout autre pair, « Sa Seigneurie » (Whitacker's *Peerage for 1916* ; Londres, s. d. [1915], in-8, p. 12-14. Introduction).

2. Même ouvrage, p. 312-313 (art. DERRY).

*
* *

Le plus lointain ancêtre connude lord Derby¹ vint en Angleterre, pennon haut, épée au poing, lors de cette mémorable expédition de 1066 dont on méconnaît généralement le caractère. Qu'est-elle, en effet, sinon la reprise par les Gaulois du continent des parties de cette grande île d'Alb-In ou Prydain aux noms celtiques, peuplée de Celtes, sur les envahisseurs germaines affluant de l'estuaire de l'Elbe, qui en avaient dépouillé leurs congénères aux v^e et vi^e siècles²? L'asservissement des vaincus, qu'on leur a tant reproché, fut la réplique pure et simple au plan d'extermination que ceux-ci avaient poursuivi en d'autres temps à l'égard des primitifs possesseurs du sol. De l'aristocratie conquérante d'alors ce qui subsiste reconnaît encore son lieu d'origine dans tel fief d'autrefois devenu un village obscur de la campagne normande. Ainsi³ lord Henry-George Percy, duc de Northumberland⁴, vient de Saint-Charles de Percy⁵, non loin de Vire;

1. La généalogie et l'histoire succincte de sa famille se trouvent dans Collin's *The Peerage of England* (Londres, 1779, 9 vol. in-8), t. III, p. 37-83 et dans Burke's *Dictionary of the Peerage* (Londres, 1856, in-8), p. 286-289. Ces deux ouvrages se complètent mutuellement. Le premier s'arrête avec le 12^e comte, lord Edward-Smith; le second avec le 14^e comte, lord Edward-Geoffrey. Les deux fils de ce dernier se succédèrent dans le titre, savoir : lord Edward-Henry, le 23 octobre 1869; lord Frédéric-Arthur, le 21 avril 1893. C'est de ce dernier qu'est né l'ambassadeur actuel en France, comte de Derby depuis 1908. Voir les éditions afférentes à ces diverses dates de la publication (annuelle) de Whitacker.

2. Sans sortir des limites du Royaume-Uni, il y avait eu antérieurement d'autres superpositions ou juxtapositions de peuples : autochtones Gaëls, Kymris, Lloëgrais, ces deux derniers rameaux issus d'un même tronc et lointains parents des Gaëls. La tradition insiste sur ce fait qu'elles s'opèrent sans violence. On ne voit trop pourquoi Augustin Thierry conteste sa véracité en la rappelant et en mentionnant, à l'appui de ses doutes, des déplacements de tribus entières, qui pourraient être tout aussi bien interprétés comme une survivance chez elles de l'esprit nomade. Il est historiquement prouvé, au contraire, que partout où s'implantèrent les Saxons et les Angles, il y eut de leur part éviction systématique des propriétaires. De ces derniers, ceux qui ne purent chercher un asile, soit en Gaule, dans la péninsule Armoricaïne, soit en Irlande, soit dans les parties montagnardes de l'Angleterre (Cornouailles, Pays de Galles), soit en Écosse, périrent ou furent réduits en esclavage.

3. Voir également ci-après, p. 225, n. 7, ce qui est dit de la famille Touchet.

4. Whitacker, art. NORTHUMBERLAND.

5. Commune du canton de Vassy, arr. de Vire, Calvados.

lord George-Arnulph Montgomery, comte d'Eglinton¹, de Sainte-Foy de Montgommery, dans le pays d'Auge². Aussi bien, en s'éloignant du terroir natal, ces émigrés d'un genre spécial gardaient avec lui un contact qui a défié l'œuvre destructrice du temps. Northumberland eut jusqu'à nos jours dans le plus proche voisinage du berceau de la famille des cousins de son nom³, avec lesquels il entretenait des rapports d'amitié; ils avaient été rétablis sous Louis XV sur l'initiative de la branche anglaise⁴, qui par la suite émit le désir d'acquérir « quelque château bon ou mauvais ayant appartenu à MM. de Percy,... quand même il n'aurait que les quatre murailles, avec autant de terrain qu'il serait nécessaire pour y former une seigneurie⁵ ». A la fin du xv^e siècle, Eglinton nous rend un de ses cadets, qui fut père de Jacques de Montgomery, un des meilleurs capitaines de François 1^{er}, et grand-père de Gabriel de Montgomery, le défenseur épique de Domfront⁶. On retrouve la trace de cette affinité mystérieuse dans le retour récent sur la terre de France comme ambassadeur du roi de Grande-Bretagne et d'Irlande de lord Derby, lui aussi issu de sang français⁷.

1. Whitacker, art. EGLINTON.

2. Commune du cant. de Livarot, arr. de Lisieux, Calvados.

3. Ce que l'on sait d'eux, avec une ébauche de généalogie de leurs parents d'Angleterre, se trouve au t. II, p. 1915-1921 de l'*Histoire de la Maison d'Harcourt* (Paris, 1662, 4 vol. in-4); il convient de le compléter pour l'époque moderne avec *Le Canton d'Athis* (Paris, 1858, in-8, p. 350 et suiv.), par le comte Hector de la Ferrière-Percy. — Ce dernier n'est autre que le savant éditeur des *Lettres de Catherine de Médicis*, l'auteur de tant de livres charmants sur le xvi^e siècle; il avait épousé la dernière des Percy de France et du vivant de la comtesse joignait le nom de celle-ci au sien.

4. Dutens, *Mémoires d'un voyageur qui se repose* (Paris, 1805, 3 vol. in-8), t. II, p. 273. — L'auteur était alors gouverneur du jeune lord Algernon Percy, fils aîné du duc de Northumberland et fit avec son élève ce voyage ou plutôt ce pèlerinage.

5. Dutens au comte de Percy; Londres, 25 octobre 1767 (lettre publiée d'après l'original, conservé au chartrier du château de Ronfeugeray, près Flers (Orne), par le comte de la Ferrière-Percy, ouv. précité, p. 318 (Appendice).

6. On trouvera une esquisse de la généalogie et le récit des faits historiques que je rappelle ici dans mon livre : *Le comte de Montgomery*, chap. 1.

7. On ne connaît pas son lieu d'origine en Normandie. Les plus anciens textes ne connaissent son fondateur, Adam, que sous le nom de la seigneurie

Lord Derby est nôtre encore par le libellé de la devise inscrite au bas de son blason, malgré la transformation de la langue officielle au cours des âges. Devise grave et fière entre toutes : SANS CHANGER ; promesse solennelle, que les siens tinrent de génération en génération, soit comme simples gentilshommes, soit, à partir de 1456, comme pairs du royaume, sous le titre de barons Stanley, puis (1485) sous celui de comtes de Derby.

De tous ces fidèles le plus connu¹ est le comte James (1607-1651). Avec lui l'attache originaire se renforce, il prend pour femme une La Trémoille, digne de lui par l'élévation des sentiments comme par l'antiquité de la race et la grandeur des services que ses aïeux rendirent à la patrie : descendante de Charles, prince de Talmont, tué à Marignan pour la France, de Louis, vicomte de Thouars, le vainqueur de Fornoue et d'Agnadell, tué à Pavie pour la France, elle n'aura qu'à se souvenir le jour où la Destinée fera d'elle le gouverneur d'une place assiégée par les rebelles². A son contact l'indécision d'esprit, qui est l'unique travers du comte, fait place à une rare noblesse dans le langage et dans les actes. Quand éclate la rupture entre le roi Charles I^{er} et la

qui lui fut attribuée après la conquête : Aldethley, Aldithley, par contraction Audeley (auj. *Audley*, près Newcastle-under-Lyne ; Vivien de Saint-Martin, *Nouveau dictionnaire de géographie universelle*, à ce mot). — Audley demeura le nom de la famille jusqu'aux deux petits-fils du fondateur, qui épousèrent deux cousines germaines, entre qui se partageaient les domaines d'une vieille famille saxonne, les Stanley. Le nouveau maître de Thalk (Staffordshire) continua de s'appeler Audley ; celui de Stanley en prit le nom (Collin, t. III, p. 37. Burke, p. 286, col. 1, 2). — Sir James Audley fut créé en 1313 'pair d'Angleterre au titre de baron Audley. Il avait deux enfants : Nicolas, qui mourut sans enfant en 1391 ou 1392, et Jane, mariée en 1371 à sir Robert Touchet ; le fils issu de cette union, sir Robert Touchet, fut substitué, après la mort de son oncle maternel, au titre de ce dernier. Il fit souche d'une famille dont le chef fut créé comte de Castlehaven en 1617, et qui se perpétua en ligne masculine jusqu'en 1777. Le nom fut alors adjoint à celui du beau-frère du dernier titulaire. Ces Thickness-Touchet furent maintenus dans la pairie au titre de barons Audley (Collin, t. III, p. 37, art. STANLEY, et t. VI, p. 301-309, art. THICKNESS-TOUCHET. — Burke, p. 44, 45). Ces Thickness-Touchet se sont éteints en 1872 (Whitaker, art. AUDLEY). Les Touchet semblent être d'extraction normande. Il existe un bourg de Notre-Dame de Touchet, commune du canton et de l'arrondissement de Mortain (Manche).

1. La notice à lui relative dans l'ouvrage précité de Collin (p. 66-76), remplit plus du quart de l'historique de la famille des origines à 1775.

2. Siège de Lathom-house (février-août 1644).

Chambre des communes, il ne se demande pas, à l'exemple de la plupart de ses collègues de la haute assemblée, s'il n'est pas aussi dangereux pour l'aristocratie de favoriser les tendances du souverain à l'absolutisme ou les prétentions de la classe moyenne à une augmentation de ses prérogatives. Il n'a de pensée que pour le geste symbolique des pairs le jour du couronnement, l'obligation qu'elle lui impose de maintenir, inviolé, le diadème au front qui vient de le ceindre en vertu du droit héréditaire. Il est des premiers à rallier l'étendard royal sitôt qu'il le sait déployé sur le donjon de Nottingham en signe de guerre contre les révoltés¹. A sept ans de là, la cause royale semble perdue sans retour : Charles I^{er} a été décapité par décision des Communes réunies en Haute-Cour de justice ; son successeur, Charles II, a cherché un refuge dans les Pays-Bas ; la monarchie est abolie ; Cromwell, maître de l'Angleterre, fait inviter par son gendre Ireton lord Derby à la soumission contre promesse de la liberté et de la jouissance de ses biens. Il réplique : « J'ai reçu votre lettre avec indignation et j'y réponds avec mépris... Je dédaigne vos offres, je méprise votre faveur, j'abhorre votre trahison... Tenez ceci pour ma réponse définitive et gardez-vous de toute autre sollicitation, car, si vous me poursuivez de messages de cette nature, je brûlerai le papier et pendrai le porteur². » C'était par avance se condamner à mort. Fait prisonnier après la journée de Worcester où il avait suivi la fortune de Charles II, le 15 octobre 1651, il portait sa tête sur le billot des républicains victorieux.

Ses dernières heures résument sa vie entière. La lettre d'adieu qu'il adresse à sa femme et à ceux de ses enfants dont il est séparé est un sanglot. Mais dans un entretien avec son fils aîné, l'héritier du nom, l'âme se redresse d'un élan sublime. Désignant le collier de la Jarretière, qui lui a été naguère envoyé par le Roi, pour lequel il va mourir : « Je le porterai encore aujourd'hui, lui dit-il,

1. 22 août 1642.

2. 22 juillet 1649.

puis vous le remettrez à mon gracieux souverain, quand vous aurez le bonheur de le voir. Je le lui remets en toute humilité et reconnaissance, comme je l'ai reçu, pur de toute tache ou souillure, suivant l'usage de mes loyaux ancêtres. » Sur l'échafaud, avant de donner au bourreau le signal qui fera tomber la hache, son mot suprême est : « Je meurs pour Dieu, pour les lois, pour le Roi ! »

*
**

La France a conservé le souvenir de ces deux hautes figures, inséparables dans la gloire comme dans le culte des vertus privées, qui à des degrés divers appartiennent à son passé : le martyr de Boltou et l'héroïne de Lathomhouse. C'est à tort cependant qu'on les a attribués pour aïeux directs au comte actuel de Derby. Leur postérité s'éteignit avec leur petit-fils (1736). La lignée fut continuée par sir Edward Stanley, appartenant à un rameau détaché du tronc principal au milieu du xv^e siècle² et en faveur de qui la pairie fut rétablie aussitôt³.

Cette seconde branche ne devait pas le céder en illustration à la précédente. D'instincts moins guerriers, elle a déployé surtout son activité sur le terrain de la politique intérieure et de la diplomatie. On sait combien d'hommes d'État éminents elle a fournis à l'empire britannique⁴.

Si grande était sa réputation que, après l'abdication forcée du premier roi de Grèce, le méprisable Othon de

1. Tout ce qui précède est résumé d'après mon livre *Charlotte de la Trémoille, comtesse de Derby*, sauf les dernières paroles du comte à son fils et l'extrait de son discours au peuple, où ils ne sont que cités d'après la relation du pasteur Baggarley, qui l'assista sur l'échafaud; celle-ci est imprimée dans les *Desiderata curiosa* de Peck (Londres, 1779, in-fol.), p. 452-455, ainsi que dans Collin, t. III, p. 68-75 et dans les *State Trials* d'Howell, t. V (Londres, 1816, in-8), col. 320.

2. Elle était issue d'un frère puiné de Thomas II, cité plus loin.

3. Collin, t. III, p. 49, 76-78. — Burke, p. 288, col. 2.

4. Voir dans le *Dictionary of national biography* de Sidney Lee, t. LIV (Londres, 1898, in-8), p. 54-67, les articles consacrés par M. J.-A. H[amilton] à lord Edward-Smith (1775-1851), lord Edward-Geoffrey (1799-1869) et lord Edward-Henry (1826-1893) Stanley, 13^e, 14^e et 15^e comtes de Derby. Un bon résumé en a été donné dans la *Grande Encyclopédie*, t. 30 [1901], p. 440, 441, article STANLEY, sous la signature R. S. [René Samuel].

Bavière¹, l'un deux fut pressenti pour recueillir sa succession, qu'il déclina d'ailleurs². Depuis, on a évoqué ce souvenir. On en a pris prétexte pour qualifier de « presque royale » l'extraction de ce candidat éphémère à un trône qui a trop souvent fait mal parler de lui et auquel il aurait sans doute imprimé le cachet de dignité dont il est traditionnellement exempt. *Presque* royale, c'était à peine assez dire. En sus de l'éclat de leurs alliances, les Stanley ont joui longtemps du titre de roi et des droits y afférents sur un territoire dépendant de l'archipel britannique.

Terre celtique, s'il en fut, résidence vénérée d'une sorte de pape des druides, sous diverses dominations, congénères d'abord (Gallois, Écossais³) puis étrangères (Anglo-Saxons de 630 à la fin du ix^e siècle, Danois ensuite et pour près de quatre cents ans), l'île de Man avait conservé son autonomie. Elle resta telle en rentrant (1265) sous l'autorité, — le protectorat plutôt — des rois d'Écosse, qui l'érigèrent en royaume et de qui elle passa (1290) dans les mêmes conditions aux rois d'Angleterre. Ces derniers, probablement pour ménager l'amour-propre des Mankois, prirent vite l'habitude de déléguer leur pouvoir à quelqu'un de leurs grands vassaux. Rien qui ressemble à une inféodation proprement dite, sauf l'astreinte à un don emblématique à chaque changement de règne en Angleterre. Dans les premiers temps, elle est concédée à titre individuel et viager. En 1405⁴, quand sir John Stanley est l'objet de cette marque de confiance, c'est pour sa maison entière de père en fils. Non seulement le chef de la famille prenait la qualité

1. Et non « lors de la proclamation de l'indépendance de la Grèce », c'est-à-dire en 1830, comme le dit M. Géo London, d'après « une personnalité anglaise, qui est en même temps une personnalité très parisienne », dans son piquant article : *Comment lord Derby faillit être roi* (*Le Journal*, 21 avril 1918).

2. Lettre de Disraëli, alors premier ministre du Royaume-Uni, 7 février 1863, reproduite, d'après Froude, *Earl of Beaconsfield*, dans l'article précité de M. Hamilton : STANLEY (EDWARD-HENRY).

3. Il y eut trois transmissions successives des uns aux autres avant que le roi anglo-saxon de Northumberland conquît l'île sur les Gallois en 630.

4. Joseph Train, *History and statistical account of Man* (Douglas, 1845, in-8).

de roi dans les actes administratifs, mais un cérémonial pompeux l'entourait à certains jours : il ceignait la couronne¹, faisait porter l'épée devant lui², ni plus ni moins que l'hôte auguste de Wite-Hall, qui n'en prenait point ombrage. C'est à leurs propres bénéficiaires que déplurent ces honneurs exceptionnels : ils les estimèrent incompatibles avec le respect dont un Anglais, quel que soit son rang, est tenu envers le roi d'Angleterre. Thomas, premier comte de Derby, cessa de s'appeler autrement que *lord* (seigneur) de Man³. Son petit-fils⁴, Thomas II, fit de même⁵. A un siècle de là, le comte James approuve et confirme leur renonciation ; dans ses instructions à son fils aîné on lit⁶ : « Il n'est pas agréable à un roi qu'aucun de ses sujets prenne le titre qu'il porte... Jamais un sujet ne voudrait offenser sciemment son souverain... » Le fils n'eut cure de ce sage conseil ; bien plus, il fit revivre les anciens usages dans toute leur rigueur⁷. Mais la génération suivante se hâta de revenir aux habitudes de déférente modestie qu'avaient instituées les prédécesseurs du comte Charles⁸.

*
* *

Au milieu des vicissitudes et des angoisses de l'heure présente, on aime à se remémorer ces manifestations

1. Celle-ci était conservée au château de Castle-Rushen.

2. L'antiquité de cette étiquette est rappelée en 1661 dans le communiqué de la *Gazette de France*, visé ci-après.

3. Dans le procès-verbal de son inhumation, 9 novembre 1504, cité par Collin (t. III, p. 45).

4. Fils aîné de son fils aîné, sir George Stanley, mort avant lui en 1497.

5. Dans un acte de 1517, cité par Collin (t. III, p. 50). Sa décision est rappelée par le comte James, dans son *History and antiquities of the isle of Man* (composée pour son fils aîné en 1644 et imprimée dans le recueil précité de Peck, p. 431-449, I, 2).

6. I, 3, 4.

7. Information de Londres, 21 février 1661, dans la *Gazette de France* du 5 mars. — Lettre de la comtesse douairière de Derby, 24 mars, à sa belle-sœur la duchesse de la Trémoille, répondant à la lettre de celle-ci, du 16. — J'ai reproduit ces deux extraits dans *Charlotte de la Trémoille, comtesse de Derby*, p. 287.

8. Train (ouv. précité), qui fait remonter au comte James la substitution du titre de *lord* à celui de *roi*, ne mentionne pas l'interruption de cette nouvelle coutume sous le comte Charles, ni sa reprise sous ses successeurs.

multiformes d'une pensée directrice constante : la subordination volontaire de l'individu à un principe supérieur, dans lequel se concrète l'idée de Patrie. Les événements ont leur éloquence. Tandis que le monde s'insurge contre le rêve d'hégémonie universelle conçu par une race de proie, le vingt-quatrième descendant du gentilhomme normand qui fonda la maison de Derby a cessé d'avoir à répondre pour lui seul. Il est devenu le porte-parole autorisé de toute une nation. Le cri d'armes français de ses ancêtres, SANS CHANGER, fait aujourd'hui écho au cri d'armes, français aussi, du roi son maître, s'amplifiant pour proclamer la justice absolue : DIEU ET MON DROIT.

LÉON MARLET.

Juin 1918.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

ROGER CHAUVIRÉ. — I. Jean Bodin, auteur de la « République », 544 p. — II. Colloque de Jean Bodin des secrets cachez des choses sublimes entre sept sçauans qui sont de differens sentimens (*Traduction française du « Colloquium Heptaplomeres »*), 213 p., 6 fr., 2 vol. in-12. Champion, 1914.

On devine que ce sont des thèses de doctorat. L'auteur était professeur de 1^{re} au Prytanée militaire. Il a voulu réparer une injustice de la postérité envers « un penseur à la fois puissant et ingénieux, docte et original », qui « a eu cette malchance de voir naître en France, publiciste comme lui et plus que lui artiste, un Montesquieu pour l'éclipser ». Toutefois, si Bodin « a péri, la faute en est à lui-même, qui, ne sachant ni se borner, ni composer, ni écrire, a heurté de front les goûts les plus constants du génie français ».

L'auteur a groupé sa matière en 4 livres : Biographie (hiver 1529-1530 à 1596). — Formation intellectuelle (modes généraux de la pensée, conception de la science, religion). — Quelques sources de la « République » (antiquité, moyen âge, xvi^e siècle français). — Politique (le problème politique, les fondements de la science politique, l'esprit des lois, la politique contemporaine).

Conclusion : Bodin est « un des premiers qui fasse entrer dans le domaine public la science politique » et « le premier qui donne à l'économie politique la place qu'elle doit tenir dans la politique proprement dite ». Mais surtout « il a su, au milieu des tempêtes civiles les plus troublantes pour la sereine raison, chercher, à travers quelques contradictions peut-être, un compromis entre l'autorité et la liberté, le despotisme et l'anarchie ».

On a prétendu que la mère de Bodin était juive, et, pour préciser, « une marrane espagnole chassée de son pays par le bannissement général de sa race en 1492 ». Cela « expliquerait les tendances hébraïssantes de notre auteur, influencé dans ce sens dès ses plus jeunes années ». M. Chauviré croit que cette supposition n'est qu'« une imagination postérieure, destinée à expliquer le judaïsme de l'*Heptaplomeres* ». D'ailleurs, cette influence juive maternelle se serait exercée « avec d'autant plus d'empire que

Bodin était plus jeune. Or, c'est tout le contraire... sa tendresse pour l'ancien Testament va croissant au fur et à mesure qu'il avance en âge et ne s'épanouit que dans le tardif *Heptaplomeres* ».

Ce qui nous intéresse bien davantage, c'est qu'« il est possible que, vers 1552, Bodin ait vécu à Genève en qualité de bourgeois, par conséquent ait fait profession publique de ce calvinisme qu'on a tenté de contester ». Les preuves irrécusables manquent, mais à leur défaut, « voici des présomptions. C'est d'abord une évidente parenté intellectuelle, en politique comme en religion, avec les huguenots, sa *Lettre* à Bautru, son affiliation au parti du duc d'Alençon, sa durable liaison avec un homme comme Pibrac, protestant de cœur, repenté pour la forme. C'est ensuite la parfaite connaissance qu'il a de l'histoire et de la constitution genevoises; c'est la fréquence des exemples qu'il leur emprunte..., enfin l'importance qu'il attache aux critiques qui viennent de là-bas ». Bref, « que Bodin ait vécu protestant à Genève, on n'en a d'autre indice direct que la fiche de Haag (*France protestante*, II, p. 671); mais le reste de sa vie le rend vraisemblable ».

L'admiration de M. Chauviré pour son auteur ne va pas jusqu'à taire que sa conduite envers Cujas, que « tout rapprochait de Bodin », n'est pas à l'honneur de ce dernier (p. 28).

Quelle fut son attitude pendant la Saint-Barthélemy? On n'en sait rien, sinon que la catastrophe le trouve à Paris : « De dramatiques récits nous le montrent, tantôt réfugié dans la maison du président de Thou, son ami, tantôt s'échappant par la fenêtre de son logis, déjà envahi par les émeutiers (p. 35). Quoi qu'il en soit, « il semble avoir été assez avant dans les bonnes grâces d'Henri III; car, selon le même de Thou, il « eut souvent l'honneur d'être admis dans les entretiens secrets qu'Henri III se plaisoit d'avoir avec les sçavans, et il s'y fit toujours distinguer. Car il avoit, comme on dit, son esprit en argent comptant; et sa mémoire heureuse et fidèle lui fournissoit toujours une infinité de choses curieuses sur toutes les matières qu'on proposoit ».

Mais il faut lire dans le livre même tous les détails de sa vie fort intéressante et non sans tache (par exemple sa conduite envers Cujas, p. 49 et suiv.). On trouvera, pages 515 à 520, la bibliographie des ouvrages de Bodin, et dans l'appendice qui vient aussitôt après, 10 lettres de, à, ou concernant Bodin. Si l'on veut mesurer l'abîme qui sépare notre temps du sien, il n'y a qu'à lire ce qu'il écrit de l'autorité paternelle et maritale (p. 306), on sera suffisamment édifié. Mais si l'on jugera son rigorisme excessif, on pourra trouver que notre relâchement l'est encore bien plus et surtout plus dangereux pour l'avenir de la société.

CORRESPONDANCE

Le D^r Mac Farland à la Bibliothèque de la Société
de l'Histoire du Protestantisme français
Mercredi 26 juin 1918

Le Comité Protestant de Propagande française à l'étranger avait été avisé que le Rev. D^r Mac Farland était délégué par le Conseil Fédéral des Églises du Christ aux États-Unis pour apporter à nos Églises protestantes de France un message de sympathie.

Pour pouvoir dignement recevoir le représentant de la majorité des Églises protestantes des États-Unis, on nous demanda de mettre à la disposition du Comité la grande salle de lecture de notre Bibliothèque où, sur le terrain de leur histoire, se trouveraient le plus naturellement groupés les représentants de toutes les branches de notre Protestantisme français, dans le cadre des témoins de notre glorieux passé.

D'ailleurs nos ancêtres religieux dont les souvenirs sont réunis dans cette Bibliothèque n'ont-ils pas été les initiateurs de plusieurs de ces Églises d'outre-mer sur lesquelles on a édifié la grande République américaine?

La salle avait été décorée avec goût, de trophées de drapeaux aux couleurs des nations alliées et des portraits les plus intéressants de notre Musée : Clément Marot, Théodore de Bèze, Duplessis-Mornay, Condé, voisinaient avec Calvin, Coligny, Claude Brousson et Paul Rabaut, le Pasteur du Désert.

Dans les logettes des bas-côtés, notre hôte pouvait voir une chaire poitevine du Désert, un pliant servant dans les mêmes assemblées et qu'on inventa pour ces réunions, un tabouret renfermant une Bible dissimulée si habilement, qu'on ne pouvait la découvrir qu'en le retournant et le démontant, des boulets provenant du siège du Mas d'Azil, etc.

Sur la table du centre de la salle se trouvait ce qui reste du grand registre d'écrou des galères de Marseille, la Bible de Duplessis Mornay, celle qu'Henri II offrit à Diane de Poitiers¹, les

1. Appartenant au soussigné.

carnets de Paul Rabaut, des autographes des réformateurs, les lettres de Marie Durand écrites dans la Tour de Constance et celles de Voltaire aux demoiselles Calas, un recueil admirablement relié des gravures de Tortorel et Périssin sur les guerres de religion, ayant appartenu à l'historien de Thou, puis des méreaux et des médailles; celles frappées à l'occasion de la Saint-Barthélemy et de la Révocation à Paris, par les ordres de Charles IX et de Louis XIV, à Rome, par le pape Grégoire XIII, etc.

La réunion convoquée pour 5 heures ne put commencer qu'à 5 heures 1/2, par suite d'un accident d'auto dont heureusement notre hôte sortit sain et sauf. Mais ce fut un membre de notre Comité qui pénétra le premier dans la salle. Au général d'Amboix de Larbont se joignirent bientôt MM. Cornélis de Witt et Raoul Allier qui, avec le Secrétaire, représentèrent notre Société au milieu d'une cinquantaine d'assistants, membres de la plupart des Églises et Sociétés protestantes de la capitale.

Le Président, retenu en Savoie par une cure, n'avait pu rentrer à Paris que quelques jours plus tard.

Le Dr Mac Farland était accompagné de M. le pasteur Victor Monod, aumônier militaire, qui avait été envoyé aux États-Unis l'année précédente, avec M. Georges Lauga, pour représenter les Églises protestantes de France auprès de leurs sœurs d'Amérique. M. Édouard Grüner présidait la séance en sa qualité de Président de la Fédération des Églises protestantes de France.

Après avoir exprimé au Dr Mac Farland les sentiments de reconnaissance de la France, et en particulier du Protestantisme français, pour la nation américaine et la personne de son délégué, M. Grüner le présenta à l'assemblée.

Le Rev. Dr Mac Farland dit alors quelques mots en anglais pour répondre aux souhaits de bienvenue du Président : Le Protestantisme français est à peu près inconnu aux États-Unis, les Américains qui viennent en France bornent généralement leur visite aux boulevards, aux théâtres, à Notre-Dame de Paris et parfois aux châteaux de la Loire. Pour leur faire connaître des coreligionnaires qui descendent, comme beaucoup d'entre eux, des huguenots, il n'y a qu'un moyen : entrer en relation personnelle avec nos Églises, ses représentants, ses œuvres, ses diverses manifestations. Tel est le but de sa visite qu'il n'a voulu commencer qu'après que le premier million de soldats américains aurait atteint la France. M. le pasteur Victor Monod traduisit cette allocution et continua pendant toute la séance à transposer d'anglais en français ou *vice-versa*, avec une inlassable facilité, les discours et paroles échangés dans les deux langues.

M. André Weiss, membre de l'Institut, prit la parole pour expliquer au Dr Mac Farland ce qu'est et veut faire le Comité

protestant de propagande française, dont il est le président, les mesures prises par lui pour faire mieux connaître le protestantisme français à l'étranger et les résultats pratiques qu'il a déjà obtenus.

Le Dr Mac Farland présenta, en anglais, le message d'Amérique, que tous attendaient avec une impatiente curiosité et qu'on peut lire *in extenso* dans la brochure en français qui a été répandue dans nos Églises, mais dont le délégué américain nous donna l'essence et la primeur en ces quelques phrases lapidaires :

« Le Comité fédéral et les chrétiens d'Amérique envoient un message de foi et d'encouragement à la France qui a versé son sang pour nous ; à la France qui a réalisé la prophétie de Jésus ; à la France qui a porté notre fardeau de souffrances, à cette nation qui, les yeux fixés sur le but final, sur son idéal, ne veut pas s'arrêter pour regarder ses blessures, pour compter ses morts ou pour mesurer sa coupe de douleurs.

« C'est de la France que nous parlons quand nous demandons à notre peuple de souscrire aux emprunts nationaux, quand nous lançons un appel aux volontaires, quand nous prêchons à notre population l'économie et le désintéressement qui nous permettent de partager nos ressources avec nos alliés. Vous nous avez montré plus clairement la distinction entre la justice et l'injustice, entre l'égoïsme et le sacrifice, entre la loyauté et la mauvaise foi. »

Accueillis par des applaudissements enthousiastes, le message américain était, on n'en pouvait douter, allé au cœur de ceux qui personnifiaient le Protestantisme français.

M. N. Weiss prononça alors en anglais l'allocution suivante.

Monsieur le Président,

N'étant pas Anglais, permettez-moi, pour éviter des erreurs, de lire les quelques mots que je désire adresser à notre hôte dans sa langue.

Quand nous apprîmes que le Conseil fédéral des Églises du Christ aux États-Unis décida de déléguer le Révérend Dr Charles E. Mac Farland aux Églises protestantes de France, vous avez pensé que le lieu le mieux indiqué pour le recevoir à Paris serait la salle de lecture de la Bibliothèque de notre Société d'Histoire. Nous sommes très heureux de vous recevoir dans cette maison qui vous appartient à tous, où nous pouvons tous communier sur le terrain de l'histoire et où chacun de vous peut retrouver de chers souvenirs.

Cher et honoré Dr Mac Farland,

Vous êtes doublement le bienvenu dans cette salle. Vous êtes porteur d'un message qui guida nos ancêtres dans leurs luttes poursuivies avec un courage et un esprit de sacrifice indéfectibles pour la liberté de conscience et de culte conformes à l'esprit du Christ révélé dans l'Évangile. En même temps vous représentez ces Églises d'Amérique

qu'un grand nombre de réfugiés huguenots contribuèrent à fonder et à inspirer.

Lorsque, le 4 juillet 1774, vos ancêtres s'assemblèrent comme hommes, comme chrétiens et comme citoyens pour la solennelle Déclaration d'Indépendance, ils pensèrent qu'ils ne pourraient se réunir dans un local plus approprié que celui de la grande salle de *Faneuil Hall* qui avait été construite par un descendant de huguenots à Boston. Le nom de *Duché* qui, le 7 septembre 1774, ouvrit le Congrès par la prière et ceux de trois au moins des sept présidents de ce Congrès, c'est-à-dire *Henry Laurens* (1777), *John Jay*, (1778) et *Elie Boudinot* (1782), ces noms huguenots vous sont aussi familiers qu'à nous.

Deux de ces hommes, *Henry Laurens* et *John Jay*, furent choisis avec deux autres pour la préparation et la signature, le 30 novembre 1782, des articles préliminaires du traité de Versailles. Et il ne faut pas oublier que ce fut *John Laurens*, fils de Henry, qui, le 19 novembre 1781, rédigea ceux de la capitulation de Yorktown.

Vous savez que les principes de la Déclaration d'Indépendance furent formulés, conformément aux idées de Calvin, dès le xvi^e siècle en France et en Écosse, mais durent émigrer, d'abord en Angleterre, puis aux États-Unis. La Fayette les rapporta dans sa patrie et quelques-uns d'entre eux se retrouvent exprimés en termes identiques dans notre Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.

Ici vous êtes environné par les souvenirs des huguenots dont les noms sont inscrits sur la galerie qui entoure cette salle. Leurs œuvres ont été recueillies sur ses rayons depuis 1832, alors que quelques-uns d'entre nous découvrirent que, s'ils ne le faisaient pas, leur idéal et leurs noms mêmes finiraient par disparaître, grâce aux efforts de ceux qui inspirèrent le massacre de la Saint-Barthélemy et la révocation de l'édit de Nantes.

Si je rappelle ces deux événements que la cruauté de nos ennemis évoque si souvent, je ne le fais pas — ai-je besoin de le dire? — pour rallumer un sentiment de haine contre ceux qui en portent la responsabilité. Ce n'est qu'afin de vous faire comprendre pourquoi, aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'une poignée, comparativement à ce que nous sommes devenus hors de nos frontières et à ce que nous serions, dans notre pays, si nous avions pu y croître et nous développer dans la paix.

Comme j'ai eu le privilège de le dire à New-York il y a vingt ans, lors du tricentenaire de l'édit de Nantes : depuis l'origine de votre histoire vous avez joui de la liberté religieuse, politique et sociale, parce que vos ancêtres de l'ancien monde avaient souffert pour ces libertés.

En cette heure de notre détresse vous vous en êtes souvenus et vous êtes venus à notre aide pour maintenir et fortifier ces deux colonnes du royaume de Dieu, le Droit et la Liberté. En le faisant avec une générosité sans réserve, vous nous rappelez, d'une manière émouvante, la parole apostolique que la charité, ou mieux l'amour, est la plus grande chose ici-bas.

Veuillez accepter, pour ceux que vous représentez, ainsi que pour vous-même, notre profonde gratitude et que Dieu bénisse votre arrivée et votre départ.

Après avoir remercié M. Weiss de ses paroles, M. Mac Farland visita sous sa direction les précieuses reliques de notre Bibliothèque et apposa sa signature, avec tous les assistants, sur le procès-verbal sommaire de cette séance ; puis il emporta comme souvenir de sa visite une plaquette en bronze, exemplaire presque unique représentant le buste de Coligny, que M. Crauk avait fait exécuter pour quelques amis, lors de l'érection du monument de l'amiral, un exemplaire relié du volume édité par notre président pour l'exposition de Chicago, sur les *Œuvres du Protestantisme français*, et un exemplaire de la plaquette imprimée et illustrée en souvenir de la visite de la reine de Hollande au monument de son ancêtre Coligny.

Un déjeuner intime à l'ambassade des États-Unis, auquel le soussigné eut l'honneur d'être convié, lui permit de faire plus ample connaissance avec notre hôte, le 28 juin, et d'apprendre que ce jour même, M. Sharp, l'éminent ambassadeur de nos alliés, venait de recevoir de quelques membres de la Société huguenote de New-York, un premier don de 7 448 francs pour nos Églises des pays envahis.

N. W.

Le Révérend Mac Farland au Musée du Désert.

Au mois de juillet 1914, le Musée préparait sa cinquième assemblée annuelle. Il préparait, surtout pour 1915, avec attention et une grande confiance dans le succès, la célébration du bi centenaire du premier Synode du Désert.

On sait qu'Antoine Court, le Restaurateur du protestantisme en France, au XVIII^e siècle, avait réuni ce premier Synode, aux Montèzes, près de Monoblet, le 21 août 1715. C'est de ce synode que date la Restauration de nos Églises, après la tourmente de la Révocation. Pour célébrer ce glorieux anniversaire, le Musée se proposait de convoquer tous les pasteurs de France et tous ceux qui s'intéressent à notre héroïque histoire ; il voulait comprendre dans son invitation tous les pasteurs et tous les représentants officiels des Églises du Refuge, à l'étranger (Suisse, Hollande, Suède, Angleterre, Amérique, et même, hélas ! Allemagne) ; il se proposait, au cours de ces journées historiques, destinées à rappeler les souffrances de nos pères, de poser des plaques commémoratives sur la maison où naquit Antoine Court, à Villeneuve-de-Berg, à la tour de Crest, à la tour de Constance, au fort de Brescou, à Nages, sur la maison natale de Cavalier ; il vou-

lait, à Nîmes, prendre l'initiative, d'un monument à la mémoire des Rabaut; aux Montèzes, il aurait élevé une stèle à la gloire des prédicants du Désert qui, avec Antoine Court, se réunirent pour renouer la chaîne brisée des Synodes; et cette grande excursion à travers le Vivarais, le Dauphiné, le Languedoc et les Cévennes se serait, enfin, terminée par une assemblée, où l'on prévoyait le concours de plus de quinze mille fidèles, sous les châtaigneraies du Mas Soubeyran, au Musée du Désert.

Il en est de nos projets comme du sable : la tempête les emporte !

Quelques jours après, éclatait la guerre.

Le Musée, depuis 1914, n'avait plus ouvert ses portes, ni convoqué ses assemblées annuelles. Trop de deuils accablaient la patrie. Il n'avait pas été lui-même épargné : parmi ses ouvriers il comptait quatre morts. Et il semblait à tous qu'il ne reprendrait ses grandes réunions que le jour où, la paix conclue, il pourrait, de nouveau, convoquer le protestantisme pour y faire chanter le *Te Deum* de la victoire.

Un événement imprévu a modifié les décisions : l'arrivée en France du Révérend docteur Mac Farland délégué de vingt-cinq mille Églises d'Amérique, et porteur de ce noble message, aux chrétiens et aux armées de France que personne n'a pu lire sans impression de joie et sans suggestives réflexions.

Dès le premier jour, notre Ministère des Affaires étrangères avait saisi la haute portée morale et politique de ce voyage qui était une mission. Le Révérend Mac Farland devint l'hôte officiel du gouvernement de la République. À Bordeaux, un représentant du Ministère lui présenta ses souhaits de bienvenue, quand il toucha terre. À Paris, il fut reçu par le Président de la République et le président du Conseil. Nul n'ignore quel accueil il reçut à notre Société de l'histoire et, quelques jours après, à l'Oratoire du Louvre, devant une assemblée enthousiaste, qui se dressa debout pour l'acclamer et dont l'émotion se traduisit par de longs applaudissements. Le Révérend Mac Farland, accompagné de M. l'aumônier militaire Victor Monod, désigné par le gouvernement, de M. le professeur Viénot, et d'un officier d'état-major de l'armée, visita ensuite le front français, l'Alsace et le pays de Montbéliard. Des services religieux furent célébrés à Chaumont, à Verdun, où la cérémonie fut grandiose, à Nancy, Gérardmer, Wesserling, Valentigney, et à Thann, à quatre kilomètres des lignes allemandes, où nos frères Alsaciens avaient préparé à leur hôte d'un jour une réception qui fut magnifique.

Ce voyage triomphal devait se terminer par une visite à Nîmes, à la tour de Constance et à notre « Musée du Désert ».

L'excursion à la tour de Constance fut remplie de souvenirs et

d'évocations. Est-il nécessaire d'ajouter que la réception à Nîmes, dans la patrie des Rabaut, fut solennelle et qu'elle fut aussi brillante qu'on pouvait l'espérer dans cette vivante métropole du protestantisme du Midi.

Le jeudi 25 juillet le Révérend Mac Farland, avec ses amis, se dirigea vers les Cévennes. Au début, il n'avait été question que d'une simple visite au Musée et d'une étude sur place, dans leur décor historique, des curiosités, des documents et des premières richesses qui, depuis sept ans, peu à peu, ont trouvé place dans ses vitrines. C'était mal connaître nos populations cévenoles que de penser qu'elles ne forceraient pas, par une douce pression, l'honorable délégué de la fédération des Églises d'Amérique à leur consacrer un peu de son temps et de son éloquence. Plusieurs Églises se disputaient l'honneur de sa visite. Il fallait faire un choix. Cette très rapide excursion devait tenir dans une seule journée. Saint-Jean de la Gardonnenque et Anduze l'emportèrent.

Après une courte halte, le matin, dans la maison de campagne du Conservateur, les deux automobiles, qui emportaient M. Mac Farland et ses amis arrivèrent à 11 heures à Saint-Jean-du-Gard. Soleil superbe de juillet. Ville pavoisée. La population entière dans les rues et sur les places, refluant vers le pavillon où avait lieu la réception par la municipalité et où l'on remarquait le curé lui-même qui était venu serrer la main au Révérend Mac Farland. Puis, entrée solennelle du cortège escorté des boyscouts, tandis que les cloches sonnaient à toute volée, dans le temple merveilleusement décoré de guirlandes, de drapeaux entrelacés et de corbeilles de fleurs naturelles. C'est le même enthousiasme qui, le soir, à 8 heures devait accueillir le délégué des Églises d'Amérique, dans le temple d'Anduze, le plus grand de France. Le zèle de la population l'avait orné de vertes guirlandes de buis et de lierre qui se détachaient avec force sur la blancheur des murailles et faisaient à ses colonnes doriques une puissante ornementation. Trois mille personnes l'avaient envahi. Les chœurs bien dirigés chantèrent l'hymne américain et la *Marseillaise*.

Le grand succès de cette journée inoubliable fut cependant l'assemblée en plein air de notre Musée du Désert. Dès le matin, de tous les hameaux, de tous les mas, de toutes les églises voisines, par les calanques, par les drailles, par les raidillons, par les grandes routes, la foule des fidèles avait repris le chemin bien connu et non oublié de son Musée. Elle arrivait des Puechs, des Aigladines, de Pégairolle, de la Beaumelle, d'Aubignac, de Saint-Paul, de Saint-Jean, de Lasalle, d'Alais, de Sauve, d'Anduze, de Monoblet, de Quissac. Elle gravissait avec hâte le raidillon du Mas Soubeyran et envahissait, recueillie, la maison de Roland.

Ceux qui ne connaissent pas les Cévennes se rendent mal compte de ce que sont ces assemblées. Pendant de longues années, au début du XIX^e siècle, avant la reconstruction des temples, c'est en plein air, dans la joie de la sécurité et de la liberté reconquise, que les protestants se réunissaient. Un des premiers temples, celui d'Anduze, ne fut construit qu'en 1821. Peu à peu, les autres s'élevèrent. Jusqu'à leur achèvement, on se donnait rendez-vous le dimanche, autour de la chaire portative. De là, des habitudes qui se sont conservées. Le prêche en plein air est dans la tradition. Quand, par hasard, aujourd'hui encore, on annonce un culte sous les châtaigneraies, la foule accourt, joyeuse, avec ses vivres, ses papiers, ses chaises, et prend place ensuite devant la chaire, très recueillie, dès que le service divin commence.

Lorsque le Révérend Mac Farland, parti de la vallée du Gardon-de-Saint-Jean, verdoyante et touffue, après avoir franchi la montagne qui la sépare de la vallée du Gardon de Mialet, arriva à trois heures de l'après-dîner, au Musée, l'assemblée était déjà formée. Il parut étonné et vraiment charmé de cette grande réunion qui s'étagait, comme sur des gradins, devant une de nos vieilles chaires du Désert. Le pittoresque du lieu ajoutait à l'émotion de l'accueil. Les habitants du Mas Soubeyran avaient pavisé leurs vieilles et rustiques demeures. Ils avaient élevé, selon les habitudes locales, des arcs de triomphe; tressé ces guirlandes de buis et de lauriers coupés à la montagne qui se succédaient jusqu'à l'entrée du Musée. Des drapeaux américains et français mettaient en relief les verdure. Des inscriptions souhaitaient la bienvenue au délégué de l'Amérique : *Welcome to Rev. Doctor Mac Farland, 25 juillet 1918*. Les acclamations crépitaient de toutes parts : « Vive l'Amérique » ! M. le pasteur Charbonnel, de Mialet, accompagné des membres de son Consistoire, et le Conseil municipal de Mialet attendaient M. Mac Farland à l'entrée du Musée. M. Charbonnel prit notre vieille et notre plus belle relique, la Bible de Roland; et ce fut, processionnellement, avec un cortège de douze pasteurs, qu'on se dirigea vers le lieu de l'assemblée où le culte commençait.

Après le chant du psaume 25 : « A toi, mon Dieu, mon cœur monte », M. Charbonnel lut un passage d'Ésaïe dans la Bible de Roland et adressa une fervente prière à Dieu. Un habitant, qui, le soir, au retour du travail de ses champs, aime à enfermer ses impressions dans le cadre des vers, M. Bourguet, lut une poésie.

Soyez le bienvenu dans notre chère France,
Que le Dieu tout puissant veille sur votre sort !
Par tous les cœurs français, acclamé par avance,
Soyez le bienvenu ! la victoire est au fort.

Le Président de notre Société de l'Histoire du Protestantisme français, M. Frank Puaux, malgré son grand désir, n'avait pas pu se rendre à la réunion. Par la pensée, il y assistait, et, de très loin, en suivait le développement sur le programme. Il avait adressé un message au Révérend Mac Farland. M. Hugues en donna lecture. Le voici :

Cher et honoré docteur Mac Farland,

Mon regret est grand de ne pouvoir, au nom de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, vous témoigner notre reconnaissance émue de votre visite au Musée du Désert. Mais nul ne saurait mieux vous en faire les honneurs que mon cher et savant ami, M. Edmond Hugues, l'historien des Églises du Désert. Avec lui vous revivrez dans leur noble et douloureux passé et vous comprendrez quels sentiments nous animaient alors que nous prîmes la résolution de convertir en Musée la demeure où naquit Roland, l'héroïque chef camisard qui se signait : « Serviteur de Dieu ». Vous y trouverez réunis de nombreux souvenirs de ces temps où, dans les ténèbres de la nuit et de la persécution, nos pères célébraient, comme ils le disaient, leur culte au Désert. Ils évoquaient ainsi le souvenir du désert du Sinaï où, pendant quarante ans, le peuple de Dieu, dans les souffrances comme dans la foi, attendit l'entrée dans la terre promise. Pour nos ancêtres cette attente dura plus d'un siècle, sans que rien ne pût ébranler leur indomptable courage.

Vous verrez, gravée sur le sceau des églises du Désert, cette sublime parole : *Sous la croix le triomphe*, commentaire admirable de ce mot d'énergie invincible, gravé dans la pierre du sombre sépulcre qu'est la Tour de Constance, *Résister*, où passe et vibre toujours l'âme des Huguenots. Résister, toujours résister aux menaces comme aux séductions, à la mort elle-même, fut le mot d'ordre sacré auquel ils obéirent pour que l'honneur de Dieu fût maintenu en son entier et que toute liberté de le servir fut accordée à ses enfants. Combien il nous est précieux de savoir que vous évoquerez, pour nos frères des États-Unis, les souvenirs de ces protestants des anciens temps et que vous leur parlerez de ces héros de la conscience, dont les noms inconnus de la foule sont inscrits dans le Livre de Vie ! que le voyant contemplait dans l'extase d'une divine vision. Vous leur direz que vous avez assisté à une assemblée du Désert dans le cadre magnifique de nos Cévennes qui nous sont une terre sacrée, près de ce Gardon que nos pères appelaient leur Jourdain et que vous avez entendu ces vieux psaumes qui élevaient leur âme en berçant leur douleur.

Notre chère patrie, notre France est sous la croix ; le plus cruel des ennemis ravage ses campagnes, détruit ses villes, porte partout la désolation et la mort. Vous en êtes le témoin, mais vous êtes aussi le témoin de notre invincible résistance que rendra victorieuse le courage de vos admirables soldats, devenus nos frères dans ce suprême combat pour la liberté et les droits de l'humanité. Si j'ose vous adresser une prière, c'est de transmettre, en notre nom, à nos Églises sœurs des États-Unis, comme un message de profonde affection et de saintes

espérances, la sublime devise des églises du Désert à laquelle nous avons juré de demeurer fidèles : *Sous la croix, le triomphe*.

M. Edmond Hugues prononça ensuite l'allocution suivante :

Révérend et savant docteur, }

Je vous présente les héritiers authentiques de toute une lignée de Huguenots, célèbres dans notre histoire, autant par leurs vertus que par leurs souffrances. Voyez cette foule frémissante, descendue de tous les mas, de tous les hameaux, venue des villes voisines, par les raidillons, les calanques et les routes, pour acclamer en vous un défenseur du Droit, de la Justice et de la Liberté des peuples. Ce sont les fils des martyrs du Désert.

Avant-hier, dans la mélancolie des grandes plaines qui touchent à la mer, dans cette ville d'Aigues-Mortes où s'embarqua cet autre paladin du Droit, notre roi saint Louis, vous avez visité la Tour de Constance. Par la meurtrière du Nord, si vous avez regardé la ligne bleue des montagnes lointaines, vous avez vu ce premier marchepied de nos Cévennes. C'est dans ces mas isolés et perdus que vivaient les nobles femmes dont l'histoire a retrouvé les noms et qui ont, sans craindre les horreurs de la prison, pris volontairement le chemin, pendant un siècle, de la vieille Tour. C'est ici, dans ces bois, dans ces ravins, dans ces grottes cachées que sont venus prier et chanter nos pères. C'est par tous ces vieux sentiers, cloués à la romaine, qu'ont passé les prédicants du Désert, appelant les peuples à la repentance, et condamnant, pour cet apostolat, au bûcher ou à la potence. C'est ici que, sous la plus cruelle des législations, les hommes ont été enchaînés aux arçons des selles des cavaliers et allèrent ramer sur les galères royales. C'est d'ici qu'à bout de souffrances, partirent nos Réfugiés quittant leur douce France pour la Suisse, la Hollande, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Amérique.

Regardez, derrière cette petite montagne : il y a le village de Mialet, dont dépend le hameau où vous vous trouvez. En 1703, la population entière, comme aujourd'hui en Belgique et dans nos provinces envahies, fut enlevée, hommes, femmes, vieillards, enfants, et poussée comme un troupeau, sur les routes poudreuses, jusqu'à Perpignan où les portes des prisons se fermèrent sur elle.

Où puisèrent-ils la force, la volonté, le courage, l'énergie surhumaine ?

Dans la Bible.

Dans cette Bible, relique sacrée, sur laquelle je joins aujourd'hui mes mains avec les vôtres, la Bible de Roland, « Serviteur de Dieu ».

Vous avez lu à la Tour de Constance, gravé au couteau sur la margelle du puits, ce mot : « Résister. »

Oui, résister à la force, à la violation du Droit, à la prison, au couvent, aux galères, aux supplices. Résister jusqu'au bout des forces, jusqu'à la mort. Résister, parce qu'il faut obéir à Dieu, non aux hommes.

Et cela est d'autant plus admirable, que, dans cette tragique his-

toire, qui dura cent ans, ils ont, contre eux, la foule qui les hait, l'opinion publique qui les dénonce ou qui fait le silence, et toutes les puissances coalisées du mal. Pour eux, ils n'ont que leur conscience.

Leur conscience ! Et cela suffit. Dieu me garde, Révérend, que je réveille ces souvenirs dans un esprit sectaire. L'union sacrée, depuis longtemps, a resserré tous les cœurs de notre France. Deux siècles d'oubli et de pardon, d'ailleurs, pèsent sur le tombeau du passé.

Mais l'histoire, cette histoire dont nous sommes fiers, ne serait rien qu'un ramassis de phrases vides et de mots creux, si elle n'était pas un témoignage et un enseignement. Elle doit être aussi une résurrection.

Si de ce coin de terre sacrée, la voix des morts s'élève et rappelle aux fils les douleurs morales, les souffrances physiques, les tortures de leurs pères librement consenties et acceptées, nous avons d'autres voix de morts, qui, en ce moment, s'élèvent par milliers et par centaines de milliers, des cimetières des Flandres, de l'Artois, de Champagne, de l'Argonne, des Vosges, et qui crient à la France, meurtrie et pantelante, perdant son sang par mille blessures : « Résistez ! »

Résistez à la fureur criminelle d'un empereur et d'une caste militaire ;

Résistez aux convoitises brutales, à l'ambition et à l'orgueil d'un peuple de proie qui a marché, tout entier, à l'assaut de la Justice et de la Liberté ;

Résistez à la menace des nouveaux et sanglants holocaustes qui vous menacent ;

Résistez aux tueries, aux viols et aux vols, aux gaz empoisonnés, aux guerres sous-marines, aux Gothas et aux Berthas ;

Résistez, résistez jusqu'au bout, jusqu'à la dernière goutte de votre sang.

Vous n'êtes plus seuls. Vous n'êtes plus abandonnés. Le monde civilisé est avec vous, vous regarde et vous soutient. Et voici les volontaires désintéressés du Droit qui franchissent les Océans et ses traîtres, et vous envoient, sans compter, leur or et le sang de leur sang, leurs enfants.

Salut, Amérique ! orgueil, avait prophétisé Michelet, espoir, salut du monde ! Salut, terre de liberté, où se réfugièrent nos pères huguenots.

De tous les événements extraordinaires de cette guerre, quand dans le reculement des années, on en écrira l'histoire, rien, absolument rien, ne paraîtra plus extraordinaire que l'arrivée de l'Amérique à l'appel de la Justice et du Droit : « La Fayette ! nous voilà ! »

De même que, dans notre histoire protestante, rien ne paraîtra plus extraordinaire que votre présence, ici, Révérend qui avez traversé les mers pour nous apporter une parole d'amour et de réconfort et qui, deux cent trente-trois ans après la Révocation et dans la joie de la liberté reconquise, venez présider aujourd'hui cette assemblée du « Désert » de France.

En 1870, nous étions seuls. L'Europe assistait, avec une satisfaction hypocritement déguisée, à la chute de la France. Aujourd'hui, Français qui m'écoutez, vous avez avec vous toutes les nations libres, et la

première de toutes, la nation étoilée, celle des Washington, des Lincoln, des Wilson, l'Amérique.

Vous avez dit à Paris, Révérend, dans votre discours d'arrivée, frissonnant d'émotion, et qui fit couler tant de larmes : « Le sol de votre patrie devient notre sol. Vos fils et vos filles deviendront les nôtres. Votre vie est notre vie. Vos espoirs sont nos espoirs. Quand vos fils tomberont, nos fils prendront leur place dans vos rangs, car les torts qui vous sont faits sont autant d'outrages à notre nation. Notre part de souffrances n'égalerait jamais la vôtre. Désormais, nous vivrons et agirons comme si nous n'avions qu'une seule âme, avec le même amour pour la vérité et la justice et la même haine pour le mal. »

O grand peuple, peuple de tous les opprimés arrivés à la Liberté rédemptrice, peuple des pèlerins de la Mayflower, des Quakers, des Puritains, et des Huguenots, nos pères, réfugiés de France, ajoute aujourd'hui, aux étoiles de ton drapeau une nouvelle étoile, celle de la France !

Et nous, Français, sur la hampe de nos drapeaux criblés par la mitraille, ajoutons, en signe de fidélité, au-dessus de la lance qui frappe et qui tue, l'étoile d'Amérique, annonciatrice d'une nouvelle humanité !

M. le pasteur Neel, à la suite de cette allocution, fit une conférence, très brillante et malheureusement écourtée par la nécessité du temps, sur *l'Effort américain*.

Le Révérend Mac Farland, monta enfin dans la vieille chaire, aux acclamations répétées de la foule.

Révetu du costume kaki de l'armée américaine, avec le chapeau de feutre bossué, très grand, la carrure forte des puissants orateurs, la voix bien posée et portant jusqu'aux extrémités de la châtaigneraie, s'exprimant tantôt en français, qu'il comprend et qu'il parle, tantôt en anglais dans sa langue maternelle où il peut donner plus aisément le développement de sa pensée, simple d'accent, même dans les moments de son émotion intérieure, ne craignant pas l'humour, cet orateur, qui est doublé d'un savant et dont les écrits sont connus dans toute l'Amérique, prononça une harangue dont M. Monod, traduisait avec fidélité les périodes pressées, qui tint toute l'assemblée sous le poids d'une attention émue. On ne peut malheureusement qu'en donner un résumé.

Au nom des chrétiens d'Amérique, le Conseil d'administration du Conseil fédéral de nos Églises m'a chargé de présenter ses salutations cordiales à nos frères et à nos sœurs, au peuple de France. Les Églises d'Amérique se rendent compte que leurs actes d'aujourd'hui ne sont pas seulement une œuvre de surrogation et que nous ne nous sommes pas engagés à la légère dans une simple aventure. Nous avons conscience du fait que nous défendons notre propre liberté menacée par nos adversaires et que nous prenons rang parmi les nations démocra-

tiques qui se dressent pour défendre l'intégrité de l'avenir... Nous voulons préparer les principes de justice, et l'inviolabilité de la foi d'une nation à l'autre; sauvegarder le droit de tous les peuples, aussi bien des petits que des grands; vivre une vie de liberté et de paix, voilà les buts pour lesquels nous sommes prêts à tout sacrifier, même notre vie... En outre, notre tâche est d'amener les nations au sens de l'infini et de l'Éternel, d'amener l'Église à une profonde connaissance de son impuissance à guérir les nations par sa propre vertu. Elle est encore dans la plaine avec son maître; mais avec Lui elle peut remonter durant la nuit et entrer dans le domaine de la prière perpétuelle. Notre tâche solennelle est de purifier nos cœur, d'aider et d'inspirer la nation, de tenir clairement devant ses yeux nos notions immuables de justice, de liberté, de fraternité, et de les garder près de Dieu. N'oublions pas l'âme de la nation!... Je ne soupçonnais pas toute la gloire de votre passé et toute votre vitalité présente. Peut-être suis-je le seul de mon pays qui les connaisse aujourd'hui. Il faut que votre Église croisse pour donner à la France la force morale que le protestantisme des États-Unis a été et est encore pour la démocratie américaine... J'ai visité les villes où ont vécu Cromwell, Calvin, Luther, saint Paul, ces grands remueurs d'idées et ces grands manieurs d'hommes. Depuis mon arrivée en France, j'ai vu bien des choses intéressantes. J'ai conversé avec les hommes au pouvoir : le président de la République, Clemenceau, Joffre. J'ai visité le front, et j'ai vu les généraux et les soldats. Mais le plus intéressant pour moi, c'est ce que j'ai vu pendant ces trois dernières journées, et particulièrement depuis ce matin. Ici, dans la région cévenole, je suis entré vraiment en contact avec l'âme de la France, avec l'esprit de la race. Dans la Tour de Constance, j'ai vu l'inscription : « Résister ». Sur le front j'ai entendu le cri de Verdun : « Ils ne passeront pas ». C'est le même mot, provenant du même esprit; l'un n'est que l'héritage de l'autre. Nous avons mis en commun nos soldats et nos ressources. Nous combattons dans un même idéal spirituel. Après la guerre, la France régnera dans le monde des idées, et c'est l'esprit de la France qui conduira l'âme des nations.

Alors, posant la main sur la vieille Bible déchirée et jaunie du grand chef camisard Roland, il s'écria :

Je prête serment de fidélité à la France huguenote. La main sur cette Bible, sur ce volume doublement sacré par son caractère et par les souvenirs qui s'y rattachent, je demande à Dieu de me choisir pour être son humble instrument dans l'œuvre du rapprochement spirituel des Églises françaises et américaines. En unissant nos forces, nous conquerrons le monde.

Traduire, c'est trahir. Raconter, ce n'est pas faire revivre.

L'émotion grandissante de cette foule d'auditeurs, l'intensité de son attention, le crépitement de ses applaudissements, le décor de la scène, les souvenirs attachés à ce vallon et à ces montagnes, ceux-là qui assistèrent à cette réunion peuvent,

seuls, par un effort d'évocation, ressentir et conserver, sinon faire passer, le frisson de ces heures inoubliables.

Le chant de la *Cévenole*, cette *Marseillaise* de nos montagnes, termina et clôtura le service.

Salut, montagnes bien aimées,
Pays sacré de nos aïeux !
Vos vertes cimes sont semées
De beaux souvenirs glorieux.
Élevez vos têtes chenues
Espérou, Bougès, Aigoual !
De leur gloire qui monte aux nues,
Vous n'êtes que le piédestal...
Huguenots ! le Dieu de nos pères
N'est-il pas notre Dieu toujours ?
Servons-le dans les jours prospères
Comme ils firent aux mauvais jours ;
Et vaillants comme ils surent l'être,
Nourris comme eux du sang des forts,
Donnons notre vie à ce Maître,
Pour lequel nos aïeux sont morts !

Puis, la dislocation et le départ. L'empressement de ces auditeurs et de ces jeunes filles pour obtenir, sur les cartes postales du Musée, un autographe du Révérend Mac Farland, qui, très simple et souriant, se prêtait avec une inlassable bonne grâce à leur désir, la remise par les enfants de notre ami de la première heure, le D^r Malzac, retenu sur le front, de son beau livre sur « les Cachettes huguenotes ». Enfin, la visite au Musée.

Elle fut un peu écourtée, cette visite, qui, dans les premiers projets, devait être l'unique but de l'excursion. Mais elle fut suivie avec grand intérêt. Le Révérend Mac Farland et ses amis lurent les affiches de l'impitoyable persécution ; ils se baissèrent sur l'étroite cachette où se jetaient les prédicants quand le dragon menaçait ; ils tinrent dans leurs mains la hallebarde de Roland et l'épée de Cavalier ; ils lurent sur les tables de marbre les noms des prédicants condamnés et mis à mort... Depuis longtemps, si l'Amérique avait eu une telle lignée de héros, elle leur aurait, certes, consacré un monument d'or et de marbre digne d'eux. Ne conserve-t-elle pas, avec un soin pieux, la demeure de Washington ? N'a-t-elle pas inauguré un temple de granit sur l'emplacement de la pauvre maison de bois où naquit Lincoln ? C'est dire combien le Révérend Mac Farland apprécia l'œuvre et le but du Musée. Œuvre de résurrection, et œuvre de reconnaissance. Les souvenirs sont des morts dont il serait impie de jeter poussière au vent.

**Mémoires sur la guerre des Cévennes,
par le Colonel J. Cavalier.**

De tous les livres sur la guerre des Cévennes, les *Mémoires* de Cavalier sont le seul de source camisarde, d'autant plus important qu'il a été écrit par le chef le plus célèbre de cette insurrection dont Michelet a dit : « Que rien de semblable ne s'est vu dans l'histoire du monde ». Mais ce livre n'a été connu que par de rares citations de quelques historiens ; si Cavalier l'écrivit, en effet, dans notre langue, il ne parut que traduit en anglais et fut publié à Londres en 1726. On ne saurait oublier que sa publication eût été interdite en France à cette date.

Par une traduction soignée avant tout de reconstituer le texte français d'un manuscrit aujourd'hui perdu, M. Frank Puaux a désiré faire connaître un ouvrage vraiment unique dans notre littérature protestante et d'un rare intérêt historique. Il est peu de destinées aussi extraordinaires que celle de Cavalier, l'apprenti boulanger d'Anduze, devenant, à vingt et un ans, le chef de la révolte cévenole, se révélant homme de guerre, tenant en échec, pendant deux ans, les armées royales, traitant d'égal à égal avec l'illustre maréchal de Villars et finissant sa carrière comme gouverneur de Jersey et major général de l'armée anglaise. Rien de captivant comme le récit des campagnes de ce soldat de la liberté de conscience qui avoue n'être point écrivain, le malheur des temps l'ayant privé de l'instruction nécessaire, mais qui, dans un parler simple, cherche, avant tout, à être vrai. La guerre qu'il a soutenue fut une guerre de partisans, ne ressemblant en rien à la lutte formidable de notre temps, mais, à les comparer, grandit l'intérêt que présente la lecture des *Mémoires*. De même que nous ne combattons que pour assurer la victoire du droit et de la justice, de même aussi Cavalier, comme il l'écrivait au maréchal de Villars, n'avait pas pris les armes « pour acquérir un royaume ou quelques richesses, mais pour notre conscience ».

Les *Mémoires* de Cavalier forment un volume in-8 de XXI et 332 pages auquel est ajoutée la reproduction d'un document d'une grande rareté, la carte du théâtre de la guerre des Camisards publiée en 1703 pendant l'insurrection des Cévennes.

À la traduction s'unissent de nombreuses notes qui commentent et complètent le texte des *Mémoires*.

Conditions de la Souscription. — Malgré le renchérissement grandissant des frais d'impression et du papier, par suite de la guerre, le prix de souscription est de *cinq francs*.

La souscription est ouverte jusqu'au 30 novembre, dernière limite. À partir du 1^{er} décembre, le prix du volume sera de huit francs.

Pour souscrire et recevoir, sans retard, franco à domicile par poste, les *Mémoires de Cavalier*, prière, en donnant une adresse très lisiblement écrite pour éviter des erreurs, d'envoyer la somme de *cinq francs* par mandat ou bon de poste à la *librairie Payot et Cie, 106, boulevard Saint-Germain, Paris*. Il ne pourra être tenu compte que des demandes accom-
pagnées du montant de la souscription.

Le Gérant : FISCHBACHER.

4^e Emprunt de la Défense nationale

(Loi du 19 septembre 1918. — Décret du 24 septembre 1918. — Arrêté ministériel du 25 septembre 1918).

TAUX NOMINAL : 4 % — PRIX D'ÉMISSION : 70 fr. 80

REVENU RÉEL : 5.65 %

La SOUSCRIPTION PUBLIQUE sera ouverte le 20 Octobre 1918
et sera close le 24 Novembre 1918

LE PRIX NET D'ÉMISSION est de

70.80 pour les souscriptions libérées immédiatement. } par 4 fr. de Rente
71.70 pour les souscriptions libérées en 4 termes.

Les rentes à émettre porteront jouissance du 16 octobre 1918; les arrérages seront payables les 16 janvier, 16 avril, 16 juillet et 16 octobre de chaque année.

ELLES SONT EXEMPTES D'IMPÔTS. Elles ne pourront faire l'objet ni de remboursement ni de conversion avant le 1^{er} JANVIER 1944.

MODALITÉS DES SOUSCRIPTIONS

Les Souscriptions peuvent être acquittées :

EN NUMÉRAIRE : espèces, billets de Banque (les pièces à l'effigie de Napoléon III lauré sont admises).

EN COUPONS de RENTE FRANÇAISE échus ou à échoir les 16 novembre et 16 décembre 1918.

EN BONS du TRÉSOR.

EN BONS de la DÉFENSE NATIONALE.

EN OBLIGATIONS de la DÉFENSE NATIONALE.

EN TITRES de RENTE 3 1/2 amortissable, libérés avant le 31 janvier 1915.

EN COUPONS d'EMPRUNTS émis ou garantis par l'ÉTAT RUSSE, échus ou à échoir pendant l'année 1918, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 19 septembre 1918 et l'article 6 du décret du 24 septembre 1918. Ce mode de souscription ne sera admis que jusqu'à concurrence de la moitié au maximum du montant total de chaque souscription.

LES SOUSCRIPTIONS LIBÉRABLES immédiatement seront reçues à partir de 4 fr. de rente pour tout nombre entier de francs de rente.

LES SOUSCRIPTIONS LIBÉRABLES en 4 TERMES le seront comme suit, à savoir par 4 fr. de rente :

1 ^{er} terme : le jour de la souscription . . .	12 fr. »
2 ^e terme : le 16 janvier 1919.	19 fr. 70
3 ^e terme : le 1 ^{er} mars 1919.	20 fr. »
4 ^e terme : le 16 avril 1919.	20 fr. »
	71 fr. 70

Les versements des 2^e, 3^e et 4^e termes devront être constitués exclusivement en numéraire, en chèques ou mandats de virement.

CERTIFICATS PROVISOIRES

Il sera délivré aux souscripteurs soit des certificats provisoires au porteur munis de coupons semestriels, soit des certificats provisoires nominatifs.

ON SOUSCRIT PARTOUT Chez tous les Comptables du Trésor, dans tous les Bureaux de Postes, Banques, Notaires, etc.

JUBOL

Régulateur de l'Intestin
face une heure constante
aux Jubolisés.

**Constipation
Entérites
Migraines**

Et^{te} Chatelain, 2 r. Valenciennes
Paris — (t^{él} 5⁸⁰, les 4^{tes} 22 fr.



Rééduque l'Intestin



Cristaux
d'acide urique.

URODONAL

dissout l'acide urique.
**Rhumatismes,
Goutte, Obésité,
Artério-Sclérose.**

F^{rs} 8 fr. Laboratoires 2, Rue Valenciennes, Paris.

Anémiés, Convalescents

GLOBÉOL

Augmente la force de vivre.

F^{rs} 7²⁰. — Labor. 2, Rue de Valenciennes, Paris.

ASTHMATIKES! La Poudre
Louis LEGRAS
calme instantanément les plus violents accès
d'ASTHME, la TOUX DES VIEILLES BRON-
CHITES, l'EMPHYSEME et guérit progressive-
ment. Résultats merveilleux. La boîte : 2 fr. 20

PARENTS SOUCIEUX de donner
bonne édu-
cation et instruction à vos fils, écrivez au
Docteur Castagnol, école des Yvelines-en-
Brie. Les Chapelles-Bourbons, par La Hous-

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **234 Millions**
Rentes Viagères payées annuellement :
6 Millions.

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LE SENNE**, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Capital social : **10 Millions**
Réserves : **28.252.607**
Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :
506 Millions

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL ET LES ACCIDENTS

fondée en 1909

DÉTournEMENTS. — DÉGATS DES EAUX
BRIS DES GLACES

Capital social : **10 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.
M. **A. POTTIER**, Direct.-Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G. O. *, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M., Régent de la Banque de France, Adm. de la C^{ie} Univ. du Canal mar. de Suez, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay Belleville.

Jameson (Robert), *, de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers, Administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Gérard), *, de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers.
Neuflize (J. De), de la maison De Neuflize et Cie, banquiers.

de Pellerin de Latouche (G.), C. *, Président de la Cie Générale Transatlantique, Adm. de la Cie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Médit., de la Banque de l'Algérie.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers. Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

L'ESTOMAC

J'ai employé la poudre Gasterum dans différents cas d'acidités, pesanteurs, dyspepsie, gastrite. Elle s'est montrée très efficace et a produit un soulagement immédiat et durable.

G. BOURGEOIS, Pasteur à Mars,
par St-Agrève (Ardèche).

La boîte, franco **4 fr. 30**. Les 3 boîtes pour un traitement, **13 francs**, franco.

Laboratoires du Gasterum, 68, boulevard Malessherbes, Paris.



CROIX HUGUENOTES ANCIENNES

Reproductions Fac-Similé
Recommandées comme cadeaux de toutes circonstances pour
Dames et jeunes filles (PENDENTIFS) et Messieurs et jeunes gens (BRELOQUES)



CROIX DU LANGUEDOC

I. CROIX du LANGUEDOC

XVIII^e siècle avec colombe bombée,
haut. 30 m/m, poids 3 gr. 5.
Le plus beau spécimen connu.
Or contrôlé, jeune mat. **47 50**

II. AUTRES CROIX

anciennes, or contrôlé

1. Colombe bombée ou larme :

a) haut. 33 m/m poids 3 gr. 7. **42 50**

b) haut. 31 m/m, poids 3 gr. 5. **40 »**

c) la même. haut. 26 m/m. **35 »**

d) haut. 29 m/m poids 3 gr. **37 50**

2. Colombe plate, ailes larges, gravée

haut. 24 m/m poids 3 gr. **35 »**

3. Colombe bombée ou larme :

a) haut. 28 m/m. **30 »**

b) haut. 22 m/m c. pl. or l. **25 »**

III CROIX en ARGENT

1. Croix du Queyras, 17^e siècle :

Col. bombée ou larme, 30 m/m **8 50**

2. Croix Cévenole, Colombe bombée

ou larme, haut. 30 m/m. **10 »**

les mêmes, haut. 26 m/m. **9 »**

3. Croix ancienne :

a) c. bombée ou l., 6. 18 m/m. **8 »**

b) col. pl. ou l., h. 42 m/m **7 50**

IV. CROIX EN MAILLECHORT

patine vieil argent

1. Croix du Queyras, 17^e siècle :

Col. bombée ou larme. 30 m/m **4 »**

CROIX-ÉPINGLES A CRAVATE

se font avec colombe plate ou larme, haut 12 m/m

a) en or, épingle or. **32 50** | b) en arg., épingle arg. **10 »**

COLLIER { argent forcat, long. 45 cm. **6 »**

{ or forcat, long. 45 cm., poids 3 gr. 50. **37 50**

TAXE DE LUXE au profit de l'Etat **10 %** sur les bijoux

en or (loi du 31/12 1917)

Envoi franco Contre mandat-poste adr. à **M. STREET**,

PARIS - 200, Rue de Rivoli - PARIS (1^{er} arr.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXVII^e ANNÉE

SIXIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Année 1918

Octobre - Décembre



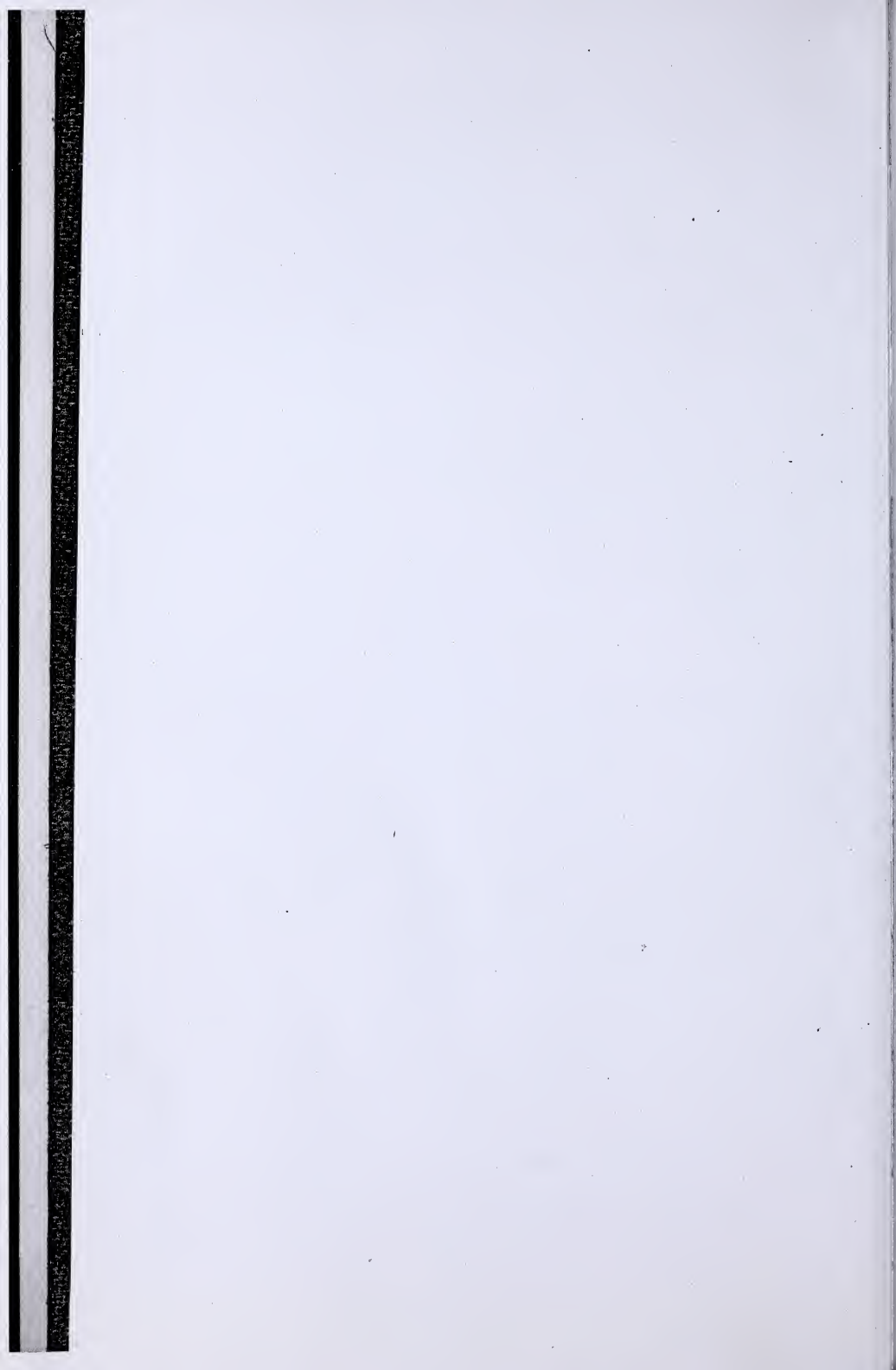
PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1918



ÉTUDES HISTORIQUES.

R. REUSS. — La Réforme à Strasbourg, 1525-1530	219
GUY DE POURTALÈS. — Odet de Lanoue, (suite et fin)	280

DOCUMENTS.

GASTON TOURNIER. — Notice généalogique sur la famille de Villettes de Montlédier.	306
SÉANCES DU COMITÉ. — 28 mai et 30 octobre 1918	316

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

N. WEISS. — Le réformateur Œcolampade, travaux de M. Ernest Stachelin	316
TH. SCHOELL. — A. Richard. Un diplomate poltevin du XVI ^e siècle, Charles de Danzey, ambassadeur de France en Danemark. — A. Berga. Un prédicateur de la cour de Pologne sous Sigismond III. Pierre Scarga (1536-1612). Etude sur la Pologne du XVI ^e siècle et le protestantisme polonais.	320
R. REUSS. — Documents inédits sur l'Église réformée de Pau avant la révocation de l'édit de Nantes (1668-1681).	322

CORRESPONDANCE.

Réception de la Délégation des Églises protestantes anglaises	326
M. Jacques Pannier en Angleterre.	329
N. W. et F. P. — Anniversaires séculaires. Zwingli, Coligny. — Noyon. La maison de Calvin	330
	332

ILLUSTRATIONS.

Vues du château et de l'usine de Montlédier (Tarn), d'après des photographies	307 et 311
---	------------

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 40 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine. — 42 fr. 50 l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; — 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, de M. N. WEISS, secrétaire trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doit

Études Historiques

LA RÉFORME A STRASBOURG

(1525-1530)¹

IV

A partir de l'année 1525, le mouvement religieux s'accroît. Le 6 mai, Capiton, Hédion, Zell et Symphorien Pollion paraissent devant le Sénat et déclarent qu'ils se sentent obligés, selon leur devoir comme bourgeois, de lui annoncer que l'agitation est grande dans la ville, qu'on peut craindre une insurrection plus violente qu'il n'y en eut jamais, puisque l'Évangile est menacé, et qu'on ne fait rien pour le défendre. Ils demandent qu'on établisse des écoles chrétiennes; qu'on n'accepte plus de prêtres comme bourgeois; qu'on empêche tout exercice du culte catholique dans les églises et les couvents; qu'on défende le concubinage des clercs, et qu'on supprime ce qui reste de la messe. Cette mise en demeure ne prenait pas sans doute les Conseils au dépourvu, car ils accordent sur-le-

1. Voy. *Bulletin* 1917, p. 221-236. Lorsqu'il y a un an, à l'occasion du quatrième centenaire de la Réformation, nous publions la première partie de cette étude, nous n'osions espérer que la deuxième partie paraîtrait après le retour de l'Alsace à la France. Maintenant que l'attention se porte de nouveau sur elle, on lira avec plus d'intérêt encore ces pages où éclate le souci constant des vrais Alsaciens de tenir compte des habitudes, des traditions, voire des préjugés qui s'opposaient à l'organisation de ce qu'on appelait injustement « la nouvelle religion ». Nos lecteurs se joindront à nous pour féliciter l'auteur, qui a fait à cette guerre de réparation le sacrifice de ses trois fils, de voir enfin luire le jour tant attendu de la justice et de la liberté.

champ certaines des mesures réclamées et promettent d'examiner les autres. Mais en même temps ils annoncent qu'ils frapperont de peines sévères, tous ceux qui exciteraient des tumultes dans la cité¹. En juin 1525, nous les voyons proclamer que la messe et la liturgie latine « sont odieuses à Dieu » (*Gott ein greuel*) et les interdire sur leur territoire². Mais ils restent prudents et ayant appris que dans son discours de la veille, Zell a parlé irrespectueusement de l'empereur, ils avertissent, le 3 juillet 1525, tous les prédicateurs qu'ils seront punis s'ils disent du mal de Sa Majesté³.

Ce travail patient de la réorganisation du culte est subitement paralysé par le coup de tonnerre de la grande révolution sociale, avortée d'ailleurs, que nous connaissons sous le nom de la *Guerre des Paysans* (1525). La découverte des Indes orientales et de l'Amérique avait bouleversé l'existence économique de la vieille Europe. L'exploitation des richesses du Nouveau-Monde qui semblaient alors fabuleuses avait augmenté singulièrement les besoins de luxe des classes sociales supérieures et, par suite, la misère, déjà grande, des classes rurales de la société d'alors. Le seul moyen qui restât aux nobles, empêchés par une police plus sévère de vivre de pillages comme jadis, alors qu'ils voulaient rivaliser pourtant avec les marchands enrichis des villes impériales et partager leur confort, c'était de pressurer encore davantage leurs malheureux serfs, taillables et corvéables à merci. Écrasées par leurs pénibles labeurs, sans recours sérieux contre leurs petits tyrans ecclésiastiques ou laïques, les masses paysannes étaient depuis longtemps dans un état de révolte latente, qui s'était manifesté dans les contrées rhénanes, dès la fin du xv^e siècle, par une série de soulèvements locaux, bientôt réprimés avec une sauvage violence. La Réforme de Luther, quoique née d'idées toutes différentes, vint mettre le feu aux poudres, si je puis

1. Brant, p. 124-122. — Imlin, p. 41.

2. Brant, p. 123.

3. Brant, p. 127.

dire. Les regards des opprimés se tournèrent d'instinct vers le hardi lutteur qui osait défier l'Église et le pouvoir impérial lui-même, en faisant appel à l'Écriture et à la conscience chrétienne, qui recommandait au peuple la lecture des Évangiles et l'appelait en témoignage de ce qu'il ne reconnaissait l'autorité ni des papes ni des conciles. Comment s'étonner si les paysans constataient à leur tour que, dans les textes sacrés, il n'était point question, non plus, de leurs tyrans seigneuriaux, des dîmes écrasantes, que les hommes y étaient invités à s'aimer en frères, et que Jésus, pour sa part, avait été le compagnon des pauvres et non pas l'ami des riches et des puissants? Ils s'imaginèrent qu'ils pourraient profiter, eux aussi, de la loi nouvelle prêchée à l'humanité; ils supplièrent d'abord humblement qu'on leur rendit leurs droits de l'homme¹, puis ils les réclamèrent avec une énergie croissante et finalement, poussés à bout par le refus hautain d'alléger leurs misères, ils tâchèrent de les arracher de force à leurs oppresseurs. Les principes résumés dans les *Douze Articles* qui devinrent le point de ralliement des rebelles, étaient presque tous justes et légitimes; on est d'accord pour le reconnaître aujourd'hui. Mais ces esprits exaltés jusqu'au délire souillèrent leur cause par le meurtre, l'incendie et le pillage et, dans cette lutte terrible qui s'étendit du haut plateau lorrain jusqu'aux plages de la Baltique, ils faillirent noyer à la fois la Réforme et le Saint-Empire dans une mer de sang. On peut donc aisément comprendre que leur soulèvement général ait effaré ceux de leurs contemporains, qui ne souffraient pas comme eux, et que le protagoniste de la Réforme lui-même ait été consterné, puis furieux, de voir surgir cette révolte politique et sociale qui menaçait d'anéantir son œuvre.

Aussi Luther répondit-il à l'appel des paysans par des paroles, sévères sans doute pour leurs tyrans, mais plus

1. Dans leur confiance naïve, certains groupes de paysans proposèrent au début comme arbitres dans leur cause, Luther, Mélanchthon et Mathieu Zell.

dures encore pour les opprimés. Son *Exhortation* d'abord, puis son écrit *Contre les bandes assassines et pillardes des paysans*, et la défense de ce second pamphlet, *Missive au sujet de l'écrit sévère contre les paysans*, proclamaient « qu'en ces temps étranges on peut gagner le ciel en versant le sang », tout en prédisant aux bourreaux que s'ils continuaient à s'en gorger après la victoire, « le diable, leur maître, les conduirait, eux aussi, vers l'endroit qu'il connaît bien¹ ».

Au milieu de l'agitation fiévreuse qui s'était emparée de l'Allemagne, le Magistrat et les prédicateurs de Strasbourg montrèrent du calme, une modération tout au moins relative et d'autant plus louable que l'Alsace n'était point une des régions les moins menacées par le soulèvement des Rustaubs. A l'encontre de bien d'autres, ils montrèrent quelque bienveillance pour les miséreux qui réclamaient des « gouvernements chrétiens ». Dans certaines villes de la région, les paysans furent d'ailleurs reçus en frères et à Strasbourg même la consultation des tribus d'arts et métiers, discrètement opérée plus tard par le Magistrat (en mai 1525), montra qu'un certain nombre, tout au moins, de bourgeois nourrissaient des sympathies pour les paysans et pour leur attitude à l'égard du clergé². Les principaux membres des Conseils, Jacques Sturm, Conrad Iohann de Mundolsheim, Bernard Wurmser, Martin Herlin, ne dédaignèrent pas d'offrir leur médiation bienveillante aux seigneurs alsaciens et à leurs sujets révoltés et se rendirent auprès de leurs chefs, Erasme Gerber, de Molsheim, et George Eittel, de Rosheim, pour leur parler en douceur³. Mais trop assurés de la victoire, enflés par leurs premiers succès, ceux-ci refusèrent dédaigneusement d'écouter ces « bourgeois ». Les principaux prédicateurs, Bucer, Zell et Capiton, offrirent alors courageusement de tenter un dernier effort

1. Luther's Werke, ed. d'Erlangen, t. XXIV, p. 257-317.

2. Brant, p. 123-124.

3. Imlin, p. 41-43. La littérature sur la guerre des paysans en Alsace est assez riche, mais cela nous entrainerait trop loin d'énumérer ici les travaux qui lui ont été consacrés.

de conciliation et partirent pour le camp d'Altorf, à quelques lieues de Strasbourg, où était concentrée la majeure partie de « l'armée chrétienne » de la Basse-Alsace. L'entrevue du 18 avril ne fut pas plus heureuse que la précédente, et un petit nombre seulement des insurgés se retirèrent de la lutte, avant que les soudards du duc Antoine de Lorraine vinssent terminer la campagne par les terribles massacres de Saverne et de Scherwiller (mai 1525)¹.

V

Mais, à peine ce danger extérieur, si menaçant pour l'avenir de la Réforme, fut-il écarté que d'autres nuages se formèrent à l'horizon et qu'un danger plus durable, celui des conflits de doctrine, s'annonça pour la ville libre. La malencontreuse controverse sur la Sainte-Cène qui s'était élevée d'abord à Wittemberg, entre Luther et Carlstadt, vint se continuer à Strasbourg. Tout en blâmant les violences de langage de ce dernier et certaines de ses exagérations dogmatiques, les prédicateurs strasbourgeois ne partageaient pas alors la conception semi-catholique de Luther sur la nature de la Cène, dont ils accentuaient, au contraire, volontiers le sens symbolique, professant la présence purement spirituelle du Christ dans l'acte de la communion, comme le faisaient Zwingli et les théologiens helvétiques. Malheureusement Luther avait, dans la ville libre, un correspondant très dévoué, très intolérant aussi, le Dr Nicolas Gerbel, déjà nommé², qui s'empressa de mander à son maître que l'écrit dirigé par lui contre Carlstadt (*Wider die himmlischen Propheten*) avait fort déplu à Strasbourg; en lui affirmant même

1. Tout ce que valurent aux prédicateurs strasbourgeois leurs discours et leurs épîtres, ce fut l'accusation calomnieuse répandue dans les milieux catholiques qu'ils avaient poussé à la révolte et engagé les paysans à massacrer tous les prêtres catholiques. Cf. *Bull.*, 1908, 322-330 et 572.

2. En juillet 1528, Luther écrivait à Gerbel qu'il le plaignait « de demeurer au milieu de toutes sortes de bêtes fauves, panthères et vipères, courant plus de dangers que Daniel dans la fosse aux lions. » (F.-G. Roehrich, *op. cit.*, I, p. 321.)

que ce mécontentement provenait de causes « inavouables », il le brouilla complètement avec ses concitoyens. Ceux-ci n'attachaient qu'une importance relative à ces querelles théologiques abstraites, préférant démontrer à leurs ouailles que ce n'étaient ni les formules ni les choses extérieures qui importaient au salut des âmes, mais la transformation intérieure, la foi et l'amour chrétien. Et à ce moment, les masses populaires, comme les membres des Conseils et presque tous les pasteurs, étaient du même avis. Un modeste bourgeois de Strasbourg, Jean Schnœwyl, écrivait dans une feuille volante, intitulée le *Conducteur des Aveugles* et publiée en 1526, ces belles paroles au sujet de ces lamentables discussions dogmatiques :

Si nous recevons le pain et le vin du Seigneur en souvenir de lui, de façon que notre cœur s'embrase de son amour, nous recevrons en même temps non seulement Jésus-Christ, mais le Père, le Fils et le Saint-Esprit, non à cause de ce pain et de ce vin, mais à cause de notre amour et de notre foi. Nous pouvons entrer dans la béatitude céleste sans Sainte-Cène, mais non sans amour et sans foi. Comment pouvons-nous nous quereller au sujet de la Cène, quand nous voyons pourtant que Notre Seigneur n'a souci que d'une chose, de planter l'amour au cœur de ses disciples¹ ?

Cet humble laïque avait, ce jour-là, mieux compris l'esprit de l'Évangile que le savant et trop irascible docteur de Wittemberg.

Malheureusement, la situation générale des partis dans l'Empire devenait mauvaise pour les protestants et particulièrement pour Strasbourg. Le roi Ferdinand de Hongrie, frère et représentant de l'empereur, absent en Espagne, se montrait hostile aux novateurs et ceux-ci étaient loin d'être unis, car il existait entre le nord et le sud de l'Allemagne de notables divergences d'ordre politique et religieux.

Le recès de la diète de Spire (août 1526) portait qu'en attendant les décisions du Concile qui régleraient la ques-

1. T.-G. Roehrich, *Reformation*, I, p. 313.

tion ecclésiastique, chaque État de l'Empire se conduirait à l'égard des résolutions prises à Worms, en 1521, « de telle façon qu'il croirait pouvoir en répondre devant Dieu et l'Empereur ». Les uns, plus énergiques, allaient de l'avant, d'autres refusaient sagement de brusquer les choses. On continuait donc de dire la messe à Strasbourg dans le chœur des églises capitrales ainsi qu'à l'oratoire particulier de la Toussaint et quand, le 16 avril 1526, Capiton et Hédion insistèrent derechef pour qu'on « l'abolit », ainsi que le concubinage des prêtres, disant que c'était un blasphème contre Dieu, le Magistrat se contenta de leur enjoindre de mettre par écrit leur avis, afin qu'il pût communiquer leur mémoire aux représentants des chapitres et leur demander leur propre opinion sur la matière, afin que « tout se passe à la gloire de Dieu¹ ». Or, l'opinion des prédicateurs était connue, depuis longtemps déjà, de tous les membres des Conseils, comme aussi celle de leurs adversaires; il n'y avait donc là qu'une mesure de précaution prise pour ne point attirer sur la ville le courroux impérial par des décisions trop brusques et irrévocables. Seulement la patience manquait parfois aux exaltés. Au mois de juin de cette année, pendant un sermon de Zell, un de ses auditeurs, Jean Wolff, de Benfeld, l'interrompit pour le sommer de descendre de la chaire et de l'y laisser monter puisqu'il ne disait point la vérité et que c'était lui-même qui était possédé de l'esprit de Dieu. Le pauvre homme était fou — il faut l'espérer du moins — car le Magistrat le fit enfermer, en compagnie de sa femme, dans une cellule du couvent des franciscains, « comme en une prison perpétuelle² ».

Cette situation, bien qu'indécise encore en apparence, n'en permettait pas moins de maintenir le courant des

1. Brant, p. 137. Dans l'église cathédrale, les prêtres catholiques continuaient à fonctionner dans le chœur, réserve aux chanoines du Grand Chapitre: hommes et femmes y allaient à confesse, on y célébrait la messe, on y brûlait encore des cierges devant le saint-sacrement, etc. Ce n'est qu'en 1527, « le lundi après l'Ascension », que le Magistrat défendit, non pas aux chanoines et à leur clergé, mais à ses bourgeois, l'assistance à ces pratiques du culte. (Imlin, p. 46.)

2. Brant, p. 141 et 145.

idées réformatrices et depuis que Jacques Sturm avait été nommé *stettmeister* (en décembre 1526), il n'est pas probable qu'aucun citoyen de Strasbourg, attaché aux idées nouvelles, ait pu craindre sérieusement de les voir abandonnées par les autorités civiles. Seulement, lui aussi, se sentant responsable, entendait n'avancer qu'avec une sage lenteur. Toute l'année 1527 se passa sans événements d'intérêt majeur, rentrant dans le cadre de ce récit, si j'en excepte le lamentable procès d'hérésie, suivi d'une exécution capitale, intenté à un malheureux gainier, Thomas Saltzmann, dont je parlerai tantôt en touchant à la question de la tolérance religieuse à cette époque. Encore au début de 1528, les chroniqueurs nous racontent que les orphelins qu'on promenait en ville en rondes régulières, pour quêter les dons en argent et en nature, nécessaires à leur entretien, chantaient devant les maisons le refrain traditionnel : « Que Dieu vous le rende et Notre-Dame ! » Il fallut que le Magistrat promulguât pour la *troisième fois* une ordonnance à ce sujet pour que cette réminiscence du culte catholique disparût¹. Le 21 mars 1528, on lui présentait une nouvelle pétition pour « l'abolition totale de la messe » ; elle était signée de nombreux laïques et de cinq clercs, nouveaux adhérents à la Réforme. Le Sénat se contente, une fois de plus, d'arrêter qu'il prendra la demande « en mûre considération² ». Cette placidité d'ailleurs finit par révolter les bonnes bourgeoises, zélées protestantes pour la plupart, et dans les premiers jours d'avril, elles s'adressent à leur tour aux prédicateurs et leur demandent d'obtenir pour elles, du Magistrat, la permission de chasser, à coups de fusaux, les prêtres qui disent encore la messe dans le chœur de la cathédrale. Cette menace d'une levée de boucliers du sexe faible semble avoir vivement émotionné le Magistrat ; il s'empresse, dans sa séance du 6 avril, d'enjoindre aux ministres d'empêcher qu'elle ne s'effectue³.

1. Brant, p. 151.

2. Brant, p. 152.

3. Brant, p. 152.

Quelques jours plus tard, nous trouvons consignées dans les procès-verbaux du Conseil des décisions qui dénotent l'intention d'en finir bientôt avec son attitude temporisatrice. Ainsi, quand l'épouse du chevalier Pancrace de Wildsparg sollicite la permission de recevoir le Saint-Sacrement dans sa maison, de la main d'un prêtre, « sans causer de scandale » (*on aergermass*), le Magistrat répond simplement que cette dame « peut bien aller communier hors ville, comme d'autres le font aussi¹ ».

La république de Berne avait aboli solennellement la messe en février 1528. Bucer et Capiton avaient assisté dans cette ville au colloque préparatoire de cet acte et, après leur retour, ils demandèrent qu'on en agit de même à Strasbourg. Mais si les prédicateurs et la majorité de la bourgeoisie étaient gagnés d'avance à une proposition pareille, certains membres des Conseils étaient opposés encore à l'abolition totale du culte catholique, soit pour des raisons de conscience, soit surtout pour des motifs d'opportunité politique. Un conseiller impérial, Balthasar Merckel, évêque désigné de Hildesheim, vint tout exprès en juin 1528, pour détourner le Magistrat de rompre définitivement avec les trois chapitres. Après de longues négociations, ceux-ci consentirent à signer avec le Magistrat le traité de Schlestadt (21 janvier 1529), qui leur garantissait leurs biens et la protection de leurs personnes, mais non plus la continuation du culte catholique dans leurs églises². Les chanoines n'auraient donc plus, dorénavant, le droit de s'opposer aux mesures radicales qu'allait provoquer le gouvernement de la république.

Dès le mois de janvier 1529, le Sénat décidait en effet qu'on soumettrait au grand Conseil des trois cents échevins la proposition écrite d'abolir tout à fait et à jamais la messe et les pratiques du culte romain. La pièce originale, qui existe encore aux Archives, était écrite de la main de Zell, et on laissa s'écouler plusieurs semaines, afin de permettre aux bourgeois d'examiner à loisir et de

1. Brant, p. 153.

2. Chronique de J. Wencker, p. 156.

discuter le mémoire officiel, avant de les convoquer pour le vote final. L'ammeistre Herlin avait même proposé d'appeler la bourgeoisie tout entière au scrutin, puisque c'était « une affaire de conscience ». Mais on jugea que le corps des 300 échevins offrait des garanties suffisantes, d'autant que les prédicateurs allèrent visiter les « poèles » des différentes tribus d'arts et métiers, expliquant chaque fois la portée et l'importance du vote. La séance décisive s'ouvre, le samedi 20 février, à sept heures du matin, en présence du Magistrat, qui résume encore une fois la question pendante; puis *cent quatre-vingt-quatre* citoyens se prononcent pour l'abolition de la messe, et contre toute tentative future de la rétablir, « à moins qu'on ne prouve que c'est une œuvre pie aux yeux de l'Éternel ». *Quatre-vingt-quatorze voix* demandent, non pas le maintien de la messe, mais qu'on attende, pour se déclarer, la clôture de la diète impériale de 1529. *Une seule voix se prononça contre l'abolition, soit maintenant, soit plus tard.* *Vingt-un* d'entre les échevins (indifférents, timorés, malades, absents par hasard, qui le dira jamais?) n'avaient point répondu à l'appel de leur nom¹. Les Conseils n'hésitèrent pas à notifier le vote, le jour même, à la Régence impériale qui siégeait à Nuremberg pour représenter Charles-Quint toujours absent, en accentuant le fait que ce vote était définitif, qu'ils n'y sauraient rien changer et qu'ils « espéraient que Sa Majesté ne leur en voudrait point ». Mais le roi Ferdinand et ses conseillers en voulurent beaucoup au contraire, à Strasbourg, de cette « désobéissance »; ils exclurent de leurs séances Daniel Mueg, le délégué du Magistrat, qui devait siéger à son tour au *Reichsregiment*² et, peu après, le vieux stettmeistre

1. Voy. Imlin, p. 49-50. Cf. aussi Baum, *Capito u. Bucer*, p. 449 et T.-G. Roehrich, *op. cit.*, I, 370.

2. Voy. à ce sujet la lettre de Jacques Sturm et Pfarrer, du 16 avril 1529, dans Virck, *Politische Correspondenz*, I, p. 344-345. — On peut mettre en doute qu'un homme aussi pondéré que Sturm ait prononcé alors les paroles menaçantes que lui attribue la Chronique de Trausch, rédigée bien plus tard: « Si Strasbourg doit être privé de ses droits, il ne faut pas compter sur son concours financier », et qu'il ait fait comprendre que la France, et les Suisses aussi, ne demanderaient pas mieux que de protéger la ville. (L. Dacheux, *Fragments de chroniques strasbourgeoises*, III, p. 38.)

Egenolphe Roeder de Diersbourg se plaint avec amertume à ses collègues, de ce que certains seigneurs, présents à la diète de Spire, aient annoncé qu'on lui jouerait quelque mauvais tour, s'il s'avisait de sortir de la ville, vu qu'il avait été le meneur dans toute cette affaire¹.

Cela n'arrêta pas pourtant le Magistrat qui tirait, prudemment encore, mais avec fermeté, les conséquences logiques de sa décision récente. Un arrêté du 19 mars ordonne que toutes les religieuses qui se refuseraient à rentrer dans le monde seraient réunies dans un seul cloître, pour éviter les dépenses inutiles². On pourchasse, avec une vigueur nouvelle, les conventicules d'anabaptistes qui se multipliaient à Strasbourg et dans les environs, séduisant même de notables bourgeois³. Afin que Bucer, devenu de plus en plus l'organisateur de l'Église nouvelle, le directeur spirituel, si je puis dire, du gouvernement et de la population strasbourgeois, soit mieux à même de remplir sa tâche, le Conseil décide qu'il abandonnera sa paroisse trop excentrique de Sainte-Aurélie et qu'il sera transféré à celle de Saint-Thomas, pour être plus près de sa salle de cours, des imprimeries et des autorités⁴. Antoine Firn restera le desservant régulier de la paroisse et Bucer ne sera chargé que de certaines prédications⁵, afin de pouvoir se vouer tout entier à sa tâche. Il s'y met avec l'ardeur et la décision qui le caractérisent; dès le 12 mai, nous le voyons se présenter, en compagnie de Zell et de Hédion, devant le Sénat pour lui soumettre une longue liste de réformes qui leur semblent urgentes, et pour conjurer l'autorité de les prendre à cœur, chacun étant tenu d'écarter tout ce qui est contraire à la parole divine, et de travailler à la gloire de Dieu. Il s'agit de punir les blasphémateurs, les moqueurs de la parole sacrée, les béguines qui s'en vont clabauder dans les mai-

1. Brant, p. 167.

2. Brant, p. 164.

3. Brant, p. 165. On arrête en effet, parmi beaucoup d'étrangers, un notaire Fridolin Meyer, etc.

4. Ce transfert se fait à la demande de Zell et Hédion (Brant, p. 164).

5. Arrêté du 9 avril 1529 (Brant, p. 166).

sons contre la pure doctrine, les contempteurs des règlements de moralité publique, les amateurs de costumes excentriques et de danses frivoles, les usuriers, de réformer d'une façon chrétienne les lois sur le mariage, de donner aux pauvres villageois des prédicateurs fidèles, etc. ¹. Il s'agit surtout de supprimer « les autels avec leurs idoles (*goetzen*), devant lesquelles se commettent encore tant d'idolâtries ².

Quand cette croisade prêchée contre les idoles est contre-carrée par les lenteurs prudemment calculées du Magistrat, certains des fidèles s'y jettent d'office, comme à Saint-Pierre-le-Vieux, où ils enlèvent et brisent les « images » et badigeonnent à la chaux les fresques murales. Le pasteur lui-même, Thiébaut Schwarz, est accusé d'avoir rompu, de son autorité privée, « une œuvre d'art » exposée dans la cour du couvent des dominicains ³. Un peu plus tard encore, nous voyons « au grand scandale » de l'autorité, des violences analogues se produire, d'abord à Saint-Pierre-le-Jeune, où les images et les autels sont saccagés, puis à Saint-Nicolas, où c'est le *prédicant* en personne qui, secondé par quelques mercenaires de la garnison, brise les statues que le Magistrat allait faire enlever « décemment » lui-même ⁴. Car le Conseil n'avait ordonné que l'*enlèvement* et non la *destruction* des images auxquelles « on rendait un culte idolâtre », et il avait formellement prescrit de respecter celles qui se rapportaient à la Passion du Seigneur et de les laisser en place ⁵. S'il est une excuse valable — ou à peu près — pour ces actes regrettables, c'est celle que les iconoclastes strasbourgeois croyaient sincèrement accomplir un devoir pieux en détruisant les idoles, comme Polyeucte. Ce n'est pas par dérision ou par besoin de détruire qu'ils agissent, mais poussés par une foi sincère. On ne saurait douter de leur ferveur religieuse quand on lit, par exemple, ce

1. Brant, p. 167-169.

2. Brant, p. 169.

3. Imlin, p. 49. Brant, p. 171.

4. Brant, p. 184.

5. Brant, p. 177.

que notait dans son journal, à ce moment même (février 1529), un voyageur hollandais, Gérard Geldenhauer, de passage à Strasbourg :

Les autels sont détruits et dans chaque temple une table en bois est réservée pour célébrer la Cène du Seigneur, ce qui a lieu chaque dimanche, avec tant d'humilité et de modestie, que moi, qui suis dur comme une pierre, je suis souvent touché jusqu'aux larmes en voyant des nobles, des riches, des vieillards vénérables... avec des vierges, des enfants... embrasser de tel cœur la doctrine du Christ. Dans le temple, il y a, parmi les chanteurs, une telle modestie et concordance, que les chants des nonnes et des moines, en comparaison, peuvent être vraiment appelés des murmures, des bruits et des hurlements¹.

Si le Magistrat, par prudence politique ou par tempérament (on n'y entraît alors de bonne heure, c'est-à-dire encore jeune, que par exception), essayait d'enrayer parfois le zèle des théologiens et surtout celui de leurs ouailles, on peut dire pourtant que, généralement, l'autorité civile tint à honneur de répondre à l'appel que lui adressaient les représentants de l'Église². On le voit par les édits très détaillés du 18 et du 30 août 1529, destinés à régler la plupart des problèmes de moralité publique soulevés par la pétition des prédicateurs. Après avoir été soumis au vote approbatif des trois cents échevins, ces documents officiels sont imprimés et lus en chaire, pour que nul n'en ignore. On ne les promulgue pas seulement, on s'applique sérieusement à les faire passer dans le domaine des faits. Ainsi, l'on discute immédiatement, au

1. Collectanea van Gerardus Geldenhauer Noviomagus (dans les Mémoires de la Société historique d'Utrecht, Amsterdam, 1901, p. 87-88). Je ne pouvais songer à traiter, plus en détail, dans un cadre aussi étroit, la question des formes du culte nouveau, question pour l'étude de laquelle je renvoie aux études spéciales de Roehrich (*Mittheilungen*, I); J. Herrensneider (*Étude sur la liturgie protestante de Strasbourg* (1853); L. Buchsenschtütz (*Histoire des liturgies en langue allemande dans l'Eglise de Strasbourg au seizième siècle* (1900); F. Hubert, *Die Strassburger liturgischen Ordnungen im Zeitalter der Reformation* (Goettingen, 1900); A. Erichson (*Die calvinische und die Strassburger Gottesdienstordnung* (1894), etc.

2. Le Conseil décidait même, le 26 juillet, que deux ou trois fois par semaine, un des prédicateurs serait chargé de lui signaler les vices et les abus publics. (Brant, p. 172.)

Sénat, l'emplacement où se dresseront les logettes (*hüslin*), espèces de cages à la fois et de piloris, où les adultères des deux sexes seront exposés aux sarcasmes et au mépris du public, afin de bien faire sentir à tous qu'il faut mener à l'avenir une vie conforme à la parole de Dieu¹. En novembre 1530, le Magistrat défend les sonneries de cloches lors des enterrements², et comme une certaine résistance se manifeste contre l'abolition de cette coutume pieuse, il réitère cette défense, d'une façon plus énergique, l'année suivante³. C'est aussi de 1531 que date la prohibition faite aux bourgeois d'aller entendre la messe hors la ville⁴, ce qui aggrave beaucoup la situation pour la petite minorité restée catholique, encore que certaines familles semblent, à ce moment, avoir conservé encore l'habitude ou la possibilité d'entendre la messe dans leurs domiciles particuliers *intra muros*⁵.

Des mesures d'ordre économique et moral se succèdent en même temps. La grande « Ordonnance contre la mendicité » (*Almosen-Ordnung*) est publiée le 8 mars 1531⁶; le samedi après la Trinité, le Conseil décide que tous les mendiants valides, âgés de plus de vingt ans, seront battus de verges, puis expulsés de la ville; s'ils reviennent, ils seront derechef fouettés puis mis au pilori par le bourreau et s'ils s'avisent après cela de reparaitre, ils seront noyés dans l'III⁷.

L'organisation paroissiale est complétée par le choix

1. Brant, p. 174. Ces deux cellules sur le pont du Corbeau ont donné lieu à une amusante méprise, qui caractérise le procédé de certains « historiens ». Mgr Janssen avait signalé leur existence dans le texte allemand de son *Histoire d'Allemagne au temps de la Réforme* (VIII, p. 431) et le fougueux ultramontain en tirait naturellement parti pour signaler la corruption des mœurs à Strasbourg. Son traducteur français, ne comprenant pas bien son auteur, l'a traduit de la façon suivante : « A Strasbourg, les crimes ne se comptent plus. Le Conseil fut obligé de faire construire deux nouvelles maisons de détention » (VIII, p. 447).

2. Böheler, p. 80. Brant, p. 192.

3. Le 22 mai 1531.

4. Brant, p. 194.

5. Était-ce par des moines ou des chanoines restés dans la ville, ou par des visiteurs de passage? Il semble ne pouvoir être question, en tout cas, que d'une latitude toute temporaire, accordée à de rares privilégiés.

6. Saladin, p. 330-331.

7. Brant, p. 198.

d'anciens (*Kirchenpfleger*) pour les différentes congrégations urbaines, qui aideront les ministres à faire respecter les règlements et la discipline des mœurs¹. Des béguines sont désignées, un peu plus tard, pour aller visiter les pauvres²; les revenus de certains monastères sont consacrés à des œuvres d'assistance ou d'instruction publique³, et des matrones respectables s'en vont dans les prisons consoler les captifs et porter le réconfort de leur pitié aux malheureux qui y attendent le dernier supplice⁴. Ce travail de moralisation sérieuse, en même temps que d'entre-aide sociale, se poursuit dorénavant chaque jour par la collaboration des autorités politiques et religieuses et continuera longtemps après que l'âge de la Réforme proprement dite sera clos. La charité persistante, en particulier, dont Strasbourg donna la preuve durant les guerres de la fin du siècle, qui ravagèrent l'Alsace et poussèrent les populations rurales affamées et des fuyards, qui venaient souvent de loin, vers les murs de la cité, fut vraiment grandiose, étant données ses ressources matérielles, et mérite toute notre admiration⁵.

VI

Une conséquence toute naturelle du refroidissement fâcheux, déjà mentionné plus haut, qui s'était produit entre Wittemberg et Strasbourg fut que les gouvernants de la ville libre cherchèrent à se lier plus intimement avec leurs voisins des cantons suisses qui avaient adopté

1. Édit du 30 octobre 1531. Brant, p. 201. Trausch, p. 328-330.

2. Brant, p. 195.

3. Brant, p. 177 et Böheler, p. 80.

4. C'est ainsi qu'une note des procès-verbaux (Brant, p. 196) nous apprend qu'en 1531, Catherine Zell était allé consoler en prison, un teinturier de Kippenheim et sa sœur, condamnés pour inceste et qui allaient être exécutés.

5. Je me borne à citer quelques chiffres de nos chroniqueurs, empruntés à la statistique officielle. En 1581, 99 748 malheureux furent successivement nourris à l'*Ellendherberg* ou « auberge des pauvres »; sur ce nombre 8 978 étaient venus de la Lorraine de langue française; en 1586, on en compte 41 058, l'année suivante, 58 361, etc. Encore tous les hommes valides, parmi ces fuyards, étaient-ils astreints à travailler aux fortifications et figuraient sur d'autres registres que ceux de l'*Ellendherberg*.

la Réforme, afin « de se couvrir le dos », comme ils disaient eux-mêmes dans la séance du Conseil du 11 janvier 1529¹. Longtemps auparavant, Berne, Bâle et Zurich avaient été en rapports amicaux avec la république de Strasbourg; d'ailleurs Capiton et Hédion avaient enseigné à Bâle; le principal réformateur de cette ville, Oecolampade, était l'ami de Bucer et Zwingli son correspondant. Dans la plupart des colloques tenus, soit à Bade en Argovie (1526), soit à Berne (1528), les théologiens suisses et strasbourgeois avaient combattu en commun les défenseurs de la foi catholique. Le tempérament helvétique se rapprochant d'ailleurs beaucoup du tempérament alsacien, rien n'était plus naturel que de concevoir le plan d'une « alliance chrétienne » (*christliches burgrecht*) qui aurait embrassé tous les adhérents des idées nouvelles et résisté d'autant plus facilement à leurs adversaires. C'était le « grand plan » de Jacques Sturm et de Philippe de Hesse; mais, pour le réaliser, il fallait, étant données les mentalités de l'époque, arriver d'abord à l'accord des doctrines. C'est pour l'obtenir que le landgrave de Hesse provoqua la réunion du trop fameux colloque de Marbourg, en octobre 1529, dans l'espoir, malheureusement trompeur, de ramener à l'union des esprits, ou du moins des cœurs, les antagonistes aigris déjà par leurs luttes précédentes sur la question de la Cène. Zwingli vint prendre à Strasbourg Jacques Sturm, Bucer et Hédion² qui devaient trouver Luther et Mélanchthon au château du landgrave. Les Strasbourgeois firent tout le possible pour imaginer une formule dogmatique, acceptable pour tous. L'ex-moine augustin, dominé par la scholastique du moyen âge, ne sut on ne voulut pas le comprendre. On sait qu'il répondit à leurs instances émues : « Il est évident que nous n'avons pas le même esprit...; je vous livre au jugement de Dieu³! » Ce fut une blessure profonde, une

1. Brant, p. 162.

2. Sur les rapports amicaux du réformateur suisse avec les réformateurs de Strasbourg, voir l'opuscule de M. Alfred Erichson, *Ulrich Zwingli und die elsässischen Reformatoren*. Strasbourg, 1884.

3. A. Erichson, *Martin Butzer*, p. 39.

plaie presque mortelle que fit, ce jour-là, à l'œuvre de la Réforme celui qui en avait été le grand initiateur¹. Je n'insiste pas sur ce point douloureux; l'histoire a prononcé depuis son verdict souverain, comme si souvent déjà, dans le cours des siècles, en répétant sur ces luttes après autant qu'inutiles, la grande parole : « Laissez les morts enterrer leurs morts²! »

C'était donc marqué du stigmate des sectaires (tout au moins sur un point qui paraissait alors de la plus haute importance³) que les théologiens strasbourgeois et Sturm revenaient chez eux. Ils ne pouvaient guère compter désormais, en cas de danger, sur la protection de l'Électeur de Saxe ni des princes de l'Allemagne du Nord. Les Conseils recherchèrent avec d'autant plus d'ardeur, mais dans un profond secret, l'alliance avec les cantons suisses protestants⁴ et finirent par signer avec Bâle, Zurich et Berne, à la Noël 1529, une « alliance chrétienne évangélique », offensive et défensive, pour une durée de 15 ans⁵. Mais bientôt les cantons réformés se virent impliqués dans des querelles avec leurs confédérés catholiques, qui absorbaient leurs forces⁶. Le retour de Charles-Quint en Allemagne semblait annoncer des luttes prochaines dans l'Empire et Strasbourg se sentit terriblement isolé devant

1. Quand, après le colloque de Marbourg, Catherine Zell écrivait courageusement à Luther, lui demandant d'être plus charitable à l'égard des réformés suisses, le réformateur de Wittemberg lui répondit par ce mot caractéristique : « Oui, la charité doit primer tout, sauf Dieu. Dieu est au-dessus de tout, même de la charité. » (Roehrich, *Mittheilungen*, III, p. 163.) Luther n'avait pas relu, ce jour-là, le chapitre XIII de la première Épître aux Corinthiens qu'il avait si bien traduit.

2. Voy. A. Erichson, *Das Marburger Religionsgespräch nach ungedruckten Urkunden*, Strassb., 1880, 16°.

3. Sur tous les autres quatorze points, l'accord avait été relativement facile.

4. Brant, p. 171.

5. Brant, p. 180. Sur les 300 échevins, 184 avaient voté pour l'alliance, 30 avaient demandé qu'on discutât encore une fois la question, 4 s'étaient prononcés contre, 4 réclamèrent le suffrage universel de tous les citoyens. Lors du vote confirmatif du Sénat et des XXI, il y avait eu 38 votes affirmatifs contre 11 négatifs. Voy. aussi Imlin, p. 55-57.

6. Longtemps avant la défaite des Zurichois, en 1531 et la mort de Zwingli sur le champ de bataille de Cappel, il était évident que Strasbourg était trop loin et l'empereur et ses alliés trop puissants pour que les confédérés pussent la secourir efficacement.

les dangers probables de l'avenir, car l'Electeur Jean de Saxe et le margrave Georges de Brandebourg venaient de décider avec Luther, à la conférence de Schleiz, que les princes luthériens ne s'allieraient qu'à ceux des États qui partageraient absolument leur confession de foi; d'ailleurs il ne faut point oublier que le réformateur de Wittenberg était devenu partisan convaincu de l'obéissance passive et professait qu'on n'avait pas le droit de résister en armes au tyran qui opprimerait la vérité religieuse. Quand s'ouvrit la diète d'Augsbourg, en présence de Charles-Quint et d'une nombreuse assistance (20 juin 1530), pour résoudre, si possible, le schisme germanique, les théologiens saxons avaient préparé, pour être remise à l'empereur, une *Apologie* révisée par Mélanchthon sous le nom de la *Confession d'Augsbourg*, et qui résumait, d'une façon plutôt conciliante, vis-à-vis des catholiques, les doctrines communes à tous les chrétiens d'alors, et condamnait, en termes plutôt acerbes, les erreurs doctrinales des réformés suisses et de leurs amis allemands. Les délégués de la ville libre n'avaient pu se résigner à signer ce document, remis le 25 juin, et à démentir ainsi les convictions de leurs mandataires, et de leurs concitoyens. Jacques Sturm et Matthieu Pfarrer appelèrent en hâte Bucer et Capiton pour rédiger une confession spéciale qui fut signée par eux et les représentants des trois villes de Constance, Memmingen et Lindau, et qui porte pour ce motif, dans la littérature religieuse, le nom de *Confession Tétrapolitaine*. Elle fut remise le 8 juillet à la chancellerie impériale et, sauf sur l'article de la Cène, concorde presque entièrement avec l'*Apologie* de Mélanchthon¹.

1. Encore sur ce point, Bucer avait fait les concessions les plus grave aux « luthériens ». L'article en question de la *Tétrapolitaine* déclarait « que Jésus, en ce sacrement, donne vraiment à boire et à manger son vrai corps et son vrai sang pour la nourriture de l'âme et la vie éternelle ». (G. Anrich, *Martin Bucer*, Strassburg, 1914, 4^e, p. 52.) Combien Zell avait raison quand il écrivait à Mélanchthon qu'il s'en tenait aux paroles de Jésus, son maître, et que si celui-ci avait jugé nécessaire d'ajouter tous ces mots *substantialiter, essentialiter, realiter, localiter*, etc., il les aurait bien ajoutés lui-même... Le Diable a apporté tous ces mots de l'enfer »! (Ern. Lehr, *Matthieu Zell*, p. 52.)

Une dissidence aussi radicale aux yeux des contemporains, bien qu'elle nous semble presque incompréhensible aujourd'hui — car, au fond, ce n'était « qu'une querelle de mots », comme le disait Philippe de Hesse — ne pouvait guère faciliter l'admission de Strasbourg dans l'union projetée dès alors entre les princes de l'Allemagne du Nord qui avaient signé la Confession d'Augsbourg. Pourtant le danger trop évident d'un isolement de la petite république poussa les gouvernants à envoyer Bucer, en septembre, au château de Cobourg où résidait alors Luther¹ pour y plaider, le mieux possible, la cause des Strasbourgeois, pour accentuer devant lui leur croyance à la présence réelle de Jésus-Christ à la Sainte-Cène. Sans doute, il fut très sincère dans son désir intense de communion et de paix dans l'Église ; mais il n'en reste pas moins vrai que, s'inclinant devant la ténacité du maître et de l'ainé, il a consenti à voiler singulièrement sa pensée première². Le prix de ces concessions dogmatiques, ce fut l'admission, tout au moins provisoire, de Strasbourg dans l'association qui fut discutée, en décembre 1530, aux conférences de Smalkalde en Thuringe et qui semblait d'autant plus nécessaire aux intéressés que Charles-Quint était vivement irrité de n'avoir pas abouti à clore le schisme, et avait montré sa colère contre Strasbourg en faisant lire, le 17 octobre, devant la diète une réfutation de la Confession tétrapolitaine, qui se terminait par l'invitation menaçante aux signataires de rétracter leurs dangereuses erreurs, sans quoi il userait à leur égard de toute son autorité impériale. Le recès final de la diète avait été quasiment une déclaration de guerre à tous les protestants de l'Allemagne (19 novembre 1530), et il aurait fallu être aveugle pour ne pas se rendre compte de l'extrême gravité de la situation. Aussi Luther lui-même ouvrit-il enfin les yeux. Il est vrai que, pour être définitivement reçue dans la Ligue, Stras-

1. On n'avait pas osé l'emmener à Augsbourg, puisqu'il était toujours encore au ban de l'Empire, mais il suivait de près les débats de la diète.

2. Anrich, *op. cit.*, p. 57.

bourg dut faire encore une concession de plus et signer formellement la Confession d'Augsbourg, qu'on appelait aussi « la confession des princes ».

Jacques Sturm et Jacques Meyer avaient été envoyés aux conférences de Schweinfurt au printemps de 1532, avec le mandat « de ne point se séparer des princes, autant que cela serait possible », et d'emmener avec eux Bucer, mais sous un déguisement, « pour empêcher Eppelein de Gaylingen de le pendre à quelque arbre du chemin ¹ ».

Le 6 mai, le réformateur et ses collègues annoncent au Magistrat qu'ils « ont adhéré à la Confession saxonne ; seulement, pour ce qui était de la doctrine, ils n'ont pas abandonné la leur ; quant aux formulaires des cérémonies religieuses, ils conserveront les leurs et les Saxons ne leur ont pas demandé d'en changer ; de la sorte des deux côtés on est content ² ». Pour les chets politiques de la cité et pour ses guides spirituels momentanés la Confession tétrapolitaine subsistera donc à côté de la Confession d'Augsbourg révisée, jusqu'à la défaite des ligueurs de Smalkalde et l'Intérim de 1548 ³. Ils purent jouir ainsi du bénéfice de la paix de religion signée à Nuremberg en août 1532. Mais l'union si intime autrefois avec les théologiens suisses était à jamais troublée et le négociateur infatigable et patient, l'inventeur de subtiles formules conciliatrices qu'était Bucer, ne réussit plus à masquer cette fissure qui, cinquante ans plus tard, était devenue un abîme ⁴.

1. Brant, p. 205. Eppelein de Gaylingen était un chevalier brigand, une espèce de successeur de Goetz de Berlichingen, qui infestait alors les grandes routes de la Franconie.

2. Brant, p. 206. « Also beide theile zufrieden gewesen. » Les envoyés avouaient cependant n'avoir pu s'entendre sur tous les articles d'une déclaration commune, même après de longues discussions. (Brant, p. 207.)

3. Officiellement, le desaveu final ne se produisit même que plus tard. Ce n'est que le 10 mars 1563 que le Magistrat se laissa arracher, par les zelotes luthériens, l'ordre « de ne plus faire mention de la *Confession de Strasbourg* (la *Tetrapolitaine*), de ne plus la louer, de ne plus l'attaquer » ; cela ne suffit pas ; en mars 1580, ils obtenaient des Conseils une défense de l'imprimer à l'avenir. (Voy. Camille Jaeger, *Die Augsbургische Konfession der vier Stædte*, etc. (Strassb., 1880, p. 21).

4. Pour qui connaît, par l'étude de leurs écrits et de leurs actes, l'anti-

VII

C'est sous l'abri protecteur de l'Union de Smalkalde que Strasbourg put parachever l'œuvre de sa réforme particulière. Auparavant déjà les efforts des autorités civiles pour créer un régime digne de la « cité chrétienne » réclamée par les prédicateurs, n'avaient pas été — nous l'avons suffisamment constaté — sans produire des résultats sérieux. Pourtant les gouvernants étaient trop absorbés par leur besogne courante pour pouvoir se vouer avec l'application voulue à l'introduction d'une discipline ecclésiastique que la plupart des ministres, et surtout Bucer, jugeaient absolument nécessaire pour arriver à réaliser cet idéal. Il fut donc décidé qu'on créerait un corps spécial, qui, sous le nom de *Convent ecclésiastique*, dirigerait les affaires de l'Église de Strasbourg, sous le contrôle de « Messieurs du Magistrat ¹ ». Le Convent devait être composé des pasteurs et diacres des sept paroisses urbaines et d'un nombre triple de laïques, membres des Conseils, échevins et simples notables. L'élément laïque et l'influence gouvernementale y avaient donc la majorité, de sorte qu'il n'y avait point à craindre une usurpation directe des pouvoirs de la part des ecclésiastiques, bien que, dans la suite, les zélotes luthériens aient souvent pesé, d'une façon fâcheuse, grâce au Convent, sur les décisions des Conseils. Le premier président de ce corps fut Bucer ; il l'inaugura, le 30 octobre 1530, et s'appliqua consciencieusement à en faire un censeur infatigable et sévère de la conduite de tous les groupes de la population, de ceux-là surtout qu'il jugeait récalcitrants ou non assimilables.

pathie profonde (on pourrait dire la haine) des théologiens saxons et strasbourgeois du xvi^e siècle pour leurs frères réformés, il n'y a là aucune exagération. On sait comment le célèbre professeur de Leipzig, Polycarpe Leyser, et ses collègues résumaient leur foi dans ce cri du cœur : Plutôt avoir confiance aux Turcs et aux papistes qu'aux disciples de Calvin!

1. « *Meine gnaedigen Herren* », c'est ainsi que s'appelaient eux-mêmes les membres des Conseils.

Le premier de ces groupes, celui des rares catholiques qui restaient à Strasbourg, ne pouvait plus guère inquiéter le gouvernement à cette date. Ils étaient peu nombreux¹ et surtout peu désireux de se faire remarquer, puisqu'ils se savaient observés de près et que le Magistrat leur avait fait défendre (en 1531) non seulement de faire dire la messe dans leurs maisons, en ville, mais même d'aller l'entendre au dehors². Certains d'entre eux pourtant, comme ce Jacques de Gottesheim, le représentant officiel de la juridiction épiscopale, que j'ai déjà plusieurs fois nommé³, continuaient non seulement à résider à Strasbourg, mais à se mouvoir dans ce milieu, désormais hérétique, avec une aisance qui semble prouver qu'à ce moment les passions religieuses n'avaient pas encore envahi la société civile tout entière. Nous voyons Gottesheim frayer avec les meneurs de la doctrine nouvelle, Zell et Capiton⁴, comme avec les chefs politiques de l'État, un Mathieu Pfarrer, un Pierre Butz, etc. ; il dîne avec eux à la taverne officielle, l'*Ammeisterstüb*⁵ ; il les convie même chez lui et c'est un spectacle assez curieux de voir l'homme de confiance de l'Évêché recevoir à sa table Bucer, Hédion et Jacques Sturm. Il est vrai qu'on peut expliquer aussi ces allures de « bon enfant » du dignitaire catholique par le désir de rester au courant des menées de ses adversaires et de leurs idées, lisant

1. On aurait tort d'ailleurs de s'imaginer qu'il ne restait point un certain nombre d'habitants attachés à l'ancienne foi, non seulement parmi les religieuses, dont la résistance courageuse à la Réforme est mieux connue, mais même dans la population laïque ; seulement ils n'étaient pas bien nombreux et ne demandaient qu'à être oubliés.

2. Brant, p. 194-195. Imlin, p. 38.

3. J'ai retrouvé autrefois et publié quelques fragments, malheureusement trop rares, du *Journal* tenu par Gottesheim de 1524 à 1543. C'est un document curieux qui nous permet d'étudier un peu la réforme strasbourgeoise du point de vue catholique. (*Les Éphémérides de Jacques de Gottesheim, docteur en droit*, etc., fragments publiés et annotés par Rod. Reuss, Strasbourg, 1898, 8°.)

4. On lit dans les *Éphémérides* qu'en 1527, l'excellente et fouguese Catherine Zell le prie de venir déjeuner rue des Frères, afin d'avoir le plaisir d'une bonne controverse théologique avec le docteur (p. 12).

5. Il ne semble même pas absolument hostile à une alliance matrimoniale avec une famille du patriciat urbain, si l'on en croit certaines allusions de son journal.

leurs écrits et assistant fréquemment à leurs prêches¹.

Pourtant il régnait, en général, une certaine courtoisie dans les rapports des pouvoirs publics hostiles. Quand le Magistrat ordonne, en 1531, d'éloigner toutes les armoiries à l'intérieur de la cathédrale, il insiste pour que cela soit fait décemment (*saeuberlich*) et spécifie qu'on doit y laisser celles des membres du Grand-Chapitre². Ces prévenances se marquent surtout après la mort de Guillaume de Honstein, en juin 1541, quand le Chapitre, réuni à Strasbourg, lui donne, le vendredi après la Saint-Laurent, un successeur, bien vu du Magistrat, le comte-chanoine Érasme de Limbourg. Par suite d'un arrangement à l'amiable, qui nous paraît bizarre aujourd'hui, c'est bien Hédion qui prononce dans la nef le sermon par lequel les électeurs sont invités à choisir un bon berger pour le diocèse, mais ensuite l'élection se fait avec tous les rites traditionnels de l'Église³. Le choix fut d'ailleurs très heureux pour la paix publique ; grâce au caractère doux et conciliant de l'évêque Érasme, les rapports de la République avec la cour de Saverne ne furent pas seulement tolérables, mais généralement amicaux pendant toute la durée de son épiscopat (1541-1568)⁴.

Un autre groupe, singulièrement plus nombreux, était celui des étrangers de tous pays qui venaient chercher à Strasbourg un abri momentané, parfois un refuge définitif. Leur nombre est allé toujours en augmentant, à mesure que les persécutions s'accroissaient sur les terres

1. C'était bien l'avis de l'épitomateur protestant qui nous a conservé au xviii^e siècle ces extraits des *Ephémérides*. En copiant une sortie virulante d'un des prédicateurs, il ajoute : « L'auteur a copié de pareils traits et autres choses odieuses avec zèle et les faisait passer à l'évêque. » Gottesheim lui-même avoue (p. 20) qu'en 1542 encore, Bucer faisait allusion, d'une façon très claire, dans un des sermons, à cette accusation portée contre lui.

2. Brant, p. 198. Nous voyons aussi que lors de la fermeture de tous les couvents d'hommes, le Magistrat fait une exception pour les maisons des chevaliers de Saint-Jean et de l'Ordre Teutonique, se contentant de leur promesse de se conduire en loyaux protégés de la ville.

3. Imlin, p. 64.

4. Il est vrai que le nouvel élu ne se pressa guère de remplir ses devoirs épiscopaux ; il occupait depuis sept années le siège de Strasbourg quand il fut ordonné prêtre, en 1548, et c'est alors seulement qu'il dit sa première messe.

autrichiennes ou épiscopales d'Alsace, en Lorraine, en France, aux Pays-Bas; mais, dès les premières années, il est, par moments, assez considérable. Nous y avons vu arriver déjà Capiton, Bucer, Hédion; puis, c'est le tour des réfugiés français. Dès avril 1524, voici l'ex-franciscain François Lambert, d'Avignon, « le docteur français » (*der welsch doctor*), comme l'appelait le peuple, puisqu'il ne comprenait pas un mot d'allemand¹. Après lui, Guillaume Farel, venu du pays de Montbéliard, Lefebvre d'Étaples et Gérard Roussel, les réfugiés de Meaux², bien d'autres encore, moins célèbres, s'établissent pour plus ou moins longtemps, dans la cité hospitalière; les uns y étudient l'Évangile, ou font eux-mêmes des cours particuliers, les autres prêchent en français à leurs compatriotes émigrés formant ainsi comme le noyau primitif de « la petite Église française » (*ecclesiola gallicana*) qui ne fut créée que plus tard et dont l'histoire, malheureusement, ne rentre plus dans le cadre de ce récit³. Elle a d'ailleurs été si souvent racontée déjà, depuis un âge d'homme, que je regrette moins de ne pouvoir en parler ici. Je le regrette moins aussi, je l'avoue, parce que l'histoire de ses tribulations et de sa triste fin fait honte à l'intolérance luthérienne qui, selon la parole énergique de Calvin, se disposait « à étrangler la paroisse française, de la main de Marbach, par le nœud coulant de la Confession d'Augsbourg⁴ ». Heureusement, ces temps n'étaient pas encore

1. Voir sur Lambert la monographie de M. J.-G. Baum (*Franz Lambert von Avignon*, Strassb. 1840; in-18*), un des premiers écrits du savant professeur.

2. Voir sur leur séjour à Strasbourg Ch. Schmidt, *Gérard Roussel* (Strasb., 1845, 8°).

3. Je me borne à rappeler ici les principaux travaux qui lui ont été consacrés, dans l'ordre chronologique : Rod. Reuss, *Pierre Brully* (Strasb., 1878) et *Notes pour servir à l'histoire de l'Eglise française de Strasbourg* (Strasb., 1880). A. Erichson, *L'Eglise française de Strasbourg au seizième siècle* (Paris, 1886). Ed. Stricker, *Johannes Calvin als erster Pfarrer der reformirten Gemeinde zu Strassburg* (Strassb., 1890). Tout récemment enfin, M. E. Doumergue a consacré dans le second volume de son monumental ouvrage *Jean Calvin, les hommes et les choses de son temps* (Lausanne, Bridel, 1902, 4°), plus de trois cent cinquante pages à une évocation bien vivante du Strasbourg du seizième siècle, de ses monuments et des personnages divers au milieu desquels vécut son héros, de 1538 à 1541.

4. Lettre de Calvin à Zanchi, du 13 mai 1563 (*Opera Calvini*, XX, p. 24).

proches et le triste fléau des persécutions religieuses semblait ne devoir jamais pénétrer à Strasbourg, tant la ville libre, au début de la Réforme, se montre accueillante et vraiment hospitalière à tous ceux qui viennent y réclamer le droit d'asile. Ceux qui l'inspirent, comme ceux qui la dirigent, se voyant eux-mêmes accusés d'hérésie, ne peuvent pas encore, et ne veulent pas sans doute se montrer trop sévères pour les esprits indépendants, chassés d'ailleurs. Et pourtant, il en arrive, dès 1525, de bien dangereux pour la paix publique, grisés de cette liberté subite qui fermente dans toutes les têtes et dans tous les cœurs, tourmentés par tant de problèmes religieux et sociaux nouveaux, se passionnant, sans toujours les bien comprendre, pour plus de vérité et plus de justice !

A ces premiers arrivants, le Magistrat ouvrit largement ses portes et nos réformateurs en admirent beaucoup à leur foyer. Le vieux Mathieu Zell a dit un jour, à propos du gentilhomme silésien, Gaspard de Schwenkfeld, ce mystique errant par le monde, partout honni comme hérétique, ces belles paroles : « Celui qui reconnaît en Jésus le fils de Dieu et le sauveur des hommes trouvera toujours une place à ma table et un abri sous mon toit, comme aussi je veux avoir part avec lui dans le royaume des cieux¹. » Pendant quelques années, les plus belles de son mouvement religieux, ces paroles de Zell auraient pu servir de devise à la petite république.

Mais il n'est pas contestable qu'après la crise formidable de la guerre des paysans, quand, pour un temps, la lutte politique se fut résorbée, pour ainsi dire, dans la lutte religieuse (anabaptistes et autres sectaires), la présence de ces éléments radicaux constituait un certain danger. On ne peut donc s'étonner qu'un gouvernement, très conservateur après tout, ait fini par prendre peur et se soit décidé, de plus en plus, à des mesures d'une sévérité croissante. Dans la foule des immigrants obscurs qui se fixèrent alors passagèrement sur les bords de l'Ill et

¹ 1. Roehrich, *Mittheilungen*, III, p 437.

dont beaucoup y seraient volontiers restés, s'y sentant d'abord moins persécutés qu'ailleurs, il y a bien des noms connus, prononcés avec mépris ou même avec horreur par les contemporains; d'autres aussi réhabilités devant la postérité, plus capable de les comprendre et, par suite, plus indulgente à les juger. A côté de Gaspard de Schwenckfeld¹, on y voit l'ainé de Luther, André Bodenstein, de Carlstadt², un de ses adhérents d'abord, et plus tard, l'un de ses plus âpres adversaires; Sébastien Franck, de Woerd³, le sympathique chroniqueur, un des meilleurs prosateurs de l'époque et l'un des types les plus curieux à étudier parmi les *libertins* de la Réforme allemande; Michel Servet, « l'Espagnol qui a écrit le livre de la Trinité », comme l'appellent les procès-verbaux du Magistrat⁴. Puis ce sont des noms plus obscurs déjà, mais qui ont eu leur heure d'influence et ont marqué dans les querelles et les sectes religieuses du temps : Louis Hetzer, l'anabaptiste thurgovien, le traducteur des prophètes⁵; l'antitrinitaire Jean Denck, humaniste distingué⁶; d'autres

1. Gentilhomme de la cour du duc de Liegnitz, Schwenckfeld s'était déclaré de bonne heure pour Luther, puis s'étant brouillé avec lui sur la question de la Cène, dut quitter la Silésie, persécuté par les catholiques et les luthériens et vint à Strasbourg en 1529, s'y lia avec Capiton et Zell et y resta cinq années jusqu'à ce qu'il fût obligé de quitter la ville après ses querelles avec le Synode de 1533. Infatigable polémiste, trop entiché de lui-même et de sa science inspirée, mais âme éminemment pieuse, il erra depuis de ville en ville et mourut à Ulm en 1561.

2. Bodenstein (« le docteur Carlstadt » comme ses contemporains l'appellent d'ordinaire, du nom de sa ville natale), vint à Strasbourg en 1530, mais se rendit bientôt en Suisse, où il est mort à Bâle en 1541.

3. Franck arriva à Strasbourg vers 1530, et y publia sa *Chronica Zeitbuch und Geschichtsbibel*, l'année suivante, espèce d'histoire universelle en style populaire. Il quitta la ville dès 1532, par suite d'une querelle avec le Magistrat, auquel son livre fut dénoncé comme contenant des attaques contre l'empereur et « pour avoir accumulé sur son titre beaucoup de belles promesses qu'il n'a pas tenues ». (Brant, p. 263).

4. Dans sa séance du 11 décembre 1531, le Magistrat ordonne son expulsion immédiate, si on peut l'amener à avouer qu'il est l'auteur de ce traité. (Brant, p. 203).

5. Hetzer vécut à Strasbourg, d'abord chez Capiton, en 1526, et quitta la ville l'année suivante; en février 1529, il était condamné à mort à Constance pour inconnue notoire plutôt que pour hérésie.

6. Jean Denck séjourna également à Strasbourg, en 1526. Voy. sur lui la thèse de M. Gustave Roehrich, *Essai sur la vie et les écrits de l'anabaptiste Jean Denck* (Strasbourg, 1853, in-8).

anabaptistes encore, Pilgram Marbeck¹, Nicolas Storch, peut-être aussi Balthasar Hubmaier ou Hubmoer, l'un des conducteurs spirituels des paysans en 1525, brûlé comme hérétique, à Vienne, en 1528. Le plus indomptable, le plus fécond de ces sectaires, le pelletier souabe Melchior Hoffmann, vient à plusieurs reprises à Strasbourg, en 1529, en 1533, et fut le fléau, on peut dire la bête noire de ses magistrats et de ses théologiens qui le traitèrent avec une dureté que nous trouvons extrême et qui semblait alors toute naturelle, sans parvenir à décourager pourtant les partisans crédules du prophète². Je ne parle pas de certaines coteries qui se ralliaient autour de quelque guide obscur, comme cet autre prophète, Job Lienhardt, comme la prophétesse anonyme qui vaticinait, rue des Veaux, comme la femme Schenk, l'épouse du gargotier de l'Hôpital civil³, etc.

Il y avait des dissemblances profondes, intellectuelles et morales entre tous ces représentants de l'hétérodoxie d'alors; les uns étaient de vulgaires démagogues, des aventuriers errant de ville en ville, fanatiques eux-mêmes et fanatisant leurs adeptes; les autres étaient des chrétiens, hérétiques sans doute, au sens des anciennes et des nouvelles doctrines, mais d'une piété sincère, des esprits spéculatifs s'en prenant aux problèmes les plus abstraits du dogme ou d'un mysticisme vague et s'y perdant momentanément ou pour toujours⁴. Les représentants officiels

1. Nous voyons Marbeck en colloque sur le baptême avec Bucer, en janvier 1532. Il est expulsé bientôt après comme teneur de conciliabules (*winkel-prediger*). Brant, p. 205.

2. Incarcéré à plusieurs reprises, expulsé, revenant toujours, il prêchait encore à travers les barreaux de sa prison et trouvait moyen d'y rédiger ses pamphlets. On finit par l'enfermer dans un local sans fenêtres sur la rue, et on lui refusa l'encre, les plumes et le papier qu'il demandait, sous le prétexte qu'il avait écrit déjà suffisamment d'erreurs (juin 1533). Brant, p. 217. Il est mort en prison, sans qu'on sache exactement à quelle date (peut-être en 1542 déjà).

3. Brant, p. 217.

4. Parmi ces derniers, on doit mentionner au moins en passant le modeste savant Paul Voltz, ex-supérieur de l'abbaye bénédictine de Honcourt, au val de Villé, auquel Erasme avait dédié en 1518 son *Enchiridium militis christianæ*. Il vint s'établir à Strasbourg en 1526, versa d'abord dans les erreurs anabaptistes, fut destitué de son poste d'aumônier des religieuses de Saint-

de Strasbourg, en ce premier quart de siècle de la Réforme (1518-1543), n'étaient pas cependant, en général, d'un tempérament trop inquisiteur. Si les nouveaux arrivants se tenaient tranquilles, s'ils exerçaient un métier honnête¹, on ne les examinait guère et le nombre si considérable d'anabaptistes qui se trouva tout à coup dans l'enceinte des murs est la meilleure preuve de cette tolérance initiale. Malheureusement, la plupart de ces esprits troublés (*Schwarmgeister*) éprouvaient l'impérieux besoin de parler, de professer et de répandre leur foi, et ni MM. de Strasbourg, ni Bucer et la plupart de ses collègues, ne voulaient qu'on troublât celle de leurs ouailles. Qui ne sait qu'alors toutes les autorités civiles, catholiques ou hétérodoxes, affirmaient encore leur droit à punir de mort les hérétiques, *leurs* hérétiques obstinés? Assurément, le Magistrat de la ville libre ne fait pas exception, pour l'époque, et il est facile de démontrer que les idées de tolérance parfaite n'ont pas été pratiquées par lui². Mais il n'est pas moins vrai qu'il fut ménager de la vie de ceux qu'il jugeait coupables. Je ne connais dans les annales de la petite république pour tout ce quart de siècle qu'une seule condamnation à mort pour crime d'hérésie. Le 21 décembre 1527, un malheureux gainier, Thomas Salzmann (dit aussi Thomas Scheidenmacher), était supplicié pour avoir dit publiquement qu'il ne croyait pas que le Christ nous eût rachetés par sa mort, qu'il avait été un homme comme les autres; après avoir nié la divinité de Jésus-Christ, il avait également nié la Sainte Trinité,

Nicolas-aux-Ondes, en 1537, pour avoir refusé de signer la Concorde de Wittemberg, mais fut réconcilié avec Bucer par l'entremise de Calvin.

1. Beaucoup d'entre eux étaient imprimeurs, correcteurs ou exerçaient un métier; ainsi Sébastien Franck fut savonnier; d'autres se faisaient maîtres d'école, etc.

2. M. l'abbé Paulus s'est imposé la tâche, agréable sans doute, de démontrer dans un travail spécial (*Die Strassburger Reformatoren und die Gewissensfreiheit* Freiburg, Herder, 1895. in-8), que Bucer et ses collègues n'étaient pas défenseurs de la liberté de conscience, telle que nous l'entendons aujourd'hui. Cette démonstration n'était pas bien difficile; ce qui peut étonner cependant, c'est qu'elle est fournie par un champion fervent de l'Église qui a fait monter, au cours du xvr^e siècle, des milliers de martyrs à la potence ou sur les bûchers.

déclarant qu'il n'y avait qu'un seul Dieu. Il avait été condamné à être brûlé vif, mais comme il se rétracta sur le lieu du supplice, on se contenta de lui couper la tête¹. D'autres cas, que l'on pourrait citer, ne sont pas, à vrai dire des procès de pure doctrine. Quand nous voyons, en mai 1529, un enfant de seize ans, George Frey, torturé, puis décollé, c'est qu'il avait, dans des placards répandus clandestinement, accusé plusieurs membres des Conseils d'avoir voulu faire égorger tous les citoyens qui ne seraient pas protestants², et les édits strasbourgeois contre les *pasquins*, étaient d'une rigueur extrême et le restèrent jusqu'à la fin de l'existence de l'autonomie de la cité. Un anabaptiste, Claude Frey, est bien noyé, au pont du Corbeau, en mai 1531; mais il est condamné non pour ses croyances, mais pour le crime de bigamie³. La peine de mort reste donc une exception rare pour celui d'hérésie, tandis que les longues prisons et les expulsions deviennent de plus en plus fréquentes, à mesure que les anabaptistes pullulent⁴ et que la discipline ecclésiastique est renforcée par un plus long usage. Un édit du 27 juin 1527 défendait à tout bourgeois d'héberger un anabaptiste notoire et endurci. C'est qu'il commençait à y en avoir partout; ils tenaient des conventicules non seulement dans de nombreuses maisons particulières, mais des assemblées plus nombreuses dans les bois d'Eckboisheim, de la Robertsau, aux alentours de la ville; ils recherchaient et provoquaient les controverses, ils trouvaient des imprimeurs pour leurs feuilles volantes et il semble bien qu'ils réussissent assez à les répandre. Certains esprits plus larges éprouaient pour eux une certaine sympathie et Capiton lui-même fut accusé de s'être laissé « corrompre par eux⁵ ». Bucer, lui

1. Chronique d'Osée Schad, manuscrite, *ad annum 1527* (Bibliothèque municipale de Strasbourg). Voy. aussi Buheler, p. 76.

2. Imlin, p. 50-52.

3. Brant, p. 222, etc.

4. Sur les causes qui facilitèrent le développement de la secte et des groupements analogues, nous recommandons les observations très suggestives de M. Anrich, *op. cit.*, p. 33-35. Il faut d'ailleurs se garder, en parlant des anabaptistes strasbourgeois, de trop songer aux évergumènes de Munster.

5. Il avait eu des doutes momentanés sur la valeur religieuse du baptême des enfants.

aussi, avait eu peut-être, à ses débuts, quelques idées communes avec les sectaires, mais tandis que ceux-ci restaient des individualistes extrêmes, le réformateur strasbourgeois s'éprenait de plus en plus de son concept de la *respublica christiana*, de l'État chrétien, qui a charge d'âmes, et dont la législation sévère doit réprimer les hérésies ouvertes, comme les autres vices, fortifiant l'Église par l'appui du bras séculier. A ce point de vue, le pédobaptisme redevient une institution nécessaire, comme bien d'autres traditions du passé; la pensée théologique se fige, pour ainsi dire, et dix années à peine après le grand mouvement réformiste, l'*Église de l'esprit*¹ est redevenue une *Église des sacrements*.

Si ce travail n'était pas de dimensions forcément restreintes, on pourrait signaler l'existence d'un dernier groupe, dans le microcosme strasbourgeois d'alors, celui de ceux des adhérents de la Réforme qui avaient été et qui voulurent rester avant tout humanistes, d'esprit plus libre, et par cela même se rendirent suspects aux théologiens, à mesure que ceux-ci se sentaient plus maîtres du terrain². Ces professeurs, ces savants, ces littérateurs ne furent jamais bien nombreux, mais par leur plume et leur parole, ils exerçaient autour d'eux une certaine influence dans les sphères que nous appellerions volontiers académiques, mais qu'on ne peut désigner encore de ce nom, puisque l'Académie n'était pas créée. Les deux principaux représentants de cette tendance qu'on pourrait aussi dire libérale, furent l'ex-chartreux Othon Brunfels, né en 1488, près de Mayence, qui, lorsqu'il était encore au cloître, à Strasbourg, publiait, en 1509, un premier opuscule pédagogique, et qui, après avoir été quelque temps prédicateur ailleurs, revenait dans cette ville, en 1524, et y créa une école latine bientôt prospère, en même temps qu'il

1. On sait que Bucer aimait beaucoup à se servir de ce mot, et que Luther lui-même, l'ayant entendu prêcher à Wittemberg, lui dit en souriant : « Très bien, docteur. Mais vous parlez toujours de l'esprit, de l'esprit » (*vom gaischt, vom gaischt*) en imitant l'accent alémanique du réformateur strasbourgeois. (Eug. Stern, *Martin Bulzer*, p. 71.)

2. Bucer les appelait dédaigneusement des « Épicuriens ».

étudie lui-même la botanique et la médecine et se fait connaître par de savants écrits sur ces matières alors bien moins cultivées que la théologie; un peu plus tard, nous voyons arriver Jean Witz, plus connu sous son nom latinisé de Sapidus, né à Schlestadt, en 1490, le propre neveu de Wimpheling. Jeune encore, il avait été appelé à la direction de l'École latine de sa ville natale et en avait continué les traditions glorieuses, au point d'y réunir jusqu'à neuf cents élèves. Mais s'étant prononcé pour les idées de Luther, il avait été congédié par le Magistrat, fidèle à l'ancienne foi. En 1525, il était nommé directeur d'une seconde école latine, à Strasbourg. Malgré leurs mérites, mais non sans qu'il y ait eu de leur propre faute, ces deux savants ne réussirent pas à vivre longtemps en harmonie avec les pouvoirs constitués sous les ordres desquels ils se trouvaient, et leurs épouses semblent avoir été pour quelque chose dans ce désaccord. Dans les censures réciproques, échangées au synode de 1533, on reproche à Sapidus de ne pas conduire ses élèves assez souvent au service divin; on reproche à sa femme de porter des habits « indécents » (*ungebürliche Kleider*); on reproche à la femme de Brunfels ses dépenses exagérées, son orgueil. En revanche, nous apprenons par ce même document que Sapidus s'est plaint de ce que les prédicants soient si arrogants, si peu patients pour les travers de leurs ouailles et de ce qu'ils les invectivent « d'une façon si diabolique¹ ». Rien d'étonnant à ce que Brunfels, nommé professeur de médecine à l'Université de Berne, ait quitté volontiers Strasbourg dès 1533². Sapidus, lui, préféra se soumettre plutôt que de se démettre; aussi fut-il nommé professeur au Gymnase, lors de la création de l'école, en 1538; il était même chanoine du chapitre protestant de S. Thomas quand il mourut en 1561. Il fut le beau-père de Jean Sturm³, qui continua, mais avec moins de succès encore,

1. Engel, *Das Schulwesen in Strassburg vor... 1538*, Strasb., 1886, in-4, p. 51.

2. Il est mort à Berne dès 1534. C'est un des pères de la science botanique moderne.

3. J'aurais dû dire « l'un des beaux-pères » de Sturm, car le célèbre rec-

cette opposition des humanistes de pensée plus libre contre le dogmatisme de plus en plus intransigeant des nouveaux chefs de l'Église.

ROD. REUSS.

(A suivre.)

ODET DE LA NOUE¹

Le second séjour de La Noue à Genève fut de courte durée et consacré entièrement à des travaux d'ordre militaire. Mais nous pouvons supposer que le gentilhomme français y noua plus étroitement les liens d'amitié déjà contractés avec certains Genevois de distinction, avec le professeur Jean Diodati entre autres, le célèbre traducteur de la Bible et des psaumes².

En effet, nous savons par deux lettres, datées l'une de 1608 et l'autre de 1609³, qu'Odet de La Noue était en relations avec lui. Lettres précieuses pour nous, car elles sont, à notre connaissance, les seules dans lesquelles nous voyons Odet se préoccuper de questions littéraires. Nous en reproduisons ici les principaux passages, qui montrent combien précis, méticuleux même, était cet esprit.

teur de la Haute-École fut marié trois fois; sa seconde femme, Marguerite Wigand, était la belle-fille de Sapidus. (Ch. Schmidt, *Vie de Jean Sturm*, p. 214.)

1. Voy. plus haut, p. 81 à 111.

2. Sur Diodati et sa traduction de la Bible, voy. la *Vie de Jean Diodati*, par Eug. de Budé, chap. VIII, p. 158 et ss. (Lausanne, Bridel, 1869).

3. Cf. *Bulletin de la Soc. d'Hist. du protest. fr.*, vol. XVI, p. 19.

I

Paris, 24 avril 1608.

Monsieur. Il me souvient qu'estant à Genève¹ vous me listes ce bien d'approuver quelques-uns de mes Psaumes en italien, qui me donna envie d'y travailler quelquefois; et de fait à mes heures de loisir (qui ont esté fort rares depuis ce temps-là), j'en ay parachevé jusques à cinquante; lesquels comme je voulu copier tous ensemble pour vous en faire présent, il me souvient que ceste nouveauté de rimes masculines vous avoit semblé fort malaisée à faire gouter pour encore; de sorte que je me résolus de les changer². J'en suis donc venu à bout, avec l'aide de Dieu, et les vous envoie seulement pour vous estre tesmoignage de mon amitié et du contentement que je reçois d'avoir part en la vostre, en attendant de vous en asseurer par quelque effect plus important, si l'occasion s'en présente. J'y ay ajousté des chants de ma façon, qui, je m'assure, ne seront point trouvez désagréables pour la plus part. Es trente premiers que j'avois faitz sur le chant des vostres, j'en ay retenu plusieurs, en raccommoiant seulement les cadences. Je seray bien aise d'en avoir vostre avis, et sur tout de la traduction, en laquelle je pourray rabiller ce que vous trouverez de defectueux, notant cependant que je ne me suis pas toujours assujetty à une version seule; mais me suis servy et de la vostre et de la nostre en prose et en rime, et surtout de la paraphrase de Mons^r de Bèze. Pour le langage, je me suis assujetty au vostre, comme celui que vous tenez réformé sur l'ancien, où aujourd'hui les Italiens veulent ramener le leur; et n'ay point uzé de mots dont je n'aye trouvé les autoritez dans le *Memoriale di Giacomo Pergamino*, dont je me sers, attendant celui qu'on imprime à Florence...

II

A Montreuil-Bonnin, près Poitiers, 7 juillet 1609.

...J'ay veu vostre Pseaume 19^e que je trouve très beau. Je vous en envoie encore trois des miens. J'ay fait un essay au 68^e de cette façon de chanson que vous aprouvez le plus. Je suis content de céder pour cela à vostre jugement; mais je ne vous

1. Diodati avait, sans doute à ce moment-là, remis à La Noue « un échantillon de sa translation de la Bible italienne », pour le president de Thou. Cf. *Vie de Jean Diodati*, p. 169.

2. Cf. *Loc. cit.*, p. 187.

celeray pourtant point que, pour l'effect que vous désirés, je trouve ceste façon incommode. S'il estoit question de traduire les Pseaumes seulement pour les doctes, et pour les considérer en les lisant comme Poëmes exactement élaborés et fidèlement traduits, à la vérité je trouverois ces longs couplets fort bons, et cet artifice beau, de laisser le sens entrecoupé à l'heure qu'on attend plus tost une conclusion : mais où il s'agit de mettre en la bouche, plus des ignorants que des sçavants (pour ce qu'ils sont en plus grand nombre), les louanges de Dieu pour les chanter avec édification, il me semble que la clarté, et par conséquent la brièveté des périodes est nécessaire : car d'autant que le chant est plus tardif que la simple lecture, si il n'est aydé en ceste façon, malaisément peut-on entendre ny gouter les paroles qu'on profère. J'y trouve une autre difficulté, qu'il n'est pas facile de donner des chants agréables à si longs couplets, ny facile au peuple de les retenir, quand il s'en seroit rencontré ¹. J'ay fait le 69^e d'une façon particulière dont je n'avois point encore uzé. Vous en jugerez. Je tiens aussi que le plus près qu'on se peut tenir des expresses paroles du texte, on fait le mieux. Et croy que cela sera mieux receu, et moins sujet à estre calomnié. Or prenez de bonne part, je vous prie, mes opinions que je vous dépose dans le sein plus tost pour les juger que les suivre. Sans mentir, si j'estois bien résolu du chemin que je devrois prendre pour travailler utilement, je serois bien plus hardy et plus diligent; mais doutant si cela servira, j'y marche a tastons, et y vaque plus pour m'exercer, et prendre quelque honeste plaisir que pour autre chose. J'en ay achevé à ceste heure jusques au 70^e, que je vous ay tous envoyez. S'il y en a quelqu'un entre les autres dont le modèle vous plaise, mandez-le moi; j'en pourray tousjours esbaucher quelqu'un de semblable. Si vous eussiez fait le voïage que vous vous proposiés ², j'eusse eu ce bien d'en conférer avec vous plus particulièrement, et de me résoudre de mes doutes plus facilement, beaucoup [plus] que par le moyen des lettres dont les répliques sont si longues. Cependant tenez-moy tousjours, Monsieur, pour vostre plus humble et affectionné à vous faire service.

LANOUE.

1. Ne faut-il pas lire contenté? (*Réd.*)

2. Diodati fit ce voyage deux ans plus tard. En effet, il se rendit à l'Assemblée de Saumur, en 1614, pour « exciter la sympathie des réformés en faveur de la cité de Calvin, toujours menacée par le duc de Savoie ». Cf. *B. S. H. P. F.*, t. XXXI, p. 485 et *Bibl. de Genève*, cart. 197^{aa} 6. Enfin, en 1614, Diodati fit un séjour de six mois à Nîmes, où il donna des leçons de théologie que les magistrats, consuls et consistoire de la ville réclamaient depuis longtemps. *B. S. H. P. F.*, *Idem*.

Neuf ans plus tard, en 1618, La Noue écrit une fois encore au professeur Diodati. Nous donnons ici quelques extraits de cette troisième lettre, intéressante tant pour la traduction de la Bible de Diodati que parce qu'elle met en lumière les préoccupations de styliste de notre auteur. (Elle donne à entendre aussi que La Noue est bien l'auteur du *Dictionnaire des Rimes*.)

III

Paris, 26 fév. 1618.

..... Quant à vostre entreprise d'illustrer la Bible françoise, et au texte et ès annotations, je la louë extrêmement, je la vous ay louë à vous mesme, quand je vous en ay ouy parler. Je vous exhorte encore et vous conjure d'y travailler comme à un œuvre excellent et digne de vous, que je reconois pour un des plus capables qui y puisse mettre la main. Si j'y pouvois contribuer, je le ferois volontiers ; mais ne pouvant voler si haut, je me suis contenté, selon ma portée, d'y corriger beaucoup d'impropriétés au langage, et changer beaucoup de termes de divers dialectes, en autres purement françois. Je vous avouëray toutesfois qu'au Nouveau Testament je me suis dispensé de passer plus oultre, et d'aporter mon jugement entre le texte grec et diverses versions et commentaires, où quelquefois nostre françois m'a semblé defectueux. Si je n'ay bien rencontré, pour le moins n'a ce point esté sans rencontrer des sujets de doutes lesquelles je sousmettray néantmoins à la censure de ceux qui y sont plus versez que moi. Si vous vouliez venir en France vous divertir quelque temps, je m'obligerois volontiers de vous y servir en ce qui est de ma capacité, et vous promettrois d'y contribuer pour la pureté du langage autant peut estre que personne, pour ce que j'ay pris peine d'y savoir quelque chose, et la plus part dédaignent telle estude...¹.

Des trois lettres citées, nous pouvons tirer les renseignements suivants :

La Noue traduisit un certain nombre de Psaumes en italien, 70, à ce qu'il semble. Malheureusement, ces

1. Dans le *Grand Dictionnaire des rimes françaises*, que l'on attribue à Odet de La Noue, l'on trouve dans la préface une phrase presque semblable.

traductions sont perdues. En tout cas nous n'avons pu les trouver nulle part. Elles ne furent probablement jamais imprimées.

A ces Psaumes, il faut ajouter des chants, « des chants de ma façon », comme dit La Noue, et qui sont probablement aussi des cantiques. Sans doute avait-il pastiché les Psaumes de Clément Marot et ceux de Théod. de Bèze, comme c'était grandement la mode. « Je ne me suis pas toujours assujetty a une version seule ; mais me suis servy et de la vostre et de la nostre en prose et en rime, et surtout de la paraphrase de M. de Bèze. » Par cette version qu'il appelle « la nostre », La Noue entend sans doute celle qui était en usage alors dans les Églises réformées de France.

Dans la deuxième lettre à Diodati, Odet parle en bon huguenot dont l'un des majeurs soucis est d'être bien entendu de tous. La question n'est pas, en effet, de traduire « pour les doctes », mais bien pour les ignorants, « pour ce qu'ils sont en plus grand nombre ». Il lui semble donc que la clarté, « et par conséquent la brièveté des périodes est nécessaire ».

Nous verrons que c'est là, en effet, l'une des préoccupations constantes de La Noue : être clair. Ses poésies, contrairement à tant d'autres de cette époque, même chez les plus grands maîtres, sont toujours parfaitement claires et simples. Il n'usera jamais de ces mots composés qui étaient alors tellement en vogue et qui furent l'un des éléments du succès de son coreligionnaire Du Bartas. Mieux : il se crut obligé de les expliquer, et il ajouta dans cette intention, à son « Dictionnaire des rimes françoises », les *Epithètes, recueillies des Deux Sepmaines et autres Œuvres Poétiques de G. De Saluste, Seigneur du Bartas : et mis en ordre pour le contentement et soulagement de ceux qui aiment la poésie Françoise.*

Enfin, dans la troisième lettre, il écrit au théologien genevois, qu'il s'est borné, en examinant sa « Bible françoize » d'y corriger « beaucoup d'impropriétés au langage, et changer beaucoup de termes de divers dia-

lectes, en autres purement françois », ce qui confirme ce que nous avons dit plus haut ¹.

*
* *

Quelques années plus tard, en 1617, Odet de La Noue est envoyé, aussi imprévu que cela puisse paraître, par Richelieu, comme ambassadeur extraordinaire en Hollande ². Dans ses mémoires, le cardinal explique, en effet, que « le roi envoya en ambassade extraordinaire M. de La Noue en Hollande, où son nom et sa religion le rendoient agréable ³ ».

Il faut se souvenir que le Bras de Fer l'avait épousé Marguerite de Téligny, dont le père avait été l'une des plus illustres victimes de la Saint-Barthélemy. La mère de Marguerite de Téligny, Louise de Coligny, avait épousé en secondes noces Guillaume de Nassau, prince d'Orange, lequel se trouvait être ainsi le mari de la belle-mère de La Noue. On comprend, quand on connaît cette alliance, pourquoi Richelieu choisit l'un des chefs huguenots pour parler au nom de la France dans les Pays-Bas.

En même temps que La Noue, deux autres envoyés extraordinaires se rendaient, l'un en Angleterre, l'autre en Allemagne, pour exposer l'état des affaires de France et justifier les mesures et la politique du nouveau ministère ⁴. La Noue était chargé de faire rentrer en France les deux régiments au service de la Hollande, et, de plus, « les cinq mille Hollandois qu'ils me doibvent fournir, en vertu du traité faict avec eux... » comme le lui écrit le roi en date du 25 février 1617.

Et, sans doute, pour s'attacher le plus possible son envoyé extraordinaire comme peut-être aussi pour que

1. Voir Ouvré (H.), *Essai sur l'histoire de Poitiers depuis la fin de la Ligue jusqu'à la prise de la Rochelle*. Poitiers, 1856.

2. *Lettres et Papiers d'Etat du Cardinal de Richelieu*. Paris, Impr. Impér. t. I, p. 253.

3. *Mémoires* (Liv. VIII, p. 381). L'ambassadeur ordinaire était Aubery du Maurier, un Réformé, lui aussi.

4. *Mémoires de Pontchartrain*, t. XVII, p. 180. Cf. *Aubery du Maurier*, par H. Ouvré. Paris, 1883.

ses bonnes intentions soient connues à la cour de Hollande, le monarque, ou plutôt son ministre ajoute :

Je m'estonne fort des bruits qu'on fait courir pour persuader que je voudrois attaquer mes sujets de la religion prétendue réformée, que je conserveray si soigneusement, se maintenant en leur devoir comme je n'en doute point, que je n'espargneray rien pour les garantir du mal et les maintenir en ce que je leur ay accordé par mes edicts. Ces artifices sont trop grossiers pour qu'ils fassent quelque impression en ceux qui, ayant du jugement, sont dépouillés de passion, et je m'assure que vous l'effacerez de l'esprit de ceux qui vous tesmoigneront l'avoir prise.

Mais ces pourparlers n'aboutirent pas, et la mort du maréchal d'Ancre, qui arriva à peu près dans ce moment (avril 1617), amena sans doute le retour de La Noue en France; car l'on ne sait rien sur la fin de son ambassade.

Il mourut l'année suivante, en 1618, au mois d'août et fut inhumé dans le cimetière des Saints Pères¹, le premier cimetière huguenot à Paris. Il était conseiller du roi, chambellan, « mareschal de camp en ses armées ». Et c'est ici le lieu de rappeler ce que disait de lui un rapport confidentiel² : *homme de bien, vertueux et vaillant, ennemi du désordre*, parole qui aurait pu servir d'épithaphe pour le tombeau de ce digne fils du *Bras de Fer*.

Il s'était marié avant 1593 (probablement en 1592, peu après sa sortie de prison), avec Marye de Lanoy³, dont nous ne savons pas grand'chose. Nous n'avons rencontré aucun document se rapportant à elle. L'on sait seulement qu'elle donna trois enfants à son mari. Elle habitait le château du *Plessis-aux-Tournelles* en Brye⁴,

1. On lit, en effet, dans les registres des sépultures de protestants publiés par le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français* (t. XII, p. 277) : « Haut et puissant seigneur Odet de La Noue, chevalier seigneur dudit lieu, conseiller du roy en ses conseils, son chambellan ordinaire, capitaine de cinquante hommes de ses ordonnances et mareschal de camp en ses armées, a esté enterré à Saint-Père, le 25 d'août 1618 ». Ce cimetière s'appelait aussi Saint-Germain. Il se trouvait sur l'emplacement de la maison qui porte actuellement le numéro 30 de la rue des Saints-Pères.

2. Fonds de Béthune. Bibl. N. n° 9344.

3. Ou de Launay.

4. Commune de Cucharmoy (Seine-et-Marne).

propriété de Marie de Luré, seconde femme du *Bras de Fer*. Le registre des baptêmes administrez en l'Église refformée de Mouy¹ depuis l'an 1592 mentionne, en effet, à la date du 24 juin 1593, le baptême d'une fille d'Odet de La Nouë et de sa femme Marye de Lanoy : « le parin a esté Ysaac de Vauldray, sieur de Mouy; la marine, Mary de Luré, dame du Plessis, veufve de deffunct Monsieur de La Nouë ».

Cette Marie se maria avec *Louis de Pierre-Buffière, sieur de Chambret*², âgé de cinquante-quatre ans; bientôt veuve, elle se remaria avec un vieillard, *Joachim de Bellengreville*, grand prévost de France; puis veuve de nouveau, elle épousa, en troisièmes noces, le vieux *maréchal de Thémynes*. Sa sœur, *Anne*, épousa *David de La Muce*. Leur frère, *Claude*, vécut retiré à Montreuil-Bonin, épousa Mlle de Saint-Georges-Vérac, et mourut après 1666³, sans laisser de descendant mâle⁴.

II

Bibliographie

Nous connaissons d'Odet de La Noue, les ouvrages suivants :

1) PARADOXE que les adversités sont plus nécessaires que les prospérités : Et qu'entre toutes, l'estat d'une estroite prison et le plus doux et le plus profitable. Par le Seigneur de Tellingny. 1588. Par Jean de Tournes. Impr. du Roy. A Lyon.

2 pp. pour le titre et la dédicace : « A Monsieur de La Noue, mon père », signée Odet de La Noue, du chasteau de Tournay, le 23 de novembre 1587⁵. — 47. pp. chiff. pour le texte. Les 4 dern. p. sont occupées par une pièce de vers. « A M. de Tellingny », signée P. C. D. F. [Philippe Canaye de Fresne], un sonnet

1. Arrondissement de Clermont, Oise.

2. Ou Chambray.

3. Cf. Haag, *Fr. Prot.*, VI., col. 304.

4. De cette union naquit une fille, Marie, qui épousa en 1641. *Léonor Antoine de Saint-Simon*, marquis de Courtomer.

5. En caract. de civilité.

signé Jos. du Ches, [du Chesne] — une troisième pièce l. de Chan. — une quatrième par « le mesme »¹. Enfin la dernière reproduit la marque des de Tournes¹.

Odet soumet ce premier essai de sa plume à son père, en s'excusant de n'avoir pas su mieux réussir. « Un petit d'art, qui me manque, m'y eust faict, et me fait encores grand besoing. »

Il l'écrivit vers le trentième mois de sa captivité. Après un court préambule pour expliquer son Paradoxe et montrer que, quant à lui, il se trouve plus heureux en prison qu'en liberté, Odet établit que tout être vivant va, d'instinct, vers le bien et fuit le mal.

Dans l'enclos spacieux de ce rond firmament
Tout ce qui est pourveu d'âme et de sentiment,
De soy tend vers le bien ; cest instinct, de nature,
Est gravé dans le cœur de toute créature,

Mais le bien et le mal de tous n'est pas semblable :
Ce qui profite à l'un, à l'autre est dommageable.

Chez les bêtes, le bien c'est le contentement du corps.
Chez l'homme où coexistent l'âme et la bête, l'aspiration
est nécessairement double.

Aussi chacun, de soy, tend tousjours vers son lieu :
L'un panche contre-bas ; l'autre s'eslève à Dieu.

C'est la lutte où peu sont vainqueurs, où nous recherchons même la défaite, et pour laquelle, cependant, nous préparons nos enfants dès leur âge le plus tendre :

Pas un d'eux ne veut voir son enfant en paresse :
Il l'excite, il l'exerce, et travaille sans cesse :
Il ne luy défend rien plus que l'oisiveté,
Ne luy permet jouir d'aucune volupté,
Sachant que tel chemin à la vertu ne meine
Et que pour l'acquérir il faut suivre la peine.

Lutte pour laquelle nous sommes faits.

1. Il existe une autre édition de la même année, 1588, *A La Rochelle, Par Hierosme Haultin*. S. (Bibl. de Versailles. E. 464. c.)

Nous sommes en ce monde en tiltre de soldats

et ce n'est pas vaine parole de poète, Odet l'a bien prouvé.

La vie est une guerre...

dit-il plus loin. Idée qui lui est chère et qui était sans doute, en cette orageuse fin d'un des plus tragiques siècles de notre histoire, très profondément vraie. Mais il entend guerre morale, guerre du bien contre le mal.

Il faut donc confesser, qu'en nous-mêmes demeure
Ce qui nous fait heureux et ce qui nous malheure.

Et c'est de Dieu seul ou de son Fils que nous pouvons espérer secours. Lorsque nous nous en remettons à lui toute souffrance devient légère, et il cite en exemple les martyrs :

Combien en a on vu joyeux devant le feu
Chanter à qui mieux mieux les louanges de Dieu?

Autant de paradoxes que la nature ou les événements proposent chaque jour à notre méditation et que nous sommes forcés d'accepter avec une chrétienne philosophie.

L'homme

Se void-il despoillé d'une riche opulence
Réduit à vivoter à petite dépense,
N'ayant plus qu'un habit pour se couvrir la peau
Au lieu qu'il en avoit tous les jours un nouveau?
Il escoute Saint Paul, qui dit qu'on se contente
Du vivre et de l'habit en la vie présente :
Veu que venant au monde on n'a rien apporté,
Et que rien en mourant ne peut estre emporté.

Mais tout sera bien si l'on comprend que la mort n'est rien autre que l'arrivée dans sa patrie après un long et dangereux voyage. L'homme, enfin délivré des tentations et de la lutte, entre au calme port du dernier repos.

Il faut donc confesser, que de l'adversité
L'estat est plus heureux que de prospérité..

Et, revenant à ses propres épreuves, il se félicite du sort qui l'a fait prisonnier :

La prison est un lieu, là où Dieu nous séquestre
Loin-loin des vanitez de ce monde terrestre.

L'on y peut lire, travailler, méditer :

Chacun, selon les dons qu'a receus son esprit
De la faveur divine, y peut faire profit :
Qui pour scavoir reigler une injuste police,
Qui nettoyer les mœurs de l'ordure du vice,
Qui tirer du tombeau la vieille antiquité,
Qui discerner le faux d'avec la vérité,
Qui sur tant de beaux faits des antiques gens d'armes
Former son jugement aux guerrières alarmes
(Car souvent la lecture apprendra le soldat,
Plus que s'il se trouvait tous les jours au combat¹.)

Et qu'on n'objecte pas que des difficultés matérielles peuvent surgir et empêcher cette félicité intime ; La Noue écarte cette supposition par un vers qui ne manque pas de beauté :

Dieu prend toujours le soin de quiconque le craint.

Plus loin La Noue conte les occupations de sa journée : le matin, lecture des Saints Livres. Puis il feuillette quelque ouvrage « payen » dont plusieurs lui semblent plus édifiants que « l'indocte arrogance » de certains contemporains. Il lit les poètes, bien qu'ils chantent « des lascives amours, des feintes et des songes ». Sans doute s'agit-il de Ronsard et de ses brillants disciples. Il s'essaye, lui aussi, polissant probablement les sonnets qui formèrent le recueil des *Poésies chrestiennes*. Pour se reposer :

Ore à sonner d'un luth je travaille mes doigts²...

1. C'est l'année précédente, 1587, que le père du poète, François de La Noue¹ faisait éditer ses *Discours politiques et militaires*, conçus et écrits dans sa prison.

2. Nous avons dit plus haut qu'Odet de La Noue s'était occupé de musique sous la direction de Claudin le Jeune. A la mort de celui-ci, sa sœur Cécile,

ou bien il chante en s'accompagnant sur une épinette. Tout le passage est à lire, car il est charmant. Et il conclut :

Ainsi puis-je asseurer avec bonne raison
Qu'il n'est plus bel estat que celui de prison.
Je n'esprouvay jamais une plus douce vie ;
Je ne fus onc atteint de moins de fascherie.

Ce *Paradoxe* en douze cents vers à rimes plates est ce qu'Odet de La Noue a réussi le mieux ; car il n'y parle pas continuellement le langage abstrait et ennuyeux qu'il crut devoir adopter, à l'imitation de tant d'autres, lorsqu'il rédigea les *Poésies chrestiennes*. L'inspiration élevée est servie par une plume déjà rompue, souvent élégante, presque toujours correcte. Sa langue est remarquablement simple, pure, dénuée de cette prétention et de cette recherche d'imprévu ou de sublime qui rendent si fastidieuse la lecture de tant de poètes du deuxième ordre de la même époque. Et, s'il manque parfois d'originalité, de personnalité, du moins pense-t-il et écrit-il avec clarté ; aussi lorsqu'il « rencontre » heureusement, cela tient beaucoup plus souvent — comme chez tout écrivain véritable — à l'emploi judicieux de son vocabulaire qu'à un artifice de styliste¹.

dédia à Odet un ouvrage posthume du compositeur. Le poète y mit ces douze vers en manière d'épigraphe :

Sur les Psaumes en musique mezurée de Claudin Le Jeune.

Par ces Psaumes mezurés,
Les esprits sont attirés
D'une si forte puissance
Que soit docte ou ignorant
(S'il n'est tout plein d'impudence
Ou du tout sans jugement)
Doit avouer sans réplique
Parfaicte notre musique :
Et que Le Jeune est celuy
Qui la rendit si exquize,
Et qui, si haut l'ayant mize
Tira l'échelle après luy.

1. Le *Paradoxe* fut traduit en anglais au commencement du XVII^e siècle, sous le titre suivant : *The Profit of Imprisonement, a Paradox, Written in French by Odet de La Noue, Lord of Teligny, being Prisoner in the Castle of Tournay, translated by Josuah Sylvester.* (La version anglaise se trouve à la suite des œuvres de Du Bartas, traduites par le même Josuah Sylvester. 1611. In-4°.)

II) POÉSIES || chrestiennes. || DE MESSIRE ODET || DE LA NOUE, CAPITAI-||ne de cinquante hommes d'armes, et Gou-||verneur pour sa Majesté au fort de Gournay || sur Marne. || NOUVELLEMENT MISES EN LU-||mière par le Sieur de la Violette. || Le contenu en ce livre se void après la Préface. || Pour les héritiers d'Eustache Vignon || 1594, in, de 4 ff. liminaires contenant le titre; l'Épistre, dédiée à M^{me} de La Noue (femme de Bras-de-Fer et belle-mère d'Odet) signée *de La Violette*; un sonnet « sur les poesies chrestiennes de Monsieur de La Noue » à Joseph Du Chesne, sieur de La Violette, etc... signé S. G. S. (Simon Goulard, Senlisien); et le « Contenu ». Puis 311 pp. numérotées.

L'ouvrage est divisé en 150 sonnets chrestiens compris en trois parties : 1. La Maladie; 2. Le Remède; 3. La Guérison. — 9 Cantiques chrestiens. — 12 Odes. — 1 Discours méditatif sur la semaine de Pasques. — 1. Stances contre la vengeance. — 1. Paradoxe, touchant les adversitez.

C'est là, à proprement parler, l'œuvre complet de La Noue. Encore n'a-t-il vu le jour que grâce à l'admiration de Du Chesne, sieur de La Violette. Le *Paradoxe*, antérieur aux poésies de six ans, a été réimprimé dans le présent ouvrage.

Les *Poesies*, écrites en grande partie pendant la détention de l'auteur à Tournay, ou tout de suite après sa délivrance, furent éditées par Jos. Du Chesne, sieur de La Violette, médecin du Roi Henri IV, poète lui aussi, et ami de la famille de La Noue. Comme nous l'avons dit, l'*Epistre* dédicatoire est adressée : A Madame de La Noue, belle-mère de l'auteur, et signée Du Chesne.

Madame, dit-il, un des plus grands contentements que j'aye receu la dernière fois que je fus en Cour, c'est d'y avoir veu et fréquenté quelque temps familièrement avec Monsieur de La Noue, vostre fils, qui par ses vertus fait revivre toutes les belles et rares qualitez dont feu Monsieur vostre mari, son père, a esté doué entre les seigneurs de la France... Un jour, sur le chemin de vostre maison de Lumigni jusques à Melun, où nous allions pour y trouver le Roy, les Muses (desquelles il est un grand mignon) ne furent oubliées. Il me récita par cœur beaucoup de Sonnets, Cantiques et Odes Chrestiennes qu'il avoit composés lorsqu'il estoit détenu prisonnier en Flandre... C'est

ce qui m'occasionna à le supplier très instamment qu'il donnast à mon œil autant de contentement qu'à mon oreille en m'otroyant la lecture de toute l'œuvre entière. Ce qu'il m'accorda très volontiers, mais à condition qu'autre que moy ne jouyroit de ce doux fruit, qu'il estimoit, quant à lui, rude, peu agréable, et comme creu parmi des espineux boscages sus un infertile sauvageon...

Tel n'était pas l'avis du Sieur de La Violette, ni celui de Simon Goulart, le célèbre ministre de Genève, qui proclame dans le sonnet liminaire :

Honorable est l'auteur, pour son chenu sçavoir,
Pour sa fasce guerriere, et pour l'heureux devoir
Qu'il fait de procurer repos à nostre France.

Les *Poesies Chrestiennes* comprennent 150 sonnets divisés en trois parties : 1) la Maladie ; 2) le Remède ; 3) la Guérison. On devine assez qu'il s'agit de la maladie des âmes et de leur rétablissement par la doctrine chrétienne. Le succès du Psautier de Marot et de Bèze, alors dans son plein, excitait certainement les jeunes Huguenots à chercher leurs modèles dans les livres poétiques de la Bible, avant tout dans celui du roi David, éternelle source d'inspiration chrétienne. Mais nous n'hésitons pas à dire que c'est la partie la plus faible de l'œuvre de La Noue et qu'elle est fort au-dessous de son *Paradoxe* et surtout de ses lettres. Car, en fin de compte, il faut bien l'avouer, comme tant d'autres auteurs du xvi^e siècle, La Noue est meilleur prosateur que poète. Dans son *Paradoxe*, il y a une certaine vie, un mouvement, une action qui tiennent au développement ou à ce qu'il conte de sa propre histoire. Mais ces qualités ne se retrouvent pas dans les sonnets qui, trop abstraits, trop théoriques (si l'on peut dire) empruntent aux mots et à la pensée inspiratrice quelque chose de languissant et de monotone qui en rend une lecture continue fort aride.

Nous citerons comme exemples les sonnets XIV et XXXII, les meilleurs à notre gré, mais nous nous garderons de faire aucune comparaison avec Du Bellay ou

Ronsard ainsi que le proposent MM. Haag, dont la bienveillance nous semble réellement exagérée.

XIV

La vanité ressemble le poison
Que l'homme avale en une confiture,
L'un dans le corps verse au cœur son ordure,
L'autre dans l'âme infecte la raison.

L'un semble à voir quelque chose de bon
Quand on lui void si douce couverture :
Et l'autre aussi qui de belle parure
Masque l'horreur d'une orde trahison.

Puis la rigueur de leur caute malice
En peu de temps si finiment se glisse
Qu'il faut céder à ses rudes efforts.

Mais l'un ne peut qu'un coup tuer le corps,
Et l'autre donne en l'éternel supplice
A corps et âme un million de morts.

.

XXXII

L'adolescent de longtemps desgousté
Des rudes loix de quelque estroite escole,
Quand il en sort il lui semble qu'il vole
D'une prison en pleine liberté.

Mais pour un maistre à qui il s'est osté
Qui l'amendait de fait et de parole,
Sous cent tyrans bien souvent il s'envole
Qui le font pire et serf d'iniquité.

Celuy s'abuse ayant l'âme en la chaine
Des passions dont elle a tant de peine,
S'il se tient libre et fust-ce un empereur,

Il n'y a pas pire prison sur terre :
Mais qui un coup de ces ceps se desferre,
Fust-ce un forçat, il est plein de bonheur.

Ces vers n'ont ni l'inspiration, ni le charme, ni même le naturel de ceux des auteurs de la Pléiade.

L'on trouve cependant, ici et là, des choses charmantes, témoins ces deux vers du sonnet XVIII de « la Maladie » :

Car on doit plus aider qui plus on aime :
Et qui a-t-on plus ami que soyemesme?

C'est même la seule pièce dont la chute soit bonne, les autres se terminant pour ainsi dire toutes de la façon la plus terne, la plus impropre à frapper. M^r Henri Hauser a remarqué avec justesse que c'est bien là un défaut de famille, car on le retrouve dans la prose du Bras-de-Fer¹. Mais citons encore le sonnet XLI, de la III^e partie, qui est l'un des mieux venus :

XLI

Si l'homme à qui le vin tient l'esprit abruti,
Se jette à l'estourdie en maint danger extrême,
Dont (desyvré qu'il est) il s'estonne luy-mesme,
Et trouve à te louer d'en estre garanti :

Quelle matière en ay-je or que je suis sorti,
Par le divin secours de ta vertu suprême,
Du péril où mon cœur m'avoit conduit (de mesme)
Yvre des vanitez qui l'avoient abesti?

Certes c'est grand sujet de louer ta clémence,
Qui, pour ne me laisser en proie à ta vengeance,
N'a jamais en mes maux voulu m'abandonner.

Mais de m'esmerveiller je n'ay point de matière,
Pour me voir tant faillir et toy tant pardonner :
Car c'est à tous les deux chose assez coustumièr.

Cela sent son huguenot, son moralisateur, mais d'une tout autre manière que d'Aubigné. La forte et savoureuse

1. Voy : *Marie de Juré, Odet de Teligny et la captivité de François de La Noue d'après des lettres inédites* (1580-1590), publ. par H. Hauser. *Bull.* S. H. P. F. t. XLI, p. 14.

personnalité de celui-ci se retrouve dans tous ses écrits, toujours passionnés, violents, colorés, et même quelquefois outranciers et injustes. Chez La Noue tout est mesuré, calculé, pondéré, sage, impartial. Ces deux hommes peuvent être cités comme les types caractéristiques des religionnaires au xvi^e siècle : l'un emportant tout d'assaut, à la pointe de l'épée ou de la plume ; l'autre ne laissant rien au hasard, et servant sa cause avec autant d'exactitude et plus de discipline. A la vérité, le dessein moralisateur se sent un peu trop chez le jeune prisonnier de Tournai, et cette gravité précoce et voulue lui donne ce « style triste » que Bossuet reprochera plus tard à Calvin. Mais il faut lui accorder quelque indulgence et faire la part des temps aussi bien que des circonstances. D'ailleurs il est à présumer que La Noue lisait Calvin de plus près qu'il ne lisait Ronsard. Enfin, s'il ne fut pas un poète de vrai talent, au moins faut-il reconnaître qu'il savait le métier et que son chant n'a jamais rien de vulgaire et de bas. Et, en définitive, on ne peut guère lui reprocher de nous l'avoir imposé, puisque, sans le sieur de La Violette, nous n'aurions pas autre chose de lui que son original *Paradoxe*.

III) LE GRAND || DICTIONNAIRE || DES RIMES || FRANÇOISES, || SELON L'ORDRE ALPHABÉTIQUE : || Diligemment réveu, corrigé et de nouveau augmenté de la moitié || tant de Mots, que de Rimes nouvelles, et de tous || les Composez : || Avec l'Interprétation et Origine des mots plus rares du Pa-||lais, de la Milice, Venerie, et autres. || *En oultre TROIS TRAICTEZ*, || I. *DES CONJUGAISONS FRANÇOISES*. || II. *De L'ORTHOGRAPHE FRANÇOISE*. || *LES ÉPITHETES* tirés des Œuvres de || Guillaume de Salluste Sr du Bartas || *A COLOGNY*. || *PAR MATTHIEU BERJON*. || 1624. — 8 ff. non chiffrés pour le titre et la préface ; 468 pp. pour le dictionnaire. 8 ff. non chiffrés pour la « Table de quelques mots maintenant en usage... » et 140 pp. chiffrées pour les « Traictez » et les « Epithètes ¹ ».

1. M. Th. Dufour a la bonté de nous signaler que la *Bibliothèque de Genève* possède la 1^{re} édition, S. L. (Genève) par les héritiers d'Eust. Vignon, 1596, 8° ; et qu'il possède personnellement l'édition de 1624 que nous décrivons ici, mais dont les cahiers ont été brochés dans un autre ordre : 1° les trois traités ; 2° le dictionnaire des rimes.

Cet ouvrage est « attribué » à La Noue¹. Nous penchons, nous aussi, pour l'affirmative, établissant cette croyance sur les faits suivants :

A la fin de son traité « de l'Orthographe François » (p. 88 de l'édition de 1624) La Noue, dans une note, écrit ceci : « *Ce sont petites observations que j'ay colligées en passant mon tempz pour prendre quelque relasche en des estudes plus sérieuses, TANDIS QU'UNE LONGUE PRISON me défendoit d'exposer ma vie pour le salut de ma patrie affligée.* » Ce qui confirme nos suppositions. Et il ajoute, ce qui est bien du style et de l'esprit de notre auteur aussi : « *Je soumetz tout à la censure des plus avisez, laissant pour ceste heure, le reste au bout de ma plume, crainte d'y montrer, comme en beaucoup d'autres choses* MON OPINION TROP PARADOXE AU VULGAIRE, qui, au lieu d'en faire profit, convertiroit le tout en moquerie. » Il faut se souvenir que La Noue, dans le « Paradoxe, que les adversitez sont plus nécessaires que les prospéritez », débute de la manière suivante :

Bien qu'une opinion soit fausse et mensongère,
Aussi tost qu'on la void approuver au vulgaire...

passage qui rappelle celui-ci de Du Bellay :

Rien ne me plaist, fors ce qui peut déplaire,
Au jugement du rude populaire.

(*Ode sur l'Immortalité.*)

Enfin Tallemant des Réaux, dans ses *Historiettes*², dit pertinemment : « ... dans sa prison il fit ce meschant

1. Barbier (Dictionnaire des Anonymes) confond François de La Noue et son fils Odet. Il attribue le *Dictionnaire des Rimes* à Pierre de La Noue qui publia « *Les Antiquités perdues et les choses nouvellement inventées*, trad. de l'italien par Guy Pancirole, sur la version latine Henri Salmuth ». Lyon, 1617, in-12, etc. Simple hypothèse, qui nous paraît peu fondée, Pierre de La Noue n'ayant pu écrire comme Odet, que « ce sont petites observations colligées en passant... tandis qu'une longue prison le défendoit d'exposer sa vie..., etc » Viollet-Le-Duc attribue lui aussi cet ouvrage à Pierre de La Noue. Cf. Catalogue Viollet-Le-Duc, p. 17. Je pense que ni l'un, ni l'autre n'ont lu les notes de l'auteur. Enfin l'éminent M. Émile Picot lui-même attribue le *Dictionnaire* à Pierre de La Noue ; en dépit de quoi, nous maintenons notre manière de voir.

2. *Les Historiettes de Tallemant des Réaux*, publiées par MM. de Mommerqué et Paulin-Paris. Paris, 1855, p. 199.

dictionnaire des rimes qui fut imprimé ». On ne peut guère mettre le témoignage de ce presque-contemporain en doute.

Dans la préface, l'auteur explique pourquoi et comment il a été amené à composer cet ouvrage, qui, soit dit en passant, est le premier de ce genre en français. Il a cherché à faciliter la tâche des poètes, qui, n'ayant pas tous la même vivacité d'esprit qu'Ovide, « sont quelquefois demie heure à se ronger les poings pour trouver le bout d'un vers ». Au reste il ne donne pas son travail comme définitif et il termine sa préface en disant : « Un ouvrage doit estre limé et poli plus d'une fois pour estre bien : Cestuy-cy n'a encore passé que sous le marteau, ayant escrit le tout à mesure que je l'ay conçu, sans autre copie. Sur ceste ouverture, quelque plus habile homme que moy et de meilleur loisir pourra faire un plus bel ouvrage, à l'avancement des studieux de la Poésie, et (par occasion) de ceux qui voudront bien parler François. »

Nous avons dit que les dernières pages de l'ouvrage sont consacrées à l'explication des « Epithètes » de Du Bartas, entreprise fort nécessaire à tous ceux que peut intéresser encore ce poète. Rappelons qu'il dut une partie de son succès justement à ces « epithètes », fruit étrange de son imagination et qui tiennent plutôt du rébus que d'un art poétique. On en jugera par les exemples suivants :

ADAM.	{	Lieutenant de Dieu en ce terrestre empire. Serf du tyran des tyrans. Desloyal. Honneur de nature.
AILE.	{	Aviron peint.
AIR	{	Humide-chaud. Chaud liquide. Domicile inconstant des emplumez nuages.
AMBITION . . .	{	Qui porte dans la main des sceptres en peinture.

ANGES	{ Bourgeois celestes. Sacrez tuteurs des Saints.
EUPHRATE.	{ Beau fleuve qui lèche doucement de la bru du grand Bel le riche bastiment.
FLEURS.	{ L'honneur bigarré de la plaine velue.
HOMMES	{ Animaux marche-droit.
JUSNE (jeûne).	{ Conserve santé. Purge-humeurs. Sacré frein de Cypris.
LOUP.	{ Aime carnage. Degaste-parcs.
LUNE.	{ Honneur second des célestes chandelles. Verse froid. Verse humeur.
MARIE	{ Celle-là qui fut la mère de son père.
MÉMOIRE	{ Fidèle greffière des yeux. Livre des paysans.
OISEAUX	{ Escadre plumeuse. Loin-volans.
PAROLE.	{ Charme-souci.
POISSONS	{ Bourgeois de la plaine liquide. Citoyens moits de la mer porte-barques. Peuples sans poulmon.

Etc., etc., etc.

Ces essais de mots composés, à l'imitation du grec, avaient en premier lieu été tentés par Ronsard, mais de façon moins outrancière. Viollet-Le-Duc a observé que certaines de ces innovations, tout aussi hardies, ont été admises dans notre langue, sans qu'on en sache aucun gré aujourd'hui à ces poètes.

Le *grand Dictionnaire* fut imprimé pour la première fois en 1596. L'exemplaire auquel nous empruntons les citations ci-dessus est de l'édition complète, imprimée à *Cologny*¹, près Genève, en 1624.

1. Sur les éditions de *Cologny*, le *Bull. S. H. P. F.*, t. V, p. 443, donne de très intéressants détails. Ce nom — celui d'une commune des environs de

III ^{bis}) autre édition (l'originale) du même ouvrage : LE || Dictionnaire || DES RIMES || FRANÇOISES, || SELON L'ORDRE DES LET-||RES DE L'ALPHABET. || Auquel Deux Traitez sont ajoutez. || L'UN, || Des conjugaisons Françaises || L'AUTRE, || De l'orthographe françoise, || PLUS || Un Amas d'Epithètes recueilli des œuvres de Guillaume || de Salluste Seigneur du Bartas. || fleuron || Par les héritiers d'Eustache Vignon, || M.D.XCVI. || 8°. 8 ff. prel. compr : 1) Le titre ; 2) la Préface ; 3) L'imprimeur aux lecteurs ; 424 pp. ch. pour le Dictionnaire et les deux traités ; 8 ff n. ch. pr. la table, et 52 pp. ch. pour les Epithètes ¹.

IV) Responce du Sieur de La Noue, aux lettres à luy escrites par le Duc de Parme, Lieutenant du Roy d'Espagne au Pais Bas, par lesquelles il tachoit le destourner du service de son prince naturel, Roy de France et de Navarre. A Bregerac (sic) par Pierre Humbert, imprimeur, 1591, in-8.

« Très belle et noble lettre écrite par Odet de La Noue, qui, après sept ans de captivité en Espagne (*sic*), venait d'être remis en liberté, pour refuser d'entrer au service de Philippe II. Elle n'est pas citée par les frères Haag ni par Brunet. 6 ff. non chiff. » d'après le catalogue Stroehlin. N° 1170.

Nous n'avons pu voir cet opuscule.

V) Odet de La Noue est aussi *l'éditeur* de

L'URANIE, || ou || nouveau recueil || de chansons spirituelles et || chrestiennes. || comprises en cinq Livres, et ac||commodées pour la pluspart || au chant des Pseaumes || de David. || Par Jaques Chouët. 1591 ²; in-24.

Cela résulte d'une pièce de vers composée à sa

Genève, — avait été adopté pour cacher l'origine véritable des ouvrages venant de Genève, ceux-ci étant tous, depuis la Réforme, extrêmement suspects en France, où ils ne pouvaient pénétrer que fort difficilement. L'imprimeur *Perrin* semble avoir eu le premier, vers 1565, l'idée de ce subterfuge. Il fut imité par d'autres qui adoptèrent la marque *Saint-Gervais* (ex typis San-Gervasii). Simon Goulart paraît l'avoir recommandé lui aussi. Le succès de ce moyen excita la jalousie des imprimeurs lyonnais qui le dénoncèrent à la police. Pyramus de Candolle fut chargé d'une mission à ce sujet auprès d'Henri IV qui accorda des lettres patentes (1609), mais la mort du roi en empêcha l'exécution. Ces démêlés durèrent jusqu'à la fin du xvn^e siècle.

1. D'après l'exemplaire de la *Bibliothèque publique de Genève* (H. f. 2737).

2. Cf. les exemplaires de la Bibl. Nat. ; de l'Arsenal ; des Bibl. de Lausanne, Zurich et de la Bibl. de la Sté de l'Hist. du Protestantisme français.

louange, à cette occasion, par *Benoist Alizet* et insérée dans sa *Calliope chrestienne*¹.

L'auteur de la préface de l'*Uranie*, qui pourrait bien être Odet de La Noue, résume en quelques phrases la pensée qui l'a conduit à grouper un certain nombre de chansons spirituelles, composées pour chanter les louanges de Dieu. Il constate que depuis quelque soixante ans certains poètes semèrent, en France, des chansons « pleines de vanité, d'ordure et d'impiété, auxquelles les chantres adjoustèrent de la musique agréable aux oreilles, pour faire couler tant plus promptement ceste poison jusques au cœur... » Mais il rappelle aussi que l'un de ces auteurs de chansons « folles et lascives » fit amende honorable en traduisant les Psaumes de David. Ce que les suppôts de l'Antechrist ne pouvant supporter, ils essayèrent d'y opposer d' « impures rimaileries; mais c'estoyent corbeaux crouassans aupres des Cignes... ». Pour combattre ces « esprits subtils, qui abusans du beau don de poésie ont par leurs livres d'amours qu'ils appellent², corrompu une infinité d'âmes », l'éditeur s'assure que le temps est venu de publier quelques *Odes spirituelles*, recueillies de divers auteurs, et même empruntées à ces poètes profanes, mais dont il a pris soin de changer le sens.

Le premier livre contient xxv chansons, à dire sur le chant des Psaumes.

Les II^e, xxv, le III^e et le IV^e aussi; toutes chansons purement religieuses.

Le V^e livre contient une :

Première Ode ou chanson sur les misères des Églises Françoises en l'an 1570.

Longue complainte sur les guerres civiles et invocation à Dieu pour qu'il arrête ces carnages.

La seconde pièce : *Sur les misères des mesmes Églises*

1. La pièce en question se trouve dans le II^d livre, 1591; l'exemplaire de la Bibl. André, qui ne contient que la 1^{re} partie de la *Calliope*, ne la renferme pas. Cf. Haag, *France Protestante*. II^d éd. t. IV. col. 1037-1041.

2. Les « Amours » de Ronsard donnèrent naissance à quantité d'autres du même genre.

Françoises en l'an 1572, est d'une semblable inspiration.
Vois, dit le poète au Seigneur :

(4) Toutes nos maisons volées,
Toutes nos loix violées,
Tous nos édits abatus,
Tous nos livres mis en cendre,
Tous nos cœurs prêts à se rendre
Tous nos esprits combatus,

(21) Le peuple d'une province
Forme ses mœurs sur son prince.
Quand prompt à mal il le void.
A mal faire il s'esvertue.
Jamais la vergue tortue
Ne peut faire l'ombre droit.

S'ensuyvent quelques autres odes ou chansons spirituelles sur divers argumens dont nous tirons les deux strophes suivantes de la « description du fol et du sage ».

(9) Le fol s'estime sçavant,
Il aime chose nouvelle,
Prise ses opinions,
L'autre le dit ignorant,
Son cœur jamais ne chancelle,
Bannit ses affections.

(10) Le fol ne parle que gros,
Il est fils d'une déesse,
Son père estoit demi-dieu.
L'autre discourt à propos,
Ne desdaigne sa bassesse
Ni de sa race le lieu.

(11) L'un est amant simulé
Tousjours de double visage,
Et ne tient point son serment.
L'autre aime tout desvoilé,
Il porte au front son courage,
Sa foy c'est un diamant.

Et enfin la XXIII^e chanson de ce même livre qui nous paraît mériter d'être donnée en entier :

- *Bien vivre pour bien mourir*
- (1) J'ay tantost fourni ma traite,
Il faut sonner la retraite :
Je ne veux plus m'enchanter
Au son d'une vaine Lyre.
Et si plus j'oze chanter,
Seigneur, je veux ton los dire.
- (2) Mon aage desja s'avance.
Puisque je suis loin d'enfance
Adieu tous jeunes esbats,
Le temps vole et me convie
A méditer mon trespas
Et le bien de l'autre vie.
- (3) Jamais, tandis que nous sommes
En ce monde au rang des hommes,
Nous n'avons rien de certain :
Le jour de demain (peut-estre)
Nous mettra sous autre main,
Et aurons un meilleur estre.
- (4) Comme au dedans des barrières,
L'on void aux lices guerrières,
Le chevalier appresté
Tenir en arrest sa lance,
Et demeurer arresté
Tandis que l'on fait silence,
- (5) Il a la teste baissée,
Il a l'oreille dressée
Au premier bruit du clairon,
Dedans le cœur il pétille,
Et de lascher l'éperon
Chaque jambe lui frétille,
- (6) Il faut en telle manière
Attendre l'heure dernière,
Pour au premier son courir :
Et ce pendant que nous sommes
Au monde, pour bien mourir,
Bien vivre avecque les hommes.

Pour terminer un *Supplément* donne le *Chant de victoire, apres la desfaite du Duc de Joyeuse à Coutras, au mois d'octobre 1587*. Fait au nom du Roy de Navarre ; un *Cantique du Printemps* et divers *Saincts Cantiques extraicts de la Sainte Bible*. (Cant. de Moïse, de Débora, d'Anne, mère de Samuel ; d'Isaïe ; du roi Ezechias ; de Jonas ; de Zacharie et de la Vierge Marie.)

VI) Quelques bibliographes attribuent encore à Odet de La Noue l'ouvrage suivant :

Resolution || *CLAIRE ET* || *FACILE SUR LA* || question tant de fois faite || de la prise des armes || par les infé-||rieurs. || ou il monstre || par bonnes raisons, tirées de tout droit || Divin et humain : Qu'il est permis et li-||cite aux Princes, seigneurs et peuple infé-||rieur, de s'armer, pour s'opposer et résister || à la cruauté et félonnie du Prince supé-||rieur, voire mesme necessaire, pour le deb-||voir duquel on est tenu au pays et Repu-||blique. || A BASLE. || Par les héritiers de Jehan Oporin. || 1575. 4^o/16 103 pp. chiff.¹.

Mais nous ne pouvons l'admettre. D'après Amyrault, le seul auteur qui a consulté tous les papiers de la famille La Noue et qui articule une date à propos de l'âge d'Odet², il avait vingt-six à vingt-sept ans en 1591. Il serait donc né vers 1565 et la question ne pourrait même pas se poser en ce qui concerne la *Résolution claire et facile*. Ce qui a accrédité cette hypothèse, c'est que l'opuscule est précédé d'une pièce en vers signée des initiales : O. D. L. N., si souvent employées, comme nous l'avons vu, par Odet de La Noue. La voici :

PARAENETIQUE

à la Noblesse et à tous autres François
de bon cœur, armés pour ré-
sister à la Tyrannië.

Soustenés, vrays François, contre ces furieux,
Pour le bien de l'estat, l'honneur de la couronne,
Tenés jusqu'à la mort, cette double colonne,
Justice et piété, pourriés vous faire mieux ?

1. D'après l'exempl. de la Bibl. du Prot. Fr. Coll. André. N° 1118.

2. Vie de F. de La Noue, p. 363.

Attaqués ces mutins, cruels, séditieux,
Et tous ces massacreurs, de la troupe félonne :
Courage nobles cœurs, que rien ne vous estonne,
Ce que perdés icy, vous le gagnés ès cieux.

Puis qu'avés pour garant la justice immortelle,
De veoir tant d'esquadrons de l'armée cruelle,
En séries vous pourtant, en vos cœurs, esbahis?

Car si vous y mourés, vous en laissés mémoire,
A la postérité, toute pleine de gloire :
Pour qui doit-on mourir, sinon pour le pays?

N'est-il pas plus probable que cette *Résolution* est l'œuvre de François de La Noue, qu'elle ait paru pour la première fois en 1575, et qu'elle ait été rééditée plus tard par son fils qui aurait conservé la date de l'édition originale? A moins que ces vers ne soient d'un auteur bien antérieur, ce qui, d'après leur facture et orthographe, serait fort soutenable.

M. Picot¹ ajoute le renseignement suivant : que les vers signés O. D. L. N. ont disparu de la réimpression donnée sous la rubrique de Reims, par Jean Monchar, 1577.

GUY DE POURTALES.

1. *Les Français italianisants au XVI^e siècle*, t. II, p. 257.

Documents

NOTICE GÉNÉALOGIQUE SUR LA FAMILLE DE VILLETES DE MONTLÉDIER

Bien peu de renseignements sont parvenus jusqu'à nous sur cette famille qui a été jusqu'à son extinction fortement attachée au protestantisme, et dont un des membres, François, a mis au service de ses croyances son épée et son zèle à une des époques les plus tourmentées de notre histoire. A notre connaissance, aucune publication, aucune notice n'a été consacrée à cette famille, si nous en exceptons les quelques lignes qui rappellent son souvenir dans la première édition de la « France Protestante » de Haag.

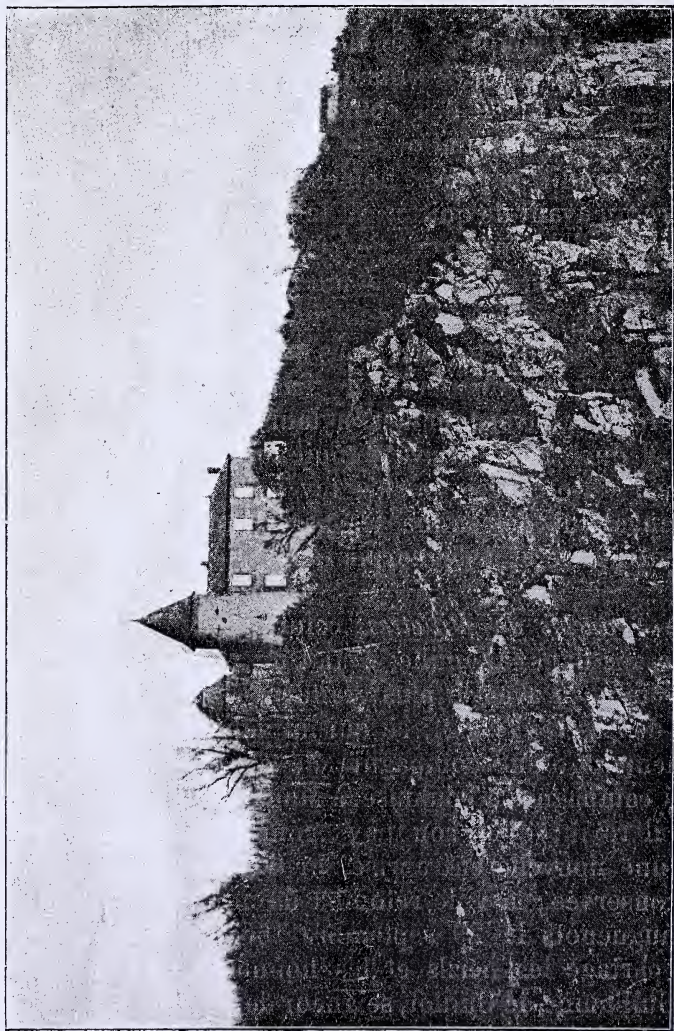
Guillaume de Villetes est mentionné dans une transaction du 23 juin 1319, où il est qualifié de seigneur de Montlédier, cette antique forteresse si fièrement campée sur un rocher élevé au bord de l'Arn, et que Borel décrit ainsi dans ses « Antiquités Castraises » : « Mounlaidier, où il y a un horrible précipice, où on dit s'estre autrefois trouvé un dragon et une escarboucle ». C'est généralement sous le nom de Montlédier que seront désormais désignés ses descendants.

Bornant notre notice aux rapports que les Villetes eurent avec la Réforme, nous passons sur les cinq générations qui suivent le susdit Guillaume pour arriver à :

1. *Pierre de Villetes*, seigneur de Montlédier, qui mourut en 1560, laissant trois fils :

1° *François*, qui suit ;

2° *Sébastien*, le seul de sa famille qui restât fidèle à la foi catholique; capitaine, il alla rejoindre l'armée



Château de Montlédier (Tarn).

royale commandée par Strozzy, et périt dans la défaite de La Roche-l'Abeille, où il fut tué, dit Gaches dans ses *Mémoires*, avec vingt-deux capitaines en 1568;

3° *Pierre*, jeune capitaine huguenot, « brave et vaillant gentilhomme », dit Gaches; il était gouverneur de Puylaurens lorsque, le 9 avril 1568, cette place fut investie par l'armée catholique du comte d'Aubijoux, qui battit la brèche de 367 coups de canon « outre d'une couleuvrine qu'ils faisoient tirer à courtine et aussi des pièces de campagne » (Livre des consuls de Puylaurens). Aux menaces et aux sommations de d'Aubijoux, Pierre de Villetes répondit par ces nobles paroles : « Dis à ton maistre qu'avant de quitter et de sortir de cette place qui m'a esté baillée en garde, j'espère, avec l'aide de Dieu et le secours de mes amis, de me faire un pont de corps morts de ses gens pour luy aller rompre son armée. » Le secours espéré lui parvint sous la forme de trois cents arquebuziers qui arrivèrent de Castres sous la conduite du frère du gouverneur de Puylaurens, François de Villetes, lequel, étant arrivé de nuit au pied de la muraille, s'écria : « Mon frère, je suis icy avec le secours », circonstance qui déterminâ les assiégeants à renoncer à leur entreprise et à déguerpir rapidement.

II. *François de Villetes*, celui qui eut le plus de renommée dans la famille; c'était un valeureux capitaine qui s'employa avec le plus grand dévouement lors de la prise de Castres (1562), ce qui lui valut aussitôt le commandement d'une compagnie de cavalerie; après plusieurs campagnes à Toulouse, à Montauban et dans l'Agénais, il revint dans son pays pour seconder son parti dans une nouvelle entreprise sur Castres, qui n'avait pu être conservée; la ville retomba de nouveau au pouvoir des huguenots le 29 septembre 1567. Montlédier, qui avait partagé les périls et les honneurs de l'entreprise avec Guillaume de Guillot, seigneur de Ferrières, se rendit aussitôt avec celui-ci chez l'évêque, Claude d'Oraison, arrivé de la veille, lequel, surpris dans son lit, fut fait prisonnier au cours d'une séance tragi-comique, que Gaches a retracée tout au long.

Peu après, Montlédier eut l'occasion d'aller secourir

et sauver la ville de Puylaurens, comme nous l'avons dit plus haut; puis, en 1572, il assista à l'assemblée secrète de Pierreségade, où il reçut le gouvernement de la ville de Roquecourbe. Ce fut en cette qualité qu'il prit part l'année suivante à la tentative sur Castres qui avait été perdue de nouveau. Son frère Pierre et lui furent les premiers à monter dans une barque pour essayer de pénétrer dans la ville par le moulin de la Portanelle, exploit audacieux qui ne réussit pas (1573).

Enfin nous savons qu'il fit partie de la délégation des quatre seigneurs qui furent envoyés à Montpellier en 1575, pour y conférer avec le maréchal de Damville et qu'il s'associa à une tentative sur la place de Carcassonne en 1588¹.

François de Villettes avait épousé Anne de Génibrouse, de la famille des seigneurs de Saint-Amans² et laissa trois enfants :

1^o *Madeleine*, qui épousa en 1583 Jacques de Rozet, seigneur de la Nogarède;

2^o *Anne*, qui fut reçue dans l'Église le 22 juin 1578 (Registres de Mazamet);

3^o *Sébastien*, qui suit.

III. *Sébastien de Villettes* fut le père de :

1^o *Jacques*, qui suit;

2^o *Léa*, qui épousa Jean d'Avessens, seigneur de Saint-Rome et d'Aguts qui testa en 1661, laissant une somme pour faciliter l'entretien des Églises d'Aguts et de Péchaudier distinctement de celle de Cuq. Leurs trois fils persévérèrent dans la religion protestante.

1. Une rue de Castres porte depuis le xvii^e siècle le nom de Montliédier en souvenir de ce digne gentilhomme; c'est tout auprès de cette rue que s'élevait, sous le régime de l'édit de Nantes, le principal temple de la ville.

2. Devenue veuve, Anne de Génibrouse se remaria avec Maffre d'Auxilion, seigneur de Sauveterre, lequel avait épousé en premières noces Paule de Pins qui mourut en 1572 et voulut être enterrée « à la manière des huguenots ».

Sous l'influence de sa seconde femme, le seigneur de Sauveterre embrassa la Réforme et rendit de grands services au parti protestant; il laissa six enfants.

IV. *Jacques de Villettes* fit reconnaître ses droits sur Montlédier et le Pont de l'Arn en 1652; l'année précédente il avait représenté son Église du Pont de l'Arn au Synode provincial de Castres. Il avait épousé, en 1619, Isabeau de Rozet du Causse qui, par son testament du 23 mars 1664, laissa 50 livres au Consistoire du Pont de l'Arn. De ce mariage naquirent :

1° *Jean*, qui suit;

2° *Lucrèce*, qui ne se maria pas et mourut huguenote à Montlédier en 1701 « et ne pût en conséquence estre enterrée à l'église »;

3° *Olympe*, décédée sans alliance;

4° *Pierre*, seigneur de la Vaisse, né le 14 août 1635, qui devint lieutenant-général des armées du Roi, gouverneur du Fort-Louis du Rhin; son fils, *Pierre-Balthazar*, seigneur de la Vaisse, fut gouverneur de Saint-Antonin, puis bailli et gouverneur de Longwy.

V. *Jean de Villettes* fit une nouvelle reconnaissance de ses droits en 1678 et mourut avant 1690. De son mariage, célébré en 1666, avec Marguerite de Carlot, de Castres, il eut sept enfants :

1° *Jean*, qui suit;

2° *Marguerite*, qui sortit de France à l'époque de la Révocation, en même temps que son frère Jean; elle épousa à Dublin, le 23 août 1698, son parent Joseph d'Avesens, lieutenant dans le régiment de dragons de Miremont;

3° *Isabeau*, qui épousa à Castres, à l'église de la Platé, le 16 avril 1692, messire Jean-Melchior du Lac, seigneur de la Clause, fils de feu Messire Pons du Lac, seigneur du susdit lieu et de dame Marguerite de Villeneuve, habitant au château de La Tour, paroisse de Labruguière;

4° *Annibal*, né le 23 juillet 1674 et baptisé le 31 août suivant, dans le temple du Pont de l'Arn, par Jean Baron, ministre de Mazamet; il devint lieutenant-colonel de dragons et rendit hommage au roi pour ses biens nobles,

le 29 juillet 1722. Avec lui s'éteignit le nom des Villettes,
sur la terre française du moins ;



Usine et château de Montlédier (Tarn).

5° *Françoise*, qui épousa à Castres, à l'église de la
Platé, le 9 janvier 1696, noble Augustin de Mascarenc,

sieur de las Planes, fils à feu Daniel et à Demoiselle Esthe de Passieu, du lieu d'Anglès;

6° *Marie*, qui épousa Alexandre, seigneur de Sevin;

7° *Alexandre*, décédé le 26 octobre 1687, à l'âge de trois ans.

VI. *Jean de Villettes*, fils aîné de la famille, sortit de France peu après la Révocation, avec sa sœur Marguerite et s'établit à Londres; il devint par la suite directeur de l'Hôpital français de Londres et remplissait encore cette charge en 1721.

Sa descendance s'est perpétuée en Angleterre, du moins pendant le XVIII^e siècle, et cette honorable fonction de directeur de l'Hôpital français de Londres a été successivement remplie par ses descendants, notamment par Arthus de Villettes en 1753, le lieutenant-général Henri-Clinton de Villettes en 1777 et le major Guillaume de Villettes, en 1779.

Terminons cette courte notice par quelques mots sur la situation de cette famille huguenote au moment de la Révocation. Dès l'année 1685, elle dut nécessairement faire acte de catholicisme et abjurer des lèvres; le père, Jean de Villettes, mourut à cette époque-là; deux des enfants, Jean et Marguerite, s'expatrièrent et continuèrent la famille en Angleterre; trois filles se marièrent dans les dernières années du XVII^e siècle; l'une s'allia aux du Lac, famille foncièrement catholique qui peu après devint par héritage propriétaire du château de Montlédier et le conserva pendant deux siècles; une autre s'allia aux Sevin, famille également catholique, promptement éteinte; la dernière enfin s'allia aux Mascarenc, famille protestante qui subsiste encore et dont les représentants actuels, les Mascarenc de Raissac, professent toujours la religion réformée.

Leur mère, Marguerite de Carlot, se trouva donc seule à Montlédier avec son fils Annibal et sa belle-sœur Lucrèce; tous trois restèrent de cœur fidèles à leurs croyances religieuses; les deux femmes surtout conti-

nuèrent à les professer plus ouvertement. Élie Benoît, dans son ouvrage sur « l'Édit de Nantes », cite « la dame de Montlédié » comme ayant été persécutée. Nous le croyons volontiers, car son zèle ne se démentit jamais. Un des premiers prédicants qui aient repris les assemblées après la Révocation, Fauché, était en relations avec elle; venant de Nîmes et se dirigeant sur Montauban en 1689, Fauché s'arrêta chez M^{me} de Montlédier pour laquelle il avait une lettre de recommandation, et celle-ci lui en remit une pour M. Rigail, de Montauban. Mieux encore, M^{me} de Montlédier retint plusieurs jours chez elle Fauché, lors de son retour de Montauban et ce fut sur ses propriétés et probablement à son instigation que plusieurs assemblées furent alors tenues; le 18 février 1689, aux gorges du Banquet, assemblée présidée par Fauché lui-même et qui fut surprise; le 23 mars suivant, nouvelle assemblée au lieu dit « Le Baux », sur le bord de la rivière de l'Arn; en mars encore, on se réunit au Mas del Puech, métairie dépendant du domaine de Montlédier.

Quelques années plus tard, sur les listes des châteaux et des gentilshommes suspects, Montlédier est signalé comme étant très lié avec les d'Escorbiac et les d'Espérandieu, autres familles huguenotes notables du vallon.

Mais peu à peu, surtout après la mort d'Annibal, le dernier des Villettes, la réputation du château changea et les du Lac prirent à cœur d'effacer tout reste de l'hérésie de leurs aïeux. Messire Joseph, marquis du Lac, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, seigneur de Montlédier, etc., érigea dans le château une chapelle particulière qui existe toujours, quoique désaffectée, et qui fut consacrée avec autorisation expresse de l'évêque, le 15 juillet 1757.

Tout reste de protestantisme était désormais extirpé de ces vieux murs; la bibliothèque théologique des Villettes fit place aux ouvrages licencieux du règne de Louis XV; le château lui-même fut en grande partie reconstruit dans le cours du XVIII^e siècle. Admirablement

situé, il présente toujours une masse imposante avec ses deux grandes cours et ses salles voûtées. Le dernier marquis du Lac le vendit en 1873 à M. Jules Cormouls-Houlès, de Mazamet.

Gaston TOURNIER.

SÉANCES DU COMITÉ

28 mai 1918.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. le général d'Amboix de Larbont, le professeur E. Denis, R. Reuss et N. Weiss. MM. R. Allier, Bonet-Maury et Guy de Pourtalès se font excuser.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. Le président, pour augmenter le nombre réduit des membres du Comité, propose la nomination de M. Cornélis de Witt qui porte un nom illustre dans notre histoire et appartient à une famille qui s'y est toujours intéressée. Cette proposition est acceptée à l'unanimité et M. Cornélis de Witt nommé membre de notre Comité.

Le président dépose ensuite un volume de Louis Veuillot (*Pèlerinages de Suisse*), qui a été donné comme prix de la Ville de Paris au collège Rollin et qui, entre autres calomnies contre le Protestantisme et la Réforme, cite comme preuve authentique des prétendus procédés de Calvin contre les Jésuites, le fameux aphorisme de Becanus. La Bibliothèque a reçu aussi, d'une de ses descendantes, un paquet de sermons manuscrits du pasteur de Paris, E. Rouville, plus un volume de Donaldson, professeur à l'Académie de Sedan, *Synopsis philosophiae naturalis*, Francfort, 1631, et, de la part de M. Chatoney, Daniel Clasen, *De religione politica liber unus*, Magdebourg, 1655.

Le secrétaire attire ensuite l'attention sur les risques que court notre immeuble, des bombes ou obus étant à plusieurs reprises tombés dans ses parages immédiats. Une discussion s'engage sur le meilleur moyen de mettre à l'abri nos manuscrits, nos livres et objets les plus précieux, car il ne peut être question de déménager toutes nos collections. On décide de se servir à cet effet, de nos coffres-forts qui sont à l'épreuve de l'incendie et le bibliothécaire est chargé du triage des livres et autres objets qu'ils pourront contenir en les remplissant entièrement.

30 octobre 1918.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G. Bonet-Maury, F. Buisson, E. Rott, A. Valès et N. Weiss. MM. De Witt, Fabre et Reuss se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président rend compte de la visite à la Bibliothèque et au musée du Désert, du Dr Mac Farland, visite dont le *Bulletin* a donné un compte rendu détaillé et dont les résultats ont déjà été utiles au Musée du Désert. D'autres visites de nos alliés sont en perspective. Mais il y en a une que nous ne pourrions plus faire qu'en imagination. C'est celle de la maison de Calvin à Noyon. Elle avait en partie survécu aux destructions et aux incendies du xvi^e siècle, ainsi qu'au xx^e à la première occupation et à la première retraite des Allemands. Elle a été détruite avec une grande partie de la ville lors de leur retraite définitive. Même la cathédrale, qui était restée intacte, a été efficacement bombardée, les toitures des deux tours défoncées. Le secrétaire a vainement essayé d'obtenir une vue de Noyon prise à faible hauteur en aéroplane et qui donne une idée de l'étendue de ces destructions. Il espère qu'on pourra — maintenant qu'il n'a plus qu'une valeur idéale — acquérir le sol où s'élevait jusqu'en 1918 la maison de Calvin, la seule de toutes celles des réformateurs de son temps qui aura entièrement disparu.

Le secrétaire communique ensuite une lettre de M. J. van der Elst, professeur à Groningue, qui demande les noms des protestants français qui ont marqué au xix^e siècle dans les lettres et sciences. M. Bonet-Maury offre de lui répondre. — Une autre lettre de M. le pasteur Théodore Maillard met à la disposition de notre bibliothèque ceux de ses livres qu'elle ne posséderait pas. Ce don sera reçu avec reconnaissance.

Le président présente un exemplaire des *Mémoires de Jean Cavalier* qu'il vient de faire paraître et en fait ressortir l'importance pour l'histoire du soulèvement des Camisards qui a empêché le protestantisme français de sombrer dans la tourmente de la Révocation.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Le Réformateur Œcolampade.

Parmi les réformateurs de la première heure, peu connus de nos jours, mais très appréciés des meilleurs juges de leur temps figure au premier rang le Wurtembergeois *Œcolampade*, l'ami d'Érasme et de Zwingli qui, après avoir vainement essayé de la vie conventuelle, devint, à partir de 1522, le principal promoteur de la Réforme à Bâle. L'attention vient d'être attirée sur les grands services qu'il a rendus à cette cause en dehors de sa ville d'adoption, par le licencié en théologie Ernest Staehelin, privat-docent pour l'histoire de l'Église et des dogmes, à l'Université de Bâle. Il est le fils du professeur du même nom qui s'intéressait tout particulièrement à la Réforme française et nous a laissé une étude approfondie sur l'abjuration de Henri IV.

Dans un premier travail de 36 pages qui supposent de longues et pénibles recherches, M. Staehelin nous donne la liste complète de toutes les œuvres des Pères grecs — parmi lesquelles surtout Chrysostome — qu'*Œcolampade* traduisit en latin et rendit ainsi accessibles à un plus grand nombre de lecteurs. L'étude des Pères fut une des conséquences de la Réforme qui put, grâce à elle, démontrer que beaucoup de cérémonies et de traditions de l'Église ne remontaient pas à l'époque apostolique ou postapostolique. Le labeur immense d'*Œcolampade* dans ce domaine exerça son influence dans l'Église catholique elle-même qui réédita, jusque dans les temps modernes, mais généralement sans le citer et après les avoir corrigées, un grand nombre de ses traductions.

Dans une deuxième étude, non moins serrée, M. Staehelin nous expose les relations d'*Œcolampade* avec les Latins². D

1. *Die Väterübersetzungen Œkolampads*, extrait de *Schweiz. Theolog. Zeitschrift*, 1916, 2^e fascicule.

2. *Œkolampads Beziehungen zu den Romanen*, *Habilitationsvorlesung an der Universität Basel am 15. Dezember 1916*, 40 p. in-8° Basel 1917, Helbing Lichtenhahn.

tous les réformateurs contemporains de Luther, ce fut lui qu'apprécièrent le plus, à cause de sa modération et de sa largeur d'esprit, des hommes comme Lefèvre d'Étaples, Guillaume Briconnet — et même Michel Servet. Ce fut lui aussi qui, après Lefèvre, contribua le plus à former Farel, sans toujours réussir toutefois à modérer sa fougue ou à endiguer son radicalisme. C'est lui encore qui fut le conseiller des députés des Églises vaudoises du Dauphiné lorsqu'elles adoptèrent la Réforme. Enfin c'est de sa plume que sortirent, avant Calvin, les meilleurs commentaires des livres prophétiques de l'Ancien Testament.

Pour se rendre compte du succès de ses diverses publications, il suffit de jeter les yeux sur une troisième brochure de M. Staehelin, celle qui représente la somme de travail la plus considérable et la plus ingrate, la bibliographie des ouvrages du réformateur, qui, en plus de 100 pages, ne décrit pas moins de 226 numéros répartis sur les années 1500 à 1591¹. Tous ceux qui s'occuperont des débuts de la Réforme dans les pays de langue française, remercieront M. Staehelin, d'avoir, par ces trois études si nourries et si précises, tiré de l'obscurité où se complaisait sa modestie un des meilleurs et des plus utiles ouvriers de la grande œuvre de la renaissance religieuse au xvi^e siècle.

N. W.

Alfred RICHARD. — **Un diplomate poitevin du XVI^e siècle, Charles de Danzay, ambassadeur de France en Danemark.** Poitiers, Blais et Roy, 1910, 242 p.

Ce livre opère une vraie résurrection; car le nom de Danzay ne se trouve ni dans les biographies générales, ni même dans l'Annuaire de la Société de l'Histoire de France, qui publia en 1848, la liste de tous les agents politiques de la Cour de France près les puissances étrangères. Et pourtant Danzay eut une grande influence pendant les quarante-deux ans qu'il représenta

1. *OEkolampad Bibliographie*, 120 p. in-8. *Ibid.* 1918. Ajoutons que le titre au moins, si ce n'est aussi, ce que je ne puis vérifier, le contenu de la première liturgie de Farel, *La manière et fasson*, est évidemment emprunté au n° 117 (*Form und gestalt*) de cette Bibliographie, et que notre Bibliothèque renferme des exemplaires des nos 38, 56, 67, 76, 103, 137, 155, 162, 168 et 171. Enfin le n° 95 (21 sermons sur la 1^{re} épître de saint Jean) a été traduit en français et imprimé à Genève chez Jean Michel, sous le titre d'*Exposition sur la première épître de S. Jehan...* en 1540 (voy. *Bull.* XXX, 395, n.). Le n° 183 (paraphrase de l'évangile selon S. Mathieu), me semble être l'original de l'*Exposition de l'Evangile de Nostre Seigneur Jésus-Christ selon S. Matthieu*, publiée par le même Jean Michel, aussi en 1540 (voy. *Ibid.*, p. 394, n.).

notre pays au Danemark. Mais il y était presque devenu Danois et, chez nous, sa qualité de protestant n'était pas faite pour retenir l'attention publique. Un recueil de ses Lettres officielles a paru à Stockholm en 1824 et ne contient que les années 1575 et 1580 à 1586. D'autre part, le Bulletin de l'Académie royale des Sciences et des Lettres de Danemark a publié en 1898 un Mémoire de M. le pasteur Rørdam sur les *Résidents français près la Cour de Danemark au XVI^e siècle*, qui consacre à Danzay 43 de ses 50 pages; et en 1901 paraissait à Copenhague (pourquoi M. Richard écrit-il Kjobenhavn, p. 5?), un écrit de M. Bricka, donnant les minutes des dépêches de Danzay au roi de France, du 26 février 1567 au 2 août 1573. Enfin on trouvera, à la fin du volume de M. Richard, une lettre à la Reine du 25 décembre 1566, qui ainsi introduit directement la collection de M. Bricka.

Danzay nous intéressera ici surtout comme protestant et ami de Duplessis-Mornay, qui termina ainsi une des lettres qu'il lui adressa : « Vous avez telle puissance sur moi qu'un père sur un fils ». Il était en relations personnelles avec Hubert Languet, et « ces relations pouvaient dater de fort loin », puisque tous les deux avaient étudié le droit à Poitiers en même temps. « Ce fut assurément durant leurs entretiens que naquit un projet d'union des Églises réformées. » La « Formule de Concorde », ayant paru en 1578, « pour en atténuer l'effet, Danzay rédigea, l'année suivante, un écrit qui consacra la scission profonde entre le luthéranisme du Livre de Concorde et les autres Églises réformées ». Ce fut la *Ratio ineundae Concordiae*, qu'il fit paraître en même temps en allemand, « afin de faire pénétrer son contenu dans la masse des lecteurs auxquels il était plus spécialement destiné ». Un exemplaire de cette édition allemande se trouve à la bibliothèque de Saint-Thomas à Strasbourg, où le directeur du Séminaire, M. Wehrung (et non Weburg, p. 141, note), l'a signalé à l'auteur. Et puisqu'il est question de Strasbourg, ne négligeons pas de dire que Danzay y fut en mission au début de sa carrière diplomatique, vers 1547, et y fréquenta les deux Sturm et même, paraît-il, Calvin, qui l'aurait décidé à renoncer à l'astrologie. « C'est évidemment avec la qualité d'agent secret qu'il arriva à Strasbourg », mais « nous ne saurons jamais exactement quel fut le rôle qu'il joua... Tout porte à croire qu'il résida assez longtemps dans cette ville et y noua de sérieuses relations ». Quoi qu'il en soit, sa mission dut se terminer dans le courant de 1548 et les services qu'il y rendit « furent vivement appréciés, non seulement par les ministres, mais par le roi lui-même ». Ce fut sans doute sa connaissance de l'allemand qui l'avait désigné pour ce poste; car l'usage de cette langue « était indispensable pour qui voulait entrer dans la carrière diplomatique ». Nous avons fait des pro-

grès à rebours depuis lors, et M. Richard, archiviste de la Vienne, reconnaît que l'ignorance de la langue danoise aurait pu le gêner, s'il avait cherché à approfondir le rôle politique de Danzay (p. 8). Le danois peut s'apprendre.

M. Richard parle de la « population considérable » de Strasbourg. Il faudrait s'entendre sur la valeur exacte de ce terme. Si l'on envisage l'importance du rôle joué par la capitale de l'Alsace au xvi^e siècle, on trouvera sa population peu considérable, puisque jamais elle ne dépassa 20 000 âmes. C'était bien peu pour une République qui traitait d'égal à égal avec le roi de France.

Dans ses vieux jours, Danzay fut très lié avec Tycho de Brahé et l'auteur parle longuement de cette amitié. Alors, pourquoi cite-t-il, p. 198, un « gentilhomme danois » de ce nom, sans dire si c'est le même, ou un parent, ou un étranger ? Comme ce gentilhomme vint, avec deux autres créanciers, emporter tout ce que Danzay avait laissé à son logis en mourant, il est plus que probable que ce n'est pas l'illustre astronome ; mais pourquoi ne pas le dire expressément ? Deux pages plus loin, on nous montre Tycho, le vrai Tycho, prenant « la peine de consoler son vieil ami des moqueries des sycophantes de la cour, qui, disait-il, prennent leur plaisir dans les ennuis qu'ils procurent aux autres ». Si cette sorte de gens, pour le dire en passant, ne se trouvaient qu'à la cour, comme ce serait heureux ! Mais pourquoi se moquait-on de Danzay ? Il était vieux et les autres jeunes : ce serait déjà une raison suffisante. Mais il avait l'audace d'aggraver son cas en ne suivant pas la mode, « qui était tout aussi impérieuse en ce temps-là qu'elle l'est de nos jours ». Ce serait donc un titre de plus qu'il aurait à notre estime, puisque l'esprit d'indépendance vis-à-vis de la mode est la marque d'un esprit supérieur, quand ce n'est pas une attitude née du désir de se singulariser ou du besoin de contredire.

Voici encore un épisode de ses derniers jours, qui est tout à son honneur : « Jean Bodin, ayant dans sa *République* avancé » une « assertion » dans laquelle Danzay vit « une offense au peuple danois, protesta vivement auprès de l'historiographe qui lui avait signalé ce fait » (5 sept. 89, et il mourut le 12 oct. suivant), et « se défendit âprement d'avoir fourni à Bodin des notions inexactes », ayant « tant de reconnaissance à la nation danoise qu'il ne pouvait venir à son esprit de la dénigrer ». Il promettait « d'informer lui-même l'historien français de l'erreur », mais « on ne sait si la mort lui permit de réaliser son dessein ; en tout cas cette lettre fut sans doute une de ses dernières missives. Il lui avait fallu se faire violence pour l'écrire ». Elle montre aussi qu'il conserva son activité jusqu'au bout. Il ne s'alita que huit jours et « s'éteignit paisiblement en pleine con-

naissance de lui-même et dans les sentiments d'une foi ardente ».

Un chapitre final (p. 209) donne la généalogie détaillée et raisonnée de la famille Quissarme, à laquelle appartenait Danzay. Elle apparaît en Poitou dès 1384, sous le nom de Suyreau et ce fut Thomas Suyreau, médecin ordinaire de Louis XI, qui prit le nom de Quissarme, lorsque ce prince, « très généreux à l'égard des gens qui le servaient bien », l'anoblit en 1480. Il habitait alors Saint-Maixent, où son mariage l'avait fixé définitivement dès 1461, et ce fut lui qui acquit le domaine de Danzay. Il mourut en 1484 et son petit-fils Jean, maire de Saint-Maixent en 1517 et marié avec Jeanne Payen, fut le père de notre Danzay, dont les parents poitevins restèrent catholiques.

TH. SCH.

- A. BERGA. — I. **Un prédicateur de la Cour de Pologne sous Sigismond III. Pierre Skarga (1536-1612). Étude sur la Pologne du XVI^e siècle et le protestantisme polonais, xvi-376 p.** — II. **Les sermons politiques (sermons de Diète, 1577) du P. Skarga S. J., traduits pour la première fois intégralement et accompagnés d'une Introduction et de notes critiques, 189 p.**¹.

Ce sont les deux thèses de doctorat d'un abbé qui « a vécu en Pologne, en a étudié la langue et l'histoire, et son attention s'est fort intelligemment arrêtée sur l'un des personnages les plus intéressants des annales politiques et littéraires », dit M. Louis Léger (*Revue Critique*, 1918, p. 11), qui estime que le tableau détaillé de la vie de Skarga, tracé par l'auteur dans 150 pages de sa grande thèse, « constitue le travail le plus sérieux, le plus impartial et le plus complet de notre langue sur l'histoire de la Pologne au xvi^e siècle ». Ce tableau mérite donc que nous nous y arrêtions un moment. Il est d'ailleurs fort instructif pour les Polonais actuels qui trouveront un salutaire avertissement dans la phrase qui le résume : « Pouvoir législatif anarchique, exécutif sans autorité, justice partielle, mauvaises finances et armée insuffisante » (p. 56). Ce qui a frappé surtout M. Léger, ce sont les terribles prédictions de Skarga sur l'avenir de la Pologne, prédictions complétées et confirmées par celle du roi Jean-Casimir à la diète de 1681 (Lavissee et Rambaud, VI, p. 637). Mais ce qui, ici, nous attirera encore plus, c'est la partie religieuse. Regardons-la de plus près.

La grande thèse de M. l'abbé Berga comprend trois parties :

Le milieu politique et religieux; l'homme (vie et œuvres); le prédicateur. Dans la première de ces parties, l'état religieux de la Pologne au xvi^e siècle est étudié, p. 57 à 143, d'abord l'Eglise catholique, puis (p. 84) le luthéranisme sous Sigismond le Vieux, enfin (p. 107), les sectes sous Sigismond II Auguste. La situation de l'Eglise se résume dans le mot prononcé par le nonce apostolique Lippomano à l'issue d'un voyage d'information en 1556 : « Il y a partout un besoin criant de réforme » (p. 80), et dans la phrase finale de M. Berga : « D'un côté, les grands, en face d'évêques et de prêtres avilis, méprisent la religion et s'abandonnent à l'indifférence ou à l'incrédulité, en même temps que la vue des richesses et des privilèges accordés à un clergé indigne excite leur colère et leur haine, leur jalousie et leur convoitise. De l'autre, le peuple délaissé par ses pasteurs croupit dans l'ignorance et le vice, et sa religion tourne au formalisme et à la superstition. »

Après cela, il semblerait que le protestantisme n'ait eu qu'à paraître et que son succès fût assuré. Hélas ! ce succès ne fut qu'éphémère et ses conquêtes ne furent qu'un feu de paille, au point que dix ans plus tard, « au moment où Skarga fait ses débuts dans la chaire chrétienne », le bilan religieux de la Pologne est le suivant, selon M. Berga : « Le protestantisme, sous ses diverses formes, a dépassé son apogée, et l'on discerne déjà des causes de déclin rapide dans les querelles qui le minent à l'intérieur et dans la réaction catholique qui apparaît clairement. A ce moment, il s'agit de savoir, non pas si la Réforme continue ses conquêtes, mais si, déjà tenue en échec, elle ne sera pas délogée successivement des positions qu'elle a si rapidement occupées » (p. 143). La contre-réforme eut beau jeu : « Si l'anarchie religieuse fut la principale cause qui empêcha le protestantisme polonais de conquérir une situation légale, il y en eut une autre dont l'action gagna en force avec le temps et se manifesta de plus en plus : l'attachement du peuple polonais à l'ancienne religion » (p. 131).

En d'autres termes, il se passa en Pologne ce qui se passa en France, et voilà une nouvelle raison d'appeler les Polonais les Français du Nord. La légèreté et la mobilité font qu'on s'engoue de toutes les nouveautés, mais qu'on ne s'attache à aucune et que la routine vous reprend bientôt.

Skarga fut un des principaux artisans de la contre-réforme polonaise. M. Berga a bien choisi son homme et l'a ressuscité avec un grand talent. Son œuvre a de la valeur et durerait même si l'Académie ne lui avait pas décerné le prix Théroutanne. Quant à Skarga, si « sa réputation en Pologne est solidement et justement établie..., les raisons pour lesquelles les Polonais le tien-

nent en si haute estime sont précisément celles pour lesquelles il n'est point un de ces génies qui conquièrent le monde; il est trop Polonais... Ses sermons apparaîtraient aux Français comme trop informes, trop chargés de citations et trop remplis de controverse » (p. 374).

D'ailleurs, les huit sermons que M. Berga nous donne dans sa petite thèse n'ont, paraît-il, jamais été prêchés et ce n'est qu'après la Diète de 1597 que Skarga les aurait rédigés. « Effrayé des périls que fait courir à sa patrie la progression des armées turques, et d'autant plus effrayé que dans des circonstances aussi critiques il vient de voir une diète qui pouvait être le salut avorter piteusement par l'opposition de quelques nonces, il se décide à rassembler en un seul écrit les conseils, les menaces, les dures vérités qu'il n'a cessé de faire entendre une à une du haut de la chaire et il compose ce cri d'alarme d'un grand patriote et solennel avertissement d'un politique avisé qui perce les ténèbres de l'avenir et prévoit la chute où son pays va être entraîné » (II, p. 27).

Ce qu'enfin l'auteur dit de sa traduction est on ne peut plus judicieux : « Tout traducteur est un traître malgré lui. Les langues, en effet, ne sont jamais équivalentes entre elles... Comment communiquer à une langue analytique l'*imperatoria brevis* » d'une langue synthétique?

On le voit, l'ouvrage de M. Berga est intéressant à bien des égards. Tout ce qu'il dit est marqué au coin du bon sens, de la réflexion et de la modération. Nous lui souhaitons et lui promettons d'ailleurs des lecteurs sinon nombreux (le sujet est trop spécial pour cela), du moins fidèles et reconnaissants.

Th. SCH.

Documents inédits sur l'Église réformée de Pau avant la révocation de l'édit de Nantes. Extraits d'un registre des Actes du Consistoire (1668-1684) par le pasteur Cadier, d'Osse. Pau, Imprimerie Garet-Haristoy, 1918, 155 p. gr. in-8°. (Tirage à part du *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 2^e série, tome XLI).

Il y a une soixantaine d'années environ, un pasteur parcourant les campagnes béarnaises trouva dans un village, dont on ne nous dit pas le nom, un couple de braves paysans en train de chauffer leur four avec de vieux papiers. Il eut la curiosité de les examiner de plus près. Quand il eut lu, au haut d'un des feuillets :

Livre du Consistoire de Pau, il s'empessa de sauver ce qu'il put du manuscrit en train de périr. Les soixante-dix premières pages avaient déjà flambé, les dernières également, mais comme le registre était heureusement humide et quelque peu moisi, la destruction n'avait pu être rapide. Ce document, séché, rafistolé le mieux possible, relié, se trouve aujourd'hui dans les archives du Consistoire de Pau; M. le pasteur Cadier père en avait pris, dans le temps, deux copies et c'est en utilisant l'une d'elles que M. le pasteur Alfred Cadier, d'Osse, a mis au jour le mémoire que nous avons plaisir à annoncer ici, et qui nous donne, ainsi qu'il le dit avec raison, « une page absolument inédite de l'histoire de Pau » (p. 3).

Ce qui nous a été conservé de ce curieux registre des délibérations du Consistoire de l'Eglise réformée de la capitale du Béarn se rapporte aux treize années qui s'étendent de 1668 à 1681, années déjà tourmentées par de tristes appréhensions pour l'avenir, que l'intolérance croissante des pouvoirs publics montrait bien sombre et menaçant, sans que cependant les esprits s'attendissent à la terrible crise finale. M. Cadier aurait pu se borner à reproduire simplement le texte même des procès-verbaux officiels; il a préféré — et nous devons lui en être reconnaissants — épargner quelque fatigue aux lecteurs et grouper en une série de chapitres, les données empruntées à ce document si précieux pour la vie intérieure d'une paroisse relativement importante de l'Eglise réformée de France, au cours de la seconde moitié du règne de Louis XIV. Pau comptait en effet, à cette époque, au moins 1 500 réformés sur une population totale d'environ 3 000 habitants, et parmi eux non seulement des petits bourgeois et des artisans, mais quelques familles nobles, des propriétaires cossus, des hommes de loi et de finance. C'est donc un tableau systématique de cette société protestante que nous offre le travail du pasteur d'Osse, qui nous avait déjà donné, il y a un quart de siècle, une monographie détaillée de sa propre paroisse, d'après des sources analogues¹. Il commence par nous décrire la topographie du Pau protestant, son temple et les bâtiments annexes, la maison d'école, le cimetière. Il nous parle ensuite des ministres successifs de la paroisse: Isaac de Cottière, Jean de Rival, Jourdain d'Olivier, émigré et mort à la Haye en 1709; Lambert Daneau, petit-fils du célèbre savant de ce nom, qui professait à l'Académie d'Orthez et qui, lui aussi, dut quitter la France et devint pasteur à Leuwarden. Il nous fait assister aux séances du Consistoire, explique le rôle des anciens, des diacres, du trésorier; nous montre ce corps veillant à la discipline de

1. Osse, *Histoire de l'Eglise réformée de la vallée d'Aspe*, 1893.

l'Église et au maintien de la foi, réglant le culte, les mariages mixtes, s'occupant même — besogne bien dangereuse déjà — de la conversion de catholiques romains, qui viennent solliciter leur introduction dans la paroisse. Tels un avocat de Pau, le sieur de Beigts, qui demande sa réception en 1670; un Irlandais, de Cork, en 1676; un Espagnol, de Malaga (1678). Les deux cas les plus intéressants sont celui d'un paysan de Serres, nommé Tourrail, qui, peu de jours après sa conversion, est jeté en prison, refuse de se rétracter et meurt au bagne de Marseille; puis celui d'un Père Jésuite de Pau, Nicolas de Vaudbrun (1676) auquel on ne refuse pas la réception dans l'Église, sur ses sollicitations réitérées, mais qu'on n'ose pas autoriser à faire abjuration publique et qui est immédiatement expédié au loin, pour éviter l'intervention des autorités royales.

Il ne semble pas que la conduite des membres de l'Église de Pau ait donné lieu à des mesures fréquentes de discipline; on rencontre bien, dans les procès-verbaux du Consistoire, un certain nombre d'affaires (querelles entre membres de la paroisse, querelles entre pasteurs et ouailles d'autres Églises, suivies de réconciliations officielles), mais M. Cadier n'y a relevé que trois cas d'inconduite signalés et censurés pendant ces treize années. Un chapitre intéressant est consacré aux finances du Consistoire. Nous voyons que des rôles étaient dressés pour l'entretien des deux ministres; ils étaient payés trimestriellement, par des *marreaux*, remis par les fidèles, d'après le nombre des communicants de chaque famille. La charité des membres de la paroisse mérite aussi des éloges; de 1668 à 1681, notre registre ne mentionne pas moins de soixante-un legs; malheureusement les sommes versées ne sont indiquées que pour *trente-deux* d'entre eux, dont le total atteint 5 500 livres, chiffre qui semble assez considérable pour une aussi modeste cité et pour l'époque, surtout quand on voit qu'en dehors des legs après décès, la caisse bénéficiait encore de dons faits de la main à la main et parfois importants. C'est ainsi qu'un fidèle (qui voulut rester anonyme) apportait en deux fois 700 livres au pasteur d'Olivier, en 1669 et 1670, ou que M^{me} de Cansans versait 1 000 livres en 1678. Les revenus de cette caisse servaient à payer des secours hebdomadaires aux pensionnaires réguliers du Consistoire, sans doute les plus pauvres de la paroisse. Mais il distribuait également des subsides extraordinaires à des passants, à des malades, à des orphelins, etc. Un jour on vote 40 sols au fils de la veuve David, « pour s'acheter un chapeau, sur le point de s'en aller à Paris »; un autre jour, on accorde un secours de 4 livres à un Suisse, « qui a la jambe rompue », pour « s'en aller aux eaux », etc. Il y a aussi des dépenses plus conséquentes à solder, les frais pour secours à

d'autres Églises du Béarn, pour le Synode, pour le député en cour de ces Églises, M. Charles d'Auture.

Ce dernier avait fort à faire à Versailles pour obtenir un reste de protection royale pour ses mandataires, car ils avaient un ennemi fort agressif en la personne du Parlement de Navarre, créé par Louis XIII, et qui se regardait comme le défenseur né de l'unité catholique contre l'hérésie. Bien que l'Édit royal de 1668 eût considérablement réduit le nombre des lieux de culte dans le Béarn — il n'en reconnaissait plus que vingt dans les quatre colloques d'Orthez, de Sauveterre, d'Oloron et de Pau¹ — le Parlement le trouva d'abord encore trop large et, pour ce motif, refusa de l'enregistrer. Il fallut des sollicitations réitérées en Cour pour l'y contraindre. Puis ce sont, à chaque instant, des chicanes continuelles contre M. d'Auture lui-même, des enlèvements d'enfants arrachés à leurs parents par ordre supérieur, des accusations futiles contre les ministres, etc., sans compter que le Parlement réclame au roi les fonds des Consistoires déjà supprimés, pour en doter des collèges dirigés par des religieux ou des paroisses catholiques.

Bientôt après la date où notre registre nous fait défaut, ce fut la fin, du moins en apparence². L'Édit de révocation chassa les pasteurs, dispersa les ouailles; les uns émigrèrent, d'autres abjurèrent, d'autres encore restèrent fidèles à l'Église sous la croix et furent sans doute, en partie, les ancêtres de la paroisse réformée actuelle de Pau. Je suis assuré que leurs arrière-petits-fils, libres des entraves douloureuses du passé, seront reconnaissants à M. Alfred Cadier de leur avoir retracé un tableau si exact et si vivant de ce que fut la vie religieuse de leurs pères. En tout cas les amis de l'histoire du protestantisme français lui doivent des remerciements pour avoir exhumé de la poussière des archives et mis en œuvre, avec tant de soin, un document si riche en détails nouveaux.

Rod. REUSS.

1. Encore celui d'Oloron, ville épiscopale, ne fut-il maintenu que par provision.

2. Notre registre s'occupe surtout des deux affaires Fondevielle et Labe-nesie (p. 134-137).

CORRESPONDANCE

Réception de la Délégation des Églises protestantes anglaises

« Aujourd'hui lundi, 14 novembre 1918, à quatre heures et demie, dans la salle de lecture de la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, le Conseil de la Fédération protestante de France a souhaité la bienvenue aux huit délégués représentant les Églises sœurs d'Angleterre, d'Écosse, du Pays de Galles, des Fraternités et du Comité britannique de secours aux Protestants de nos régions envahies.

« Les liens formés, il y a plus de trois siècles, par la généreuse hospitalité offerte en Angleterre aux protestants français persécutés ont été renoués et fortifiés sur les champs de bataille où, côte à côte, protestants anglais et français ont rivalisé d'héroïsme pour le triomphe de l'idéal de justice et de liberté de nos pères dans la foi.

« Puissent ces liens sacrés nous unir éternellement pour une collaboration toujours plus étroite et plus féconde, à l'établissement, dans la paix, du royaume de Dieu sur la terre ».

Tel est le procès-verbal qu'avec quelques représentants du Protestantisme français ont signé, au nom du Protestantisme anglais MM. le Rev. professeur *J.-V. Bartlet*, Mansfield College, Oxford; — Rev. *Dan. Bryant*, pasteur de l'Église Saint-Mary à Balham, près de Londres; — *Harry Jeffs*, esq., secrétaire du Comité auxiliaire britannique de l'Entr'aide protestante pour les régions envahies, et Mrs *Jeffs* qui apportait une lettre autographe de Mrs. Lloyd George; et M. *R. S. Miller*, esq., secrétaire du même Comité. Trois autres délégués, savoir le Rev. Principal *E. Griffith-Jones*, Yorkshire Independent College; Rev. Dr *Dykes Shaw*, d'Édimbourg, secrétaire de l'Alliance presbytérienne universelle et *Sir Beddow Rees*, de Cardiff, président du Conseil national gallois des Églises libres avaient été, au dernier moment, empêchés d'accompagner leurs collègues.

Après qu'au nom de la Fédération des Églises protestantes de France, son président M. E. Gruner leur eut souhaité la bien-

venue, M. Frank Puaux, président de notre Société d'Histoire, leur adressa l'allocution suivante que M. A. Monod voulut bien leur traduire :

Messieurs et honorés Frères, chers Alliés,

Je ne chercherai pas à vous cacher mon émotion en vous souhaitant la bienvenue, au nom de la Société de l'Histoire du Protestantism français, en ces jours à jamais grands dans l'histoire de l'humanité. Je n'ai pas de paroles pour exprimer notre reconnaissance pour votre noble nation qui, à l'heure du suprême danger, est venue combattre pour la défense de la plus sainte des causes et, par sa vaillance et ses sacrifices, remporter avec nous la victoire dernière sur le plus barbare des ennemis.

En vous recevant dans notre bibliothèque, nous unissons le lointain passé au temps présent. Ici sont conservés avec piété les souvenirs de la Réforme française; ici se trouvent les ouvrages des docteurs, des penseurs, des historiens, des défenseurs de l'Évangile et de la Liberté.

Aussi, dirai-je, pour rappeler une parole apostolique, que vous êtes entourés, en ce jour inoubliable, d'une nuée de témoins.

En leur nom comme au nôtre, nous affirmons que les liens qui nous unissent à l'Angleterre religieuse depuis des siècles sont plus forts que jamais.

Comment pourrions-nous oublier que, dès l'année 1550, le roi Édouard VI voulut qu'il y eût, écrivait-il, « en notre cité de Londres, un temple que l'on appellera le temple du Seigneur Jésus pour les pauvres gens étrangers chassés de leur patrie à cause de leur religion ». L'une des gloires les plus pures de l'Angleterre est d'avoir été un asile pour les victimes des persécutions. Nos ancêtres y furent accueillis, avec une émouvante charité, dans leur grande détresse, comme y furent reçus, avec cette même charité, les prêtres de l'Église catholique aux jours de la Révolution. Ainsi se trouvait fidèlement obéie la recommandation fraternelle du Christ : Qui vous reçoit, me reçoit.

Il n'est pas d'histoire plus intéressante que celle des Églises protestantes françaises qui se fondèrent en Angleterre. Car, à la fin du XVIII^e siècle, on ne comptait pas moins, à Londres seulement, de dix-huit Églises de huguenots réfugiés. Vos historiens Agnew, Smiles, comme la *Huguenot Society*, de Londres, d'une manière admirable, ont loué l'énergie, la vaillance, la foi de ces nobles exilés qui surent ainsi prouver leur reconnaissance au peuple qui leur avait offert un asile. Je ne peux m'empêcher de rappeler que lorsque Guillaume d'Orange, votre grand roi, quitta la Hollande pour libérer l'Angleterre, inscrivant sur ses étendards : « Je maintiendrai la religion protestante », il n'avait pas de plus héroïques soldats que ceux des régiments que commandait l'illustre maréchal de Schomberg.

De même que nos ancêtres ont combattu pour la liberté de l'Angleterre, de même, vous, aujourd'hui, avez combattu pour la liberté de la France. Souvenirs sacrés qui ne peuvent que rendre plus invincible l'union entre nos peuples.

Vous ne me comprendriez point si je n'évoquais pas le souvenir et

le nom du grand réformateur Jean Calvin, dont vous verrez la ville natale presque détruite par le plus cruel ennemi. N'est-ce pas, en effet, John Knox qui a pu dire de l'Église réformée par Calvin « qu'elle était la plus parfaite école du Christ qui fut jamais sur la terre » ? A cette école se formèrent les puritains d'Écosse et d'Angleterre, comme les gueux de Hollande et les Huguenots de France, école de la foi invincible comme de la liberté indomptable.

Calvin, en combattant le cléricalisme, affirmait le droit des fidèles dans l'Église. Ainsi proclamait-il la souveraineté du peuple dans l'ordre religieux, préparant sa souveraineté dans l'ordre politique.

Grandes et nobles vérités que vous vénerez avec nous, frères d'Angleterre et d'Écosse, et dont vous dites la grandeur en ces jours solennels, où les principes issus de notre Réforme sont victorieux par la ruine des autocraties comme par le triomphe des démocraties. Messieurs, je me suis arrêté naguère devant l'ambassade de la Grande-Bretagne et j'ai regardé, avec émotion, les armoiries de votre glorieuse patrie, car s'y détache en lettres d'or, dans notre chère langue de France, sa fière et noble devise : DIEU ET MON DROIT. Et j'éprouvai une légitime fierté en me disant que pour graver, dans le cœur de ses fils, ces immortelles paroles, la Grande-Bretagne avait choisi le verbe de France.

Dieu. Ainsi se révèle le caractère profondément religieux du peuple anglais. Dieu, le nom le plus auguste des langues humaines, celui que Newton ne prononçait jamais sans se découvrir, si grand qu'il ne permet que l'adoration. Comment ne rappellerai-je pas que nos ancêtres, les Huguenots, lui rendirent cet hommage suprême, alors que, dans leur première confession de foi, ils promirent solennellement de « maintenir la souveraineté de Dieu en son entier ». Comment ne pas mesurer l'abîme immense qui sépare l'invocation du nom de Dieu par le militarisme allemand, ce *Gott mit uns* comme celui d'un général à la suite de l'armée, et ce seul nom de Dieu inscrit dans l'humilité et l'adoration dans les armoiries de votre peuple ?

Dieu règne, s'écrie le Psalmiste, et le lundi 11 novembre 1918, jour à jamais inoubliable dans l'histoire du monde, aux Communes, cette parole sacrée a été entendue. Quelle date dans l'histoire d'Angleterre, lorsque Lloyd George, après avoir célébré la grande victoire, demanda aux membres du Parlement de se rendre à l'église de Sanct-Margareth de Westminster, fidèles à la devise du peuple anglais, pour rendre grâce à Dieu de sa divine protection.

Mon Droit, c'est l'affirmation de cet amour de la liberté qui est l'honneur de la Grande-Bretagne. Pour la défense de ce droit vous êtes entrés dans la plus terrible des guerres, et par centaines de mille vos héros sont tombés, afin que la liberté, le plus précieux des biens, ne fût pas enlevée à l'humanité. Aussi si l'Allemagne n'a cessé de redire cette parole impie : Dieu punisse l'Angleterre, nous, vos frères en la foi, dans une reconnaissance infinie pour vos sacrifices et dans une ardente prière nous ne cesserons de dire : Dieu bénisse l'Angleterre, *ever and for ever*.

MM. Bartlet et Bryant prirent successivement la parole pour nous rappeler à quel point l'influence des représentants du pro-

testantisme helvétique et alsacien et surtout de Calvin contribua à la formation, à l'organisation et au développement des Églises protestantes d'Angleterre et d'Écosse. Elles sont, à ce point de vue, sœurs des Églises réformées de France. Grâce aux liens nouveaux formés dans la douleur et le sacrifice entre les deux peuples, les Églises protestantes des deux côtés de la Manche sont appelées à collaborer plus intimement que par le passé. Elles le feront avec succès dans la mesure où elles sauront respecter la personnalité humaine et l'indépendance entière de chacune des Églises qui se réclament du même maître et du même Évangile.

La réunion se termina après que les délégués eurent examiné quelques-uns des trésors de notre Bibliothèque et emporté quelques livres ou brochures que nous pûmes leur offrir.

N. W.

M. J. Pannier en Angleterre.

La *Franco-Scottish Society* ayant demandé que deux aumôniers militaires, l'un catholique, l'autre protestant, vinsent en Écosse faire (en français) des conférences sur ce qu'ils avaient vu et fait pendant la guerre, sur le front français, notre collègue, M. Pannier, a été mis par le grand quartier général à la disposition du commissariat général de la propagande française à l'étranger; sous ce patronage officiel il a fait des conférences à Edimbourg, Glasgow, Aberdeen et Dundee, à Birmingham et à Londres. A Edimbourg le président du *Presbytery* d'une des Églises presbytériennes (*United free church*) lui a, entre autres, souhaité une très cordiale bienvenue, dans une séance de ce Consistoire où le modérateur de l'Assemblée générale, Dr Drummond, s'est également adressé à lui en rappelant les rapports séculaires des Églises françaises et écossaises. Partout d'ailleurs M. Pannier a reçu le plus bienveillant accueil, notamment auprès des membres de la *Huguenot Society*. C'est l'un d'eux, le commandant Saurin, descendant du célèbre prédicateur, qui lui a délivré, un jour, certains papiers au nom de l'autorité militaire anglaise, à Londres.

Anniversaires séculaires : Zwingli, Coligny.

On trouvera ci-après le texte de la lettre que le président de notre Société a envoyée aux présidents de nos Unions nationales réformées pour leur rappeler le quatrième anniversaire séculaire de la naissance de *Gaspard de Coligny*.

En Suisse, on célèbre au commencement de l'année 1919, le quatrième anniversaire séculaire de l'installation de *Zwingli* à la cure de la cathédrale de Zurich. Il y avait été nommé par le chapitre le 18 décembre 1518 et commença le jour de l'an 1519 à y expliquer, dans ses prédications, l'évangile selon saint Mathieu.

Depuis la publication, en 1904, par feu M. le professeur Egli, du périodique intitulé *Zwingliana* sur lequel nous avons ici même, à plusieurs reprises, attiré l'attention, la personnalité si attachante et l'œuvre si tragiquement interrompue de Zwingli ont été mises en pleine lumière, grâce surtout, à la nouvelle édition en cours de ses écrits et de sa correspondance.

Lorsqu'on considère que Luther et Calvin ainsi que d'autres réformateurs purent parler, écrire, lutter pendant près de trente ans pour réaliser leur idéal et que l'activité réformatrice de Zwingli ne dura guère plus d'une douzaine d'années, on ne peut qu'admirer tout ce qu'il lui fut donné d'accomplir dans ce court espace de temps.

Humaniste, élève et ami d'Erasme dont il copia et apprit presque par cœur le texte grec des épîtres pauliniennes, chrétien essentiellement évangélique, éducateur, citoyen et patriote ardent, politique aux vues pénétrantes et larges, il est de ces figures qui grandissent à mesure qu'à distance on les étudie de plus près. On peut même dire, lorsqu'on embrasse l'ensemble de son œuvre et lorsqu'on suit le développement de ses idées, qu'il est le plus moderne des réformateurs.

Nous nous associons d'autant plus volontiers à l'hommage qui lui est rendu, quatre siècles après le début de son activité réformatrice, que, dès l'origine, il s'intéressa directement à la Réforme française. Dès le 7 juin 1519 Lefèvre d'Étaples le faisait saluer et il fut un de ceux qui lurent ses premières publications. En 1522 François Lambert d'Avignon alla le voir et, grâce à lui, se détacha du culte des saints. Le gentilhomme dauphinois Anémond de Coët gagné à la réforme par Farel, le vit à deux reprises et c'est à son instigation que Zwingli écrivit, le 13 décembre 1523, à Pierre de Sébille qui prêchait la réforme à Grenoble, une lettre qui fut imprimée et répandue dans un but de propagande. Il correspondit aussi avec Gérard Roussel auquel Farel avait envoyé ses écrits, ainsi qu'avec Antoine Papilion, un

des familiers de Marguerite de Valois. Enfin, au commencement de 1524, il eut une entrevue avec Guillaume Farel et Antoine du Bled, de Lyon. C'est à la suite de cette visite qu'il travailla jour et nuit pendant trois mois et demi pour rédiger un des premiers exposés complets de la foi évangélique. Ce traité parut en latin à la fin de mars 1525 sous le titre : *De vera et falsa religione* et fut précédé d'une préface adressée à François I^{er} qu'il s'efforça vainement d'éclairer sur le caractère odieux de la chasse à l'hérésie organisée en France par les théologiens de la Sorbonne¹.

A l'occasion de ce jubilé l'Université de Zurich a fait paraître une publication de luxe, ornée de 160 illustrations et tirée à 1250 exemplaires. Elle se compose d'une série de monographies, sur Zurich en 1519 par G. Meyer de Knonau ; sur Zwingli, théologien par le Dr Walter Köhler ; sur Zwingli homme d'État, par le Dr W. Oechsli ; sur Zwingli, sa vie domestique et son temps, par MM. le pasteur O. Farner et les Drs Hans Lehmann et H. Nabholz. La bibliothèque de notre Société a souscrit à un exemplaire de cet ouvrage qui contribuera certainement à perpétuer la mémoire de l'initiateur de la Réforme dans la Suisse alémanique².

N. WEISS.

Voici l'invitation à la célébration du 4^e anniversaire séculaire de la naissance de *Coligny*.

« Monsieur le Président,

« La Société de l'histoire du protestantisme français, fidèle gardienne du grand passé de nos Églises, a le devoir de rappeler la mémoire de leurs plus nobles défenseurs.

« Par la grandeur du caractère, l'intégrité de la vie, la puissance de la foi, l'Amiral de Coligny se place au premier rang des héros et des martyrs de la réforme française.

« Le dimanche 16 février 1919³ sera le quatrième anniversaire séculaire de sa naissance. Nos Églises ne sauraient demeurer indifférentes à la commémoration d'un tel anniversaire. En ce jour, la parole sacrée : Souvenez-vous de vos conducteurs, sera certainement entendue.

« La méditation d'une vie de devoir, de renoncement, de sacrifices, comme le fut celle de l'Amiral, n'est-elle pas digne de notre temps et ne donnera-t-elle pas des leçons de courage et de fidélité ?

« Aussi ne serait-il pas à désirer que, dans toutes nos Églises,

1. On en trouvera une analyse dans le t. III, de *H. Zwinglis sämtlich Werke*. Leipzig, Heinsius 1914.

2. L'édition (*Buchdruckerei Berichthaus, Zurich*) se composera (in-4^e) de 1000 exemplaires à 50 francs et 250 à 120 francs, prix de souscription.

3. C'est par erreur que la date de 1517 figure sur le monument.

par des prédications et des conférences, fût évoqué le souvenir de l'Amiral ?

« Si, fidèles à toutes les traditions de nos Églises, nous déclarons qu'à Dieu seul appartient la gloire, un devoir de pieuse reconnaissance s'impose à nos Églises, celui de le louer d'avoir suscité au milieu de son peuple, un aussi noble serviteur de sa cause.

« Sous l'impression de tels sentiments, je viens vous demander, Monsieur le Président, si vous ne voudriez pas inviter les Églises à s'unir dans la commémoration d'un si grand anniversaire, vous priant de croire à mes sentiments aussi fraternels que distingués ».

FRANK-PUAUX.

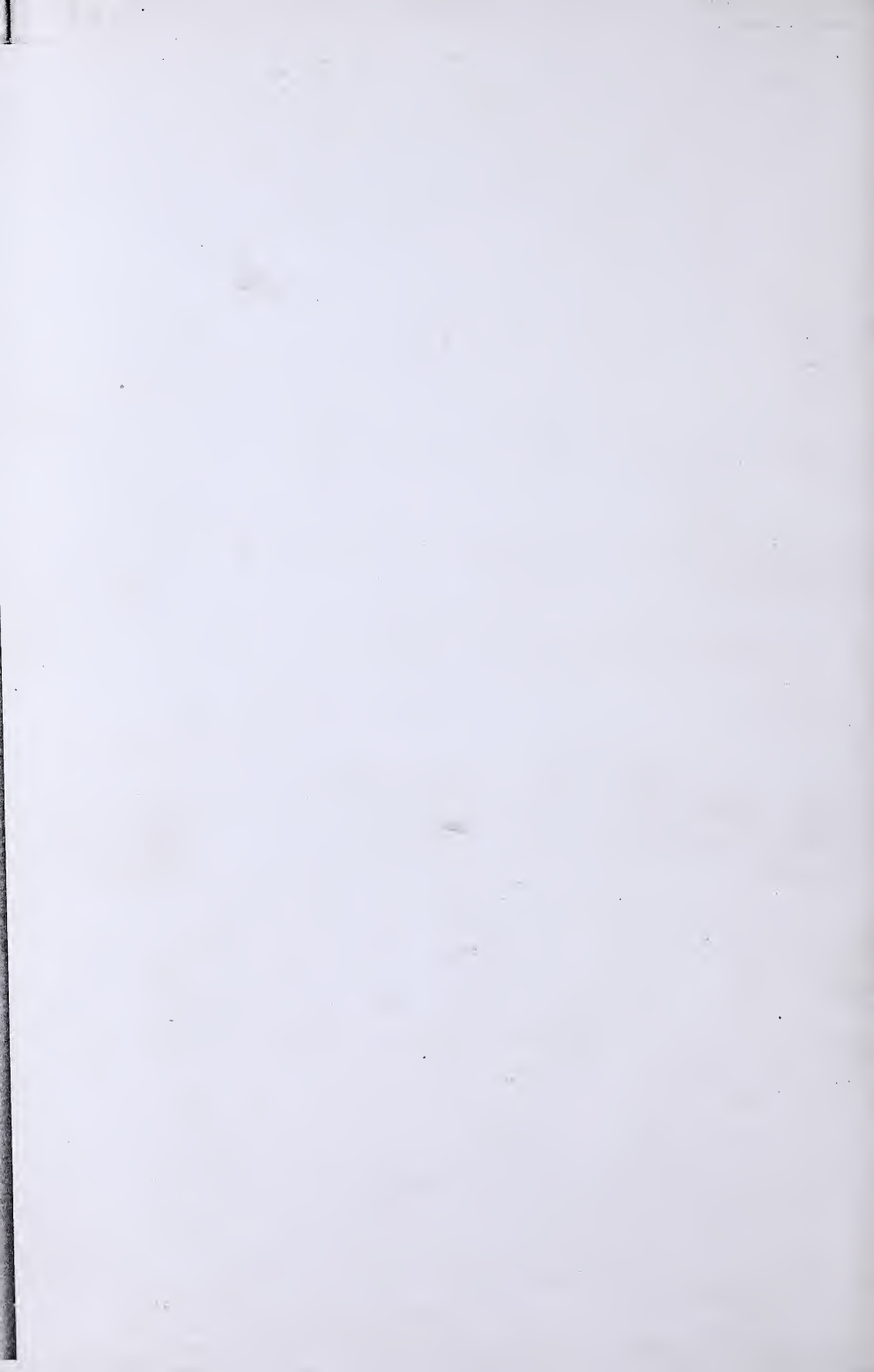
Noyon. — La Maison de Calvin

J'ai vainement retardé l'apparition de cette livraison dans l'espoir d'y insérer une vue de l'emplacement actuel de cette maison. Car il semble bien, d'après les récits de témoins oculaires, qu'elle a été détruite lors de la retraite définitive des Allemands. Pourtant M. le professeur A. Lefranc a cru pouvoir m'affirmer que ce qui a surtout été entièrement démoli, c'est l'hôtel qui, de l'ancienne place au Blé, masquait ce qui subsistait de la maison du réformateur dont peut-être quelques pans de mur ont survécu au bombardement.

Ne se trouvera-t-il personne pour acquérir ces décombres et conserver ainsi pour l'avenir l'emplacement de la maison natale du réformateur français ? On a pieusement conservé les demeures de Luther, de Zwingli, de Knox et d'autres et on regretterait certainement un jour que, dans la ville qui vit naître Calvin, la place où s'élevait sa maison n'ait même pas été gardée pour ceux qui, en France et hors de France, honorent sa mémoire.

En attendant, les seuls documents authentiques qui nous permettent de nous représenter ce qui, après l'incendie de 1552, subsistait de cette maison, ce sont les photographies reproduites exactement dans notre *Bulletin* en 1897, p. 373 et dans la biographie de *Jean Calvin*, de Williston Walker traduite par le sousigné en 1909 (Genève, Jullien) pages 19 et 27. Les dessins du *J. Calvin*, de M. E. Doumergue (I. p. 10 et 11) ont été faits d'après des photographies.

W.



TABLES

1. TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES, DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME LXVII (ANNÉE 1918)

du *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français*

- A**bbeville (Les Protestants à), (1560-1572), 28 ss.
Abbevillois (Liste des), suspects de calvinisme (entre 1560 et 1572), 43, 115 ss.
Affiche (1767), (Fils naturel), 152.
Aigaliers (d'), 14.
Aigneville (Gédéon d'), 51.
Ailly (d'). — Voy. Massue, 115 ss.
Aiais (évêque d'), 19.
Alb-In (île d'). — Voy. Prydain, 224.
Aléandre (Jérôme), 8, 153.
Alençon (duc d'), 233.
Alizet (Benoist), 84, 301.
Allard (Jacques, Suzanne, Marie), 213.
Allery (Joly d'), 133.
Allier (Raoul), 73, 74, 314.
Alsace, 16, 249 n.
Altorf (camp d'), 233.
Ambroise de Larbont (d'), 149, 314.
Amérique (message d'), 236.
Amiens, 106 ss. (temple), 32 ss.
Amilton (Anne), ép. Grandmoulin, avocat, 213.
Amyrault (Moïse), 86, 304.
Anciens lieux de culte protestant autour de Soissons et de Laon, 62.
Ancre (maréchal d'), 286.
Anduze (pont d'), 13 ss. 240.
Angleterre, 227.
Angrogne (vallée d'), 147.
Anisy, 65.
Anjorant (ambassadeur), 109.
Annebault (Claude), 128.
Anthologie protestante française, des xvi^e et xvii^e siècles, 73, 76.
Anvers, 89.
Aoust (Louis d'), curé, 35.
Apologie (de Luther), 170, de Mé-lanchton, 266.
Appel à la noblesse chrétienne, 170.
Arande (Michel d'), 163.
Archives (de Genève), 108. — du Christianisme, 218.
Armand-Delille (pasteur), 217.
Arnaud (M.), 187 ss.
Arrest (Claude d'), Mahieu, Jean, écuyer sieur de Beaulieu, 36 ss. — (Eustache), 41.
Assemblées du Désert aux gorges du Banquet, le Baux, Mas del Puech, 313. — du 'lergé. 20.
Astruc (médecin), 78.
Aubert (Hippolyte), 112, 149.
Aubigné (Agrippa d'), 96.
Aubigny (M. d'), 199.
Auge (pays d'), 225.
Augsbourg (diète d'), 266. — (Confession d'), 266.
Aurigny (Gilles d'), 85.

- Autin (Albert), 151.
Authie (vallée d'), 30.
 Autura (Charles d'), dép. des Egl. du Béarn, 325.
 Avalos d'Aquino (Alfonso d'), marquis del Varto, 128.
 Avessens (Jean): ép. Léa de Villetes, 309. — (Joseph), ép. Marguerite de Villetes, 310.
Auxi, 30.
 Avis aux protestants de l'Europe, 192.

Babinot (Albert), 84.
 Bacherort (Adrienne, dame de). — Voy. Berquin, 163 n.
 Badan (Elisabeth), 214. — Voy. Clarion.
Bade en Argovie, 264.
 Badius (Conrad), 84.
 Badius (Ascensius, Josse), 154.
 Baduel (Claude), 85.
Bâle, 264.
 Balieu (Louis), écuyer seigneur du Titre, 40 ss. — (Jeanne), 121.
Barbesieux, 213.
 Bardoult (Jacques), 50.
 Barjot (Claude), 32 ss.
 Baron (Jean), 310.
 Bartlet (prof. J. V.), 323.
 Basinière (Pierre Lefèvre de la), 213.
 Basnage de Beauval, 189 n.
 Baspouloux (Marguerite), 215.
 Bastide (M. de la), 200.
 Battier (Philibert), 33 n.
 Bautru, 233.
 Bâville (intendant), 11.
 Bayancourt de Bouchavanne (Antoine de), seigneur de Quincy-Basse, cap. de Coucy, 66.
 Bayle, 189.
Bayonne, 75.
 Beaulieu (s' de), voy. d'Arrest, 36 ss.
Beauvais, 101. — (Françoise et Louise de), ép. de Gauchier et Claude Farei, 115 n.
Beauvais La Nole, 94.
 Beauvarlet (Nicolas), écuyer seigneur d'Ailly-Haut-Clocher, (Josse), seigneur d'Ailly-le-Haut-Clocher de Villiers-sous-Ailly et de Frucourt, 34.
 Beauvisage (Jean), 36 ss. — (Samuel) 40. — (François, Isaac), 44.
 Becanus (jésuite), 5.
 Becquin (Jehan), 52.

 Béda (le syndic), 175.
Bédarieux, 78.
 Beddow Rees- (Sir), prés. d. Cons. gall. des Egl. libr., 326.
 Bédier (Noël), 169 n.
 Beigts (sieur de), avocat, 324.
 Béliard (Louis), 45 ss.
 Bellay (Guillaume du), 128.
 Belle (enquêteur), 34. — (Simon), conseil des marchands, 35.
 Bellengreville (Joachim), grand prévost de France, ép. Marie de la Noue.
 Belleu, 62.
 Belleval, 40. — (Jacques de), 51. — (Antoine de), écuyer (seigneur d'Aigueville), — autre (Antoine de), écuyer seigneur d'Angerville, Longemort et Rémaisnil, ép. Claude de Mailly, 45.
 Belleville (seigneur de), 213.
Benfeld, 255.
 Bennet (Jean), (Jacques), curé, 45.
 Berauld (Nicolas), 165 ss.
 Bérengier (Ansel), 35 ss.
 Berga (A.), abbé, 320.
Bergerac (traité de), 103. — Voy. *Poitiers*.
 Bernard (Samuel), 78.
Berne, 257, 264.
 Bernus (Auguste), 114 n.
Berquin (Noord), 163. — Voy. *Vieux-Berquin*.
 Berquin (Louis de), son premier procès et sa rétractation d'après qq. documents inédits, 161 ss.
 Berquin (Louis de), 162 ss. — Généalogie.
 Berquyn (deux Joncherr Jan van), 163.
 Berthe de Pornmery, 70.
 Bertie of Thames (Lord), 223.
 Bertin (Georges), 74.
Besse, 214.
 Besses (François Deglo de), 214.
Bessinge, 111.
 Bethman (maison), 75.
 Béthune (M. de), 111.
 Beuzart (pasteur), 163 n.
 Bèze (Théodore de), 100, 132, 281.
 Bianconi (Antoine), 9.
Bible de Roland, 243. — (de Duplessis Mornay), de Henri II et Diane de Poitiers, 234.
 Biencourt (Pierre de), 59.
 Bienvenu (Jacques), 84.
 Birague (René de), 128 n.

Bixio (Collection) 112.
 Blauwensterre (Hector heere van), 163 n. — Voy. Berquin.
Blérancourt, 70 n.
Blois, 178.
 Bobba (cardinal), év. d'Aoste, 133.
 Bodenstein (André), 274. — Voy. Carlstadt.
 Bodin (Jean), 232, 319.
 Boissy d'Anglas, 218.
 Boliari (Camillo), 149.
 Bonbonnoux, 10.
 Bonnard (Jean), 36 ss. — (Pierre), 45. — (docteur), 217.
 Bonet-Maury (G.), 74, 314, 315.
 Bonnet, 45 n.
 Bonrepaux (M. de), 197.
Bordeaux, 75, 216. — (prisons), 212 ss.
 Bordier (Henri), 152.
 Borromée (cardinal), 138.
 Bossuet, 186 n., 190 ss.
 Bouchavanne, 66. — Voy. Bayancourt.
 Boudinot (Elie), 237.
 Boudet (Michel de), év. de Langres, 172 n.
 Boulliaud (Jeanne), 213.
 Bouillon (M. de), 64, 199. — (duc de), 96, 107 ss.
Bouillancourt-sous-Miannay, 37.
 Boulenger (Pierre), 33 n.
 Bourbon (Armand de), marq. de Miremont, 200. — (Catherine de), ép. Jean d'Estrées, 64. — (Catherine), sœur d'Henri IV, 69.
 Bourbon-Vendôme (Claude de), (André) frère du précéd., sr. de Rubempré. — (la veuve de), 53.
Bourg (Aisne). — Voy. *Bourg de Quincy*, 65.
Bourg de Quincy (Aisne). — Voy. *Bourg et Quincy Basse*.
 Bourguet (M.) 241.
 Bourguier (sire Guillaume du), prêtre, 35. — (Eloy du), 36 ss. — Voy. *Vicomté du Pont à poissons* (Pierre), 55. — (Nicolas du), 55.
Bourse française de Genève, 113 n.
 Boyssse (M. de), gouv. de *Bourg*, 109.
 Bozzo (Francesca), abbesse, 143.
 Brahé (Tycho de), 319.
Braisne-sur-Vesle, 64. — Voy. Brennes.
Brandebourg (Margrave, Georges de), 226.

Bray (Guillaume de), 46.
Bref avertissement au chrétien pour lui permettre de reconnaître et de foir les hérétiques modernes, 137.
Brennes, 64. — Voy. *Braisnes-sur-Vesle*.
 Brignonnet (Guillaume), 162.
 Briet (Honoré), curé, 46. — (la veuve de Pierre), 36. — Voy. Gondré (Anne).
 Bricka (pasteur), 318.
Brisach, 17.
 Brisset (Anthoine), 32 n.
 Broglio (comte de), 11.
 Broifort (Jean), 52, 57.
 Brosse (Salomon de), 70 n.
 Broutelles, 34.
Bruges, 87.
 Brulart, 110.
 Brunetière (Ferd.), 5 ss., 151.
 Brunfels (Othon), 278.
 Brunschvig (I.), prof. 8, 151.
 Bryant (Rev. Dan.), 326.
 Bucer, 252.
 Buisson (F.), 315.
 Burlamachi (M. de), 65.
 Busanton (David de), sgrn d'Hesnault, 115.
 Busca (Alesianus de), médecin, 130.
 Bussy (de), 34.
 Butemp (François), 32 n.
 Butz (René), 270.
 Buzenval (M. de), 98.

Cacaud (François), 30. — (Elisabeth), 48.
 Cadier (Alfred), past. 322.
Cahors, 213.
 Caignart (Martin), 32 n.
 Caillot (abbé A.), 76.
 Caisier (François), 120. — (Marie), 55. — Voy. Foucquart.
 Caix (de), de Saint-Aymour, 156.
Calais, 119.
 Calignon, 106.
 Calippe (Clément), 34 et 35.
Calliope chrétienne (La). — Voy. Alizet (Benoist).
 Calonne (Antoine de, notaire), 32, 36 ss. — (Nicolas, argentier). — (Nicolas, écuyer, ép. Marg. Charlet), 47.
 Calven (Cornélie van), (Robert van), 163. n.

- Calvin (Jean), 5 ss. 112, 132, 151. — (Antoine), 113 n. — (Maison de), 332. — Calvin, les Jésuites, Becanus et Veuillot, 158.
Calvisson, 15.
Camisards, 11, 201.
 Canaye (le Père), 185.
 Candelay (du), 101.
 Capiton, 249.
 Caramuel (jésuite), 5 ss.
Carignan, 136.
 Carlot (Marg. de), 310. — Voy. Villetes.
 Carlstadt, 253, 274. — Voy. Bodenstein.
 Carnesecchi, 132.
 Caroli, 162.
 Carpentin (les frères), et généalogie, 36 ss., 48 ss.
 Carteret (Lord), 25.
 Casal (inquisiteur de), 145.
 Casalès (Léon), 76.
 Cassans (M^{re} de), 324.
Cassel, 87.
 Castellain (Helye), (Pierre), ép. Jeha. de la Haye, 66. — Voy. Le Roy.
Catéchisme de persévérance, 8.
 Catelet, 65 ss.
 Catheux (Nicolas de), procureur, 35 ss.
Catholique du pape et de Moysc (Le), 170.
 Cauchon (Eimond), 28.
 Cauchy (sieur de), 117. — Voy. Hamel (de).
 Caumont de la Force (Jacques), 96.
 Cauvin (Antoine), 113 n.
 Cavalier (Mémoires de), 10, 248, 315.
 Cavillon (François), 123.
 Cazaux (Estienne), 213.
 Cecier de Colony (Jean Denis de), 85.
 Cendré (Guillaume), 36 ss.
Centenaires de Coligny, Zwingly, 330.
 Centurione (Agostino), 139.
 Cergny (Marie de). — Voy. Friez (Noel du).
 Certon (Salomon), 85.
Cévennes, 22 ss., 240, 248. — (Guerres), 10.
 Chabrand (past.), 217.
Charenton, 189.
 Chambret (sieur de), 287. — Voy. Pierre-Buffières et la Noue.
 Chamillart, 11.
 Champenois (sieur de), 99.
 Charbonnel (past.), 241.
 Chareyre (Magdeleine), 214.
 Charion (Antoine), (Isaac), ép. Elisabeth. Badan, 214.
 Charles I^{er}, 226. — II, 227. — (Emmanuel), duc, 126 ss.
 Charles III (duc), 124.
 Charles-Quint, 163.
 Charlet (Marg.). — Voy. Calonne, 47.
Chartrons (temple des), 76.
 Chassignet, 85.
Château-Porcien, 64.
 Chatoney, 314.
Chatellerault, 107 ss.
 Chatillon (card. de), 36. — (femme du), 120. — (François de), 96.
 Chaulsoy (S^r de). Voy. Groiseilliers.
Chauny, 65.
 Chauviré (Roger), 232.
 Chayla (abbé du), 13.
 Chazalet (Jean Balthazard de), 214.
 Chivot (Jehan), 33 n.
Chieri, 130.
 Cholières (seigneur de), 83.
 Chouppes, 106.
 Chrestien (Florent), 84.
Chronique littéraire et comptes rendus critiques, 76, 332, 316.
 Clasen (Daniel), 314.
 Claude (Jean), 151. — (M.), 187. — (de France), 132.
 Claudin le Jeune, sa sœur Cécile, 290 n.
 Clément VII, 126.
 Clermont, 101. — (d'Amboise), 107.
 Cobbin (Rev. J.), 216.
Cobourg (château de), 267.
 Coct (Anémond de), 330.
 Cocqueville, 30 ss. — (capitaine), 51.
 Codur, 67.
 Cœurderoy (Jacques), 72.
Cœuvres, 62.
 Colbert, 184.
 Coligny (Gaspard), 165 n. — Odet, 330. — Voy. Chatillon.
 Colines (Simon de), 174.
Colloque de Jean Bodin des secrets cachez des choses sublimes entre sept scavans, 232.
Cologny, près Genève, 299.
Comblefaut. — paroisse de Vernoux (Ardèche), 214.
 Côme (cardinal de), 146.
 Comines, (prince de), 165. — Voy. Halluin.

Comité protestant de propagande française à l'étranger, 234.
 Commelin (Antoinette), 113 n. — ép. Antoine Cauvin.
 Concordat (Le) de 1801, 21.
 « Concubinages » (Deux certificats de prétendus...), 214.
 Condé, 30 ss.
 Condom (M. de), 190 ss. — Voy. Bossuet.
 Confession de Calvin, 146. — de la Foi chrétienne Tétrapolitaine, 266.
 Congénies (Eglise de), 74, 151.
 Coq (M. Le), 202.
 Conrart, 185.
 Conseil fédéral des Églises du Christ aux États-Unis, 74, 234.
 Constance, 266.
 Convent ecclésiastique, 269.
 Cormeilles, seigneurie au nord de Paris, 163.
 Cormouls-Houlès (Jules), 314.
 Corneille (Gertrude), 120. — Voy. Rentières (Sébastien de).
 Correspondance 78, 152, 234, 326.
 Corvini (Matteo), 92. — (Antonio), 93.
 Cossart (Perrot). (Jean), argentier. — (Noël), sieur de Bobestres, 52.
 Cossonay (Suisse), 114 n.
 Costat (Alexandre de), 213.
 Cottières (Isaac de), past., 328.
 Coucy, 62. — (haute forêt de), 65.
 Cournonsec, 160.
 Cournonterral (Eglise de), 74.
 Court (Antoine), Histoire des troubles des Cévennes, 10. — lettre, 23. — restaurateur du Protestantisme, 238 ss.
 Coulances, 167.
 Cossé (maréchal de), 30.
 Craonne (plateau de), 62.
 Crauk, 238.
 Créqui (marquis de), 184.
 Créquy (cardinal de), év. d'Amiens, 34 n. — (François de), 51.
 Crépy-en-Laonnois, 68.
 Croce (Gregorio de), évêque de Martirano, 142.
 Cromelin (Jean), 69.
 Cromwell, 227.
 Crottoy (Le), 120.
 Croy (Antoine de), 64.
 Cucu (Nicolas), 32 n.
 Cujas, 233.
 Cuneo, 129, 137.
 Cuts, 62 ss.

Dainval (Adrien), 32 n.
 Daneau (Lambert), 323.
 Danemark, 317.
 Danzac (Anne), ép. Estienne Dupré, 212.
 Danzay (Charles de), 317.
 Dastor (M^{me} de), 213.
 De abroganda missa privata, 170.
 Debesses, 215.
 Decalus Moysi et papae, 170.
 Déclaration d'Indépendance des États-Unis, 237.
 Défenseurs du Christianisme (1670-1802), 73.
 Deglo de Lorme, 214 n. — Voy. Perrot.
 De Joux (pasteur), 217.
 De institutis humanis, 170.
 Delegorgue, 34.
 Demuyn (Marie), 56. — Voy. Grégoire.
 De Nakol, 159.
 Denck (Jean), 274.
 Denis (E.), 314. — (Jacques), 9, 74.
 Depoilly (Martin), notaire, 33 n.
 Derby (Lord), Edouard-George-Villiers-Stanley, 233 ss. — (comte de), 226. — (généalogie), 224 ss.
 De sacerdocio 170.
 Descauffour (Firmin), imagier, 36 ss. — Martin son fils, 53.
 Descaules, 34.
 Des Fontaines, 99.
 Desfouel (Adrien), S^r de Saint-Romain, 53.
 Desgardins (Toussaint), 54.
 Des Maizeaux, 189.
 Desmarests (S.), pasteur, 67.
 Des Masures (Louis), 84.
 Desmont (Olivier), pasteur, 215, 217.
 Despreaux (Jean, Christofle), tenancier de l'Abbaye d'Espagne, 54.
 Des Pruneaux, 89.
 De usu et efficacia misse, 170.
 Diane de Poitiers (Bible de), 234.
 Dictionnaire des Rimes Françaises. par Odet de la Noue, 283, 296, 300.
 Diète impériale (de 1529), 258.
 Diodati (Jean), 280.
 Doddridge, 217.
 Dolet, 165 n.
 Domfront, 225.
 Dommartin (Abbaye de), 30.
 Dompierre (Baruc de), sr. du Val, 69.

Donaldson (prof.), 314.
 Dor (François), 68.
 Douchet (Adrien), 53, 54. — (Wallequin), 36 ss.
 Douen, 72.
Doullens, 30, 32 n.
 Doumergue (Emile), 73, 153.
 Drummond (Dr.), 329.
 Du Bartas (G. de Saluste), 284, 298.
 Dubay, 214.
 Du Bled (Antoine), 331.
Dublin, 22.
 Du Bois (Gilles), 36 ss.
 Du Bosc (pasteur), 202.
 Du Bourdieu (Jean), 207.
 Duché, 237.
 Du Chesne (S^r de la Violette), 84.
 292. — (Guillaume), 167. — Voy.
 du Quesne. — (Christophe), 75.
 Ducos (Daniel I^r et II), 75 ss. —
 (Christophe), 75.
 Ducros, 108. — (Magdeleine), 214.
 Dufour (Jacques), 35.
 Du Lac (Jean Melchior, sr de la
 Clause, 310. — Voy. Villettes.
 Du Moulin (Joachim, Pierre, Es-
 ther), 63 ss.
 Duplan, 23.
 Duplain (Antoine), 84.
 Du Plessis Mornay, 96, 98.
 Duprat (chancelier), 171.
 Dupré (Estienne), 212. — Voy.
 Danzac.
 Du Quesne, 167. — Voy. Du Chesne.
 Dutens (M^{re} Veuve Alfred), 152.
 Dykés Shaw (Rev. Dr.), 326.

Eache (Nicolas), 35.
Eckbolshelm (bois d'), 277.
 Eberhart (J.-M.), 159.
**Échec de la Réforme en France au
 XVI^e siècle**, 151.
 Egli (professeur), 330.
Église Saint-Jean en grève, 167. —
 (de la Savoie), 207.
 Eglinton (comte d'), 225. — Voy.
 Montgomery.
 Egmont (comte d'), 87. — (com-
 tesse), 88.
 Eittel (George), 252.
Elbe (estuaire de l'), 214.
Élévations et progrès, 217. — Voy.
 Doddridge.
Embreuille fief de Saint-Romain, 53.
 Émilie, 195. — Voy. Saint-Evre-
 mond.
 Encontre (docteur), 217.

Entremont (Jacqueline comtesse d'),
 141 ss.
Epagne (Abbaye d'), 54.
**Épithètes recueillies des Deux Sep-
 maines...**, de du Bartas, 284.
 Erard (avocat), 207.
 Erasme, 166.
 Essais de Bogue, 217.
Escalade (L'), 197.
 Escorbiac (Jean d'), 84. — (famille),
 313.
Espagne (campagne d'), 23.
 Espérandieu (famille d'), 313.
 Espinoy (S^r de l'), 48. — Voy. Le
 Hochard.
 Estienne (Henri), 182.
 Estoilie (Denys de l'), 35 ss., 119.
 Estrées (Gabrielle), 62. — Jean sei-
 gneur de Valsery, 63.
Etaples, 119.
États généraux, 20.
**Exposition de la doctrine de l'Église
 catholique sur les matières de
 controverse 1671**, 190.
 Eys (M. J. van), 124 n. et ss.

Faber (M^{re}), docteur, 34.
 Fabre (J.), 73, 74, 149, 315.
 Fabry, 123 n. — Voy. Lefèvre d'Eta-
 ples.
 Falais (M. et M^{re} de), 115 n.
Faneuil hall, 237.
 Farel (Guillaume), 112. — (Claude),
 113 ss. — Gauchier, 114 n. —
 (Jean-Jacques), 114 n. — (sceau de),
 78.
 Farner (O.), pasteur, 331.
 Farnèse (Alex.), 89.
 Fauché (prédicant), 313.
 Faugère (Prosper), 5 ss.
**Fédération des Églises protestantes
 de France**, 235.
 Fer (Anne de), 113 n. — Voy.
 Cauvain (Antoine).
Fère-en-Tardenois, 67.
 Figon (Jean), 85.
 Fillon (Arthur), évêque de *Sentis*,
 172 n.
 Fil naturel (interdiction de ce
 terme), 152.
 Firn (Antoine), 259.
 Flaminio, 132.
Folembay, 62, 69.
 Fons (baron de), 106.
 Fontaine (L. M. M. de), 78. — Voy.
 Bernard Samuel.
Fontainebleau, 175.

Formentin, 40.
 Formule de Concorde, 318.
 Fortifications, 1607. — Voy. Genève, 109.
 Foucquart (François), 37. — (Gabrielle), sa fille, sa femme Marie Caisier, 55.
 Français (Les) italianisants au XVI^e siècle, 93.
 François I^{er}, 127, 163.
 Frank (Sébastien), 274.
 Freche (médecin), 212.
 Frédéric (capitaine), 176.
 Frères Moraves, 75.
 Frey (George), 277. — (Claude anabaptiste), 277.
 Froment (Nicolle), 33 n.
 Frossard (doyen), 216.
 Furstemberg (Guillaume de), 114 n., 128.
 Gachon (pasteur), 217.
 Gaillard (M^{re} Fremin), curé, 45 ss.
 Gallet (Jean), échevin, autre Jean, seigneur de Neuilly-l'Hôpital, 36.
 Gally (pasteur), 25.
 Galway (Lord), 202. — Galloway (Lord), 115 ss. — Voy. Massue.
 Gamon (Christophe de), 84.
 Gand, 89 ss.
 Gargant (François), 45.
 Garessio, 145.
 Gaude, 28.
 Gautier (pasteur), 217.
 Gayant (Jean), 56. — Voy. Demuyt (Marie).
 Gaylingen (Epelein de...), 268.
 Gazier (Félix), 7, 151.
 Geldenhauer (Gérard), 261.
 Germeaux-en-Bourgogne, 115 n.
 Généalogies de Tillette, S^r de Montart, 121 n. — de Villettes de Montliédier, 306 ss.
 Genève, 108 ss., 197, 233, 280. — (fortifications) 1607, 109.
 Genibrousse (Anne de), 309. — Voy. Villettes.
 George V, 223.
 Georges (Paul), pasteur, 67.
 Gerbel (Dr. Nicolas), 253.
 Gerber (Erasme), 252.
 Géline (chapelle de la), à Noyon, 113 n.
 Gillot (Jean), 57.
 Ghislieri (Giov.) Pie V, 138.
 Girardet (Karl), 159

Glastonbury (Eglise de), 39.
 Godet (Marcel), 42, 73, 122.
 Gondré (Anne), 36.
 Gottesheim (Jacques de...), 270.
 Goulart (Simon), 84, 293.
 Gournay (fort de) Badant ou Pille.
 Gouy (Jules-César de), 51.
 Grandmoulin (avocat), 213. — Voy. Amilton (Anne).
 Gréboval (Louis de), 163.
 Grégoire XIII, 126.
 Grégoire (Adrien, Jacques, Jean, 36. — (Nicolas), 56.
 Griffith-Jones (E.), Rev., 326.
 Groiseilliers (S^r de Chaulsoy), 35. — (Jacques des), 117.
 Grüner (Ed.), 235, 327.
 Guacard (François), 41, 57.
 Guernesey, 21.
 Guérault (Guillaume), 85.
 Guerre des Paysans, 1525, 250.
 Guerrie (Marie de la), 212. — Voy. Bellevue.
 Guillaume (le roi), 25 n. — Voy. Hollande.
 Guilletat (François), 84.
 Guise, 68.
 Guyde (Philibert), dit Hégemon, 84.
 Guyot (Yves), 6 n.

Haag (Souscription en faveur d'Eug. et Em.), 152.
 Halluin (François d'), gouverneur d'Amiens, 164. — (Georges), prince de Comines, 165.
 Hamel (Nicolas du), 43. — écuyer, seigneur de Cauchy, 117 ss.
 Harcourt (collège d'), 167.
 Hardenthum (Claude de). — Voy. Rentières (Sébastien de), 120 ss.
 Hartmann (cardinal), 156.
 Hauser (Henri), 295.
 Hautes-Cévennes, 16.
 Hauteville (Isabelle de), 120.
 Haye (Jehanne de la). — Voy. Castellain, 66.
 Hédion, 249.
 Hégemon, 84. — Voy. Guyde (Philibert).
 Heinsius (grand pensionnaire), 201.
 Henri II, 129. — (Bible de), 234.
 Henri III, 101 n., 233. — Henri IV, 101 (le Grand), 21.
 Herlin (Martin), 252.
 Hermel (Nicolas) de la Rétis, (sa veuve), 57.

Hervart (M^{re}), 197.
 Hesnault (seigneur d'). — Voy.
 Busanton (David de.), 115.
 Hespériens (S'), 104.
 Hesse (Philippe de), 264.
 Hetzer (Louis), 274.
 Heucourt (d'), 59. — Gouverneur,
 119.
 Heune (Alexandre), 88.
Heurtebise, 66.
 Hickes (docteur), 185.
Hildesheim, 257.
 Heinel (Jacques), 32 n.
**Histoire critique du vieux Testa-
 ment**, 186.
Histoire des troubles des Cévennes,
 10.
 Hobbes, 206.
 Hobette (Jacques), 57.
 Hoffman (Melchior), 275.
Hollande, 285.
 Hongrie (Fernand de), 254.
 Hoquin court (Maréchal d'), 185.
 Honstein (Guillaume de), 271.
 Hubmaier (Balthazar), 275.
 Hugues (E. H.), 242, 247.
 Hurtebise (M^{re} de), 67.
 Hutten (Ulrich de), 170.

Idelette de Bure, 115 n.

Illustrations. Vue du village de
Cuts, d'après une photographie
 prise en 1909, et de la maison dite
 de Ramus avant sa démolition,
 71. — Le sceau de Farel, 78. —
 Fac-similé du titre et de la pre-
 mière page de l'Evangile selon
 saint Mathieu du Nouveau Testa-
 ment de Lefèvre d'Etaples, im-
 primé à Turin, 1523-1524, 125. —
 Reliure d'un des quatre volumes
 de l'Ancien Testament français
 de Lefèvre d'Etaples, conservé à
 Turin, d'après une photographie,
 131. — Portrait de Marguerite
 de France, duchesse de Savoie,
 d'après une ancienne gravure,
 135. — Une vue de Vieux-Berquin
 (rue de Bailleul), avant la guerre
 d'après une photographie, 164. —
 Vues du château et de l'Usine de
 Montlédier (Tarn), d'après des
 photographies, 307 et 311.

Imbert (David), min. de *Cus*, 70. —
 Voy. *Cuts*.

Ingelmonster, 87.

Intérim (L'), de 1548, 268.

Invalides (visite aux), 80.

Irlande, 202.

Ireton, 227.

Jacomot, 84.

Jansénistes (Les) de l'amour, 203.

Jarnac, 28 ss., 101.

Jalla (Giovanni), 123.

Jay (John), 237.

Jeffs (Mrs Harry), 326.

Jesuites, 5.

Joseph II, 76.

Julien (Judith), 214.

Juré. — Voy. Luré, 86.

Jurieu, 192 ss.

Justel, 185.

Köhler (Walter), 331.

La Bastide (M. de), 200.

Labé (Louise), 83.

La Bordette (Pierre de), 32 n.

Labruguière. — Voy. La Tour, 310.

Lacaze, 108.

La Chaux (commanderie de), près
 Cossonay, 114 n.

La Coste (de), 84.

Ladier (pasteur), 69.

La Fayette, 237.

La Fère (siège de), 65, 101.

La Fontaine, 197.

La Fosse (Nicolas de), 33 n.

Laiguel (Bauger), 57.

La Lande (général), 12.

La Garenne, 101.

La Haye, 23.

Lamballe (siège de), 95.

Lambert d'Avignon, 272, 330.

La Motte, 106. — (Grimoult), 99.

La Muce (David de), 287. — Voy. La
 Noue (Anne de).

Lanceo (Jacobo), 127.

Languedoc, 11.

Languet (Hubert), 132, 318.

La Noue (de), (Anne), 287. — (Fran-
 çois, 85 ss., 305. — (Guillaume
 Pierre), 297. (Odet), 81 ss., 84,
 220 ss. — (Claude), 287. — Voy.
 Saint Georges Vêrac (M^{re} Marie)
 et Pierre Buffière, Chambret,
 Bellengreville, Thémînes (maré-
 chal de).

Lanoy ou Launoy (Marie de), 286.

Lanson (G.), 6 n.

La Place (Pierre de), 68.

- La Roche Chandieu (Antoine de), 84.
 La Plante (M. de), 98.
La Pomarède, 213.
 La Primaudaye, 84, 99.
La République (de Jean Bodin), 232.
La Rochelle, 108.
 La Tabarière, 101.
 La Taille (Jean de), 83.
La Tour (château de), paroisse de Labruguière, 310.
 La Trémoille, 96, 107. — Comtesse de Derby, 226.
 Lauga, 74.
 Laurens (Heny et John), 287.
 Laureins (Jacques et Martine), 163 n.
Lausanne, 18. — (traité de), 133.
 La Violette (sieur de), 293.
 Le Beauclerc (Nicolas), 32 ss.
 Le Blond (Honoré), 35.
 Le Clerc (Jean), 36 ss. — (S^e de Juigné), 72.
 Le Devin, 34.
 Ledieu (Alcius), 31 n.
 Le Fèvre (D^r), 207.
 Lefèvre d'Etaples, 123 ss., 162, 330.
 Lefranc (Abel), 113 n.
 Le Fuzelier (Philippe), 35 ss. (Jacques), 32 n.
 Le Gendre, 202.
 Le Grand (François), seigneur de Saulcourt, 59.
 L'Hermitage (M. de), 199.
 Le Hochard (Benoît), 35 ss. — (Seigneur de l'Espinoy), 118.
 Lehmann (Dr. Hans), 331.
 Le Mangnier (Hugues), 33.
 Le Mercier (Timothée), 84.
 Lenglès (François), 32 n.
 Lenglacié (Simon), 33 n. 34. — (Jean), 33 n., notaire.
 Le Noir, 84.
 Lentolo (pasteur), 136 ss.
 Léon X, 126.
 Le Prévost (Jean), (autre Jean, seigneur de Sanguines), (Étienne, diacre de l'Eglise de Glastonbury, 39.
 Le Roy (Nicolle), 66. — Voy. Castelain (Helye), (André), 60. — (Philippe), 40. — (Nicolas), 60 dit Gros Testu.
 Le Saulx du Saussé (Marin).
 Lescuyer (Jean), 36 ss.
 Lesens (Emile), 152.
Lettres de la sacrée Faculté de Théologie de Paris à Guillaume Petit, évêque de Troyes, confesseur du Roi, au sujet de Berquin 1523, 209.
 — du Réverend Perrot et du pasteur Olivier Desmont, 215.
Leuilly (Eglise de), 62, 67.
 Le Vineux (pasteur), 69 n.
Les petits poètes huguenots de la seconde moitié du xvi^e siècle et du commencement du xvii^e. 81.
 Le Vassor, 202.
 Lienhardt (Job), 275.
Ligued'Augsbourg, 193.
L'île Bouchard, 107.
Lillo (fort de), 89.
Limbourg (château de), 87. — (comte-chanoine Erasme de...), 271.
Lindau, 266.
 Livane (comte de), 187 n.
Liste des prisonniers pour la foi (Bordeaux et Rennes), 212 ss.
 Lizet (Pierre), 174.
 Lloyd George (lettre de Mrs.), 326
 Locke (John), 185.
 Loisy (famille), 70 n.
Londres, 205, 221.
 Longuet (Nicolas), 36 ss.
Longjumeau (Paix de), 30.
Longpré, 43.
 Longueville (duc de), 38.
 Lorfèvre (Jean), 36 ss.
Lorme dans la commune de *Silhac*, 214.
 Lorraine (duc Antoine de), 253.
 Louandre, 31 n.
Lorme dans la com. de *Silhac*, 214.
Loudun, 105. — Assemblée de..., 100, 106. — Synode nat., 222.
 Louis XIII, 110. — XIV, 15, 189 ss., 211. — XV, 220.
 Louise de Savoie, 123 n. et ss.
 Lougne (Guillaume de), prêtre, 61.
Lourmarin (Eglise de), 74.
Louvain, 87.
 Louvois, 190.
Lucerne, 147.
Lumigni (Maison de), 292.
 Luré (de Nepveu de...), 8. — (Marie de...), 287. — Voy. Juré.
 Lissignol (pasteur), 217.
Lutet et l'Allemagne, 8, 74, 126, 162 ss. 251 ss.

Mac Farland (Dr.), 161, 234, 315.
Maillard (Théodore), pasteur, 315.
Mailly (Jacques de), 167.

- Mainardo, 127.
 Maison-Fleur (de), 84.
Maison des Moulins, 61.
 Malescot (Étienne de), 84.
 Malesherbes, 23.
 Mallet (Christophe), 36, 116, 119.
 Malzac (Dr.), 247.
 Manessier (Jean), 41, 61.
 Mangnier (Daniel), 36. — Daniel ou Samuel), 116.
Marcadé (chaussée), 28 ss.
 Marbach, 272.
 Marguerite (d'Angoulême), 123 n., 132. — de France, duchesse de Savoie), 132.
 Marlet (Léon), 231.
 Martin (pasteur), 216, 219. — (Rollin), pasteur, 218 n. (legs), 74.
Man (île de), 229.
Marbourg (colloque de), 264.
 Marot (Clément), 128, 284.
 Mascarenc (Augustin de), S^r de la Planes, 311. — Voy. Villettes (de Raissac), 312.
Mas-d'Azil, 216. — (*des Razes*), 214. — (*Soubeyran*), 240.
 Massue (Jean et Nicolas). — Voy. d'Ailly, (Daniel, chevalier, seigneur de Ruigny et Henri, marquis de Ruigny, député gén.), Henri Lord Galloway (baron de Port Arlington), 115 ss. et 202.
 Martel, curé, 214.
 Marty (Jacques), 214.
 Mathenet (Jean), 214.
 Mazarin (cardinal), 184. — (Hortense de), 202. — (duchesse de), 200.
 Mazurier (Martial), 162.
Meaux (Mons^r de), 123 n. — (M. de), 190 ss. — (évêque de), 162.
 Médicis (Catherine de), 41. — (Julien). — Voy. Savoie, 123 n. — (Marie de), 111.
 Mélanchthon, 170.
Melun, 292.
 Mélusine, 87.
Memmingen, 266.
Mémoires (de Jean Cavalier), 151, 248.
 Merckel (Balthazar), 257.
Méréssart (Pas-de-Calais), 43.
 Meyer (de Knonau, G.), 331. — (Jacques), 268.
Mialet, 241.
 Michelet, 21, 248.
 Micheli (L.), 24.
 Miller (R. S.), 326.
 Mirande (député général), 108.
 Miremont (M. de), 16.
Molin, près Pontarsy, 66.
Molsheim, 252.
 Monchar (Jean), 305.
Moncontour, 28 ss. (siège de), 95.
Mondovi, 138.
 Monchy (Jean de), (Antoine, seigneur de Sénarpont), 56.
 Montandre (marquis de), 202.
 Montgomery (Jacques), 95. — (Gabriel), (George Arnulph), comte d'Eglinton. — (Sainte Foy de...), pays d'Auge, 225.
Monoblet, 238.
 Mons (Christophe de), 37 ss. — Elu en *Ponthieu*, 117.
 Montaiglon (A. de), 123 n.
 Montaigne (milord), 202.
Montauban, 213, 216.
Montbéliard (pays de), 272.
 Montchrestien, 85.
Montendre, 213.
Montescourt, 67 n.
 Montesquieu, 232.
Montèzes, 238.
 Montfort, 28 ss.
 Montlérier (de) de Villettes, 306 ss.
 Montméja (B. de), 84.
 Monod (Albert), 73. — (André), 327. — (Théodore), 5 ss., 149, 235. — (Jean), 9. — (Victor), 74.
Montpellier, 216.
Montreuil-Bonin, 87, 281.
 Montrevel, 13 ss.
Moraves, 216.
Morceaux d'éloquence extraits des sermons des orateurs protestants français, 76.
 Moreau (Jacques), 32 n.
 Morel (Jean), curé, 50 ss.
 Morosini, 132.
 Morrison (Rev. Robert), 220.
Morsain, 65.
Mortier (forêt du), 65.
 Morvilliers (cap.), 58.
Moulins, 66.
 Mourette (Jacques), 35 ss., 120.
Mouy (Oise), 64, 101 (Eglise réformée de), 287.
 Mieg (Daniel), 258.
 Mundolsheim (Conrad Johann de...) 252.
Muret et Crouettes, 63 (Aisne).
Muscae Epcomium de Lucien, 165.
Musée (du Désert), 239, 315.
 Mulet (pasteur), 69.

- Nabholz (Dr. H.), 331.
Nantes (Edit de), 11 ss., 107.
 Nâgeli (Jean Rodolphe), bailli bernois, 114 n.
 Navarre (Henri de), 50 ss.
 Navières (Ch. de), 84.
 Neel (pasteur), 245.
 Negri (P. Girolamo), 134.
Navarre, 137.
Nérac, 75.
Neuilly l'Hôpital, 36 (Pas-de-Calais).
 Neuville (de).
 Newcastle (duc de), 23.
New-York, 237.
 Nicolle, 190.
 Nicodémis e (Le), 151.
Nîmes, 216, 240.
 Ninon de Lenclos, 203.
Ninone, 87.
Normandie, 212.
 Northumberland (Percy, duc de). — (Henry-George et Saint-Charles de...), 156.
Noyon, 113 n., 315, 332. — (Autour de...), (sur les traces des Barbares), 156.
 Notice générale sur la famille de Villettes de Montlédier, 306.
Nuremberg, 258, 268.
 Ocolampade, 317.
 Odoart (doyen), 172, 264.
 Oechsli (Dr. W.), 331.
Oisemont, (Pas-de-Calais), 33 n.
 Olivier (Jourdain d'), 323.
 Oporin (Jehan), imprimeur, 1575, 304.
Orange (Guillaume d'), 285. — (prince d'), 127. — (prince Maurice d'), 107.
Orléans, 165.
 Orley (Philippe d'), écuyer seigneur du Plessis, 163 n.
 Paix des Pyrénées, 184.
 Paquier (l'abbé), 5 ss., 152.
 Pallavicini, 127.
Paissy (château de), 66.
 Pannier (Jacques), 72, 78, 160, 329.
 Papillon (Antoine), 330.
Paradisus Julii papae (Le Paradis du pape Jules), 170.
Paradoxe (Le), par le seigneur de Téliigny, 287.
 Parme (duc de), 89. — (prince de), 90.
 Parmentier (François), 32 n. — (Marc), médecin, 36 ss., 118.
 Pascal (Blaise), 5.
 Passieu (Esther de), 312. — Voy. Mascarenc (Daniel de).
Passy, 163.
 Patry (Henri), 132 n.
Pau (Eglise de), 1668-1681, 322.
 Paul V, 149. — (III), 128.
 Payel (cap.), 28.
 Payen (Jeanne), 320.
Pays-Bas, 89, 227.
Pecca fortitier, 79.
 Peirot (pasteur), 214 n.
 Pellet (M.), 24 n.
Pélerinage de Suisse, 314. — Voy. Veuillot.
 Perache (Jean), 36, 118.
 Percy, 224. — Voy. Northumberland.
Perosa, 147.
 Perrineau (François), 66. — (Françoise), 66.
 Perrot, 127. — (Clément), 215 ss. — (François), 219. — (pasteur), 214 n. — Voy. Deglo de Lorme.
 Petit (Guillaume), évêque, 163.
 Pfarrer (Mathieu), 266.
 Philelphe (festins de), 165.
 Pibrac, 233.
 Picard, 28.
Picardie, 28 ss., 212.
 Picot (Emile), 93, 305.
 Pidoux de Nesle, 101.
 Pie V, 138.
Piémont, 201.
 Piennes (sire de...), 30 n.
 Pierre-Buffière (Louis de...), 287. — sieur de Chambret ou Chanbray. — Voy. La Noue.
 Pierre (Jean), 215.
 Pille (Philippe), barb. chir., 36, 118.
 Philiberte de Savoie, 123 n.
 Philippe II, 106.
Pignerol, 148.
Piri (bastion du), 111.
Plessis-aux-Tournelles (château du), 286.
Plessis (seigneurie de), 163. (Flandre).
 Plessoy (Louis), 41, 118.
 Poésies chrestiennes, 92. — Voy. La Noue.
 Poilly (Nicolas de), 119.
Pogliola (Couv. des Cisterciennes de), 144.
Poitiers, 231. — (traité de...), 103 n. — Voy. Bergerac.

- Politien (Ange), 164.
 Pollion (Symphorien), 249.
Pologne, 320.
 Poncher (Étienne), 165 n.
 Pons du Lac, 310.
Pont Arcy, 64.
Pont d'Avesne, 25.
Pont de l'Arn (Église de), 310.
Pont de Montvert, 13.
Ponthieu, 33.
 Popoli (Vittore de), 146.
 Portalis, 21.
Port-Arlington, 115 ss.
 Possevino (jésuite), 134.
 Poullain (Valérand), 115 n.
 Poultrain, 29 n., 34.
 Poupo (Pierre), 83.
 Pourtalès (Guy de), 73, 111, 305, 314.
Précieuses (Les), 203.
Préjugés légitimes contre le P-
pisme, 192.
 Pressac (Charles de), 212.
 Proana (Claude), 154. — Voy. Pé-
 rilla.
Prydain, 224.
 Prohaut (Antoine), 31 ss. — (Hu-
 gues), 35 consul. — (Nicolas), 35
 ancien consul.
 Protestantisme allemand (Le), 8.
 Plumet (Fr.). — Chronique de 34 n.
 Puaux Frank, 73, 74, 208, 222, 242,
 248, 314, 315, 327, 332.
Puy Laurens, près Saint-Jean
 d'Angély, 212.
 Puyseulx (M. de), 16.
Quincy-Basse, 65.
 Quissarme (famille). — Voy. Suy-
 reau.
Rabaut (Saint Etienne), 20. —
 (Paul), 73 ss., 78, 80.
 Rambures-Poireauville (Jean de...),
 36. — (Simon), 119. — Voy. Rous-
 selle et Carpentin.
 Rambures (seigneur de...), du com-
 té d'Artois, 163.
 Ramus, 70, 72 n.
 Randon (Jehan, Nicolas), orfèvre.
 (Marie, Thoinette), 119.
 Radey (femme de), 213.
 Raybaud, curé, 152.
 Read (Louise), 74, 152.
Réception de la délégation des
Églises protestantes anglaises.
 326.
Réf ormea), à Strasbourg, 1525,
 30, 249. — en Piémont, 123 ss.
Réformation (3^e centenaire de la),
 159.
Refuge (Le). à Londres, 185 ss.
 Reinier (Jean), 215.
 Renaudot (abbé), 189.
 Renée de France, 132, 137.
Rennes (prisons de), 212.
 Rentières (Sébastien I et II), s^r de
Campval La Rivarie et au *Titre*,
 36 ss., 119 ss. — Voy. Corneille
 et Hardenthum.
Résolution Claire et Facile sur la
Question tant de fois faite de la
prise des armes par les inférieurs
(attribué à Odet de La Noue),
 304.
 Rétis (de la), 57. — Voy. Hermel.
 Rethel (marquis de), 64.
 Reuss (R.), 73, 74, 149, 314, 315.
 Reynier (Pierre), 215.
Ribaute, 11.
 Richard (Alfred), 317. — (Zacharie),
 67.
 Richelieu, 285.
 Riemsdyk (M. de), 24 n.
 Rigail (M.), 313.
 Rioux (de), 100.
Ripaille (château de), 114 n.
 Ritter (E.), 73.
 Rival (Jean de), 323.
 Rocayrol, 16 ss.
 Rocquigny (Adrien de), 85.
 Rodocanachi (E.), 150.
 Roger (Jehan), 33 n. — (Jean), pas-
 teur, 25 n.
 Roeder (Egenolphe), de Diersbourg,
 259.
 Roland, 11 ss. — (bible de), 243. —
 — (maison de), 240.
 Romain (Gilles), 85.
 Rôrdam (pasteur), 318.
Rosheim, 252.
 Rosny, 108.
 Rott (E.), 73, 74, 149, 315.
 Rousseau (J.-J.), 206.
 Roussel (Gérard), 272, 330. — (Jean),
 51.
 Rouspeau (Yves), 84.
 Rouville (E.), pasteur, 314.
 Roy (M^e), licencié en théologie de
 la Faculté de Paris, 169.
 Rozet (Isabeau de), du Causse, 310.
 — Voy. Villettes (Jacques de...),
 seigneur de la Nogarède, 309. —
Rue, 30 ss. — (Philippe de la...),
 procureur, 37.

Rubempré (S^r de), 53.

Ruffine, 63.

Ruvigny (dép. gén. des Églises),
199. — (les frères Massue de),
36. — (fief de) sis à Behen.

Sabatier (Auguste), 6.

Saintes (diocèse de), 213.

Sainte Aldegonde, 91.

Saint-Antoine (*bastion de...*), 111.
Genève.

Saint-Apollinaire de Prias, 214.
(Ardèche).

Saint Barthélemy, 38, 233.

Sainte-Beuve, 81 ss.

Saint Delis d'Heucourt (gouver-
neur), 57.

Saint-Denis (bataille de), 30. —
(porte), 97.

Sainte Cène, 253.

Saint Evremont et les Réfugiés de
la Révocation à Londres, 184 ss.

Sainte Foy (assemblée politique de),
98.

Saint Georges Vêrac (M^{re} de). —
Voy. La Noue.

Saint Germain, 108. — (paix de),
28.

Saint Jean de la Gardonnenque,
240.

Saint Martino (vallée de), (Savoie).

Sainte Marie du Mont, (Picardie),
120.

Saints Pères (cimetière des), 286.

Saint Pierre Aigle ou *Saint Pier-
relles*, 63, 64.

Saint Pierrelles, 64.

Saint Ruth (M. de), 212.

Saint Sabina (cardinal), 138.

Saint Seurin, 213.

Saint-Simon (Léonor Antoine de...)
— marquis de Courtomer, 287.

Saint-Thomas (Jacquelyne de), 163.
— Voy. Berquyn.

Saint Valéry, 30 ss. (Pas-de-Calais).

Saint-Hippolyte (Gard), 216.

Saint Simon, 199.

Saint Sulpice (bibliothèque du Sé-
minaire de), 169 n.

Saluces, 144, 148.

Salvago (Agostino), 139.

Salzmänn (Thomas), 276. — Voy.
Scheidenmacher.

Samuel Bochart et sa famille (pa-
piers relatifs à), 35 ss., 152.

Samson (Ignace), carme, 55. —
(Guillaume), 119.

Sapidus, 279. — Voy. Witz (Jean).

Saponay (sieur de), 72.

Satur (Jérôme), 65.

Saulcourt (seigneur de). — Voy. Le
Grand.

Saumur (assemblée), 98.

Saunier, 84.

Saurin (commandant), 329.

Sautemont (Th. de), 85.

Sauvage (Marie de), 212. — Voy.
Pressac (Charles de), S^r de Puy-
renault).

Sauvetat-du-Dropt (Église de), 151.

Savary (Jean), curé, 46, 117, 121.

Saverdun, 216.

Saverne, 271.

Savigliano, 137.

Savoie (ducs de), 108 ss. — (Phi-
lippe de), seigneur de Racconigi,
128.

Saxe (Elect. de), 183. — (Elect.
Jean de), 266.

Schaffhouse, 16.

Scheidenmacher (Thomas), 276. —
Voy. Salzmänn.

Schenk (femme), 275.

Scherwiller, 253.

Schlestadt (traité de...). 21 janv.
1529, 257.

Schnoewyl (Jean), 254.

Schomberg, 106 ss.

Schonvelde (Isabeau de), 163. —
Voy. Berquyn.

Schwarz (Thiebaut), 260.

Schweinfurt, 268.

Séances du Comité. 73, 151, 314,
315.

Séville (Pierre de), 330.

Sedan, 64 ss., 108.

Segain (Jehan), 32 n.

Semery (Marie de), 69.

Senarpont, 28 ss., 120.

Servas (château de), 11.

Servet (Michel), 274.

Sevin (Alexandre, seigneur de...),
312.

Sharp (M.). 238.

Sihac, 214. — Voy. Lorme.

Silvestre (Dr.), 202, 207.

Simon (Richard), 186 n.

Skarga (Pierre), 320.

Smalkalde (conf. de...). 267. —
(Union de), 269.

Smith (Rev. C.), 216.

Soissons, 62, 70.

Sofismi mondani, par Lentolo, pas-
teur, 136.

Sourches (Marquis de), 200.
Speculum theologastrorum, 152, 170.
 Spinoza, 206.
Spire (diète de), 254.
 Staehelin (Ernest), 316.
 Stanley (barons), 226. — Voy. Derby (Sir John), 229.
 Statements of the persecutions of the protestants in the South of France, 216.
 Storch (Nicolas), 275.
Storia della 'Riforma' in Piemonte, 123.
Strasbourg (La Réforme à), 249 ss.
 Sturm (Jacques), 252. — (Jean), 279.
 Suyreau (Thomas), médecin de Louis XI (Jean), 320. — Voy. Payen.
 Tachard (pasteur), 218.
 Tagaut, 84.
 Tahureau (Jacques), 83.
 Tallemant des Réaux, 95.
 Talmont (Charles, prince de...), — (Louis, vicomte de Thouars), 226.
 Téligny (Ch. de), — (Marguerite), 86, 285.
Terreur blanche (La), 222.
 Texier, 106.
 Thémines (maréchal de). — Voy. La Noue.
 Thoru (Cathérine), 213.
 Thou (de), 106, — (président de), 233.
Thuringe (La), 267.
 Tillette (baron) de Clermont Tonnerre, 121 n. — (Louis) — (Mathieu I et II), 121. — Voy. Balleu.
 Tirard, 121.
Titre (château du), 36.
Tolérance (Edit de), 20.
Toulouse, 217.
Tournay (château de), 91.
Tournerolle, 113 n. — (sieur de), 67.
 Tournier (Gaston), 314.
 Tourrail forçat pr. la foi, 324.
 Tourzel (Antoine), 36, 121.
 Traicté de l'excellence de l'homme chrestien et manière de le cognoistre, 68.
 Touzel (Antoine), 36, 121.
Traversy 62, (près de la Fère), 113 n.
Trias romana, 170.
 Tronchin (M.), 111 n.
Troyes, 163.

Trudaine (Guillaume) (Jacques), 53.
Tryade romaine, 170.
 Turenne (M. de), 199.
 Turretin, 203.
Turin, 124 n.

U lly (Robert d'), 69, — vicomte de Nouvion.
Université (L'), de Paris, 209. — de Turin, 124 n. — de Zurich, 331.
Uranie (L'), 300.

Vacquier (J.), 80.
 Vaines (M. de...), pasteur, 68 n. — Voy. Veines.
 Val (S' du), 69. — Voy. Dompierre.
 Valade (Pauline), 212. — Voy. Freche.
 Valès (A.), 74, 149, 315.
Valsery (S' de), 63. — Voy. Estrées.
 Valeyre (le sieur de), 84.
Vallabregues (île de), 17.
 Vallière (Jehan), 177.
 Vandrue (Antoine), (Pierre), 36.
 Vanrobais, 40.
 Vasseur (Guillemette), 121.
 Vaudbrun (Nicolas de...), 324, père Jésuite.
Vaudois, 124.
 Vartel (Honoré), 36.
 Vauldray (Ysaac de), S' de Mouy, 287.
 Veines (Jacques de). — Voy. Vaines, 68.
 Vendosme (M. de), 111 n.
Vendôme, 106.
Verceil, 137.
Vérité (Quentin, Josse). — Voy. Vasseur, 121.
 Verrier (Jean), 167.
Vernour (paroisse de...), 214.
 Verjus (André), 167.
 Veillot (Louis), 158, 314.
Vez, 68.
Vic, 106.
Vicomté du Pont à poissons, 54. ss. (Pas-de-Calais).
 Victor (Charles), 74.
 Vidal (Jean), 74, 215.
 Viénot (professeur), 149, 239.
Vieux Berquin, 163. — Voy. Noord Berquin.
 Vieux Maisons (Jean de), seigneur de Cus. — Voy. Culs, 70.
 Vieilmaisons (M^{re} de, Josué de), 72 n. — S' de Saponay. — Voy. Leclerc, S' de Juigné.

- Vignon (Jacques), 69. — (Nicolas), 119. .
Villafranca, 142.
 Villain (J.), pasteur, 69.
 Villarnoul, 108.
 Villars (maréchal de), 11 ss.
 Villeneuve (Marguerite de), 310. — Voy. Pons du Lac.
 Villeroy, 90. — Monseigneur de), 123 n.
Villers-Cotterets, 68.
 Villettes (Arthur de, 1753). — (lieut. gén. Henri Clinton de, 1777). — (Major Guillaume de, 1779), directeur de l'Hôpital français de Londres.
 Villettes (de), de Montlédier (Guillaume, 1319). — (Pierre, 1560). — (Sébastien), (Jacques), etc., 306 ss.
 Villiers (M.), 202. — (Stanley), 233 ss. — Voy. Derby.
Vimeu, 33 n.
 Vincent Saint-Laurens, 218 n. — (Samuel), 217 n.
Vire, 224.
 Viret, 115 n.
 Vittoria Colonna, 132.
 Voltz (Paul), 275 n.
 Vuillot (veuve), 121.
 Vulson, 100.
Vouël, 68.
 Wain (Gervais), 183.
 Walleguin de Blottefière, 35 ss.
 Wallon (Robert), 53 ss.
 Wandrue (Antoine et Pierre), 121.
Wapping, 25.
 Wartel (Honoré), 122.
 Waucquet (Nicolas), 33 n.
 Wasté (Jehan).
 Watts (catéchisme de), 217.
 Wehrhug (M.), 318.
 Weiss (André), 235.
 Weiss (N.), 7, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 112, 124 n., 149, 157, 161, 183, 212, 215, 236, 238, 314, 315, 317, 329, 331, 332.
 Westminster (l'abbaye de), 208.
 Wimpheing, 279.
 Wiart (Nicolas), 44.
 Wildsparg (Pancrace de), 257.
 Witt (Cornélis de...), 314, 315.
Wittenberg, 253.
 Witz (Jean). — Voy. Sapidus.
Woerd, 274.
Worcester (journée de), 227.
 Wolff (Jean), 255.
 Wolmar, 165 n.
Wörms, 255.
 Wurmser (Bernard), 252.
 Wurts (général), 189.
 Zell, 249 ss. — (Catherine), 263 n. ss.
 Zwingli, 253, 338.
Zurich, 264.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME LXVII

- Aubert (Hippolyte), 112, 149.
 Godet (Marcel), 28, 43, 115.
 Hugues (E.), 238.
 Leroux (Alfred), 76.
 Marlet (Léon), 223.
 Marty (Jacques), 214.
 Pannier (Jacques), 62, 329.
 Pourtales (Guy de), 81, 280.
 Puaux (Frank), 10, 158, 184, 215, 248, 331.
 Reuss (Rodolphe), 249, 322.
 Rodocanachi (E.), 123.
 Schoell (Th.), 232, 320.
 Tournier (Gaston), 306.
 Weiss (N.), 5, 9, 76, 87, 151, 152, 159, 161, 162, 209, 211, 234, 314, 316, 326, 330, 332.

3. TABLE GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1918

N. WEISS. — Préface : A propos de Calvin, des Jésuites, de M. F. Brunetière et de M. l'abbé J. Paquier:	5
Nos deuilis.	9
— Pour la Fête de la Réformation.	161
FRANK PUAUX. — Discours à la réception du Dr. Mac Farland au Musée du Désert et à celle de la Délégation anglaise à la Bibliothèque.	242 327

ETUDES HISTORIQUES

FRANK PUAUX. — Les mémoires de Cavalier sur la guerre des Cévennes.	10
MARCEL GODET. — Les Protestants à Abbeville au début des guerres de religion (1560-1572).	28
GUY DE POURTALES. — Odet de la Noue, deux articles.	81 280
N. WEISS. — Louis de Berquin, son premier procès et sa rétractation d'après quelques documents inédits (1523).	162
FRANK PUAUX. — Saint Evremont et les réfugiés de la Révocation à Londres.	184
R. REUSS. — La Réforme à Strasbourg (1525-1530).	249

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

Voy. aussi la *Correspondance*.

XVI^e SIÈCLE

N. WEISS. — Lettre de la Sacrée Faculté de théologie de Paris à Guillaume Petit, évêque de Troyes, confesseur du Roi, au sujet de Berquin.	309
HEPOLYTE AUBERT. — Une lettre inédite de Calvin à Farel (15 juillet 1544).	112
MARCEL GODET. — Liste des Abbevilleois suspects de calvinisme entre 1560 et 1572. — Arrest à Manessier. — Massue à Wartel.	43. 115

XVII^e SIÈCLE

GASTON TOURNIER. — Notice généalogique sur la famille de Villettes de Montlédier.	306
N. WEISS. — Quelques huguenots et huguenotes « obstinés », dans les prisons de Bordeaux et de Rennes après 1685.	211

XVIII^e SIÈCLE

- JACQUES MARTY. — Deux certificats de prétendus « concubinages ». 214

XIX^e SIÈCLE

- FRANK PUAUX. — Lettres du révérend Perrot et du pasteur Olivier Desmont (1815). 215

MÉLANGES

- JACQUES PANNIER. — Anciens lieux de culte protestant autour de Soissons et de Laon : Œuvres. entre l'Aisne et le plateau de Craonne. Travecy, Leuilly, Coucy. Cuts 62
 E. RODOCANACHI. — L'attitude des autorités civiles et religieuses à l'égard de la Réformation en Piémont au xvi^e siècle. 123
 LÉON MARLET. — Les attaches françaises de Lord Derby, ambassadeur de Grande-Bretagne en France. 223

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

- N. WEISS. — Anthologie protestante française xvi^e et xvii^e siècles. 76
 ALFRED LEROUX. — Souvenirs inédits de Daniel I^{er} et Daniel II Ducos originaires de Nérac et de Bordeaux (xviii-xix^e siècles 76
 TH. SCHOELL. — Roger Chauviré. — I. Jean Bodin, auteur de la République. — II. Colloque de Jean Bodin des secretz cachez des choses sublimes entre sept scavans qui sont de différens sentiments. 232
 N. WEISS. — Le réformateur Oecolampade, travaux de M. Ernest Staehelin. 316
 TH. SCHOELL. — A Richard. Un diplomate poitevin du xvi^e siècle, Charles de Danzey, ambassadeur de France en Danemark. — A Berga. Un prédicateur de la cour de Pologne sous Sigismond III. Pierre Scarga (1536-1612). Etude sur la Pologne du xvi^e siècle et le protestantisme polonais. 320
 R. REUSS. — Documents inédits sur l'Eglise réformée de Pau avant la révocation de l'édit de Nantes (1608-1681). 322

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

- R. PANNIER. — Le sceau de Farel. 78
 N. WEISS. — Une ordonnance du médecin Astruc. — Le « Pecca fortiter » de Luther. — Deuxième centenaire de la naissance de Paul Rabaut. — A propos des Invalides. 87
 — Une lettre de M. l'abbé J. Paquier et réponse à cette lettre. . . . 152
 FRANK PUAUX. — Calvin, les Jésuites, Becanus et Veuillot. 158
 N. WEISS. — Troisième centenaire de la Réformation. — De Nakol. — Confession de la Foi chrétienne, 1561. 159
 — Le Dr. Mac Farland à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, 26 juin 1918. 234
 E. HUGUES. — Le révérend Mac Farland au Musée du Désert (25 juillet 1918). 238
 FRANK PUAUX. — Mémoires sur la guerre des Cévennes par le colonel J. Cavalier. 248

